

7.3. 250

7-3.250

P437481 4

7.3.252 BC.

COURS
DE
DROIT COMMERCIAL.

V.

PARIS. — A. PIHAN DELAFOREST, IMPRIMEUR,
RUE DES NOYERS, N° 37.

III

COURS

DE

DROIT COMMERCIAL,

PAR J.-M. PARDESSUS,

CONSEILLER A LA COUR DE CASSATION, PROFESSEUR DE DROIT COMMERCIAL,
MEMBRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,
DES ORDRES DE SAINT-MICHEL ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

TROISIÈME ÉDITION.

TOME CINQUIÈME.



A PARIS,
CHEZ NÈVE, LIBRAIRE DE LA COUR DE CASSATION,
PALAIS DE JUSTICE, N° 9.

1826.

175 100

175 100

TABLE

TITRES, CHAPITRES, SECTIONS, PARAGRAPHES,
CONTENUS DANS CE CINQUIÈME ET DERNIER VOLUME.

SIXIÈME PARTIE.

	Pag.
D E la Juridiction et de la Procédure.....	1
TIT. I^{er}. De l'établissement et organisation des Tribunaux de commerce.....	3
CHAP. I^{er}. De l'établissement, du placement et de la circonscription des Tribunaux de commerce.....	4
CHAP. II. De l'élection des juges de commerce.....	5
CHAP. III. De la discipline intérieure du Tribu- nal de commerce.....	8
TIT. II. De la compétence des Tribunaux de commerce.....	11
CHAP. I^{er}. De la compétence d'attribution.....	12
CHAP. II. De la compétence territoriale.....	31
CHAP. III. De la compétence sous le rapport des condamnations.....	49
TIT. III. De la Procédure devant les Tribu- naux de commerce.....	55
CHAP. I^{er}. Comment la demande est introduite..	56

vj TABLE DES TITRES, CHAPITRES, etc.	
CHAP. II.	Comment la demande est instruite et jugée. 67
CHAP. III.	Comment un jugement doit être exécuté. 98
CHAP. IV.	Des voies pour faire réformer les jugemens des Tribunaux de commerce. 102
TIT. IV.	De l'Arbitrage. 108
CHAP. I ^{re} .	De l'arbitrage volontaire. 109
SECT. I ^{re} .	De la formation du tribunal arbitral. 110
SECT. II.	Comment se fait l'instruction devant les arbitres. 119
SECT. III.	Du tiers-arbitre. 124
SECT. IV.	De l'exécution et des effets du jugement arbitral. 128
SECT. V.	Des voies pour réformer un jugement arbitral. 131
CHAP. II.	De l'arbitrage forcé en matière de société commerciale. 137
TIT. V.	De diverses juridictions exceptionnelles établies dans l'intérêt du commerce. 152
CHAP. I ^{re} .	Des Prud'hommes. 154
SECT. I ^{re} .	De la juridiction des prud'hommes fabricans. <i>ibid.</i>
§ 1.	De l'organisation des conseils de prud'hommes. 156

TABLE DES TITRES, CHAPITRES, etc. vij

§ II.	Des fonctions des prud'hommes	
	comme conciliateurs.....	160
§ III.	Des fonctions des prud'hommes,	
	comme juges.....	162
§ IV.	De la procédure devant le conseil	
	des prud'hommes.....	163
SECT. II.	Des attributions judiciaires des pru-	
	d'hommes pêcheurs.....	169
CHAP. II.	De la juridiction des juges de paix re-	
	lativement aux brevets d'invention.	171
CHAP. III.	De la juridiction des tribunaux cor-	
	rectionnels en matière de contre-	
	façon.....	175
TIT. VI.	Des Consuls.....	178
CHAP. I^{re}.	Des consuls en général, et de leur	
	caractère politique.....	179
SECT. I^{re}.	De l'établissement des consuls.....	180
SECT. II.	De la nomination et installation des	
	consuls.....	186
SECT. III.	Des divers officiers attachés aux	
	consulats.....	188
SECT. IV.	Du caractère politique et des privi-	
	lèges des consuls.....	191
CHAP. II.	De la juridiction des consuls.....	195
SECT. I^{re}.	De la juridiction du consul dans	
	ses rapports avec l'état étranger	
	où il réside.....	196
SECT. II.	De la juridiction du consul à l'é-	
	gard des Français.....	199

viii **TABLE DES TITRES, CHAPITRES, etc.**

SECT. III. De la procédure devant les consuls	
français.	205
CHAP. III. De diverses attributions données aux	
consuls.	211
CHAP. IV. Des droits de répression et de haute	
police attribués aux consuls sur les	
individus de leur nation.	223
SECT. I^{re}. Des pouvoirs de répression appar-	
tenant aux consuls dans les pays	
de chrétienté.	224
SECT. II. Des droits de répression dans les	
états hors de chrétienté.	227
§ 1. Du jugement des contraventions et	
délicts.	229
§ II. De l'instruction relative aux crimes.	230
§ III. Du pouvoir de haute police.	35
TIT. VII. De l'effet des lois, actes et jugemens	
étrangers devant les Tribunaux	
français.	237
CHAP. I^{er}. Dans quels cas les tribunaux français	
ont à statuer d'après les lois, actes	
ou jugemens étrangers.	238
SECT. I^{re}. Des contestations entre deux étran-	
gers.	239
SECT. II. Des contestations entre un Français	
et un étranger.	241
SECT. III. Des contestations entre Français qui	
ont contracté sous l'empire de lois	
étrangères.	246

TABLE DES TITRES, CHAPITRES, etc. ix

CHAP. II.	Par quels principes les tribunaux français peuvent-ils juger les actes faits en pays étranger.....	246
SECT. I ^{re} .	De l'application des lois étrangères relativement à la capacité des contractans.....	248
SECT. II.	De l'application des lois étrangères relativement à la forme et au caractère exécutoire des actes.	252
SECT. III.	De l'application des lois étrangères aux dispositions des actes.....	264
§ I.	De l'interprétation des actes faits en pays étranger.	<i>ibid.</i>
§ II.	De l'exécution des actes faits en pays étranger.....	268
TIT. VIII.	De la Contrainte par corps.	289
CHAP. I ^{re} .	Des cas dans lesquels la contrainte par corps a lieu.....	290
SECT. I ^{re} .	Des cas dans lesquels la contrainte par corps a lieu contre les non-commerçans.....	291
SECT. II.	Des cas dans lesquels la contrainte par corps a lieu contre les commerçans.....	295
CHAP. II.	Des cas dans lesquels la contrainte par corps n'a pas lieu.	299
SECT. I ^{re} .	Des cas dans lesquels la contrainte par corps n'est pas autorisée. ..	300
SECT. II.	De quelques exceptions aux cas	

x	TABLE DES TITRES, CHAPITRES, etc.	
	<u>dans lesquels la contrainte par</u>	
	<u>corps doit être prononcée.....</u>	302
§ 1.	<u>Des exceptions résultant du sexe et</u>	
	<u>de l'âge.....</u>	302
§ II.	<u>Des exceptions fondées sur les rap-</u>	
	<u>ports entre le créancier et le dé-</u>	
	<u>biteur.....</u>	305
SECT. III.	<u>Des contraintes par corps illégale-</u>	
	<u>ment prononcées.....</u>	307
CHAP. III.	<u>De l'exécution de la contrainte par</u>	
	<u>corps.....</u>	310
CHAP. IV.	<u>Comment finit l'emprisonnement du</u>	
	<u>débiteur.....</u>	328
CHAP. V.	<u>De la contrainte par corps contre des</u>	
	<u>étrangers.....</u>	336
	<u>TABLE servant à indiquer dans quels volumes et</u>	
	<u>à quelles pages de cet ouvrage, est relaté chaque</u>	
	<u>article du Code de Commerce.....</u>	343
	<u>TABLE alphabétique et analytique des matières</u>	
	<u>contenues dans les cinq volumes de cet ouvrage.</u>	359

FIN DE LA TABLE DU TOME CINQUIÈME.

COURS

COURS

DE

DROIT COMMERCIAL.

SIXIÈME PARTIE.

DE LA JURIDICTION ET DE LA PROCÉDURE.

1335. LA nécessité de faire statuer sur les contestations commerciales, par des juges habitués à ces sortes d'affaires, a toujours été reconnue. Ces juges, établis en France sous les titres divers, de *conservateurs des privilèges des foires*, puis de *consuls des marchands*, qui leur furent successivement donnés par les édits de 1563, 1673 et quelques autres postérieurs, subsistèrent long-temps sous ces dénominations. La loi du 24 août 1790 leur donna le nom de *tribunaux de commerce*, qu'ils portent encore. L'organisation déterminée par le livre IV du Com. 615. Code de Commerce, a été maintenue par l'article 60 de la Charte constitutionnelle.

V.

I

Comme cette institution n'eût produit aucun des avantages qu'on devoit en attendre, si la simplicité des formes n'avoit rendu les décisions aussi promptes que faciles, un mode de procédure approprié à ces tribunaux et aux affaires de leur compétence, a été également établi.

Nous avons vu, n. 1001, que l'arbitrage étoit forcé dans le commerce, lorsqu'il s'agissoit de juger des contestations entre associés. Dans tous les autres cas, il peut être la ressource de ceux qui voudroient recourir à ce mode facile de terminer leurs contestations.

Nous avons aussi vu, n. 110, que le jugement des contestations relatives aux brevets d'invention avoit été confié aux juges de paix, et n. 163 et suiv., que celui des contrefaçons étoit attribué aux tribunaux de police correctionnelle; on a vu aussi n. 108, qu'une juridiction spéciale, pour les contestations entre les fabricans et leurs ouvriers, avoit été donnée aux conseils de prudhommes.

Lorsqu'en pays étranger, des Français ont entr'eux quelque contestation de nature à être portée devant les tribunaux de commerce, les agens diplomatiques, nommés *consuls*, dont nous avons parlé n. 105, sont investis de cette attribution.

La nature des contestations commerciales

force souvent à examiner jusqu'où peut s'étendre l'influence des lois, actes ou jugemens étrangers, sur les décisions que les tribunaux français sont appelés à prononcer.

Enfin, la plupart des condamnations, en matière commerciale, donnent lieu à la contrainte par corps.

On voit, par cet exposé, que les objets traités dans cette dernière partie peuvent être divisés en huit titres. Le premier traitera de l'établissement et organisation des tribunaux de commerce ; le second, de leur compétence ; le troisième, de la procédure commerciale ; le quatrième, de l'arbitrage ; le cinquième, des autres juridictions particulières établies dans l'intérêt du commerce ; le sixième, de celle des consuls en pays étranger ; le septième, de l'application, par les tribunaux français, des lois, actes ou jugemens étrangers ; le huitième, de la contrainte par corps.

TITRE PREMIER.

DE L'ÉTABLISSEMENT ET ORGANISATION DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

1336. Nous diviserons ce titre en trois chapitres. Le premier fera connoître les règles

sur l'établissement, le placement et la circonscription des tribunaux de commerce ; le second traitera de l'élection et institution des juges dont ces tribunaux sont composés ; le troisième , de leur discipline intérieure.

CHAPITRE PREMIER.

De l'établissement, du placement et de la circonscription des Tribunaux de commerce.

1337. L'établissement des tribunaux de commerce n'a paru nécessaire que dans les lieux où les opérations commerciales étoient fréquentes. Le droit d'en créer où il le croit convenable, appartient au Roi, qui détermine en même temps le nombre de juges et de suppléans dont ils seront composés, sans cependant que les juges puissent être au-dessus de huit, ni au-dessous de deux, non compris le président.

Com. { 615.
617.

Chaque tribunal de commerce a, en général, la même étendue de ressort territorial que le tribunal civil dans l'arrondissement duquel il est situé ; mais s'il y en a plusieurs dans un même arrondissement, l'ordonnance qui les établit, assigne à chacun son ressort particulier.

Com. 616.

Partout où il n'y a pas de tribunal de commerce, le tribunal civil en fait les fonctions, et se conforme à toutes les règles de la législation commerciale (1).

Com. { 640.
641.

CHAPITRE II.

De l'élection des Juges de commerce.

1558. Le Roi ne s'est point réservé la nomination directe des juges de commerce. Ils sont seulement institués par lui, après qu'ils ont été élus par une assemblée de commerçans convoquée à cet effet. La nécessité de l'institution royale est fondée sur ce que ces juges rendant la justice au nom du Roi, il est nécessaire qu'il leur en confère le pouvoir. Aussi, ne doit-on pas douter que l'institution ne puisse être refusée à des élus dont la nomination ne seroit pas régulière, qui n'auroient pas les qualités requises, ou même que leur conduite en auroit rendu indignes.

Com. 618.

1559. Pour l'élection de ces juges, le préfet du département dresse une liste des commerçans notables de l'arrondissement ou du ter-

Com. 619.

(1) Rejet, 16 juillet 1817.

ritoire pour lequel est établi le tribunal de commerce; il y comprend principalement les chefs des maisons les plus anciennes et les plus recommandables par la probité, l'esprit d'ordre et l'économie : il la soumet à l'approbation du ministre de l'intérieur.

Le nombre de ces électeurs ne peut être moindre de vingt-cinq, quand la population de la ville où siège le tribunal est de 15,000 âmes et au-dessous : dans les autres villes, il est augmenté à raison d'un notable par mille âmes de plus.

On n'y peut comprendre des étrangers, quoiqu'autorisés à fixer leur domicile en France. Il faut nécessairement être Français par naissance ou par naturalisation.

1340. Nul ne peut être nommé juge de commerce, s'il n'est Français par naissance ou naturalisation, âgé de trente ans, et s'il n'a exercé pendant cinq ans avec honneur et distinction la profession de commerçant; mais il n'est pas nécessaire, conformément à l'avis du conseil d'état, approuvé le 2 février 1808, de l'exercer au moment de l'élection, pourvu qu'après avoir cessé cette profession, on n'en ait pas embrassé d'autre. Pour pouvoir être nommé président, il faut, outre ces conditions, être âgé de quarante ans, et avoir été juge, soit dans les tribunaux de commerce actuels, soit dans

Com. 620.

les anciens. Mais cette règle ne s'applique pas à la première composition d'un tribunal, suivant l'avis du conseil d'état, approuvé le 21 décembre 1808.

L'élection est faite au scrutin individuel, et à la majorité absolue des suffrages. Lorsqu'il s'agit d'élire le président, l'objet de l'élection doit être spécialement annoncé avant d'aller au scrutin. Les procès-verbaux d'élection sont, conformément à l'article 7 de l'acte du gouvernement du 6 octobre 1809, transmis au garde-des-sceaux ministre de la justice, qui propose au Roi l'institution des élus. Com. 621.

La cour royale est chargée de recevoir le serment des juges et des suppléans institués; mais lorsqu'elle ne siège pas dans le même arrondissement, ils peuvent demander qu'elle commette le tribunal civil pour recevoir ce serment. Ce tribunal en dresse procès-verbal et l'envoie à la cour, qui en ordonne l'insertion dans ses registres. Toutes ces formalités sont remplies sans frais, et sur les conclusions du ministère public. Com. 629.

1341. Le tribunal est renouvelé par moitié chaque année, de manière que le président et chaque juge ou suppléant reste en fonctions deux ans. Pour établir un ordre de renouvellement, la moitié des juges et suppléans n'est, lors de l'institution première, choisie que pour Com. 622.

un an ; l'autre moitié et le président sont renouvelés au bout de deux ans , et cet ordre demeure invariable.

Le président et les juges ne peuvent être
 Com. 623. réélus qu'après un an d'intervalle : il paroît que , dans l'usage , on n'applique pas cette règle aux suppléans , et qu'après l'avoir été deux ans , ils peuvent être nommés juges , ce qui nous semble conforme au texte de la loi. Mais nous croyons aussi que cette même loi ne s'oppose point à ce que le président et les juges dont les fonctions seroient expirées , soient nommés suppléans. Ce qu'on a voulu empêcher , c'est la perpétuité dans la même place ; et comme la matière des exclusions est toujours rigoureuse , il est naturel de ne pas les étendre au-delà des termes prohibitifs.

CHAPITRE III.

De la discipline intérieure du Tribunal de Commerce.

1342. Les fonctions de juges des tribunaux
 Com. { 628. de commerce sont purement honorifiques. Ils
 { 630. sont placés sous la surveillance du garde-des-sceaux , ministre de la justice. L'article 8 de l'acte du gouvernement du 6 octobre 1809 détermine le costume qu'ils doivent porter

dans l'exercice de leurs fonctions et dans les cérémonies publiques.

Les greffiers, nommés par le Roi, sont assujettis aux mêmes obligations que ceux des tribunaux civils, soit pour les cautionnemens exigés de ces fonctionnaires, soit pour la tenue des feuilles d'audience, répertoires, etc. Les rétributions qu'ils peuvent percevoir sont réglées par l'ordonnance du Roi du 9 octobre 1825. Com. 624.

Le service des audiences se fait, à Paris, par quatre huissiers, et dans les autres villes, par deux, qui doivent, autant que possible, être choisis parmi les huissiers ordinaires.

1343. Conformément à l'article 3 de l'acte du gouvernement du 23 août 1800 (5 fructidor an 8), les tribunaux de commerce n'ont point de vacances. Leurs jugemens doivent être rendus au moins par trois juges; il ne peut être appelé de suppléans que pour compléter Com. 626. ce nombre. S'il arrive que, par des récusations ou des empêchemens, il ne se trouve pas un nombre suffisant de juges ou de suppléans, le tribunal, aux termes de l'article 4 de l'acte du gouvernement du 6 octobre 1809, se complète en appelant des commerçans portés sur la liste dont nous avons parlé, n. 1339, suivant l'ordre dans lequel ils y sont inscrits, pourvu qu'ils aient les qualités exigées pour être juges.

Pr. 414. Le ministère des avoués est interdit devant
Com. 627. les tribunaux de commerce. Les parties doivent comparoître en personne ou par un fondé de pouvoirs; et dans les lieux même où le grand nombre des contestations a occasionné l'établissement de personnes qui, sous le nom d'*agréés*, font la profession habituelle de défendre les causes commerciales, ces personnes ne sont pas réputées autorisées à plaider, par cela seul qu'elles ont dans les mains les pièces d'une partie. Le pouvoir doit leur avoir été donné par écrit, ou constaté par un jugement, conformément à l'ordonnance du 10 mars 1825. Les tribunaux de commerce doivent veiller à la stricte exécution de cette ordonnance, mais sans pouvoir prendre des arrêtés généraux dont l'objet seroit de tracer d'avance au greffier, ou à ceux qui se présenteroient munis des pouvoirs des parties, la conduite qu'ils ont à tenir (1), parce que ce seroient des dispositions par voie de réglemens qui sont interdites aux tribunaux (2).

Les procédures faites avec ces fondés de pouvoirs sont réputées contradictoires, de telle manière que si, après avoir comparu à une audience, ils ne se présentoient plus, les

(1) Cassation, 19 juillet 1825.

(2) Cassation, 20 août 1812.

jugemens rendus en l'absence des mandataires ne seroient pas considérés comme des jugemens par défaut (1).

TITRE II.

DE LA COMPÉTENCE DES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

1344. LA compétence d'un tribunal de commerce peut être considérée sous trois rapports : 1° relativement à la matière, c'est-à-dire au droit qu'a ce tribunal de prononcer sur *telle* ou *telle* espèce de contestations ; 2°. relativement aux personnes, c'est-à-dire au droit qu'on a d'assigner le défendeur devant *tel* tribunal de commerce plutôt que devant *tel* autre ; 3°. relativement à la quotité des condamnations, c'est-à-dire au droit du tribunal saisi, de juger en premier ou en dernier ressort.

Ces rapports feront l'objet des trois chapitres suivans.

(1) Cassation, 17 janvier 1820. — Cassation 26 décembre 1821.

CHAPITRE PREMIER.*De la Compétence d'attribution.*

1545. Nous avons fait connoître, n. 5 et suivans, que certaines négociations avoient le caractère d'actes commerciaux, indépendamment de la profession des personnes par qui elles étoient faites; que d'autres, au contraire, n'avoient ce caractère que par une présomption déduite de cette profession.

Com. 631. La compétence des tribunaux de commerce s'étend à l'une et à l'autre espèce (1); elle est donc quelquefois réelle, quelquefois personnelle.

Mais, parmi les actes qui donnent lieu à la compétence réelle, on doit faire une distinction importante. Il en est dont le caractère commercial est si absolu, qu'on n'examine point dans quel but l'un ou l'autre des contractans s'est engagé. Il suffit qu'il ait fait l'espèce de négociation dont la loi attribue nominativement la connoissance aux tribunaux de commerce : telles sont les opérations de change et certains actes du commerce ma-

(1) Cassation, 3 juin 1817.

ritime, comme nous l'avons dit n. 28, 47 et 79. Ainsi, les tireur, endosseurs, accepteurs, etc., d'une lettre de change, sont justiciables du tribunal de commerce, sans qu'il y ait nécessité d'examiner si c'étoit pour des besoins personnels et de famille, ou pour le trafic et en vue de profit, qu'ils ont fait la négociation de change. Il en seroit de même de celui qui auroit chargé ses effets particuliers sur un navire, qui les auroit fait assurer, etc.

Les autres actes, au contraire, n'étant commerciaux qu'autant que celui qui les contractoit se proposoit un but de profit ou de spéculation, ne sont soumis à la compétence des tribunaux de commerce, qu'à l'égard de celui qui se proposoit ce but dans la négociation qui donne lieu à l'instance judiciaire ; tels sont les achats pour revendre, et presque tous les autres actes de commerce indiqués n. 7 et suiv. Ainsi, lorsque celui qui auroit acheté du blé, par spéculation, l'échange avec un autre, qui auroit acheté du vin dans le même but, la négociation étant commerciale de la part des deux parties, les soumettroit toutes deux à la compétence des tribunaux de commerce. Mais lorsque la convention n'est commerciale que de la part de l'un, par exemple, comme nous l'avons dit n. 11, lorsqu'un auteur, un inventeur, vend les produits de son talent à un éditeur ; lorsqu'un cultivateur vend les

Com. 638. fruits de sa culture à un acheteur qui les revendra ou qui les emploiera pour confectionner des produits destinés à être revendus, la négociation n'étant commerciale que de la part de l'acheteur, il sera seul justiciable du tribunal de commerce, dans le cas où il s'élèveroit des contestations sur l'exécution du contrat.

Il importeroit peu que celui qui vend le produit de sa récolte fût commerçant de profession, et que celui qui l'achète, pour en tirer profit à la revente, exerçât une profession sociale tout-à-fait étrangère au commerce. Les présomptions qui résultent des qualités cèdent devant l'évidence du fait; le commerçant n'aura point fait un acte de commerce; le non commerçant en aura fait un.

1346. Les deux exemples que nous venons de présenter, sont puisés dans les négociations qui ont pour objet de livrer quelque chose; on peut en trouver aussi dans les engagements de faire. Ainsi, le commerçant qui a employé un facteur, un commis, caissier ou teneur de livres, peut le traduire, ou être traduit par lui, au tribunal de commerce, pour le fait ou les suites de ses engagements, parce que l'un et l'autre ont fait, suivant ce qui a été dit n. 38, un contrat de la compétence commerciale.

Com. 634.

Mais la négociation peut n'être commerciale

que de la part de l'un des contractans. Ainsi, le contrat d'apprentissage qui intervient entre un père et l'ouvrier à qui il a confié l'enseignement de son fils, n'est acte de commerce que de la part de ce dernier; et s'il peut être traduit au tribunal de commerce, faute d'exécution de son engagement, il ne peut y traduire le père, en paiement du prix d'enseignement promis. Ainsi, lorsqu'un non commerçant a commandé quelque ouvrage à un entrepreneur qui le fait, ou par lui-même, ou par des ouvriers qu'il emploie, les demandes contre cet entrepreneur, de la part de celui envers qui il s'est engagé, pour tout ce qui concerne les effets et l'exécution de cette convention, peuvent être portées au tribunal de commerce, par suite des règles données n. 35, encore bien que l'ouvrier ne puisse y traduire celui qui l'a employé. Ainsi, le non commerçant qui a confié des effets mobiliers à un voiturier, à un commissionnaire de transports, à des préposés d'une entreprise de diligence, a droit de les poursuivre devant le tribunal de commerce; mais ceux-ci, s'ils ont quelque action contre lui, ne peuvent le traduire qu'au tribunal civil.

1347. La conséquence de ce qui vient d'être dit est que, dans tous les cas où l'acte n'est commercial que de la part de l'une des par-

ties, celle qui n'a pas fait acte de commerce est libre de traduire son adversaire, à son choix, devant le tribunal de commerce ou devant le tribunal civil; au premier cas, il n'y a rien d'injuste envers le défendeur, qui a dû s'attendre à être soumis à la compétence commerciale; au second cas, ce même défendeur n'a pas dû compter que celui avec qui il traitoit, entendît se rendre justiciable du tribunal de commerce, par un engagement qui, de sa part, n'étoit pas commercial (1). On voit par quel motif il n'y auroit pas de réciprocité, et pourquoi celui dont l'acte est commercial, ne peut jamais traduire son adversaire, à l'égard duquel cet acte n'est pas commercial, devant le tribunal de commerce.

Ces principes peuvent conduire à la conséquence, que celui qui, à l'occasion d'une négociation commerciale de la part de l'une et l'autre partie, seroit traduit devant le tribunal civil, ne pourroit plus, après y avoir défendu au fond, demander son renvoi devant le tribunal de commerce, parce que les juges civils ont la plénitude de la juridiction, et que l'attribution donnée à ceux de commerce n'est qu'une exception au droit commun (2).

(1) Rejet, 20 mars 1811.

(2) Cassation, 10 juillet 1816.

1548 Les tribunaux de commerce ne peuvent jamais connoître de contestations relatives à des actes qui ne seroient pas commerciaux, d'après les règles données n. 4 et suiv. Ainsi, la demande en garantie contre un huisier qui auroit fait un protêt nul, encore bien que le droit de statuer sur la nullité de cet exploit appartienne au tribunal de commerce, ne seroit pas de sa compétence (1). De même il ne pourroit connoître de la demande d'un agent d'affaires, conseil ou agréé, en paiement de ses avances dans une cause de commerce, encore qu'elle eût été plaidée ou suivie devant lui. Les questions de propriété ou de vente d'immeubles (2), de qualité des personnes (3), sont également étrangères à ces tribunaux, quand même elles s'élèveroient incidemment à une demande dont ils seroient compétemment saisis. Il faut néanmoins, en ce qui concerne l'état ou les qualités, faire une distinction importante. Une personne est traduite au tribunal de commerce, en exécution d'un acte qu'on prétend, d'après les règles expliquées n. 48 et suiv., être commercial, à

(1) Cassation, 30 novembre 1813. — Cassation, 19 juillet 1814. — Cassation, 2 janvier 1816. — Cassation, 16 mai 1816.

(2) Cassation, 24 novembre 1825.

(3) Cassation, 23 messidor an 9.

cause de la qualité de commerçant qu'on attribue à cette personne, mais qu'elle dénie. Puisque cette personne est libre de faire des actes de commerce par sa seule volonté, le tribunal de commerce est compétent pour juger si elle en a fait un assez grand nombre pour être réputée commerçante, suivant les règles données n. 79; et nous verrons au titre suivant, comment cette preuve doit être faite. Mais lorsqu'il s'agit d'un mineur qu'on prétend commerçant; lorsqu'on soutient que *telle* personne du sexe n'est pas en puissance de mari, il faut renvoyer au tribunal civil pour juger ces questions. Si néanmoins une femme, assignée en qualité de commerçante, n'étoit pas assistée
Civ. 115. de son mari ou par lui autorisée à ester en jugement, le tribunal de commerce seroit compétent pour donner cette autorisation, dont le but unique est d'assurer la prompte et régulière décision du procès, et non de prononcer sur l'état de cette femme (1). Mais il ne seroit pas compétent pour lui donner l'autorisation nécessaire à l'introduction de l'instance.

1349. Quoiqu'en général, d'après les principes qui viennent d'être exposés, il n'y ait lieu à la compétence du tribunal de com-

(1) Cassation, 17 août 1813.

merce, que dans le cas où l'engagement de celui qui est assigné est commercial, soit par sa nature, soit par la présomption de la loi, ce principe est modifié dans certains cas qu'il est important de faire connoître. Le premier est celui de la solidarité.

Lorsqu'une dette est commerciale de la part de l'un des co-obligés, la solidarité ne suffit pas, sans doute, pour la rendre commerciale à l'égard de l'autre, parce que, comme on l'a vu n. 182, deux co-débiteurs solidaires peuvent être tenus de la dette commune, d'une manière différente : mais elle rend le tribunal de commerce compétent pour connoître de l'engagement de tous (1). Cette compétence résulte du seul fait que, parmi ces co-obligés, à quelque titre que ce soit, il se trouve un commerçant. Elle est fondée sur l'inconvénient qu'il y auroit à diviser les actions. Ainsi, la femme non commerçante, qui s'est obligée avec son mari pour dettes commerciales de celui-ci, est valablement assignée au tribunal de commerce (2). Cela n'empêche pas que l'obligation de ceux à l'égard desquels l'engagement n'est pas acte de commerce, ne doive donner lieu qu'aux mêmes condamnations,

Civ. 1201.

Com. 637.

(1) Cassation, 13 vendémiaire an 13.

(2) Rejet, 18 frimaire an 13.

et par la même voie que si la cause étoit jugée par un tribunal civil (1).

Les lettres de change imparfaites, les billets à ordre offrent de fréquentes occasions d'appliquer cette règle. Nous avons vu, n. 464 et 479, qu'ils ne sont point, par leur nature propre, actes de commerce; mais seulement s'ils émanent d'un commerçant, ou si, étant souscrits par un non commerçant, ils ont pour cause une négociation déclarée commerciale, d'après ce qui a été dit n. 4 et suiv. La conséquence seroit que, dans les autres cas, les tribunaux de commerce ne pourroient en connaître. Néanmoins si, par l'effet des négociations que ces effets ont subies, quelque commerçant en étoit co-débiteur, en qualité de signataire, on peut traduire les autres signataires non commerçans devant le tribunal de commerce, qui seroit compétent, quelles que fussent les exceptions par lesquelles ils se défendroient, et quand même ces exceptions tendroient à la nullité radicale de leur engagement (2).

On peut tirer quelques autres conséquences de ces principes. Nous avons vu, n. 355, que l'auteur d'un endossement irrégulier avoit une action contre celui à qui il avoit transmis

(1) Cassation, 26 janvier 1814.

(2) Rejet, 18 avril 1819.

l'effet par cette voie, pour se faire rendre compte du prix; qu'à son tour, celui-ci avoit une exception pour le retenir, s'il en avoit compté la valeur, ou pour se faire rendre ce qu'il a payé, par exemple, si lui-même, ou celui à qui il a vendu l'effet, n'avoit pu obtenir le paiement, par suite de la révocation que l'endosseur auroit faite, ou par l'effet d'une compensation et d'autres exceptions du chef de cet endosseur. Des prétentions de cette espèce ne sont point considérées comme des dépendances ou des suites du contrat de change, car il n'en intervient jamais entre l'auteur d'un endossement irrégulier et celui à qui un effet est transmis par cette voie. Elles ne sont que des actions principales ordinaires, fondées sur les seules règles du droit commun, et, par leur nature, exclues de la compétence des tribunaux de commerce; mais si ces demandes sont formées contre un commerçant, ou incidemment à une action pendante au tribunal de commerce, d'après les règles ci-dessus, ce tribunal est compétent pour en connoître.

Le cautionnement produit, en ce qui concerne la compétence, les mêmes effets que la solidarité. Ainsi, un non commerçant qui s'est porté garant du paiement d'une dette, commerciale de la part du débiteur principal, peut être poursuivi devant le tribunal de com-

merce, pour l'exécution de son engagement. Mais il y sera jugé d'après les principes particuliers à l'espèce de cautionnement qu'il a souscrit, sans que la qualité du débiteur cautionné puisse, à son égard, être prise en considération. Ainsi, quoique l'aval donné sur une lettre de change parfaite, soit acte de commerce entre toutes personnes; si la lettre est imparfaite, la cause qui lui a donné naissance, ou la qualité d'un des débiteurs, peut la rendre obligation commerciale à son égard, tandis que cet aval, ou toute autre garantie donnée pour en assurer le paiement, ne produiroit qu'une obligation civile de la part de ceux qui ne l'ont pas souscrit eux-mêmes pour une cause commerciale.

1350. Une seconde exception est relative aux veuves communes en biens, et aux héritiers d'une personne qui étoit justiciable du tribunal de commerce. Ils peuvent, quoiqu'ils
Pr. 426. ne soient pas commerçans, être traduits, soit en reprise d'instance devant le tribunal de commerce où l'affaire étoit déjà pendante, soit par action principale devant celui qui est compétent (1) d'après les règles que nous donnerons dans le titre suivant. Mais, dès

(1) Rejet, 25 prairial an 11. — Cassation, 20 frimaire an 13. — Cassation, 1^{er} septembre 1806.

l'instant qu'ils soutiennent n'être pas héritiers, ou lorsqu'il y a, sous un prétexte quelconque, contestation sur la qualité d'après laquelle le demandeur prétend qu'ils doivent être tenus de payer la dette commerciale de leur auteur, le jugement de cette qualité est dévolu au tribunal civil (1).

Il peut quelquefois se présenter, dans la défense des parties, des exceptions qui donnent lieu à l'examen de questions étrangères au droit commercial. On ne pourroit prétendre que le tribunal devant lequel ces incidens s'élèvent, soit indistinctement incompétent pour en connoître, sous prétexte que le fait sur lequel l'exception est fondée, n'est pas déclaré acte de commerce : telles sont les nullités d'exploits. Le tribunal ne peut statuer, s'il n'y a pas eu d'assignation devant lui; et il n'y en a pas eu, si celle donnée étoit nulle. Il faut donc qu'il apprécie et juge cette nullité. Il en est de même d'une sommation destinée à mettre le débiteur en demeure, d'un protêt, etc.

Quant aux exceptions qui tiennent au fond, c'est-à-dire à celles qui ont pour objet d'anéantir l'obligation, ou de la faire considérer comme éteinte, toutes ne sont pas essentiel-

(1) Cassation, 22 messidor an 9. — Cassation, 13 juin 1808.

lement de la compétence du tribunal de commerce, encore qu'elles servent à repousser une demande dont il a droit de connoître.

Sans doute il doit entendre, apprécier et juger l'exception de nullité fondée sur l'erreur, le dol, la violence, le défaut de cause vraie ou légitime, la simulation, ou l'exception fondée sur la supposition des personnes ou des lieux, dans des actes présentés comme lettres de change. Quoique les questions qui s'élèvent dans ces cas, difficiles même pour des magistrats qui ont consacré leur vie à l'étude du droit, puissent le paroître davantage aux juges de commerce, cette circonstance ne change rien à la compétence. Ces juges doivent alors appliquer les règles données n. 147 et suiv., en ne perdant pas de vue que ces sortes d'exceptions ne sont recevables que de la part de celui qui, depuis l'acte ainsi argué, n'a pas renoncé expressément ou tacitement à les faire valoir; car la renonciation à invoquer ces moyens, faite dans l'acte lui-même, n'auroit aucune force, parce qu'elle seroit contraire aux bonnes mœurs. Mais si la défense amenoit l'examen d'une question de validité, de réductibilité, de révocabilité d'une donation; par exemple, si celui au profit de qui une lettre de change auroit été tirée ou endossée, et qui en seroit encore porteur, avouoit, ou s'il étoit allégué contre lui que cette négo-

ciation n'a été qu'un moyen de libéralité en sa faveur, le tribunal de commerce cesseroit d'être compétent. Du reste, si, au lieu d'allégations de fraude, de simulation, etc., le titre de l'une des parties étoit argué de faux, le tribunal ne pourroit en connoître, parce qu'on a vu, n. 265, que la simulation et le faux n'étoient pas la même chose. Nous indiquerons, dans le titre suivant, la marche qu'il faut suivre dans le cas où le faux seroit invoqué comme exception.

On voit, par là, comment le tribunal peut être compétent, lorsqu'il s'agit d'exceptions qui tendent à établir que la dette est éteinte. Il peut juger l'exception de prescription opposée par le défendeur à une demande résultant d'une négociation commerciale; mais on ne pourroit en dire autant, dans tous les cas, relativement à la compensation. Celle que le défendeur opposeroit, en la fondant sur une créance d'origine non commerciale, ne seroit admissible que si la dette, sa liquidité et son exigibilité étoient avouées; car alors le tribunal de commerce ne feroit rien autre chose, que de déclarer, d'après l'aveu du demandeur dont il donneroit acte, que la dette dont le paiement est requis étoit éteinte par la compensation qui est un véritable paiement. Mais si l'existence de la dette opposée en compensation étoit contestée, et que cette dette fût

civile, il devoit renvoyer cette exception aux juges compétens (1), et même, sans être obligé de surseoir, prononcer sur la demande pendante devant lui.

Ces distinctions pourroient être faites si on invoquoit la remise, la novation, la confusion, selon la nature des titres qui en seroient le fondement.

1551. Les tribunaux de commerce ne peuvent connoître de l'exécution de leurs jugemens, ni des contestations sur cette exécution, sous quelque forme que soient produits les incidens et les difficultés y relatifs, tels que seroient les levées de scellés après dissolution d'une société, sauf ce que nous avons vu pour les faillites. Ainsi, lorsque, dans les cas où la saisie revendication, qu'il ne faut pas confondre avec les actions en revendication dont nous avons parlé n. 1270 et suiv., est autorisée par le droit commun, ce mode de poursuite est employé, ce n'est point au tribunal de commerce qu'il faut s'adresser pour y procéder, ni pour en juger la validité. Déjà, d'après les mêmes principes, nous avons dit, n. 612 et 1265, qu'ils ne connoissoient pas de la vente forcée des navires (2), ni de celle des immeubles des faillis.

Pr. { 442.
553.

Pr. 826.

(1) Cassation, 28 mai 1811.

(2) Cassation, 6 avril 1809.

Mais cette interdiction ne s'étendrait pas à la connoissance des oppositions ou même des tierces oppositions faites à leurs jugemens, ni au droit de statuer sur la régularité d'opérations d'expertises, comptes, vérifications, faits en vertu d'interlocutoires. Il en seroit de même de toute discussion qui pourroit s'élever sur la solvabilité d'une caution que le tribunal auroit exigée pour prononcer une condamnation; par exemple, au cas où une lettre de change étant égarée, le propriétaire en obtient le paiement, sous caution, dans les cas prévus n. 408 et suiv. : c'est ici, moins l'exécution, que la continuation du jugement.

Ils ne peuvent aussi connoître de saisies qui seroient faites en vertu d'actes relatifs à des opérations commerciales. Cependant, si un créancier qui n'auroit point de titre en forme, vouloit obtenir une permission de saisir et arrêter les sommes dues à son débiteur, Pr. 417. cette autorisation pourroit lui être donnée, notamment dans le cas prévu n. 415, et dans ceux dont nous parlerons au titre suivant, par le président du tribunal de commerce, juge naturel de la solvabilité du demandeur, ou de la nécessité d'exiger de lui une caution. Mais dans aucun cas, ce tribunal ne seroit compétent pour connoître des demandes en déclaration affirmative et validité qui en seroient la suite, encore que la créance résultât

d'une condamnation par lui prononcée (1).

1352. Nous ne croyons pas devoir finir, sans faire remarquer qu'il est certains cas où des affaires commerciales ne doivent cependant pas être portées devant les tribunaux de commerce. Ce sont, indépendamment des Com. 51, contestations entre associés, attribuées à des arbitres, comme on l'a vu n. 1001, celles qui sont soumises à la juridiction des prud'hommes, dont les tribunaux de commerce ne connoissent que comme juges d'appel, dans les cas que nous indiquerons au titre quatrième. Ils ne peuvent également connoître des contestations auxquelles peut donner lieu la réclamation d'une personne qui se plaindrait qu'une autre l'a troublée dans l'exercice des droits résultant d'un brevet d'invention. Mais ils jugent les questions de propriété ou priorilé des marques de fabrication ou dessins d'étoffes, après avoir pris, comme on l'a vu n. 110, l'avis des conseils de prud'hommes, au secrétariat desquels le dépôt de ces marques ou dessins doit être fait par le fabricant qui est établi dans le territoire de leur juridiction, conformément à l'ordonnance du Roi du 17 août 1825. Quant aux poursuites en contrefaçon, soit de ces marques et dessins, soit des pro-

(1) Rejet, 27 juin 1821.

ductions littéraires imprimées ou gravées , c'est, comme on le verra dans le titre quatrième, aux tribunaux correctionnels qu'il appartient d'en connoître.

La juridiction administrative a aussi ses droits, que les tribunaux de commerce doivent respecter. Ainsi, nous avons vu n. 596 et 669, que tout ce qui tient à la police des ports, des équipages, appartient à l'administration de la marine. Ainsi, le tort qu'un capitaine prétendrait lui avoir été causé par le résultat des mesures qu'auroit prises ou ordonnées le maître d'un port ou d'un quai (1); les actions que voudroient exercer, contre les préposés du gouvernement, ceux qui leur auroient vendu des denrées et autres fournitures, ou qui auroient fait pour eux quelque travail et service, doivent être portées devant les ministres compétens, ou les conseils de préfecture, suivant les règles particulières à l'administration, sauf le recours au Roi, en son conseil d'état. Mais on ne doit pas confondre, comme nous l'avons déjà dit n. 21, avec les agens du gouvernement nommés et délégués par lui, des entrepreneurs et fournisseurs généraux ou particuliers qui auroient contracté avec le gouvernement l'obli-

(1) Cassation, 25 pluviose an 8.

gation de lui faire des fournitures ou un service, moyennant un prix convenu. En achetant aux particuliers, ou en faisant fabriquer ce qui leur est nécessaire pour exécuter les engagements envers le gouvernement, ou en chargeant d'autres personnes du service qu'ils ont entrepris, ils font acte commercial pour lequel ils peuvent être poursuivis, par ces mêmes particuliers, devant les tribunaux de commerce (1).

Il faut remarquer aussi que toute action des particuliers contre l'état n'est pas, par la seule qualité du défendeur, attribuée à la juridiction administrative : par exemple, lorsque le navire d'un armateur a éprouvé un dommage à la suite d'un abordage causé par un vaisseau, il n'est pas douteux que la partie lésée ne puisse assigner directement l'état dans les formes ordinaires. S'il n'en est point ainsi des fournisseurs, et si, pour obtenir la liquidation de leurs droits et le paiement de leurs créances, ils sont obligés de subir la compétence administrative, conformément à l'article 14 de l'acte du gouvernement du 11 juin 1806, c'est la conséquence d'une condition qu'ils se sont volontairement imposée en acceptant le marché ; tandis que l'événement im-

(1) Cassation, 6 septembre 1808.

prévu qui cause du dommage à un navire, est indépendant de toute volonté. L'administration publique n'est ici qu'un particulier soumis à cette maxime de droit naturel, que l'auteur d'un dommage doit le réparer. Dans ce cas seulement, le demandeur ne peut, aux termes des articles 13 et 14 du titre IV de la loi du 5 novembre 1790, assigner l'état, sans avoir préalablement soumis sa demande à l'administration, sauf à assigner ensuite, si elle ne répond pas dans le mois, ou si elle n'adhère pas à la réclamation. Civ. 1382.

CHAPITRE II.

De la Compétence territoriale.

1353. Dans la règle ordinaire, celui qui veut former une demande en justice, soit qu'il agisse comme partie contractante dans la convention sur laquelle il fonde ses droits, soit qu'il agisse comme cessionnaire ou ayant-droit de cette personne (1), doit assigner devant le tribunal du domicile réel du défendeur (2). Pr. 59. Nous avons indiqué, n. 186, les règles à l'aide

(1) Règlement de juges, 30 juin 1807.

(2) Règlement de juges, 20 janvier 1818.

Civ. 111. desquelles on peut le reconnoître. Mais l'élection de domicile attribuée au demandeur la faculté de porter, s'il le préfère, l'action devant le tribunal de ce lieu. Cette élection est quelquefois expresse, soit parce qu'elle forme une clause de la convention, soit parce qu'elle a été faite postérieurement; quelquefois elle est tacite et résulte des circonstances.

Elle est expresse, lorsqu'une des parties ou les deux ont déclaré, par un écrit quelconque, qu'elles faisoient élection de domicile dans *tel* lieu, pour l'exécution de *tel* acte. En général, dans le commerce, le lieu indiqué pour le paiement d'un billet, d'une obligation, sans autre explication, est considéré comme le domicile élu pour les actions qui en résultent (1). Ainsi, l'accepteur qui auroit acquitté une lettre de change pour le tireur, de qui il n'auroit pas reçu provision, pourroit assigner valablement ce dernier en remboursement, devant le juge du lieu où la lettre étoit payable (2).

Quelquefois l'élection de domicile est supposée par la nature de la convention. Ainsi, nous avons dit, n. 917, que dans le prêt à la grosse, le paiement devoit être fait au lieu où

(1) Cassation, 29 octobre 1810. — Cassation, 17 avril 1811.

(2) Règlement de juges, 27 mars 1812.

finissoit le risque. Les demandes pour contribution aux avaries sont portées devant le juge du lieu où l'on procède au règlement. L'action en réparation de dommages causés par suite de l'abordage de deux navires, à celui du premier port où le navire est arrivé; celles des gens de mer contre l'armateur, soit pour les engagements qu'il a contractés envers eux, soit lorsqu'il s'agit des indemnités que nous avons vu, n. 676, leur être accordées, au tribunal du port de l'armement. L'action des affréteurs est portée au tribunal du port de débarquement, au cas où elle seroit la suite de la non représentation des objets chargés; à celui du port d'armement, s'il s'agit des indemnités qu'ils peuvent réclamer, comme nous l'avons vu n. 713; et réciproquement, ce seroit à ce dernier tribunal que les affréteurs devroient être assignés pour l'exécution de leurs engagements envers l'armateur.

Par suite de ces principes, celui qui a été invité par un correspondant d'accepter des lettres de change tirées sur lui, pourroit, s'il ne veut pas assigner le tireur au lieu où ces lettres étoient payables, comme on l'a vu plus haut, l'assigner, soit après qu'il auroit payé les lettres, soit même avant, si la provision devoit être faite préalablement à l'échéance, devant le tribunal du lieu de sa propre demeure, puisque la provision devoit être faite chez lui.

1354. Le contrat de vente peut donner lieu à diverses difficultés, soit sur l'existence de la convention alléguée par l'un et niée par l'autre, soit sur la livraison que l'acheteur requiert du vendeur, soit sur l'action du vendeur pour contraindre l'acheteur à prendre livraison, soit sur les demandes en paiement dirigées contre lui ; et il est important de savoir quel tribunal doit en connoître.

Lorsqu'il y a contestation sur l'existence de la vente avant la livraison, c'est au tribunal du domicile du défendeur que cette question doit être portée ; car la vente elle-même étant en question, la compétence particulière dont nous parlerons plus bas, qui n'en est que le résultat, ne pourroit être invoquée.

Les actions respectives entre le vendeur et l'acheteur, à l'effet de faire ou prendre livraison, doivent aussi, en général, être portées devant le tribunal du domicile du défendeur, ou devant celui où le défendeur a élu domicile pour l'exécution du contrat. Mais lorsque la promesse a été faite, et la livraison effectuée dans un même lieu, encore qu'il ne soit pas celui du domicile du défendeur, le tribunal, dans l'arrondissement duquel ce lieu est situé, devient compétent.

C'est alors qu'il importe de bien déterminer le lieu dans lequel une promesse a été faite. Si elle résulte d'un acte passé entre pré-

sens, ce lieu est facile à connoître. Lorsque la négociation est intervenue par correspondance, on peut, à l'aide des principes expliqués n. 250, décider que le marché a été conclu, et par conséquent la promesse faite dans le lieu du domicile de la personne qui a accepté les propositions de son correspondant. A plus forte raison, lorsqu'un commerçant a fait, avec le commis-voyageur d'une maison de commerce, une convention qui, d'après les règles expliquées n. 561, devrait être considérée comme vente faite par ce préposé, c'est le lieu où elle est intervenue qui sera considéré comme celui de la promesse (1). Si, au contraire, la convention ne devoit, d'après son texte ou les circonstances, être considérée que comme une commission pour la maison qui employoit ce commis-voyageur, le lieu du contrat seroit celui où cette maison auroit, en l'exécutant, ou en promettant de l'exécuter, accepté la commission (2). Civ. 1985.

Quant à la détermination du lieu où la marchandise est réputée avoir été livrée, les règles que nous avons données, n. 278, sur les risques de la chose vendue, nous semblent suffisantes. Si c'est un corps certain, le lieu de

(1) Rejet, 14 juin 1813. — Cassation, 14 novembre 1821.

(2) Rejet, 19 décembre 1821.

Civ. { 1247. la livraison sera, sans convention contraire,
 { 1609. celui où ce corps étoit au moment de la con-
 { 1651. clusion du marché; si ce sont des choses in-
 déterminées, c'est celui du domicile du ven-
 deur, parce que c'est là que les marchandises
 Com. 100. sont sorties de ses magasins pour voyager aux
 risques de l'acheteur. Il n'y auroit de modifi-
 cation, dans ce cas, que s'il résulteroit de la
 convention que la livraison devoit être faite
 par le vendeur au domicile de l'acheteur, ou
 dans tout autre lieu indiqué par lui : il n'est
 plus besoin de présomption quand le fait est
 constant.

On ne doit pas perdre de vue cette néces-
 sité de la réunion des deux circonstances, que
 le même lieu soit celui de la promesse et de
 la livraison (1). Une seule seroit sans effet.
 Mais aussi quand elles se rencontrent, elles
 assurent la compétence du tribunal, quels que
 puissent être les événemens postérieurs.

Il faut remarquer aussi que cette règle n'est
 applicable qu'aux ventes de marchandises, et
 ne modifie point les principes particuliers au
 contrat de change, que nous avons expliqués
 n. 428 et suiv. Ainsi, le lieu où l'endossement
 d'une lettre de change a été fait, encore qu'on
 pût le considérer comme celui où l'endosseur a

(1) Règlement de juges, 4 décembre 1811.

contraté et a livré la lettre cédée par cette négociation, n'est point celui où l'on pourroit assigner l'endosseur, et traduire ensuite, en vertu de la solidarité, tous les autres signataires; il faut assigner, soit au lieu de paiement, soit au domicile de l'un des signataires (1).

L'action peut aussi être portée devant le tribunal du lieu où le paiement devoit être effectué. Mais, pour appliquer cette règle, il faut distinguer si l'action est relative à l'existence même de la vente alléguée par le demandeur, ou à son exécution. Pr. 420.

Dans la première hypothèse, le lieu où le paiement devoit être fait, en supposant la vente prouvée, ne serviroit qu'à déterminer la compétence, car, avant tout, il faut prouver qu'il y a eu vente. On ne peut donc assigner que devant le domicile du défendeur.

Si l'action est relative à la livraison requise par l'acheteur ou offerte par le vendeur, au paiement exigé par ce dernier, ou enfin à quelques difficultés sur la qualité ou quantité des choses vendues, alors le lieu du paiement est à considérer. Au premier cas, ce lieu est celui où la chose a dû être livrée, c'est-à-dire, comme nous l'avons expliqué n. 186, si c'est

(1) Règlement de juges, 4 octobre 1808.

- Civ. { ^{1247.}
 ^{1609.} un corps certain que le vendeur possédoit
lors de la vente, le lieu où cet objet se trou-
voit à l'instant de la vente; et si la chose ven-
due est indéterminée quant à son espèce, le
lieu où demeure le vendeur (1). Au second
cas, on distingue si le débiteur du prix a, ou
non, obtenu un terme. S'il n'en a pas obtenu,
le lieu du paiement est celui où la chose a été
Civ. 1651. livrée et mise aux risques de l'acheteur; lieu
qui, d'après les distinctions faites n. 1278 et
suivans, est tantôt celui même d'où les mar-
chandises sont expédiées, quand elles voya-
gent aux risques de l'acheteur, tantôt celui de
leur arrivée, quand le vendeur s'est chargé de
les conduire, ou quand il a été convenu qu'elles
ne seroient payées qu'après vérification à l'ar-
rivée (2). Si l'acheteur a obtenu terme pour
Civ. 1247. payer, le lieu de paiement est celui de son do-
micile, à moins de stipulation différente (3);
et par conséquent, s'il a souscrit ou endossé
des effets négociables, ce n'est plus dans le
lieu où le prix de la vente eût été payable sui-
vant les principes ci-dessus, qu'il faudra le
poursuivre (4), mais dans celui où le co-obligé

(1) Règlement de juges, 30 juin 1807.

(2) Règlement de juges, 4 décembre 1811.

(3) Rejet, 14 juin 1813. — Règlement de juges, 20
janvier 1818. — Rejet, 5 mai 1824.

(4) Rejet, 29 janvier 1811.

d'un effet négociable peut être assigné. Au troisième cas, le tribunal du lieu où la livraison est faite doit juger les difficultés qui s'élèvent sur la qualité ou quantité des choses qui faisoient l'objet du contrat (1).

1555. A l'aide de ces principes, on peut déterminer facilement le lieu où doit être donnée l'assignation relative à une obligation de faire. Ainsi, le tribunal du domicile d'un commissionnaire est celui qui doit connoître des demandes qu'il veut former contre ses commettans, ou de celles qui seroient dirigées contre lui par ces derniers; car son mandat n'a été accepté par lui qu'en l'exécutant, et par conséquent, c'est dans ce lieu qu'il a promis (2). C'est encore à son domicile que les marchandises qu'il a eu commission d'acheter ont été livrées; puisque, dès l'instant qu'il les a chargées sur des voitures, à l'adresse de ses commettans, elles ont été aux risques de ce dernier (3); et s'il a eu commission de les vendre, soit pour en appliquer le prix au remboursement de ses avances, soit pour le tenir à la disposition du commettant, c'est encore à son

(1) Rejet, 5 avril 1824.

(2) Cassation, 24 vendémiaire an 5.

(3) Cassation, 22 janvier 1818. — Rejet, 21 juillet 1819.

domicile qu'il devoit être payé ou qu'il devoit se libérer.

Le voiturier doit être poursuivi dans le lieu de son domicile, si c'est pour inexécution de son obligation, et celui qui lui a promis un chargement doit aussi l'être à son domicile, pour son refus de charger. Mais si la convention a été exécutée, et qu'il ne s'agisse que du paiement, le lieu de décharge des marchandises est celui où le paiement doit être fait (1).

Pendant la compétence, à raison de l'espèce de ces négociations, ne seroit plus applicable s'il s'agissoit, non de leur exécution, mais de la répétition de sommes qu'on auroit mal à propos payées à la suite de ces négociations; ce seroit alors devant le tribunal du domicile du défendeur que devroit être portée cette demande.

1356. Ces règles ne peuvent s'étendre au-delà des cas qui viennent d'être indiqués. Ainsi, il ne faudroit pas en conclure que le commerçant qui seroit en compte-courant avec un autre, fût fondé à l'assigner devant le tribunal de son propre domicile, sous prétexte que c'est là qu'il a fourni les valeurs qui l'établissent créancier. Quand des commerçans

(1) Rejet, 3 juillet 1814.

sont en compte-courant, à moins de conventions ou de circonstances particulières, le paiement du solde doit être fait, comme celui de toute espèce de créance, au domicile du débiteur; et par conséquent, c'est au tribunal de ce domicile que toutes les actions doivent être portées. De même, pour les négociations de change, le lieu d'où est datée une lettre de change ou un endossement, ne seroit point considéré comme celui où la demande doit être portée, s'il n'étoit pas le domicile de l'un des obligés (1).

Mais ces principes sont modifiés par les règles sur la procédure, qui assujettissent les divers obligés à plaider devant celui des tribunaux du domicile de l'un d'eux qu'a choisi le demandeur, et qui veulent que le garant procède devant le tribunal saisi de la cause principale.

Ainsi, celui qui a cautionné un crédit, peut être assigné, avec le débiteur principal, devant le tribunal compétent pour prononcer sur la demande formée contre celui-ci (2); et, par une conséquence nécessaire de ce qu'on a vu n. 1349, ce tribunal doit connoître de l'exception par laquelle celui qui est assigné

(1) Règlement de juges, 4 octobre 1808.

(2) Rejet, 26 juillet 1809.

en obtenir un second exemplaire, ne pourroit être assigné que devant le tribunal de son domicile. De même, le tiré qui n'a pas accepté ne peut être traduit devant un autre tribunal que celui de son domicile, quand même il seroit débiteur du tireur (1), à moins qu'il n'ait autorisé par écrit à tirer sur lui (2), ou que d'autres causes inhérentes à sa dette ne donnassent lieu à le traduire devant un autre tribunal, suivant les règles expliquées plus haut.

On modifieroit aussi les principes généraux expliqués dans ce chapitre, par les règles de la procédure sur les incidens élevés au cours d'une contestation : telles seroient, l'exception de compensation, la reconvention, les offres réelles faites sur le barreau, etc. Sans doute celui qui, n'étant point en litispendance avec son adversaire devant un tribunal, voudroit agir contre lui, en vertu des droits qui créent une telle exception, devoit l'assigner devant son juge naturel. Mais s'il fonde sur ce droit une défense à la demande dirigée contre lui-même, le tribunal saisi de la demande peut, à moins d'incompétence à raison de la ma-

(1) Règlement de juges, 21 thermidor an 8. — Règlement de juges, 22 frimaire an 9. — Règlement de juges, 12 février 1811. — Cassation, 17 juin 1817,

(2) Rejet, 12 juillet 1814.

tière, comme on l'a vu n. 1350, connoître du mérite de l'exception.

1357. Ce qui a été dit n. 1163, apprend qu'il y a des règles spéciales sur la compétence en matière de faillite. En général, toute demande d'un créancier contre une faillite doit être portée devant le tribunal qui en a prononcé l'ouverture (1), ou si, par la nature de la demande, elle est hors des attributions de la juridiction commerciale, devant le tribunal civil du domicile du failli. Mais ce principe doit être combiné avec ceux qui ont été développés n. 1354 et suiv., relativement aux obligations de livrer. Par exemple, si un commerçant de Bordeaux avoit vendu des marchandises, avec des circonstances qui attribueroient la contestation au tribunal de Paris, la circonstance que ce vendeur est en faillite ne changeroit rien à la compétence; et quoique l'acheteur qui réclamerait des dommages-intérêts pour inexécution du marché, fût tenu d'affirmer sa créance et de la faire vérifier à Bordeaux, lieu de la faillite, si les syndics contestoient sa prétention, cet acheteur pourroit demander le renvoi à Paris (2).

Quant à la revendication, celui qui exerce

(1) Règlement de juges, 19 avril 1820.

(2) Règlement de juges, 21 juin 1820.

ce droit contre la masse, doit agir devant le tribunal du lieu où la faillite est ouverte. La contestation à laquelle cette action donne lieu ne résulte pas, à proprement parler, de la négociation intervenue entre le revendiquant et le failli, mais de la loi qui l'accorde; et par conséquent, elle suit les règles de toutes les actions personnelles.

Il s'en suit que, si la masse agissoit par demande principale contre une personne qu'elle prétendrait débitrice de la faillite, l'assignation devrait être portée au tribunal du domicile du défendeur, ou devant celui qui seroit compétent, d'après les règles expliquées n. 1354. Mais c'est ici qu'une distinction est nécessaire. Lorsque la masse de la faillite agit pour faire annuler des actes faits avec le failli depuis le dessaisissement résultant de la faillite, ou frappées de présomptions légales de nullité, suivant les règles expliquées n. 1115 et suiv., elle a droit d'assigner devant le tribunal de l'ouverture de la faillite, si l'affaire étoit, commerciale, parce qu'une telle demande se lie à la faillite et même est de nature à ne pouvoir être jugée que d'après l'inspection des livres et papiers de la faillite (1). Lorsqu'au

(1) Règlement de juges, 26 juin 1817. — Règlement de juges, 14 avril 1825. — *Mais* Rejet, 13 juillet 1818, est contraire.

contraire, la masse veut former une demande résultant d'actes antérieurs à l'ouverture de la faillite et aux dix jours qui la précèdent, elle ne peut distraire le défendeur de ses juges naturels (1). A plus forte raison, si la masse prétend que des détournemens ont été faits par des tiers contre lesquels elle ne veut intenter qu'une action civile, doit-elle agir contre eux devant les tribunaux de leur domicile (2) : un fait semblable n'est pas un acte commercial, et, lorsqu'il n'est pas poursuivi comme criminel, il rentre dans la classe des actions purement civiles qui ne sont pas de la compétence des tribunaux de commerce, comme on l'a vu n. 53.

Les actions contre une société, lorsque d'autres circonstances ou d'autres règles ne servent pas à déterminer l'attribution, doivent, comme on l'a vu n. 976, être portées devant le tribunal où est situé le principal établissement (3), et ce, jusqu'à sa liquidation, sans que les circonstances de la faillite de cette société ou de la mort de l'associé gérant y apportent des changemens.

(1) Règlement de juges, 22 mars 1821. — Rejet, 25 mars 1823.

(2) Rejet, 25 mars 1823.

(3) Règlement de juges, 18 pluviose an 12. — Règlement de juges, 16 novembre 1815.

Il est vrai que souvent, comme nous l'avons fait remarquer aussi n. 976, des associés forment divers comptoirs, soit pour exercer des opérations commerciales distinctes, soit pour multiplier les moyens d'action, de travail ou de profits, d'une même branche d'industrie; quoique, dans l'un et l'autre cas, il y ait unité d'établissement, il peut exister quelque incertitude pour déterminer le siège principal, qui seul doit être appelé le domicile de la société. Il arrivera souvent que le lieu de chaque établissement succursal pourra être considéré comme un domicile, pour les obligations qui auront été souscrites par les personnes proposées à sa direction, ou pour celles qui auront été indiquées payables à ce domicile. Mais il y a des actions qui ne doivent être portées que devant le tribunal du véritable domicile de la société: telle est la demande en déclaration de faillite, etc.; or, il en est d'une société comme d'une personne qui peut avoir plusieurs résidences, mais n'a qu'un seul domicile; et ce que nous avons dit, n. 1094, à l'occasion des déclarations de faillite, s'appliqueroit à tous les cas où il s'agit des intérêts généraux de la société. Toutefois, cette règle n'étant que la conséquence du principe qui veut que l'on considère la société comme une personne qui a son individualité et ses droits particuliers, l'effet doit cesser avec la cause. Ainsi,

lorsque la société est liquidée, ceux qui ont des droits à exercer, même pour des affaires nées au temps qu'elle existoit, ne peuvent plus trouver de personne morale à qui ils aient droit de s'adresser; les associés qui sont obligés envers eux solidairement, dans certains cas, ne peuvent plus être assignés que devant le tribunal de leur propre domicile, ou à celui de l'un d'eux, conformément aux règles du droit commun. Il n'y auroit de modification que si, par l'acte de dissolution de la société, ou un jugement postérieur, rendu public dans la forme indiquée n. 1006 et 1088, les associés avoient nommé un liquidateur pour terminer toutes les affaires, conformément à ce que nous avons dit n. 1073.

Il ne s'ensuit pas qu'un associé poursuivi en cette qualité devant le tribunal du lieu où siège l'établissement social, pût, en prétendant que la société a été dissoute à son égard, requérir son renvoi devant le juge de son domicile, si cette dissolution étoit contestée : l'usage qu'il feroit de ce moyen ne seroit plus qu'une exception dont le jugement appartiendrait au tribunal saisi de la demande (1), sauf à faire réformer la

(1) Règlement de juges, 10 décembre 1806.

décision, s'il étoit prouvé que le tribunal a retenu la cause quand il auroit dû s'en dessaisir.

Mais on ne peut appliquer ces principes aux associations en participation, qui, n'étant point rendues publiques, n'ont et ne font point connoître de domicile social. Le créancier, si tous les associés se sont engagés envers lui, peut les traduire devant le tribunal du domicile de l'un d'eux à son choix (1); s'il n'a traité qu'avec l'un des participans, il peut assigner devant le tribunal du domicile de cet individu, ceux qu'il prétend être solidaires avec lui, sauf à eux à contester, d'après les règles données n. 1045 et suivans, l'existence de la participation ou la solidarité qu'on veut faire peser sur eux.

CHAPITRE III.

De la Compétence sous le rapport des condamnations.

1558. Les tribunaux de commerce jugent les contestations qui leur sont soumises, en dernier ressort dans certains cas, et dans d'autres, à charge d'appel.

(1) Règlement de juges, 28 mai 1818.

Le droit de ces tribunaux, de prononcer en dernier ressort, existe lorsqu'ils jugent les appels des sentences rendues par les conseils de prud'hommes, conformément à ce qui sera dit au titre cinquième.

Ils jugent aussi en dernier ressort les contestations portées devant eux en première instance, lorsque les parties ont consenti d'être jugées ainsi, quelle que fût l'importance de la contestation. Ils jugent enfin, en dernier
Com. 639. ressort, toutes demandes dont le principal n'excède pas la valeur de 1000 fr. (1). Mais il faut qu'il s'agisse d'une valeur; car s'il s'élevoit une question de compétence, même sur un intérêt de moins de 1000 fr., le jugement sur ce point ne seroit pas en dernier ressort, encore que les parties eussent donné au tribunal pouvoir de les juger ainsi; et celle qui auroit été condamnée conserveroit le droit de se
Pr. 425. pourvoir par appel, ou de faire valoir les moyens d'incompétence, suivant les distinctions qui seront expliquées dans le titre suivant.

Les règles relatives à la fixation du montant de la condamnation, pour connoître si ou non elle excède le dernier ressort, sont les mêmes que dans toutes les contestations civiles. Ainsi, ni les frais de poursuites ou de

(1) Cassation, 2 pluviôse an 9.

procédure, ni même les intérêts, quoiqu'ils puissent, réunis au principal de la demande, former plus de 1000 fr., ne changent rien au droit de prononcer en dernier ressort, si le principal n'excédoit pas 1000 fr., soit qu'on ait conclu à ces frais et intérêts par la demande, soit qu'on ne les ait demandés qu'incidemment, soit que les intérêts aient commencé à courir avant l'assignation en justice, comme aux cas prévus n. 188 et 437, soit que cette assignation seule les fasse courir (1).

Mais lorsqu'un défendeur condamné à payer une somme, des intérêts et des dépens, intente, contre son garant, une demande principale, pour que celui-ci rembourse le montant de cette condamnation, le capital, ainsi que les intérêts et dépens de la première demande, sont alors cumulés pour n'en plus former qu'un seul qui règle le premier ou le dernier ressort (2).

Quant aux dommages-intérêts, soit que le demandeur y ait conclu à l'introduction de l'instance, soit qu'il n'y ait conclu qu'au cours de la contestation, ils entrent en masse dans

(1) Rejet, 5 mars 1807.

(2) Cassation, 1^{er} ventose an 13. — Cassation, 18 novembre 1807.

le calcul de la condamnation pour déterminer le premier ou le dernier ressort (1).

1359. Les demandes reconventionnelles, dont nous avons parlé n. 1356, formées par le défendeur, lorsqu'elles dérivent naturellement de la demande principale, et surtout lorsqu'elles sont fondées sur le titre même en vertu duquel le défendeur est poursuivi, se réunissent à cette demande pour former le calcul d'après lequel la compétence est déterminée. Ainsi, Pierre a vendu à Paul dix barriques de vin, moyennant 150 fr. la barrique il en a livré cinq, et réclame le paiement de 750 fr. pour leur prix : le défendeur conclut reconventionnellement à la livraison des cinq barriques restant ; le prix de ces cinq barriques formant l'objet de la reconvention, réuni aux 750 fr. demandés, excédant 1000 fr., somme à laquelle se borne le dernier ressort, le tribunal ne pourra juger qu'à charge d'appel (1).

Quand le défendeur oppose à une demande de 1000 francs ou moins, une compensation dont le tribunal auroit droit de connoître sui-

(1) Cassation, 13 frimaire an 14. — Cassation, 9 septembre 1806.

(1) Cassation, 2 décembre 1807.

vant les règles expliquées n. 1350, il faut distinguer : s'il prétend être créancier du demandeur d'une somme plus considérable que 1000 francs, le tribunal ne peut statuer qu'à la charge d'appel (1); si la somme opposée en compensation est moindre de 1000 francs, le jugement sera en dernier ressort (2); et la même règle s'appliquerait à une exception de paiement (3).

Mais ce que nous avons dit plus haut des dommages-intérêts réclamés par le demandeur, ne s'appliquerait pas à ceux auxquels le défendeur concluerait incidemment; car il seroit toujours, par là, maître d'éviter le dernier ressort et d'éluder la prévoyance du législateur qui a voulu abréger la durée de certaines contestations (4).

1360. La compétence en dernier ressort a lieu dans les cas où l'objet direct de la condamnation est une somme qui n'excède pas 1000 francs, quand même la demande seroit

(1) Cassation, 28 ventose an 8. — Rejet, 26 pluviose an 11.

(2) Cassation, 25 février 1818. — *Mais* Cassation, 24 vendémiaire an 12 *est contraire.*]

(3) Cassation, 14 germinal an 12.

(4) Rejet, 30 juin 1807. — Rejet, 22 octobre 1807.

fondée sur un fait ou sur une qualité dont les conséquences peuvent être par elles-mêmes inévaluables.

Ainsi, une demande en condamnation de moins de 1000 fr., est formée contre un individu, comme membre d'une société, et ce défendeur conteste la qualité qu'on lui attribue; c'est par un jugement en dernier ressort que le tribunal doit statuer sur la demande et sur l'exception. Il n'y a en cela aucun inconvénient, puisque ce jugement, comme nous l'avons vu, n. 264, ne produira les effets de la chose jugée qu'entre les parties et pour l'objet jugé (1).

A plus forte raison, si un contrat, par exemple, une assurance, avoit été souscrit par plusieurs personnes, non pas solidairement, mais chacune dans leur intérêt propre et distinct, comme on l'a vu n. 795, la contestation donneroit lieu au dernier ressort à l'égard de ceux dont l'intérêt est moindre de 1000 fr., et seroit jugée à la charge d'appel à l'égard des autres.

(1) Cassation, 7 brumaire an 3. — Rejet, 1^{re} nivose an 9.

TITRE III.

DE LA PROCÉDURE DEVANT LES TRIBUNAUX DE COMMERCE.

1561. LA procédure en matière commerciale est assujettie à la plupart des règles ordinaires. Mais la nécessité d'une prompté décision a, sous plusieurs rapports, exigé quelques formes plus simples et plus expéditives. Ces règles sont contenues dans le titre XXV Pr. 414. du livre II du Code de procédure civile; elles Com. 642. n'excluent pas, toutefois, l'application des autres dispositions de ce Code, qui n'ont rien d'incompatible avec les formes de procéder générales ou spéciales pour les affaires attribuées aux juridictions commerciales (1).

Nous diviserons ce titre en quatre chapitres. Le premier traitera de la manière dont la demande doit être introduite; le second, de la forme dans laquelle elle doit être instruite et jugée; le troisième, de l'exécution du jugement; le quatrième, de l'appel.

(1) Rejet, 29 juin 1819.

CHAPITRE PREMIER.

Comment la demande est introduite.

1362. Le commerce étant le lien commun des nations, et les commerçans, réputés ne faire qu'une même famille disséminée dans des états divers, les étrangers demandeurs en matière commerciale devant les tribunaux français sont dispensés de fournir la caution
Civ. 16. exigée par le droit civil.
Pr. 423.

La demande est introduite par une assignation donnée à la requête de celui qu'elle intéresse personnellement, ou qui a qualité légale pour l'intenter, tel qu'est un tuteur pour son pupille, tels que sont les agens ou syndics d'une faillite, ou même un créancier qui exerceroit les droits de son débiteur, dans les cas prévus, n. 190, et autres semblables. Ainsi, dans la règle et suivant le droit commun, nul ne peut, en la simple qualité de mandataire d'un tiers, agir en son propre nom pour l'intérêt d'un mandant ; il doit former l'action au nom de ce dernier, en énonçant sa qualité. Néanmoins, ce principe est modifié par ceux que nous avons expliqués n. 418 et 561 ; le commissionnaire agissant

en son nom, quoique pour le compte de son commettant, n'a pas besoin de désigner celui-ci dans les qualités de l'assignation, et même ce dernier peut, dans son intérêt, intervenir et suivre la procédure en son nom (1). Il en est de même, comme nous l'avons dit n. 38, des facteurs de commerçans, dans plusieurs circonstances que l'usage indique, des capitaines de navire, pour les intérêts qui leur sont confiés, et des agens de change, pour les effets qu'ils ont achetés par ordre de leurs cliens. Par suite de ces principes, les actions qui résultent de ce qu'un commissionnaire a fait pour le compte de son commettant, sont dirigées contre lui; celles qui résultent de ce qu'a fait un facteur, un capitaine de navire, sont exercées contre eux, sauf leur droit de mettre en cause le commettant ou l'armateur qui leur doit garantie, ou s'ils ont négligé de le faire, d'agir en recours contre lui.

Pour assigner valablement, il faut être capable d'ester en jugement. Cette capacité appartient en général à tous commerçans, même mineurs, par suite de ce que nous avons dit, n. 59, à moins qu'une disposition spéciale des lois n'exige qu'ils soient autorisés, comme

(1) Rejet, 24 février 1806.

- Civ. 215. la femme mariée qui se livre au commerce ;
 ou qu'elle ne leur interdise de se présenter
 Civ. 25. devant la justice, autrement que par le mi-
 I. C. 465. nistère d'autrui, comme sont les condamnés
 Pén. 29. à certaines peines, les contumaces, les morts
 civilement.

1363. L'assignation doit contenir la date
 Pr. 61. des jour, mois et an ; les nom, profession et
 domicile du demandeur, ceux de l'huissier, et
 ceux du défendeur, ou, s'il est frappé d'incapacité, de son tuteur ou curateur ; l'indication de la personne à qui elle est remise ; l'objet, c'est-à-dire les conclusions de la demande, et un exposé sommaire des moyens.

Les affaires commerciales sont dispensées
 Pr. { 49. du préliminaire de la conciliation, et l'assignation n'a pas besoin de contenir une constitution d'avoué, même dans les lieux où, d'après ce qui a été dit, n. 1337, les tribunaux civils remplissent les fonctions des tribunaux de commerce.

Une copie des pièces, ou de la partie des pièces sur lesquelles la demande est fondée,
 Pr. 65. doit être signifiée au défendeur. Dans la règle, si elles sont signifiées après l'assignation, elles n'entrent point en taxe ; mais, en outre, nous avons vu, n. 431, et suiv., que le défaut de cette signification pouvoit, dans certains cas, faire perdre tous les avantages de la demande.

1364. Une assignation ne peut être donnée un jour de fête légale, si ce n'est en vertu d'une permission du président du tribunal. Pr. 63. Elle doit, comme toutes sortes de significations, être faite depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 31 mars, après six heures du matin et avant six heures du soir; et, depuis le 1^{er} avril jusqu'au 30 septembre, après quatre heures du matin et avant neuf heures du soir. Elle peut être donnée au défendeur, même hors le lieu de son domicile, pourvu qu'alors elle soit donnée à la personne même. Néanmoins, cette faculté ne s'étend pas jusqu'à pouvoir la lui remettre partout indistinctement; ainsi, nul ne pourroit être assigné dans une église, dans le lieu des séances d'un tribunal ou d'une administration, dans l'auditoire d'une école publique, etc. Pr. 1037.

Lorsqu'il y a plusieurs personnes, même solidaires, à assigner, chacune d'elles doit l'être séparément, à moins qu'il ne s'agisse d'une société.

1365. Quand l'assignation n'est pas donnée à la personne du défendeur, elle doit l'être à son domicile, qui seroit reconnu d'après Pr. 68. les principes du droit commun, comme on l'a vu n. 186 et 1353. On doit seulement remarquer qu'une assignation donnée au domicile apparent, est valable; s'il en étoit au-

trement, il dépendroit du défendeur de se mettre à l'abri des assignations, etc., ou tout au moins de les éloigner et de constituer en frais son adversaire, en se donnant un domicile de droit qu'il ne pourroit soupçonner. Dans ce cas, il doit être laissé copie à quelqu'un de sa maison, tel que sa femme, un de ses enfans, un domestique; et, s'il demeurait dans un hôtel garni, au maître ou portier de cet hôtel. Si l'huissier ne trouve personne, l'assignation est laissée à l'un des

Pr. 68. voisins, qui doit signer l'original, et s'il ne peut ou ne veut signer, au maire ou à l'adjoint, qui y donne son *visa*. On ne distingue point si la personne assignée est étrangère ou française, parce qu'il y a, comme nous le verrons au titre septième, un grand nombre de cas dans lesquels un étranger peut être traduit devant les tribunaux français. S'il est vrai qu'un étranger n'ait pas toujours, en France, ce qu'on appelle proprement *domicile*, il peut y résider; le lieu de sa résidence est, à son égard, comme celui du domicile pour un Français, et seroit déterminé par des circonstances analogues (1).

Si le défendeur n'avoit pas, à exactement

(1) Règlement de juges, 8 thermidor an 10. — Rejet, 27 juin 1809. — Rejet, 2 juillet 1822.

parler, de domicile, tel que des colporteurs, des comédiens ambulans, etc., l'assignation donnée au lieu de sa résidence seroit valable, n'y fût-il qu'instantanément, et lors même qu'il y seroit prisonnier de guerre. Dans ces deux cas, on a égard à l'indication que l'assigné pourroit avoir donnée lui-même du lieu de cette résidence ; il ne seroit pas reçu à soutenir que sa propre déclaration n'étoit pas exacte. Si le domicile ni la résidence ne sont pas connus, l'exploit doit être affiché à la principale porte de l'auditoire du tribunal où la Pr. 69. demande est portée ; et une seconde copie en est donnée au procureur du Roi.

L'absent doit être assigné à son dernier domicile (1), tant qu'il n'y a pas eu de déclaration d'absence et d'envoi en possession prononcés. S'il y a des envoyés en possession, Civ. 134. ils doivent être assignés au domicile de l'absent, tant qu'ils n'ont pas procédé au partage ; et, après cet acte, chacun doit être assigné à son domicile particulier.

Si le défendeur demeure dans les colonies Pr. 69. françaises, ou en pays étranger, il est assigné au domicile du procureur du Roi de l'arrondissement où siège le tribunal où la demande sera portée. Dans le premier cas, ce magis-

(1) Rejet, 20 fructidor an 11.

trat envoie l'exploit au ministre de la marine et des colonies, et dans le second, au ministre des affaires étrangères.

Par suite de ce que nous avons dit, n. 976 et 1357, l'assignation à une société peut être donnée au lieu de son établissement, sans désignation des divers défendeurs qui en font partie. Quoiqu'en assignant une société, on forme une demande contre les personnes qui la composent, cependant ce ne sont point elles individuellement qu'on poursuit, c'est le corps composé de leur réunion. Ainsi, l'assignation donnée aux administrateurs de *telle* société, et au domicile social, est valable. Par suite de ces principes, lorsqu'il s'agit d'assigner la masse d'un failli, l'assignation doit être donnée à la personne ou au domicile de l'un des agens ou syndics, soit provisoires, soit définitifs.

Civ. 111. 1566. L'assignation peut être donnée, au choix du demandeur, au domicile élu par la convention (1), ou par un acte de poursuite, tel qu'un commandement, une saisie; il faut se reporter, pour les règles relatives au domicile d'élection, à ce que nous avons dit n. 1553. En tous cas, le domicile véritable doit tou-

(1) Rejet, 23 ventose an 10.

jours être indiqué dans l'exploit, quand même Pr. 61.
il seroit donné au domicile élu; et le demandeur est toujours libre d'assigner le défendeur à son domicile réel (1).

Lorsque la personne qu'il s'agit d'assigner est sur le point de partir dans un navire prêt à faire voile, ce qui est facile à prouver par le rôle d'équipage, l'assignation pour demande relative à ce voyage, donnée à bord, est aussi valable que si elle l'avoit été au domicile de cette personne. La nécessité d'une prompte Pr. 419:
assignation, dans le commerce maritime, a introduit cette règle : les mêmes motifs pourroient la faire appliquer aux voituriers par terre et par eau; ainsi, une assignation seroit valablement donnée au bateau, ou à l'auberge dans laquelle loge ce voiturier.

Nous avons vu, n. 746 et suiv., et n. 846, que des formes particulières étoient prescrites, soit pour les réglemens d'avaries, soit pour le délaissement; mais ces formes et les délais auxquels elles sont soumises, ne modifient en rien ce que nous venons de dire sur les assignations : s'il s'agit, pour l'exécution de ces actes, de citer quelques parties devant le tribunal de commerce, les assignations sont soumises aux délais et aux formes ordinaires.

(1) Rejet, 25 germinal an 10.

Il en est de même des lettres de change et des billets à ordre ; quoique soumis à des formalités plus rigoureuses , il rentrent dans les règles du droit commun , dès qu'il s'agit d'assigner quelqu'un des signataires.

1367. Celui qui donne une assignation , ne
Pr. { 416. peut indiquer le jour de comparution , à un
1033. terme moindre que d'un jour franc , après celui de l'exploit ; et ce délai doit être augmenté d'un jour par chaque trois myriamètres de distance entre le lieu où l'assignation est donnée , et celui de la situation du tribunal devant lequel le défendeur est appelé.

Quand l'assignation est donnée au domicile élu , on calcule ce délai d'après la distance du lieu où siège le tribunal et celle de ce domicile. Néanmoins , cette faveur ne seroit accordée au défendeur , que s'il s'agissoit de conventions commerciales ordinaires , et non pas de lettres de change ou autres effets négociables. Le motif de différence est sensible : dans le premier cas , la convention intervient entre deux personnes qui se connoissent , et qui n'ignorent pas , malgré l'élection de domicile qu'elles ont faite , leur résidence réelle ; dans le second cas , les tiers-porteurs ignorent , le plus souvent , ce domicile ; ils ne connoissent , pour ainsi dire , que le lieu indiqué.

D'ailleurs, la nature de tels effets, la nécessité de les environner de toutes les garanties, parmi lesquelles entre pour beaucoup la célérité dans les poursuites, exigent qu'on éloigne tout ce qui pourroit y apporter du retard (1).

Ces règles ne sont relatives qu'aux personnes résidant en France. Quant à celles qui habitent en pays étranger, l'assignation, lorsqu'elle est donnée au domicile du procureur du Roi, doit leur accorder des délais calculés suivant les distances, savoir : aux personnes qui habitent la Corse, l'île d'Elbe ou de Capraja, l'Angleterre et les états limitrophes de la France, un délai de deux mois ; à celles qui demeurent dans les autres états de l'Europe, quatre mois ; à celles qui habitent hors l'Europe, mais en-deçà du cap de Bonne-Espérance, six mois, et un an, si elles résident au-delà. Mais si l'assignation est donnée à la personne, en France, l'assigné ne jouit pas de ces délais, sauf au tribunal à lui en accorder un d'après les circonstances. Pr. 73.

Toutefois, une assignation ne seroit pas nulle, si elle étoit donnée à des délais plus longs. Seulement s'il y avoit intérêt, l'assigné pourroit citer, à son tour, pour une époque plus rapprochée.

(1) Rejet, 25 prairial an 10.

Il n'est pas nécessaire que l'assignation contienne le jour précis où le défendeur devra comparoître ; ainsi, si elle étoit donnée, *aux délais de la loi, pour la plus prochaine audience, à un jour franc*, toutes ces indications seroient suffisantes pour ne pas laisser douter que le défendeur ait connu le jour qu'il devoit comparoître (1).

Pr. 417. S'il y a urgence, on peut présenter une requête au président du tribunal, ou au juge qui le remplace, lequel permet d'assigner, du jour au lendemain, même du matin au soir, d'une heure à une autre. Dans ce cas, on n'est tenu d'ajouter un jour par trois myriamètres de distance, que si l'assignation n'a pas été donnée à la personne du défendeur, ou s'il a été trouvé dans un autre lieu que celui où siège le tribunal. Le président peut aussi autoriser le demandeur à saisir par avance les effets mobiliers du défendeur, soit en donnant caution, soit simplement à la charge de justifier de sa solvabilité. Toutes ces ordonnances sont exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel.

Dans les affaires maritimes, dont l'indécision peut suspendre un voyage prêt à com-

(1) Cassation, 21 novembre 1810. — Rejet, 8 janvier 1811. — Cassation, 20 avril 1814.

mencer, dans celles où il s'agit d'agrès, victuailles, équipages et radoubs de navires prêts à mettre à la voile, les assignations peuvent être données de jour à jour, ou d'heure à Pr. 418. heure, sans qu'il soit besoin de permission du président.

Il en est de même lorsqu'une affaire, quoique non maritime, est urgente, et nécessite une décision dont le retard seroit nuisible. Le défendeur peut ensuite contester cette urgence, et faire remettre la cause, s'il comparoit, ou soutenir la nullité du défaut, s'il n'est pas comparu; et alors le tribunal apprécie les motifs du demandeur.

CHAPITRE II.

Comment la demande est instruite et jugée.

1568. La cause doit en général être jugée à la première audience qui suit l'assignation; mais comme un grand nombre de motifs peuvent s'y opposer, toute partie qui n'habite pas dans le lieu où siège le tribunal, est tenue d'y Pr. 422. élire un domicile où doivent se faire toutes les significations, s'il en est besoin, sans qu'il soit nécessaire d'accorder à la personne ainsi

assignée, des délais calculés sur la distance de son domicile réel (1) : par cette précaution, il n'y a pas à craindre que la distance des lieux retarde le jugement de la cause. L'effet de cette élection cesse après le jugement, de manière que l'appel n'y pourroit être signifié.

L'instruction se faisant sommairement, cette élection de domicile doit être mentionnée par le greffier sur le plumitif, à la seule demande des parties ; mais, si l'une d'elles manque de faire cette déclaration, les significations faites au greffe du tribunal, sont aussi valables que si elles l'étoient à personne ou à domicile. Les motifs qui ont dicté ces dispositions nous portent à croire qu'elles doivent être exécutées, même lorsque, par un renvoi légalement prononcé, des incidens sont portés devant un tribunal civil, comme on l'a vu n. 1348. Du reste, ce domicile, élu par la volonté de la loi, est limité aux seuls rapports entre le demandeur et le défendeur, et l'intervention d'un tiers n'y seroit pas valablement signifiée.

1369. Quelque simples que soient les formes qui doivent être observées devant les

(1) Rejet, 20 janvier 1825.

tribunaux de commerce, elles sont susceptibles de divers incidens qui se rencontrent souvent dans les causes ordinaires. On doit placer les exceptions au premier rang.

Elles sont, ou péremptoires, ou dilatoires. Les exceptions péremptoires sont de deux espèces : celles qui concernent la forme, et celles qui concernent le fond de la demande.

Les premières résultent des nullités ; elles doivent être proposées avant toutes défenses Pr. 173. ou exceptions, autres que celles d'incompétence. Comme il ne se fait aucun acte de procédure devant les tribunaux de commerce, on ne peut mettre dans ce nombre que les nullités de l'exploit de demande. Les juges peuvent souvent les rejeter, lorsque les parties qui en excipent comparoissent en personne ; l'esprit de la loi étant qu'on en fasse usage le plus rarement possible, et que les causes soient jugées promptement et sans frais.

Les secondes se tirent de ce que le demandeur n'est pas recevable dans sa réclamation, soit par défaut de qualité ou d'intérêt ; soit à cause d'une prescription acquise, d'une transaction intervenue, d'un jugement non attaqué, d'une déchéance encourue par défaut de protêt régulier ou fait dans les délais (1),

(1) Cassation, 29 juin 1819.

ou faute d'avoir intenté l'action en temps utile, etc. Il est naturel de s'en occuper d'abord, puisque, si elles sont admises, elles dispensent d'examiner le fond de la cause. Néanmoins, si l'on a oublié de les proposer
Civ. 2224. dans le principe, on est admis à les faire valoir jusqu'au jugement; à moins qu'il ne paroisse, par la manière dont on s'est défendu, qu'on y a renoncé. C'est naturellement aux tribunaux et aux cours royales que l'appréciation des circonstances appartient dans ce cas. Il suffit de faire observer qu'en général on ne doit être présumé y avoir renoncé, qu'autant que la défense étoit entièrement incompatible avec l'exception. Ainsi, celui qui invoque l'incompétence du tribunal (1), ou qui prétend ne rien devoir, ne renonce pas à opposer la prescription, après qu'il aura été jugé que le titre invoqué contre lui le constitue débiteur (2). Mais s'il soutient devoir moins qu'on ne lui demande, il se reconnoît alors débiteur, et ne peut plus opposer la prescription.

La compensation est encore une exception
Pr. 464. que le défendeur peut faire valoir en tout état de cause, pourvu qu'on ne s'écarte point des

(1) Cassation, 19 mai 1815.

(2) Cassation, 19 avril 1815.

règles de compétence indiquées n. 1350. Les tribunaux ne sauroient trop se mettre en garde contre des exceptions qui n'ont, le plus souvent, pour but, que de retarder des condamnations légitimes.

1370. Il y a deux espèces d'exceptions dilatoires. Les unes ont pour but de renvoyer l'exercice de la demande à un autre temps ; on peut en donner pour exemple les délais que réclame pour délibérer un défendeur assigné en qualité d'héritier, ou ceux qu'on a pour appeler la personne contre qui on prétend avoir droit d'exercer une garantie. Civ. 797.
Pr. 174.

L'effet des autres est de faire renvoyer la cause devant un autre tribunal, ce qu'on nomme *déclinatoire*. Ce renvoi peut être demandé non-seulement par celui qui a été assigné principalement devant le tribunal qu'il soutient n'être pas compétent ; mais même lorsqu'il a appelé un garant dans le cas dont nous avons parlé n. 1356, ce garant peut faire valoir le déclinatoire, que le garanti n'invoqueroit pas (1).

Il peut être demandé pour connexité, pour litispendance, ou par le motif que le tribunal est incompétent.

(1) Règlement de juges, 4 octobre 1808.

Il y a connexité, lorsque l'objet de la cause
Pr. 171. a tellement de rapports avec une autre cause,
soumise à un tribunal différent, que le juge-
ment de l'une influeroit sur celle de l'autre,
et que la même instruction peut dès-lors suf-
fire aux deux. Il y a litispendance, lorsque la
cause elle-même est déjà soumise à un autre
tribunal.

Nous avons vu qu'il y avoit deux espèces
d'incompétence.

L'incompétence d'attribution, expliquée,
n. 1345 et suiv., tient au droit public, parce
qu'elle intéresse l'ordre des juridictions. Le
législateur, qui a cru que des juges étoient
suffisamment instruits pour connoître de *telles*
matières, n'a pas entendu qu'ils pussent en
juger d'autres. Les tribunaux de commerce
n'étant que de simple exception, et leur ju-
ridiction étant distraite de la juridiction gé-
nérale confiée aux juges civils, ils doivent ren-
voyer les causes qui ne leur sont pas attri-
buées; et le consentement des parties à être
jugées par eux ne suffiroit pas. Ainsi, lors-
qu'il s'élève devant un tribunal de commerce,
même au cours d'une instance qu'il lui ap-
partient de juger, une contestation sur la qua-
lité de veuve ou d'héritier d'une personne,
les juges doivent renvoyer les parties devant
le tribunal compétent. Ainsi, quand la loi
veut, comme nous l'avons dit n. 1001, que

la contestation soit jugée par des arbitres, le tribunal ne peut, même du consentement des parties, en conserver la connoissance. Ainsi, les tribunaux de commerce ne sont pas moins que les tribunaux civils, obligés de respecter les principes constitutifs de l'ordre judiciaire, qui ne permettent point aux juges de connoître des contestations attribuées par les lois à l'administration, ni de suspendre ou empêcher l'exécution des actes administratifs qui seroient produits devant eux, et de tenir pour constant et décidé ce qui l'est par ces actes, sauf aux parties intéressées à en provoquer la réformation devant l'autorité administrative supérieure. Dans ces cas et autres semblables, le tribunal doit, sans se permettre une décision même interlocutoire, renvoyer les parties devant les juges compétens, même lorsqu'il n'en seroit requis par aucune d'elles; et lorsque l'incompétence est alléguée devant lui par une partie, et qu'il la rejette, il doit, quoique par un même jugement, prononcer par deux dispositions distinctes. Com. 637.

Mais il ne faut pas perdre de vue l'exception relative aux lettres de change imparfaites et aux billets à ordre. Lors même que ces actes n'expriment pas une cause commerciale, ou qu'il n'existe pas, parmi les défendeurs, un commerçant, ce qui rend le tribunal compétent, comme on l'a vu n. 1349, le tribunal Com. 637.

n'est pas tenu d'ordonner d'office le renvoi devant le tribunal civil, s'il n'en est requis par le défendeur.

Quand la personne assignée n'est pas justiciable du tribunal, ou par son domicile, ou par une des causes que nous avons vu être de nature à distraire une personne de ses juges territoriaux, le déclinatoire doit être présenté par elle avant toutes défenses au fond. Néanmoins, le tribunal a toujours droit de refuser de juger, lors même qu'on n'excipe pas de son incompétence (1); il s'ensuit seulement que le défaut de renvoi ne seroit pas un motif d'appel.

Il faut donc bien s'attacher à la différence entre les deux espèces d'incompétence, puisque la première ne pouvant être couverte par le silence ou le consentement des parties, la défense au fond, tant que le délai d'appel
Pr. 454. n'est pas expiré, n'empêcheroit pas de l'interjeter, encore que le jugement soit rendu en dernier ressort; et même elle est un moyen de cassation qui peut être invoqué par celui qui auroit saisi le tribunal incompétent, tandis que la seconde ne peut plus être invoquée, ni en appel, ni même en première instance, par celui qui n'en a pas excipé avant de défendre au fond.

(1) Rejet, 11 mars 1807.

1371. Il y a encore d'autres exceptions , que les tribunaux de commerce doivent apprécier avec soin , quoiqu'elles ne touchent point à la compétence. On peut en donner pour exemple celles qui tendroient à rendre les condamnations moins rigoureuses ; nous en avons vu un , n. 316 , pour les lettres de change souscrites par des personnes du sexe ou par des mineurs émancipés. Mais les individus qui , n'ayant pas cette exception en leur faveur , ont signé , à quelque titre que ce soit , des lettres tirées , acceptées ou endossées , soit par des incapables , soit par des personnes du sexe , ou cautionné ces engagements de toute autre manière , n'y sont pas recevables ; ils sont tenus de toutes les obligations qui dérivent du contrat de change , parce que c'est de leur part la garantie solidaire d'une obligation susceptible d'être annulée ou restreinte par une cause personnelle à l'obligé principal ou à l'un des obligés , dont la caution ou les co-obligés ne profitent pas. Civ. 2012.

Souvent le point de contestation consiste à savoir si un individu est , ou non , commerçant. Cette preuve résulte de l'habitude où il est , de se livrer à des actes de commerce , et quelquefois même de son aveu , lorsqu'il a pris cette qualité , soit dans l'acte pour lequel il est poursuivi , soit dans toute autre circonstance. Il faut cependant excepter le cas où il paroît-

troit que cette qualité a été prise pour soustraire l'obligé à une incapacité dont il seroit frappé, ou pour le soumettre aux moyens d'exécution plus rigoureux qu'entraînent les condamnations commerciales.

1372. Lorsque les exceptions sont de nature à être prouvées par des témoignages ou par des écrits autres que les actes de procédure, le défendeur doit les justifier sur-le-champ. Celles qu'il offriroit de prouver, dans un laps de temps considérable, pourroient être rejetées comme des moyens d'éluder la condamnation et d'obtenir des délais; ou du moins, le tribunal pourroit obliger le défendeur, soit à consigner le montant de la condamnation demandée, soit à la payer au demandeur, sous la seule caution de celui-ci de rapporter s'il y a lieu (1). Il peut statuer aussi sur le fond, en rejetant l'exception.

C'est à l'aide de ces principes que l'on peut appliquer ce que nous avons dit, n. 1350 et 1359, sur les diverses exceptions dont une action est susceptible, et sur les demandes reconventionnelles formées dans une instance pendante devant les tribunaux de commerce.

1375. La dénégation de signature, l'ins-

(1) Rejet, 19 avril 1820.

cription de faux, forment des incidens qu'un Pr. 427. défendeur peut faire valoir. Le tribunal, s'il reconnoît que le faux allégué, fût-il prouvé, n'influeroit point sur le fond de l'affaire, a le droit de passer outre (1). Mais si l'instruction sur ce faux, ou même une vérification d'écritures, lui paroît nécessaire, encore bien que la partie à qui l'acte est opposé ne l'eût pas demandé et se fût borné à exprimer des doutes sur la vérité de la pièce (2), il doit surseoir au jugement, et renvoyer devant les juges civils, qui statuent de la même manière que si l'incident s'élevoit dans une affaire civile, et prononcent contre celui qui a dénié sa signature, ou s'est inscrit en faux sans sujet, les amendes ordinaires. Si cependant la cause avoit plusieurs chefs, et que la pièce ne fût relative qu'à un seul, le tribunal de commerce pourroit procéder au jugement des autres.

Il en seroit de même si celui qui s'inscrit en faux n'étoit qu'un appelé en garantie, par exemple, un donneur d'aval. L'inscription de faux qu'il formeroit n'empêcheroit pas la condamnation de l'obligé principal et des endosseurs.

Si l'instance étoit pendante devant un tri-

(1) Rejet, 18 août 1806.

(2) Cassation, 10 juillet 1816.

bunal civil, remplissant les fonctions de celui de commerce, dans un lieu où il n'en existe pas, ce tribunal se dessaisiroit, en ce sens qu'il renverroit devant lui-même en audience ordinaire; et alors les formalités exigées dans ces sortes d'incidens, devroient être remplies de la même manière que si, par suite d'un renvoi, un tribunal civil en avoit été saisi.

Pr. 419. S'il est besoin de visite ou d'appréciation d'ouvrages ou marchandises, on nomme un ou trois experts. Les règles sur la nomination, la récusation, le serment et la manière d'opérer de la part des experts, en matière sommaire, doivent être observées. Dans ce cas et dans tous les autres, l'opinion des experts n'est pas un guide forcé; le tribunal pourroit, ou l'écarter tout-à-fait, ou condamner le défendeur à une somme plus forte ou plus foible (1).

Il n'est pas même impossible qu'il y ait lieu à une sorte d'expertise, que l'étendue des relations commerciales peut nécessiter. Un effet de commerce, se trouvant revêtu d'endossements écrits en langue et quelquefois même en caractères étrangers, il peut être nécessaire d'en ordonner la traduction. La marche admise pour les expertises doit être suivie. Une opération de ce genre n'a rien de commun

(1) Rejet, 22 mars 1813.

avec les vérifications d'écritures et de signatures dont nous venons de parler, et par conséquent le tribunal de commerce peut en connoître. Ces traductions, lorsqu'elles sont nécessitées par des négociations maritimes, ne peuvent être faites que par des courtiers interprètes, conformément à ce que nous avons dit n. 133.

Le tribunal peut aussi nommer, dans certains cas, tels que celui où il s'agit de liquidation de comptes ou d'éclaircissemens sur certains faits, des commissaires pour entendre les parties. Les personnes ainsi nommées sont examinateurs, et non appréciateurs comme des experts : elles concilient, lorsque cela est possible ; et si elles n'obtiennent pas ce résultat, elles donnent un avis qui a l'avantage de réduire les débats à leurs véritables termes, et d'en faciliter la décision (1). Pr. 419.

Ces commissaires, qu'on nomme assez improprement *arbitres*, mais qu'il ne faut pas confondre avec les arbitres juges dont nous parlerons au titre suivant, ne sont pas, comme les experts, assujettis au serment. Cette différence vient de celle qui existe entre les fonctions des uns et des autres. Ces arbitres ont, avec des experts, cela de commun, qu'ils

(1) Rejet, 23 floréal an 9.

n'émettent qu'une simple opinion ; mais l'opinion de ces arbitres repose , ou sur des raisonnemens dont il est possible aux juges d'apprécier la force , ou sur des pièces qui sont sous les yeux du tribunal ; celle des experts , au contraire , est fondée sur des faits qu'ils attestent , et que les juges ne sont pas à portée de vérifier. Cette circonstance donne jusqu'à un certain point , aux rapports d'experts , le caractère du témoignage ; et dès-lors la fidélité doit en être garantie par la religion du serment.

1374. Le tribunal de commerce peut également ordonner , même d'office , que les parties seront entendues en personne , à l'audience ou à la chambre du conseil , et s'il y a empêchement légitime , commettre un de ses membres , ou même un juge de paix , qui dresse procès-verbal des déclarations. La faveur du titre de la demande n'empêche pas le tribunal de prendre ces éclaircissemens. Le défaut de comparution , sans excuse légitime , lorsqu'elle a été ainsi ordonnée , pourroit être considéré comme un aveu des faits allégués par l'adversaire , sur lesquels le tribunal auroit voulu entendre le non comparant.

Si l'une des parties , que le tribunal juge à propos d'entendre en personne , étoit détenue pour dettes , il seroit naturel de lui accorder

un sauf-conduit, de la manière que nous indiquerons, n. 1515, pour les témoins.

On a vu, n. 259, que le tribunal pouvoit ordonner la représentation des livres d'un commerçant. Lorsque ces livres sont dans un lieu éloigné du tribunal saisi de l'affaire, il peut adresser une commission rogatoire au tribunal de commerce de ce lieu, ou déléguer un juge de paix, pour en prendre connoissance, dresser procès-verbal du contenu et l'envoyer au greffe. Cette vérification n'est point assujettie aux formes exigées pour ce qu'on appelle *compulsoires* en matière civile; ainsi elle ne pourroit être annulée sous prétexte que l'autre partie n'a pas été présente ou intimée, encore bien que le jugement eût déclaré qu'elle auroit lien de cette manière.

Ce ne sont pas seulement les livres des parties engagées dans la contestation, dont la vérification peut être ordonnée, mais encore ceux d'un tiers. Ainsi, indépendamment de ce que nous avons dit, n. 126, sur les livres des agens de change et courtiers, il arrive souvent que ceux d'un commissionnaire, d'un banquier, constatent les opérations intervenues entre deux commerçans dont ils ont été les intermédiaires; il peut dès-lors être nécessaire de consulter leurs livres pour connoître l'étendue de la négociation. Ce que nous avons dit n. 259 concilieroit cet intérêt avec le res-

pect qui est dû au secret des opérations commerciales. Mais c'est moins, dans ce cas, une preuve de l'espèce de celle que nous examinons ici, que ce n'est une preuve testimoniale, ou, si le commerçant qui a écrit les livres étoit décédé, un indice dont l'appréciation est laissée à la prudence des juges.

1575. La preuve testimoniale est, comme on l'a vu, n. 262 et suiv., admissible dans un grand nombre de circonstances, et à moins que la loi ne s'y oppose, la faculté de l'ordonner est purement discrétionnaire. Si les juges admettoient la preuve testimoniale sans y être déterminés, soit par la qualité et la bonne ou mauvaise réputation des personnes, soit par quelques autres adminicules, il pourroit y avoir un mal jugé qui, dans le cas où ils ne prononcent pas en dernier ressort, donneroit lieu de réformer leurs jugemens. Mais cette autorité discrétionnaire laisse également voir que ces mêmes jugemens ne peuvent jamais, par ce motif, être sujets à cassation, puisqu'ils ne contiendroient pas une violation de la loi. Les juges s'exposeroient, au contraire, à l'annulation de leurs décisions, s'ils admettoient la preuve testimoniale dans le cas où la loi n'autorise qu'une preuve écrite, à moins qu'il n'existât un commencement de preuve, qu'il n'y eût allégation de dol ou fraude, ou qu'il

ne s'agit de réparer la perte d'actes perdus par une force majeure prouvée.

Le tribunal, une fois qu'il a cru que la loi ou les principes ne s'opposoient point à l'admission de la preuve testimoniale, et qu'il lui paroît utile, pour la décision du procès, d'ordonner cette preuve, ne doit permettre de justifier que des faits pertinens, c'est-à-dire tels que, s'ils sont prouvés, ils influenceront sur le jugement de la cause (1). Pr. 253.

L'enquête peut être provoquée par l'une et par l'autre des deux parties, selon que la nécessité de prouver se lie à la défense de leur cause. Le tribunal peut aussi ordonner d'office la preuve des faits qu'il croit utile de vérifier. Pr. 254.

L'adversaire de celui qui articule des faits dont il offre la preuve, doit être requis de les avouer ou de les dénier. Quand il les avoue, on n'a plus besoin d'enquête : dans le cas contraire, il peut soutenir qu'ils ne sont pas pertinens, c'est-à-dire qu'en les supposant prouvés, ils ne pourroient légalement avoir aucune influence sur la décision de la cause, que la loi en défend la preuve, que la fausseté en est démontrée par des pièces ou par des circonstances décisives. Pr. 252. 253.

(1) Rejet, 29 janvier 1819.

Si ces moyens ne réussissent pas, et que le
 Pr. 432. tribunal ordonne la preuve, il précise dans le
 jugement les faits sur lesquels cette preuve est
 aduise, ou, s'il s'agit de prouver une qualité
 résultant d'une série d'actes divers, le point
 contesté sur lequel la preuve devra être faite (1).
 Les témoins sont entendus à l'audience, aux
 Pr. { 407.
 408. } jour et heure fixés par le jugement, après
 avoir été cités, au moins un jour avant celui
 de la comparution; et même les parties pour-
 roient consentir que les témoins se présen-
 tassent sur leur simple avertissement, sans
 assignation, les règles ordinaires des enquê-
 tes, même en matière sommaire, n'étant point
 applicables dans ce cas (2).

Du reste, celui qui assigne un témoin doit
 Pr. 413. lui faire donner copie du dispositif du juge-
 ment qui ordonne l'enquête, et signifier à la
 partie adverse copie des noms des témoins.

On dresse un procès-verbal de l'enquête,
 dans laquelle les témoins, s'ils sont d'une re-
 ligion qui ait des formes particulières sur la
 prestation de serment, peuvent être requis de
 le prêter suivant ces formes (3). Lorsque le
 jugement est susceptible d'appel, on doit y

(1) Rejet, 9 février 1813.

(2) Rejet, 9 mars 1819.

(3) Rejet, 28 mars 1810. — Rejet, 12 juillet 1810.

rapporter les sermens, les déclarations de parenté ou alliance, et les reproches. Le greffier rédige chaque déposition, la lit et la fait signer par le témoin, ou fait mention de son refus de signer. Quand les causes ne sont pas susceptibles d'appel, il suffit d'insérer dans le jugement le résultat des dépositions avec les noms des témoins; et même l'énonciation de ces noms n'est pas une formalité substantielle dont l'omission pourroit faire annuler l'enquête. Pr. { 273.
274.

Si l'une des parties n'avoit pu faire appeler tous ses témoins, ou s'ils ne paroissent pas, ou si enfin elle en avoit de nouveaux à produire, elle pourroit demander au tribunal une prorogation d'enquête, et sa demande seroit jugée sur-le-champ. Pr. 410.

Lorsque les témoins sont éloignés ou empêchés, le tribunal peut commettre un tribunal voisin, ou le juge que désignera ce dernier tribunal, ou enfin le juge de paix du lieu, qui rédigeant alors, quelle que soit l'importance de la cause, un procès-verbal d'audition. Pr. { 412.
1035.

Toutes les règles du droit civil relatives aux personnes qui ne peuvent être assignées comme témoins, ou qui sont reprochables, et aux diverses espèces de reproches qui peuvent être produits, doivent être observées sans aucune restriction. Pr. 413.

1376. L'interrogatoire sur faits et articles est encore un moyen de parvenir à connoître la vérité, qu'on peut employer devant le tribunal de commerce, mais seulement lorsque les faits articulés se rapportent à la question, et qu'ils sont pertinens, sans retarder l'instruction et le jugement. Ainsi, cet interrogatoire n'a pas lieu nécessairement par le seul effet de la demande d'une des parties (1).

Il pourroit être ordonné à l'égard d'une société ; mais alors quelques doutes peuvent s'élever sur la question de savoir si tous les membres, ou si l'un d'entre eux seulement doit être interrogé. Il est indubitable que, s'il s'agissoit d'une société anonyme ou en commandite, les administrateurs, ou les associés responsables, seroient seuls soumis à l'interrogatoire. Mais il y auroit plus de difficulté pour le cas d'une société en nom collectif : on pourroit cependant la résoudre à l'aide d'une distinction. Si tous les associés géroient la société, tous devroient être interrogés, parce qu'ils peuvent donner des renseignemens ; mais s'il existoit un gérant, lui seul devroit répondre à l'interrogatoire, car cette formalité n'a pour objet que de donner aux tribunaux de moyens de connoître la vérité. Du reste, cet interro-

(1) Rejet, 2 février 1819.

gatoire n'est pas, comme le serment, un appel à la conscience, et ne lie point les tribunaux par les réponses de l'interrogé.

Il arrive aussi, dans un grand nombre de circonstances, qu'une des parties défère le serment à son adversaire : le tribunal peut, selon la nature de la contestation et le plus ou moins d'influence qu'auroit le fait pour lequel le serment est déféré, sur le jugement de la cause, accorder ou refuser cette demande. Ce serment ne peut être déféré que sur un fait personnel à la partie de qui il est requis, suivant les principes expliqués n. 264; et lorsqu'il ne s'agit pas d'un fait qui, s'il étoit prouvé, contre celui qui s'en défend, donneroit lieu à une condamnation pénale. Il seroit peu moral que quelqu'un fût placé entre sa conscience et la crainte d'une condamnation correctionnelle qui imprime une sorte de déshonneur, et peut priver du bénéfice de cession, comme on l'a vu n. 1328. Le tribunal peut aussi déférer d'office le serment à l'une des parties, qui a droit de le référer à son adversaire. Celui qui a déféré ou référé le serment à son adversaire, ne peut rétracter sa demande, quand celui-ci a déclaré être prêt à faire le serment requis. Civ. 1364.

Il est nécessaire que le jugement énonce les faits sur lesquels le serment sera reçu. Il doit être prêté par la partie en personne, et à

Pr. { 120.
121.

l'audience. Dans le cas d'un empêchement légitime et dûment constaté, il peut l'être devant un juge commis par le tribunal, qui se transporte chez la partie, assisté du greffier ; et même si cette partie est trop éloignée, le tribunal peut ordonner qu'elle le prêtera devant le tribunal de sa résidence. Dans tous les cas, le serment doit être fait en présence de l'autre partie, ou elle dûment appelée par exploit contenant indication du jour de la prestation, sans que la mort de cette partie empêche l'exécution du jugement.

Ainsi, jamais le serment ne peut être prêté par un fondé de pouvoir. En effet, assez souvent, ce serment consiste dans une déclaration affirmative ou négative sur ce qui est demandé ; il peut d'ailleurs arriver que le tribunal croie utile d'ajouter quelque chose à ce qui lui avoit d'abord paru devoir faire l'objet du serment ; il ne peut être enchaîné par son jugement sous ce point de vue. La partie qui refuse le serment, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

Dans ces différens cas, où il est nécessaire que le tribunal entende, ou des témoins, ou des parties dans leurs défenses en personne, dans un interrogatoire ou un serment, les étrangers qui ne peuvent s'expliquer en français, sont obligés d'emprunter le ministère de courtiers-interprètes, dont nous avons

parlé n. 133 ; et dans les lieux où il n'en existe pas, ou en cas d'empêchement légitime, le tribunal peut et doit en commettre. L'interprète doit prêter serment de traduire fidèlement les dires et réponses de la partie.

1577. Nous avons vu, n. 191, que les tribunaux de commerce avoient souvent besoin de consulter les usages ; mais leur existence doit être constatée par des témoignages qui offrent des garanties suffisantes. C'est ce qu'on appelle *parères*. Il est impossible de préciser l'influence que peut avoir, sur des juges, ce genre de témoignages. C'est la considération dont jouissent les signataires, leur probité, leurs lumières, en un mot, tout ce qui garantit la vérité de leur assertion, qui doit influencer sur la conscience des juges : trop souvent des parères opposés les uns aux autres ont montré qu'il y avoit dissidence sur les points et sur les questions les plus simples ; mais ce n'est pas un motif pour les repousser tous. Si un tribunal, pour s'éclairer sur un usage, avoit ordonné aux parties de se procurer des parères, et si une d'entre elles seulement en produisoit, sans que des faits ou des circonstances vinssent en combattre l'autorité, le tribunal devoit tenir pour certain ce qu'at-

teste le parère ; et même le jugement qui auroit décidé le contraire pourroit être infirmé sur l'appel. Les parères auroient une plus grande autorité s'ils émanoient d'une réunion de commerçans ayant un caractère public aux yeux de la loi , par exemple d'une chambre de commerce. La surveillance continue de ces corps sur l'ensemble des opérations commerciales , offriroit une garantie que ne présentent pas toujours des certificats émanés de quelques particuliers.

Quelquefois encore , pour constater un point de législation étrangère , que les tribunaux de commerce peuvent être appelés à appliquer , les parties produisent devant eux des certificats émanés de jurisconsultes ou de magistrats du pays , certificats qui prennent le nom d'*actes de notoriété*. Les observations que nous avons faites sur la confiance due aux parères , s'appliqueroient à ces actes ; ils offriroient cependant une garantie plus rassurante , s'ils émanoient des autorités locales.

Par suite des mêmes principes , les juges peuvent eux-mêmes , et sans exiger que les parties se procurent les certificats dont nous venons de parler , s'adresser à des négocians éclairés , aux chambres de commerce , en un mot ; à toutes les personnes capables de les

instruire sur le point douteux qu'ils sont appelés à décider.

Nous n'avons pas cru nécessaire de parler des interventions ou autres incidens qui peuvent se présenter dans une procédure commerciale, parce que les règles du droit civil y sont applicables sans aucune restriction.

• 1578. Il y a des procès qui offrent des questions si difficiles et si importantes, ou qui sont tellement compliquées, qu'il est nécessaire que les juges en examinent les pièces par eux-mêmes, et n'y statuent pas sur de simples plaidoieries. Dans le premier cas, ils ordonnent un délibéré et se retirent en conséquence à la chambre du conseil pour se livrer à l'examen de l'affaire : ils prononcent à la même audience, ou à celle qu'ils indiquent, sans autre signification, tellement que la cause peut être jugée, encore que l'une des parties n'ait pas remis ses pièces. Dans le second cas, ils chargent l'un d'eux de faire un rapport. On a vu même n. 1142 que les causes qui concernent une faillite ne peuvent être décidées que sur celui du juge-commissaire. Ce rapport est un résumé des faits de la cause et des moyens des parties. Il est toujours fait à l'audience, et le juge n'y énonce point son avis.

1579. Nous avons dit, n. 1343, à quel

nombre de juges les tribunaux de commerce pouvoient prononcer. Quelques notions sur la forme de leurs jugemens suffiront maintenant.

- Pr. 116. Tout jugement est rendu à la pluralité absolue des suffrages, c'est-à-dire, de moitié plus un des juges présens; le dernier reçu opine le premier. S'il se forme plus de deux opinions, les juges qui sont le moins nombreux sont tenus, après qu'on a été une seconde fois aux voix, de se réunir à l'une des deux opinions qui comptent le plus grand nombre de suffrages.

- Pr. 118. Si ces deux opinions sont émises par un nombre égal de juges, il y a partage : on le vide en appelant un juge ou un suppléant, et s'il n'est pas possible, un commerçant porté sur la liste indiquée n. 133g.

- Pr. {^{141.}
433. La rédaction du jugement doit contenir les noms des parties, les qualités dans lesquelles celles-ci procèdent, leurs conclusions, l'exposition sommaire des points de fait et de droit, ce qui est extrêmement utile en cas d'obscurité ou de recours contre le jugement. Mais on ne doit pas y insérer les motifs des conclusions, ni les moyens de droit que les parties ont présentés; cet abus, introduit dans plusieurs tribunaux, allonge singulièrement les jugemens, et constitue les parties dans des frais considérables.

Le jugement doit contenir, en outre, les noms des juges qui l'ont rendu, des motifs et un dispositif. Les motifs servent à interpréter le dispositif, mais c'est le dispositif seul qui forme l'essence du jugement, de sorte qu'un jugement, bon en lui même, devoit être confirmé, quoique les motifs en fussent mauvais, sauf à la cour royale à désapprouver, dans ses propres motifs, les erreurs qu'énonceroient ceux du jugement rendu en première instance.

Nous avons vu, n. 183, que les juges pouvoient, en considération de la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve, lui accorder les délais modérés pour le paiement, et surseoir à l'exécution des poursuites, toutes choses demeurant en état. Lorsque cette faculté ne leur est pas interdite par la loi, ils n'en peuvent user que par le jugement qui décide le fond de la contestation, car autrement il s'élèveroit, après ce jugement, un procès nouveau pour savoir s'il y a, ou non, lieu à accorder du délai. Assez souvent ils imposent au débiteur l'obligation de donner caution. Les règles à suivre dans ce cas et dans tout autre, où un jugement imposeroit à une partie l'obligation de donner caution, seront expliquées, n. 1383.

Civ. 1244.

Pr. { 122.
127.

Celui qui succombe est condamné aux dépens, à moins que la qualité des parties ou

Pr. 136.

- Pr. 131. la considération que chacune a succombé sur quelque point, ne décide le tribunal à les compenser en tout ou en partie. Si le jugement n'est que préparatoire, les dépens doivent être réservés. Il en est de même lorsque le jugement est interlocutoire, à moins que l'une des parties n'ait contesté le point sur lequel l'interlocutoire a prononcé. Enfin, le tribunal
- Pr. { 128.
1036. peut prononcer des dommages-intérêts, la suppression des écrits injurieux, ou des termes injurieux contenus dans des mémoires publiés ou répandus à l'occasion du procès, et même, si cette mesure ne lui paroissoit pas suffisante, ordonner l'affiche de son jugement, aux frais de la partie condamnée.

1380. La partie qui ne se présente pas dans
- Pr. { 149. le délai indiqué, n. 1367, est jugée par défaut.
150. Mais lorsqu'il y a plusieurs défendeurs cités,
151. le défaut n'est adjugé qu'après le plus long délai, et tous y sont compris. Il n'est pas nécessaire que ce défaut soit prononcé le jour même que l'exploit indique pour la comparution.

- Le demandeur ne devant obtenir ce qu'il réclame, que si ses conclusions se trouvent justes et bien vérifiées, le tribunal est maître, à l'appel de la cause, d'exiger qu'il fasse la remise des pièces sur le bureau. Il n'y a pas la même obligation de vérifier les conclusions du défen-
- Pr. { 150.
434.

leur, pour lui adjuger le profit du défaut : le demandeur ayant eu le loisir de méditer sa demande et d'en préparer les titres et les moyens, son absence doit inspirer des préventions plus défavorables que celle du défendeur, qui est présumé avoir raison, par cela seul que le demandeur ne prouve pas qu'il a raison lui-même. Cependant, même dans ce cas, le tribunal peut vouloir vérifier; et, dans l'une et l'autre hypothèses, il peut ne prononcer son jugement qu'à un jour autre que celui auquel tomboit l'assignation. Pr. 434.

Il peut arriver que parmi plusieurs parties assignées, quelques-unes seulement comparoissent; il est prononcé défaut contre les autres, et le profit en est joint à la cause, pour y être statué par un seul jugement. Cette règle est fondée sur l'utilité d'abrèger les procès, et sur ce que les intérêts des défaillans sont de même nature que ceux des présens; d'où l'on doit conclure qu'ils peuvent obtenir gain de cause avec ceux-ci. Le jugement qui donne défaut, en joignant le profit, doit être signifié à chaque défaillant, avec assignation, par huissier commis, au jour où la cause sera appelée. Pr. 153.

Quelques tribunaux sont dans l'usage d'ordonner la réassignation du défendeur comparant, même hors ce cas; mais il n'y a pas nécessité, et si une telle réassignation étoit nulle,

la validité de l'assignation principale suffiroit pour que le défaut fût régulièrement obtenu (1).

1581. Les jugemens par défaut, contre une partie qui n'auroit point comparu sur l'assignation, par elle-même ou par un représentant (2), comme on l'a vu n. 1343, ne peuvent être signifiés que par un huissier commis

Pr. 156. à cet effet, soit par le tribunal, soit par le
Com. 643. juge du domicile du défaillant. Si le demandeur n'est pas domicilié dans la commune où

Pr. 435. se fait la signification, elle doit, à peine de nullité, contenir élection de domicile dans cette commune : mais la nullité ne s'applique qu'à des significations de jugemens rendus par défaut, elle ne s'étend pas à celle des jugemens qui joignent le défaut au fond, et ordonnent la réassignation (3).

Les jugemens sont exécutoires un jour après la signification : mais l'exécution est arrêtée
Pr. { 158. par l'opposition, qui est recevable tant que le
 { 159. jugement n'a pas été exécuté ; et le tribunal ne pourroit ordonner que le défaut s'exécutera nonobstant opposition.

Le jugement n'est réputé exécuté que lorsqu'un acte quelconque ne permet pas de

(1) Rejet, 4 février 1808.

(2) Cassation, 26 décembre 1819.

(3) Rejet, 29 janvier 1819.

douter que le condamné n'en ait en connoissance. Ainsi, lorsque dans la signification ou le commandement qui la suit, le condamné fait une protestation, il n'est plus douteux qu'il ait connu le défaut ; et le délai d'opposition court de ce jour-là. Ainsi, des saisies-arrêts faites en vertu d'un jugement par défaut, et signifiées au débiteur, sont une preuve d'exécution qui fait courir le délai (1). Il en seroit de même d'une lettre par laquelle celui qui est condamné auroit promis d'exécuter le jugement par défaut.

Ces sortes de jugemens doivent être exécutés dans les six mois de leur date, à peine Pr. 156. d'être considérés comme non venus. L'exécution doit résulter d'un acte nécessairement connu du débiteur ; on considéreroit comme ayant ce résultat, les divers actes ou faits que nous venons de désigner, et tous ceux qui auroient le même caractère. Les principes que nous avons établis, n. 182 et 240, sur la solidarité, sont suffisans pour faire connoître que la péremption de six mois ne pourroit être invoquée par des co-obligés solidaires, si l'un d'entr'eux avoit été condamné contradictoirement.

Cette péremption est la seule que comporte la nature de la procédure devant les tribunaux

(1) Cassation, 30 juin 1812. — Rejet, 1^{er} mai 1823.

de commerce, puisque le ministère d'avoué
Pr. 414. n'y est point permis, ainsi que nous l'avons
dit n. 1343.

L'opposition peut être signifiée, soit au do-
micile réel du demandeur, soit au domicile
Pr. 437. qu'il a élu pour la signification, et elle doit
contenir les moyens de l'opposant. Elle peut
aussi être faite dans l'acte même d'exécution ;
et l'huissier ne peut refuser de la mentionner.
Mais l'opposant doit réitérer son opposition ,
Pr. 438. par signification, dans les trois jours, à la
personne ou au domicile du demandeur, à
peine de déchéance.

Le défendeur qui a formé opposition à un
Pr. 165. jugement, et qui s'en laisse débouter aussi par
défaut, ne peut plus se rendre opposant.

CHAPITRE III.

Comment un Jugement doit être exécuté.

1382. Tout jugement contradictoire, ou
réputé tel, qui statue définitivement sur une
contestation, étant considéré comme la vé-
rité, ne peut être modifié ni réformé par les
juges qui l'ont rendu, quand même ce seroit
par erreur involontaire, oubli, ou toute autre
cause, si ce n'est dans les cas extraordinaires

de tierce-opposition ou de requête civile. Ce principe ne s'applique pas néanmoins d'une manière absolue aux jugemens préparatoires, qui peuvent toujours être rétractés par le tribunal qui les a rendus; ni même aux jugemens interlocutoires, qui sont ce qu'on appelle *réparables en définitive*, c'est-à-dire que le juge peut, dans la suite, donner une décision contraire à celle que sembloit annoncer le premier jugement.

Le jugement donne hypothèque générale sur les biens de celui qui est condamné, à la charge de l'inscription par le demandeur, et produit, par une sorte de novation, ainsi que nous l'avons vu n. 221, un droit qui ne s'éteint plus que par le laps de trente ans, quoique l'objet de la demande fût soumis à une prescription plus courte. Civ. 2123.

1385. Les jugemens des tribunaux de commerce sont de plein droit exécutoires, nonobstant l'appel, en donnant caution (1). Pr. 439.

Cette caution doit être capable de s'obliger civilement : la capacité de faire le commerce ne seroit pas suffisante, comme on l'a vu n. 62. Elle doit être domiciliée dans le ressort de la cour royale où elle est offerte, et susceptible Civ. 2018.

(1) Réjet, 9 février 1813. — Cassation, 2 avril 1817.

Civ. 2017. d'être contrainte par corps. Ce n'est pas que le fait du cautionnement y soumette de plein droit, puisqu'il n'est pas, en lui-même, acte commercial ; mais ce cautionnement étant judiciaire, le créancier a le droit d'exiger que la caution s'y soumette, et de la rejeter si elle le refuse.

La caution doit être présentée par un acte signifié au domicile de l'appelant, s'il demeure dans le lieu où siège le tribunal, sinon au domicile par lui élu dans ce lieu, conformément à ce que nous avons dit n. 1368, avec sommation, à jour et heure fixes, de se présenter au greffe pour prendre communication, sans déplacement, des titres, s'il est ordonné que la caution en fournira, et à l'audience, pour voir prononcer sur son admission, en cas de contestation. Si l'appelant ne comparoît pas, ou

Pr. 440.

Pr. 441. ne conteste pas la caution, elle doit faire sa soumission au greffe ; s'il la conteste, il doit être statué au jour indiqué par la sommation. Dans tous les cas, le jugement sur cet incident s'exécute, nonobstant opposition ou appel.

En matière commerciale, la solvabilité des cautions ne se calcule pas toujours sur la fortune immobilière, mais sur la réputation du crédit. Cette espèce de solvabilité n'est point susceptible, comme la première, d'une preuve positive ; il est impossible de tracer aux tribunaux de commerce des règles à ce sujet :

Civ. 2019.

l'appréciation des circonstances peut seule les éclairer.

On suit la même marche et on observe les mêmes principes lorsqu'une partie a obtenu du tribunal, soit la faculté d'exercer un droit, soit la faveur d'un délai, pour se libérer en donnant caution. Dans ce dernier cas, la caution est solidaire avec le débiteur, pour l'exécution de ce que doit faire ou payer ce dernier en vertu du jugement.

L'exécution provisoire peut quelquefois avoir lieu sans caution, pourvu que le tribunal l'ordonne par le même jugement, et non par un postérieur; mais il faut que la condamnation résulte d'un titre non attaqué, c'est-à-dire d'un acte constatant une obligation de faire ou de livrer certaines choses, ou d'une qualité reconnue, dont la conséquence seroit que celui qui s'en trouve revêtu est devenu nécessairement débiteur de celui qui obtient des condamnations contre lui. Ainsi, des juges pourroient prononcer l'exécution provisoire d'un jugement qui ordonneroit au caissier de la masse d'une faillite, nommé par un jugement antérieur, de verser, dans les mains des syndics, les deniers qu'il auroit reçus pour compte de cette masse (1).

Pr. { 135.
136.

(1) Rejet, 16 juillet 1817.

La nécessité de l'exécution provisoire est
Com. 647, telle que la cour royale, et, à plus forte rai-
son, un tribunal civil qui seroit saisi de quel-
Pr. 442. qu'incident sur cette exécution, ne pourroit
pas la suspendre.

CHAPITRE IV.

Des Voies pour faire réformer les Juge- mens des tribunaux de commerce.

1384. Les jugemens rendus par les tribu-
naux de commerce, contradictoirement ou
réputés tels, lorsqu'ils sont en dernier ressort,
peuvent être attaqués par voie de cassation,
suivant les règles propres à cette matière. S'ils
sont en premier ressort, ils peuvent être ré-
formés par voie d'appel.

L'appel n'est admis que si le tribunal a pro-
Com. 646. noncé sur une contestation qui n'étoit pas de
nature à être jugée en dernier ressort, d'a-
près les règles données n. 1358 et suivans.
Il importe peu que la qualification de der-
Pr. 453. nier ressort ait été donnée à ce jugement; et
de même l'appel ne pourroit être valablement
interjeté, quoique le jugement fût qualifié en
premier ressort, si l'objet de la contestation
étoit de nature à être jugé sans appel.

Cet appel doit être porté devant la cour

royale dans le ressort de laquelle le tribunal est placé. Il doit être interjeté dans les trois mois de la signification du jugement. Ce délai est augmenté en faveur des personnes qui demeurent hors de la France continentale, à raison des distances, comme nous l'avons vu n. 1367; il est suspendu par la mort de la partie condamnée; et si la partie adverse s'étoit servie d'une pièce fausse, ou en avoit retenu une décisive, les délais de l'appel ne courroient qu'à dater du faux reconnu ou du recouvrement de la pièce.

L'exécution que le condamné auroit donnée au jugement devient un obstacle à ce que l'appel soit recevable. Cependant il est certains jugemens dont l'exécution n'empêche pas d'interjeter appel, et même dont l'appel ne peut être interjeté avant le jugement définitif; ce sont les jugemens purement préparatoires. Tel seroit le cas où un tribunal de commerce, pour vérifier les droits du porteur d'une lettre de change qu'on prétendrait contenir des suppositions, juge à propos d'ordonner la mise en cause et la comparution du preneur primitif, que le tireur soutient n'être qu'un prête-nom. Il n'en est pas de même des jugemens qui préjugent le fond, au point que leur résultat entraîne probablement des conséquences pour le jugement définitif. Ainsi, lorsqu'un tribunal de commerce a ordonné

Com. 644.

Pr. { 443.
445.
447.
448.

Pr. 451.

une mise en cause qui donne à la procédure une direction évidemment contraire aux intérêts d'une des parties, son jugement peut être attaqué par l'appel.

Dans tous les cas, l'appel peut être interjeté le jour même du jugement, et s'il est par défaut, avant que la voie de l'opposition soit épuisée : la célérité des opérations commerciales commande cette exception (1).

La signification de l'appel doit être faite à
Pr. 456. personne ou à domicile, à peine de nullité ; et l'élection qui auroit été faite pour la demande principale, ne suffiroit pas pour cette signification, parce que son effet cesse dès l'instant que le jugement de première instance a été rendu (2). Il en est de même d'un domicile élu pour le paiement d'une dette. De ce que l'on pouvoit y assigner pour obtenir condamnation, il ne faut pas conclure qu'on puisse y signifier un acte d'appel. Mais le domicile élu dans un commandement sur saisie-exécution, rend valable la signification de l'appel qui y seroit faite ; c'est une exception qu'il ne faudroit pas étendre à d'autres cas (3).

On peut faire valoir devant la cour royale

(1) Cassation, 24 juin 1816.

(2) Cassation, 25 vendémiaire an 12. — Cassation, 28 octobre 1811.

(3) Cassation, 16 juillet 1811.

les mêmes moyens que devant le tribunal de première instance. Ainsi, les nullités, exceptions d'incompétence, et toutes autres, dont nous avons parlé n. 1369, sont, lorsque le tribunal les a rejetées, autant de moyens d'appel pour celui qui les invoquoit; celui qui prétend qu'on les a injustement admises, peut aussi se faire des moyens d'appel de cette admission.

Mais il ne faut pas perdre de vue ce que nous avons dit n. 1370. Il est un grand nombre d'exceptions qu'on n'est plus admis à faire valoir quand on a défendu au fond : l'exception d'incompétence, à raison de la matière, et celle de prescription, sont les seules qu'on puisse opposer en appel; encore, en ce qui touche la prescription, faut-il que la défense devant le premier tribunal n'en suppose pas l'abandon, ainsi qu'on l'a vu n. 1369. Civ. 2224.

La cour royale doit procéder au jugement, de la manière la plus prompte. La cause devant être jugée comme les appels des jugemens rendus en matière sommaire, est portée à l'audience sur un simple acte; aucune autre procédure n'est admise en taxe. La cour ne peut, comme nous l'avons dit n. 1383, ni suspendre l'exécution du jugement de première instance, lorsqu'il a été déclaré exécutoire par provision, ni prononcer cette exécution, qui n'auroit pas été ordonnée par le tribunal. Pr. 463.
Com. 648.
Com. 647.

Nous avons vu que la cour royale doit pro-

noncer sur la compétence, si la question lui en est soumise : mais si elle reconnoît l'incompétence du tribunal de commerce, elle ne peut retenir la cause, sous prétexte qu'elle a droit de juger les contestations purement civiles; parce qu'elle ne peut les juger qu'après qu'elles ont subi un premier degré de juridiction devant le tribunal compétent, et que, dans ce cas, on ne peut dire que la cause est en état, puisque jamais elle n'a été en première instance devant les véritables juges (1).

1385. Les jugemens des tribunaux de commerce sont susceptibles d'être attaqués par la
Pr. 474. voie de tierce-opposition. Ce moyen est ouvert en faveur de toute personne dont les intérêts auroient été froissés par un jugement auquel elle ou ceux qu'elle représente, n'auroient pas été appelés. Nous avons donné, n. 1229, un exemple qui sert à expliquer quand on peut dire qu'une personne a été représentée. Cette définition et ce que nous avons dit, n. 190, sur les droits des créanciers, prouvent assez qu'en règle générale, ils ne pourroient attaquer un jugement rendu contre leur débiteur (2), à moins qu'il ne résultât des cir-

(1) Cassation, 12 juillet 1809.

(2) Cassation, 12 fructidor an 9. — Rejet, 15 février 1808.

constances que ce jugement a été le fruit d'un concert frauduleux entre celui qui a obtenu et le débiteur condamné. Mais alors ce seroit par suite des principes établis n. 1227 et suiv., que la demande des créanciers seroit admise.

La tierce-opposition est, ou principale, ou incidente. La première est portée devant le tribunal qui a rendu le jugement attaqué; l'incidente est, sauf quelques exceptions dont on a vu un exemple n. 1112, portée au tribunal saisi de la contestation; lorsque ce tribunal est égal ou supérieur à celui dont le jugement est attaqué; mais lorsqu'il est inférieur, ce dernier peut seul en connoître. Le jugement n'est pas, de plein droit, suspendu par la tierce-opposition; seulement les juges peuvent, à raison des circonstances, passer outre, ou surseoir.

Pr. $\left\{ \begin{array}{l} 475. \\ 476. \\ 477. \end{array} \right.$

La voie de la requête civile est aussi ouverte contre les jugemens des tribunaux de commerce; car, comme ceux des tribunaux civils, ils peuvent être le résultat du dol, de la fraude; violer les formes prescrites à peine de nullité; prononcer sur des choses non demandées; accorder plus qu'il n'a été demandé, etc. Les formes de la requête civile dans les matières ordinaires, devroient être observées devant les tribunaux de commerce: elle seroit portée, dans tous les cas, devant le tribunal de qui le jugement est émané; et si elle étoit formée incidemment à une contestation pendante de-

Pr. 480.

vant un autre tribunal, les juges décideroient, comme dans le cas de la tierce-opposition, si, ou non, l'exécution du premier jugement doit être suspendue. En un mot, toutes les règles de la procédure civile seroient observées, sauf
 Pr. 498. la communication au ministère public, que l'organisation particulière des tribunaux de commerce ne permettroit pas (1).

TITRE IV.

DE L'ARBITRAGE.

1586. L'ARBITRAGE est une espèce de juridiction que de simples particuliers exercent en vertu du pouvoir que leur donnent les parties de décider leurs contestations. Ce mode de juger les différends, qui a dû précéder l'institution des tribunaux, a pour but d'éviter les longueurs et l'éclat d'un procès.

En général, les parties contestantes peuvent, dans tous les cas que n'ont pas exceptés
 Pr. { 1003. quelques dispositions de la loi, choisir entre
 { 1004 les juges investis par le souverain, du pouvoir de rendre la justice, et ceux qu'elles veulent se donner elles-mêmes sous le nom d'*arbitres*;

(1) Cassation, 24 août 1819.

mais des raisons, que nous avons indiquées n. 1001, ont fait établir que les contestations entre associés seroient nécessairement jugées par des arbitres. De là, deux espèces d'arbitrage, l'un volontaire, et l'autre forcé. Nous exposerons, dans deux chapitres distincts, les règles qui leur sont particulières.

CHAPITRE PREMIER.

De l'arbitrage volontaire.

1387. Toute contestation commerciale peut être soumise à des arbitres, pourvu que les parties aient le libre usage de leurs droits. Quelquefois les parties donnent à des personnes qu'elles choisissent, le pouvoir de transiger pour elles, consentant à être ainsi réglées sur leurs différends. Ce moyen de terminer une contestation n'est pas un arbitrage ; c'est une transaction par l'entremise de fondés de pouvoirs. A cet égard, on doit suivre les règles du droit civil sur ces espèces de conventions, et sur les effets des procurations. Ces règles ne font point partie de notre travail, et n'y ont aucun rapport.

Nous allons, dans cinq sections, traiter de

la formation de l'arbitrage volontaire; de la procédure devant les arbitres; du tiers-arbitre; de l'exécution et des effets du jugement arbitral; des voies par lesquelles on peut le faire réformer.

SECTION PREMIÈRE.

De la formation du tribunal arbitral.

1588. Les personnes jouissant du libre exercice de leurs droits, peuvent seules consentir l'arbitrage volontaire; ainsi, lorsqu'un commerçant décédé laisse pour héritier un mineur ou un interdit, si la succession a des comptes ou d'autres intérêts communs à régler, ni ces mineurs ou interdits, ni leurs tuteurs, ne peuvent consentir à faire juger par des arbitres les difficultés qui pourroient naître; il faut procéder devant le tribunal de commerce, comme on l'a vu n. 1350. Cela auroit même lieu si la personne décédée avoit consenti d'être jugée par des arbitres.

Il en est de même des envoyés en possession provisoire de la fortune d'un absent; des personnes mises sous l'assistance d'un conseil, si ce conseil ne les assiste pas; des condamnés par contumace, pendant cinq années qui suivent leur exécution par effigie; et en général, de tous ceux qui sont privés de l'exercice de leurs droits civils.

Les mandataires, même autorisés, ne peuvent compromettre sans pouvoir exprès résultant de leur procuration ou d'instructions particulières (1). En effet, celui qui a chargé quelqu'un de transiger, ne l'a fait que parce qu'il avoit confiance dans les lumières et la probité de ce mandataire ; peut-être n'auroit-il pas eu la même confiance dans les arbitres que ce mandataire choisiroit. Nous avons vu, n. 1014, sous quelles modifications ces principes s'appliqueroient aux administrateurs ou liquidateurs de sociétés. Les syndics d'une faillite ne pourroient aussi, sans une autorisation expresse du tribunal, avant l'union, et ensuite des créanciers unis, consentir à un arbitrage ; et le compromis qu'ils auroient signé seroit frappé de nullité. Civ. 1989.

Le mineur autorisé de la manière expliquée n. 57, à faire le commerce, étant réputé majeur pour les faits de ce commerce, peut soumettre au jugement d'arbitres les contestations y relatives qui l'intéressent. Il en est de même de la femme commerçante ; mais l'autorisation de son mari lui est nécessaire, Civ. 487. Civ. 215. comme pour ester en jugement.

1389. Les femmes, les mineurs, les interdits, les morts civilement, ne peuvent être

(1) Rejet, 15 février 1808.

arbitres ; ceux à qui des jugemens ou arrêts ont enlevé, par forme de peine, l'exercice des droits civils, ne peuvent également être nommés à ces fonctions. Quant à l'étranger, nous serions portés à croire qu'en arbitrage volontaire il peut être choisi, sans qu'une des parties eût droit d'attaquer la décision pour cette cause, puisque, dans cette espèce d'arbitrage, la nomination est l'ouvrage de toutes.

Il n'est point interdit à des juges d'accepter individuellement les fonctions d'arbitres ; mais des parties plaidant devant un tribunal ne pourroient lui conférer le droit de les juger arbitralement (1), encore qu'elles eussent pu, comme on l'a vu n. 1358, consentir à être jugées par ce tribunal en dernier ressort.

1390. La nomination des arbitres se fait par un acte appelé *compromis*. Cet acte doit réunir les diverses conditions requises pour la validité des conventions, et pourroit être annulé par les mêmes causes qui les vicient. Il
 Pr. 1005. peut être dressé, soit dans le procès-verbal même des arbitres, pourvu qu'il soit signé des parties, soit par acte notarié ou privé : s'il est fait par acte sous signature privée, il est soumis aux règles expliquées n. 243 et suivans ;

(1) Rejet, 30 août 1813.

mais l'exécution qu'on y donneroit, couvrirait la nullité résultant de ce qu'il n'auroit pas été rédigé en autant d'originaux que de parties intéressées, ou de ce que la mention de ce fait n'auroit pas été insérée dans l'acte. Civ. 1325.

1391. Il n'est pas indispensable d'exprimer dans le compromis les points en litige ; les parties peuvent charger les arbitres de juger les contestations élevées entre elles, ou qui pourroient s'élever pour l'exécution des actes, ou pour les objets par elles énoncés par ce compromis.

La désignation des arbitres par leur qualité seroit faite d'une manière suffisante, si cette qualité indiquoit la personne d'une manière certaine ; par exemple, si les parties avoient nommé le président d'une chambre de commerce, ou toute autre personne désignée par sa fonction.

Les parties peuvent convenir de tel nombre d'arbitres qu'elles jugent à propos ; il est néanmoins prudent qu'elles les prennent en nombre impair, pour éviter les difficultés et les lenteurs de la nomination d'un tiers-arbitre.

Il existe un grand nombre d'affaires dans lesquelles l'équité doit l'emporter sur la rigueur du droit, et c'est principalement dans le commerce. Les parties peuvent donner aux

Pr. 1009. arbitres le pouvoir de prononcer, sans être obligés de se conformer à la rigueur du droit ; on les nomme alors *amiables compositeurs*. Ce pouvoir ne se présume pas, il doit être exprimé et, de ce que des arbitres auroient été autorisés à statuer en dernier ressort, il ne s'ensuivroit pas qu'ils pussent être considérés comme amiables compositeurs.

Il peut se présenter des cas où les parties, sans être obligées par la loi, à se soumettre à des arbitres, sont convenues, en contractant, de faire juger de cette manière les contestations que leurs engagements feroient naître entre elles : nous en avons vu, n. 823, un exemple relatif au contrat d'assurance ; et la liberté des conventions peut en amener de nombreux.

On ne peut dire que cet arbitrage soit forcé, en ce sens que les tribunaux de commerce soient obligés de renvoyer devant des arbitres les parties qui, nonobstant cette convention, consentiroient à procéder en justice réglée. Leur volonté respective peut dissoudre un pacte que la loi autorisoit, mais ne leur commandoit pas. Cette volonté se suppose même par cela seul qu'une partie a traduit l'autre devant le tribunal de commerce, et que celle-ci n'a point demandé l'exécution du compromis, dans les mêmes cas où elle auroit pu demander le renvoi pour incompétence per-

sonnelle. Cependant cet arbitrage est forcé, en ce sens que l'une des parties, tant qu'une comparaison réciproque devant les juges ordinaires n'a point amené de fin de non-recevoir, peut contraindre l'autre à se conformer à la convention, et à nommer des arbitres si l'acte ne les désigne pas; alors tout ce que nous dirons dans le chapitre suivant, sur la nomination d'office, recevrait son entière application.

La difficulté des questions à résoudre ne seroit pas un motif suffisant pour empêcher l'exécution d'un compromis convenu; car, lors de la signature de ce compromis, elles ont dû calculer ces différentes circonstances, et juger de la capacité de ceux qu'elles choisissent pour leurs arbitres. Mais, par suite de la différence entre l'arbitrage ordonné par la loi, et celui qui a été convenu comme condition d'un engagement volontaire, si les arbitres nommés dans cet engagement refusoient d'accepter ou étoient décédés, ou si, de quelque manière que ce soit, même par récusation d'un arbitre, jugée valable, l'arbitrage se dissolvoit, les parties redeviendroient libres (1); l'une d'elles ne pourroit contraindre l'autre à s'en rapporter à de nou-

(1) Rejet, 6 novembre 1809.

veaux arbitres ; et comme nous l'avons vu n. 1388, la mort de l'un des contractans dissoudroit aussi l'arbitrage si ses héritiers étoient mineurs.

1592. Il est libre aux personnes choisies pour arbitres d'accepter ou de refuser la mission dont on désire les charger ; mais lorsqu'une fois elles l'ont acceptée, ou qu'elles ont commencé les opérations relatives à l'arbitrage, c'est-à-dire après le premier procès-verbal ouvert, elles sont engagées à donner
 Pr. 1014. leur décision, et ne peuvent plus se déporter sans donner lieu à une condamnation en dommages-intérêts contr'elles, à moins qu'une cause légitime ne vienne les délier de leur obligation.

Ces excuses pourroient être : 1°. si le compromis étoit vicieux et nul ; 2°. si l'arbitre qui se déporte avoit été injurié ou diffamé par l'une des parties, et s'il étoit intervenu entre lui et l'une d'elles une inimitié capitale ; 3°. s'il étoit survenu à l'arbitre une maladie ou incommodité grave qui le mît hors d'état de s'occuper de l'arbitrage ; 4°. si un emploi public, accepté depuis le compromis, ou si ses propres affaires réclamoient tous ses soins.

1593. Jusques à l'expiration du délai fixé pour l'arbitrage par les parties, lors ou depuis

le compromis, ou de celui que la loi indique, quand elles ne l'ont pas fait, les arbitres sont irrévocables, si ce n'est du consentement mutuel des contractans (1) : autrement le compromis ne seroit plus un contrat, dès qu'une des parties pourroit s'affranchir de la loi commune, sans le consentement de l'autre.

Pr. { 1007.
1008.

1594. Au surplus, les arbitres peuvent être récusés comme des juges ordinaires; et les causes légitimes de récusation pour ces derniers, le sont aussi pour les arbitres (2). Mais il existe entre la juridiction ordinaire, qu'on peut appeler *forcée*, et la juridiction résultant du compromis, qu'on peut appeler *volontaire*, une différence qu'il importe de remarquer. Dans la première, c'est une cause légitime de récusation lorsque le juge est allié d'une des parties, au degré de cousin issu de germain inclusivement, quand même l'alliance seroit antérieure à l'introduction de l'instance. Dans la seconde, cette récusation ne seroit recevable qu'autant que l'alliance seroit intervenue depuis le compromis. En général, des faits antérieurs ne seroient point admis, puisque le choix des arbitres étant commun à toutes les parties, chacune d'elles est censée avoir choisi tous les

Pr. 1014.

(1) Cassation, 12 juillet 1809.

(2) Cassation, 16 brumaire an 6.

arbitres, et renoncé au droit d'en récuser aucun. On peut facilement appliquer cette règle aux différens cas.

Les moyens de récusation sont portés devant le tribunal du lieu où la cause l'eût été, s'il n'avoit pas existé d'arbitrage (1); et si la récusation est faite mal à propos, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

1395. Dans aucun de ces cas, la partie dont l'arbitre a refusé, s'est déporté, a été récusé ou est mort, n'est tenue d'en choisir un autre, ou d'en laisser nommer un d'office; et même elle ne peut, en nommant un nouvel arbitre, exiger que les opérations soient continuées, parce que la confiance dans la personne de l'arbitre manquant, peut avoir influé sur la détermination de tous ceux qui ont pris part au compromis; l'arbitrage finit donc de plein droit. Mais les parties peuvent consentir que l'arbitre manquant soit remplacé par un autre; alors les jugemens interlocutoires ou préparatoires, et les divers actes de procédure doivent être exécutés; les nouveaux arbitres, à moins d'une volonté contraire des parties, reprennent l'affaire en l'état où elle se trouve.

(1) Cassation, 27 ventose an 7.

SECTION II.

Comment se fait l'instruction devant les arbitres.

1396. Quiconque est chargé de prononcer sur une contestation, doit connoître tout ce qui peut servir à l'éclairer. Souvent, dans le compromis, les parties déterminent l'état de l'affaire, les pièces, moyens et genres de preuves qui doivent être administrés, le délai dans lequel ils doivent être produits; quand ce délai est expiré, les arbitres sont tenus de juger sur ce qui leur a été présenté.

A défaut d'une convention particulière ou présumée par la qualification donnée aux arbitres, d'amiables compositeurs, les parties sont censées avoir voulu qu'ils suivissent la procédure usitée dans les tribunaux de commerce, et qu'ils prononçassent dans les trois mois; alors les pièces et moyens doivent être fournis au moins quinze jours avant l'expiration du temps fixé pour le jugement. Nous avons vu, n. 1391, que la renonciation à l'appel ne feroit pas présumer que les arbitres ont été dispensés d'observer ces formes. Du reste, les arbitres étant de véritables juges, ils peuvent, dans les mêmes cas que ceux-ci, être pris à partie (1). Ils sont aussi juges des dif-

Pr. { 1007.
1009.
1016.

Pr. 505.

(1) Cassation, 7 mai 1817.

ficultés qui s'élèveroient sur l'étendue de leurs pouvoirs (1), sauf à celui qui se prétendrait lésé par leur décision, à user du droit dont nous parlerons n. 1408.

Lorsque pour s'éclairer, les arbitres croient devoir recourir à une enquête, à un interrogatoire, à une expertise, ils y procèdent ensemble si le compromis ne les autorise pas à déléguer un d'entre eux. Il peuvent même donner des commissions à des juges de paix ou autres magistrats pour entendre un témoin dont le domicile seroit trop éloigné, sans qu'ils aient besoin de s'y faire autoriser par parties. Le jugement que les arbitres rendent à cet effet, comme tous autres préparatoires ou interlocutoires, doit être déclaré exécutoire dans la forme qui sera indiquée plus bas. Si les témoins refusoient de comparoître, il faudroit également s'adresser au tribunal, pour qu'il prononçât les peines déterminées en pareil cas.

1597. Le pouvoir des arbitres ne s'étendant pas au-delà de l'intérêt civil des parties, toutes les fois que, dans le cours de l'arbitrage, il est formé une inscription de faux, ou qu'il s'élève quelque autre incident qu'il ne leur

(1) Rejet, 28 juillet 1818.

appartiendrait pas de juger, ils doivent renvoyer les parties à se pourvoir devant les tribunaux compétens, qui prononcent suivant les règles du droit, mais qui ne seroient pas autorisés à juger ces questions en dernier ressort, par le seul motif que les arbitres, devant qui elles se sont élevées étoient autorisés à prononcer sans appel (1). Le compromis n'en conserve pas moins son effet, et lie toujours les parties ; les délais de l'arbitrage sont seulement suspendus pendant la poursuite de l'incident, et ne recommencent à courir que du jour qu'il est jugé définitivement.

Nous avons dit que si les parties n'ont pas fixé le délai dans lequel les arbitres devront prononcer, leur mission ne dure que trois mois à partir du jour du compromis ; si l'on craint que ce délai ne soit pas suffisant, on peut donner aux arbitres le pouvoir de le proroger, si bon leur semble.

Les parties peuvent aussi, pendant l'arbitrage et avant l'expiration du temps dans lequel les arbitres ont encore droit de juger, convenir d'une prorogation ; mais un mandataire, même celui qui auroit souscrit le compromis, ne le pourroit sans une autorisation

(1) Cassation, 23 fructidor an 13. — Cassation, 15 juillet 1818.

nouvelle de son mandant, ni un seul intéressé pour les autres (1).

1398. Le jugement doit être rendu dans le délai indiqué, soit par le compromis, soit par la prorogation, si les parties en ont consenti, ou si les arbitres, dûment autorisés, en ont ordonné une. Il ne peut être rendu que par les arbitres; sans doute il ne leur est pas défendu de s'éclairer par les conseils d'hommes prudents et instruits, surtout s'il se présente des questions de droit difficiles : mais les personnes consultées ne peuvent intervenir et figurer dans la délibération qui forme le jugement. Ce jugement doit être rendu par tous les arbitres réunis (2), sinon la décision seroit nulle, à moins que le compromis n'autorisât la majorité des arbitres à juger en l'absence des autres. Mais on ne pourroit dire que le jugement a été rendu en l'absence de quelques arbitres, si la majorité avoit constaté que les dissidens, après avoir concouru à rendre le jugement, ont refusé de signer la délibération qui le contient (3), car, ce cas excepté,

(1) Rejet, 18 août 1819.

(2) Cassation, 18 frimaire an 7. — Cassation, 8 fructidor an 7.

(3) Cassation, 8 vendémiaire an 8.

la décision qui ne seroit pas signée de tous les arbitres seroit nulle (1).

Quelque chose que décident les arbitres, leur décision est un véritable jugement : ainsi ils doivent observer les formes indiquées n. 1379. Ce jugement n'a d'existence légale que par la date et la signature ; mais il fait foi de sa date sans qu'aucune preuve contraire puisse être admise (2). Lorsque les arbitres sont en discord, chacun doit rédiger son avis Pr. 1017. séparé ; celui qui ne remplit pas cette obligation, mérite qu'on lui applique ce que nous avons dit, n. 1392, sur les arbitres qui se dispensent, sans motifs, d'exécuter la mission qu'ils ont acceptée.

1399. Cette décision termine entièrement l'arbitrage ; s'il s'élevoit quelques difficultés ultérieures, soit sur l'interprétation du jugement, soit sur l'étendue des pouvoirs qu'avoient les arbitres, ce seroit aux juges ordinaires qu'il appartiendrait de prononcer.

L'arbitrage pourroit cesser avant que les arbitres eussent prononcé : nous en avons déjà vu plusieurs cas n. 1391 et suiv. Nous avons notamment indiqué la mort de l'une des par-

(1) Rejet, 4 mai 1809.

(2) Rejet, 15 thermidor an 11. — Rejet, 31 mai 1809.

ties qui laisseroit des héritiers mineurs : quant aux majeurs , ils doivent exécuter l'engagement du défunt , et la procédure continue avec eux , comme devant un tribunal ordinaire , pendant le délai de l'arbitrage.

Pr. 1012.

La cessation de l'arbitrage n'anéantit pas tout ce qui a été fait , et si quelque jugement , soit préparatoire , soit interlocutoire , contenoit des aveux ou quelque reconnoissance d'une partie au profit de l'autre ; si une expertise , une enquête avoit été faite , ces actes pourroient être invoqués avec fondement devant le tribunal ordinaire qui connoîtroit de la cause (1).

L'extinction de la chose qui fait la matière de l'arbitrage , la confusion des droits opposés et les divers autres moyens qui mettent fin à une contestation peuvent aussi terminer l'arbitrage ; nous ne croyons pas nécessaire de nous en occuper. Les principes expliqués n. 193 et suivans doivent suffire.

SECTION III.

Du tiers-arbitre.

1400. Lorsque les arbitres sont divisés

(1) Rejet, 6 novembre 1815.

d'opinion, ils doivent rédiger leur avis distinct et motivé, soit dans le même procès-verbal, soit dans des procès-verbaux séparés.

Cette division d'avis produit des effets différens, selon les clauses du compromis. Si les parties n'ont rien décidé pour le cas de partage, cet événement fait cesser le pouvoir des arbitres, et le compromis finit. Les parties peuvent bien, par une nouvelle convention, ou choisir un tiers-arbitre, ou donner aux arbitres le droit d'en choisir un; mais c'est, en quelque sorte un nouveau compromis. Si les parties ont prévu le cas de division, la convention qu'elles ont faite à cet égard doit être exécutée quelle qu'elle soit.

Le plus souvent les arbitres sont autorisés à nommer un tiers. S'ils s'accordent dans le Pr. 1017. choix, ils l'expriment dans le procès-verbal qui annonce le partage; s'ils ne s'accordent point, ils en font la déclaration, et alors, à la requête de la partie la plus diligente, le tiers est nommé par le président du tribunal qui doit ordonner l'exécution.

1401. Les règles sur les qualités requises pour être arbitre, la récusation, le droit de se déporter, l'obligation de juger, s'appliquent au tiers-arbitre. Il doit remplir sa mission dans le mois, à moins qu'il n'ait été fixé un autre Pr. 1018. délai par l'acte de sa nomination. Ce délai

court du jour de l'acceptation qu'il a faite de la fonction de tiers-arbitre, quand même à l'expiration de ce second délai, celui déterminé par le compromis ne seroit pas encore expiré. Ainsi, dans un compromis, on fixe un délai de quatre mois; un mois après, la décision des arbitres, par laquelle ils annoncent le partage et nomment un tiers, est rendue; le tiers accepte de suite : quoique le délai stipulé par le compromis ne doive expirer que dans trois mois, cependant le tiers n'aura qu'un mois pour prononcer, à moins qu'un délai plus long n'ait été fixé par l'acte de sa nomination. Mais à l'inverse, si le délai du compromis étant de quatre mois, les arbitres divisés au cours du quatrième mois nomment, suivant l'autorisation qu'ils en ont reçue par le compromis, un tiers à qui ils fixent un délai de deux mois, ce tiers-arbitre rendra une décision valable, quoiqu'elle soit postérieure à l'expiration des quatre mois fixés par le compromis primitif (1).

Le tiers-arbitre ne peut juger sans avoir conféré avec les arbitres divisés (2), ou du moins sans qu'ils aient été constitués en demeure de se réunir à lui. Il n'est pas nécessaire que ces conférences soient simultanées ; il

(1) Rejet, 17 mars 1824.

(2) Cassation, 21 floréal an 11.

pent, s'il le juge plus convenable, les entendre séparément. Dans le cas où tous les arbitres se réunissent avec le tiers, ils rendent tous un seul jugement à la pluralité des voix ; et rien n'empêche que ce jugement n'adopte, ni l'une, ni l'autre des opinions qu'avoient énuées les arbitres divisés, quand même il ne seroit point rendu à l'unanimité. Mais si les premiers arbitres ne se rendent point à la sommation qui leur est faite de venir juger avec le tiers-arbitre, ou si quelques-uns s'y refusent, ce dernier prononce ; et alors il est tenu de se conformer à l'un des avis des arbitres divisés. Le jugement réside dans l'une de ces opinions ; et la fonction du tiers ne consiste qu'à déclarer laquelle lui paroît préférable. Toutefois, cette obligation imposée au tiers-arbitre d'adopter l'avis de l'un ou de l'autre arbitre doit être sainement entendue. Si l'objet de la contestation étoit une liquidation ou un compte, le tiers pourroit adopter sur un point l'avis d'un des arbitres divisés, et sur un autre point l'avis de l'autre arbitre (1).

(1) Rejet, 18 juin 1823. — Cassation, 1^{er} août 1825.

SECTION IV.

De l'exécution et des effets du jugement arbitral.

1402. Le pouvoir des arbitres, quelque illimité que soit le compromis, ne sauroit aller jusqu'à donner à leur décision une force exécutoire. Il faut obtenir une ordonnance d'exécution du président du tribunal civil de première instance, dans le ressort duquel cette décision a été rendue, encore bien qu'il s'agisse d'une contestation commerciale. Si l'arbitrage avoit eu pour objet l'appel du jugement d'un tribunal de commerce, le président de la cour royale qui auroit dû juger cet appel, rend cette ordonnance. Il en seroit de même si l'objet de l'arbitrage étoit une demande en requête civile contre un arrêt de cette cour.

Pr. 1020.

L'homologation ne donne pas une nouvelle force au jugement arbitral, qui existe par cela seul que les arbitres l'ont rendu; mais il assure à ce jugement la force d'exécution qu'il ne peut tenir que de la puissance publique.

1405. Pour obtenir cette ordonnance, deux formalités sont nécessaires. La première est le dépôt de la minute du jugement arbitral qui doit être fait par l'un des arbitres dans les

Pr. 1021.

trois jours de sa date, au greffe; cependant, faute de dépôt dans ce délai, le jugement ne seroit pas réputé non venu. La seconde est l'enregistrement; l'ordonnance ne peut être accordée avant le paiement des droits.

Le président met sur la minute du jugement, au bas ou en marge, son ordonnance d'exécution, sans qu'il soit besoin d'en communiquer au ministère public; et c'est de ce moment seul que la décision arbitrale reçoit sa force. Il ne peut refuser cette ordonnance, ni sur le fondement d'opposition de l'une des parties à ce qu'elle soit délivrée, ni sous prétexte de mal jugé : elle n'est point aussi susceptible d'appel (1), sauf aux intéressés à se pourvoir par les voies que nous indiquerons dans la suite.

On a vu ce qui rendoit cette ordonnance nécessaire; la conséquence toute naturelle est qu'il est toujours temps de la requérir. Elle n'a, en effet, aucune influence sur la validité du jugement arbitral; si donc ce jugement ne prononçoit point de condamnation, mais fournissoit quelque exception, telle qu'un renvoi de demande ou autre semblable moyen, il suffiroit d'obtenir l'ordonnance à l'instant qu'on voudroit se servir du jugement, pour l'opposer à l'adversaire.

(1) Rejet, 26 vendémiaire an 12. — Rejet, 1^{er} frimaire an 12.

1404. Le jugement arbitral a la même force que s'il émanoit des tribunaux ordinaires, en ce qui touche les parties qui ont compromis. Ainsi, la déclaration des arbitres que les parties ont fait *tel* aveu, ou qu'il a été transigé entr'elles de *telle* ou *telle* manière, fait foi sans qu'il soit besoin de leurs signatures; mais ce

Pr. 1022. jugement ne peut, en aucun cas, être opposé à des tiers.

Du reste, il est exécutoire par provision

Pr. 1024. dans tous les cas où nous avons vu que les jugemens des tribunaux de commerce jouissoient de cette faveur (1). Il produit l'hypothèque judiciaire; mais il n'acquiert cette autorité que par l'ordonnance d'exécution. Ainsi, une inscription prise en vertu d'une décision arbitrale qui n'auroit pas été rendue exécutoire, seroit sans effet (2).

Nous hésiterions à croire que des arbitres volontaires puissent prononcer la contrainte par corps; ce droit ne devoit appartenir qu'à des juges qui tiennent leur pouvoir de la loi (3).

Les arbitres, s'ils en ont reçu le pouvoir, statuent sur les dépens comme ils croient convenable, et en consultant l'équité; autre-

(1) Cassation, 2 avril 1817.

(2) Rejet, 21 pluviose an 10. — Rejet, 25 prairial an 11.

(3) Rejet, 1^{er} juillet 1823, est contraire.

ment ils doivent y condamner celui qui succombe, à moins que ce ne soit le cas de les compenser, suivant les principes expliqués n. 1379.

SECTION V.

Des voies pour faire réformer un jugement arbitral.

1405. L'opposition n'est point admise contre un jugement arbitral, sous prétexte qu'on a été condamné sans avoir produit ses moyens. Si le jugement a été rendu après les délais accordés pour produire, il est juste qu'on ne soit pas reçu à s'en plaindre; mais s'il l'a été avant l'expiration de ces délais, c'est une nullité qui peut être invoquée sans recourir à la voie d'opposition. Pr. 1016.

On peut se pourvoir contre un jugement arbitral, 1° par appel, quand même les arbitres auroient irrégulièrement qualifié leur sentence de jugement en dernier ressort; 2° par requête civile; 3° par demande principale en nullité. La cassation n'est pas, à proprement parler, une voie contre la décision arbitrale elle-même (1); mais les arrêts ou jugemens en dernier ressort qui ont prononcé sur l'appel, la requête civile, ou la demande en nul- Pr. 1028.

(1) Rejet, 25 nivose an 10.

lité, sont susceptibles d'être attaqués par voie de cassation.

1406. L'appel peut être interjeté, lorsque
 Pr. 1010. les parties n'y ont pas renoncé par le compromis, ou depuis; et cette renonciation ne peut plus être révoquée par l'une des parties, sans le consentement de l'autre, tant que l'arbitrage subsiste (1). Néanmoins, si l'arbitrage portoit sur un appel ou sur une requête civile, la décision est sans appel, quand même les parties s'en seroient réservé la faculté.

L'appel d'un jugement arbitral se porte de-
 Pr. 1023. vant le tribunal de commerce, pour les matières qui, s'il n'y avoit point eu d'arbitrage, eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des conseils de prud'hommes; et devant la cour royale, pour les matières qui eussent été, soit en premier, soit en dernier ressort, de la compétence des tribunaux de commerce.

Si l'appel est rejeté, l'appelant est condamné
 Pr. 1025. à une amende de cinq francs, lorsqu'il succombe devant un tribunal de première instance, et de dix francs, lorsqu'il succombe devant une cour royale.

1407. La requête civile est la seconde voie

(1) Cassation, 14 octobre 1806.

pour faire réformer un jugement arbitral. Les cas d'ouverture sont les mêmes que pour les jugemens des tribunaux ordinaires, à l'exception de deux : 1° l'inobservation des formes de la procédure ; 2° s'il a été prononcé par les arbitres sur choses non demandées. Ces deux cas ne donnent, comme on le verra plus bas, que le droit de demander la nullité de l'acte qualifié *jugement arbitral*. La requête civile est portée devant le tribunal qui eût été compétent pour connoître de l'appel, si les parties n'y avoient pas renoncé.

Pr. { 1026.
1027.

Pr. 1028.

Pr. 1026.

1408. La demande en nullité est le troisième moyen. Elle s'introduit par une opposition à l'ordonnance d'exécution, et fait l'objet d'une action en première instance devant le tribunal dont le président a donné l'*exequatur* (1). On distingue sept causes principales d'opposition.

1°. Si le jugement arbitral a été rendu sans qu'il y ait eu de compromis, parce que les soi-disant arbitres, n'ayant point reçu de pouvoirs, ne pouvoient pas prononcer sur le différend ; ou si la nature de l'affaire, ce qui est rare sans doute dans le commerce, interdisait l'arbitrage ;

(1) Cassation, 12 prairial an 10.

2°. Si le jugement a été rendu hors des termes du compromis (1) ; par exemple , si , ayant reçu le pouvoir de prononcer sur une police d'assurance , les arbitres décidoient de la propriété des choses assurées , ou s'ils avoient statué sur la récusation ou le déport de l'un d'eux ;

3°. Si le jugement a été rendu sur compromis nul (2) : par exemple , si , rédigé sous signature privée , l'acte ne faisoit pas mention qu'il a été fait double ; car ce ne seroit pas le cas d'appliquer ce que nous avons dit n. 245 , un compromis n'étant pas un acte de commerce ; mais on ne doit pas perdre de vue que la comparution des parties devant les arbitres couvrirait cette nullité ;

4°. Si le délai fixé par le compromis , ou celui de trois mois , au cas où les parties n'en ont pas stipulé , étoit expiré avant le jugement , qui , toutefois , comme on l'a vu n. 1398 , feroit foi de sa date , quoique non enregistré ;

5°. Si le jugement n'a été rendu que par quelques arbitres non autorisés à juger en l'absence des autres ;

6°. Si le tiers appelé pour départager les arbitres a prononcé sans conférer avec eux , ou du moins sans qu'ils aient été sommés de se

(1) Rejet , 23 juin 1819.

(2) Cassation , 4 février 1807.

réunir à cet effet ; et encore, si, prononçant en l'absence des arbitres sommés, il a rendu une décision qui n'adopteroit aucun des deux avis opposés ;

7°. Si les arbitres ont prononcé sur choses non demandées : par exemple, s'ils avoient accordé les intérêts d'une somme, lorsque le principal seul étoit demandé.

Dans ce dernier cas, il n'y auroit de nullité que pour la partie du jugement qui porteroit sur l'objet non demandé. Dans la plupart des autres, le jugement seroit nul pour le tout.

Ces moyens sont les seuls pour lesquels on puisse employer les voies que nous venons d'indiquer.

L'opposition peut être formée avant l'exécution, pour en prévenir les effets, parce qu'elle est, de sa nature, suspensive d'exécution. Il n'y a point de délai fatal, on peut donc la former lors de l'exécution, par déclaration sur les commandemens, procès-verbaux de saisie, ou tout autre acte, comme on l'a vu, n. 1381, pour les oppositions à des jugemens par défaut. Pr. 162.

C'est au tribunal qui a rendu l'ordonnance d'exécution qu'il appartient de statuer sur cette opposition. Si plusieurs personnes, condamnées par une sentence arbitrale, en demandoient la nullité pour l'une des causes ci-dessus, mais que, par l'effet des clauses du

compromis ou par des acquiescemens, soit au cours de la procédure, soit après le jugement, une des parties ne fût pas fondée à invoquer la nullité, la sentence arbitrale ne devrait pas être annulée à son égard, à moins que la condamnation ne résultât d'une obligation indivisible, et ne fût elle-même d'une chose indivisible (1).

Si l'on reproche quelque autre vice à la décision, il faut distinguer, selon que les parties se sont, ou non, réservé l'appel. Si elles se le sont réservé, la violation des formes, l'inobservation des diverses règles de procédure, ou le mal jugé au fond, peuvent être invoqués, encore bien que la loi ne prononce pas de nullité. Si l'appel n'a pas été réservé, il n'y a lien qu'à requête civile, et la rescision ne peut être prononcée que dans les cas prévus par la loi.

Les parties ne peuvent renoncer, par le compromis, à l'action en nullité ou au recours par requête civile; les motifs spéciaux pour lesquels ils sont ouverts, tenant, en quelque manière, à l'essence des jugemens, justifient cette prohibition (2).

(1) Cassation, 18 août 1819.

(2) Rejet, 15 thermidor an 11. — Rejet, 31 décembre 1816, *sont contraires*.

CHAPITRE II.*De l'Arbitrage forcé en matière de
Société commerciale.*

1409. Tout ce que nous avons dit dans le chapitre précédent, est relatif aux cas où les commerçans jugent à propos de faire décider par des arbitres une contestation qui, par sa nature, seroit de la compétence des tribunaux ordinaires. Mais les contestations qui s'élèvent entre associés, de quelque espèce que soit la société, en nom collectif, en commandite, ou anonyme (1), ne fût-elle qu'une simple association en participation (2), lorsque des tiers n'y sont pas parties, doivent nécessairement, comme on l'a vu n. 1001, être jugées par des arbitres qui sont substitués, pour ce premier degré de juridiction, aux tribunaux de commerce, et ont les mêmes pouvoirs. C'est une juridiction forcée que les parties n'ont pas droit de décliner, même lorsqu'elles en seroient d'accord. Nous avons vu, n. 1002, que les mineurs n'en étoient pas exempts.

(1) Cassation, 19 février 1817.

(2) Cassation, 28 mars 1815.

L'incompétence du tribunal de commerce et de tous autres tribunaux est absolue à cet égard, et peut être invoquée en tout état de cause, de même que le renvoi doit être ordonné par le tribunal induement saisi, suivant les règles expliquées n. 1370. Il ne pourroit même, en nommant des arbitres pour lui faire un rapport, se réserver le jugement définitif de la cause, comme nous avons vu n. 1373; il faut nécessairement que les arbitres jugent. Mais il ne faut pas perdre de vue ce qui a été dit n. 1001, que les arbitres ne sont compétens que pour juger des contestations sociales, et non le fait d'existence d'une société non avouée (1). Il faut en conclure aussi que, lorsque la société est dissoute, et que des contestations s'élèvent pour l'exécution des arrangemens ou réglemens faits en opérant cette dissolution, ce n'est plus le cas de les soumettre à des arbitres, à moins qu'il s'agît de réclamations ou redressemens de comptes faits et jugés par les arbitres, parce que ces sortes de demandes doivent toujours être portées devant les juges qui ont fait le compte (2).

1410. La plupart des règles sur l'arbitrage

(1) Rejet, 25 novembre 1823.

(2) Cassation, 28 mars 1815.

volontaire s'appliquent à l'arbitrage forcé, mais sous quelques modifications que la nature des choses rend nécessaires. Ainsi, la précaution d'indiquer l'objet en litige n'est pas nécessaire en matière de société, puisque l'arbitrage a lieu de plein droit sans compromis préalable. Les conclusions des parties servent à fixer le point de la contestation, comme devant un tribunal ordinaire. L'objet contentieux est qualifié par la chose même; c'est tout ce qui est relatif à la société, sans toutefois l'étendre à la validité de l'acte en lui-même, soit dans sa forme, soit comme constituant une société, ainsi que nous l'avons dit n. 1001.

Il est néanmoins utile que les parties, lorsqu'elles ne choisissent leurs arbitres qu'après la rédaction de l'acte social, et quand il y a déjà contestation entre elles, déterminent, ou du moins indiquent les points en litige, afin que les arbitres ne se livrent pas à des opérations inutiles, à des discussions d'objets non contestés.

1411. On peut appliquer ici ce que nous avons dit, n. 1388 et 1389, sur les qualités requises pour être arbitre; néanmoins le caractère particulier de l'arbitrage forcé, qui a pour objet de substituer nécessairement les arbitres aux juges ordinaires, nous porte-

roit à croire qu'une partie ne peut, sans l'assentiment des autres, et à plus forte raison le tribunal, quand il nomme d'office, conférer ce titre à un individu qui ne seroit pas Français.

La nomination peut être faite par l'acte même
Pr. 1005. de société, ou par un acte postérieur et additionnel, comme on l'a vu, n. 1390, pour les arbitrages volontaires, sans toutefois qu'il soit nécessaire de faire enregistrer ni publier une telle clause, puisqu'elle n'intéresse point les tiers. Les parties ont aussi la faculté de désigner les arbitres par actes extrajudiciaires.
Com. 53. Ce mode n'est pas autorisé dans les arbitrages ordinaires, parce qu'il est de leur essence d'être entièrement spontanés, et qu'ils ne peuvent se former que par une convention; mais en matière de société, l'arbitrage étant forcé, quoiqu'on ne s'y soit pas soumis conventionnellement, chacune des parties a le droit d'obliger l'autre à présenter ses arbitres.

Il n'est pas douteux aussi qu'elles ne puissent, comme dans l'arbitrage volontaire, nommer leurs arbitres par le procès-verbal même de la première séance, pourvu qu'il soit signé par elles.

1412. Si une partie refusoit, soit de nommer des arbitres, soit de faire cette nomination en nombre convenu, ou, comme nous
Com. 55.

l'avons vu n. 1001, dans la classe de personnes que la convention auroit désignées ; si, enfin, elle nommoit une personne entièrement incapable de remplir cette mission, il y auroit lieu à se pourvoir devant le tribunal de commerce, qui feroit un choix pour le refusant (1).

Celui des associés qui provoque la formation du tribunal arbitral, doit donc signifier aux autres la nomination qu'il fait de *telles* ou *telles* personnes pour ses arbitres, les requérant de faire leur choix et de le lui notifier dans un délai qu'il indique. Si tous les autres associés répondent à cette sommation et nomment chacun autant d'arbitres que le provoquant, une première difficulté pourroit se présenter.

Les associés sont quelquefois nombreux ; chacun peut croire ses intérêts et ses prétentions tellement distincts et opposés, qu'il nomme un ou plusieurs arbitres. Le provoquant, ou tout autre associé, peut soutenir le contraire, et prétendre que *tels* et *tels* doivent se réunir pour ne faire qu'une nomination commune. C'est au tribunal à déterminer dans sa sagesse quelles sont les parties dont les in-

(1) Cassation, 5 juin 1815. — Cassation, 9 avril 1816.

térêts doivent être considérés comme opposés, et celles dont les intérêts sont communs, et à régler le nombre des arbitres que chacune devra nommer. Mais si les parties n'ont point usé de ce droit, et si chaque associé a nommé son arbitre, ce tribunal ainsi constitué a droit de juger à la majorité, sans qu'on puisse ultérieurement, sous prétexte de l'identité d'intérêt entre plusieurs associés, prétendre que leurs arbitres ne doivent compter que pour une voix (1).

Soit qu'il y ait des refusans, soit que des associés dont il a été jugé que l'intérêt étoit commun ne s'accordent point dans les nominations qui leur sont attribuées, c'est alors au tribunal à nommer pour eux, après un délai qu'il peut leur accorder. Le jugement, s'il est par défaut, est susceptible d'opposition et n'est point exécutoire par provision; et s'il est attaqué par voie d'appel, les arbitres ne peuvent opérer.

Tant que le tribunal n'a pas prononcé, et même après le jugement rendu, mais avant l'entrée en fonctions des arbitres nommés d'office, les associés en retard pourroient signifier leur choix qui obtiendrait la préférence.

(1) Rejet, 23 novembre 1824.

1413. Il ne sauroit exister aucune position dans laquelle une partie soit privée de la faculté de faire valoir contre les arbitres qui doivent la juger, des motifs légitimes pour les récuser; et l'arbitrage forcé n'est point un cas d'exception. Dans l'arbitrage volontaire, les parties nommant ensemble leurs arbitres, ne peuvent les récuser que pour cause survenue depuis la nomination; mais dans l'arbitrage forcé, dès que la nomination n'est pas le résultat d'un accord mutuel, si les motifs de la récusation, antérieurs à la nomination, étoient repoussés, les inconvéniens seroient extrêmement graves. Il semble que, par analogie des règles relatives aux experts, cette récusation devrait être proposée dans les trois jours après que la nomination a été Pr. 309. notifiée au récusant, ou légalement connue de lui.

Il n'est pas contraire aux principes que, même dans l'arbitrage forcé, chaque partie puisse révoquer ses arbitres, tant qu'ils n'ont pas été admis par toutes; et la forme de cette révocation est indifférente, pourvu qu'elle soit justifiée par écrit (1); car, après cette admission, elle ne doit plus pouvoir le faire sans leur consentement (2). Ce qui n'est pas per-

(1) Cassation, 23 pluviôse an 12.

(2) Cassation, 13 fructidor an 8.

mis, même à tous les associés d'accord, c'est la révocation absolue pour porter la cause devant le tribunal de commerce. De même, si les parties étoient convenues d'être jugées en dernier ressort, cette convention pourroit être révoquée de leur consentement commun, parce qu'elle n'est pas de l'essence d'un arbitrage.

1414. Le délai dans lequel le jugement doit être rendu, est fixé par les parties, lors de la nomination des arbitres; et si elles ne sont pas d'accord sur ce délai, il doit être réglé par le tribunal.

Com. 54.

Cette disposition se rattache, autant que la nature des choses le permet, à la règle présentée plus haut, que l'acte de nomination d'arbitres doit fixer le délai dans lequel le jugement devra être prononcé. Mais ici les parties n'étant pas maîtresses d'être jugées, ou non, par des arbitres, l'expiration de ce délai ne donneroit pas droit, si elles ne sont pas d'accord, d'une prolongation, de porter la cause devant le tribunal de commerce. Il n'y auroit lieu qu'à convenir de la fixation d'un second délai, ou de la nomination de nouveaux arbitres; et le tribunal de commerce n'auroit pas droit, sur la demande d'une seule des parties, de proroger le délai. Il en seroit de même en cas de

mort, de récusation admise, de déport valable d'un ou de plusieurs arbitres.

Dans tous ces cas, la partie qui ne voudroit plus exécuter la clause particulière du compromis par laquelle les arbitres auroient été dispensés des formes ordinaires, ou autorisés à juger en dernier ressort, y seroit fondée, parce que l'expiration du délai la libère de cette convention, et qu'il ne subsiste plus que l'obligation légale d'être jugé par arbitres, obligation qui ne va pas jusqu'à renoncer à l'appel, ni à dispenser les arbitres de juger selon les formes prescrites.

Il pourroit toutefois arriver que le délai étant expiré, avant qu'aucune des parties n'eût fait de diligences pour une nouvelle nomination, et sans qu'il y ait eu de prorogation expresse de délai, les arbitres pronçassent : leur jugement ne pourroit pas être attaqué ; on devoit supposer que l'intention des parties qui ont ainsi gardé le silence a été d'être jugées nonobstant l'expiration du délai ; c'est une conséquence des principes qui soumettent les contestations entre associés à l'arbitrage forcé (1).

1415. Il ne doit être fait, devant les arbi-

(1) Cassation, 22 avril 1823, *est contraire*.

Com. 56. tres, aucune formalité de procédure; chaque partie remet aux arbitres ses pièces ou titres, et un mémoire contenant ses moyens, si elle le juge à propos. Il n'est pas nécessaire de donner copie des pièces, ni de faire signifier les mémoires; chaque partie peut en prendre communication chez les arbitres.

Si les parties n'ont pas fixé le délai des productions, il doit l'être par les arbitres : l'associé en retard est sommé par un exploit, dans la forme ordinaire, de produire ses moyens dans les dix jours; il en résulte que le délai primitif est nécessairement prolongé, et les arbitres ne peuvent prononcer qu'après cet intervalle, depuis la sommation. Ils peuvent aussi, suivant l'exigence des cas, et même

Com. 58. d'office, donner un terme plus long; par exemple, si l'une des parties étoit obligée de faire venir des pièces d'un lieu éloigné, ou de les retirer de quelque dépôt, ou si elle avoit éprouvé tout autre retard forcé; mais ils ne

Com. 59. peuvent accorder qu'une seule prorogation, après laquelle ils doivent juger.

1416. En cas de partage, et s'il n'y a pas

Com. 60. de tiers-arbitre nommé par le compromis, les arbitres peuvent en nommer un, sans consulter les parties, ni leur accorder de délai pour en convenir; cependant si, averties du partage, elles en nommoient un avant que les

arbitres eussent fait leur choix, ceux-ci seroient obligés d'y déférer.

Lorsque les arbitres ne sont pas d'accord sur la nomination du tiers, ils doivent renvoyer les parties à se pourvoir devant le tribunal de commerce, et la plus diligente y assigne les autres.

Il n'est pas indispensable, comme en arbitrage volontaire, que les arbitres divisés aient rédigé séparément un procès-verbal de leurs avis; il suffit que le fait de division soit constant (1). Ils font connoître au tiers-arbitre les points sur lesquels il ne sont pas d'accord, afin qu'il les départage : du reste, il faut suivre ce que nous avons dit sur l'arbitrage volontaire, pour régler la manière dont le tiers doit opérer avec tous les arbitres, et le délai dans lequel il doit statuer. Lorsqu'après ce délai il n'a pas jugé, une des parties peut provoquer un autre choix; mais, par suite de ce qui a été dit n. 1414, il n'y auroit pas nullité dans la décision qu'il auroit rendue, même après ce délai, si les parties avoient gardé le silence.

Les arbitres forcés peuvent prononcer la contrainte par corps, parce qu'ils sont substitués par la volonté de la loi, et non par une simple convention, aux juges qui auroient

(1) Cassation, 5 décembre 1810.

le droit de prononcer cette contrainte (1).

Du reste, tout ce que nous avons dit, n. 1403 et suivans, sur la forme, la signature, la date et le dépôt au greffe du jugement arbitral, doit être observé.

Le président qui doit donner l'ordonnance d'exécution est évidemment celui du tribunal de commerce du lieu où les arbitres opèrent (2), ou du tribunal civil qui en fait fonctions, comme on l'a vu n. 1337; il faut seulement remarquer que le jugement arbitral, dont la minute est déposée au greffe, doit être transcrit sur les registres du tribunal.

1417. En principe général, les arbitres forcés ne peuvent juger sans appel que dans les mêmes cas où le tribunal de commerce, qu'ils remplacent, auroit pu juger de cette manière, suivant les règles expliquées n. 1358 et suiv.; et, dans ce cas encore, leur jugement pourroit être attaqué par voie de recours en cassation. Mais les parties peuvent renoncer à l'appel, et même au recours en cassation, soit par une clause de l'acte de société, soit par une convention postérieure. Lorsque la renonciation a été faite dans l'acte de société, il semble naturel de ne la considérer comme obligatoire qu'autant

(1) Cassation, 5 novembre 1811.

(2) Cassation, 26 janvier 1824.

que cet acte seroit valable ; d'où il suivroit que s'il étoit nul , ce qui seroit dégénérer la société en une participation pour tout le temps de la collaboration commune , les arbitres ne tenant plus leurs pouvoirs de cet acte , mais de la loi , ne peuvent juger qu'à charge d'appel.

L'appel , lorsqu'il y a lieu , est porté devant la cour royale dans l'arrondissement de laquelle est situé le tribunal de commerce qui a ou qui auroit connu de la formation de l'arbitrage.

Il n'y a pas lieu , comme en arbitrage volontaire , de former une demande principale en nullité de l'acte qualifié jugement arbitral (1). Les arbitres ayant reçu la juridiction de la loi même , tiennent le rang et sont investis des droits du tribunal de commerce qui connoîtroit de la cause , si l'arbitrage ne lui avoit pas été substitué ; c'est sans doute par ce motif que le jugement arbitral est transcrit sur les registres de ce tribunal. Or , de même qu'un tribunal , dont le jugement rendu en premier ressort seroit frappé de quelque nullité , ne pourroit point en connoître , et que l'appel deviendrait la seule voie , si les parties ne se l'étoient pas interdite ; de même on ne peut

Com. 61.

(1) Rejet , 26 mai 1813. — Rejet , 6 décembre 1821.

déferer au tribunal de commerce l'examen des nullités articulées contre un jugement d'arbitres forcés qui, par la volonté de la loi, sont ses véritables remplaçans. Mais si les parties avoient donné aux arbitres les pouvoirs d'amiables compositeurs (1), ou les avoient autorisés à s'écarter des formes et de la rigueur du droit, cette action en nullité leur seroit ouverte, parce qu'il résulteroit de ces circonstances une modification aux principes sur l'arbitrage forcé, qui rendroit nécessaire l'emploi des mesures ordinaires (2). Cette présomption que les arbitres ont été constitués amiables compositeurs, ne résulteroit pas du seul fait que les parties ont renoncé à l'appel; il faudroit encore qu'elles eussent renoncé au recours en cassation (3).

Ces jugemens arbitraux sont également susceptibles de la tierce-opposition de la part de ceux à qui ils sont opposés, et cette tierce-opposition doit être portée devant le tribunal auquel les arbitres sont réputés avoir été substitués, si elle est faite par action
Pr. 475. principale, ou devant le tribunal saisi, lorsqu'il est égal ou supérieur, si cette opposition

(1) Cassation, 15 juillet 1818.

(2) Cassation, 16 juillet 1817. — Rejet, 6 avril 1818.
Rejet, 1^{er} mai 1812.

(3) Rejet, 26 mai 1813.

est incidente. Ce droit de tierce-opposition appartiendrait évidemment à celui qui prétendrait n'avoir été ni partie personnellement, ni dûment représentée dans l'acte qui a nommé les arbitres et a tracé les limites de leurs pouvoirs. Mais si, parmi plusieurs intéressés, quelques-uns avoient figuré dans cet acte, la nullité du jugement ne pourroit être prononcée en leur faveur, et la décision arbitrale seroit chose jugée avec eux (1). C'est la conséquence des principes expliqués n. 1408.

1418. Nous avons fait connoître, n. 1002, le seul cas dans lequel la renonciation à l'appel ne peut être faite : c'est celui où des mineurs et autres incapables de compromettre, *Com. 63.* se trouvent aux droits d'un des associés primitifs. Mais on ne pourroit point appliquer cette règle à un mineur commerçant : il est réputé majeur pour les faits de son commerce, et la renonciation au bénéfice d'une sentence arbitrale est la disposition d'un droit *Civ. 487.* absolument relatif au commerce : car ce mineur pouvoit consentir à être jugé en dernier ressort par le tribunal, même pour un intérêt de plus de mille francs, ou transiger sans

(1) Cassation, 8 août 1825.

remplir les conditions imposées aux tuteurs des mineurs.

La même règle s'appliqueroit aux syndics d'une faillite : ils ne pourroient , sans autorisation du tribunal , renoncer à l'appel , ou donner aux arbitres la qualité d'amiables compositeurs (1).

TITRE V.

DE DIVERSES JURIDICTIONS EXCEPTIONNELLES
ÉTABLIES DANS L'INTÉRÊT DU COMMERCE.

1419. LES tribunaux de commerce et les arbitres volontaires ou forcés , dont nous avons parlé dans les titres précédens , ne sont pas les seules juridictions qui aient à décider des contestations relatives aux opérations commerciales. On a vu , n. 37 , qu'il pouvoit s'en élever entre les manufacturiers ou fabricans et les ouvriers qu'ils emploient , et il a paru important d'en attribuer le jugement à une juridiction rapprochée des parties. C'est dans cette vue que les prud'hommes , dont nous avons fait connoître , n. 103 , les attributions administratives , ont été investis du

(1) Rejet, 6 avril 1818.

droit de juger, non-seulement des questions pécuniaires, mais même, de statuer par voie de police.

Par suite de ce que nous avons dit n. 110, 111 et 163, du droit des inventeurs de découvertes ou des auteurs de productions de l'esprit, de poursuivre ceux qui portent atteinte à leur jouissance exclusive, nous croyons convenable de parler des juridictions à qui le jugement de ces poursuites est attribué. Quelquefois, il est vrai, ce sont les juridictions criminelles ou correctionnelles, et, dans le plan de travail que nous nous sommes tracé, nous n'avons pas cru devoir nous occuper des cas dans lesquels un crime ou un délit auroit été commis à l'occasion d'une négociation commerciale : il ne peut en être de même en ce moment, parce que, par la nature des choses, les moyens du demandeur et les exceptions du défendeur, en matière de contrefaçon, résultent des lois et des règles que nous avons expliquées, et dont le complément devient indispensable.

Dans un premier chapitre, nous parlerons de la juridiction des prud'hommes ; dans le second, de celle des juges de paix et des tribunaux civils, en matière de brevets d'invention ; dans le troisième, de celle des tribunaux correctionnels, en matière de contrefaçons d'ouvrages imprimés, gravés ou sculptés.

CHAPITRE PREMIER.

Des Prud'hommes.

1420. On a vu, n. 108, qu'il existoit deux espèces de prud'hommes ; les uns sont établis dans les lieux où le nombre et l'activité des manufactures ou ateliers exigent une surveillance particulière et nécessitent une juridiction qui statue promptement et sans frais sur les contestations entre les maîtres et ouvriers ; les autres sont établis dans les villes maritimes, et remplissent les mêmes fonctions relativement à la pêche. Cette distinction fera l'objet de deux sections.

SECTION PREMIÈRE.

De la juridiction des prud'hommes fabricans.

1421. Les prud'hommes, considérés dans l'ordre judiciaire, agissent, tantôt comme conciliateurs, tantôt comme juges. Mais de quelque manière qu'ils procèdent, leur juridiction ne s'étend, d'après l'acte du gouvernement du 11 juin 1809, que sur les marchands-fabricans, chefs d'ateliers, contre-maîtres, teinturiers, ouvriers, compagnons ou apprentis travaillant

pour des fabriques du territoire pour lequel ils sont institués par l'ordonnance qui a créé leur établissement (1); et même, entre ces personnes, ils ne peuvent connoître que des contestations qui portent sur des affaires relatives à la branche d'industrie qu'elles exploitent, et aux conventions dont cette industrie a été l'objet. Dans les autres cas, il faut s'adresser aux juges ordinaires.

Il ne suffit pas que l'affaire soit commerciale par sa nature, et même que la contestation se soit élevée entre des fabricans, ou entre des fabricans et leurs ouvriers, il faut encore qu'elle naisse des rapports particuliers qu'ont établis l'industrie de l'un, et l'usage que l'autre en fait pour son commerce. Ainsi, un fabricant de draps ne pourra point être poursuivi devant les prud'hommes, pour paiement de la laine qu'il a achetée; ou s'il a vendu du drap à un débitant, les prud'hommes ne connoîtront point de la livraison de ce qu'il a promis. Ainsi, lorsqu'un manufacturier a commandé à un serrurier ou à tout autre ouvrier, des réparations ou constructions dans sa manufacture, les prud'hommes ne doivent pas connoître des contestations qui pourroient s'élever à ce sujet.

(1) Cassation, 5 juillet 1821.

Nous subdiviserons cette section en quatre paragraphes :

Le premier traitera de l'organisation ; le deuxième, des fonctions de conciliateur exercées par les prud'hommes ; le troisième , de leurs fonctions comme juges ; le quatrième, de la procédure suivie devant eux.

§. I^{er}.

De l'organisation des conseils de prud'hommes.

1422. Le conseil est créé par ordonnance rendue sur la demande motivée de la chambre de commerce ou de la chambre consultative des manufactures. Cette demande est communiquée au préfet, qui la transmet, avec son avis, au ministre de l'intérieur, lequel s'assure, avant de proposer l'ordonnance, si l'industrie qui s'exerce dans la ville est assez importante pour justifier la demande.

Les conditions d'éligibilité, le mode de nomination, et la durée des fonctions des prud'hommes sont déterminées par l'acte du gouvernement du 11 juin 1809, dont voici les principales dispositions.

Les marchands fabricans, les chefs d'ateliers, contre-maîtres, teinturiers ou ouvriers patentés, peuvent seuls être élus prud'hommes. Ils doivent avoir trente ans accomplis. Les marchands-fabricans doivent exercer cet

état depuis six ans ; les chefs d'ateliers et autres doivent savoir lire et écrire. Les faillis et les individus qui ont été déclarés rétionnaires de matières confiées pour être employées, ne peuvent être élus.

Le nombre et la qualité des membres varient, suivant l'étendue et le nombre des fabriques et des lieux. Mais la police des manufactures et la subordination des ouvriers envers les maîtres étant un des objets principaux de cette institution, le nombre de ces derniers doit, dans tous les cas, excéder celui des chefs d'ateliers, contre-maîtres, teinturiers et ouvriers.

Afin de remplacer les prud'hommes qui viendroient à mourir ou à donner leur démission, pendant l'exercice de leurs fonctions, chaque conseil doit avoir en outre deux suppléans, choisis, l'un parmi les marchands-fabricans, et l'autre parmi les chefs d'ateliers, etc.

Un secrétaire est attaché à ce conseil ; il a soin des papiers, et tient la plume. Il est nommé par le conseil, à la majorité absolue des suffrages ; il peut être révoqué à volonté, mais seulement par une majorité des deux tiers, au moins, de tous les prud'hommes.

Le local nécessaire aux conseils de prud'hommes, pour la tenue de leurs séances, est fourni par les villes où ils sont établis, ainsi

que les dépenses de premier établissement et les frais de chauffage, éclairage, et autres menus frais. En conséquence, le président du conseil présente chaque année, au maire, l'état de ces dépenses. Le maire les comprend dans le budget de la commune; et lorsqu'elles ont été approuvées, il en ordonnance le paiement, sur les demandes particulières qui lui sont faites.

Quant aux fournitures de papiers, registres, et autres semblables frais de bureaux ou d'expédition, ils sont supportés par le secrétaire, au moyen des allocations dont nous parlerons plus bas.

1423. Les prud'hommes sont nommés par une assemblée générale de marchands-fabricans, chefs d'ateliers, contre-maîtres, teinturiers et ouvriers, convoquée par le préfet. Nul n'est admis dans cette assemblée, s'il ne s'est fait inscrire sur un registre à ce destiné, ouvert à l'hôtel-de-ville, ni sans la présentation de sa patente; les faillis en sont exclus. La convocation doit avoir lieu huit jours avant celui indiqué pour la tenue de l'assemblée; les inscriptions peuvent être faites jusqu'à ce jour là. Pour la première année seulement, la liste des votans est dressée par le maire. Dans tous les cas où il y a contestation sur le droit d'assistance à l'assemblée, il y est statué par

le préfet, sauf le recours au conseil d'état.

L'assemblée est présidée par le préfet, ou par celui des fonctionnaires de l'arrondissement qu'il désigne. Le président nomme un secrétaire et deux scrutateurs. L'élection est faite au scrutin individuel, et à la majorité des suffrages. Aussitôt qu'elle est terminée, on en dresse procès-verbal, qui est déposé à la mairie. L'assemblée ne peut délibérer, ni s'occuper d'autre chose que de l'élection. Les prud'hommes et suppléans élus prêtent serment entre les mains du président de l'assemblée.

Les conseils de prud'hommes sont renouvelés partiellement, au commencement de chaque année, dans les proportions suivantes.

Si le conseil est composé de cinq membres, on ne renouvelle, la première année, qu'un membre pris parmi les marchands-fabricans ; la seconde année, on renouvelle un marchand-fabricant et un membre pris dans les autres états ; la troisième année, de même.

Si le conseil est composé de sept membres, on renouvelle, la première année, deux marchands-fabricans et un chef d'atelier, contre-maître, etc. ; la seconde année, un marchand-fabricant et un chef d'atelier ; la troisième année, de même.

Si le conseil est de neuf, on doit renou-

veler, la première année, un marchand-fabricant et deux pris dans les autres états; la seconde année, deux marchands-fabricans et un pris dans les autres états; la troisième année, de même.

Si le conseil est composé de quinze membres, on renouvelle, la première année, deux prud'hommes marchands-fabricans, et un prud'homme chef d'atelier, etc.; la seconde année, trois prud'hommes marchands-fabricans, et trois chefs d'atelier, etc.; la troisième année, de même.

Le renouvellement des deux premières années se fait par la voie du sort, et ensuite à raison de l'ancienneté de la nomination. Les prud'hommes sortans sont toujours rééligibles.

§. II.

Des fonctions des prud'hommes comme conciliateurs.

1424. Le bureau particulier des prud'hommes, chargé du soin de travailler à terminer la contestation par des voies amiables, est composé de deux membres, dont l'un est marchand-fabricant, et l'autre chef d'atelier, contre-maître, teinturier ou ouvrier patenté. Dans les villes où le conseil est composé de cinq ou sept membres, le bureau particulier s'assemble tous les deux jours, depuis onze heures du matin jusqu'à une. Lorsque le conseil

est composé de neuf ou de quinze membres, le bureau particulier tient tous les jours une séance qui commence et finit aux mêmes heures.

Les parties peuvent toujours se présenter volontairement pour être conciliées. Dans ce cas, elles sont tenues d'en faire une déclaration qui est signée par elles, ou mention est faite au procès-verbal qu'elles ne peuvent ou ne savent signer. Si elles ne comparoissent pas volontairement, le bureau, sur l'exposé du demandeur, ordonne que le défendeur sera cité de la manière qui sera expliquée ci-après.

Les parties sont tenues de s'expliquer avec modération, et de se conduire avec respect devant le bureau particulier, sinon elles y sont d'abord rappelées par le prud'homme marchand-fabricant; s'il y a voit récidive, le bureau particulier peut les condamner à une amende qui ne doit pas excéder dix francs, avec affiche du jugement dans la ville où siège le conseil. En cas d'insulte ou d'irrévérence grave, le bureau particulier en dresse procès-verbal, et peut condamner le coupable à un emprisonnement de trois jours au plus. Dans ces deux cas, les jugemens du bureau particulier sont exécutoires par provision.

Le bureau particulier peut ordonner telles mesures qu'il juge nécessaires, pour empêcher le déplacement ou la détérioration des

objets qui donnent lieu à la réclamation portée devant lui. Lorsqu'après avoir entendu les parties contradictoirement, il n'a pu parvenir à les concilier, il les renvoie devant le bureau général, qui statue sur-le-champ.

§. III.

Des fonctions des prud'hommes, comme juges.

1425. Les fonctions du bureau général des prud'hommes consistent, d'après l'acte du gouvernement précité du 11 juin 1809, et celui du 3 août 1810, à prononcer sur toutes les affaires, de la compétence du conseil, qui n'ont pu être terminées par la voie de la conciliation, à quelques sommes qu'elles pussent s'élever.

Il nomme un président et un vice-président pour une année, après laquelle il est procédé à une nouvelle élection; mais les membres sortans sont toujours rééligibles. Il se réunit au moins une fois par semaine, et ne peut prendre une délibération que dans une séance où les deux tiers au moins de ses membres sont présens. Les délibérations sont prises à la majorité, plus un, des membres présens.

Dans le jugement des causes qui sont soumises à leur décision, les prud'hommes doivent suivre les mêmes principes que les autres tribunaux, soit dans l'appréciation des faits,

soit dans l'application des lois et des règles d'équité. Par exemple, lorsqu'ils ont à juger une contestation relative aux congés de sortie qui, suivant ce qu'on a vu n. 528, doivent être donnés par les maîtres aux ouvriers, ils ne sont pas obligés de considérer comme seuls admissibles ceux que la loi du 12 avril 1803 (22 germinal an 11), ou l'acte du gouvernement du 1^{er} décembre 1803 (9 frimaire an 12), ont déterminés, ces cas étant seulement des indications qui n'excluent pas d'autres causes de refus, et n'ont rien de limitatif (1).

Le bureau général connoît aussi de délits tendant à troubler l'ordre et la discipline des ateliers, ainsi que des manquemens graves des apprentis envers leurs maîtres, et peut prononcer jusqu'à trois jours d'emprisonnement. L'expédition de son jugement est mise à exécution par tout agent de la police et de la force publique requis à cet effet.

§. IV.

De la procédure devant les conseils de prud'hommes.

1426. Tout justiciable des prud'hommes, appelé devant le bureau particulier, ou général, par une simple lettre du secrétaire, est, d'après les dispositions de l'acte du gouver-

(1) Rejet, 1^{er} juillet 1824.

nement du 11 juin 1809, tenu de s'y rendre en personne aux jour et heure fixés; s'il est absent ou malade, il peut se faire représenter par un de ses parens, exerçant une profession commerciale, porteur de sa procuration, et non par une autre personne. S'il ne comparoît pas, il est cité par l'huissier attaché au conseil; la citation doit contenir, la date des jour, mois et an où elle est faite, et le lieu où les parties devront comparoître; les noms, profession et domicile du demandeur; les noms, profession et domicile du défendeur, et l'énonciation sommaire des motifs qui le font appeler. Elle est notifiée au domicile du défendeur: le délai pour comparoître est d'un jour franc au moins, si le défendeur est domicilié dans la distance de trois myriamètres; sinon, il est ajouté un jour par trois myriamètres. Quand les délais n'ont pas été observés, et que le défendeur ne comparoît pas, les prud'hommes ordonnent qu'il lui soit envoyé une nouvelle citation; mais alors les frais de la première sont, dans tous les cas, à la charge du demandeur.

1427. Les parties plaidant devant un conseil de prud'hommes, soit en bureau particulier, soit en bureau général, ne peuvent faire signifier aucune défense; la procédure est extrêmement sommaire, et ressemble beau-

coup à celle que nous avons vu, n. 1361 et suivans, être observée devant les tribunaux de commerce.

Il est permis de récuser un ou plusieurs prud'hommes : 1°. quand ils ont un intérêt personnel à la contestation; 2°. quand ils sont parens ou alliés jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement; 3°. si dans l'année qui a précédé la récusation, il y a eu procès criminel entr'eux et l'une des parties, son conjoint, ses parens et alliés en ligne directe; 4°. s'il y a procès civil existant entr'eux et l'une des parties ou son conjoint; 5°. s'ils ont donné un avis écrit dans l'affaire.

La partie qui veut récuser est tenue de former sa récusation, et d'en exposer les motifs, par un acte qu'elle fait signifier au secrétaire du conseil, par le premier huissier requis; l'exploit est signé, sur l'original et la copie, par la partie ou son fondé de pouvoirs; la copie est déposée sur le bureau du conseil, et communiquée immédiatement au prud'homme récusé. Ce dernier est tenu, dans le délai de deux jours, de donner au bas de cet acte une déclaration écrite, portant son acquiescement à la récusation, ou son refus de s'abstenir; dans ce dernier cas, la déclaration contient ses réponses aux moyens de récusation. Dans les trois jours de la réponse négative du prud'homme, ou, faute par lui de répondre,

une expédition de l'acte de récusation et de la déclaration du prud'homme, s'il a répondu, est envoyée par le président du conseil au président du tribunal de commerce, dans le ressort duquel le conseil est placé; ce tribunal juge la récusation en dernier ressort, dans la huitaine, et sans qu'il soit besoin d'appeler les parties.

1428. Si l'une des parties ne comparoît pas au jour indiqué par la citation, la cause est jugée par défaut, sauf le cas où il doit être envoyé une seconde citation, ainsi que nous l'avons dit n. 1426.

La partie condamnée par défaut peut former opposition, dans les trois jours de la signification faite par l'huissier attaché au conseil : l'opposition, qui doit être notifiée par le même huissier, contient sommairement les moyens de la partie, et l'assignation au premier jour de séance du conseil de prud'hommes, en observant toutefois les délais prescrits pour les citations; elle indique en même temps les jour et heure de comparution.

Si le conseil sait par lui-même, ou par les représentations des proches voisins ou amis du défendeur, que celui-ci n'a pu être instruit de la contestation, il peut, en adjugeant le défaut, fixer, pour le délai de l'opposition, le temps qui lui paroît convenable; et même,

dans le cas où cette prorogation n'auroit été ,
ni demandée , ni accordée d'office , le défail-
lant peut être relevé de la déchéance et admis
à former opposition après l'expiration du dé-
lai , en justifiant qu'à raison d'absence ou de
maladie grave , il n'a pu être instruit de la con-
testation. La partie opposante qui se laisse con-
damner une seconde fois par défaut , n'est plus Pr. 165.
admise à former une nouvelle opposition ,
par suite de ce que nous avons dit n. 1381.

1429. En général , pour les enquêtes et
autres espèces de preuves , et les dénégations
d'écritures , on doit suivre les règles qui s'ob-
servent devant les tribunaux de commerce ,
telles que nous les avons exposées n. 1375.

Si un jugement préparatoire ordonne une
opération à laquelle les parties doivent assis-
ter , il indique le lieu , le jour et l'heure auxquels
l'opération doit avoir lieu , et la prononciation
vaut citation. En conséquence , il n'est expé-
dié et signifié de jugemens préparatoires , que
si le défendeur fait défaut ; si même il est jugé
nécessaire qu'un ou plusieurs prud'hommes
se transportent dans une manufacture ou dans
un atelier , pour juger par eux-mêmes de l'exac-
titude de quelques faits allégués , ils sont ac-
compagnés par le secrétaire du conseil , por-
teur de la minute du jugement préparatoire
qui a ordonné le transport.

1450. Les minutes de tous jugemens sont portées par le secrétaire sur la feuille de la séance, signées par les prud'hommes qui y ont été présens, et contresignées par ce secrétaire. Les expéditions sont signées par le président ou le vice-président, et contresignées aussi par le secrétaire. La signification en est faite à la partie condamnée par l'huissier attaché au conseil; ils sont exécutoires vingt-quatre heures après la signification, par provision, sans caution et nonobstant l'appel, si l'objet n'excède pas 300 fr.; dans les autres cas, l'exécution provisoire n'a lieu qu'à charge de donner caution.

1451. L'appel est porté, d'après les dispositions combinées des articles 27 et 47 de l'acte du gouvernement du 11 juin 1809, et 5 de celui du 5 août 1810, au tribunal de commerce dans le ressort duquel le conseil est placé; à défaut de tribunal de commerce, devant le tribunal civil de première instance. Cet appel n'est recevable que lorsque la condamnation excède 100 fr., et qu'il est interjeté dans les trois mois de la signification du jugement, faite par l'huissier du conseil. Il n'y a lieu à l'appel des jugemens préparatoires qu'après le jugement définitif, et conjointement avec l'appel de ce dernier, mais leur exécution ne porte aucun préjudice aux droits

Juridiction des prud'hommes fabricans. § IV. 169
des parties sur l'appel ; elles ne sont pas obligées de faire, à cet égard, des protestations ni réserves.

1432. Toutes les fonctions de prud'hommes sont entièrement gratuites. Quant aux frais de secrétariat et de significations, et aux salaires des témoins, ils sont réglés par les articles 59 et suiv. de l'acte du 11 juin 1809, que nous croyons inutile de transcrire ; et quiconque seroit convaincu d'avoir exigé une taxe plus forte, sous quelque dénomination que ce soit, seroit poursuivi comme concussionnaire.

SECTION II.

Des attributions judiciaires des prud'hommes pêcheurs.

1433. Les attributions des prud'hommes patrons pêcheurs, dont nous avons parlé n. 108, consistent à connoître des contestations nées entre les patrons pêcheurs, au sujet de la pêche maritime. Peu importe à quelle nation appartiennent les patrons, il suffit qu'ils fassent habituellement la pêche dans les limites du ressort des prud'hommes.

Mais cette attribution exclusive ne feroit aucun obstacle aux droits du ministère

public, de traduire devant les tribunaux correctionnels ou devant les cours d'assises, les patrons pêcheurs qui commettraient des délits ou des contraventions aux lois et réglemens sur la pêche, aux lois sanitaires, et à toutes autres qui intéressent l'ordre public.

Les conseils de prud'hommes pêcheurs jugent, sans appel, les causes de leur compétence.

Le pêcheur qui a quelque plainte ou demande à former, fait donner assignation par le garde de la communauté, pour le dimanche suivant. Les parties comparoissent en personne, sans autre procédure préalable; et les prud'hommes, après les avoir entendues, prononcent leur jugement qui doit s'exécuter immédiatement. Faute par la partie condamnée de satisfaire à ce jugement, le garde procède à la saisie des filets et de la barque de la partie condamnée, qui ne peut obtenir main-levée qu'en exécutant la condamnation. Si l'exécution d'un jugement ainsi rendu étoit empêchée par voie de fait, l'autorité locale chargée de la police, devroit, sur la réquisition des prud'hommes, faire lever l'obstacle.

CHAPITRE II.

De la juridiction des juges de paix, relativement aux brevets d'invention.

1434. Nous avons fait connoître, n. 110, les droits qu'un brevet d'invention donnoit à celui qui l'avoit obtenu, ou à son cessionnaire. Celui qui est troublé dans l'exercice de son brevet peut, conformément à l'art. 10 du titre II de la loi du 25 mai 1791, traduire l'auteur du trouble devant le juge de paix; et si le jugement qui, en pareille matière, ne peut être en dernier ressort, est attaqué par voie d'appel, le tribunal civil de l'arrondissement est seul compétent pour en connoître.

Le contrefacteur est, conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1791, condamné aux dommages-intérêts envers le plaignant, et à une amende égale au quart de ces dommages-intérêts, laquelle toutefois ne peut excéder 3,000 fr., et le double en cas de récidive. Les objets contrefaits sont en outre confisqués. Cette confiscation s'étend non seulement aux instrumens à l'aide desquels la contrefaçon a eu lieu, mais aux objets fabriqués et aux matières préparées ou perfectionnées par cette con-

tréfaçon (1); et même, si le brevet du plaignant lui a été accordé pour le perfectionnement d'une invention déjà publique, la confiscation contre le contrefacteur peut s'étendre aux portions fabriquées d'après les procédés connus, lorsqu'elles sont indivisibles des portions contrefaites (2).

Si la dénonciation est déclarée sans fondement, le dénonciateur est, conformément à l'article 13, condamné aux dommages-intérêts envers son adversaire, à une amende semblable à celle que celui-ci eût supportée, au cas où il auroit été reconnu coupable; toutefois les juges peuvent, eu égard à sa bonne foi, lors même qu'ils ne condamnent pas le prévenu de contrefaçon, ne prononcer contre lui, ni dommages-intérêts, ni amende, :

1455. Le défendeur peut prétendre qu'il a fabriqué par des procédés différens de ceux du brevet, ou qu'il n'y a aucune ressemblance entre ses produits et ceux pour la fabrication desquels son adversaire est breveté. C'est le cas de procéder à une expertise ou à une enquête, qui n'est pas assujettie à d'autres règles ou formes que celles qui sont établies par le droit commun (3).

(1) Rejet, 31 décembre 1827.

(2) Rejet, 2 mai 1822.

(3) Rejet, 5 mars 1822.

Il peut aussi exciper de la déchéance encourue par son adversaire, d'après les principes expliqués n. 110. Dans ce cas, des doutes peuvent s'élever sur la compétence du juge de paix pour décider si cette déchéance est encourue ou non, à l'égard de celles de ces causes qui semblent de nature à être vérifiées et déclarées par l'administration : telle seroit la déchéance contre le breveté qui n'auroit pas exécuté d'après les procédés qu'il a déclarés primitivement, ou qui n'a pas déclaré, par addition, les nouveaux moyens dont il fait usage, ou qui n'auroit pas payé la taxe.

Le juge de paix nous paroît avoir le droit de prononcer sur ces exceptions, comme le tribunal civil pourroit prononcer sur la demande principale en déchéance, d'après les preuves qu'on lui administre, ou l'expertise qu'il peut ordonner. Sa seule obligation est de tenir pour constant tout ce qui est déclaré dans les actes administratifs, s'ils avoient, en quelque chose que ce soit, modifié les obligations légales et primitives du breveté.

Il en est de même de l'exception de déchéance fondée sur ce que le breveté n'auroit pas, dans les deux ans de l'obtention du brevet, mis sa découverte en activité : car c'est un fait matériel qui ne peut être détruit que par la preuve que le Roi a approuvé les motifs de son inaction. A plus forte raison, le juge

de paix seroit appréciateur de l'exception du défendeur qui soutiendrait que le brevet n'a été obtenu que pour des changemens ou additions à des procédés déjà connus, qui ne constitueroient pas une invention proprement dite, ainsi que des raisons que le breveté fait valoir pour repousser cette exception (1), ou pour établir qu'il a appliqué à une invention, appartenant au public, des additions qui lui sont propres : car, pourvu que le défendeur n'ait pas contrefait les additions dont le demandeur a le brevet, il ne peut être poursuivi pour avoir imité ou copié la peine d'invention déjà publique (2).

1436. Il ne reste qu'à examiner si le juge de paix pourroit connoître de l'exception fondée sur ce que l'invention est contraire aux mœurs ou à la sûreté publique; nous ne le croyons pas. D'après les principes expliqués n. 178, une telle exception n'est pas de nature à être présentée comme moyen de défense, puisque ce seroit, de la part du défendeur, s'avouer lui-même coupable du tort qu'il reprocheroit à son adversaire. Il ne peut donc y avoir lieu, pour le juge de paix, à statuer sur une telle exception; et, en effet, ce cas

(1) Rejet, 31 décembre 1822.

(2) Rejet, 11 janvier 1825.

particulier donne seulement ouverture à l'action du ministère public, devant les tribunaux ordinaires.

On ne peut, du reste, élever aucun doute sur le droit du juge de paix de statuer sur les autres exceptions. Ainsi, lorsque le défendeur soutient, comme on l'a vu n. 173, qu'avant l'obtention du brevet, dont le demandeur excipe contre lui, les procédés de celui-ci étoient décrits dans un ouvrage imprimé; la production du livre où est contenue cette description devient la preuve de son exception. S'il prétend que le procédé étoit connu et employé par lui ou par d'autres, c'est le cas d'une enquête contradictoire qui doit être ordonnée, et dont l'appréciation appartient à la conscience des magistrats.

CHAPITRE III.

De la juridiction des tribunaux correctionnels en matière de contrefaçon.

1457. On a vu, n. 163, que la contre-façon des marques étoit un faux; et, sous ce rapport, la poursuite appartient aux cours d'assises. La partie lésée par ce faux peut réclamer des dommages-intérêts devant la cour saisie de

la poursuite; elle peut aussi exercer son action

1. C. 3. civile devant les tribunaux ordinaires.

Il arrive plus souvent qu'il n'y a lieu qu'à une poursuite en falsification, contre celui qui est prévenu d'avoir simplement fait apparaître, sur des objets fabriqués, le nom d'un fabricant, autre que le sien, ou d'un lieu de fabrication, autre que le véritable, délit prévu par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1824, et puni d'une détention de onze jours à trois mois, avec une amende, qui ne peut être moindre de 50 fr., ni excéder le quart des dommages-intérêts alloués au plaignant, et en outre de la confiscation des objets du délit.

Dans l'un et l'autre cas, celui qui est poursuivi peut prétendre que, loin d'être falsificateur, il est lui-même autorisé à employer la marque qu'on l'accuse d'avoir falsifiée. Cette exception seroit appréciée par le tribunal saisi de la demande, qui doit naturellement, pour s'éclairer, employer les moyens de vérification analogues à ceux qui sont prescrits, comme on l'a vu n. 1352, au tribunal de commerce, lorsqu'il est appelé à prononcer sur les ressemblances de marques adoptées par deux fabricans, ou sur la ressemblance qu'un fabricant prétend exister entre sa marque et celle qu'un autre annonce avoir l'intention de prendre.

1438. En matière de contrefaçon d'ouvrages imprimés, gravés, ou susceptibles de publication par la voie de la presse à imprimer, graver ou lithographier, et des ouvrages de sculpture susceptibles d'être reproduits à l'aide de moules ou formes quelconques, la connoissance des plaintes ou poursuites faites, soit par le ministère public d'office, conformément à l'art. 47 de l'acte du gouvernement du 5 février 1810, soit par l'auteur, ses héritiers ou ayant droits (1), appartient aux tribunaux correctionnels (2). Nous avons donné, n. 164 et suivans, des notions sur les principes que les juges doivent suivre dans l'appréciation de la plainte et des exceptions du prévenu. Lorsqu'il est déclaré coupable, il est condamné, savoir : si c'est comme contrefacteur, à une amende de 100 fr. à 200 fr. ; si c'est comme débitant d'exemplaires contrefaits, à une amende de 25 fr. à 200 fr. Les exemplaires saisis sur l'un et l'autre, ainsi que les planches, moules et matrices, qui ont servi à la contrefaçon, sont confisqués. Le produit de ces confiscations, ou les recettes confisquées, sont remis au plaignant, à compte sur l'in-

Pén. { 425.
426.
427.
428.
429.

(1) Cassation, 7 prairial an 11.

(2) Rejet, 28 ventose an 9. — Rejet, 16 germinal an 10. — Cassation, 21 prairial an 11.

demnité qui est arbitrée par le tribunal. Par une juste conséquence des principes relatifs à ceux qui ont intenté, sans fondement, une action en contrefaçon de brevets d'invention; et d'ailleurs, d'après la règle que tout fait qui occasionne un tort réel ou moral, donne lieu à des dommages-intérêts, on ne sauroit douter qu'il ne puisse en être prononcé au profit de celui qui seroit reconnu innocent.

TITRE VI.

DES CONSULS.

1459. ON nomme *consuls* les délégués qu'un souverain entretient dans des places de commerce, et principalement dans les ports de mer d'un autre souverain, pour protéger ses sujets qui y résident ou voyagent, veiller à la conservation de leurs droits et privilèges, et même pour remplir, à leur égard, certaines fonctions d'administration et de juridiction. L'article 8 de la loi du 1^{er} octobre 1795 (10 vendémiaire an 4), met les consuls français dans la dépendance du ministre des affaires étrangères. Ils ont, avec les autres mi-

nistres, notamment ceux de l'intérieur et de la marine, les rapports que peuvent rendre nécessaires les intérêts du commerce et de la navigation.

Ce titre consacré à présenter les notions les plus générales, et telles que peut les admettre le plan de notre travail, sera divisé en quatre chapitres : le premier traitera succinctement des consuls et de leur caractère politique ; le second, de leur juridiction ; le troisième, de diverses autres attributions administratives ou mixtes qui leur sont données ; le quatrième, des droits de répression qu'ils ont, dans quelques pays, contre les individus de leur nation.

CHAPITRE PREMIER.

Des Consuls en général, et de leur caractère politique.

1440. On peut considérer, dans ce qui touche les consuls, sous les rapports personnels, leur établissement, leur nomination et installation, les officiers qui leur sont attachés, le caractère politique et les privilèges dont ils jouissent dans les pays où ils sont placés. Dans l'état actuel de la législation française,

les sources principales des notions sur cette matière sont le titre IX du livre I^{er} de l'ordonnance du mois d'août 1681, l'édit du mois de juin 1778, l'ordonnance du 3 mars 1781, ainsi que l'instruction destinée à la développer, et l'ordonnance du 15 décembre 1815.

Ce chapitre sera divisé en quatre sections.

SECTION PREMIÈRE.

De l'établissement des Consuls.

1441. Le souverain qui veut avoir un consul dans un pays étranger, doit s'en procurer le droit par une convention particulière et spéciale avec le souverain de ce pays. Un traité de commerce entre deux puissances n'emporterait pas, par lui-même, le droit d'établir des consuls l'une chez l'autre.

Les ports ou villes commerçantes d'un état ont une importance plus ou moins grande ; de là est venue la division en consulats généraux, consulats et vice-consulats, adoptée en France, par l'article 1^{er} du titre I^{er} de l'ordonnance du 3 mars 1781. Nonobstant cette différence de dénomination et quelquefois même d'étendue dans les attributions, tous doivent correspondre avec les ministres du Roi. Mais, d'après l'art. 29 de cette ordonnance, tout vice-consul employé dans le département d'un

consul lui est subordonné, et lui doit compte des affaires de son vice-consulat, indépendamment de celui qu'il rend au ministre compétent.

1442. L'intention du Roi étant de ne choisir pour consuls que des personnes disposées, en quelque sorte, par leur éducation à remplir ces fonctions, un corps d'élèves vice-consuls a été établi. Les art. 36 et suivans du titre I^{er} de l'ordonnance du 3 mars 1781, l'ordonnance du 15 décembre 1815, et le règlement du 11 juin 1816, qui y est annexé, offrent toutes les règles sur la nomination, les conditions pour l'obtenir, l'éducation, les devoirs et droits de ces élèves.

Ils sont soumis à l'autorité des consuls auprès desquels ils ont été placés, sont logés chez eux et nourris à leur table. Ceux-ci doivent particulièrement s'attacher à leur donner, outre les principes de religion et de morale, des notions sur les devoirs des consuls, suffisantes pour les rendre aptes aux fonctions qu'ils seront un jour appelés à remplir.

Les études des élèves vice-consuls doivent se diriger particulièrement vers la connoissance des ordonnances, réglemens et instructions relatifs aux consulats, considérés, soit dans leurs rapports avec les puissances étrangères, soit dans leurs rapports avec les na-

tionaux. Ils doivent apprendre, s'ils ne la connoissent déjà, la langue du pays où ils résident. Cette obligation est imposée d'une manière plus particulière à ceux qui sont placés aux Echelles du Levant. Ils doivent encore acquérir des notions statistiques et locales. Ils assistent les consuls dans tous les actes où ceux-ci croient devoir les appeler; ils transcrivent la correspondance, et sont tenus annuellement de rédiger un mémoire sur un sujet relatif aux consulats, indiqué par le ministre des affaires étrangères.

Nul d'entre ces élèves ne peut être pourvu d'une place de vice-consul qu'après deux ans d'activité.

1443. Le consul établi dans les cas prévus n. 1441, peut, suivant la faculté que lui accordent les art. 70 et suivans du titre 1^{er} de l'ordonnance du 3 mars 1781, et lorsque les usages ou ses instructions ne s'y opposent pas, nommer, si le service du Roi lui paroît l'exiger, des agens de commerce dans les lieux de son département où il n'y a ni vice-consuls, ni autres agens consulaires nommés par le Roi. Son choix tombe ordinairement sur des commerçans du lieu; il doit, par préférence, le faire porter sur des Français, et rendre compte de ses nominations au ministre des affaires étrangères. Les fonctions

de ces agens consistent à rendre aux sujets du Roi tous les bons offices qui peuvent dépendre d'eux, à correspondre avec les consuls, et à faire exécuter leurs ordres en tout ce qui concerne leur mission.

1444. Les consuls, vice-consuls, et même les élèves vice-consuls français, ne peuvent, conformément à l'art. 22 du tit. I^{er} de l'ordonnance du 3 mars 1781, se marier sans l'autorisation du Roi, sous peine de révocation. Ils ne peuvent aussi, conformément à l'art. 18, accepter de commissions ni de traitemens de la part d'une puissance étrangère; ils se trouveroient par là dans une sorte de dépendance envers cette puissance, tandis qu'ils doivent réserver tout leur crédit en faveur des Français. Cette prohibition n'est pas toutefois un obstacle à ce que ces officiers rendent service aux sujets d'un souverain étranger qui n'auroit pas de consul, pourvu qu'ils ne s'exposent pas à se compromettre, que ce service ne puisse nuire d'aucune manière aux sujets du Roi, qu'il soit gratuit, et principalement qu'il soit une suite de la considération dont jouit la nation française.

C'est même, dans les Echelles du Levant, une prérogative accordée à la France par les capitulations avec la Porte, que des étrangers puissent être placés sous la protection des

consuls français. Ce droit est plus ou moins étendu, suivant les circonstances et les instructions qui varient en raison des temps et des lieux. Il suffit de remarquer que les consuls, lorsqu'ils ont droit d'accorder cette protection, ne doivent, conformément aux articles 144, 145 et 146 du tit. 1^{er} de l'ordonnance du 3 mars 1781, y admettre que des individus cautionnés par, ce qu'on appelle dans le pays, le corps de la nation française, ou par un commerçant français qui en devient alors civilement responsable.

Le commerce est interdit aux consuls, comme on l'a vu n. 75 : établis pour rendre justice aux commerçans et les protéger, pour soutenir et étendre le commerce national, pour écarter la cupidité et repousser la mauvaise foi, ils ne doivent pas se ranger parmi ceux dont ils sont les surveillans. Mais le Roi est le maître d'y déroger et de permettre à un commerçant, qu'il nommeroit son consul, de continuer le commerce.

L'instruction, jointe à l'ordonnance du 3 mars 1781, recommande aux consuls, comme un de leurs devoirs, de n'emprunter, dans les Echelles du Levant et de Barbarie, aucune somme d'argent, dans la crainte que la qualité de débiteur ne laissât pas à l'administration consulaire l'indépendance qui lui est nécessaire. Cette faculté leur est même for-

mellement interdite, à l'égard des Juifs, Grecs, Turcs ou Maures. Les consuls, vice-consuls et élèves vice-consuls ont, dans ces mêmes Echelles, un costume déterminé, que les agens choisis par eux ne peuvent prendre.

En cas d'absence, qui ne doit jamais avoir lieu sans la permission du Roi ou de ceux à qui il a délégué le pouvoir de la donner, le consul doit appeler le vice-consul de son département qu'il juge le plus capable pour venir remplir ses fonctions, et envoyer l'élève vice-consul placé auprès de lui pour faire le service de ce vice-consul; si même le consul qui s'absente n'avoit point de vice-consul dans son département, l'élève placé auprès de lui pourroit, suivant l'art. 24 du titre I^{er}. de l'ordonnance du 3 mars 1781, remplir les fonctions consulaires. L'art. 25 veut que tout consul qui se trouve dans le cas de quitter sa place pour une cause quelconque, laisse la correspondance et tous les autres papiers concernant le service dont il étoit chargé, à son remplaçant ou successeur, sur un inventaire dont il doit être fait trois copies, l'une desquelles est envoyée au ministre des affaires étrangères; l'autre est gardée par l'officier remplacé, pour lui servir de décharge, et la troisième est déposée aux archives du consulat.

Si le consul s'absentoit avant l'arrivée de son remplaçant, l'art. 26 veut qu'il laisse les

papiers dont il étoit chargé, avec leur inventaire, à l'élève vice-consul placé auprès de lui, ou, à défaut, qu'il les dépose, avec l'inventaire, à la chancellerie, pour être remis à son successeur.

En cas de mort d'un consul, il doit être fait par le chancelier un inventaire des papiers du consulat, en présence de l'élève vice-consul et des députés de la nation; ces papiers sont remis à cet élève, et à son défaut, ils sont, conformément à l'article 28, déposés à la chancellerie et remis ensuite à celui qui viendra exercer les fonctions de consul. L'élève vice-consul est tenu d'informer de cet événement le plus ancien vice-consul du département, pour qu'il vienne remplir l'*interim*; en attendant, il est chargé des affaires du consulat, et même l'art. 27 veut que, dans le cas où il n'y auroit dans le département aucun vice-consul, cet élève reste chargé des affaires jusqu'à l'arrivée des ordres du Roi.

SECTION II.

De la nomination et installation des Consuls.

1445. Les consuls et vice-consuls sont nommés par le Roi. Conformément à l'art. 2 du titre I^{er}. de l'ordonnance précitée, et à l'article 5 de celle du 15 décembre 1815, les consuls généraux sont pris parmi les consuls; les

consuls, parmi les vice-consuls, et les vice-consuls, parmi les élèves vice-consuls; les règles et conditions de l'éligibilité sont indiquées dans les art. 31 et suivans. L'objet de cet ordre est d'exciter l'émulation, pour qu'on ne puisse parvenir aux consulats les plus importants qu'après avoir acquis les connoissances nécessaires, et surtout pour qu'il ne soit employé que des sujets éprouvés.

En général, un consul doit être sujet du prince qui le constitue; il est rare qu'un souverain accorde ce titre à un étranger. Mais on a vu, n. 1443, que cette règle ne s'étend pas aux simples agens consulaires.

La nomination d'un consul est notifiée au souverain chez lequel il doit résider, suivant les formes déterminées par le traité qui en autorise l'établissement, ou celles que l'usage a introduites, pour obtenir de ce souverain des lettres *d'exequatur*, qui reconnoissent le caractère du consul, et l'autorisent à exercer ses fonctions. Pour les Echelles du Levant, le ministre secrétaire-d'état des affaires étrangères doit prévenir de la nomination du consul, l'ambassadeur du Roi près la Porte; cet ambassadeur obtient pour le consul l'*exequatur* qu'on nomme *barat*. Ce préalable rempli, l'ancien consul, ou le chargé d'affaires par *interim*, doit convoquer l'assemblée des notables français établis dans le lieu, qui for-

ment une association qu'on nomme *assemblée de la nation*, et y faire publier les provisions du consul, lesquelles sont ensuite enregistrées dans la chancellerie. Ces formalités sont nécessaires pour que les Français qui résident dans l'étendue du consulat soient réputés instruits de la nomination, et tenus de reconnaître l'autorité du nouveau consul.

SECTION III.

Des divers Officiers attachés aux Consulats.

1446. Il existe auprès de chaque consulat un fonctionnaire nommé par le Roi qui, sous le nom de chancelier, remplit les fonctions de secrétaire en matière politique ou administrative, de conservateur des archives, lois, ordonnances et autres actes de l'autorité ; lorsque le consul exerce les fonctions judiciaires, ce chancelier remplit celles de greffier, et même, conformément à l'article 8 de l'édit du mois de juin 1778, d'huissier, pour les assignations qu'il y auroit lieu de donner.

Le chancelier exerce encore, conformément aux art. 24 et 25 du tit. IX du liv. I^{er} de l'ordonnance du mois d'août 1681, et à l'art. 111 du tit. I^{er} de celle du 3 mars 1781, les fonctions de notaire pour tous les individus de sa nation. L'art. 31 de l'ordonnance du 24 mai

1728, défend même aux Français de passer aucun acte par-devant les notaires publics des lieux, à peine de nullité.

Les actes de l'une et l'autre fonction qu'il fait, ont la même force et les mêmes effets en France, que ceux des notaires et greffiers du royaume, lorsqu'ils sont légalisés par le consul. Il doit en conséquence se conformer aux usages de sa chancellerie, et aux règles prescrites par les lois françaises, dont le Roi a ordonné l'exécution dans les consulats.

C'est également à la chancellerie que se font les dépôts des actes de naissance et décès survenus, ou des testamens rédigés pendant la traversée d'un navire qui aborde un pays étranger, dans les cas expliqués n. 645.

Le chancelier est tenu d'écrire sur son registre les délibérations et les actes du consulat; d'y rédiger, suivant leur date, les contrats à la grosse, les polices d'assurance et autres contrats qu'il reçoit, ensemble les connoissemens et tous autres actes déposés entre ses mains, sans en faire de minutes séparées.

Il reçoit aussi les dépôts d'effets, valeurs ou titres que le consul est dans le cas d'ordonner au cours de ses opérations administratives ou judiciaires. Les valeurs déposées sont mises dans une caisse à trois serrures; une des clefs reste dans les mains du consul; la seconde dans celles du chancelier, et la

troisième dans celles du plus ancien des députés de la nation ; de manière qu'aucune extraction ne puisse être faite qu'en présence de ces trois personnes. Le consul doit annuellement adresser au ministre des affaires étrangères une note exacte de ces dépôts , de leur date , et des personnes qui les ont faits.

Le chancelier assiste au débarquement des marchandises françaises , lorsqu'elles arrivent soit sur des navires nationaux , soit sur des navires étrangers ; il délivre les expéditions dont nous avons parlé , n. 633 , aux capitaines , dans les vingt-quatre heures de la remise du manifeste , sans pouvoir , à moins de force majeure , retarder plus long-temps leur départ.

Pour assurer l'ordre dans l'exercice de ces diverses attributions , l'art. 112 du tit. 1^{er} , de l'ordonnance du 3 mars 1781 porte , qu'il y aura cinq registres cotés et paraphés à chaque feuille par l'ambassadeur , le consul ou vice-consul. Le premier est destiné à écrire tous les actes , obligations et contrats , ainsi qu'il vient d'être dit ; dans le second , sont inscrits les procès-verbaux et les délibérations des assemblées de la nation ; dans le troisième , toutes les ordonnances du Roi , les décisions ministérielles et celles des consuls ou vice-consuls , dont la publication et l'enregistrement doivent être faits conformément à l'art. 9

du titre I^{er} de cette ordonnance ; le quatrième est destiné à inscrire tous les dépôts faits à la chancellerie, et le cinquième, à transcrire tous les manifestes d'entrée et de sortie des marchandises et autres objets importés ou exportés.

Les règles sur la nomination et les qualités requises pour être pourvu aux fonctions de chancelier, celles qui concernent les droits et les obligations de cet agent, sont déterminées par les art. 16 et suivans du titre IX du liv. 1^{er}. de l'ordonnance de 1681 ; par l'édit du mois de juillet 1720, par les art. 106 et suiv. du tit. I^{er} de l'ordonnance du 3 mars 1781, et par celle du 22 juillet 1821. Lorsqu'il n'y en a pas de nommé, ou en cas d'absence ou de décès, le consul peut commettre à l'exercice de ses fonctions, une personne capable, lui faire prêter serment, lui confier la garde du sceau et le droit de sceller les actes consulaires, ainsi que de remplir les fonctions de notaire, greffier et huissier du consulat.

1447. La nécessité de faire des traductions, dont la vérité et l'exactitude doivent être attestées sous la foi du serment, et diverses circonstances dans lesquelles le consul seroit obligé de s'expliquer, obligent à recourir à des interprètes. C'est principalement dans le Levant que cette nécessité est plus grande ; ils y

dans ses états s'engage tacitement, par cela même, à lui donner toute la liberté et toute la sûreté nécessaires pour remplir convenablement les fonctions dont il consent qu'il ait l'exercice. On ne peut pas dire cependant que les consuls représentent leur souverain, comme des ambassadeurs, des ministres publics ayant une mission politique : celle des consuls est trop bornée pour leur attribuer ce caractère, et par conséquent pour leur procurer l'inviolabilité et l'indépendance absolue dont jouissent les ambassadeurs ou autres ministres publics. Assez généralement, ils ont le droit de placer, à la porte extérieure de la maison qu'ils habitent, un écusson ou tableau indiquant leur qualité, sans toutefois qu'on puisse, à moins que des capitulations spéciales ne l'aient déterminé, en induire aucun droit d'asile, ni la faculté de soustraire les individus qui y résident ou qui s'y réfugioient, aux recherches de la justice locale. Quant à leur personne, les règles sur les poursuites qui pourroient être intentées contre eux, pour les cas dans lesquels ils seroient prévenus d'avoir troublé l'ordre public, ou d'avoir commis tout autre délit, dépendent des traités faits entre les états respectifs, ou de l'usage auquel il n'a pas été dérogé par des traités particuliers. Il en est de même des actions que des particuliers auroient à former contre eux.

Ces privilèges sont beaucoup moins étendus dans les états chrétiens que dans les pays mahométans. Dans ces derniers, les consuls ont le privilège de ne payer aucune taxe ni impôt, et de ne pouvoir être emprisonnés pour quelque cause que ce soit, sauf à demander justice contre eux à la Porte.

A l'égard des actions qu'un Français auroit à former contre le consul ou vice-consul de sa nation, il ne doit, dans la règle, le poursuivre qu'en France. Ce n'est pas que les tribunaux du lieu fussent absolument incompétens, comme dans les mêmes cas où ils le sont à l'égard des ambassadeurs : cette incompétence n'existeroit qu'autant que des traités leur interdiroient la connoissance de cette contestation, ainsi qu'il est réglé par les capitulations de la France avec l'empire Ottoman ; ou qu'au lieu de simples intérêts pécuniaires, il s'agiroit de faits relatifs à l'exercice des fonctions du consul (1). Mais il n'est pas douteux que les tribunaux français, devant lesquels on voudroit faire valoir une condamnation obtenue contre un consul en pays étranger, pourroient n'y avoir aucun égard, puisqu'ils ont, comme on le verra n. 1488, ce droit, même pour des condamnations contre de simples particuliers, et que même

(1) Cassation, 3 vendémiaire an 9.

ils devroient, d'après l'article 2 de l'édit du mois de juin 1778, prononcer les amendes ou peines résultant de cette infraction.

Du reste lorsque des particuliers ont quelques protestations à faire contre les actes du consul, le chancelier doit les recevoir, conformément à l'article 114 du titre I^{er} de l'ordonnance du 3 mars 1781, et en adresser expédition au ministre des affaires étrangères.

CHAPITRE II.

De la juridiction des Consuls.

1449. Nous avons vu, n. 1439, que les consuls avoient, entr'autres attributions, celle de rendre la justice aux sujets du souverain qui les avoit nommés. Mais cette attribution n'étant, par la position du consul, susceptible d'être exercée qu'en pays étranger, la nécessité d'en coordonner l'exercice aux droits de juridiction que chaque souverain a dans ses états, oblige à considérer cette autorité des consuls, sous deux rapports : 1°. ce qu'elle peut être relativement aux droits du souverain territorial; 2°. ce qu'elle est en elle-même, c'est-à-dire, dans les droits du consul à l'égard des sujets de son souverain.

Ces rapports feront l'objet des deux pre-

mières sections de ce chapitre. Dans la troisième, nous indiquerons la procédure qui qui s'observe devant les consuls français.

SECTION PREMIÈRE.

De la Juridiction du Consul dans ses rapports avec l'état étranger où il réside.

1450. Le droit de contraindre à exécuter une décision par l'emploi de la force publique, est une émanation de la souveraineté : tous les états sont intéressés à maintenir cette règle ; tous la respectent ou l'invoquent au besoin. Les cours, les tribunaux, et les fonctionnaires à qui est confié l'exercice de la juridiction contentieuse ou volontaire, n'ont ce pouvoir que par délégation ; et encore dans les législations qui ont le mieux observé les vrais principes, ce n'est pas le

Pr. { 146. magistrat qui commande l'exécution de ses
545. actes ; le titre en vertu duquel est faite cette exécution parée, est revêtu d'une formule intitulée du nom du souverain qui commande que l'acte soit exécuté par l'emploi de la force publique, s'il est nécessaire. C'est ce qui explique par quels motifs tous les gouvernemens refusent de reconnoître une force exécutoire dans les jugemens ou actes étrangers. Il s'ensuit qu'un souverain n'a pas le droit,

par sa seule autorité, d'instituer en pays étranger un juge ou un tribunal pour décider sur les contestations entre ses sujets, par des jugemens qui, d'eux-mêmes, puissent avoir force exécutoire dans ce pays.

1451. Ces principes généraux peuvent être modifiés par les diverses conventions qui interviennent entre les souverains, non-seulement en ce qui concerne l'exécution des actes et jugemens étrangers dans leur territoire, mais encore relativement à la juridiction des consuls et à l'effet de leurs jugemens. Des connoissances de fait sont plus nécessaires sur cette matière que des théories. Nous ne devons pas manquer toutefois de faire observer que l'extrême différence produite par l'état de la civilisation, entre les pays éclairés par le christianisme, et les peuples qui suivent d'autres religions, en a nécessité et introduit une grande dans ce qui concerne la juridiction des consuls.

Les pouvoirs de ces officiers sont en général fort étendus dans les pays hors chrétienté; le Roi s'y est procuré une sorte d'extra territorialité qui donne à ses consuls, sur tous les individus de la nation française, même pour la police, la punition des délits et la poursuite des crimes, presque les mêmes droits que le magistrat ordinaire auroit sur eux dans leur

patrie. Ces droits résultent des capitulations faites en 1535, renouvelées et augmentées successivement en 1604, 1673 et 1740; et c'est dans cet esprit que l'art. 1^{er} de l'édit du mois de juin 1778 et l'art. 7 du titre I^{er}. de l'ordonnance du 3 mars 1781, spéciale pour les consulats du Levant et des côtes de Barbarie, portent que les consuls rendront la justice et y ordonneront de la police.

Les droits des consuls chez les nations chrétiennes sont beaucoup plus restreints; il est peu de pays où leurs jugemens aient l'exécution parée comme ceux des juges locaux: car le seul fait qu'on a admis des consuls avec droit de juger, ne suffit pas pour donner force exécutoire à leurs jugemens. Quelquefois cette exécution doit être demandée, et n'est accordée qu'avec connoissance de cause; quelquefois cette juridiction est réduite aux seuls effets d'un arbitrage.

Cependant, il est de droit commun dans ces mêmes pays, qu'indépendamment des traités particuliers, et sans qu'ils soient nécessaires, toutes les discussions relatives aux salaires et conditions d'engagemens des gens de mer, et tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, entre les gens de l'équipage, ou entre eux et leurs capitaines, ou entre les capitaines de divers bâtimens nationaux, soient terminés par les consuls. Les juges des

lieux, lorsqu'ils sont saisis de ces sortes de demandes, ont l'attention de les renvoyer devant le consul de la nation dont le navire porte le pavillon; et même, dans le cas où il n'y a pas de consul, devant les juges naturels, en prêtant main-forte au capitaine pour l'exécution de ses ordres, sans en apprécier le mérite. Les intérêts respectifs des souverains commandent ces règles pour prévenir, soit les mutineries des gens de l'équipage contre leur capitaine, soit leur refus de continuer le voyage ou de retourner sur le navire au temps du départ. On ne distingue même pas si les gens de l'équipage sont de la nation du consul, ou d'une autre nation. La présomption est que, s'étant engagés au service d'un navire, ils se sont soumis au capitaine, et, par une suite nécessaire, à reconnoître le consul de sa nation pour juger tout ce qui a rapport au voyage entrepris.

SECTION II.

De la Juridiction du Consul à l'égard des Français.

1452. Le Roi, dans sa sollicitude, a supposé que les Français se reportoient dans les conventions qu'ils avoient occasion de faire entr'eux en pays étranger, aux lois ou usages

de leur nation, plutôt qu'à ceux du pays qu'ils habitent temporairement. Il a envisagé quelle étoit la force de l'habitude, et considéré que l'amour de la patrie est mieux conservé dans le cœur de ceux qui en retrouvoient les formes et les institutions en pays étrangers; il a donc attribué à ses consuls le droit de juger toutes contestations, de quelque nature qu'elles soient, entre les Français commerçans, navigateurs et autres, dans l'étendue de leurs consulats. Il a même imposé à ceux-ci l'obligation de ne porter leurs causes devant aucune autorité étrangère; et en conséquence l'article 2 de l'édit du mois de juin 1778, punit l'infraction de cette défense par une amende de 1,500 francs, applicable, savoir: pour les Echelles du Levant et de Barbarie, à la chambre de commerce de Marseille; et pour les autres consulats, aux chambres de commerce les plus proches du pays où les contraventions auront été commises. Ces condamnations, qui emportent contrainte par corps, sont prononcées à la diligence des procureurs-généraux près les cours où ressortissent les appels des sentences des consuls devant lesquels les contrevenans eussent dû se pourvoir. L'article 3 de cet édit charge les consuls de constater les contraventions aux droits de leur juridiction, par des procès-verbaux ou informations aux-

quels il est procédé en présence des contrevenans ou eux dûment appelés, et d'adresser le tout au ministre des affaires étrangères, pour qu'il le transmette aux procureurs-généraux, chacun dans leur ressort. Ce ministre doit, en outre, rendre compte au Roi, des actes d'insubordination et de désobéissance qui seroient ainsi commis contre l'autorité confiée aux consuls, afin d'y être pourvu. Mais, indépendamment des exceptions dont nous allons parler, il est bon de remarquer que cette disposition n'est relative qu'à des actions en justice, et qu'elle ne s'oppose point à ce qu'un Français porteur d'un titre qui seroit exécutoire en France, s'adresse au juge territorial étranger pour obtenir cette même exécution dans son ressort (1).

1453. Ces dispositions sont la conséquence du principe général, qu'un souverain peut commander à ses sujets même résidant en pays étranger, tant qu'ils prétendent conserver cette qualité, par ce qu'on appelle *es- Civ. 17.*
prit de retour; et qu'assurer, par les moyens qu'il juge convenables, l'exécution de ce commandement, ce n'est point excéder les limites que la sagesse et la raison apportent naturellement à l'exercice de la souveraineté.

(1) Rejet, 11 décembre 1809.

C'est à cette condition que le Français est réputé avoir obtenu la permission de se fixer en pays étranger, sans perdre sa qualité; c'est à cette condition qu'il jouit du droit d'invoquer l'aveu et la protection du Roi dans le lieu qu'il habite.

Cependant, les lois doivent être sainement entendues, et ne pas recevoir une application qui contrarieroit évidemment l'intention du législateur. Le but qu'on se propose en obtenant une condamnation, est d'avoir des moyens de forcer le condamné à s'y conformer: si la nature des rapports politiques de la France avec le pays où le consul français est établi, n'assuroit point au Français qui obtiendrait contre l'un de ses compatriotes une condamnation du consul, les moyens de la faire exécuter dans ce pays, il ne semble pas juste qu'il soit puni pour avoir eu recours à la juridiction locale qui lui offroit seule ces avantages. Ainsi, un Français qui auroit intérêt à obtenir quelque condamnation de nature à être exécutée en pays étranger, n'encourroit pas les peines prononcées ci-dessus, pour avoir traduit un autre Français devant les juges du lieu, si les traités n'assuroient pas à celui qui auroit obtenu un jugement du consul, le droit de le faire exécuter.

1454. Il ne faut pas en conclure que

même dans ce cas, le Français qui voudroit ultérieurement agir contre son adversaire en France, n'ait aucun intérêt à provoquer un jugement du consul. Quoique sans force en pays étranger, lorsque le souverain territorial n'a pas consenti à ce qu'ils eussent dans ses états une force exécutoire, ces jugemens ne sont pas nuls en eux-mêmes et dans les rapports avec la France. Ils doivent y avoir la même force que ceux de tout autre tribunal français, puisque les fonctionnaires qui les ont rendus sont investis par le Roi du droit de juger ; tandis que si la condamnation avoit été obtenue des juges étrangers, la cause, à moins de conventions politiques contraires, Pr. 546. devroit être de nouveau jugée en France. En vain diroit-on, dans ce cas, qu'il est contradictoire qu'une même cause soit jugée deux fois dans deux tribunaux différens, entre les Civ. 1351. mêmes parties et pour le même objet. Cela est vrai en général, mais ici l'exception est commandée par la nature des choses.

Les principes en cette matière sont donc faciles à saisir. Lorsque le Roi a pris des mesures pour que ses consuls aient, dans le territoire d'une souveraineté étrangère, une libre et facile juridiction sur ses sujets, et que leurs jugemens soient ou puissent devenir exécutoires, aucune raison ne s'oppose à l'application des peines portées par l'art. 2 de l'édit

du mois de juin 1778, contre ceux qui traduiroient leurs concitoyens devant des juges étrangers ; et si celui qui a obtenu ce jugement étranger venoit en demander l'exécution en France, ce ne seroit point le cas pour les tribunaux français d'en connoître. Lorsque le Roi n'a pas stipulé ce droit pour ses consuls, on ne peut punir les Français de s'être adressés aux juges étrangers, pour en obtenir des jugemens destinés à recevoir exécution dans le pays soumis à leur juridiction. Mais si ce Français veut poursuivre son compatriote en France, il sera repoussé, jusqu'à ce que le droit prétendu ait été reconnu par jugement du consul ; et même on pourra appliquer les peines de l'art. 2 de l'édit, à celui qui viendrait en France réclamer l'exécution du jugement étranger, au lieu d'avoir traduit son adversaire à la juridiction du consul.

Il pourroit arriver que les parties ne s'adressassent, ni au consul, ni aux tribunaux étrangers, mais à des arbitres. Il n'y auroit pas lieu à l'application de la peine dont nous venons de parler, parce que l'arbitrage, en tant qu'il n'est pas interdit sur quelques matières, par la loi, est favorable ; seulement celui qui auroit la décision des arbitres en sa faveur seroit obligé, pour en obtenir l'exécution en France, de la faire homologuer, soit par le consul suffisamment autorisé à cet effet par le titre

de son institution , soit par les tribunaux français , conformément à ce que nous avons dit n. 1402 et suivans.

SECTION III.

De la Procédure devant les Consuls français.

1455. Lorsqu'une contestation est portée devant le consul, d'après les principes et les règles qui viennent d'être exposés, ce fonctionnaire ou celui, qui le remplace, suivant ce qui a été dit ci-dessus, statue, conformément à l'art. 6 de l'édit du mois de juin 1778, assisté de deux Français choisis parmi les notables résidant dans l'étendue du consulat, âgés de vingt-cinq ans au moins; ces notables ont voix délibérative, à l'effet de quoi ils prêtent, la première fois qu'ils sont appelés, sans être obligés de le réitérer, le serment exigé des juges. Néanmoins, d'après l'art. 7, le consul peut rendre seul toutes sentences dans les Echelles où il est impossible de se procurer des notables, à la charge par lui de faire mention de cette impossibilité.

Comme il n'existe pas de consul à Constantinople, l'article 38 décide que les fonctions judiciaires y sont remplies par trois notables de la nation, nommés commissaires d'office par l'ambassadeur de France. L'acte de nomination indique celui d'entre eux qui rem-

plira les fonctions de consul, à l'effet de rendre les ordonnances sur requêtes ou autres actes d'instruction dont nous allons parler.

1456. La procédure devant les consuls français est réglée par les art. 1^{er} jusques y compris 38 de l'édit du mois de juin 1778.

La demande est introduite par une requête que la partie présente elle-même ou par un fondé de pouvoir; elle peut aussi se borner à faire à la chancellerie une déclaration circonstanciée de l'affaire, et un exposé de ses conclusions, dont il lui doit être délivré expédition pour tenir lieu de requête. Sur cette requête ou déclaration, le consul ordonne que les parties comparoîtront en personne aux lieu, jour et heure qu'il juge à propos d'indiquer, suivant l'éloignement et les circonstances; il peut même ordonner que les parties comparoîtront d'heure à heure, dans les cas qui lui semblent requérir célérité; et sa décision est exécutée, nonobstant opposition ou appel, comme dans le cas prévu n. 1367. Si l'action étoit intentée contre le chancelier, le consul doit prendre les mesures nécessaires pour lui substituer une personne qui exercera ses fonctions, de la même manière que le feroit un tribunal en France, si son greffier étoit partie dans le procès porté devant lui.

La requête ou déclaration est signifiée par

le chancelier ou celui qui en remplit les fonctions, avec les pièces au soutien de la demande; néanmoins, si elles sont trop longues, la partie peut les déposer à la chancellerie en sommant le défendeur d'en prendre communication. Cette signification contient en outre, assignation à comparoître devant le consul, aux lieu, jour et heure indiqués par son ordonnance. Elle doit être faite en parlant à la personne du défendeur, ou à son domicile, s'il en a un connu dans le consulat, et par affiche dans la chancellerie du consulat, pour ceux qui n'y ont pas de domicile, qui se sont absentés, ou qui ne peuvent être rencontrés. Quant aux navigateurs et passagers qui n'ont d'autre demeure que leur navire, on doit suivre à leur égard les règles que nous avons données, n. 1366. Il doit être fait mention, dans l'original et dans la copie, du nom du défendeur, de la personne à laquelle la signification a été laissée, ou de l'affiche qui en a été faite; l'original et la copie sont signés de l'officier qui fait la signification. Il n'est pas besoin d'observer d'autres formalités, mais elles sont prescrites à peine de nullité.

1457. Les parties doivent se présenter en personne devant le consul; elles peuvent, en cas de maladie, d'absence ou autres empêchemens, déposer ou faire déposer à la chancel-

lerie, des mémoires signés d'elles, contenant le développement de leurs demandes et défenses, en y joignant leurs titres; elles peuvent aussi, par procuration ou déclaration spéciale déposée à la chancellerie, constituer des mandataires pour les représenter.

Sur ces comparutions, mémoires, titres ou déclarations, le consul doit rendre sur-le-champ une sentence définitive, si la cause lui paroît suffisamment instruite. Lorsqu'il juge nécessaire d'entendre l'une des parties, qui auroit quelque empêchement légitime de se présenter en personne, le consul commet l'un des officiers du consulat, ou des notables de la nation, qui doit interroger cette partie sur les faits susceptibles d'éclaircissemens; le chancelier, ou l'officier qui en fait fonctions, l'assiste et rédige l'interrogatoire.

S'il y a nécessité de faire descente sur les lieux ou à bord d'un navire, le consul peut ordonner qu'il s'y transportera en personne, ou nommer à cet effet un commissaire; et l'on observe les fonctions indiquées n. 1373 pour de semblables opérations devant les tribunaux de commerce.

Lorsqu'il s'agit seulement de connoître la valeur, l'état ou le dépérissement de quelques effets ou marchandises, le consul peut se borner à nommer d'office, parmi les Français qui se trouvent dans son consulat, des

experts qui, après avoir prêté le serment requis, procèdent en présence des parties, ou elles dûment appelées, aux visites et estimations ordonnées; leur procès-verbal doit être déposé à la chancellerie, pour en être délivré, aux parties, des expéditions sur lesquelles elles peuvent fournir leurs observations. Il n'est pas nécessaire de faire signifier ces procès-verbaux, pour que le consul rende son jugement.

1458. Si les parties sont contraires en faits dans quelques cas où la preuve testimoniale est admissible, elles doivent indiquer sur-le-champ leurs témoins; et le consul ordonne qu'ils soient assignés à comparoître devant lui, aux jour et heure fixés par la même sentence ou ordonnance.

Les parties qui étoient présentes au jugement par lequel la preuve a été ordonnée, sont tenues, sans qu'il soit besoin d'assignation nouvelle, de comparoître devant le consul pour faire l'enquête. Quant à celles qui ont envoyé leur mémoire, ou qui se sont fait représenter par des fondés de pouvoirs, la seule signification de l'ordonnance vaut, à leur égard, sommation d'indiquer leurs témoins, et assignation pour être présentes à l'enquête.

Les Français indiqués pour témoins doivent être assignés par le chancelier en vertu de la sentence et de l'ordonnance du consul.

Ils sont tenus de se présenter exactement sur l'assignation ; les défailans qui n'ont pas fait apparôître d'excuse légitime au consul, doivent être condamnés à 50 fr. d'amende pour le premier défaut, et à 100 fr. pour le second : ces amendes sont applicables à la caisse des pauvres. En cas de désobéissance réitérée par le même témoin, l'amende est double pour chaque récidive, encore que ce fût dans différentes affaires. Le consul peut aussi prendre des mesures, autant que la prudence et les conventions diplomatiques le permettent, pour que le gouvernement du lieu lui accorde main-forte, à l'effêt de contraindre par corps le témoin français qui fait défaut, à venir déposer.

Quant aux étrangers, le consul français doit faire, vis-à-vis de leurs consuls, les réquisitions d'usage, pour obtenir l'ordre de les faire comparôître, et les entendre, suivant les formes convenues. En ce qui touche les sujets des puissances dans lesquelles les consulats sont établis, il doit se conformer, pour les faire comparôître, ou du moins pour obtenir leur déclaration, aux capitulations et usages observés dans les différens lieux. Ces règles et usages sont arbitraires, parce qu'ils sont toujours subordonnés au principe que le consul, quel que soit d'ailleurs le droit qui lui a été concédé sur les individus de sa na-

tion, n'en a aucun de contraindre les étrangers à comparoître devant lui.

Lorsque, parmi les étrangers témoins, il s'en trouve à qui la langue française est inconnue, on emploie le ministère d'un interprète, qui fait, au préalable, devant le consul, le serment en tel cas requis, à moins que ce ne soit le drogman ou autre interprète officiel attaché au consulat, qui auroit prêté serment lors de sa réception.

Tout ce que nous avons dit sur les enquêtes devant les tribunaux de commerce reçoit son application; c'est seulement ici le lieu de remarquer plus particulièrement que le serment des témoins doit être prêté par eux, et reçu par le consul, suivant les formes consacrées par la religion que professe celui qui dépose.

1459. Les sentences des consuls emportent la contrainte par corps dans les mêmes cas où elle peut être prononcée par les tribunaux de commerce de France, et produisent les mêmes effets. La seule signification faite aux parties condamnées, dans la forme ci-dessus prescrite pour les assignations, des sentences définitives contradictoires ou par défaut, tient lieu de toute autre signification et de commandement. Il est néanmoins permis de se rendre opposant aux sentences par défaut, au moyen d'une requête présentée au

consul dans les trois jours de la signification, si la partie est présente; mais si elle est absente et n'a pas de fondé de pouvoirs présent, le délai de l'opposition ne court contre elle que du jour où elle a pu en avoir connoissance. Ce que nous avons dit n. 1381, sur la nature des poursuites ou des actes qui pourroient faire présumer que la partie condamnée a eu cette connoissance, seroit ici applicable.

Les sentences rendues par les consuls sont exécutoires en France, comme on l'a vu n. 1454. Aucun mandement de justice n'est nécessaire, comme en matière d'arbitrage, parce que les consuls ont caractère public et délégation du Roi pour rendre la justice, sauf les voies de droit ouvertes au profit des parties qui prétendroient que le consul étoit incompetent. Elles sont exécutoires hors les possessions françaises, par toutes les voies praticables d'après les traités, l'usage ou les lois locales, soit dans les pays où elles ont été rendues, soit dans ceux où il s'agit de les exécuter.

Les appels des sentences rendues, tant aux Echelles du Levant, qu'aux côtes de l'Afrique, et par la commission consulaire de Constantinople, ressortissent à la cour royale d'Aix; et quant aux autres consulats, à celle des cours qui est la plus proche du lieu où la sentence

a été rendue, conformément à l'article 37 de l'édit du mois de juin 1778.

1460. Les consuls peuvent ordonner que leurs sentences fondées sur des lettres de change, billets, arrêtés de compte ou autres obligations par écrit, seront exécutoires par provision, nonobstant opposition ou appel, et sans qu'il soit besoin de caution. Quant à celles qui sont relatives à des conventions verbales ou à des comptes courans, le consul peut ordonner qu'elles seront exécutées nonobstant l'appel, mais en donnant caution.

Celui qui veut faire ainsi exécuter une sentence dont la partie condamnée a fait signifier l'appel, doit présenter au consul une requête par laquelle il indique sa caution; le consul ordonne que les parties viendront devant lui aux jour et heure qu'il désigne, pour être procédé, s'il y a lieu, à la réception de cette caution; la requête et l'ordonnance rendue sont signifiées au défendeur dans les formes prescrites n. 1383. Il suffit, pour admettre la caution, qu'elle soit notoirement solvable, sans être obligée de fournir un état de ses biens; la partie peut d'ailleurs y suppléer, en déposant le montant des condamnations dans la caisse du consulat; et la signification faite de la reconnoissance, remplace la présentation de caution.

CHAPITRE III.

De diverses attributions données aux consuls.

1461. Les consuls ont un grand nombre d'attributions qui tiennent aux droits et intérêts du gouvernement qui les a institués, et qui les rapprochent souvent des agens diplomatiques, principalement lorsqu'il s'agit de réclamer les droits et privilèges de leurs concitoyens, et de remplir le devoir de protection pour lequel ils sont principalement institués. Mais cette protection, toute politique, ne s'étendrait pas jusqu'à la défense particulière des intérêts d'un individu absent, assigné devant un tribunal. Sans doute le consul pourra fournir des notes, éclairer les juges, et, si la demande est formée au nom du gouvernement, agir diplomatiquement. Mais il seroit essentiellement contraire à la dignité des fonctions du consul, de se présenter devant un tribunal pour y plaider, en quelque sorte, au nom de son gouvernement, la cause d'un particulier.

Le consul est chef de la nation, c'est-à-dire de la réunion de ses compatriotes, qui sont fixés dans le lieu de son établissement,

et qui jouissent de la prérogative d'assister aux assemblées tenues pour l'intérêt commun; il a la présidence de ces assemblées, le droit de faire exécuter les délibérations qui y ont été prises, la direction générale des affaires concernant le commerce, le bien et l'avantage des nationaux. C'est dans les instructions qui lui sont adressées qu'il doit trouver les règles de sa conduite. Les articles 41 et suivans du titre II de l'ordonnance du 3 mars 1781, contient, à cet égard, un grand nombre de dispositions qui ne sont pas susceptibles d'analyse.

Les expéditions des actes reçus par le chancelier doivent être légalisées par le consul ou celui qui le remplace; et, avec cette formalité, elles font foi. Dans les pays où il n'y a pas de consul, les actes sont légalisés par l'ambassadeur y résidant, ou tout autre envoyé du Roi; et, si cela n'est pas praticable, par un certain nombre de notables commerçans de la nation.

1462. Un consentement unanime des gouvernemens reconnoît encore, dans chaque consul, le droit de constater la naissance, le mariage et le décès des individus de sa nation qui résident dans le pays où il exerce ses fonctions; et, conformément à ces principes, les lois françaises, tout en admettant la validité des actes reçus par des fonctionnaires

étrangers, et avec les formes usitées dans le
 Civ. { 48. pays, accordent la même faveur à ceux que
 { 170. rédigent les consuls, d'après les formes usi-
 tées en France.

1463. Les droits et obligations des consuls ne se bornent pas à constater les décès; ils s'étendent quelquefois jusqu'à apposer les scellés et à faire inventaire des objets délaissés par le défunt.

Mais, à cet égard, il faut d'abord distinguer entre les pays où le droit d'aubaine est aboli, soit par des traités positifs, soit par l'usage qui, même dans certains pays où ce droit existe, en excepte les commerçans : car, si par les lois du pays les successions des étrangers étoient attribuées au fisc, toute intervention du consul seroit sans objet.

Lorsque le droit d'aubaine n'existe pas, il n'est besoin de prendre des mesures qu'en cas d'absence des héritiers ou de leurs fondés de pouvoirs.

Il est certains pays où le consul jouit de toute la plénitude des droits attribués, en France, aux juges de paix, pour apposer les scellés, aux notaires, pour faire les inventaires, et aux tribunaux civils, pour ordonner les dépôts et séquestres. Dans l'empire ottoman, l'art. 22 des capitulations de 1673 et 1740, reconnoît tous ces droits aux consuls de

France ; en conséquence, les art. 85 et suivans du titre II de l'ordonnance du 5 mars 1781, décident qu'en cas de décès d'un Français, le consul ou vice-consul doit mettre le scellé sur ses meubles effets , empêcher que le scellé des officiers de la justice du pays y soit apposé , et faire procéder incessamment à l'inventaire des biens et effets de ceux qui seront décédés, sans héritiers, sur les lieux, et en charger le chancelier au bas de l'inventaire, en présence de deux principaux négocians , qui le signent. Si toutefois le défunt avoit constitué un procureur pour recueillir ses effets, ils lui seroient remis, et le consul ou le vice-consul est tenu d'envoyer promptement une copie de l'inventaire des biens du décédé, au ministre des affaires étrangères, et une autre à la chambre de commerce de Marseille, pour qu'ils puissent faire avertir les intéressés.

Dans d'autres pays, ces appositions de scellés et inventaires ont lieu par un notaire accompagné d'un magistrat, en présence du consul et de deux personnages dignes de foi; et les sommes ou valeurs sont déposées, soit dans un établissement public, soit dans les mains de deux ou trois commerçans nommés par le consul. C'est ce qui se pratique en Russie, le traité du 11 janvier 1787 rendant applicable aux Français cette règle établie par

l'art. 26 du traité du 1^{er} novembre 1785, entre cette puissance et l'Autriche.

Civ. } ^{1004.}
 } ^{1007.} 1464. Le défunt pourroit avoir fait un testament, et institué un exécuteur testamentaire ou un légataire universel. Les cas dans lesquels le testament ne peut avoir son effet sans ordonnance de justice, s'il est olographe, et sans envoi en possession, si le défunt a laissé des héritiers à qui une réserve est due, présentent quelques difficultés.

Les ordonnances nécessaires à ce sujet doivent être rendues par le tribunal du domicile du décédé, s'il n'avoit qu'une simple résidence en pays étranger; et alors le consul ou les autorités locales ne peuvent se dispenser de faire les actes conservatoires que nous venons d'indiquer.

Si, au contraire, le Français décédé avoit véritablement fixé son domicile en pays étranger, ce pays devant être considéré comme lieu d'ouverture de sa succession, il faudroit appliquer, autant que la matière en est susceptible, les règles de compétence dont nous avons parlé n. 1450 et suivans.

Dans les pays où le consul jouit de la plénitude de la juridiction, il pourroit, comme un tribunal français, ordonner l'exécution du testament olographe, envoyer, s'il y avoit lieu, le légataire universel en possession, et,

s'il s'élevoit des contestations sur la validité du testament, les titres et les droits des héritiers, statuer comme les tribunaux ordinaires de France. Mais, dans ceux où les décisions des consuls n'ont point d'exécution parée, il est évident qu'on doit s'adresser aux juges des lieux. C'est ce qui résulte de l'article 26 du traité entre l'Autriche et la Russie, du 1^{er} novembre 1785, que nous avons vu être applicable à la France.

1465. Le titre III de l'ordonnance du 3 mars 1781 détermine, avec un grand détail, les droits et les devoirs des consuls, relativement à la police de la navigation française dans les Echelles, et les obligations imposées aux capitaines; la plupart de ces règles sont applicables aux consulats de chrétienté, sauf les modifications que les usages, presque toujours fondés sur la réciprocité, ont pu introduire. Les consuls reçoivent les rapports des capitaines de leur nation, dans les cas que nous avons fait connoître n. 639 et 648. Ces capitaines remettent à la chancellerie les actes semblables qu'ils ont faits dans d'autres ports pour des causes et accidens de même nature; ils doivent aussi, à leur départ, conformément au règlement du 1^{er} mars 1716, prendre un certificat du consul, contenant déclaration du temps de leurs arrivée et dé-

part, et de ce qui compose leur chargement ; le tout sans préjudice des obligations que les lois locales leur imposent, obligations qui sont, comme on l'a vu, n. 647, des règles de police, et doivent être remplies par tout navigateur, quel que soit son pays.

Lorsque, par tempête ou autres accidens, des navires échouent sur les côtes d'un état, le consul de la nation à laquelle ces navires appartiennent est tenu, si les parties intéressées ne se présentent pas pour y procéder, de faire toutes les dispositions nécessaires pour les sauver, ainsi que le chargement, les agrès, etc., conformément à ce qui a été dit n. 643, 840 et 869. L'autorité locale ne s'en mêle ordinairement que pour donner au consul, au capitaine et à l'équipage du navire naufragé ou échoué, tous les secours qu'ils lui demandent, soit pour la célérité et la sûreté du sauvetage et des effets sauvés, soit pour éviter tous désordres. Le consul dresse les inventaires et procès-verbaux pour la conservation des droits des intéressés.

Lorsqu'au cours de ces opérations les intéressés se présentent, le consul doit se retirer et leur laisser entière liberté ; son intervention n'ayant lieu que pour la conservation des droits des absens.

Si le naufrage arrive à une telle distance de la résidence du consul, qu'il ne puisse pas se

transporter ou envoyer sur les lieux, l'autorité territoriale préside au sauvetage, sauf à se retirer, le consul survenant, et à lui remettre l'expédition des procédures, dont les frais, ainsi que ceux du sauvetage, sont remboursés par le consul, de la manière que nous avons indiquée n. 86g.

Les marchandises et effets sauvés sont déposés à la douane ou autre lieu de sûreté le plus prochain, avec l'inventaire qui en a été dressé par le consul, ou en son absence, par l'autorité locale; ces effets et marchandises sont ensuite délivrés, après le prélèvement des frais et sans forme de procès, aux propriétaires qui, munis de la main-levée du consul le plus proche, les réclament par eux-mêmes ou par leurs mandataires, soit pour les réexporter, soit pour les vendre dans le pays, si elles ne sont pas prohibées. Dans ce dernier cas, les marchandises se trouvant avariées, le consul doit faire des démarches pour obtenir une modération sur les droits d'entrée, proportionnée au dommage constaté par le procès-verbal dressé lors du naufrage ou de l'échouement.

1466. Nous avons vu, n. 936, que lorsqu'un gouvernement accorde des primes sur des objets importés directement dans un port étranger, le capitaine devoit faire, en présence

du consul ou d'une personne déléguée par lui, le déchargement et la pesée de la cargaison, afin de rapporter un certificat énonçant la quantité déchargée, pesée et vendue dans le port.

Les mesures sanitaires que les états prennent dans leur territoire donnent souvent occasion aux consuls de délivrer des patentes de santé, et de correspondre avec les administrations sanitaires, suivant les principes et les règles posés par la loi du 3 mars 1822, et par les ordonnances rendues pour son exécution.

C'est encore le consul qui délivre les certificats d'origine des marchandises, lorsqu'il est nécessaire qu'avant d'entrer dans les terres de son souverain, on justifie qu'elles ne sont pas prohibées, ou qu'en vertu de quelque traité elles ne paient pas, si elles viennent de *tel* pays, les mêmes droits qu'elles paieroient si elles étoient venues d'un autre. Enfin, il existe beaucoup d'autres formalités relatives à la navigation, aux pêches, aux douanes et à la course maritime, qui dépendent des lois ou réglemens des nations à qui appartiennent les consuls, et auxquels ceux-ci doivent se conformer.

Les consuls doivent envoyer, à la fin de chaque année, des états d'entrée et de sortie des navires français et étrangers arrivés au port de leur résidence. Ils doivent y joindre

un tableau comparatif de la différence de nombre et d'importance de ces navires, entre l'année courante et celle qui l'a précédée ; y ajouter des observations sur les moyens d'étendre le commerce national, de l'encourager, etc. Pour se procurer ces renseignemens, le consul doit étudier la nature des productions locales, rechercher quels sont les objets qui se rapprochent du goût des habitans, afin de procurer des facilités et des avantages aux échanges, en un mot, tout ce qui peut agrandir la sphère des opérations commerciales.

CHAPITRE IV.

Des droits de répression et de haute-police attribués aux consuls sur les individus de leur nation.

1467. Nous avons vu, n. 1452 et suiv., comment les consuls avoient juridiction sur les personnes de leur nation pour les jugemens des intérêts privés, lors même que ces jugemens n'auroient pas force exécutoire dans le pays de leur résidence. Mais ces principes ne peuvent s'appliquer à la punition des actions coupables. En effet, si une telle action a été commise dans l'étendue du territoire où le consul n'exerce pas ses fonctions, cet officier

n'a aucun pouvoir, même apparent; si cette action s'est passée dans le lieu où il exerce ses fonctions, les mesures de répression étant de nature à n'être appliquées que par l'emploi de la force publique et des actes extérieurs d'autorité, les traités ou capitulations peuvent seuls déterminer les droits du consul.

Dans tous les pays de chrétienté, une sorte de consentement unanime et d'uniformité dans les lois pénales, attribuée aux tribunaux du lieu où l'action coupable a été commise, le droit d'en poursuivre la répression. Le principe de législation française, que les lois de
Civ. 3. police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire, est un principe de droit commun entre ces nations.

La différence de religion, de civilisation, d'habitudes et de gouvernemens, a introduit des principes différens pour les pays mahométans et autres semblables. Il faut donc distinguer entre les consuls établis en pays de chrétienté, et les consuls dans les pays hors de chrétienté. Cette distinction sera l'objet des deux sections suivantes.

SECTION PREMIÈRE.

Des pouvoirs de répression appartenant aux Consuls dans les pays de Chrétienté.

1468. L'action publique, c'est-à-dire la

poursuite qui a pour but l'application des peines, appartient au gouvernement dans le territoire duquel un délit a été commis. Si des considérations politiques ont dicté quelques exceptions à ces principes, relativement aux ambassadeurs et à leur suite, elles ne font que confirmer la règle. I. C. 1.

L'exercice de cette action est confié à des fonctionnaires publics, et l'on ne distingue point si le délit offense un individu sujet du prince dans le territoire duquel il a été commis, ou un étranger; du reste, l'action civile qui n'a pour objet que la réparation du dommage, appartient toujours aux parties lésées. I. C. 3.

Quelqu'étendue de pouvoir judiciaire qu'un consul ait reçu par des traites, il ne va point jusqu'à la juridiction criminelle, sans une stipulation bien expresse, et dont on ne connoît pas d'exemple chez les nations chrétiennes.

Le consul doit donc laisser aux fonctionnaires du lieu l'exercice de cette juridiction; il peut seulement, lorsque l'honneur ou l'intérêt de son gouvernement lui paroît l'exiger, appuyer de sa recommandation la partie plaignante qui éprouveroit quelques obstacles dans l'exercice de ses droits, aider le prévenu de son intervention officieuse. Il peut quelquefois aussi provoquer l'action publique; ou poursuivre directement, si la loi ou l'acte de son institution lui en imposoit le devoir.

C'est ainsi que l'acte du gouvernement du 21 septembre 1807, charge les consuls de poursuivre les contrefacteurs des estampilles.

1469. Cependant un usage général, appuyé souvent de conventions, attribue aux consuls le droit d'exercer sur les navires de leur nation, un pouvoir de police et de répression.

Un avis du conseil d'état, approuvé le 20 novembre 1806, contient l'exposé des principes admis en France sur cette matière. Il déclare qu'un navire étranger est, de plein droit, soumis aux lois de police qui régissent le lieu où il est reçu; que les gens de son équipage sont également justiciables des tribunaux du pays, pour les délits qu'ils y commettraient, même à bord, envers des personnes étrangères à l'équipage, ainsi que pour les conventions civiles qu'ils pourroient faire avec elles; il reconnoît qu'à l'égard des délits qui se commettent à bord du navire par un homme de l'équipage envers un autre homme du même équipage, s'ils ne concernent que la discipline intérieure dans laquelle l'autorité locale ne doit pas s'ingérer, toutes les fois que son secours n'est pas réclamé, ou que la tranquillité du port n'est pas compromise, leur répression est laissée au consul de la nation à laquelle ce navire appartient, ou à ceux qui en ont les droits. On peut se

reporter, à cet égard, sauf les modifications qu'exigent les circonstances et les usages, aux règles prescrites pour les consulats en Levant, par les art. 26 et suivans du titre III de l'ordonnance du 3 mars 1781.

Dans ce cas, néanmoins, il ne faut pas croire que le consul puisse toujours agir sans aucun concours de l'autorité locale. La recherche, l'arrestation, la détention du prévenu, lorsqu'il s'est évadé du navire, sont des actes extérieurs d'autorité qui ne peuvent être exercés que par des agens de la force publique; et cette force ne peut être légalement requise que par les officiers du souverain à qui elle appartient. Le consul doit donc adresser sa demande par écrit à l'autorité compétente, qui lui accorde aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation du prévenu, suivant les formes usitées dans le pays, ou déterminées par les traités.

SECTION II.

Des Droits de répression dans les Etats hors de Chrétienté.

1470. Ce que nous avons dit ci-dessus, explique assez par quels motifs la juridiction des consuls sur les personnes de leur nation doit avoir plus d'étendue dans les Echelles du Levant, les côtes de Barbarie et autres pays

hors chrétienté. En vertu des capitulations de la France avec la Porte, les consuls ont le droit de pourvoir, chacun dans leur district, au maintien d'une bonne et exacte police entre les sujets du Roi, de quelque qualité et condition qu'ils soient, tant à terre que dans les différens ports, mouillages, rades, où les navires de commerce font leurs chargemens et déchargemens; de réprimer les contraventions ou délits, de faire les informations contre les auteurs de crimes, et d'employer les moyens nécessaires pour faire exécuter leurs jugemens, ou de livrer les coupables aux tribunaux français. L'exercice de ce droit est réglé par divers articles du tit. IX livre 1^{er} de l'ordonnance de 1681, et de l'édit du mois de juin 1778. L'article 25 de l'acte du gouvernement du 21 septembre 1807, reconnoît formellement le maintien de cette législation.

Lors même qu'il n'y a pas lieu de prononcer des condamnations pour des faits qualifiés délits par les lois, ou de préparer l'instruction criminelle pour quelques faits emportant peine afflictive ou infamante, les consuls ont quelquefois un pouvoir de haute-police, pour renvoyer en France les individus reconnus dangereux.

Nous allons expliquer ces trois sortes de pouvoirs dans les trois paragraphes suivans.

§. I^{er}.

Du jugement des contraventions et délits.

1471. On nomme *contraventions*, les actions défendues par les lois, ou l'omission de Pén. 1.
faire ce qu'elles ordonnent, qui n'entraînent pas une peine plus grave qu'une détention de cinq jours. Les mêmes actions ou omissions qui, pouvant être plus nuisibles à la société ou aux particuliers, emportent des peines plus considérables, dont aucune cependant n'est afflictive ni infamante, portent le nom de *délits*.

En France, les juges de paix et même les maires, dans certains cas, prononcent sur les fautes de la première espèce; les tribunaux de première instance prononcent sur les autres, à la charge d'appel. Dans aucun cas, ces actions ne donnent lieu au jugement par jurés.

Le consul a, d'après les articles 13 et 14 du titre IX de l'ordonnance de 1681, et l'art. 55 de l'édit du mois de juin 1778, les pouvoirs suffisans pour réprimer, dans son district, les contraventions et délits commis par des Français, qui ne donnent lieu qu'à des peines et réparations pécuniaires; mais il résulte clairement de ces dispositions qu'il ne peut prononcer aucune peine de détention, quelque courte qu'elle soit.

§. II.

De l'instruction relative aux crimes.

1472. Dans les lieux où les capitulations l'y autorisent, toute affaire criminelle contre un Français doit, conformément aux articles 39 et suivans de l'édit du mois de juin 1778, dont nous allons offrir l'analyse, être instruite par le consul, soit sur la plainte ou dénonciation faite par requête ou déclaration à la chancellerie du consulat, soit d'office, sans qu'il soit besoin d'intervention du ministère public.

Sur la connoissance qu'il acquiert par la voix publique, ou de toute autre manière, le consul doit se transporter avec toute la célérité possible, assisté de l'officier qui remplit les fonctions de chancelier, sur le lieu du crime, pour le constater par un procès-verbal.

Lorsqu'il s'agit d'excès, de voies de fait ou de meurtre, le consul doit se faire assister d'un chirurgien, lequel, après avoir prêté le serment en tel cas requis, visite le blessé ou le cadavre, et constate le danger des blessures ou le genre de mort; sa déclaration sur ces objets doit être insérée dans le procès-verbal qui est signé du consul, du greffier en fonctions, et du chirurgien.

Le consul doit entendre, autant qu'il est

possible, les témoins sur le lieu, sans qu'il soit besoin d'assignation. Il peut même, d'après le procès-verbal, rendre une ordonnance pour faire arrêter le prévenu, de la manière usitée dans le pays, encore qu'il n'ait pas été possible d'informer préalablement.

Aussitôt que le prévenu a été arrêté et mis en lieu de sûreté, soit à terre, soit dans un navire français en rade, le consul doit l'interroger dans les vingt-quatre heures au plus tard, et ensuite autant de fois qu'il le croit nécessaire pour la découverte de la vérité; l'interrogatoire est signé par l'accusé, ou il est fait mention de son refus de signer; il est aussi coté et paraphé, à chaque page, par le consul qui en signe la clôture avec le greffier.

Si le consul découvre des écritures et signatures privées dont il pourroit résulter des preuves et des indices, il doit les joindre au procès-verbal, après les avoir paraphées, et les présenter à l'accusé, avec interpellation de déclarer s'il les a écrites ou signées, et s'il veut ou peut les reconnoître et les parapher.

Dans le cas où l'accusé refuseroit de reconnoître ces écritures et signatures, le consul doit chercher à se procurer, s'il est possible, des pièces de comparaison qui sont, par lui, paraphées et jointes au procès, après avoir été représentées à l'accusé dans la forme ci-dessus, et avec les mêmes interpellations; la vé-

rification en est faite devant le tribunal qui procède au jugement définitif. Ces écritures et signatures doivent aussi être représentées aux témoins qui sont interpellés de déclarer la connoissance qu'ils peuvent en avoir.

C'est principalement lorsqu'il s'agit d'un crime de faux que le consul doit se conformer à ces règles, parce qu'il seroit peut-être difficile aux juges qui procéderont au jugement de suppléer à ces premiers renseignemens.

Les armes, instrumens et autres objets qui pourroient servir à la conviction de l'accusé, doivent être déposés à la chancellerie, et il en est dressé procès-verbal signé du consul et du greffier. Le consul doit les représenter à l'accusé dans l'interrogatoire, et aux témoins dans les informations, en interpellant les uns et les autres de déclarer s'ils reconnoissent ces objets.

Le consul, par une ordonnance, fixe les jour et heure auxquels les témoins se présenteront devant lui. On agit, pour les faire comparoître, ainsi qu'il est prescrit n. 1458, relativement aux enquêtes.

Chaque déposition doit faire mention du nom du témoin, de son âge, de sa qualité, et s'il est parent, allié, serviteur ou domestique, soit de la partie plaignante, soit du blessé ou du mort, soit de l'accusé. Elle est signée du consul, du greffier et du témoin,

ou mention est faite de la cause pour laquelle le témoin n'a pas signé.

Si un témoin n'entend pas la langue française, le consul communique avec lui par le secours d'un interprète assermenté dans le consulat, ou de tel autre interprète commis et qui prête le serment requis. Il en est dressé procès-verbal, et cet interprète peut servir pour tous les actes de la même procédure qui requerront son ministère. Les dépositions doivent être signées par lui dans tous les endroits où le témoin étranger a signé ou déclaré ne pouvoir signer.

Les cahiers d'information et des différentes additions d'informations qui pourroient s'en suivre, sont cotés et paraphés à chaque page par le consul.

1475. Jusqu'ici la marche que nous avons indiquée, puisée dans l'édit du mois du juin 1778, n'a rien de contraire à notre nouvelle législation sur la procédure criminelle; et même ce mode d'information peut avoir lieu relativement aux contraventions et aux délits, comme relativement aux crimes.

Mais, cette information finie, il se présente de grandes difficultés qui naissent des changemens notables introduits dans la procédure criminelle en France, depuis la promulgation de l'édit précité.

La législation de ce temps, qui a régi la France jusqu'en 1789, n'admettoit point de débat oral entre l'accusé et les témoins. Ces derniers étoient récolés, c'est-à-dire, entendus de nouveau et interpellés de dire s'ils persistoient dans leur première déposition, puis confrontés à l'accusé ; et c'étoit sur le vu et la lecture des pièces et sur la défense de l'accusé, que le jugement étoit prononcé.

Ce mode de procéder n'existe plus : dès que la première information dont nous venons de parler est achevée, le tribunal de première instance décide si l'affaire sera attribuée à la police simple ou correctionnelle, ou si elle sera transmise à la cour royale pour statuer sur l'accusation, et renvoyer ensuite à la cour d'assises.

I. C. {
130.
131.
133.

Si l'on regarde l'ancienne forme de procéder comme abrogée, le consul, après avoir fait les premières recherches et l'audition des témoins, devoit décider, s'il y a lieu, de juger en police simple ou correctionnelle, ou au grand criminel. Dans ce dernier cas, il devoit renvoyer l'information à la cour royale dont il ressort, à l'effet de prononcer s'il y a lieu à accusation ; et, en supposant cette accusation admise, le procès devoit être porté devant la cour d'assises, où les témoins devroient comparoître en personne.

C'est ici où la force des choses rend cette

Droits de répression dans les échelles du levant. § II. 235
marche, pour ainsi dire, impossible. Il pourra
paraître étonnant qu'on ne se soit pas aperçu
de ces inconvéniens, et qu'on n'ait pas eu
l'idée d'y remédier par une législation parti-
culière.

Comme il n'entre point dans notre plan de
présenter des vues législatives, mais d'indi-
quer seulement ce qui est, nous terminerons
ici par dire que, dans quelqu'hypothèse que
ce soit, le prévenu étant mis en accusation,
le consul doit l'embarquer sur le premier
navire français faisant son retour dans le
royaume, pour y être jugé par la cour com-
pétente; les pièces de conviction doivent être
mises dans une caisse exactement fermée, fi-
celée et scellée du cachet du consul.

Le capitaine du navire est obligé de tenir
l'accusé aux fers, à son bord, jusqu'à ce que
le procureur du Roi l'en ait fait retirer, pour
le transférer dans les prisons criminelles; et
même, en cas d'évasion, ce magistrat est
tenu de poursuivre, comme fauteur d'évasion,
le capitaine et les officiers ou matelots qui y
auroient contribué ou manqué de vigilance.

§. III.

Du pouvoir de haute-police.

1474. Le pouvoir de haute-police dont les
consuls sont investis en pays hors chrétienté,

résulte des art. 72 et 73 de l'édit du mois de juin 1778, et de diverses dispositions de l'ordonnance du 3 mars 1781. Dans tous les cas qui intéressent la politique ou la sûreté du commerce français, les consuls doivent rendre compte au ministre des affaires étrangères, dans les attributions duquel ils sont placés, ainsi que nous l'avons dit, n. 1439, des Français qui peuvent troubler la tranquillité, et nuire à la considération et au commerce français, afin qu'il y soit remédié avec toute la célérité possible. Ils peuvent même faire arrêter et renvoyer en France, par le premier navire de la nation, celui qui, par sa mauvaise conduite, ses intrigues, ou toute autre cause semblable, seroit nuisible au bien général; et, dans ce cas, ils doivent rendre au ministre un compte exact et circonstancié des faits et des motifs qui les auront déterminés; l'art. 9 de l'acte du gouvernement du 23 juin 1803 (4 messidor an 11), reconnoît et consacre l'existence de ce droit.

Dans l'usage, cette mesure est précédée d'une information, et il intervient une décision du consul et des deux députés, prononçant le renvoi du Français dont la conduite est scandaleuse. Le capitaine, qui est obligé de s'en charger, sur l'ordre écrit du consul, reçoit en même temps une copie du jugement et du procès-verbal portant remise du banni entre ses mains, avec une note du tout à la suite de

Droits de répression dans les échelles du levant. § III. 237
son rôle d'équipage. Il doit le remettre, au premier port du royaume, à l'autorité compétente. Il est, en conséquence, enjoint à tous capitaines de navires, d'exécuter ponctuellement les ordres des consuls, sous peine d'interdiction, et même de 500 francs d'amende.

TITRE VII.

DE L'EFFET DES LOIS, ACTES ET JUGEMENS
ÉTRANGERS DEVANT LES TRIBUNAUX FRAN-
ÇAIS.

1475. IL n'est point d'états dont les tribunaux ne puissent avoir à décider quelque contestation relative à des conventions faites, à des actes rédigés, ou à des jugemens rendus en pays étrangers; ce qui nécessite l'application de lois étrangères.

Nous croyons donc utile d'exposer les principales règles suivant lesquelles les tribunaux français devroient juger les demandes ou les exceptions portées devant eux, dans ces circonstances.

Nous diviserons ce titre en deux chapitres. Dans le premier, nous indiquerons les diverses causes qui peuvent donner lieu à invoquer de-

vant les tribunaux français, des lois, actes ou jugemens étrangers; dans le second, par quels principes les tribunaux français doivent se diriger.

CHAPITRE PREMIER.

Dans quels cas les tribunaux français ont à statuer d'après les lois, actes ou jugemens étrangers.

1476. Un tribunal de commerce français peut avoir à prononcer, ou sur une contestation entre deux étrangers, ou sur une contestation entre un Français et un étranger, ou même sur une contestation entre deux Français qui ont contracté en pays étranger d'après des lois étrangères.

Dans ces cas, on doit, pour ce qui tient à l'application des règles que nous allons offrir, considérer, comme étranger, le Fran-

Civ. 17. çais devenu étranger par l'une des causes prévues par les lois; et comme Français, l'é-

Civ. 13. tranger légalement admis à fixer son domicile en France (1).

Nous diviserons ce chapitre en trois sections.

(1) Rejet, 30 novembre 1814.

SECTION PREMIÈRE.

Des contestations entre deux Étrangers.

1477. En général, lorsqu'il survient en France une contestation entre des étrangers, pour objets ou intérêts mobiliers, même par suite d'une convention faite en France, dont la nature ou quelques clauses expresses n'attribueroient pas la connoissance aux tribunaux français, ces tribunaux n'ont de juridiction qu'autant que l'étranger traduit devant eux l'est incidemment, suivant les règles expliquées n. 1356, par suite d'une demande principale dont les tribunaux français sont légalement saisis (1).

Mais, par exception à ce principe, les tribunaux de commerce connoissent, *entre toutes personnes*, des contestations commerciales, dérivant d'actes ou de faits passés en France, suivant les règles de compétence territoriale expliquées n. 1353 et suiv. (2). C'est, en quelque sorte, une loi de police, et l'étranger assigné par un autre étranger devant un tribunal de commerce français dont la compétence seroit assurée par l'effet de ces règles, ne pour-

(1) Rejet, 22 janvier 1806.

(2) Rejet, 6 février 1822, *est contraire*.

roit, à moins que, d'après des conventions ou usages diplomatiques, son caractère d'ambassadeur ou ministre accrédité par son souverain auprès du Roi, ne l'exemptât de toute juridiction, décliner celle du tribunal français devant lequel il seroit assigné.

Hors ces cas, les tribunaux français ne doivent point connoître des contestations entre étrangers, quand même il s'agiroit d'affaires commerciales (1). Seulement on doit remarquer que cette incompétence ne tenant qu'au droit des personnes, et non à la matière, l'étranger assigné en France par un autre étranger, qui défendrait au fond devant le tribunal français, ne pourroit se faire un moyen de cassation de ce que son exception tardivement opposée auroit été rejetée (2), ce qui ne feroit aucun préjudice au droit des tribunaux français de se dessaisir en tout état de cause (3).

Ce qui vient d'être dit ne s'applique point, au reste, à l'étranger défendeur qui, ayant en France une résidence autorisée, jouiroit des droits civils. Les effets de cette qualité sont actifs et passifs, et, par cela seul qu'admis à

(1) Rejet, 28 juin 1820.

(2) Rejet, 7 messidor an 7. — Rejet, 27 germinal an 13. — Rejet, 5 frimaire an 14. — Rejet, 4 septembre 1811. — Rejet, 27 novembre 1822.

(3) Rejet, 8 avril 1818. — Rejet, 30 juin 1823.

exercer les droits civils en France, il peut invoquer le droit d'être jugé par les tribunaux français, suivant les principes qui seront expliqués ci-après, il doit subir leur juridiction lorsqu'il est assigné devant eux, quoique, s'il étoit simple étranger, il eût été autorisé à la décliner.

Cette exception peut même être étendue d'après les circonstances; ainsi, l'étranger qui, de fait, a un établissement commercial en France, sans qu'il ait précisément obtenu l'autorisation de s'y fixer, peut, surtout s'il a déjà, dans d'autres affaires de même nature, reconnu la compétence des tribunaux français, être traduit devant eux par un autre étranger qui lui auroit expédié des marchandises à titre de vente, de commission, de participation; ainsi, l'étranger qui n'auroit pas cette résidence ou établissement, mais qui ne seroit traduit devant un tribunal français, que pour voir rendre exécutoire le jugement rendu contre lui dans son pays, suivant les règles que nous donnerons dans le chapitre suivant, ne pourroit en décliner la juridiction.

SECTION II.

Contestations entre un Français et un étranger.

1478. Tout Français qui auroit à exercer des droits contre un étranger, soit en vertu de conventions expresses ou tacites, soit par

l'effet de quasi contrats, soit pour réparations pécuniaires des suites d'un délit ou d'un quasi délit, peut traduire celui-ci devant un tribunal français, sans que l'exception de litispendance devant un tribunal étranger pour la même affaire puisse être admise (1), à moins que les circonstances ne laissent croire que ce Français sert de prête-nom à un étranger, qui craint que sa demande ne soit repoussée par les principes expliqués dans la section précédente.

Ce n'est plus ici le cas de distinguer si la négociation a été contractée ou si le fait s'est passé en France ou en pays étranger, avec ou sans élection de domicile; si, ou non, il existe quelques traités qui accordent l'exécution parée aux jugemens rendus par les tribunaux du pays dont le défendeur est sujet: la seule qualité de français suffit. Par suite de ce que nous avons dit n. 1477, il doit en être de même de l'étranger qui a été légalement autorisé à fixer sa résidence dans le royaume, pourvu que le droit qui sert de fondement à sa demande ait pris naissance depuis qu'il a obtenu cette autorisation (2).

Il reste à déterminer quel doit être le tribunal de France qui connoitra de la contes-

(1) Rejet, 7 septembre 1808.

(2) Rejet, 28 juin 1820.

tation. Les règles que nous avons données, n. 1361 et suivans, doivent être suivies.

Cependant il peut arriver que les moyens que nous avons indiqués, manquent, ou qu'il n'y ait pas d'autre tribunal compétent que celui du domicile du défendeur; alors il est naturel, si ce défendeur a une habitation quelconque en France, qu'on puisse le traduire devant le tribunal d'où ressort cette habitation, qui devient une sorte de domicile de juridiction (1). Si, ce qui doit être rare, ce dernier moyen manquoit encore, le demandeur pourroit porter la cause au tribunal dont il est lui-même justiciable, et devant lequel son adversaire pourroit l'assigner, s'il avoit quelques demandes à diriger contre lui (2). Pr. 69.

Nous n'avons rien de particulier à dire des actions dans lesquelles l'étranger seroit demandeur contre un Français. S'il le traduit devant les tribunaux de France, il doit observer les mêmes règles et obtenir le même accueil qu'un Français, sans être astreint à fournir caution comme en matière civile, ainsi que nous l'avons vu n. 1362. Mais cette dernière faveur ne pourroit pas être invoquée par l'étranger qui, incidemment, formeroit une Civ. 16.

(1) Règlement de juges, 8 thermidor an 10. — Rejet, 27 juin 1809.

(2) Rejet, 7 septembre 1808.

demande en vérification d'écritures, ou en faux incident, dont le renvoi seroit porté au tribunal civil, suivant ce qui a été dit n. 1373. Il devient, en quelque manière, demandeur, non plus devant un tribunal de commerce pour une opération commerciale, mais devant un tribunal civil pour une contestation purement civile; et d'ailleurs il peut résulter de pareils incidens, des dommages et intérêts d'une grande importance qu'il faut assurer par une caution préalable.

1479. Dans tous ces cas, l'étranger est fondé à réclamer pour le succès de sa demande ou de son exception, tous les droits
 Civ. 11. civils qu'un traité accorde aux Français dans son pays; et il peut être repoussé par une sorte de droit de représailles, si les lois de son pays dévient, dans les mêmes circonstances, aux Français, les droits qu'il veut exercer.

Il peut aussi, dans tous les cas, invoquer les droits qu'on peut appeler *communs*, et qui, tenant moins aux lois privées ou politiques qu'à la loi naturelle, sont accordés, en tous pays policés, aux étrangers, sans stipulation expresse.

C'est par suite de ce principe qu'une convention diplomatique n'est pas nécessaire pour qu'un étranger ait le droit d'ester en jugement, ou d'être entendu comme témoin;

pour qu'il puisse acquérir par vente ou par échange. C'est aussi par la même raison que les divers moyens de garantir la propriété industrielle dont nous avons parlé n. 109 et suivans, quoiqu'appartenant entièrement au droit privé, et même variant, suivant la différence des législations, peuvent être invoqués par les étrangers, sans qu'aucun traité soit nécessaire pour leur en assurer l'exercice. Ainsi, quoique les règles sur la manière d'établir des privilèges ou des hypothèques soient arbitraires, l'étranger, créancier d'un Français failli, doit jouir en France des mêmes avantages que si sa créance appartenait à un Français.

Il est vrai que, dans tous ces cas, et dans tous autres semblables, l'exercice de ces droits est assujéti aux conditions que les lois françaises imposent aux Français, et que l'étranger doit s'y soumettre, quand même un Français n'y seroit pas obligé dans son pays. Mais c'est un inconvénient qui naît de la nature des choses; et, en général, on ne peut dire qu'un gouvernement soit injuste et s'expose à des représailles méritées, quand il ne fait aucune acception des personnes, et qu'il place les étrangers, pour l'exercice de leurs intérêts privés, dans la même position que les nationaux (1).

(1) Réjet, 10 août 1813.

SECTION III.

Des Contestations entre Français qui ont contracté sous l'empire de lois étrangères.

1480. Aucune des difficultés qui ont fait l'objet des deux sections précédentes ne peut s'élever lorsqu'il s'agit de juger, en France, entre deux Français, ou entre un Français et un étranger admis à résider en France, ou entre des étrangers ainsi admis, une contestation
Civ. 15. à laquelle donneroit lien une convention passée sous l'empire de lois étrangères. On suit toutes les règles sur la compétence territoriale expliquées n. 1353 et suivans.

Il ne peut se présenter de difficultés que sur la manière d'appliquer ces lois, d'interpréter ces actes, rédigés en un style et d'après des usages étrangers. Cette difficulté étant commune à tous les cas qui ont fait la matière de ce chapitre, nous allons nous en occuper dans le suivant.

CHAPITRE II.

Par quels principes les tribunaux français peuvent juger les actes faits en pays étrangers.

1481. Tout tribunal saisi d'une contesta-

tion doit la juger, à moins qu'il ne se déclare incompetent; il ne peut, sans déni de justice, refuser de prononcer sous prétexte de l'obs- Civ. 4.
curité ou de l'insuffisance de la loi.

Mais quelles lois les tribunaux français peuvent-ils appliquer chaque fois que, par suite de ce qui a été dit dans le chapitre précédent, ils ont à statuer sur des conventions ou des faits passés en pays étranger, qui se réfèrent à des dispositions de lois étrangères? Investis par la confiance du Roi du droit de juger, il semble qu'ils ne peuvent, sans manquer à leurs devoirs, suivre dans leurs jugemens d'autres lois que celles de la France; qu'agir autrement, ce ne seroit pas seulement s'écarter de leur institution, ce seroit encore s'exposer à commettre des injustices. Quelques connaissances théoriques qu'on leur suppose des lois étrangères, ils auront à se défier des difficultés que présente l'interprétation de la loi, même la plus claire, et de celles qui résultent d'usages, d'idiômes, de termes locaux, qui nécessairement leur sont peu connus.

Cependant une application rigoureuse et indéfinie de ces principes, vrais en eux-mêmes, conduiroit à trop d'inconvéniens. Ils sont modifiés par un grand nombre d'exceptions que la nature des choses commande, et que la législation française a elle-même consacrées.

Les principaux objets de ces modifications

se trouvent dans ce qui concerne la capacité des parties contractantes, la preuve de leurs conventions, les effets des dispositions, ou des clauses stipulées. Nous allons en faire l'objet de trois sections.

SECTION PREMIÈRE.

De l'application des Lois étrangères relativement à la capacité des contractans.

1482. Un acte, quel qu'il soit, ne peut être stipulé que par des personnes capables de s'engager; et le consentement général des nations civilisées a voulu que ce qui concerne la

Civ. 3. capacité d'un individu se réglât par les lois du pays auquel il appartient. Une personne déclarée incapable par la loi du pays dont elle est sujette, ne peut être relevée de cette incapacité que par la loi de ce pays (1), que pour les actes qu'elle lui permet, et même qu'en remplissant les conditions prescrites par cette loi. Ainsi les Français mineurs, incapables de s'obliger pour engagemens de commerce, s'ils n'ont été émancipés et autorisés, comme on l'a vu n. 57, ne peuvent s'obliger pour affaires commerciales en pays étranger, quand même la loi de ce pays n'exi-

(1) Cassation, 1^{er} février 1813.

geroit pas ces conditions. Ainsi les Françaises mariées qui ne sont point marchandes publiques, ne sont pas réputées avoir valablement contracté des engagements, même pour le commerce, si elles n'étoient autorisées de leurs maris. L'incapacité de ces personnes les suit partout.

Par le même motif, les tribunaux français ne peuvent considérer comme valables les engagements commerciaux qu'auroient souscrits, en France, des mineurs ou des personnes du sexe, à qui la loi de leur pays en auroit refusé la capacité, lors même que les lois dont ces individus sont sujets exigeroient des conditions autres que celles que prescrivent les lois françaises, parce que l'intérêt d'un gouvernement est de faire respecter, en faveur du sujet d'un autre, lorsqu'il est traduit devant les tribunaux de son territoire, les lois sur la foi desquelles cet étranger a contracté, et même de ne pas tolérer qu'il se soustraie, en changeant de juridiction, aux lois qui règlent sa capacité, et auxquelles le soumet, quelque part qu'il habite, la fidélité qu'il doit à son souverain. Sans cela, ce gouvernement exposeroit ses propres sujets à ce que les autres les traitassent avec la même injustice, en usant de ce qu'on nomme droit de *rétorsion*, ou *représailles*. Mais aussi l'étranger né sous une législation qui n'exige pas autant de formalités que celle

de France, pour qu'un mineur ou une personne du sexe soit autorisé à faire le commerce, ne pourra pas s'étayer de nos lois pour se soustraire à son engagement. On ne peut avoir droit d'invoquer, sur le même objet, deux législations différentes: la loi qui règle la capacité de l'étranger le suit partout; il seroit contraire à la justice qu'il puisât dans une législation à laquelle il ne seroit pas soumis, un avantage que ne lui accorde pas la sienne propre.

1483. Toutefois, les règles que nous venons d'exposer ne doivent pas s'appliquer à certaines prohibitions particulières, par exemple à celles qui sont faites aux personnes nobles ou constituées en dignité, de souscrire des lettres de change ou autres engagements qui entraînent la contrainte par corps. En vain diroit-on que c'est une loi personnelle qui suit l'étranger partout où il peut aller; qu'il en est, dans ce cas, comme d'un mineur, d'une femme en puissance de mari, et qu'on doit connoître l'état et le pouvoir de contracter de celui avec qui on traite.

Ce principe ne peut s'appliquer qu'à l'état universel, comme celui de majeur ou de mineur, de femme en puissance de mari, ou libre de cette puissance. Toutes les nations civilisées se sont accordées, à ne reconnoître la ca-

pacité qu'à un certain âge ; à placer les femmes dans la dépendance de leurs maris. Quiconque traite avec un individu , peut donc lui demander la preuve qu'il est majeur ; et s'il est mineur, s'éclairer sur les conditions d'après lesquelles il peut s'engager valablement : quiconque contracte avec une personne du sexe, peut s'assurer si , ou non , elle est mariée. Dans l'un et l'autre cas , on peut prévenir le danger des fausses allégations , en demandant des garanties , en exigeant que la personne se fasse certifier , ce qui n'est pas plus difficile que la certification d'identité exigée dans un grand nombre de circonstances.

Au contraire, les prohibitions faites à raison des qualités sont plus arbitraires ; elles sont fondées sur une utilité moins générale, et nous ne pensons pas qu'elles pussent être plus invoquées que celles dont nous avons parlé n. 72 et suivans. Au moins cette exception ne seroit susceptible d'être admise qu'entre les sujets du même état ; ou , chaque fois que l'incapacité auroit été connue de celui qui a traité avec l'incapable , et seulement si la loi qui crée cette incapacité prononçoit la nullité de son obligation.

1484. Les divers obligés dans une même dette peuvent être soumis, en ce qui touche la capacité, à des législations différentes , ce

qui doit produire un conflit, chaque fois qu'il faut considérer les effets des actes, soit entre eux, soit entre le créancier et les débiteurs. La règle la plus sûre qu'il soit possible d'offrir est que, si plusieurs personnes sont tenues de la même obligation, les exceptions que l'une d'elles puise dans la loi à laquelle elle est spécialement soumise, ne sont qu'en sa faveur, et ne peuvent être étendues à ses co-débiteurs qui ne sont point soumis à une loi semblable. C'est la conséquence des principes expliqués n. 182. Il en seroit de même dans les recours que les divers co-obligés pourroient exercer les uns contre les autres; ils auroient droit de faire valoir mutuellement les exceptions qui leur sont personnelles, d'après les législations particulières des pays auxquels chacun d'eux appartient.

Civ. 2012.

SECTION II.

De l'application des Lois étrangères relatives à la forme et au caractère exécutoire des actes.

1485. Lors même que les contractans sont capables de s'obliger, l'acte qui constate leurs conventions ne peut être rédigé qu'avec certaines formes extérieures pour lesquelles il est naturel de croire qu'ils n'ont pu consulter, ni voulu suivre d'autres lois que celles du lieu de

cette rédaction. Quand ils ne feroient qu'user du droit incontestable de choisir cette forme plutôt qu'une autre, par cela seul qu'ils l'ont employée, les tribunaux français saisis des contestations qui naissent de ces actes, ne peuvent les déclarer irréguliers, pour défaut de conformité à la loi française.

Il importe, toutefois, de faire observer que souvent un titre de créance, par exemple, une lettre de change, est l'objet de contrats successifs, tels qu'acceptation, négociation par endossement, etc; chacune de ces négociations, indépendante de l'acte principal, a été faite dans un lieu particulier de rédaction, et c'est d'après la loi de ce lieu qu'elle doit être appréciée. C'est la conséquence du principe général dont nos lois offrent de fréquentes applications, que la forme de chaque contrat est réglée par la loi du lieu où il est passé. Civ. 1317.

Il ne faut pas confondre, comme nous l'avons dit n. 191, dans la rédaction d'un acte, les expressions qui constituent l'essence du contrat, avec celles qui n'attestent que les formes particulières dont il peut être revêtu. Ces dernières peuvent être arbitraires, tandis que les premières sont tellement indispensables, qu'il n'y a pas d'acte, ou qu'il y a une autre espèce d'acte produisant des effets différens.

Déjà, d'après cette distinction, nous avons

fait remarquer, n. 461, que l'omission, dans une lettre de change, de certaines énonciations indiquées n. 331, pourroit faire qu'il n'en résultât aucune obligation, si ces énonciations étoient du nombre de celles qui sont indispensables pour l'existence et la validité d'un engagement quelconque. Il n'est pas douteux que les lettres de change, quoique faites en pays étranger, dans lesquelles seroient des omissions de cette espèce, ne dusent être déclarées nulles, de même que si elles eussent été souscrites en France, parce que les règles sur la validité intrinsèque des conventions dérivent du droit naturel, et sont de toutes les législations. Ainsi, conformément à ce qui a été dit, n. 911, pour qu'un contrat à la grosse souscrit dans un pays où l'on n'exige pas les formalités prescrites par les lois françaises fût valable, il faudroit que la nécessité du prêt fût constatée par un moyen quelconque, parce que c'est cette nécessité seule qui a pu l'autoriser.

Mais il est d'autres conditions qui, sans être indispensables pour l'existence de tous engagements en général, distinguent celui auquel elles se rapportent de ceux d'une autre espèce. On peut donner pour exemple, dans la lettre de change, la nécessité qu'elle soit tirée d'un lieu sur un autre. L'acte qui ne contient pas cette condition est valable, si la loi

du pays où il a été fait n'exigeoit pas cette condition; à plus forte raison, de ce qui concerne la date et même l'expression de la valeur reçue. Si la loi du pays où elle a été rédigée n'exige pas ces indications, comme nous avons vu n. 332, que cela étoit exigé en France, les tribunaux français doivent considérer l'acte comme lettre de change véritable, lorsque, par l'effet du recours en garantie contre un endosseur français, ou de la solidarité, ils sont appelés à prononcer.

La même règle s'appliqueroit aux acceptations, aux endossements.

1486. Mais il faut, avant tout, s'assurer que l'acte a été passé dans le lieu régi par les lois auxquelles on veut le soumettre. Sur ce point il ne peut jamais y avoir de doute quand il s'agit d'un acte présenté comme authentique; il est impossible que les énonciations qu'il contient, ou le lieu de résidence du fonctionnaire par qui on prétend qu'il a été reçu, ne lèvent pas toute incertitude. D'ailleurs, celui qui prétend qu'un acte est authentique, doit prouver que l'officier qui l'a reçu avoit caractère pour le recevoir. On peut facilement vérifier si les formes exigées par les lois du lieu, du temps où l'acte a été passé, ont été observées.

Il se présente plus de difficultés lorsqu'il

s'agit d'actes sous signatures privées. Si l'acte contient la date d'un lieu, il est naturel de croire que les parties ont voulu en suivre les formes : car chacun des contractans pouvant ignorer la loi en vigueur dans le domicile de l'autre, ils sont présumés vouloir suivre celle du pays où ils ont traité. Si néanmoins l'acte étoit conforme à la loi du domicile de celui qui s'est obligé, l'équité ne permettroit pas à ce dernier d'invoquer le défaut de conformité à la loi du lieu où il a été passé.

Si l'acte ne contient pas d'indication de lieu, l'aveu des parties, les preuves extrinsèques, les circonstances, dissiperont le doute et apprendront où il a été fait. S'il y a incertitude absolue, il sera présumé souscrit au domicile de l'obligé.

Il faut encore s'assurer de la vérité extérieure de l'acte, et à cet égard, on distingue entre les actes authentiques et les actes privés. On a, comme nous l'avons vu n. 1461, la précaution de faire attester la signature de l'officier public qui certifie la copie de l'acte authentique, par une légalisation, c'est-à-dire, par la déclaration d'un fonctionnaire à laquelle le gouvernement français ajoute foi, que celui qui a signé cette copie a bien réellement la fonction qu'il dit avoir, et que sa signature est véritable.

Si l'acte est sous signature privée, la même

précaution qu'on prend quelquefois est moins utile, puisque celui contre qui on en fait usage peut le dénier, si l'on prétend qu'il en est l'auteur, ou ne pas le reconnoître, s'il est présenté comme signé par un autre. Cir. 1323.

1487. Tout ce que nous venons de dire est uniquement relatif à la preuve que fait l'acte. Si l'on veut en user, soit pour exercer ce qu'on appelle une *exécution parée*, c'est-à-dire, faire un commandement, des saisies, soit pour obtenir hypothèque, les actes passés en pays étranger ne donnent pas plus ce droit, que des actes sous signatures privées ne le donnent eux-mêmes en France. Ils ne peuvent servir qu'à former une action, et lorsqu'elle aura donné lieu à une condamnation, c'est le jugement intervenu en France qui produira l'exécution ou l'hypothèque.

Nous avons vu, en effet, n. 1450, que l'acte exécutoire, dans le pays soumis au souverain qui en a commandé l'exécution, ne pouvoit jouir de la même autorité dans l'étendue d'une autre souveraineté. Le souverain qui élèveroit la prétention que les actes dont il a mandé l'exécution, la reçussent dans un état autre que celui qu'il gouverne, s'arrogeroit une autorité qu'il n'a pas; ce seroit, de sa part, prétendre qu'il peut exercer des actes de puissance publique hors de son territoire.

Quelquefois, des traités entre deux puissances portent que les actes exécutoires chez l'une seront réciproquement exécutoires chez l'autre ; mais précisément la nécessité de ces conventions diplomatiques confirme le principe. Ce n'est plus par la puissance du souverain qui a mandé l'exécution, que l'acte sera exécuté dans l'étendue des états de l'autre ; ce sera parce que celui-ci, en faisant le traité, a consenti que le mandement d'exécution donné par l'autre fût considéré comme donné par lui-même ; et quand ses officiers de justice exécuteront ces actes, c'est à leur prince qu'ils obéiront, et non au prince étranger qui n'a aucune autorité sur eux.

On voit par là que, si un souverain ordonnoit que tous actes exécutoires en pays étranger recevront l'exécution parée dans ses états, les autres souverains, quand même leurs sujets tireroient de grands avantages de cette concession, ne commettraient aucune injustice en se refusant à la réciprocité. Une telle concession ne peut être que le libre effet des conventions diplomatiques ; elle ne sauroit être commandée, par conséquence de ce qu'un seul souverain a jugé à propos de la permettre dans son territoire.

1488. Quant aux jugemens des tribunaux, il n'est pas une seule législation qui ne les

mette au rang des actes authentiques. Mais à moins qu'une convention diplomatique ne leur assure en France l'exécution parée, ils n'ont d'autre effet que de servir de fondement à une action devant les tribunaux français, sans l'autorisation desquels ils ne peuvent être exécutés. A cet égard, on peut distinguer si le jugement a été rendu contre un étranger justiciable du tribunal qui l'a prononcé, ou s'il a été rendu contre un Français. Au premier cas, le tribunal français à qui l'exécution est demandée peut, même par des moyens du fond, refuser d'ordonner l'exécution; et cependant s'il ne croyoit pas devoir se livrer à cet examen, son jugement ne seroit pas attaquable en cassation, parce que cette révision, facultative pour le tribunal qui croit devoir s'éclairer avant d'ordonner l'exécution, n'est pas établie dans l'intérêt privé de l'étranger, condamné par le tribunal dont il étoit naturellement justiciable (1).

Au second cas, le jugement rendu en pays étranger contre le Français, est nécessairement soumis à la révision des juges de France (2). Quand même il auroit été rendu sur la provocation de ce Français, et qu'il seroit employé comme exception à sa nou-

(1) Rejet, 19 avril 1819.

(2) Cassation, 18 pluviôse an 12.

velle demande, il faut de nouveau débattre le fond, comme s'il n'y avoit rien de jugé; à moins
 Pr. 546. que quelque traité n'accordât aux jugemens du pays où a été rendu celui dont il s'agit, la même autorité qu'aux jugemens français, ou que le jugement étranger n'eût été que la conséquence nécessaire de décisions rendues par les tribunaux de France (1).

Il est facile, à l'aide de ces principes, de décider une question de nature à se présenter fréquemment. Un étranger fait assurer des marchandises en France; il fait périr malicieusement les choses assurées, ou commet des suppositions qui ont le caractère de faux, d'après les notions données n. 884. Le gouvernement français, instruit de ce crime, le dénonce aux tribunaux de son pays et leur transmet même la procédure instruite en France; néanmoins cet assuré est acquitté. Il vient former une demande en France contre l'assureur, par suite de délaissement ou d'action en avaries. Celui ci est fondé à lui opposer l'exception expliquée n. 771, où l'on a vu que les pertes et dommages, provenant du fait de l'assuré, ne sont point à la charge de l'assureur. Vainement cet assuré soutiendra-t-il qu'il a été, dans son pays, déclaré innocent de ces

(1) Rejet, 30 juillet 1810.

faits. Les tribunaux français n'en doivent pas moins accueillir l'exception, d'un côté, parce que la chose jugée entre le ministère public -accusateur et l'accusé, n'est pas jugée avec l'assureur qui excipe du fait de l'assuré, non pas comme crime, mais comme fait matériel servant à sa décharge (1); de l'autre, parce que le jugement étranger n'a aucun effet obligatoire en France.

Si le jugement dont on réclame ainsi l'exécution étoit rendu par des arbitres, il faudroit faire une distinction. Ou le jugement arbitral a été homologué et déclaré exécutoire par une sentence du consul de France, et alors ce jugement n'a plus besoin d'une nouvelle sanction, comme nous l'avons vu n. 1451; ou bien il a été homologué par les juges locaux, et alors il faudroit solliciter en France une ordonnance d'exécution, comme dans le cas prévu n. 1402. Mais, une fois revêtue de l'ordonnance d'*exequatur* par un juge français, cette décision ne pourroit être soumise à la révision, parce que les arbitres ne sont pas ce qu'on peut appeler une autorité judiciaire, et tiennent uniquement leurs droits de la volonté ou du choix des parties.

1489. Il n'est pas moins aisé de se déci-

(1) Rejet, 17 nivôse an 13.

der sur ce qui concerne les assignations et autres actes extra-judiciaires Quand il seroit vrai que toutes les législations n'auroient pas donné le même nom aux actes par lesquels une personne est requise de remplir une obligation, ou de comparoître en justice, il n'en est aucune qui n'ait prévu ces cas et prescrit des règles à cet égard. D'ailleurs, à défaut de loi positive, la raison voudroit que la demande et le refus de celui à qui elle est adressée fussent constatés par un officier ayant caractère et foi en justice pour des actes de cette nature; ou, s'il n'en existoit pas, par des témoins. La forme de tels actes se règle par la loi du lieu où la réquisition est faite, parce qu'en fait de formalités, on suit la loi et le style du lieu où l'acte est passé.

Par suite des mêmes principes, les enquêtes, rapports d'experts et autres procès-verbaux de vérification faits dans l'étranger, feroient foi devant les tribunaux français, pourvu que, dressés dans les formes prescrites par les lois du pays et par l'autorité compétente, ils ne présentassent, en eux-mêmes, aucun motif de les repousser.

1490. Mais souvent on n'a pas d'actes authentiques, ni même d'écrits privés pour prouver des conventions ou des faits; c'est alors que peut se présenter la question de sa-

voir si les tribunaux français admettront la preuve testimoniale ou les présomptions qui en tiennent lieu, contre un étranger, devenu leur justiciable. Il faut distinguer. S'il s'agit de conventions faites en France, peu importe que les contractans soient étrangers; les genres de preuve autorisés par les lois françaises seront seuls admis. S'il s'agit de conventions faites en pays étranger, le principe est qu'il ne faut admettre que les preuves autorisées par la loi du lieu où l'engagement a été fait (1) : elle doit régler seule et indépendamment de celle du lieu où l'on plaide, le genre de preuve relatif à cet engagement; une convention étant réputée, pour tout ce qui tient à sa preuve, soumise aux lois que les parties étoient censées connoître en contractant.

Il ne faut pas toutefois se dissimuler que cette règle ne s'appliqueroit pas toujours à deux Français, qui auroient traité en pays étranger; les tribunaux français, saisis légalement de leur contestation, pourroient, d'après la nature ou l'objet de la convention, présumer qu'ils ont voulu suivre les règles admises en France.

(1) Rejet, 18 novembre 1806.

SECTION III.

Application des Loix étrangères aux dispositions des Actes.

1491. Les difficultés qui peuvent s'élever en France dans les contestations où l'on invoque des actes passés en pays étrangers sont nombreuses. Les plus habiles juriconsultes ont émis les opinions les plus opposées ; et cette matière est la partie la plus difficile que nous ayons eu à traiter dans le cours de notre travail. Nous essayerons toutefois de — présenter un aperçu général des principales questions. Elles peuvent concerner l'interprétation des actes, ou leur exécution ; ce sera l'objet de deux paragraphes.

§. I^{er}.*De l'interprétation des actes faits en pays étranger.*

1492. Quelle que soit la convention des parties, s'écartât-elle infiniment des lois et usages du lieu où le contrat a été passé, elle doit être exécutée dans toutes les clauses qui ne seroient pas prohibées par des lois d'ordre public en France.

Mais on peut se demander si des Français qui auroient fait, dans l'étranger, une con-

vention contraire aux lois du pays, pourroient venir en demander l'exécution devant les tribunaux français, par exemple, à la suite d'une opération fondée sur la contrebande. Nous sommes portés à le croire. La contrebande n'est un délit que de la part des sujets, en ce qu'elle est la violation de la loi de l'état. Les gouvernemens vivent à cet égard dans une espèce d'hostilité; et sans favoriser ouvertement des entreprises qui ont la contrebande pour objet, ils ne les proscrivent pas. Ainsi, nous avons vu, n. 772, qu'on pouvoit assurer des navires destinés à un commerce interlope; et de même que de pareils contrats, lorsqu'ils sont faits en France, recevroient leur exécution, il n'est pas douteux qu'ils la recevroient aussi, quoique souscrits en pays étranger.

Les règles que nous avons établies, n. 191, sur l'interprétation des contrats, peuvent être d'un grand secours. Si la volonté des parties n'est pas exprimée avec assez de clarté, il faut recourir à la loi du pays où le contrat a été passé, parce qu'à défaut de stipulation expresse, les parties sont présumées n'avoir pas voulu en adopter d'autres. Ainsi, un Allemand s'oblige envers un Hollandais, à payer 2,000 florins, sans que l'acte porte quels florins les parties ont entendu; les florins d'Allemagne et ceux de Hollande ayant une valeur diffé-

rente, on doit, lorsque tous les autres moyens d'interprétation manqueront, suivre la valeur des florins du lieu où le contrat a été passé. Il est même difficile qu'il n'en soit pas ainsi dans tous les cas où le droit résultant de l'obligation est susceptible de négociation par voie d'endossement : car le lieu où seront jugées les contestations qui naîtront du défaut de paiement, est incertain lorsque la convention se forme ; il dépend des motifs et des circonstances qui décideront le porteur à s'adresser à *tel*, plutôt qu'à *tel* autre des co-obligés.

1495. Quelquefois la loi n'est pas assez précise pour offrir des décisions capables de résoudre toutes les difficultés qui naissent d'un contrat ; l'usage est alors d'un grand secours, comme nous l'avons vu n. 191, et les tribunaux suivent les règles données n. 1377.

Civ. {^{1159.}
^{1160.}

Mais on entrevoit comment elles seroient modifiées, si l'acte passé en pays étranger l'avoit été par des Français, à qui on pourroit supposer l'intention de se reporter, ne fût-ce que par leurs habitudes, aux lois ou usages de leur patrie.

Si l'on trouve que ces règles n'évitent point le danger de rendre des magistrats français interprètes de lois qu'ils n'ont peut-être jamais étudiées, et dont une traduction leur feroit difficilement connoître le sens et le véritable es-

prit, nous répondrons qu'il faut opter entre le moindre des inconvéniens ; que si les juges peuvent se tromper sur le sens de quelques expressions, il seroit plus embarrassant de réduire les étrangers à l'impossible, en forçant ceux qui souscriroient un acte destiné à être accompli en France, ou susceptible d'être produit devant les tribunaux français, à faire la recherche et l'étude des lois françaises, et à se procurer des instructions difficiles à obtenir.

Cette soumission aux lois étrangères n'entraîne pas plus d'inconvéniens que si les parties en avoient transcrit les dispositions dans leur convention, et en avoient composé le texte de leur contrat ; le risque de les voir mal interpréter est un de ces dangers communs, inévitables, dont les parties ne peuvent se plaindre, parce qu'elles ont dû s'en rapporter aux lumières des tribunaux qui jugeroient leurs différens.

1494 Il suit de là qu'une fausse application ou même la violation de lois étrangères par les tribunaux français ne seroit qu'un mal jugé, et n'autoriseroit point un pourvoi devant la cour de cassation.

Cette cour est instituée pour conserver, dans toute leur intégrité, les lois françaises ; son existence est toute politique, et son intervention, toute dans l'intérêt public. La vio-

lation des lois étrangères n'a rien qui blesse cet intérêt; et puisque ces lois ne sont appliquées à la décision des contestations entre les parties, que comme texte ou supplément de leur volonté, la cour de cassation, qui ne connoît pas de ce qu'on nomme violation de la loi du contrat, ne peut annuler un jugement qui auroit méconnu cette volonté.

On sent cependant que si les lois étrangères avoient été rendues obligatoires en France par des conventions diplomatiques officiellement promulguées, ou par des lois de l'état, la cour de cassation pourroit examiner si, ou non, elles ont été violées, parce qu'alors il y auroit violation indirecte de la loi française (1).

§. II.

De l'exécution des actes faits en pays étranger.

1495. Il nous reste à exposer par quels principes on doit décider ce qui concerne l'exécution des actes. Nous avons vu, n. 186, que le paiement devoit être fait au domicile indiqué par la loi, ou par la convention; c'est là aussi qu'il doit être exigé. Ainsi, c'est par la loi du lieu sur lequel une lettre de change

(1) Cassation, 7 fructidor an 4. — Cassation; 18 février 1807. — Cassation, 15 juillet 1811.

Exécution des actes faits en pays étranger. § II. 269
est tirée ; que seroient déterminés les délais dans lesquels l'acceptation doit être requise par le porteur, parce qu'elle est une partie de l'exécution des obligations du tireur et des endosseurs. C'est par la loi du lieu où une lettre de change est payable, que se calculent son échéance (1), les délais de grâce que certaines législations peuvent admettre, le caractère de ces délais, selon qu'ils sont dans l'intérêt du porteur, ou qu'ils appartiennent au débiteur; en un mot, tout ce qui tient à la faculté d'exiger le paiement d'une créance ou l'exécution d'un engagement quelconque, lorsque les parties n'ont fait aucune convention différente.

Peu importe que celui qui demande le paiement soit le créancier qui a stipulé dans la convention, ou qu'il ne soit que cessionnaire du droit, tel qu'est un porteur de lettre de change par endossement. Cette circonstance ne peut apporter de changement au sort du débiteur; et d'un autre côté, le cessionnaire n'a pu entendre exiger le paiement que de la manière qu'il étoit exigible par le créancier primitif : ainsi, lorsqu'une lettre de change est tirée de France sur Madrid, à deux usances, le calcul des usances sera fait d'après la loi

(1) Rejet, 18 brumaire an 11.

en vigueur à Madrid. On ne peut dire que le preneur, instruit des lois de France, a cru que certainement il seroit payé au bout de soixante jours fixes, qui forment la durée de deux usances d'après la loi française, ou qu'au moins le tireur seroit garant envers lui à l'expiration de ces soixante jours. Il doit s'imputer d'avoir confondu un fait facile à vérifier et qui, d'ailleurs, tient uniquement à l'exécution matérielle de la convention, avec ce qui, étant des formes de l'acte, est, comme on l'a vu n. 1485, régi par les seules lois du lieu où il est passé : à son tour il n'a pu transmettre aux endosseurs, et ceux-ci au porteur, plus de droits qu'il n'en avoit pour exiger le paiement. Ces principes ne doivent point recevoir d'exception dans les cas où, au lieu d'être à *tant* d'usances, la lettre est à *tant* de mois, puisqu'il peut y avoir occasion de les appliquer à l'égard des nations qui ont des mois différens de ceux que presque tous les peuples européens ont adoptés.

Les effets de l'acceptation se détermineroient aussi par la loi du lieu où elle auroit été donnée. Ainsi, lorsqu'une lettre de change a été tirée sur un pays où la loi décharge l'accepteur de tout engagement, si, au moment de l'acceptation, le tireur étoit tombé en faillite, l'accepteur qui se sera engagé sous l'en-

pire de cette loi pourra invoquer cette exception devant les tribunaux français.

C'est ici que nous sommes naturellement conduits à traiter la question indiquée n. 206, qui peut se présenter lorsque le paiement a été stipulé en monnaie étrangère, et que, dans l'intervalle du jour de l'obligation à celui du paiement, la monnaie de ce pays a éprouvé des variations dans sa valeur nominale. Si entre les sujets du même état, l'attribution de valeur que la loi de cet état donne aux monnaies est obligatoire, il n'en est pas de même à l'égard des monnaies étrangères, soit que ni le créancier, ni le débiteur ne fussent sujets de l'état dont la monnaie a été stipulée, soit même que le débiteur soit sujet de cet état, et le créancier ne le soit pas. Ce n'est pas la dénomination légale d'un temps ou d'un autre qui a pu et dû être considérée, c'est sa valeur intrinsèque.

Par exemple, Pierre, Espagnol, promet de payer à Paul, qui est Français, 500 piastres. Paul a entendu recevoir une certaine quantité de pièces ayant *tel* poids, et contenant *telle* portion d'argent, *telle* autre d'alliage; et son calcul n'a pu se fixer que sur les pièces qui existoient lors de la convention. Il ne doit pas fidélité au gouvernement d'Espagne, et ne peut être tenu de croire, sur l'ordre de ce gouvernement, que le papier imprimé por-

tant les mots *bon pour 500 piastres*, les vaut réellement. La présomption est qu'il veut employer son argent hors d'Espagne, où le papier-monnoie sera sans valeur.

A la vérité, si Paul est obligé de poursuivre Pierre en Espagne, les tribunaux espagnols ne pourront accueillir ces raisons, parce que la loi qui les a institués ne le permet pas.

Civ. 14. Mais alors il usera du droit qu'il a d'appeler son débiteur devant les tribunaux français, où l'Espagnol sera certainement condamné à payer, en monnoie française, une somme égale à la valeur de la matière que contiendroient les 500 piastres promises, suivant leur titre et poids au temps de la convention. Il est encore vrai que si cet Espagnol n'a pas de biens en France, le jugement ne produira aucun avantage; car lorsque le créancier ira en Espagne pour le faire exécuter, le tribunal espagnol, jugeant de nouveau la cause, déclarera que le papier vaut de l'argent; et le sort du créancier français sera le même.

Un premier remède à cet inconvénient est dans la stipulation faite entre les gouvernemens que les jugemens de commerce seront réciproquement exécutoires, de même que s'ils étoient rendus par leurs propres tribunaux. A défaut d'une telle situation, celui à qui un jugement étranger causeroit ainsi

préjudice, porte ses plaintes à son gouvernement, qui, s'il en a la force et s'il croit que sa politique ne s'y oppose pas, fait demander réparation de la lésion au gouvernement dont le débiteur est sujet. S'il ne l'obtient pas, il délivre au créancier des lettres de *représailles*, c'est-à-dire une autorisation de prendre où il pourra une propriété appartenant à un sujet du gouvernement qui a refusé la réparation demandée. C'est en quelque sorte une guerre privée, qui amène quelquefois une véritable guerre.

Le plus souvent, le gouvernement qui n'a pas d'abord accordé justice, cède à de nouvelles représentations, et fait alors, soit des conventions politiques, soit des lois d'exception, relativement aux rapports commerciaux avec les nations étrangères. C'est ce qui arriva sous Louis XV, par le règlement du 27 mai 1719, et ce qu'a fait la loi du 19 janvier 1796 (29 nivose an 4), pendant l'existence du papier-monnoie en France.

Ces règles sont les mêmes, lorsque le titre de créance est un effet négociable. Ainsi, en continuant l'hypothèse ci-dessus, le porteur qui n'aura pu être payé en Espagne qu'en une monnoie affoiblie ou de simple confiance, valant, par exemple, vingt pour cent moins que celle qui a été promise, constate ce fait, de la manière qui lui est possible, eu égard à

la législation espagnole ; il exerce ensuite son recours contre les cédans , de la même manière que le porteur à qui l'on ne paie qu'un à-compte. Les cédans , ainsi poursuivis , ne peuvent éviter d'être condamnés à payer le supplément , puisqu'ils ont garanti la vente d'une certaine quantité de lingots qui ne sont pas livrés à l'échéance , au titre existant lors de la vente ; et s'ils ont mis en cause le débiteur principal , ils obtiennent un recours contre lui. A la vérité , il pourroit arriver , par l'événement , que s'ils ne sont pas soutenus par leur gouvernement , comme nous l'avons dit , ils se trouvassent exposés à subir une garantie dont peut-être ils ne pourront se faire indemniser. Mais l'injustice n'est qu'apparente ; ce sera la conséquence d'un principe vrai et invariable , que le vendeur d'une créance , quoiqu'il n'ait aucune ressource , en définitive , contre ses cédans ou contre le débiteur , n'en doit pas moins garantir le transport qu'il a fait avec la clause de fournir et faire valoir.

Du reste , il résulte nécessairement des principes ci-dessus , que la loi du lieu où le paiement doit être fait , serviroit de règle sur les offres de paiemens et les consignations (1).

(1) Cassation , 5 octobre 1814.

Nous avons choisi, comme plus faciles à comprendre, des exemples tirés des lettres de change; mais on voit comment ces principes peuvent être appliqués à tout autre contrat, pour ce qui en concerne l'exécution. Ainsi, la législation du lieu où un contrat de société a été passé, doit servir à déterminer, non-seulement les effets des engagements entre associés, mais encore les droits que des tiers peuvent exercer contre les associés, pour les obligations souscrites par un seul d'entre eux, avec ou sans le nom social (1). Ainsi, lorsqu'un débiteur oppose la prescription, le droit d'user de ce moyen, la durée de cette prescription, seront réglés par la loi du lieu où il a promis de payer, ou, s'il ne l'a pas déterminé par celle du domicile qu'avoit ce débiteur, lorsqu'il s'est obligé; parce que la prescription étant une exception qu'il lui est permis d'opposer à la demande de son créancier, c'est naturellement dans sa propre législation qu'il doit trouver ce secours. A plus forte raison le débiteur doit-il puiser dans la législation du pays dont il est sujet, les exceptions fondées sur son incapacité, suivant les règles expliquées n. 1482 et suivans.

Ces règles s'appliquent même au cas où

(1) Rejet, 13 fructidor an 9.

plusieurs garans de l'obligation demeurent dans des lieux dont les lois sur la prescription ne seroient pas semblables; chacun, en se portant caution, a voulu jouir de toutes
 Cir. 2036. les exceptions réelles dont la dette étoit susceptible en faveur du débiteur principal; sauf à invoquer la prescription particulière qui éteindroit le cautionnement, et qui se régleroit d'après la loi de son domicile, au moment où il l'auroit souscrit (1).

1496. Le paiement peut être refusé, et ce refus peut, par plusieurs causes et circonstances déjà expliquées, donner lieu à une demande devant un tribunal français. Sans doute on instruira cette demande dans les formes de procédure usitées devant ce tribunal, qui jugera d'après les principes que nous avons indiqués; mais, en outre, la condamnation entraînera la contrainte par corps, si la loi française l'autorise, encore que celle du lieu de la convention ne la permette pas. L'arrestation d'un débiteur est une mesure accordée au créancier, pour forcer ce débiteur à l'exécution de ses engagemens; et l'exécution d'un acte est régie par la loi du lieu où elle se fait (2).

(1) Rejet, 23 janvier 1822.

(2) Rejet, 1^{er} avril 1817. — Rejet, 12 juin 1817.

1497. Ce refus de paiement peut avoir d'autres résultats, et donner lieu à l'exercice de recours contre des co-obligés, des garans, recours qui doivent être précédés d'actes attestant le non paiement. Ils sont, en général, l'ouvrage d'officiers ministériels qui ne peuvent suivre d'autres formes que celles avouées par la loi de laquelle ils tiennent le droit d'instrumenter. Ainsi, les protêts faute d'acceptation, de paiement, les sommations et réquisitions de livrer ou de faire une chose promise, doivent, comme nous l'avons vu n. 1489, être rédigés suivant la forme exigée par la loi du lieu où on les fait; et quand même la loi locale auroit établi un mode de réquisition qui n'exigeroit pas le concours d'officiers publics, comme l'exigent les lois françaises, cette loi étrangère devroit seule être observée.

Mais lorsqu'il s'agit de la nécessité de ces actes, pour conserver ou exercer des recours contre ceux qui sont garans du paiement, il faut suivre la loi sous l'empire de laquelle a été faite la convention qui donne lieu à cette garantie. Par exemple, nous avons vu, n. 424, qu'en France, il est nécessaire de protester une lettre de change, même en cas d'insolvabilité notoire ou de faillite du tiré; si une lettre tirée de France étoit payable en pays étranger, il faudroit, quoique la loi du lieu

dispensât du protêt contre un débiteur failli, faire cet acte de protêt, sous peine d'être déclaré déchu de tout recours contre le tireur français. Celui qui a cédé un droit, qui a promis le fait d'un autre, n'a entendu qu'on le poursuivit qu'après avoir constaté l'inexécution du paiement ou du fait qu'il a garanti; il étoit libre de déclarer qu'il ne s'obligeoit qu'autant que ce refus seroit constaté dans un certain délai : s'il ne s'est pas expliqué, il s'en est référé à la loi du lieu où il contractoit, loi qui devenoit le supplément de sa convention.

On doit en dire autant pour l'exercice des recours contre les endosseurs. Il pourroit cependant arriver que les actes constatant le refus de paiement fussent défendus par la loi du pays. Ainsi, supposons qu'une lettre de change eût été tirée de France, payable en numéraire, dans un pays où existeroit un papier-monnaie déprécié, et que le refus du tiré, de payer en numéraire, ne puisse être constaté par un officier public, parce que la législation locale puniroit sévèrement ceux qui ne voudroient pas reconnoître, comme valeur réelle, la valeur nominale du papier-monnaie. Le porteur devroit, en pareil cas, faire constater ce refus, de la manière possible, soit par des certificats de commerçans,

Exécution des actes faits en pays étranger. § 11. 179
soit par un acte de notoriété attestant l'existence de la législation.

Ces principes servent à régler ce qui doit avoir lieu lorsqu'une lettre de change tirée de France ou de quelque possession française que ce soit, sur pays étranger, donne sujet à recours contre les garans domiciliés, soit en France, soit en quelque possession française. Le porteur qui n'en a pas exigé le paiement ou l'acceptation dans le délai que nous avons indiqué n. 358, perd son recours contre les endosseurs, et même contre le tireur qui a fait provision ; car celui qui a tiré la lettre et promis garantie faute de paiement, a pu mettre à cette garantie la condition qu'il jugeoit à propos, et déclarer combien de temps il vouloit être obligé. Si, pouvant faire de ces choses la matière d'une convention, il a gardé le silence, il est présumé s'être reporté à la règle admise en France, lieu où il contractoit, suivant les principes que nous venons de rappeler.

Quant aux endosseurs, leur engagement de payer, si la lettre n'est pas acquittée, se réfère nécessairement aux conditions du contrat dont ils cèdent les droits et promettent l'exécution : ils ne sont pas, en effet, présumés promettre plus que le tireur, en ce qui touche les conditions de garantie qui résultent de la lettre elle-même ; et puisque nous venons de

Com. { 160.
166.

voir que ce tireur étoit censé avoir imposé au porteur l'obligation de se présenter dans le délai usité en France, les endosseurs ne sont pas présumés avoir garanti autre chose; c'est précisément ce qu'a décidé la loi du 19 mars 1817.

Ce ne seroit pas toutefois un motif pour empêcher que les endosseurs ne fussent tenus particulièrement des obligations spéciales dérivant de leur endossement, et fondées sur la loi sous laquelle ils l'ont souscrit. Ainsi quelques lois étrangères soumettent les endosseurs à justifier, qu'à l'échéance, la provision existoit dans les mains de l'accepteur, preuve dont sont dispensés les endosseurs, d'après la législation française. Il est certain qu'un endossement souscrit sous l'empire d'une de ces lois étrangères soumettroit celui qui l'a donné à la garantie spéciale qu'elle établit.

1498. Le refus de paiement étant constaté dans les délais et les formes qui viennent d'être indiqués, il peut se faire que, par l'exercice de la garantie et des diverses sous-garanties qui en résultent, un tribunal français ait à décider sur la validité des dénonciations que chaque endosseur doit faire à ses garans, et des assignations qu'il doit leur donner. Il est important de savoir quelles lois serviront à juger si ces dénonciations et assignations

Exécution des actes faits en pays étranger. § 11. 281
ont été faites en temps utile, et si l'action en garantie est recevable.

Deux hypothèses peuvent se présenter : ou la lettre est tirée d'un pays étranger sur France, ou elle est tirée de France sur pays étranger.

Dans la première hypothèse, supposons une lettre de change tirée par un commerçant hollandais sur un commerçant de Paris, au profit d'un Espagnol; cet Espagnol, porteur de la lettre, l'endosse au profit d'un Portugais, celui-ci au profit d'un Anglais; en sorte que, par ces différens endossements, la lettre parcourt une partie de l'Europe. A l'échéance, le Français sur qui elle étoit tirée ne paie pas, et le protêt est fait par l'Anglais, que nous en supposons porteur à cet instant. Ce protêt ne peut être fait, comme on l'a vu n. 1489, que dans les formes déterminées par la loi française, puisque la lettre est payable à Paris. Mais ce protêt fait, le porteur libre de s'adresser à celui des signataires qu'il veut choisir, le dénonce au Portugais de qui il tenoit la lettre. S'il l'assigne ensuite devant les juges de Portugal, comme il en a le droit, nous n'avons point à nous en occuper; cette action devient étrangère aux tribunaux français. Mais s'il veut, comme il en a aussi incontestablement la faculté, assigner ce Portugais, son garant, devant le tribunal français où il assigne le tiré; si, à son tour, ce Portugais

exerce sa garantie contre l'Espagnol de qui il tenoit la lettre, et l'Espagnol contre le Hollandais tireur, le tribunal français sera juge de la validité de ces demandes en garantie, et du point de savoir si, ou non, quelques déchéances sont encourues.

Dans la seconde hypothèse, la lettre aura été tirée par un banquier français sur un banquier demeurant à Amsterdam, au profit d'un Espagnol, qui la passe à l'ordre d'un Portugais, celui-ci à l'ordre d'un Français, qui la passe, à son tour, à un autre Français. Ce dernier, porteur de la lettre non payée à l'échéance, la fait protester dans les délais et la forme prescrits par la loi d'Amsterdam. Il peut arriver, et ce seroit seulement dans cette hypothèse qu'un tribunal français auroit à connoître de cette affaire, que ce porteur trouve plus utile pour lui d'assigner son endosseur, qui est Français, devant un tribunal de France, au lieu de porter la cause devant celui d'Amsterdam; que ce Français, à son tour, qui tenoit la lettre d'un Portugais, exerce sa garantie contre celui-ci, et ainsi en remontant, de manière que le tribunal français ait à juger, comme dans la première hypothèse, la validité des dénonciations et des assignations en garantie.

1499. Les principes que nous ayons don-

nés n. 1496, ne nous paroissent pas devoir être abandonnés. Il s'agit de garantie; or, lorsqu'il intervient entre deux parties quelque cession de droits susceptible d'y donner ouverture, de deux choses l'une : ou l'acte de cession contient stipulation sur cet objet, ou il se tait.

S'il y a stipulation sur la garantie, elle peut embrasser tout ce qui constitue les droits et obligations respectifs qui en résultent; elle peut porter, et sur l'étendue des obligations que s'impose le cédant, et sur les conditions sous lesquelles il s'oblige : elle peut même s'étendre aux délais pendant lesquels le cessionnaire sera tenu d'agir; car, s'il est vrai qu'on ne puisse, par convention, renoncer au droit d'opposer la prescription, celui qui cède une créance peut convenir qu'après *tel* laps de temps, la prescription de l'action en garantie sera acquise en sa faveur, quoique la loi qui régissoit la convention fixe un délai plus long. Dans ces différens cas, les conventions doivent être fidèlement exécutées, puisque le cédant pouvoit ne promettre aucune garantie.

Civ. { 1627.
1694.

Civ. 2220.

Si l'acte de cession ne contient aucune stipulation sur la garantie, c'est la loi qui régit ce contrat dans ses effets et son interprétation qu'il faut suivre : les parties sont présumées avoir considéré cette loi comme le supplément

de leur convention ; tout ce qu'elle décide sur la garantie des cessions de la nature de celle dont il s'agit, est réputé clause de leur contrat.

Ainsi, chaque endossement étant, comme on l'a vu n. 1485, soumis, à moins de convention contraire, à la loi du lieu dans lequel il a été souscrit, le porteur ne sera recevable contre chaque endosseur, que s'il lui a dénoncé le protêt, et s'il l'assigne dans le délai fixé par la loi de ce lieu. On objecteroit vainement que la personne au profit de qui la lettre de change a été tirée dans un pays, n'a pu avoir d'autres droits que ceux qui lui étoient accordés par les lois de ce pays ; qu'elle n'a pu transmettre la lettre à un autre que sous les mêmes conditions, et ainsi successivement, parce que personne ne peut céder plus de droits qu'il n'en a lui-même ; que c'est donc toujours aux lois du pays dans lequel la lettre a été tirée, qu'il faut se conformer pour juger les actions des différens endosseurs les uns contre les autres. Ces raisonnemens spécieux prennent leur source dans un principe vrai en lui-même, et que nous avons adopté n. 1492 : qu'il est naturel de croire que, pour le fond même de leurs engagements, les parties ont entendu s'en référer à la législation du pays où le contrat a été passé, puisqu'elles n'en avoient point d'autre en vue, et qu'on ne pouvoit leur supposer l'intention de se sou-

mettre à celle du lieu où s'élèveroient les contestations, ce lieu étant aussi incertain que la possibilité de ces contestations.

Mais cela n'est vrai que pour ce qui concerne l'obligation principale, et ne peut s'appliquer aux divers contrats de cession, dont cette obligation est la matière. Chacun de ces contrats, tout en se référant, pour la chose ou le droit cédé, à un contrat primitif, est lui-même, comme nous l'avons dit n. 1485, un contrat particulier et indépendant. Celui qui cède une créance qu'il a achetée, est maître, soit par des conventions spéciales, soit tacitement, en se référant à la loi du lieu où il fait cette cession, de déterminer les obligations de garantie qu'il veut subir, et les lois par lesquelles il se met dans le cas d'être jugé. Sans doute le cédant ne transmet pas à son cessionnaire, plus de droits qu'il n'en a lui-même ; mais cela n'est vrai qu'à l'égard de la propriété de la chose. C'est le seul point sur lequel les obligations des cédans successifs puissent être uniformes ; et voilà pourquoi l'acceptation et le paiement ne peuvent être exigés que de la manière permise par les lois du pays où ils doivent être faits. Mais rien n'astreint ces contractans à faire des conventions uniformes sur le plus ou le moins d'étendue de la garantie qu'ils se doivent : ils sont les maîtres de suivre à cet égard *telles ou telles*

lois ; et il est naturel et juste de décider que leur intention a été de suivre la loi du lieu où la cession a été faite , lorsqu'ils ne s'en sont pas autrement expliqués.

Il résulte sans doute de ces principes, qu'un endosseur se trouvera obligé de garantir le paiement après un protêt tardif, ou de justifier qu'il y avoit provision , si telle est la loi du lieu où il a fait son endossement , quoique celle du lieu où l'endossement a été fait à son profit ne lui accorde pas un semblable recours contre son endosseur. C'est le résultat de la diversité des conventions. Il arrive tous les jours que celui qui a acheté sans aucune garantie revend avec toute garantie : son acheteur a contre lui des actions qu'il ne peut exercer à son tour contre son vendeur ; et certainement il ne sauroit s'en plaindre. Il en est de même dans les divers endossements d'une lettre de change, faits sous l'empire de différentes lois ; chaque endossement impose à l'endosseur des obligations de garantie plus ou moins étendues , suivant le lieu où la cession a été faite. Ce que la stipulation produit dans le cas dont nous avons parlé, la convention sous-entendue l'opère à l'égard du transport d'une lettre de change ; nul des endosseurs ne peut s'en plaindre, parce qu'il a su, en acquérant, à quelles conditions il contractoit ; et qu'il a

su de même, en cédant, à quelles autres conditions il cédoit (1).

1500. Les mêmes principes doivent s'appliquer également aux dommages-intérêts dus à défaut de paiement. Par exemple, lorsqu'une lettre de change a été protestée, le porteur peut faire une retraite qui comprend dans le compte de retour un rechange; celui sur qui la retraite est tirée peut en faire une sur son garant, et ainsi successivement. Nous avons vu n. 445, qu'en France les rechanges ne sont point cumulés; que chaque endosseur supporte seulement celui auquel il a donné lieu. Dans d'autres pays, ce cumul est permis; on suppose que celui qui a créé une lettre de change a donné, par cela même, un pouvoir indéfini de la négocier à ses risques, en quel que pays que ce puisse être; que chacun des endosseurs a garanti ce paiement et a donné lui-même à l'endosseur subséquent et à tous les autres qui lui succèdent un pouvoir semblable. Cela posé, si la lettre a été tirée d'un pays où ce cumul est permis, le tribunal français, soumis à une loi qui le prohibe, pourrait-il condamner le tireur et les endosseurs appelés devant lui en garantie, à rembourser les rechanges cumulés?

(1) Rejet, 28 mars 1810.

Il nous semble que la loi du lieu où la convention a été faite doit ici servir de règle. Le rechange est évidemment la peine d'inexécution de l'engagement pris solidairement par le tireur et les endosseurs, de faire payer la lettre ; les parties pouvoient convenir d'une clause pénale, et par conséquent elles ont pu suppléer à cette convention par la loi du lieu où elles ont traité. Ce cumul de rechanges est la conséquence de l'autorisation licite donnée par le tireur de négocier la lettre à ses frais et risques, partout où l'on voudra ; or, cette autorisation se suppose dans toute lettre tirée sous l'empire d'une loi qui admet le cumul des rechanges, parce que les conventions n'obligent pas seulement à ce qu'elles expriment, mais encore à ce qu'y supplée l'usage du lieu où elles sont passées.

Civ. { 1152.
1229,

Civ. 1160.

A la vérité, en appliquant ce principe aux endosseurs, on pourroit dire que chacun d'eux n'est pas présumé avoir promis autre chose que ce que contient l'endossement qu'il a souscrit, ou que ce qu'y fait supposer la loi du lieu ; mais aussi, ce n'est pas sous ce point de vue que la question doit être envisagée. L'obligation de dommages-intérêts fait partie de la convention intervenue entre le tireur et le preneur, et chaque endosseur s'est porté caution d'exécuter l'engagement du premier. Le pouvoir de négocier la lettre partout où on le

voudra , faisant partie de cette lettre , et par conséquent de l'obligation principale , est réputé l'ouvrage de chaque endosseur qui cède la créance avec cette clause : chacun s'est porté caution de toutes les obligations du tireur ; chacun d'eux peut donc , dans l'espèce présentée , être contraint de payer tous les dommages-intérêts auxquels le défaut d'acquittement de la dette peut donner lieu.

TITRE VIII.

DE LA CONTRAINTE PAR CORPS.

1501. LE droit d'un créancier de faire emprisonner son débiteur , jusqu'à ce qu'il ait satisfait à ses engagements , connu sous le nom de *contrainte par corps* , est établi presque par toutes les législations , comme moyen de donner aux opérations commerciales une sûreté nécessaire. La législation française actuelle est loin d'être parfaite sur ce point : le Code de commerce n'a point de titre spécial sur cette matière : quelques-unes de ses dispositions prononcent la contrainte par corps , et d'autres supposent l'emploi de cette voie de rigueur ; mais , hors ces cas spéciaux , c'est

Com. { 209.
625.
637.

la loi du 4 avril 1798 (15 germinal an 6), qui détermine ceux dans lesquels il y a lieu de prononcer la contrainte par corps en matière commerciale.

Cette loi, faite dans un temps où subsistoient encore des idées mal conçues sur la liberté individuelle, est, en général, considérée comme incomplète, et même peu en harmonie avec le système entier de la législation. Notre plan n'étant pas de discuter des théories, nous allons présenter l'état actuel des choses.

Nous diviserons ce titre en cinq chapitres : dans le premier, nous examinerons en quels cas la contrainte par corps a lieu en matière commerciale ; dans le second, en quels cas elle ne peut être prononcée ; dans le troisième, comment elle doit être exécutée ; dans le quatrième, comment elle prend fin ; dans le cinquième, les règles particulières sur la contrainte par corps contre les étrangers.

CHAPITRE PREMIER.

Des cas dans lesquels la contrainte par corps a lieu.

1502. La contrainte par corps ne nous semble pas être la conséquence indispensable

de toute condamnation commerciale; car, d'un côté, elle ne peut être prononcée qu'en Civ 2063., vertu d'une loi, et, de l'autre, celle du 4 avril Pr. 126. 1798 et les suivantes ne déclarent point que la contrainte par corps aura lieu pour toute condamnation résultant d'un engagement de commerce: l'attention des législateurs à déterminer les cas dans lesquels elle peut être prononcée, porte à croire qu'ils ont entendu exclure ceux qu'ils n'avoient point indiqués.

Nous allons donc essayer d'offrir en deux sections, d'après les rapprochemens et la combinaison de ces différentes lois: 1°. quand la contrainte par corps a lieu contre des non-commerçans; 2°. quand elle a lieu contre des commerçans.

SECTION PREMIÈRE.

Des cas dans lesquels la Contrainte par corps a lieu contre les non-commerçans.

1505. La contrainte par corps a lieu conformément à l'art. 4 du titre II de la loi du 4 avril 1798, pour l'exécution de tous contrats maritimes et autres engagements relatifs au commerce et à la pêche de mer, et même pour adjudication d'un navire en justice. Ainsi Com. 209. il n'est pas un seul des engagements dont se compose le commerce maritime, objet de la

troisième partie de cet ouvrage, qui ne donne lieu à l'exercice de la contrainte par corps. Non-seulement on ne distingue point entre celui qui fait sa profession habituelle de ces actes, et celui qui n'en auroit fait qu'un seul passagèrement; mais encore on ne considère pas même, comme nous l'avons déjà fait observer n. 1345, quelle étoit son intention, et si, ou non, il ne contractoit que pour ses besoins personnels. Ainsi, le non-commerçant qui s'embarque, et fait assurer ses hardes, sa vie, sa liberté, contre des risques de mer, est, pour l'exécution de son engagement, contraignable par corps; à plus forte raison, s'il empruntoit ou prêtoit à la grosse, ou s'il assuroit, ne fût-ce que pour une seule fois isolément.

La contrainte par corps a encore lieu, suivant le quatrième alinéa de l'art. 2 du titre II de la même loi du 4 avril 1798, pour exécution du contrat de change, tel que nous l'avons fait connoître n. 516 et suivans, c'est-à-dire pour toute promesse de fournir des lettres de change, ou pour tout engagement de payer le prix de celles qui ont été ou qui doivent être fournies; pour tout engagement contracté par signature apposée sur une lettre de change en qualité de tireur, endosseur, accepteur ou donneur d'aval; et dans ces cas encore, on n'examineroit point dans quel but l'engagement de

change a été contracté, ni si le défaut de protêt à temps utile a réduit le porteur à n'avoir d'action que contre le tireur ou l'accepteur (1). Elle a lieu également contre tous tireurs et accepteurs, endosseurs ou donneurs d'aval, de lettres de change réduites à la qualité de simples promesses, dans les cas prévus n. 457, mais seulement lorsque leurs engagements ont pour occasion des opérations qu'on puisse, d'après les principes expliqués n. 5 et suivans, considérer comme actes de commerce. Elle a lieu encore contre les souscripteurs, endosseurs ou donneurs d'aval, de billets à ordre, pourvu aussi qu'ils se soient engagés à l'occasion d'opérations commerciales.

Com. 637.

Com. { 636.
637.

Dans ces deux cas, ce n'est point l'acte en lui-même qui entraîne la contrainte par corps, c'est la réunion de deux circonstances : la première, qu'on a choisi, pour constater l'engagement, un acte de forme négociable; la seconde, que la cause de l'engagement est elle-même une opération de commerce (2); et par conséquent, les endossements ou autres négociations relatives à ces lettres imparfaites ou à ces billets à ordre, que feroient des non-commerçans, et qui ne seroient pas eux-mêmes causés pour actes de commerce, n'entraîne-

(1) Cassation, 25 mai 1824.

(2) Cassation, 8 janvier 1812.

roient point contre eux la contrainte par corps (1).

1504. Indépendamment de ces cas, la contrainte par corps peut, comme en matière civile, avoir lieu contre toutes personnes qui Civ. 2060. s'y sont volontairement soumises, dans l'acte où elles se portoient cautions judiciaires, ou cautions d'une autre personne contraignable par corps.

De plus, il n'est pas douteux que les tribunaux de commerce ne puissent, en statuant sur des contestations de leur compétence et qui n'emporteroient pas la contrainte par corps, d'après les règles ci-dessus, la prononcer, dans les mêmes cas où ce droit appartient aux tribunaux civils, par exemple, pour Pr. 126. dommages-intérêts excédant 300 fr., ou pour reliquat de compte d'administration confiée par justice, telle qu'est l'administration des agens et syndics provisoires ou définitifs dans une faillite. Mais dans ces derniers cas, c'est une faculté dont les juges sont maîtres de ne pas user (2), tandis que dans tous les autres ils doivent nécessairement la prononcer.

(1) Cassation, 11 février 1807. — Cassation, 5 mars 1811.

(2) Rejet, 2 thermidor an 9.

SECTION II.

Dans quels cas la contrainte par corps a lieu contre les commerçans.

1505. On a vu, n. 77 et suivans, ce qu'on entendoit par l'expression *commerçans*, et n. 54, quelles personnes leur étoient assimilées. La contrainte par corps n'a pas lieu contre eux par cela seul qu'ils sont condamnés pour une opération commerciale ; il faut qu'elle dérive de la loi, ainsi qu'on l'a vu n. 1502.

Elle doit être prononcée contre les commerçans, dans les mêmes cas et pour les mêmes causes qui la font appliquer, d'après les règles du paragraphe précédent, contre les non-commerçans : il faut seulement remarquer que la présomption, indiquée n. 49 et suivans, fait considérer, jusqu'à preuve contraire, que l'acte a été souscrit à l'occasion d'une opération commerciale (1).

La contrainte par corps a lieu encore, conformément au 2^e alinéa de l'art. 2 du titre II de la loi du 4 avril 1798, contre les commerçans, pour exécution de tous engagemens, même non écrits, qu'ils font avec d'autres commerçans pour opérations de leur com-

(1) Rejet, 15 novembre 1813.

merce respectif. Ces expressions , littéralement entendues, semblent dire que si l'un et l'autre ne font pas le même commerce , la contrainte par corps n'aura pas lieu : cependant cette interprétation ne nous paroîtroit pas exacte; il nous semble suffisant que, de la part de l'obligé, la négociation soit commerciale (1), suivant les règles que nous avons données n. 6 et suivans.

Mais il suit de là que, si un commerçant en vins achète ceux d'un propriétaire, sans souscrire de billet pour prix de cet achat, le défaut de paiement n'entraînera pas la contrainte par corps; car, si l'acheteur a la qualité de commerçant, le vendeur ne l'a pas; la négociation verbale ne se trouve donc pas avoir eu lieu entre deux commerçans.

En appliquant ces principes, on voit que l'entrepreneur d'une manufacture qui se seroit engagé de livrer à un commerçant, pour son commerce, *telle* quantité de choses fabriquées, seroit soumis à la contrainte par corps, pour inexécution de son obligation, et qu'elle ne pourroit être prononcée contre lui au profit d'un non-commerçant envers lequel il refuseroit d'exécuter une telle vente verbale. On voit encore que l'entrepreneur qui aura acheté des matières premières d'un

(1) Cassation , 29 janvier 1806 , *est contraire.*

commerçant, sera poursuivi par corps, et que si elles lui ont été vendues par un cultivateur, cette contrainte n'aura lieu que si ce cultivateur est porteur d'un titre écrit.

Ainsi, des ouvriers ne peuvent être contraints par corps à exécuter leurs engagements envers l'entrepreneur d'une manufacture à qui ils se sont loués, sauf l'application des peines prononcées par la loi du 12 avril 1803 (22 germinal an 11). A son tour, le maître poursuivi par eux ne sera pas condamné par corps, parce que ces ouvriers n'étant pas ce qu'on peut appeler commerçans, l'engagement ne se trouve pas fait entre commerçans (1).

La contrainte par corps a lieu encore, conformément au 3°. alinéa du même article de la loi du 4 avril 1798, pour paiement de billets de toute espèce et autres engagements écrits, quelle qu'en soit la forme, que des commerçans souscrivent au profit d'autres commerçans, ou au profit de non-commerçans, quand même ils n'exprimeroient pas une cause commerciale, à moins qu'il n'y soit Com. 638.
énoncé ou prouvé, conformément à ce que nous avons dit n. 52, que la cause de cet engagement est étrangère au commerce.

Ainsi, quiconque, n'étant pas lui-même

(1) Cassation, 5 septembre 1810.

298 PART. VI. TIT. VIII. CHAP. I. SECT. II.

commerçant, traite avec un commerçant, doit, s'il veut obtenir la contrainte par corps, se faire donner une reconnoissance écrite de son débiteur; s'il néglige de se procurer cette sûreté, il pourra bien sans doute établir sa créance par les autres preuves indiquées, n. 262 et suivans; mais il n'obtiendra qu'une condamnation sans contrainte par corps, à moins qu'il ne s'agisse d'une affaire qui donne droit à ce mode d'exécution par quelque autre cause expliquée au présent titre.

La contrainte par corps a également lieu, suivant le 1^{er}. alinéa de l'art. 2 du titre II de la loi du 4 avril 1798, contre les agens de change, courtiers, commissionnaires, dénomination qui comprend les entrepreneurs d'agences, de bureaux d'affaires, de ventes à l'encan, et tous autres, dont la profession est de faire vendre ou acheter des marchandises et de faire des recouvremens de créances, pour la restitution des choses ou titres qui leur ont été confiés, ou du prix qu'ils en ont touché. Il faut y ajouter les ouvriers, les commissionnaires d'entrepôt, les hôteliers, les entrepreneurs de transports ou voituriers, dont nous avons parlé n. 516, 523 et 537, pour la restitution des objets qui leur sont confiés. Les dépôts faits à ces personnes sont, en effet,

Civ. { 1782.
1952.

des dépôts, réputés nécessaires, dans le commerce qui ne sauroit avoir lieu sans intermé-

diaires; et le droit civil accorde la contrainte Civ. 2060. par corps contre les dépositaires forcés.

Enfin, la contrainte par corps a lieu, conformément au 2^e. alinéa du même article, contre les banquiers, quelles que soient les personnes envers qui ils s'engagent pour opérations de leur commerce.

CHAPITRE II.

Des cas dans lesquels la contrainte par corps n'a pas lieu.

1506. Ce que nous avons dit, n. 1502, apprend assez que nous ne partageons pas l'opinion de ceux qui croient que la contrainte par corps doit être prononcée dans tous les cas où il intervient une condamnation commerciale. Peut-être une disposition qui l'ordonneroit seroit-elle avantageuse; mais la législation, dans son état actuel, ne nous paroît pas autoriser ce sentiment.

Nous allons, dans une première section, parler des cas dans lesquels, d'après ces principes, la contrainte par corps n'est pas autorisée; dans la seconde, examiner si les cas dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, sont susceptibles de quelques exceptions; dans la troisième, nous traiterons des contraintes indûment prononcées.

SECTION PREMIÈRE.

Des cas dans lesquels la Contrainte par corps n'est pas autorisée.

1507. Le non-commerçant qui auroit fait un acte de commerce, ne nous paroît pas être, pour l'exécution des obligations qui en résultent, passible de la contrainte par corps. Ainsi, celui qui auroit acheté des denrées pour les revendre, ce qui est, d'après les notions présentées n. 6 et suivans, un acte de commerce, ne seroit contraignable par corps, pour le paiement du prix de cet achat, que s'il avoit souscrit, pour s'en acquitter, une lettre de change imparfaite ou un billet à ordre. Cependant nous ne devons pas dissimuler que ce point de droit est controversé. La loi du 4 avril 1798, prononçant la contrainte par corps de *marchand à marchand*, pour le fait du commerce dont ils se mêlent, quelques jurisconsultes en ont conclu que celui qui achète pour revendre se faisant momentanément marchand, pour tout ce qui concerne cette opération, devoit subir la contrainte par corps.

Com. { 636.
637.

Ce raisonnement ne nous paroît pas bien fondé. Dans le langage usité lors de la rédaction de la loi dont il s'agit, on employoit le

mot *marchand* dans la même signification que reçoit maintenant celui de *commerçant*, pour désigner l'individu qui fait sa profession habituelle du commerce. Dans ce temps, comme à présent, des particuliers faisoient des actes isolés de commerce, sans être considérés comme marchands, de profession; et si l'intention eût été de les astreindre à la contrainte par corps, on eût dit simplement que cette voie d'exécution seroit exercée contre quiconque feroit un acte de commerce. Ces principes n'ont rien de nouveau : de même qu'on distinguoit les non-marchands, des marchands, de même on distingue les non-commerçans, des commerçans; les mots qui expriment ces idées ont seuls changé, mais la chose est restée : dans l'un et l'autre cas, c'est l'exercice habituel, la profession qui donnent la qualité; les dispositions qui atteignent les commerçans sont donc restreintes à eux seuls.

Le même motif qui nous porte à ne point étendre des dispositions rigoureuses, et à renfermer strictement la contrainte par corps dans les seuls cas prévus formellement par des lois, nous a conduit à dire n. 1505, que la contrainte par corps ne devoit pas avoir lieu, même contre un commerçant, pour tout acte de commerce indistinctement, si la loi ne le decidoit pas d'une manière expresse. Cette opinion est aussi susceptible d'une con-

traverse que la volonté du législateur pourroit seule terminer.

SECTION II.

De quelques exceptions aux cas dans lesquels la Contrainte par corps doit être prononcée.

1508. Le droit civil admet plusieurs exceptions à la contrainte par corps; les unes résultent du sexe, les autres de l'âge ou d'autres considérations. Nous allons, dans un premier paragraphe, examiner comment ces exceptions s'appliqueroient au droit commercial; dans le second, si l'on peut en admettre qui soient fondées sur des relations de parenté entre le créancier et le débiteur.

§. I^{er}.

Des exceptions résultant du sexe, de l'âge, etc.

1509. Les femmes et les filles qui ne sont pas commerçantes ne sont pas sujettes à la contrainte par corps pour engagemens de commerce, lors même que ces engagemens entraîneroient cette contrainte contre d'autres obligés. Il en est de même des mineurs non commerçans. Mais ces exceptions ne peuvent être invoquées par ces personnes lorsqu'elles sont commerçantes, d'après les règles données, n. 56 et suivans.

Civ. 2066.

Com. 113.

Civ. 2064.

On n'a point égard, dans le droit commercial, à l'exception que le droit civil établit en faveur des septuagénaires : quelque soit l'âge avancé de celui contre qui la contrainte par corps est prononcée pour cause de commerce, elle s'exécute comme tout emprisonnement pour cause de contravention ou de police. On fonde cette jurisprudence sur ce que la loi du 4 avril 1798 n'accordant pas d'exception, elle la refuse par cela même; et sur ce que cette loi est maintenue, en tout ce qui concerne la contrainte par corps, en matière commerciale (1). L'avis du conseil d'Etat approuvé le 29 novembre 1805, consacre cette opinion.

Ce que nous avons dit, n. 49 et suiv., serviroit à décider que la contrainte par corps peut être prononcée contre une personne qui, à l'instant où elle a souscrit l'obligation, y étoit soumise, et ne l'est plus au moment où l'on en poursuit contre elle l'exécution.

Le service militaire n'exempte point de la contrainte par corps, ainsi que l'ont décidé un décret du 2 juin 1794 (24 messidor an 2), et un acte du gouvernement du 26 juillet 1800 (7 thermidor an 8) : la loi du 8 juillet 1791,

(1) Rejet, 12 frimaire an 14. — Rejet, 10 juin 1807. Cassation, 3 février 1813. — Cassation, 15 juin 1813. — Cassation, 7 août 1815.

titre III, art. 63, porte même que tout militaire en activité qui aura été condamné par corps à payer une dette et n'aura pas satisfait dans les deux mois du jugement, sera réputé démissionnaire après ce terme.

Quant aux fonctionnaires publics, il n'en est aucun qui soit exempt de la contrainte par corps. La dignité de pair de France, la plus éminente de toutes, d'après la Charte constitutionnelle, ne fait point obstacle à ce qu'elle soit prononcée contre un débiteur. Seulement le créancier est soumis, pour exercer la contrainte, à solliciter une autorisation de la chambre des pairs, conformément à l'art. 34 de la Charte. Cette chambre n'a pas droit de réviser le jugement qui l'a prononcée; elle n'est appelée qu'à donner une autorisation d'arrêter, qu'elle peut bien refuser dans l'intérêt public, mais jamais, sous le prétexte du mal jugé. Les membres de la Chambre des députés ne sont point aussi exempts de la contrainte par corps : le privilège que l'art. 51 de la Charte leur accorde de ne pouvoir être arrêtés pendant la session, et dans les six semaines qui l'ont précédée ou suivie, n'est qu'une sorte de sauf-conduit légal et temporaire.

§. II.

*Des exceptions fondées sur les rapports entre le créancier
et le débiteur.*

1510. Les liens du sang ne doivent pas permettre que la contrainte par corps soit exercée entre le père et les enfans, entre frères, entre époux. Aucune loi positive ne contient cependant cette exception ; mais cela ne nous paroît point nécessaire. Les devoirs de la nature sont antérieurs aux droits que créent les lois civiles ; l'enfant doit, à tout *Civ. 371.* âge, honneur et respect à ses père et mère ; les époux se doivent mutuellement secours et *Civ. 212.* assistance ; et la même obligation est imposée par la nature aux frères et sœurs.

Les rapports qui lient des associés ne sont pas un motif pour affranchir de la contrainte par corps celui qui, par suite des affaires sociales, seroit condamné, soit envers la société pendant qu'elle subsiste, soit envers quelques-uns de ses anciens associés après la dissolution. Plus la confiance réciproque est grande et doit l'être effectivement pour leurs intérêts communs, plus il y a de facilité pour l'un de se constituer le débiteur de l'autre, en quelque sorte à son insu ; plus aussi l'obligation de payer est rigoureuse, et plus doit l'être également la voie pour y contraindre. Mais la dif-

férence des sociétés doit être considérée dans l'application de cette règle. Si la société est en nom collectif, elle a constitué chacun des associés, commerçant, et par conséquent s'il s'élève quelque contestation entr'eux, cette contestation est entre commerçans, pour commerce dont ils se mêlent respectivement (1).

Si la société est en commandite, il est évident que le commanditaire n'est pas commerçant, par le seul fait qu'il a pris intérêt dans une société commerciale; si donc l'associé responsable agissoit contre le commanditaire pour le contraindre à réaliser sa mise, la condamnation ne seroit pas exécutable par corps : mais si le commanditaire, à la dissolution de la société, obtenoit quelque condamnation contre l'associé responsable pour la restitution de sa mise ou pour le paiement de sa part dans les bénéfices, la contrainte par corps auroit lieu : car il est évident que l'associé responsable étoit le facteur de la société.

Dans la société anonyme, les administrateurs sont passibles de la contrainte par corps au profit des actionnaires qui obtiennent des condamnations contre eux ; mais la nature des

(1) Rejet, 1^{er} prairial an 10. — Rejet, 25 prairial an 10. — Rejet, 24 brumaire an 12. — Rejet, 20 février 1809.

choses ne permet pas qu'un actionnaire soit tenu par cette voie pour le versement du montant de l'action qu'il a soumissionnée.

Par suite des mêmes règles, l'association en participation pour une opération isolée, ne donne point lieu à la contrainte par corps entre les co-participants, s'ils ne sont pas tous commerçans. S'il n'en est pas de même d'une société en nom collectif, c'est que son objet étant nécessairement de se livrer, non pas à une seule affaire, mais à une série d'actes commerciaux, il en résulte une habitude, une véritable profession qui rend chaque associé commerçant.

Il est inutile de rappeler ici les exemptions ou suspensions occasionnelles qui peuvent avoir lieu en cas de faillite ou cession de biens dont nous avons parlé dans la cinquième partie.

SECTION III.

Des Contraintes par corps illegalement prononcées.

1511. Il résulte de ce qui vient d'être dit, que les tribunaux doivent vérifier si l'objet de la demande ou de la qualité du débiteur donne lieu à la contrainte par corps, et qu'ils ne peuvent la prononcer lorsqu'elle n'est pas autorisée. Si le même exploit de de-

mande contenoit des chefs dont l'un entraîneroit la contrainte par corps, et les autres n'y donneroient pas lieu, il faudroit diviser la condamnation : car chaque fois que la contrainte par corps est prononcée dans un cas que la loi n'autorise pas, il y a lieu à dommages-intérêts ; et de ce que le débiteur n'auroit point fait valoir son exception en première instance, on ne pourroit en conclure qu'il y soit non-recevable en appel (1).

Civ. 1063.

Il nous semble même que si la contrainte par corps avoit été prononcée sur une demande dont les tribunaux de commerce peuvent connoître en dernier ressort, l'appel du jugement sur ce chef seroit admissible, la liberté étant inappréciable. Néanmoins cette question est controversée parce qu'on peut dire que la contrainte par corps n'est qu'un accessoire soumis au dernier ressort, comme la dette elle-même (2). Au surplus, la nécessité qu'il y a, dans l'intérêt public, de maintenir l'autorité de la chose jugée, ne permettroit pas qu'après qu'un jugement ou un arrêt a acquis cette force, on élevât la prétention que la contrainte par corps n'a pas dû être prononcée (3), sauf au condamné à prendre à

(1) Cassation, 20 floréal an 11.

(2) Cassation, 5 novembre 1811.

(3) Rejet, 16 juillet 1817.

partie les juges qui l'auroient illégalement prononcée. Civ. 2063.

1512. Si les tribunaux ne doivent point prononcer la contrainte par corps en d'autres cas que ceux prévus, ils ne doivent point aussi refuser de la prononcer dans les cas où la loi déclare qu'elle aura lieu, à moins qu'une clause expresse ou présumée, d'après les règles ordinaires d'interprétation des conventions, ne l'ait exclue; car s'il n'est pas permis de stipuler la contrainte par corps, même en pays étranger, pour des cas où la loi française l'interdit, il est permis de l'exclure. Civ. 2063.

Hors ces cas, le refus de prononcer la contrainte par corps seroit une violation de la loi; les tribunaux ne sont libres que lorsqu'elle leur en laisse la faculté. Cependant il n'en faut pas conclure que le tribunal qui auroit omis de statuer sur ce chef de demande, pût le faire par un jugement postérieur: il n'y auroit d'autre ressource pour le demandeur dont les conclusions n'auroient pas été accueillies, que d'interjeter appel du jugement, ou, s'il n'en étoit pas susceptible, de se pourvoir en cassation. A plus forte raison si la demande de la contrainte par corps n'avoit pas été formée et que le tribunal eût statué sur la condamnation principale, n'y auroit-il pas lieu de revenir par nouvelle action pour

obtenir cette condamnation. Le jugement a dessaisi le tribunal, et la contrainte par corps n'étant qu'une conséquence de la condamnation principale, ne peut plus faire l'objet d'une nouvelle demande, même devant le tribunal civil qui connoît de l'exécution, comme nous l'avons vu n. 1351, mais qui n'a pas droit d'ajouter aux condamnations dont il doit seulement assurer l'effet.

La contrainte par corps ne doit être prononcée que pour les sommes principales, leurs intérêts, et, si les tribunaux le jugent convenable, pour dommages-intérêts excédant 300 francs, ou autres condamnations de cette nature; jamais pour les seuls dépens (1).

CHAPITRE III.

De l'exécution de la contrainte par corps.

1513. La contrainte par corps, comme Civ. 1067. toute autre exécution forcée, ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement; par conséquent elle ne pourroit être exécutée en vertu

(1) Cassation, 14 novembre 1809. — Cassation, 14 avril 1817. — Cassation, 4 janvier 1825.

d'un contrat où elle auroit été stipulée, même dans les cas où la loi ne l'interdit pas; parce que la stipulation est conditionnelle et pour le cas d'inexécution de la part de l'obligé, qui ne peut être arrêté qu'en vertu d'une ordonnance de justice. Il faut enfin que la condamnation détermine une somme liquide; ainsi les jugemens qui la prononcent pour des livraisons de denrées, de marchandises ou autres objets susceptibles de liquidation, ne peuvent être exécutés qu'après que cette liquidation en a été faite en argent. Peu importe quel soit le montant de la condamnation; on ne suit point dans le commerce la règle du droit civil, qui ne permet pas d'exercer la contrainte pour une somme moindre de 300 fr.

Pr. 551:

Pr. 552.

Civ. { 2065.
2070.

Cette exécution peut avoir lieu, nonobstant l'appel qu'interjetteroit la partie condamnée, dans le cas et de la manière indiqués n. 1383.

Il faut que le jugement prononce directement cette condamnation contre la personne à l'égard de laquelle on veut l'exécuter. Si une femme commerçante et commune en biens avoit été seule assignée pour payer une dette de son commerce, la contrainte par corps n'auroit pas lieu, pour cela, contre son mari, quand même celui-ci l'auroit autorisée ou assistée dans l'instance où elle a été condamnée. Celui qui veut que la condamnation qu'il entend obtenir contre la femme,

ait son exécution contre le mari, doit l'assigner directement comme co-débiteur avec elle, et les faire condamner par corps l'un et l'autre.

Civ. 2069. L'exercice de la contrainte par corps n'empêche point le créancier d'user des autres voies légales pour se faire payer. Ainsi il peut réunir contre son débiteur, pour la même créance, la contrainte par corps, la saisie-exécution de ses meubles, des saisies-arrêts de ses créances, et enfin la saisie de ses immeubles. Ces procédures ne se détruisent pas l'une par l'autre; le créancier peut les faire ensemble ou successivement, et dans l'ordre qu'il lui plaît de choisir,

Pr. 780. 1514. A l'exception du cas particulier de faillite dont nous avons parlé n. 1145, l'exercice de la contrainte par corps ne peut avoir lieu qu'un jour après la signification du jugement, avec commandement par huissier commis, comme nous l'avons vu n. 1381, et muni d'un pouvoir spécial. Néanmoins cette dernière condition, requise pour la garantie de l'huissier, n'est point prescrite à peine de nullité, et n'a pas besoin d'être prouvée par écrit ayant date certaine (1).

(1) Rejet, 24 janvier 1814.

Cet acte doit, comme tout acte extrajudiciaire, être fait au domicile du débiteur, ou au moins à sa personne, et, si le débiteur n'est pas français, au lieu de sa résidence (1). Une signification faite au domicile du mandataire ne suffiroit pas, à moins qu'il n'eût été expressément autorisé à la recevoir.

Il doit contenir élection de domicile dans la commune où siège le tribunal qui a rendu le jugement, lorsque le créancier demeure dans un arrondissement différent, afin que le débiteur puisse l'y assigner, s'il y a lieu; et ce domicile continue pour toutes les suites de la contestation, même pour la signification d'une assignation sur une demande en cassation (2). Il ne doit pas avoir plus d'un an de date; autrement il faut le réitérer. Si le commandement étoit nul, par quelque défaut de ces formes ou de celles qui sont prescrites pour la validité des exploits, le délai de cette péremption n'en courroit pas moins. Pr. 781.

Un débiteur ne peut être arrêté les jours de fête légale; il ne peut l'être, les autres jours, avant le lever ou le coucher du soleil, ne fût-ce que de quelques minutes. Les dispositions générales sur l'heure avant ou après laquelle

(1) Rejet, 2 juillet 1822.

(2) Cassation, 14 mars 1821.

ne peuvent être faits les exploits, ne s'appliquent point à ce mode d'exécution.

Il ne peut aussi être arrêté dans les édifices consacrés au culte, pendant les exercices religieux; ni dans l'auditoire et pendant la tenue des séances des autorités constituées. Mais l'arrestation seroit régulièrement faite dans les cours ou autres lieux environnans. On peut même en conclure qu'elle seroit valablement faite dans les bureaux, en se conformant à ce que nous dirons sur l'arrestation d'un débiteur dans la maison d'autrui, et même dans le lieu de la séance, lorsqu'elle est levée, ou avant qu'elle ait commencé; car le seul but de cette prohibition est d'empêcher qu'on ne trouble l'autorité dans ses fonctions. La décence ne permettroit pas aussi d'arrêter un débiteur pendant qu'il exerce une fonction publique extérieure, par exemple, un officier commandant un poste, un peloton.

Le débiteur ne peut également être arrêté dans une maison quelconque, même dans son domicile, à moins qu'il n'en ait été ainsi ordonné par le juge de paix du lieu, qui doit alors se transporter dans la maison avec l'huissier chargé de l'arrestation. Il rend cette ordonnance sur la réquisition de cet officier; mais il n'est pas tenu de signer le procès-verbal, et celui-ci n'est pas non plus astreint de mentionner qu'il a exhibé au débiteur l'or-

donnance du juge de paix; l'existence de ces acte et ordonnance suffit. Mais l'arrestation du débiteur devrait être annulée si l'huissier l'avoit faite seule et hors la présence du juge de paix, quand même cet huissier auroit fait la réquisition, et que le juge de paix ayant ordonné son transport, ne l'auroit effectué qu'après l'arrestation achevée.

Si le juge de paix du canton ne peut ou ne veut pas ordonner l'arrestation dans la maison où se trouve le débiteur, ni s'y transporter avec l'huissier, pour y procéder, ce dernier peut requérir le juge de paix d'un autre canton. Mais à Paris, où l'arrestation se fait par des gardes du commerce dont l'organisation a été déterminée par un acte du gouvernement du 14 mars 1808, ces règles sont modifiées. Le garde du commerce n'a besoin ni de l'assistance, ni de l'autorisation d'un juge de paix, pour arrêter le débiteur dans son propre domicile, si l'entrée ne lui en est pas refusée : dans ce dernier cas seulement, il se conforme à ce qui vient d'être dit.

Com. 615.

1515. Un débiteur ne peut être arrêté s'il a obtenu un sauf-conduit. On appelle *sauf-conduit* une défense faite par la justice d'exécuter la contrainte par corps contre le débiteur y dénommé. L'usage du sauf-conduit a principalement lieu en faveur du débiteur ap-

Pr. 782.

pelé en témoignage, lorsqu'il vient déposer, ou lorsqu'il s'en retourne après que sa déposition a été entendue. Selon que le débiteur est appelé à déposer devant un juge-instructeur, un tribunal de première instance, une cour royale ou d'assises, le sauf-conduit doit être accordé soit par ce juge-instructeur, soit par le président du tribunal ou de la cour devant laquelle le débiteur doit être entendu. S'il est nécessaire qu'il paraisse devant un tribunal de commerce ou de paix, le sauf-conduit doit être délivré, s'il y a lieu, par le président du tribunal civil, conformément à un avis du conseil d'état approuvé le 30 mai 1807. Les conclusions du ministère public et la mention qu'elles ont été données sont nécessaires dans tous ces cas; et, pour qu'il ne puisse s'élever aucune difficulté, le sauf-conduit doit toujours exprimer le temps pendant lequel il produira son effet. L'omission de cette énonciation le rendroit nul; si même il étoit pour un temps plus long qu'il est nécessaire, le juge pourroit n'y avoir aucun égard; enfin, s'il étoit irrégulièrement accordé, la contrainte par corps exercée seroit valable (1). Ces règles ne sont modifiées que pour les sauf-conduits accordés aux faillis dans le cas prévu n. 1149.

(1) Rejet, 17 février 1807.

On peut aussi mettre au rang des saut-conduits les dispositions des art. 34 et 51 de la Charte, dont nous avons parlé n. 1509.

1516. Aucune des formalités exigées pour la validité des exploits ne doit être omise dans le procès-verbal d'arrestation du débiteur; l'huissier est assisté de deux témoins appelés *recors*, qui doivent, comme ceux dont nous avons parlé n. 419, être français, majeurs, non parens jusqu'au degré de cousin issu de germain inclusivement, ni alliés ni domestiques des parties ou de l'huissier; leurs noms, professions et demeures doivent être énoncés; et ils signent tant l'original que la copie du procès-verbal qui doit désigner le domicile réel ou élu du créancier poursuivant, dans le lieu de situation de la maison d'arrêt. Cette élection n'est pas nécessaire, lorsque la commune dans laquelle le débiteur est arrêté, est la même que celle où a été faite l'élection de domicile par le commandement. Elle ne l'est que pour le cas où cette commune ne se trouve pas la même que celle du tribunal qui a rendu le jugement; par exemple, si le jugement a été rendu à Chartres, et que le débiteur soit arrêté à Orléans. Alors cette seconde élection fait cesser la première; il n'y a pas de raison d'obliger le créancier d'avoir deux domiciles élus pour l'exécution du même acte, Pr. 783. Pr. 585.

et le débiteur n'a pas d'intérêt à exiger qu'ils subsistent en même temps.

Ce procès-verbal doit contenir encore commandement au débiteur de payer, et, par conséquent, mention de la réponse ou du refus par suite duquel l'huissier lui annonce qu'il entend exercer la contrainte par corps, et qu'il le somme de le suivre sans résistance dans le lieu d'arrestation pour dettes ; indiqué par l'autorité compétente.

Si lors de l'exercice de la contrainte, le débiteur offre de payer la somme due, il peut le faire entre les mains de l'huissier qui, par cela seul qu'il est chargé de l'arrestation, est autorisé à lui en donner quittance et valable décharge. A Paris, l'art. 4 de l'acte du gouvernement du 14 mars 1808, oblige le garde du commerce à remettre, dans les vingt-quatre heures, la somme par lui reçue, au trésancier poursuivant ; et faute par ce dernier de la recevoir, pour quelque motif que ce soit, le garde doit la déposer dans les vingt-quatre heures suivantes, à la caisse des consignations. L'article 2 de l'ordonnance du 3 juillet 1816, étend cette obligation à tous huissiers exerçant une contrainte par corps.

1517. Le débiteur doit être, à l'instant, conduit dans le lieu destiné à la détention des prisonniers pour dettes, sans qu'on puisse,

Pr. 788.

sous aucun prétexte, le retenir dans une maison particulière; s'il n'y a pas, dans le lieu, de maison légalement désignée à cet effet, il doit être conduit dans celle du lieu le plus voisin.

Si, quelque incident, pendant le transport, forçoit à séjourner en route, le seul moyen d'éviter la peine de la détention arbitraire seroit de mettre le débiteur dans la maison de dépôt, ou de prendre l'autorisation du maire, pour le garder à vue dans la maison que désigneroit ce fonctionnaire.

Les incidents qui peuvent s'élever pendant l'exécution de la contrainte, sont, ou la résistance du débiteur à suivre l'huissier, ou ses efforts physiques pour s'évader, ou son refus d'ouvrir les portes de sa maison, refus qui peut même avoir lieu de la part de ceux chez lesquels il se trouveroit. L'huissier a droit d'éta-

blir garnison aux portes pour empêcher l'éva-

sion, et de requérir la force armée; au surplus, le débiteur pouvant poursuivre, conformément aux dispositions du Code pénal, contre

ceux qui résistent à l'exécution des ordres de

la justice, l'huissier doit dresser procès-verbal de toutes ces circonstances.

1518. Mais, sans opposer de résistance violente, le débiteur pourroit contester le droit de l'arrêter, soit dans la forme, soit au fond.

Il doit, dans ce cas, requérir qu'il en soit ré-

Pr. 785.

Pén. 209.

Pr. 786. féré; l'huissier est tenu de le conduire devant le président du tribunal civil de première instance du lieu où l'arrestation a été faite, lequel statue en référé : si l'arrestation est faite hors des heures de l'audience, le débiteur doit être conduit à l'hôtel du président. L'huissier qui s'y refuseroit, ou ne feroit point mention de la réquisition du débiteur, seroit coupable d'un faux.

Le président, ou le juge qui le remplace, doit prononcer à l'instant, sans ministère d'avoué ; et sans intimation au créancier que l'huissier représente suffisamment ; l'ordonnance doit être consignée en minute sur le procès-verbal de l'huissier, et sur le champ exécutée sans caution de la part du débiteur, dans le cas où le président ayant prononcé son élargissement, le créancier interjetteroit appel.

Le juge devant qui le référé est porté, ne peut entrer dans le mérite de la condamnation. Si donc la contrainte par corps avoit été prononcée indûment, mais que le jugement fût passé en force de chose jugée, elle devoit recevoir son exécution, comme on l'a vu n. 1511 ; de même si le débiteur avoit une saisie-arrêt entre les mains, la contrainte par corps auroit lieu nonobstant son exception. Il pouvoit faire des offres réelles à la charge de rapporter mainlevée et même consigner ; son silence est une présomption que la saisie-arrêt est mendiée.

Il en seroit de même de toute compensation qu'il opposeroit, encore bien qu'il justifiât authentiquement devant le juge, la légitimité et l'échéance de sa créance; ou d'une prescription qu'il allégueroit (1), puisqu'elle pourroit avoir été interrompue; ou enfin d'offres réelles qui ne seroient point intégrales et pures et simples (2). Si au contraire le débiteur justifioit, qu'après des offres réelles, il a consigné ce qu'il devoit, ou s'il présentoit un sauf-conduit régulier, le président devoit y avoir égard.

Néanmoins, l'art. 17 de l'acte du gouvernement du 14 mars 1808, décide, pour Paris, que, quand même le débiteur allégueroit avoir déposé ou fait signifier, au bureau des gardes du commerce, des pièces suffisantes pour suspendre l'arrestation, s'il ne justifie du récépissé du vérificateur, ou de l'original des significations, visé par ce vérificateur, il est passé outre à l'arrestation.

Le débiteur pourroit prétendre que, par erreur de noms ou de désignations, on s'adresse mal à propos à lui: comme dans tous les autres cas, il doit requérir d'être conduit devant le président, et l'erreur reconnue doit le faire relâcher.

Au surplus, les frais d'une arrestation nulle

(1) Rejet, 12 juin 1817.

(2) Cassation, 27 mai 1807.

par inobservation des formes ou des obligations qui lui sont imposées, sont supportés
 Pr. 1031. par l'huissier, qui peut aussi être condamné à des dommages-intérêts.

1519. Le débiteur ne doit pas être déposé dans le lieu de détention, sans qu'au même instant il soit dressé par l'huissier ou le garde de commerce un acte de remise de sa personne entre les mains du gardien. Cet acte se nomme *écrou*.

L'écrou doit énoncer : 1° le jugement ; 2° les
 Pr. 789. nom et domicile du créancier, et s'il ne demeure pas dans la commune où s'opère l'emprisonnement, une élection de domicile, comme il a été dit n. 1514 ; 3° les nom, demeure et profession du débiteur ; 4° la consignation d'un mois d'alimens au moins ; 5° enfin, mention qu'une copie a été laissée au débiteur, en parlant à sa personne, tant du procès-verbal d'emprisonnement que de l'écrou.

Indépendamment de ces formalités, le gardien doit transcrire sur son registre, ou l'huissier pour lui, le jugement qui autorise l'arrestation ; faute par l'huissier de représenter ce jugement, le geôlier doit refuser de recevoir le débiteur et de l'écrouer.

Si l'huissier ne consignoît pas la somme
 Pr. 791. pour les alimens du détenu, le geôlier ne seroit pas fondé à refuser de le recevoir, puisque

nous verrons, n. 1522, qu'il en résulte, pour le débiteur, un moyen de demander sa mise en liberté.

La consignation doit être d'une somme de 20 francs pour une période de trente jours complets, sans égard aux computations de mois, d'après le calendrier grégorien : cette fixation est déterminée par l'art. 14 du titre III de la loi du 4 avril 1798 (15 germinal an 6), qu'aucune autre n'a remplacée (1); et le créancier n'est tenu à rien de plus, quels que soient les besoins du débiteur (2).

La consignation d'alimens n'est pas nécessaire, quand le débiteur est arrêté pour dette envers l'état. Il reçoit alors la nourriture des prisonniers arrêtés à la requête du ministère public, conformément aux dispositions de l'acte du gouvernement du 4 mars 1808.

1520. Lorsqu'un débiteur est déjà détenu, ses créanciers qui ont droit d'exercer contre lui la contrainte par corps, peuvent aussi Pr. 792. s'opposer à ce qu'on lui rende la liberté, avant qu'il ait satisfait aux condamnations qu'ils ont obtenues contre lui.

Soit que le débiteur ait été arrêté pour dettes,

(1) Cassation, 21 novembre 1820. — Cassation, 14 mars 1821. — Cassation, 27 août 1821.

(2) Cassation, 17 juillet 1810.

soit qu'il l'ait été comme prévenu d'un délit; la recommandation a le même effet; et s'il solidoit le créancier qui l'a fait arrêter, s'il étoit acquitté du délit pour lequel il a été détenu, ou si la peine étoit expirée, il ne pourroit être élargi qu'après avoir désintéressé tous les créanciers recommandans. Il s'ensuit que lorsqu'une recommandation a été faite à la suite d'une arrestation pour délit, le juge n'a pas droit d'accorder un sauf-conduit, sans avoir entendu les créanciers recommandans.

Puisque la recommandation est une véritable exécution de la contrainte par corps, il
 Pr. 793. faut qu'elle soit faite d'après les formes prescrites pour l'emprisonnement; ainsi un commandement préalable, avec signification du jugement qui prononce la contrainte par corps, doit la précéder d'un jour franc au moins. Cette recommandation ne peut être faite que par un huissier commis; elle doit contenir élection de domicile dans le lieu où siège le tribunal, si le créancier n'y demeure pas; il faut qu'il ne se soit passé, ni moins d'un jour franc, ni plus d'un an, depuis cette signification; enfin, on observe les mêmes formalités que pour le procès-verbal d'emprisonnement, mais l'huissier est dispensé de la nécessité de se faire accompagner de recors, et de consigner des alimens, s'il y en a de consignés dans

ce moment. Cette condition d'un commandement préalable n'est même pas requise, quand le débiteur est détenu par suite d'une condamnation pour crimes dont il a été déclaré coupable (1).

Une fois que le débiteur est devenu le gage, si l'on peut s'exprimer ainsi, de plusieurs créanciers, il est juste que chacun d'eux contribue à sa nourriture; par conséquent celui qui a le premier exercé la contrainte par corps ne peut plus retirer la somme qu'il avoit consignée pour les alimens, sans le consentement du recommandant. Le tribunal du lieu où le débiteur est détenu, juge les contestations qui peuvent s'élever entre les divers créanciers pour la fixation de leur part dans ces alimens. Pr. 791.

A défaut d'observation de toutes les formalités que nous venons de faire connoître, l'arrestation du débiteur, ou sa recommandation, sont nulles; mais il doit rester en arrestation jusqu'à ce qu'il ait fait prononcer cette nullité; le gardien n'a pas le droit de décider de pareilles questions: à son égard, il suffit que l'acte d'écrou soit régulier et le jugement transcrit sur son registre. Pr. 793.

1521. Plusieurs des règles de procédure

(1) Rejet, 8 pluviôse an 13.

expliquées dans ce chapitre, sont modifiées, pour la ville de Paris, par l'acte du gouvernement du 14 mars 1808, dont nous avons déjà parlé n. 1514, 1516 et 1518.

Cet acte crée des gardes du commerce qui ont le droit exclusif d'exécuter la contrainte par corps, et peuvent être commis à la garde des faillis dans les cas que nous avons indiqués n. 1145. Ils sont nommés à vie par le Roi, sur la présentation d'une liste de candidats, dressée tant par le tribunal de commerce que par le tribunal civil. Un vérificateur nommé par le garde des sceaux, ministre de la justice, est attaché à leur bureau; il reçoit en dépôt les pièces qui doivent être remises par les parties, avant qu'il soit procédé à la contrainte par corps, et en donne un récépissé. Il vise l'original des oppositions que le débiteur peut former à l'exécution de la contrainte par corps, et qui doivent être signifiées au bureau des gardes. Le vérificateur ne peut remettre aux gardes du commerce les pièces nécessaires pour exercer la contrainte par corps, sans avoir préalablement examiné s'il existe des oppositions; et il joint à ces pièces un certificat constatant qu'il n'en a été formé aucune. Il est obligé de tenir deux registres: l'un contient, jour par jour et sans aucun blanc, la mention des titres et pièces remis par les créanciers, les noms, qualités et demeures des

poursuivans et débiteurs, et de la signification faite de l'arrêt, jugement ou sentence : le deuxième constate les oppositions ou significations faites par le débiteur. Si l'opposition avoit été formée postérieurement à la remise des titres et pièces, le vérificateur en donne avis au garde de commerce, qui surseoit alors à l'exercice de la contrainte. Il est responsable des dommages et intérêts accordés au débiteur par suite du préjudice que peut lui avoir occasioné l'erreur qui se seroit glissée dans un certificat émané de lui.

Le garde doit passer outre à l'arrestation, à moins que le débiteur ne justifie, par l'exhibition du récépissé ou du visa du vérificateur, de l'existence d'une opposition ou du dépôt de pièces suffisantes pour suspendre l'exécution de la contrainte par corps. A ces modifications près, il doit suivre exactement les formes ci-dessus indiquées, et il est responsable des nullités qu'il peut commettre dans les actes de son ministère.

Les parties qui ont à se plaindre de quelque faute ou lésion commise par un garde de commerce, doivent s'adresser au bureau, qui fait réparer le dommage, s'il trouve la plainte fondée : lorsqu'il s'agit d'une prévarication, le bureau dresse procès-verbal du dire de la partie plaignante, des réponses de l'accusé, et l'envoie, dans les vingt-quatre heures, au pro-

cureur du Roi près le tribunal de la Seine, qui agit ainsi qu'il le croit nécessaire, sans préjudice, toutefois, de l'action directe de la partie lésée. Le garde accusé peut être interdit pendant un an par le tribunal; et quel que soit le jugement, le procureur du Roi doit en donner avis au garde des sceaux, ministre de la justice.

CHAPITRE IV.

Comment finit l'emprisonnement du débiteur.

1522. A l'exception du cas particulier indiqué n. 1149, le débiteur légalement incarcéré ne peut obtenir sa liberté que par quatre moyens.

Le premier est le consentement du créancier qui a fait arrêter le débiteur. La recommandation ayant les mêmes effets que l'emprisonnement, il ne lui suffit pas d'avoir le consentement du poursuivant pour être élargi; celui des créanciers qui l'ont recommandé est également nécessaire. Ces consentemens, pour opérer la décharge du gardien de la prison, doivent, s'ils ne sont pas donnés par acte notarié, être écrits sur le registre même d'écrou.

Il ne faut pas perdre de vue que le concor-

dat homologué qui accorde des termes ou des remises au failli, sans réserver la contrainte par corps, est réputé en faire remise, et que les non signataires sont obligés de même que si leur consentement eût été exprès.

Le second moyen est le paiement au créancier qui a fait emprisonner le débiteur, et aux recommandans, s'il y en a. Pour que les créanciers soient entièrement désintéressés, il faut leur payer le principal et les intérêts échus, et en outre les frais de l'instance sur laquelle est intervenu le jugement qui a prononcé la contrainte par corps, s'ils sont liquidés. Il faut aussi leur restituer les frais d'emprisonnement, et les sommes par eux consignées pour alimens, depuis le premier jour de l'entrée en prison jusqu'à celui de la sortie.

Le gardien doit mettre le débiteur en liberté, si celui-ci consigne en ses mains les sommes pour lesquelles son emprisonnement a eu lieu, et les frais de la capture. Cette mesure concilie à la fois les droits de l'humanité et l'intérêt du créancier. Le gardien qui s'y refuse, peut être assigné devant le tribunal, à bref délai, en vertu d'ordonnance et par huissier commis. Il est tenu de déposer, dans la caisse des consignations, la somme ainsi remise entre ses mains : il ne la reçoit pas comme fondé de pouvoir du créancier qui a exercé la contrainte, et ne peut se permettre de la lui verser

Pr. 800.

Pr. { 798.
802.

sans le consentement du détenu, ou sans un jugement qui l'ordonne. En effet, la consignation faite par le détenu pour recouvrer sa liberté, n'est pas considérée comme un aveu de la dette, et ne le rend pas non-recevable à contester les prétentions du créancier (1).

Pr. 794. L'emprisonnement cesse encore quand la nullité en a été prononcée. Cette nullité ne peut jamais être jugée que par les tribunaux civils. Ainsi, conformément à ce qui a été dit n. 1551, la demande en seroit incompétemment portée au tribunal de commerce, dont le jugement serviroit de fondement à cette exécution; et même un tribunal correctionnel ou une cour d'assises ne pourroient connoître de la nullité d'un emprisonnement exécuté au mépris du sauf-conduit qu'ils auroient accordé (2).

Pour connoître quel tribunal peut statuer sur cette nullité, il faut distinguer si les moyens sont tirés du fond de la contestation, ou s'ils tiennent simplement à la forme; par exemple, c'est du fond de la contestation que sortent les moyens de nullité, lorsque le débiteur soutient qu'il ne doit rien à celui qui se prétend son créancier, ou qu'il a employé les voies ordinaires ou extraordinaires pour faire ré-

(1) Cassation, 4 mai 1818.

(2) Cassation, 5 vendémiaire an 11.

former le jugement qui le condamne, et qu'il y a réussi : alors la demande est portée devant le tribunal civil de l'arrondissement dans lequel est situé le tribunal de commerce qui a rendu le jugement de contrainte par corps. Au contraire, si l'emprisonnement est contesté pour avoir été fait dans un temps ou dans un lieu prohibé, ou pour inobservation de toute autre formalité, c'est uniquement de la forme qu'il s'agit, et le jugement de la difficulté appartient au tribunal civil du lieu où le débiteur est détenu. Pr. 794. Pr. 805.

Quel que soit le tribunal qu'il faille saisir de la demande en nullité, le débiteur peut assigner son créancier à bref délai, après en avoir obtenu du juge une permission qui, en pareille circonstance, ne sauroit être refusée, rien n'étant plus urgent que de statuer sur la liberté individuelle. L'assignation, pour comparoître sur la demande en nullité, est donnée au domicile élu par le créancier dans l'acte d'écrou, sans égard à la distance entre le domicile réel et le lieu où la cause sera jugée (1). Le tribunal statue sommairement sur les conclusions du ministère public.

Il pourroit arriver que les moyens de nullité fussent de la nature de ceux que le débiteur

(1) Rejet, 20 mars 1810.

auroit été fondé à employer pour demander le référé. Il n'en résulte contre lui aucune fin de non-recevoir, même à l'égard du droit de réclamer des dommages-intérêts.

Dès que l'emprisonnement a été déclaré
 Pr. 796. nul, pour quelque cause que ce soit, le débiteur qui n'est pas recommandé par d'autres créanciers doit être mis en liberté, sur le vu du jugement représenté au geôlier qui le transcrit sur son registre et en fait mention à la marge de l'acte d'écrou; mais le jugement qui ordonne cette mise en liberté, n'est point exécutoire par provision dans le cas où l'appel en seroit interjeté.

Le créancier peut être condamné à des
 Pr. 799. dommages-intérêts si le tribunal le juge convenable. Cette condamnation ne nous semble pas, néanmoins, devoir être prononcée quand la nullité de l'emprisonnement ne tient qu'à la forme : le créancier ne perd point aussi le droit d'exercer de nouveau la contrainte par corps; mais le débiteur ne peut être arrêté
 Pr. 797. pour la même cause, qu'un jour franc au moins après sa sortie de prison.

Nous avons vu, n. 1519, que, pour la validité de l'emprisonnement, le créancier devoit consigner, entre les mains du geôlier, la somme destinée au paiement des alimens pendant une période de trente jours au moins; pareillement, avant que la seconde période soit

commencée, le prix des alimens doit être consigné pour une suivante, de manière que, soit par l'effet d'une ou de plusieurs consignations inégales, il y ait toujours, au bout de chaque période de 30 jours, une somme de 20 francs consignée pour la période suivante (1). Si les alimens n'étoient pas consignés, le débiteur obtiendrait sa liberté. A cet effet, le geôlier délivre un certificat qui atteste que la consi- Pr. 803.
gnation n'a été effectuée, ni par le poursuivant, ni par aucun des recommandans; ce certificat est annexé à une requête présentée, au nom du débiteur, au président du tribunal civil dans le ressort duquel est la maison d'arrêt. Au bas de cette requête, et sans qu'il soit besoin de sommation préalable, le président ordonne l'élargissement; cette ordonnance, représentée au geôlier et mentionnée sur son registre, l'autorise suffisamment à ouvrir les portes au débiteur. Aussitôt que la requête est présentée, inutilement le créancier en retard consignerait les alimens de la période commencée; la liberté étant acquise de plein droit au détenu, par le manque de consignation dans un temps utile, et l'ordonnance n'étant plus qu'une autorisation fondée sur un droit acquis, il doit obtenir son élargissement. Cependant, si le défaut de consignation des ali-

(1) Rejet, 11 juin 1822.

mens étoit réparé avant que la demande en liberté fût formée, cette demande ne seroit plus recevable; le débiteur seroit censé, par son silence, avoir renoncé au droit que lui donnoit la loi (1).

Quand l'élargissement a été ordonné faute de consignation des alimens, le créancier perd, conformément à l'article 14 du titre III de la loi du 4 avril 1798, le droit de faire arrêter de nouveau son débiteur pour la même dette (1).

1523. Des sentimens d'humanité qui ne nous paroissent pas avoir la sanction de la loi, avoient laissé croire qu'on ne devoit pas autoriser à la fois l'emprisonnement du mari et celui de la femme. Les tribunaux ne pourroient avoir aucun égard à cette position pour rendre la liberté à l'un des deux, malgré le créancier qui les auroit fait arrêter en vertu d'un titre valable et dans une forme régulière.

Indépendamment des causes ci-dessus que le droit civil a admises, l'art. 18 du titre III de la loi du 4 avril 1798, porte qu'après un emprisonnement de cinq ans, la liberté doit être rendue au débiteur, sans qu'il puisse être incarcéré ni recommandé de nouveau pour la même dette. On pourroit croire que cette dis-

(1) Cassation, 27 août 1821.

(2) Cassation, 9 février 1825.

position est abrogée, parce que le titre dans lequel elle se trouve placée concerne le mode d'exercice de la contrainte par corps, objet maintenant réglé par le Code de procédure, qui, dans l'énonciation des cas où l'élargissement d'un débiteur peut être obtenu, ne répète pas la disposition de la loi précitée. Pr. 800.

Cependant c'est sur ce même art. 18 qu'on se fonde, pour décider que l'âge de soixantedix ans qui, d'après une disposition du Code civil, met fin à l'emprisonnement, n'affranchit pas ceux qui sont détenus pour dettes commerciales. Civ. 2066.

De ce que le Code civil a déclaré ne vouloir porter aucune atteinte aux lois qui régissent l'exercice de la contrainte par corps, en matière commerciale, on a conclu, comme nous l'avons vu, n. 1509, que les septuagénaires, en faveur desquels la loi du 4 avril 1798 ne prononce point d'exception, sont sans droit pour invoquer les dispositions, plus favorables du Code de procédure, qu'on restreint aux matières civiles. L'indivisibilité de ce principe a dû conduire aussi à décider que les détenus pour dette commerciale doivent obtenir, après cinq ans, une liberté à laquelle ils n'auroient pas droit si la dette étoit étrangère au commerce (1). Civ. 2070.

(1) Rejet, 3 mars 1825.

CHAPITRE V.

De la contrainte par corps contre des étrangers.

1524. Les principes que nous avons exposés dans les quatre chapitres précédens, ne concernent que la contrainte par corps contre des Français, quel que soit le créancier qui l'exerce; mais les opérations commerciales peuvent donner lieu à de semblables poursuites contre des étrangers. Il existe, à cet égard, des règles particulières que nous avons à faire connoître dans ce chapitre.

La loi du 10 septembre 1807, art. 1, porte que tout jugement de condamnation qui interviendra au profit d'un Français, contre un étranger non domicilié en France, emportera la contrainte par corps. Ces premières expressions de la loi nous apprennent de quels étrangers il s'agit : c'est uniquement de ceux qui ne sont pas autorisés à fixer leur domicile en France.

Pour bien s'entendre sur ce point, il ne faut pas perdre de vue, qu'en ce qui concerne les étrangers, on distingue la résidence, du domicile. L'étranger ne peut avoir de domicile

en France qu'avec une autorisation formelle Civ. 13. du Roi; et alors il jouit, tant qu'il y demeure, des droits civils. Il n'est pas par conséquent indéfiniment soumis à la contrainte par corps, puisque la loi n'y assujettit les Français que dans certains cas, et ne permet pas de l'étendre à d'autres, même par stipulation.

Mais l'étranger non admis au domicile, poursuivi ou même condamné, pourroit se jouer de ses engagemens et de la justice, si la contrainte par corps ne devoit être exercée contre lui qu'en vertu d'un jugement qui la prononceroit. L'art. 2 de la loi du 10 septembre accorde donc au président du tribunal de première instance du lieu où se trouve cet étranger, le droit d'ordonner son arrestation provisoire, lorsque la dette est échue ou devenue exigible, quand même cette dette auroit été contractée en pays étranger (1).

Le créancier n'est pas recevable dans cette demande, s'il a accordé des termes non encore échus, parce qu'il a suivi la foi de son débiteur, et qu'il a renoncé à rien exiger avant l'échéance, ou avant des événemens qui rendront la dette exigible.

Le président du tribunal de première instance est le seul auquel ce pouvoir soit confié ;

(1) Rejet, 12 juin 1817.

et quoique nous ayons dit, n. 412, qu'après le protêt, le président du tribunal de commerce pouvoit autoriser la saisie des effets mobiliers des débiteurs, on n'a pas étendu ce pouvoir jusqu'à ordonner l'arrestation provisoire d'un étranger, lors même que l'affaire seroit de nature à être portée devant son tribunal pour obtenir condamnation.

Cette disposition n'est que facultative, et le magistrat ne doit accorder la permission qu'autant qu'il trouve des raisons suffisantes. Son ordonnance doit être rendue sans instruction, sur simple requête : ce n'est pas, on le sent bien, le cas de prononcer, comme en référé, sur une assignation donnée au défendeur; c'est en quelque sorte une mesure de police qui ne doit pas être astreinte à toutes les règles des condamnations judiciaires (1). Ainsi l'inscription de faux contre le titre de la créance pourroit ne pas l'empêcher. Un instant perdu, le moindre éveil donné au débiteur, détruiroient tout l'effet de la mesure; l'ordre de s'assurer de sa personne ne peut donc être donné, ni trop promptement, ni avec trop de secret.

1525. Le débiteur peut, à l'instant qu'on l'arrête, demander qu'on le conduise devant

(1) Rejet, 28 octobre 1809.

le président, comme on l'a vu n. 1518. Il a également le droit de se pourvoir par appel dans les délais indiqués n. 1384, contre l'ordonnance qui a autorisé son arrestation (1), mais qui, néanmoins, s'exécute par provision.

La manière dont cette arrestation doit être faite n'a rien de différent de ce qui est prescrit pour les arrestations ordinaires : il en est de même du droit de recommander le débiteur déjà détenu ; mais on sent bien que les formes préliminaires que nous avons fait connaître, n. 1513 et suivans, ne peuvent être observées. (2).

Les contestations qui s'élèvent sur la validité de ces emprisonnemens ou recommandations, doivent être jugées, comme tout ce qui concerne les arrestations de Français, après que le ministère public a été entendu (3).

1526. L'étranger peut éviter cette arrestation provisoire, ou même la faire cesser, en justifiant qu'il possède, sur le territoire français, des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer le paiement de la dette.

La propriété doit être libre d'hypothèques, ou du moins présenter un reliquat de valeur

(1) Cassation, 22 avril 1818.

(2) Rejet, 28 octobre 1809.

(3) Cassation, 22 mars 1809.

capable de répondre de la dette ; et il nous semble que les bases d'évaluation par dix ou quinze fois le revenu, déterminées, dans d'autres cas, par le droit civil, peuvent être observées dans une circonstance où l'expertise seroit à la fois longue et dispendieuse.

Civ. 2165.

Un usufruit ne pourroit remplir cet objet, parce que c'est une propriété de durée incertaine dont le créancier ne doit pas être obligé de se contenter.

1527. A défaut d'immeubles , l'étranger peut justifier qu'il a , sur le territoire français, un établissement de commerce : les tribunaux apprécieront alors les circonstances, et ils ne devroient pas considérer comme tels, des établissemens qui n'annoncent, ni durée probable, ni solidité réelle, des entreprises que leur auteur peut quitter avec la même facilité qu'il les a faites, qui ne procurent, en un mot, ni crédit réel dans le commerce, ni relations solides, ni valeur positive et indépendante.

Enfin, le débiteur peut fournir, pour caution, une personne domiciliée en France, même quand elle ne seroit pas française. L'article 3 de la loi du 10 septembre 1807 se borne à exiger que cette caution soit reconnue solvable ; et le président a nécessairement, dans ce cas, le droit d'appliquer les règles que nous avons déjà données n. 585 et 1383.

1528. Un étranger admis par le Roi à établir son domicile en France, pourroit invoquer les droits que nous venons d'expliquer, contre un autre étranger qui n'auroit pas obtenu la même faveur. Cet étranger a la plénitude des droits civils; or, c'en est un que de pouvoir exercer, contre son débiteur, des voies de contrainte autorisées par la loi.

Nous avons dit, n. 1523, que la détention quinquennale mettoit fin à la contrainte par corps. On ne pourroit étendre cette faveur à l'étranger (1). Il s'agit, à son égard, d'une mesure provisoire, jugée indispensable pour garantir le créancier; et d'ailleurs, la loi du 10 septembre 1807, gardant le silence le plus absolu sur ce point, lui refuse, par cela même, le bénéfice accordé aux débiteurs français.

(1) Rejet, 31 août 1819. — Rejet, 21 mai 1823.



TABLE

Servant à indiquer dans quels volumes et à quelles pages de cet ouvrage, est relaté chaque article du Code de Commerce, et des lois anciennes dont il a adopté les dispositions.

Le plan de notre travail ne nous permettoit pas de suivre l'ordre des articles du Code de Commerce; c'est en cela qu'un traité méthodique diffère d'un commentaire.

Mais il nous paru utile et possible de réunir les avantages de ces deux genres d'ouvrages, en offrant la série des articles du Code, avec l'indication des volumes et des pages où nous les avons cités.

L'édit du mois de mars 1673, ordinairement connu sous le nom d'*ordonnance pour le commerce*, et l'ordonnance de 1681, sont les principales sources de la législation commerciale qui régit actuellement la France. Nous avons pensé que l'indication des articles de ces lois seroit aussi d'une grande utilité. Nous les avons placés dans cette table, immédiatement après ceux du Code auquel ils correspondent.

A l'aide de ce rapprochement, on peut recourir aux commentaires de *Bornier*, de *Boutaric*, de *Jousse* et de *Sallé*, sur l'édit de 1673; à ceux de *Valin* et des autres annotateurs, sur l'ordonnance de 1681, et même aux traités d'*Emerigon*, de *Pothier*, et autres jurisconsultes, sur divers contrats commerciaux, pour trouver, dans ces ouvrages, l'explication d'un grand nombre d'articles des lois anciennes, insérés presque littéralement dans le Code de Commerce.

Les articles du Code forment la première colonne ; les tomes sont indiqués par des chiffres romains ; les pages par des chiffres arabes.

1.	I, 326.
2. Edit de 1673, tit. 1, art. 6.	I, 304, 305, 306, 307, 308, 312.
3.	I, 304, 306, 307, 308.
4. Cout. de Paris, art. 234, 235 et 236.	I, 312.
5. Idem, ibid.	I, 312, 315, 317.
6. Edit de 1673, tit. 1, art. 6.	I, 307, 308.
7. Cout. de Paris, art. 236.	I, 316.
8. Edit de 1673, tit. 3, art. 1 et 7.	I, 344, 345, 353, 437. II, 211, 219, 579. IV, 130.
9. Idem, ibid., art. 8.	I, 344, 354.
10. Idem, ibid., art. 3 et 5.	I, 341, 345, 353, 354.
11. Idem, ibid., art. 3.	I, 342, 345. II, 223. IV, 314.
12.	I, 341. II, 220, 221, 222, 226.
13.	II, 223, 225.
14. Edit de 1673, tit. 3, art. 9.	II, 224.
15. Idem, ibid., art. 10.	I, 438. IV, 354.
16.	V, 81.
17.	II, 225.
18.	I, 225.
19.	IV, 75.
20.	IV, 75.
21.	IV, 22, 24.
22. Edit de 1673, tit. 4, art. 7.	IV, 102, 155.
23.	IV, 110, 122.
24.	IV, 110.
25.	IV, 120.
26. Edit de 1673, tit. 4, art. 8.	IV, 126.
27.	IV, 115, 128.
28.	IV, 128.
29.	IV, 24, 133.
30.	IV, 133.
31.	IV, 141.
32.	IV, 141, 142.
33.	IV, 146.
34.	IV, 11, 144.
35.	I, 256. II, 59, 321. IV, 12, 144.
36.	II, 327. IV, 12, 144, 382.
37.	I, 367. IV, 135.
38.	IV, 122.
39. Edit de 1673, tit. 4, art. 1.	II, 204. IV, 76, 114.
40.	IV, 136.
41. Edit de 1673, tit. 4, art. 1.	IV, 76, 77.
42. Idem, ibid., art. 2 et 6.	IV, 77, 114, 155.
43. Idem, ibid., art. 3.	IV, 77, 114.
44. Idem, ibid., ib.	IV, 77.
45.	IV, 140.
46. Edit de 1673, tit. 4, art. 3 et 4.	IV, 78, 178, 220.

47.	III, 493. IV, 75, 148.
48.	III, 493. IV, 150, 156.
49.	IV, 151.
50.	IV, 151.
51. Edit de 1673, tit. 4, art. 9.	V, 28, 137.
52.	IV, 74.
53. Edit de 1673, tit. 4, art. 9 et 10.	V, 140.
54.	V, 144.
55. Edit de 1673, tit. 4, art. 9 et 10.	V, 140.
56. Idem, ibid. art. 12.	V, 146.
57. Idem, ibid.	V, 146.
58. Idem, ibid.	V, 146.
59. Idem, ibid.	V, 146.
60. Idem, ibid., art. 11.	V, 146.
61. Idem, ibid., art. 15.	II, 61, V, 148, 149.
62. Idem, ibid., art. 14.	II, 61. IV, 74.
63.	IV, 74. V, 151.
64.	IV, 224, 226.
65. Edit de 1673, tit. 8, art. 3.	I, 360.
66. Idem, ibid.	I, 361.
67. Idem, ibid., art. 1.	I, 354. IV, 130.
68.	I, 357.
69. Edit de 1673, tit. 8, art. 1.	I, 359.
70. (Non cité, étant transitoire.)	
71.	I, 425.
72.	I, 427.
73.	I, 427, 434.
74.	I, 427.
75.	I, 428, 430. II, 492.
76.	I, 442, 448. II, 245, 327, 561.
77.	I, 447.
78.	I, 448.
79.	I, 453, 454. III, 313.
80. Ordonn. de 1681, liv. 1, tit. 7.	I, 454.
81.	I, 429.
82.	I, 457.
83. Edit de 1673, tit. 2, art. 3.	I, 431. IV, 565.
84. Idem, tit. 3, art. 2 et 4.	I, 427, 444.
85. Idem, tit. 2, art. 1 et 2.	I, 322, 431.
86. Idem, ibid., art. 1 et 2.	I, 322.
87. Idem, ibid.	I, 322, 441.
88. Idem, ibid.	I, 322, 431, 440.
89.	I, 440. IV, 231, 562.
90.	II, 328.
91.	I, 282. II, 625. IV, 2.
92.	I, 282.
93.	II, 538, 557, III, 595. IV, 578.
94.	IV, 383.
95.	II, 634. IV, 579.
96.	I, 367.
97.	II, 589.
98.	II, 639.
99.	II, 639.

346 *Table des Articles du Code de Commerce.*

100.	II, 265, 298, 636. V. 36.
101.	II, 583.
102.	I, 367. II, 583, 638.
103.	II, 590, 591.
104.	II, 590.
105.	II, 594.
106.	II, 275, 280, 545, 586, 594, 595.
107.	II, 599.
108.	II, 592, 594.
109.	I, 438. II, 197, 203, 209, 210, 211, 227, 245, 585.
110. Edit de 1673, tit. 5, art. 1. II,	335, 546, 347, 348, 349, 350, 352, 353, 355, 357, 358, 361, 367, 515.
111.	II, 357.
112.	II, 353, 509, 510.
113.	I, 312, 317. II, 332, 405, 459. V, 302.
114.	I, 508, 509. II, 332, 459.
115.	II, 643.
116.	II, 434, 435.
117.	II, 434, 435, 485, 486, 490.
118.	II, 345, 415, 416, 422, 460, 496.
119. Edit de 1673, tit. 5, art. 4. II,	421.
120.	II, 325, 422, 445, 534, 667.
121.	II, 416, 418, 435, 460, 461.
122. Edit de 1673, tit. 5, art. 2. II,	403, 408.
123.	II, 357, 397, 409, 438.
124. Edit de 1673, tit. 5, art. 2. II,	409, 415, 428.
125.	II, 397, 398.
126.	II, 425, 427.
127.	II, 427.
128.	II, 429.
129.	II, 65, 555.
130.	II, 556, 470.
131.	II, 356.
132. Edit de 1673, tit. 5, art. 5. II,	67, 356.
133.	II, 65.
134.	II, 69.
135.	II, 68, 446.
136. Edit de 1673, tit. 5, art. 24. II,	370.
137. Idem, ib., art. 23 et 25. II,	372.
138. Idem, ib., art. 23 et 25. II,	384, 440.
139. Idem, ib., art. 26. II,	207, 351.
140. Idem, ib., art. 33. II,	158, 376, 460.
141. Idem, ib., art. 33. II,	439.
142. Idem, ib., art. 33. II,	439, 440, 441.
143.	II, 111.
144.	II, 107, 402, 446.
145.	II, 104, 457, 507.
146.	II, 106, 446.
147.	II, 367, 454.
148.	II, 454.

Table des Articles du Code de Commerce. 347

149.	II, 107, 122.
150. Edit de 1673, tit. 5, art. 18.	II, 347, 454.
151.	II, 454.
152. Edit de 1673, tit. 5, art. 19.	II, 456.
153.	II, 474.
154. Arrêt de règlement du Parlement de Paris, 30 août 1714.	II, 345, 347, 455.
155. Edit de 1673, tit. 5, art. 20.	II, 457.
156.	II, 118, 121, 447, 468.
157.	II, 68, 402, 532.
158. Edit de 1673, tit. 5, art. 3.	II, 449.
159. Idem, ibid., art. 3.	II, 445, 450, 452.
160.	II, 391, 422, V, 279.
161. Edit de 1673, tit. 5, art. 4.	II, 346, 446.
162. Idem, ibid. ibid.	II, 69, 346, 466, 470. III, 496.
163.	II, 466, 475, 477.
164.	II, 139, 478, 495.
165. Edit de 1673, tit. 5, art. 13. et 14.	II, 395, 478, 480, 497.
166. Idem, ibid. ibid.	II, 479. V, 279.
167. Idem, ibid. ibid.	II, 495, 496, 497.
168. Idem, ibid., art. 15.	II, 484.
169. Idem, ibid., art. 15.	II, 484.
170. Idem, ibid., art. 16.	II, 435, 485.
171. Idem, ibid., art. 17.	II, 486.
172. Idem, ibid., art. 12.	II, 459. V, 338.
173. Idem, ibid., art. 8.	II, 394, 467, 470, 471, 472, 473.
174. Idem, ibid., art. 9.	II, 467.
175. Idem, ibid., art. 9. et 10.	II, 474.
176. Idem, ibid. ibid.	II, 469.
177.	II, 490.
178.	II, 490, 493.
179. Edit de 1673, tit. 6, art. 3.	II, 491, 498.
180.	II, 490.
181. Edit de 1673, tit. 6, art. 4.	II, 490, 492, 493.
182.	II, 492.
183. Edit de 1673, tit. 6, art. 5 et 6.	II, 498. V, 287.
184. Idem, ibid., art. 7.	II, 81, 490.
185. Idem, ibid. ibid.	II, 490, 493.
186.	II, 492.
187.	II, 68, 532.
188.	II, 530.
189. Edit de 1673, tit. 5, art. 21 et 22.	II, 190, 195, 231, 338, 458, 461, 483, 485, 534.
190. Ord. de 1681, liv. 2, tit. 10, art. 1 et 2.	III, 8, 567, 581.
191. Idem, liv. 1, tit. 14, art. 16. et 17.	III, 116, 173, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 573, 575, 597.
192.	I, 454. II, 210. III, 314, 351.

348 *Table des Articles du Code de Commerce.*

193. Ord. de 1681, liv. 2, tit. 10,		
art. 2.....	III,	569, 571.
194.	III,	569, 571.
195.	III,	26, 41, 43.
196. Ord. de 1681, liv. 2, tit. 10,		
art. 5.....	II,	89, 260, 571, 573, 580.
197. Idem, liv. 1, tit. 14,		
art. 1.....	III,	27, 568.
198. Idem, ibid. art. 2.	III,	28, 29.
199. Idem, ibid. ibid.	III,	28.
200. Idem, ibid. ibid.	III,	30.
201. Idem, ibid. art. 3.	III,	31.
202. Idem, ibid. art. 4.	III,	33.
203. Idem, ibid. ibid.	III,	33.
204. Idem, ibid. art. 5.	III,	35.
205. Idem, ibid. art. 6.	III,	33.
206. Idem, ibid. art. 7 et 8.	III,	33, 195.
207. Idem, ibid. art. 9.	III,	34.
208. Idem, ibid. art. 13.	III,	53.
209. Idem, ibid. art. 10.	III,	36, 574. V, 289, 291.
210. Idem, ibid. art. 11.	III,	38, 39.
211. Idem, ibid. art. 12.	III,	58.
212. Idem, ibid. art. 14.	III,	36.
213. Idem, ibid. art. 15.	III,	574.
214. Idem, ibid. art. 16,		
18 et 19.....	III,	575.
215. Idem, ibid. art. 18.	III,	29, 50.
216. Idem, liv. 2, tit. 8,		
art. 2.....	II,	618. III, 103, 277. IV, 103.
217. Idem, ibid. art. 3.	III,	107.
218. Idem, ibid. art. 4.	III,	51.
219. Idem, ibid. ibid.	III,	52.
220. Idem, ibid. art. 5 et 6.	III,	44, 47.
221.	III,	74, 97.
222. Idem, ibid. art. 9.	III,	165, 187, 192.
223. Idem, ibid. art. 5.	III,	55, 102.
224. Idem, ibid. art. 10.	III,	63.
225. Idem, liv. 1, tit. 1,		
art. 8.....	II,	57, 58, 127.
226. Idem, liv. 3, tit. 3,		
art. 10; et tit. 9, art. 6, et 13.	III,	62.
227. Idem, liv. 2, tit. 1,		
art. 13.....	III,	65.
228.	III,	61, 65, 96.
229. Ord. de 1681, liv. 2, tit. 1,		
art. 12.....	III,	193.
230.	III,	61, 65.
231. Ord. de 1681, liv. 2, tit. 1,		
art. 14.....	III,	113.
232. Idem, ibid. art. 17,		
et liv. 3, tit. 1, art. 2.....	III,	58, 102, 158.
233. Idem, liv. 2, tit. 1,		
art. 18.....	III,	58.

234. Ord. de 1681, liv. 2, tit. 1. art. 19.	III, 77, 497, 507, 509.
235. Idem, ibid. art. 30.	III, 85.
236. Idem, ibid. art. 20.	III, 97, 508, 510, 511.
237. Idem, ibid. art. 19.	III, 24, 25.
238. Idem, ibid. art. 21.	III, 64.
239. Idem, ibid. art. 28.	III, 135.
240. Idem, ibid. art. 28.	III, 136.
241. Idem, ibid. art. 26. et 27.	III, 75.
242. Idem, liv. 1, tit. 10, art. 4 et 5.	III, 76, 82, 548.
243. Ord. de 1543, art. 45, et de 1584, art. 73.	III, 82.
244. Ord. de 1681, liv. 1, tit. 9. art. 27.	III, 83, 548.
245. Idem, ibid., tit. 10, art. 6, et liv. 2, tit. 1, art. 24 et 35.	III, 70.
246. Idem, liv. 1, tit. 10. art. 6.	III, 83.
247. Idem, ibid. art. 7 et 8.	III, 83, 84.
248. Idem, ibid. art. 6, et liv. 2, tit. 1, art 9.	III, 82.
249. Idem, liv. 2, tit. 1, art. 51.	III, 78, 246.
250. Idem, liv. 3, tit. 4, art. 1.	III, 50, 140.
251. Idem, ibid. art. 2.	III, 114.
252. Idem, ibid. art. 3.	III, 117, 121, 122, 127, 134.
253. Idem, ibid. art. 4 et 5.	III, 121, 122.
254. Idem, ibid. art. 5.	III, 121, 122, 128.
255. Idem, ibid. art. 6.	III, 130, 131.
256. Idem, ibid. ibid.	III, 120.
257. Idem, ibid. art. 7.	III, 130, 135, 136.
258. Idem, ibid. art. 8.	III, 122, 123, 126, 134, 136.
259. Idem, ibid. art. 9.	III, 124, 379, 583, 584, 587.
260. Idem, ibid. ibid.	III, 137.
261. Idem, ibid. ibid.	III, 124, 138, 583.
262. Idem, ibid. art. 11.	III, 132.
263. Idem, ibid. ibid.	III, 132, 211.
264. Idem, ibid. art. 12.	II, 580. III, 133, 146.
265. Idem, ibid. art. 13, 14 et 15.	III, 134, 137. IV, 175, 192.
266. Idem, ibid. art. 16.	III, 132.
267. Idem, ibid. art. 17 et 18.	III, 131, 137.
268. Idem, ibid. ibid.	III, 211.
269. Idem, ibid. ibid.	III, 132.
270. Idem, ibid. art. 10.	III, 68, 144, 146, 147.

350 *Table des Articles du Code de Commerce.*

271. Ord. de 1681., liv. 3, tit. 4, art. 19.....	II, 171. III, 125, 410, 563, 577. 587.
272. Idem,	ibid. art. 21. III, 110.
273. Idem,	ibid. tit. 1, art 1 et 3.....
274. Idem,	ibid. art. 4. III, 156, 162, 170. 169, 193.
275. Idem,	ibid. art. 5. III, 160.
276. Idem,	ibid. art. 7. II, 596. III, 171, 174.
277. Idem,	ibid. art. 8. II, 597. III, 127, 175.
278. Idem,	ibid. art. 9 et 11.....
279.	III, 175. III, 73, 130, 175.
280. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 1, art. 11.....	III, 164, 564, 581, 591.
281. Idem,	ibid., tit. 2, art. 2.....
282. Idem,	ibid., art. 1. 3 et 4.....
283.	III, 188, 189. III, 191, 366, 536.
284. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 2, art. 6.....	III, 189, 196.
285. Idem,	ibid. art. 5. III, 193.
286. Idem,	ibid., tit. 3, art. 1.....
287. Idem,	ibid. art. 2. III, 165.
288. Idem,	ibid. art. 3. III, 170, 171, 174, 179.
289. Idem,	ibid. art. 4. III, 165.
290. Idem,	liv. 2, tit. 10. art. 4 et 5; et liv. 3, tit. 3, art. 5.....
291. Idem,	liv. 3, tit. 3, art. 6.....
292. Idem,	ibid. art. 7. III, 170. 163, 167.
293. Idem,	ibid. art. 8. II, 170, 175, 176, 178.
294. Idem,	ibid. art. 9. III, 177, 179.
295. Idem,	ibid. art. 10. III, 61, 157, 168, 174, 177.
296. Idem,	ib. art. 11-22. III, 127, 177, 178.
297. Idem,	ibid. art. 12. III, 127, 178.
298. Idem,	ibid. art. 14. III, 104, 181.
299. Idem,	ibid. art. 15. III, 175.
300. Idem,	ib. art 2 et 16. III, 176, 177, 215.
301. Idem,	ibid. art. 13. III, 181, 225.
302. Idem,	ibid. art. 18. III, 179.
303. Idem,	ibid. art. 19, 21, 22.....
304. Idem,	ibid. art. 20, et tit. 4, art. 20.....
305. Idem,	ibid., tit. 3, art 17.....
306. Idem,	ibid. art. 23. III, 195. 183, 592.
307. Idem,	ibid. art. 24. III, 185, 592.
308. Idem,	ibid. ibid. III, 185, 242.

309. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 3, art. 25.....	III, 182.
310. Idem, ibid. art. 25, et 26.....	II, 111. III, 182.
311. Idem, ib., tit. 5, art. 1.	III, 492, 495, 498, 499, 500, 504, 506.
312.	III, 497.
313.	III, 496, 497.
314.	III, 497.
315. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 5, art. 2.....	III, 486.
316. Idem, ibid. art. 3.	III, 488, 533, 537.
317. Idem, ibid. art. 15.	III, 488, 533, 538.
318. Idem, ibid. art. 4.	III, 264, 487, 488.
319. Idem, ibid. art. 5.	III, 487.
320. Idem, ibid. art. 7.	III, 410, 487, 491, 494, 521, 565, 595, 597.
321. Idem, ibid. art. 8.	III, 508, 509, 511.
322. Idem, ibid. art. 9.	III, 507.
323. Idem, ibid. art. 10.	III, 415, 522, 577, 580.
324.	III, 516, 517.
325. Idem, ibid. art. 11.	III, 483, 492, 503, 524. IV, 8.
326. Idem, ibid. art. 12.	III, 490, 524.
327. Idem, ibid. art. 17.	III, 524.
328. Idem, ibid. art. 13.	III, 289, 291, 292, 419, 457, 515.
329. Idem, ibid. art. 14.	III, 489, 501, 528, 533.
330. Idem, ibid. art. 16.	III, 491, 531, 532.
331. Idem, ibid. art. 18.	III, 414, 584.
332. Idem, ibid., tit. 6, art. 2, 3, 68, 70, 71, 72, 73, 74.	II, 199, 626, 651, III, 311, 315, 320, 322, 333, 334, 337, 339, 354.
333.	III, 316, 319.
334. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 6, art. 7, 9, 10 et 11.....	III, 250.
335. Idem, ibid. ibid.	III, 287, 290, 337, 506.
336. Idem, ibid. art. 8.	III, 464, 478.
337. Idem, ibid. art. 4.	III, 328, 330, 335, 341, 503.
338. Idem, ibid. ibid.	II, 114. III, 347.
339. Idem, ibid. art. 64.	III, 211. III, 345, 347, 368, 463.
340. Idem, ibid. art. 65.	I, 230. II, 253. III, 348.
341. Idem, ibid. art. 5.	III, 289, 291, 419, 457.
342. Idem, ib. art. 20, 21.	III, 258, 269, 325, 401.
343.	III, 307.
344. Ord. de 1681, liv. 2, tit. 3, art. 7, et liv. 3, tit. 6, art. 62.	III, 190.
345. Idem, liv. 3, tit. 6, art. 53.....	III, 191.
346.	II, 71. III, 359.
347. Idem, ibid. art. 15, 16 et 17.....	II, 663. III, 257, 264, 266, 268, 426.

352 *Table des Articles du Code de Commerce.*

348. II, 664. III, 97, 343, 450, 467.
 349. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 6,
 art. 37, 49. III, 309, 452, 458. IV, 46.
 350. Idem, ibid. art. 26. III, 273, 381, 417, 419, 490.
 351. Idem, ibid. art. 27. III, 309, 331, 442, 444, 453, 464,
 475.
 352. Idem, ibid. art. 29. II, 664. III, 275, 282, 341, 438.
 353. Idem, ibid. art. 28. III, 280, 439, 441,
 354. Idem, ibid. art. 30. III, 418.
 355. Idem, ibid. art. 31. III, 341.
 356. Idem, ibid. art. 6. III, 434.
 357. Idem, ibid. art. 22. III, 343.
 358. Idem, ib. art. 23, 56. III, 463, 466.
 359. Idem, ib. art. 24, 25. II, 663. III, 315, 396, 467, 468.
 360. Idem, ib. art. 24, 25. III, 468.
 361. Idem, ibid. art. 32. III, 456.
 362. Idem, ibid. art. 33. III, 294, 407.
 363. Idem, ibid. art. 34. III, 291.
 364. Idem, ibid. art. 36. III, 434, 444, 445.
 365. Idem, ibid. art. 38. II, 508, 662. III, 297.
 366. Idem, ibid. art. 39. II, 662. III, 301.
 367. Idem, ibid. art. 40. III, 303.
 368. Idem, ibid. art. 41. III, 298. IV, 590.
 369. Idem, ib. art. 46, 52. III, 372, 373, 378, 383, 388.
 370. Idem, ibid. art. 52. III, 383.
 371. Idem, ibid. art. 46. III, 372.
 372. Idem, ibid. art. 47. III, 403, 410.
 373. Idem, ibid. art. 48. III, 397, 432.
 374. Idem, ibid. art. 42. II, 667. III, 393, 412.
 375. Idem, ibid. art. 58. III, 385.
 376. III, 387.
 377. Idem, ibid. art. 59;
 et ord. du 18 octobre 1740,
 art. 1. III, 15.
 378. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 6.
 art. 42, 43. III, 394.
 379. Idem, ibid. art. 53. III, 395, 537.
 380. Idem, ib. art. 54, 55. III, 396.
 381. Idem, ibid. art. 45. II, 604. III, 76, 379, 432, 447.
 382. Idem, ibid. art. 44. II, 64. III, 401, 431.
 383. Idem, ib. art. 56, 57. II, 670. III, 422, 481.
 384. Idem, ibid. art. 61. III, 369, 481.
 385. Idem, ibid. art. 60. III, 403, 447.
 386. Déclaration du 17 août 1779,
 art. 6. III, 345, 409, 526.
 387. Ord. de 1681, liv. 3, tit. 6,
 art. 49, 50. III, 399.
 388. Idem, ibid. art. 51. III, 71, 385, 499.
 389. III, 127, 380.
 390. Déclaration du 7 août 1779,
 art. 7. III, 25, 393.

354 *Table des Articles du Code de Commerce.*

431	III, 432.
432. Idem, liv. 3, tit. 6,	
art. 48.....	III, 432, 434, 451, 520, 600.
433. Idem, liv. 1, tit. 12,	
art. 2, 3, 4 et 9.....	III, 21, 116, 185, 197, 600.
434. Idem, ibid. art. 10.	II, 194. III, 185, 198, 520.
435. Idem, ib. art. 5, 7, 8.	II, 193. III, 91, 197, 242, 452.
436. Idem, ibid. art. 6.	II, 193. III, 91, 197, 242, 432.
437.	IV, 229.
438.	IV, 229, 549.
439.	IV, 229, 549.
440.	IV, 236, 237, 238.
441. Edit de 1673. tit. 11, art. 1.	IV, 233, 240, 250.
442.	II, 374, 437. IV, 263, 265.
443. Idem, ibid., art. 4.	IV, 18, 287, 290.
444. Idem, ibid. ibid.	IV, 18, 287, 297, 421.
445. Idem, ibid. ibid.	IV, 265, 289, 422, 562.
446. Idem, ibid. ibid.	II, 107, 287, 298.
447. Idem, ibid. ibid.	II, 89. IV, 419, 423, 426.
448.	II, 20, 69, 395, 477. IV, 275, 283.
449.	IV, 244, 307.
450.	IV, 245, 307.
451. Edit de 1673, tit. 11, art. 3.	IV, 308.
452.	IV, 307.
453.	IV, 245, 307.
454.	IV, 246, 301, 304.
455.	IV, 305.
456.	IV, 304.
457.	IV, 256, 304.
458.	IV, 301, 486.
459.	IV, 331.
460.	IV, 330.
461.	IV, 305.
462.	IV, 307.
463. Edit de 1673. tit. 11, art. 3.	IV, 308, 320, 321.
464.	IV, 322.
465.	IV, 324.
466.	IV, 310.
467.	IV, 311.
468.	IV, 319.
469.	IV, 320.
470. Edit de 1673, tit. 11, art. 2.	IV, 316.
471.	IV, 313.
472.	IV, 316.
473.	IV, 317, 318.
474.	IV, 318.
475.	IV, 317.
476.	IV, 334.
477.	IV, 334.
478.	IV, 335.
479.	IV, 335.
480.	IV, 336.

481.	.....	IV, 331.
482.	.....	IV, 338.
483.	.....	IV, 332.
484.	.....	IV, 332.
485.	.....	IV, 332.
486.	.....	IV, 338, 339.
487.	.....	IV, 339.
488.	.....	IV, 339, 550.
489.	.....	IV, 550.
490.	.....	IV, 551.
491.	.....	IV, 340.
492.	.....	III, 40. IV, 347.
493.	.....	IV, 324.
494.	.....	IV, 325.
495.	.....	IV, 303, 329, 550.
496.	Edit de 1673, tit. 11, art. 9.	IV, 324, 349.
497.	.....	IV, 324.
498.	.....	IV, 324.
499.	.....	IV, 321.
500.	.....	IV, 320, 352.
501.	.....	IV, 352.
502.	.....	IV, 353.
503.	.....	IV, 353.
504.	.....	IV, 354.
505.	.....	IV, 353, 354.
506.	.....	IV, 354.
507.	.....	IV, 355.
508.	.....	IV, 355.
509.	.....	IV, 357.
510.	.....	IV, 358.
511.	.....	IV, 358.
512.	.....	IV, 359, 360.
513.	.....	IV, 359.
514.	.....	IV, 427.
515.	.....	IV, 428.
516.	.....	IV, 429.
517.	.....	IV, 429.
518.	.....	IV, 430.
519.	Edit de 1673, tit. 11, art. 5, 6.	IV, 428, 429, 434.
520.	Idem, ibid., art. 8.	IV, 431, 432.
521.	.....	IV, 434, 436, 460, 551.
522.	.....	IV, 435.
523.	.....	IV, 438.
524.	Edit de 1673, tit. 11, art. 7,	IV, 443, 454.
525.	.....	IV, 448.
526.	.....	IV, 444, 446.
527.	.....	IV, 462, 464.
528.	.....	IV, 315, 464.
529.	.....	IV, 476.
530.	.....	IV, 476.
531.	.....	IV, 464.
532.	.....	IV, 329, 490, 491.
533.	.....	IV, 479, 486.

356 *Table des Articles du Code de Commerce.*

534.	.....	IV, 393.
535.	.....	IV, 481.
536.	.....	II, 539.
537.	.....	II, 540.
538.	.....	IV, 401.
539.	.....	IV, 493.
540.	.....	IV, 492.
541.	.....	IV, 492.
542.	.....	IV, 493.
543.	.....	IV, 431, 497.
544.	.....	III, 446. IV, 411.
545.	.....	IV, 411.
546.	.....	IV, 411.
547.	.....	IV, 411.
548.	.....	IV, 412.
549.	.....	IV, 413.
550.	.....	IV, 412.
551.	.....	IV, 414.
552.	.....	IV, 414.
553.	.....	IV, 414.
554.	.....	IV, 412.
555.	.....	IV, 564.
556.	.....	IV, 564.
557.	.....	IV, 564.
558.	.....	IV, 478.
559.	.....	IV, 478, 486.
560.	.....	IV, 487.
561.	.....	IV, 488.
562.	.....	IV, 497.
563.	.....	IV, 474, 501.
564.	.....	IV, 490.
565.	.....	IV, 491.
566.	.....	IV, 584.
567.	.....	IV, 584.
568.	.....	IV, 593.
569.	.....	IV, 591.
570.	.....	IV, 591.
571.	Edit de 1673, tit. 10, art. 1.	IV, 592.
572.	Idem, ibid. ibid.	IV, 593.
573.	Idem, ibid. ibid.	III, 357. IV, 593.
574.	.....	IV, 593.
575.	Edit de 1673, tit. 10, art. 2.	IV, 588, 589, 590.
576.	.....	II, 287. IV, 534.
577.	.....	IV, 534, 537.
578.	.....	II, 351. IV, 540.
579.	.....	III, 591. IV, 504, 514, 534.
580.	.....	IV, 542.
581.	.....	IV, 512, 520, 522, 524.
582.	.....	IV, 544.
583.	.....	IV, 512, 528, 537.
584.	.....	I, 343. IV, 537.
585.	.....	IV, 503.
586.	.....	I, 341. IV, 247, 271, 556.

587.	I, 354. IV, 97, 237, 556.
588.	IV, 550.
589.	IV, 554.
590.	IV, 554.
591.	IV, 559.
592.	IV, 559.
593. Edit de 1673, tit. 11, art. 10.	II, 549. IV, 124, 560.
594. Idem, ibid., art. 11.	IV, 560, 562.
595.	IV, 550.
596.	IV, 562.
597. Edit de 1673, tit. 11, art. 13.	IV, 563.
598.	IV, 563.
599.	IV, 563.
600.	IV, 553.
601.	IV, 553.
602.	IV, 563.
603.	IV, 553.
604.	IV, 229, 567.
605.	IV, 567.
606.	IV, 568.
607.	IV, 568.
608.	IV, 568.
609.	IV, 569.
610.	IV, 569.
611.	IV, 569.
612.	IV, 555, 567.
613.	IV, 567.
614.	I, 424. IV, 565.
615. Edit de 1673, tit. 12, art. 1.	V, 1, 4.
616. Edit de novembre 1563, art. 1 et 2.	V, 4.
617. Idem, ibid.	V, 4.
618. Idem, ibid.	V, 5.
619. Idem, ibid.	V, 5.
620. Idem, ibid.	V, 6.
621. Idem, ibid.	V, 7.
622. Idem, ibid.	V, 7.
623. Idem, ibid.	V, 8.
624. Idem, art. 18.	V, 9.
625.	V, 289, 315.
626.	V, 9.
627. Edit de 1673, tit. 12, art. 11.	V, 20.
628. Ord. de 1667, tit. 16, art. 11.	V, 8.
629.	V, 7.
630.	V, 8.
631. Edit de 1673, tit. 7, art. 1.	I, 294, 299. V, 12.
632. Idem, tit. 12, art. 2, 4.	I, 230, 231, 234, 235, 237, 243, 245, 250, 265, 267, 280, 285, 286, 287, 290, 294, 299. II, 532, 585.
633. Idem, ibid., art. 7, ord. de 1681, liv. 1, tit. 6, art. 2.	I, 293. III, 20.

358 *Table des article du Code de Commerce.*

634. Edit de 1673, tit. 12, art. 5. I, 294, 300, 333. II, 576. V, 14.
 635. I, 280. IV, 442, 443.
 636. Edit de 1673, tit. 12, art. 5, 14. V, 293, 300.
 637. Idem, ibid. ibid. II, 532. V, 19, 73, 389, 293, 300.
 638. Idem, ibid. art. 5, 10. I, 296, 297. V, 14, 297.
 639. V, 50.
 640. Déclaration du 7 avril 1759,
 art. 1 et 2. I, 306. IV, 236. V, 5.
 641. V, 5.
 642. V, 55.
 643. V, 96.
 644. V, 103.
 645. V, 103.
 646. Edit de novembre 1563,
 art. 8. V, 102.
 647. Idem, art. 9. V, 102, 105.
 648. V, 105.

FIN DE LA TABLE DES ARTICLES DU CODE DE COMMERCE.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LES CINQ VOLUMES
DE CET OUVRAGE.*

(Les chiffres romains indiquent le volume, et les chiffres arabes,
les pages.)

A.

A COMPTER DE.... Comment se calcule un délai, lorsque le commencement de sa durée est ainsi exprimé. II. 65.

A-COMPTES. Dans quel cas le créancier peut en refuser. II. 117.

ABANDON de la chose transportée ne peut être fait au voiturier, pour s'acquitter envers lui. II. 111. — Exception dans le commerce maritime. III. 182, 183. Voy. *Délaissement*.

ABORDAGE. Définition de ce mot. III. 87. — Différentes espèces d'abordages. III. 89. — Présomptions pour connoître à qui il est imputable. III. 89, 90. — Comment la répartition des dommages est régie, quand il n'est pas résultat d'une force majeure, mais d'une faute, dont l'auteur ne peut être connu? III. 88. — *Quid*, s'il s'agit d'un dommage causé au chargement. III. 88, 89. — Délai dans lequel doit être formée l'action en réparation du dommage causé. III. 90, 91. — Comment les assureurs et prêteurs à la grosse répondent du dommage qu'il occasionne. III. 273, 490. — Où doivent être portées les actions. V. 30, 33.

* Il y a, au tome Ier, une Table particulière pour la Bibliothèque de Jurisprudence commerciale.

ABBÉVIATION. Défendue dans les livres des ageus de change et des courtiers. I. 437.

ABSENCE. Est-il nécessaire que celle du père soit déclarée, pour que la mère puisse autoriser son fils mineur à faire le commerce. I. 305.—Analogie entre l'absence proprement dite, et le défaut de nouvelles d'une chose assurée. III. 386, 387.—L'absence d'un commerçant n'est pas toujours la preuve de sa faillite. IV. 240.—Mais elle sert à en fixer l'époque d'ouverture. IV. 250.

ABSENT A quel domicile doit-on l'assigner, ou ses héritiers envoyés en possession. V. 61.

ABUS de confiance. Comment un capitaine de marine peut s'en rendre coupable. III 97. Voy. *Dépôt*.

ACCAPAREMENS. Sont des opérations illicites. II. 32.

ACCEPTATION de lettre de change. Sa définition. II. 388. — Avantage qu'a le porteur de requérir l'acceptation. II. 390.—Devoirs dont il est tenu à cet égard. II. 391, 421, 423.—Si la lettre est payable à l'étranger. II. 391.—Si le tireur ou un endosseur lui ont imposé la condition de requérir l'acceptation. II. 393, 423.—Responsabilité qu'il encourt en ne requérant pas l'acceptation en ce dernier cas. II. 394, 423.—A qui l'acceptation doit être demandée. II. 394 — Temps dans lequel elle doit l'être. II 394, 395.—Délai que le porteur doit laisser écouler. II. 395 — Par qui l'acceptation peut être requise. II. 395, 396. — Comment et où doit être demandée. II. 396, 397.—Garantie que le tireur doit de l'acceptation de sa lettre. II. 345 — Motifs pour lesquels le tiré a vingt-quatre heures pour déclarer s'il accepte ou non. II. 397.—*Quid*, si la lettre portoit les mots : *sans autre avis*. II. 397.—Effets de la promesse que le tiré peut avoir faite au tireur qu'il accepteroit des lettres de change que celui-ci annonce vouloir tirer ou faire tirer sur lui. II. 398, 399, 407, 408.—Obligations dont le tiré peut être tenu s'il ne la remplit pas. II. 400. — Raisons qui peuvent autoriser son changement de volonté. II 401.—Comment le tiré doit exprimer son refus. II. 398.—La réception de valeurs pour le paiement de la lettre de change peut-elle l'obliger à accepter. II. 401, 402.—*Quid* si le tiré est débiteur du tireur. II. 402 — *Quid* s'il a promis d'accepter et reçu provision, dans le cas où

le tireur tombe en faillite. II. 403.—Comment l'acceptation doit être donnée. II. 403.—De l'acceptation tacite. II. 397, 398, 403.—Le mot *vula* prouve-t-il. II. 404, 405.—Termes équivalens au mot *accepté*. II. 404.—Comment elle doit être exprimée. II. 405.—*Quid* si elle est souscrite par une personne du sexe non commerçante? II. 405.—Si elle est donnée par plusieurs. II. 406.—Si elle a eu lieu en pays étranger. V. 255.—Ses effets en ce cas. V. 270, 271.—Signatures à y apposer. II. 405, 406.—Peut-elle être donnée par un acte séparé. II. 406, 407, 367.—Ainsi donnée au tireur, profite-t-elle au porteur. II. 407, 408.—Quand l'acceptation doit être datée? II. 408.—Du défaut de date si la lettre étoit payable à tant de jours de vue. II. 408, 409.—Indication qu'elle doit contenir du lieu de paiement. II. 409.—Conséquences du principe qu'elle doit être pure et simple. II. 409, 410.—Exceptions à cette règle. II. 412, 413.—Réserves faites par l'accepteur qui n'ôtent point à l'acceptation la qualité de pure et simple. II. 414.—*Quid* si l'acceptation reçue par le porteur changeoit les termes du paiement. II. 477.—Avertissement qu'il en doit donner au tireur. II. 428.—Le porteur peut-il refuser l'acceptation pour une somme moindre. II. 415, 428.—Conséquences de cette acceptation. II. 415.—L'accepteur peut-il indiquer que le paiement pourra, *au besoin*, être fait au domicile d'un tiers ou dans une autre ville? II. 410, 411.—*Quid* s'il opposoit qu'un endosseur ou l'accepteur ont consenti cette modification? II. 410, 471.—Effet des modifications que le porteur peut avoir consenties dans l'acceptation. II. 412.—Droits du porteur lorsque l'un de ces moyens a été déclaré et employé. II. 424.—Comment le consentement peut être par lui donné. II. 411, 412.—Si le tiré peut opposer une compensation au porteur sur la demande de son acceptation. II. 412, 413.—Effets de ces prétentions à l'égard du tireur. II. 413, 414.—Effets de l'acceptation. II. 345, 346, 415.—Comment par l'acceptation, l'accepteur devient obligé au paiement de la lettre de change. II. 416.—Nature du contrat qu'elle produit. II. 417, 462.—Comment l'action qui en naît en faveur du porteur peut être poursuivie en cas de non paiement. II. 461.—Exceptions que le tiré est en droit d'opposer. II. 462, 463.—*Quid* si la lettre acceptée étoit fautive. II. 501, 502.—Effets des oppositions ou saisies-arrêts qui peuvent avoir été

faites. II. 463. — Comment la radiation de l'acceptation peut être faite. II. 417, 418. — L'accepteur peut-il se faire restituer de son engagement. II. 418. — Effet de l'acceptation à l'égard du tireur. II. 415, 416, 419. — Comment l'obligation qu'elle produit contre l'accepteur affecte les choses qu'il peut devoir au tireur. II. 419, 420, 430. — *Quid* si le tiré accepte sans avoir de valeurs. II. 420. — En résulte-t-il la présomption qu'il avoit les fonds nécessaires. II. 431. — Quand il peut réclamer ses avances. II. 420, 432. — A-t-il un privilège à prétendre sur le prix que le porteur de la lettre en devoit au tireur. II. 420, 421. — Délai, forme et lieu du protêt, faute d'acceptation. II. 421, 422. — Recours en garantie que le refus d'acceptation donne au porteur le droit d'exercer. II. 422, 423. — Divers moyens de s'acquitter, donnés aux tireurs et endosseurs garans. II. 423, 424.

ACCEPTATION par intervention. Définition. II. 425. — Nécessité d'un protêt pour qu'elle puisse avoir lieu. II. 425. — Peut-elle être donnée par les tireurs ou endosseurs? II. 425. — Et par celui qui est indiqué au besoin? II. 426. — Effet de l'acceptation par intervention donnée par le tiré. II. 426, 429, 430. — Quand est-elle donnée pour tous les signataires de la lettre ou pour l'un d'eux seulement. II. 426, 427. — Nécessité de la signature de cette acceptation. II. 427. — *Quid*, si plusieurs demandent à accepter. II. 427. — *Quid*, si la lettre acceptée étoit fausse. II. 504. — Avertissement que l'accepteur par intervention doit donner au tireur. II. 427, 428. — Effet de cette acceptation. II. 428. — Etat dans lequel elle laisse les droits et obligations du porteur, du tireur et des endosseurs. II. 428, 429.

ACCEPTEUR. Est celui qui prend l'engagement de payer les lettres de change tirées sur lui. I. 255. II. 388. — Ses obligations à l'égard des porteurs. II. 416. — Quand peut biffer l'acceptation qu'il a donnée. II. 417. — N'est point restituable contre son acceptation. II. 418. — Peut-il retenir les valeurs existantes entre ses mains à titre de provision. II. 419. — Ses droits, s'il accepte à découvert. II. 420. — N'acquiert point de droits contre le tireur pour compte. II. 644. — *Quid*, s'il accepte par intervention pour ce dernier. II. 644. — Tribunal devant lequel peut être assigné. Voy. *Acceptation, Provision, Tireur, Tiré*.

ACCESSOIRES. Ce qu'on entend par ce mot. II. 22. — L'assu-

rance est comprise comme accessoire dans la cession ou vented'un droit ou d'une chose. II. 249, 670. Voy. *Choses*.

ACHALANDAGE de magasin. Est-il marchandise. I. 232.

ACHAT. Dans quelles circonstances est acte de commerce?

I. 230 *et suiv.*—Choses qu'il est défendu d'acheter. II. 27 *et suiv.* 246.—Quand donne lieu à la contrainte par corps. V. 295.

ACQUIT. Voy. *Lettre de change*.

ACQUITS-à-caution. Leur objet. III. 61.

ACTES. Importance d'employer, dans leur rédaction, les expressions consacrées par la loi. II. 91.—Preuves résultant des actes. II. 198 *et suiv.*—Les règles sur leurs formes sont déterminées par la loi du lieu où ils ont été faits. II. 200. V. 252 *et suiv.*

ACTES de commerce. Importance de les bien caractériser. I. 227. IV. 545.—Leur division. I. 228.—Négociations commerciales par leur essence, négociations qui le deviennent par leur but. I. 228 *et suiv.* V. 12, 13.—Achats qui sont actes de commerce. I. 230.—Choses dont les achats pour vendre ou louer constituent des négociations commerciales. I. 231.—Titres auxquels des achats ou acquisitions doivent avoir été faits pour que la revente ou location des choses qui en sont l'objet leur donne la qualité d'actes de commerce. I. 235.—De l'achat d'une récolte future. I. 236.—De celui fait par bail des fruits d'un fonds. I. 236.—De l'auteur qui vend ou débite son ouvrage. I. 236.—*Quid* de celui qui traite avec lui. V. 14.—Signes auxquels on reconnoît qu'un achat a été fait pour revendre. I. 236 *et suiv.*—Cas où l'intention de revendre en achetant et la revente effective ne donnent point à l'achat la qualité d'acte de commerce. I. 237, 238 et 239.—Les achats de grains faits pour être revendus pendant une disette sont-ils point actes de commerce. I. 239.—Comment la location d'une chose achetée donne à l'achat la qualité d'acte de commerce. I. 245.—Ventes qui ont cette nature. I. 249.—Louages qui sont actes de commerce. I. 273 *et suiv.*—Quand le dépôt a cette nature. II. 541.—Une condamnation judiciaire peut-elle en quelque cas être un engagement de commerce. II. 229.—L'endossement d'une lettre de change échue est-il acte de commerce? II. 382.—Et un billet à domicile. II. 532.—Opérations maritimes qui sont toujours actes de commerce. I. 292.—Conventions

- relatives à un navire qui sont actes de commerce. III. 10, 20.—Actes présumés commerciaux par la qualité de celui qui les a faits. I. 293 *et suiv.* — Négociations qui sont actes de commerce à l'égard d'une partie et non à l'égard de l'autre. V. 15.—Peut-on prouver qu'un acte est commercial, contre la qualification qui lui a été donnée. II. 530.—Personnes habiles à faire des actes de commerce. I. 302.—Exercice d'actes de commerce produisant la qualité de commerçant. I. 329.—Engagement de forine commerciale pris par un mineur. I. 311.—Par une femme. I. 319. Voy. *Acteurs, Agens d'affaires, Apprentissage, Artistes, Assurances, Auteur, Aval, Banque, Billets, Billet à ordre, Commerçans, Compétence, Comptables, Contrainte par corps, Cultivateur.*
- ACTES conservatoires.** Ceux que doivent faire les agens ou syndics provisoires d'une faillite. IV. 319 *et suiv.* 340.
- ACTES de l'état civil.** Règles auxquelles sont soumis ceux qui sont passés dans un navire en voyage. III. 78.—Dépôt qui en doit être fait dans un consulat. V. 189.
- ACTES de notoriété.** Leur objet et leur autorité. V. 90.
- ACTES de protestation.** Voy. *Protêt.*
- ACTIF.** Voy. *Bilan, Faillite, Société.*
- ACTION d'avarie.** Ce qu'on nomme action d'avarie en matière d'assurance III. 370, 415.—Peut être exercée lors même qu'il y a lieu au délaissement. III. 419.—Preuves qui doivent justifier l'action en avarie et manière d'évaluer les pertes. III. 422 *et suivans.*—Cas où les avaries réclamées par l'assuré résultent d'une contribution aux avaries communes. III. 424.—Quel taux doivent atteindre les avaries, s'il n'a pas été conventionnellement déterminé, pour donner lieu à cette action. III. 427.—Lorsque l'avarie excède le taux exigé, on ne le déduit pas sur le total. III. 428.—L'assureur qui a payé les avaries est subrogé aux droits de l'assuré. III. 428.—Prescription de l'action d'avarie. III. 432. Voy. *Assurance maritime, Assureur, Avarie, Prêt à la grosse.*
- ACTEURS.** Comment les achats qu'ils font pour l'exercice de leur état peuvent être des actes de commerce. I. 248.—Nature de leurs engagemens envers les entrepreneurs de spectacles. I. 290. II. 564.
- ACTION publiques.** Voy. *Banqueroute.*

ACTION réhabilitoire. Ce qu'on appelle ainsi. II. 278.—Délai dans lequel doit être exercée. II. 279.

ACTION révocatoire. Règles sur son exercice par syndics d'une faillite. IV. 417 *et suiv.*—Ne peut être intentée que par la masse, et ne profite qu'à elle. IV. 425. Voy. *Faillite, Fraude, Syndics.*

ACTION dans une société. Ce qu'on entend par ce mot. IV. 55.—Comment est négociée. I. 443. II. 327.—N'est-ce pas un droit immobilier, lors même que la société possède des immeubles. IV. 57.—Comment peut être donnée en nantissement. IV. 382. Voy. *Actionnaires, Anonymes (sociétés).*

ACTIONNAIRE. Est autorisé par la nature de la société divisée par actions à céder celle dont il est propriétaire. IV. 11, 59.—Différence entre l'actionnaire et le créancier. IV. 58 et 59.—Ses droits et obligations dans une société anonyme. IV. 143 *et suiv.*—La faillite d'un actionnaire ne dissout jamais les sociétés anonymes. IV. 175.—Est-il autorisé à faire la déclaration de cessation de paiemens de la société? IV. 237.

ADHÉRÉ. Comment on supplée à un effet de commerce adhiré? II. 453.

ADJUDICATION. Voy. *Navire. Vente par autorité de justice.*

ADMINISTRATEUR. Voy. *Agens du gouvernement, Compétence.*

ADMINISTRATION d'une faillite. A qui est confiée. IV. 319 *et suiv.* 340 *et suiv.* 464 *et suiv.*—N'est point changée par la poursuite en banqueroute exercée contre un failli. IV. 553. Voy. *Agens provisoires, Syndics.*

AFFICHES. De l'autorisation donnée à un mineur pour faire le commerce. I. 306.—D'un contrat de mariage entre époux, dont l'un est commerçant. I. 356.—De leur séparation. I. 360.—De la vente publique de marchandises. I. 451.—De l'adjudication en justice des navires. III. 33.—D'un acte de société et des changemens dans les conventions sociales. IV. 77 *et suiv.*—De la dissolution d'une société, quelle que soit la cause qui l'ait produite. IV. 220.—D'un jugement déclaratif de faillite. IV. 256.—De la convocation des créanciers d'un failli. IV. 534.—Des demandes en réhabilitation. IV. 568.—Des jugemens des tribunaux. V. 94.

AFFIRMATION. D'une partie dans une instance. II. 233. V. 87. — Du rapport du capitaine. III. 82 *et suiv.* — Des créances dans la faillite. IV. 355. Voy. *Capitaine, Rapport, Serment, Vérification de créances.*

AFFRÈTEMENT. Définition de ce contrat. III. 156. — Sa nature, selon que le navire est équipé ou ne l'est pas. III. 156, 157. — Condition qui lui est essentielle. III. 218. — Qui a droit de fréter. III. 158. — Comment peut appartenir au capitaine, et sa responsabilité à cet égard. III. 158, 159. — *Quid* de la vente depuis l'affrètement. III. 159. — Comment se règle l'affrètement de tout le navire, selon qu'il a été fait au voyage, pour un temps déterminé ou au mois? III. 159, 160. — Comment l'affrètement est fait au forfait, au quintal ou au tonneau. III. 160, 161. — Effets particuliers d'une location partielle, selon qu'elle a été faite purement et simplement, ou à *cueillette*. III. 161, 162. — Cas dans lesquels l'affrètement peut être prouvé autrement que par une charte-partie. III. 162, 163. — Effets de l'affrètement tacite. III. 163. — Choses qui garantissent les engagements réciproques de l'affrèteur et du frèteur. III. 164, 165. — Comment le frèteur peut être soumis à des dommages-intérêts, pour fausses déclarations sur ce qu'il a mis dans le contrat. III. 165, 166. — S'il a substitué un navire à un autre. III. 166, 167. — Droits qui appartiennent à l'affrèteur dans le navire. III. 165. — *Quid* si l'affrètement est partiel. III. 167. — Charge dans le navire au-delà du port permis. III. 167. — Diminution réclamée pour chargement moindre. III. 179. — Dommages-intérêts à prétendre de la part de l'affrèteur, si le navire n'est pas mis à la voile au temps convenu. III. 167, 168. — De ceux qu'il peut devoir, s'il ne fait son chargement dans le délai. III. 169, 170. — Règles à suivre lorsque l'inexécution de l'affrètement vient de ce que le frèteur a loué plus de portions que n'en contient le navire. III. 168. — Espèces de marchandises que l'affrèteur ne peut charger sur le navire. III. 169. — Délai dans lequel il doit faire son chargement. III. 169. — Réparations dues par l'affrèteur, s'il n'exécute pas ce qu'il doit avant le départ. III. 170, 171. — Causes de résolution du contrat, qui ne donnent lieu à aucuns dommages-intérêts. III. 171, 174. — Droits de navigation à la charge du frèteur. III. 171, 172, 173. — Dépenses d'une autre espèce également à sa charge. III.

173, 174. — Autres qui sont à sa charge, selon l'usage du lieu. III. 187. — Circonstance où les chargeurs et l'affrèteur peuvent être tenus d'y contribuer. III. 217. — Droits à la charge de l'affrèteur. III. 174. — Conséquences de la résolution de l'affrètement après le départ du navire. III. 174, 175. — Conséquences du retardement forcé, avant ou après le départ. III. 175, 176. — Cas où il a l'effet d'une rupture forcée. III. 176. — Le frèteur peut-il exiger une augmentation de fret. III. 176. — A qui à payer les dépenses du navire, pendant la stérie. III. 176, 177. — Conséquences du retardement, pour cause d'innavigabilité du navire. III. 177, 178. — Devoirs de l'affrèteur à l'arrivée du navire. III. 178, 179. — Obligations dont il est tenu, si ses marchandises ont péri. III. 179, 180, 181. — *Quid* si elles étoient assurées. III. 180. — Si le fret a été payé d'avance. III. 180. — Si elles sont rachetées ou sauvées. III. 180, 181. — Si elles ont été vendues pour les besoins du navire. III. 181. — Comment l'abandon qu'il en fait peut le libérer du fret. III. 182. — Raisons pour lesquelles il est libéré du fret, en abandonnant ce qui reste de liquides coulés en partie, et les futailles. III. 182, 183. — Du fret, en cas de délaissement à l'assureur du navire. III. 409, 410. — Cause pour laquelle le fret dû au débarquement des marchandises peut être refusé. III. 183. — Pourquoi le frèteur ne peut, à défaut de paiement du fret au débarquement, retenir les marchandises transportées. III. 183, 184. — Sûreté qu'il peut toutefois se faire donner. III. 184. — Son privilège. III. 185, 590. — Celui attaché à sa dette envers l'affrèteur et les chargeurs. III. 564, 565. — Temps pour lequel son action se prescrit. III. 185. — A qui ce fret doit être payé, s'il n'existe pas de préposé chargé spécialement de le recevoir. III. 184. — Responsabilité du capitaine qui l'a payé sans retenir la contribution aux avaries. III. 185. — Comment le fret peut être assuré. III. 265, 266. — *Voy. Capitaine. Passager.*

AFFRÉTEUR. Est le nom donné à celui à qui un navire est loué. III. 56. *Voy. Affrètement, Chargeur, Fret.*

AGENS D'AFFAIRES. Comment leur entremise est acte de commerce. I. 286. — Comment une agence d'affaires devient entreprise commerciale. I. 287. — Etablissements qui sont considérés comme agences d'affaires. I. 287.

AGENS DE CHANGE ET COURTIER. Ils sont nommés par le Roi ; motifs de cette mesure. I. 428.—Conditions exigées pour être admis à l'exercice de ces emplois. I. 431.—Droit qu'ils ont de présenter leurs successeurs. I. 430.—Mode d'après lequel ils sont nommés. I. 431, 432.—Cautiounnement à fournir. I. 432.—Condamnations auxquelles il est affecté et comment. I. 441.—Attributions respectives des uns et des autres et des courtiers entre eux. I. 429, 457.—*Quid* de leurs fonctions dans les lieux où il n'en est pas nommé. I. 429. II. 492.—Comment le syndic et les adjoints de chaque compagnie sont nommés. I. 433.—Leurs fonctions. I. 433, 434.—Nom donné aux opérations des agens de change et des courtiers. I. 428.—Constatation qu'ils font du cours des marchandises. I. 434.—Comment il se fixe dans les diverses opérations qu'ils font. I. 435.—Carnet et journal qu'ils doivent tenir, usage de ces pièces. I. 437, 438.—Preuve que font les extraits qui en sont délivrés. II. 209, 210.—Manière dont se consomment les opérations faites par leur intermédiaire. I. 438.—L'acceptation des négociations qu'ils proposent engage-t-elle irrévocablement les parties? III. 317, 318.—Force de la preuve attachée aux bordereaux dressés par eux et signés des parties. II. 209.—Foi plus grande attachée aux extraits qu'ils délivrent des assurances faites par leur intermédiaire. III. 314.—Responsabilité dont ils sont tenus. I. 439.—Règlemens sur leur salaire. I. 439.—Par qui il doit leur être payé. I. 440.—*Quid* en cas de résolution de l'opération qui a été faite par leur entremise. III. 458.—Ils ne peuvent faire le commerce. I. 322.—Ni être employés comme teneurs de livres ou commis. I. 322.—Motifs de cette défense. I. 323.—Actes de commerce qui leur sont néanmoins permis. I. 325.—Sort des actes de commerce faits par eux contre la prohibition de la loi. I. 325.—Peine de l'infraction qui est commise à cette défense. I. 323.—Caractère de leur faillite. I. 440, 441. IV. 231.—Pourquoi le droit de faire les actes de leur profession leur est exclusivement donné. I. 369.—Comment ils peuvent être troublés dans l'exercice exclusif de ce droit. I. 448.—Peines encourues par ceux qui, sans être agens de change, en font les actes, et par ceux qui les emploient. I. 435.—Nullité des actes qu'ils ont ainsi faits. I. 436.—Prêt de nom fait par un courtier ou un agent de change. I. 436.—Répression des contraventions et prévarications

que les agens peuvent commettre. I. 441. — Comment s'obtient la réparation d'une lésion commise par'un de leurs actes. III. 23, 24. — Comment peut être établie devant les tribunaux la preuve contraire aux procès-verbaux, qu'ils ont dressés. III. 378.

AGENS DE CHANGE en particulier. Conditions de l'admissibilité à cet emploi. I. 442. — Fonctions exclusives qui leur appartiennent. I. 442. — Effets qui ne peuvent être négociés que par leur intermédiaire. I. 443. II. 327. — Commis par lequel ils peuvent se faire représenter. I. 443. — Nature du dépôt qui leur est fait d'inscriptions de rente pour les négociers. II. 561. — Secret qu'ils doivent garder sur leurs opérations. I. 444. — Comment ils sont engagés par ces opérations. I. 444, 445. II. 330. — Comment s'établit leur libération envers leurs commettans. I. 445. — De leur responsabilité. I. 446. — De l'aval qu'ils donnent. I. 446.

Voy. Dépôt, Effets publics.

AGENS CONSULAIRES. Comment et par qui peuvent être établis; leurs fonctions et devoirs. V. 182, 183. *Voy. Consuls.*

AGENS DU GOUVERNEMENT. *Voy. Compétence, Naufrage.*

AGENS PROVISOIRES. *Voy. Faillite.*

AGIOTAGE. Est une opération illicite. II. 32. — Le failli coupable d'agiotage est poursuivi nécessairement comme banqueroutier simple. IV. 556. *Voy. Banqueroute, Illicites (négociations).*

AGRÉS. *Voy. Tribunaux de commerce.*

AGRÈS. Ce que c'est. III. 7. *Voy. Navire.*

ALÉATOIRES. *Voy. Assurance, Prêt à la grosse, Vente.*

ALIMENS. Ce qu'on appelle ainsi. IV. 367. *Voy. Contrainte par corps.*

ALLÈGES. Pertes des marchandises placées sur des allèges est avarie commune. III. 222.

Voy. Contribution aux avaries.

ALLONGE. Ce qu'on entend par ce mot. II. 369.

Voy. Endossement.

ALTÉRATION des marchandises. Ses effets dans la vente. II. 271 et suiv. — Si elle empêche d'exercer la revendication contre la masse d'un failli. IV. 542.

Voy. Revendication.

ALTERNATIVE. Voy. *Obligation*.

AMBASSADEUR. Attribution particulière de l'ambassadeur de France à Constantinople. V. 205.

AMENDES. Contre ceux qui exercent indûment les fonctions d'agens de change. I. 435. — Privilèges du Trésor royal. IV. 387. — Contre les Français qui, en pays étranger, traduisent un Français devant une autre juridiction que celle du consul. V. 200.

AMIALES COMPOSITEURS. Voy. *Arbitrage*.

ANCHAGE. Motif de la perception des droits de ce nom. III. 173.

ANCHES. Font partie des agrès. III. 7. — Quand l'abandon de l'ancre est-il avarie commune? III. 200.

Voy. *Agrès*.

ANIMAUX. Quand l'achat d'animaux pour revendre est acte de commerce. I. 233 et suiv. — Leur mort naturelle est vice propre, dont l'assureur ne répond pas. III. 285.

ANONYMES (*Sociétés*). Avantage et caractère des sociétés anonymes. IV. 135 et suiv. — Nécessité qu'elles soient autorisées par le gouvernement. IV. 135. — La société doit être rédigée par acte public. IV. 136. — Formalités préliminaires, pour obtenir l'autorisation. IV. 136. — Règles spéciales, lorsqu'il s'agit de l'érection d'une banque publique. IV. 139. — Sont soumises à l'affiche. IV. 140. — Comment sont administrées. IV. 141 et suiv. — Sont le plus souvent par actions. IV. 143 et suiv. — Comment les associés sont tenus des pertes. IV. 145. — Ne sont jamais dissoutes par la mort d'un actionnaire. IV. 174. — Où doivent être apposés les scellés, lorsqu'une société anonyme est en faillite. IV. 308. — Ne produit la contrainte par corps que contre les administrateurs. V. 306.

Voy. *Action dans une société, Autorisation, Effets publics*.

ANTIÈRESE. Produit-elle un privilège sur l'immeuble qui en est l'objet. IV. 292.

ANTIDATE. Est considérée comme un faux dans la souscription d'une lettre de change. II. 351. — Et dans les endossements. II. 372.

Voy. *Lettre de change*.

APPEL. Délai dans lequel doit être interjeté celui des jugemens des tribunaux de commerce. V. 103, 104. — De

L'appel des jugemens préparatoires et interlocutoires. V. 103. — Où l'acte d'appel doit être signifié V. 104. — Moyens d'appel. V. 105. — Exceptions qu'il est encore permis de faire valoir. V. 105. — Procédure nécessaire pour arriver au jugement. V. 105. — Renvoi à ordonner si le tribunal admet une exception d'incompétence. V. 106.

APPOINT. Jusqu'à quelle quotité l'appoint peut être fait en monnaie de cuivre ou de billon. II. 113.

APPORT des associés. Nécessité d'un apport dans la société. IV. 34. — Mise faite avec droit de la retirer à tout événement n'a pas le caractère d'apport. IV. 35. — En quoi peut-il consister. IV. 36 *et suiv.* — Comment s'en détermine la quotité, à défaut de conventions. IV. 38 *et suiv.* — Quand doit être effectué. IV. 41 *et suiv.* — Effets divers de la perte de l'apport promis. IV. 43 *et suiv.* — De l'apport réalisé. VI. 47 *et suiv.* — Des conventions relatives aux remplacements ou supplémens. IV. 59 *et suiv.* — Comment chaque associé reprend-il son apport, lors de la liquidation. IV. 209 *et suiv.*

Voy. Associé, Brevet d'invention, Compte courant, Créances, Crédit, Industrie, Marchandises.

APPRENTI. Comment s'engage, lorsqu'il est mineur. II. 565. — Ses obligations envers le maître. II. 566. — Quand peut faire réduire son engagement. II. 568.

APPRENTISSAGE. Définition de la convention d'apprentissage. I. 271. — Sa forme. II. 564. — En quel sens elle est un acte de commerce. I. 272. — Comment un mineur peut s'y engager. II. 565. — Durée de l'apprentissage dont le temps n'a pas été fixé par la convention. II. 564, 565. — Ce que le maître doit enseigner à son apprenti. II. 565. — Cas dans lesquels il peut le congédier. II. 566. — Surveillance et responsabilité dont il est tenu. II. 566 — Devoirs de l'apprenti. II. 566 — Quand il peut quitter son maître sans encourir de dommages-intérêts. II. 567. — Peines auxquelles un manquement envers son maître peut donner lieu. V. 163. — Causes de résiliation de ce contrat. II. 567. — Effet de la promesse faite par l'apprenti d'un travail gratuit après le temps de l'apprentissage. II. 568 — Professions qui peuvent être assujéties à un apprentissage. I. 370.

APPROBATION d'écriture. Quand est-elle nécessaire dans un acte sous signature privée. II. 204 *et suiv.*

ARBITRAGE. Contestations qui peuvent y être soumises. V. 2, 109, 134.—Définition et but de l'arbitrage. V. 108.—Espèces d'arbitrages. V. 109.—Nature de la convention donnant à des personnes le pouvoir de régler les parties sur leurs différends. V. 109.—De celle portant que les contestations qui naîtront de leurs engagements seront jugées par arbitres. V. 114.—Comment cette dernière peut être révoquée. V. 114, 115.—Personnes qui ont pouvoir de consentir l'arbitrage volontaire. V. 110.—Décès de l'une d'elles après le compromis. V. 116, 123, 124.—Le mandataire autorisé à transiger et le mineur autorisé à faire le commerce peuvent-ils compromettre. V. 111.—Personnes qui peuvent être choisies pour arbitres. V. 111, 112.—Et en quel nombre. V. 113.—Comment des juges peuvent être investis de cette fonction. V. 112.—Forme du compromis. V. 112.—Ce qu'il doit exprimer. V. 113.—Durée de son effet. V. 116, 117.—Prorogation dont ce délai est susceptible. V. 121, 126.—Amiables compositeurs. V. 14.—Dissolution de l'arbitrage par refus, décès ou récusation d'un arbitre. V. 115, 118.—Autres causes ayant le même effet. V. 124.—A partir de quand les arbitres sont tenus de donner leur décision et sous quelle peine. V. 116.—Causes d'excuses qu'ils peuvent invoquer. V. 116.—Causes légitimes de récusation qui peuvent être proposées contre eux. V. 117, 118.—Autorité compétente pour les discuter. V. 118.—Continuation de la procédure en cas de choix d'un nouvel arbitre. V. 118.—Procédure à observer devant les arbitres quand elle n'a pas été réglée par le compromis. V. 119.—Prise à partie. V. 119.—Leur compétence sur les difficultés qui s'élèvent touchant leurs pouvoirs. V. 120.—Des enquêtes, interrogatoires, expertises, qu'ils peuvent ordonner. V. 120.—Ce qu'ils doivent faire en cas d'inscription de faux ou autre incident dont ils ne peuvent connaître. V. 121.—Délai et forme de leur jugement. V. 122.—Arbitres qui doivent y concourir. V. 122.—Dissidence d'avis entre eux. V. 123.—*Quid*, si elle établit un partage. V. 125.—Jugement des contestations qui s'élèvent après leur jugement. V. 123, 138.—Effet des actes qui ont pu causer la cessation de l'arbitrage arrivée autrement que par le jugement des arbitres. V. 124.—Comment un tiers arbitre est choisi. V. 124, 125.—Qualités qu'il doit réunir. V. 125.—Comment et dans quel délai il doit prononcer. V. 126, 127.—Au

torité compétente pour donner à une décision arbitrale une force exécutoire. V. 128.—Effet de l'homologation qui lui est donnée. V. 128.—Formalités à observer pour l'obtenir. V. 128, 129.—Comment est rendue l'ordonnance d'*exequatur*. V. 129. — *Quid*, si le jugement arbitral a été rendu en pays étranger. V. 205, 261.—Délai dans lequel elle peut être requise. V. 129.—Force attachée à un jugement arbitral. V. 130.—Hypothèque qu'il produit. V. 130.—Peut-il prononcer la contrainte par corps. V. 130.—Comment il doit régler les dépens. V. 130, 131.—Nullité de celui qui a été rendu avant l'expiration des délais pour produire. V. 131.—En quels sens un jugement de cette espèce peut être attaqué par la voie de la cassation. V. 131, 132.—Recours dont il est susceptible. V. 131.—Quand l'appel est recevable. V. 132.—Tribunal qui en doit connoître. V. 132.—Moyens sur lesquels il peut être fondé. V. 132, 136.—Amende de l'appel. V. 132.—Requête civile. V. 132, 133.—Comment est formée la demande en nullité. V. 133.—Quelles en sont les causes. V. 133, 134, 135.—Et le délai. V. 135.—Où elle doit être portée. V. 135, 136.—Fin de non-recevoir qui peut lui être opposée. V. 136.—De la renonciation par le compromis à la requête civile et à la demande en nullité. V. 136.

ARBITRAGE forcé. Nature et nécessité de la juridiction des arbitres qui doivent prononcer sur des contestations entre associés. V. 137, 143, 144.—Obligation imposée à des associés de commerce de soumettre leurs différends à des arbitres. IV. 72, 73.—Espèces de différends entre eux, soumis nécessairement à cette juridiction. IV. 73. V. 138.—Jugement des contestations dans lesquelles l'auteur d'un inconvénient étoit partie. IV. 74.—Son tuteur ne peut renoncer à l'appel du jugement arbitral qui interviendra. IV. 74. V. 151.—Le mineur commerçant a-t-il ce droit. V. 151, 152.—Comment les arbitres doivent être constitués et délibérer. IV. 73, 74. V. 140.—*Quid*, si une partie refuse de faire un choix. V. 141.—Du jugement par lequel il est suppléé à ce refus. V. 142.—En quel nombre ils doivent être nommés. V. 141, 142.—Comment ils peuvent être récusés, ou révoqués. V. 143, 144.—Règles particulières à cet arbitrage. V. 139.—Détermination des points en litige. V. 139.—Procédure à observer. V. 146.—Comment se comptent les voix pour la formation du jugement. V. 142.—

Délai dans lequel il doit être rendu. V. 144, 145.—Prorogation dont il est susceptible. V. 146.—Effet de son expiration avant le jugement. V. 145.—Par qui est choisi le tiers arbitre en cas de partage. V. 146, 147.—Comment il prononce. V. 147.—Le jugement arbitral peut-il prononcer la contrainte par corps. V. 147, 148.—Règles spéciales sur sa forme. V. 148, 149.—De l'appel et du recours en cassation quand il n'y a pas été renoncé. V. 148, 149.—Qui a le droit de consentir cette renonciation. V. 151, 152.—Où l'appel doit être porté. V. 149.—Quand la demande en nullité du jugement peut être formée. V. 149, 150.—Où elle doit être portée. V. 150.—De la tierce-opposition dont il est susceptible. V. 150, 151.—A qui ce droit de tierce-opposition appartient. V. 151.

ARBITRAGE *en banque*. Terme d'opérations de change. I. 258.—Quand a lieu ? II. 114. Voy. *Change (opérations de)*.

ARBITRES (*experts*). Dans quelles espèces de contestations un tribunal peut en nommer. V. 79.—Ne sont point assujétis au serment. V. 80.

ARMATEUR. A qui donne-t-on ce nom. III. 18, 49, 156.—Des rapports entre lui et son capitaine. III. 100 *et suiv.*—Quelle est sa responsabilité à l'égard des délits ou quasi-délits commis par les gens de son équipage. III. 107.—Du cautionnement qu'il doit fournir si son navire est armé en guerre. III. 107. Voy. *Capitains, Navire, Prises maritimes*.

ARMEMENT. Choses désignées par ce mot. III. 8.

ARMES. Règlemens auxquels leur commerce est soumis. I. 379.

ARRÊT *de prince*. Nature de l'acte qui porte ce nom. III. 71. Voy. *Embargo*.

ARRESTATION *du failli*. Doit être ordonnée par le jugement qui déclare la faillite. IV. 305 *et suiv.*, 310 *et suiv.*

ARRHES. Voy. *Vente, Vente conditionnelle*.

ARTISANS. A qui ce nom est donné. I. 273.—Sont-ils commerçans ? I. 334.—Différence entre l'artisan et le manufacturier. I. 335. Voy. *Commerçans*.

ARTISTES. A qui on donne ce nom. I. 273.—Nature des en-

gagemens qu'ils contractent envers les entrepreneurs de spectacles ou de fêtes. II. 564.

ARTS mécaniques. Distinction entre ces arts et les arts libéraux. I. 273.

ASSEMBLÉE de la Nation. Association ainsi nommée. V. 188.

ASSEMBLÉE des Commerçans. Comment est formée celle qui élit les juges de commerce? V. 5.—*Quid* des prud'hommes? V. 156 et suiv.

ASSEMBLÉE des Créanciers. Voy. *Concordat, Union, Syndics.*

ASSIATION. Voy. *Compétence, Tribunaux de commerce.*

ASSOCIATIONS en participation. Voy. *Société en participation.*

Associé. Voy. *Société.*

ASSURANCES maritimes. Définition de ce contrat. III. 248.—

Son objet. I. 292.—Sa nature. III. 450, 452.—Ses rapports avec le prêt de la grosse. III. 482.—Temps où les effets en sont produits. III. 309.—Du fret des effets naufragés lorsqu'ils étoient assurés. III. 180. Etendue de l'assurance portant sur un navire, sans autre explication. III. 250, 251, 344.—Le chargement appartenant à l'assuré est-il, en ce cas, compris dans l'assurance? III. 252.—Comment celle qui a lieu pour une certaine somme porte à la fois sur le navire et sur le chargement, ou sur l'un ou sur l'autre séparément. III. 254, 255.—Ce que comprend celle dont l'objet est exprimé par les mots *cargaison, chargement, facultés, pacotilles*. III. 251.—Celle qui porte sur une portion quelconque du chargement. III. 252.—Celle qui est limitée à une somme moindre que sa valeur. III. 252.—Celle qui porte sur *telles* parties du chargement ou sur *telles* autres, ou sur certaines marchandises dont l'assureur a augmenté la quantité. III. 254.—Comment elle peut comprendre les retours. III. 253.—*Quid* lorsqu'il est dit dans le contrat que le capitaine pourra faire échelle. III. 253.—Comment la liberté et la vie d'un passager peuvent être assurées. III. 255, 256, 297, 488.—Pourquoi le capital seulement d'un prêt à la grosse peut être l'objet d'une assurance. III. 256, 257.—L'emprunteur peut-il l'assurer? III. 271, 272.—Comment la prime que paie l'assuré peut être elle-même assurée. III. 258, 259, 260.—Motifs de cette décision. III. 261.—Cette assurance peut-elle être faite par l'assureur auquel la prime

étoit due? III. 261, 262, 263.—Comment cette convention doit être exprimée. III. 263.—Pourquoi l'assurance doit avoir pour objet une chose certaine. III. 264.—Quand le fret peut-il être assuré. III. 265, 266.—Comment une partie des profits d'une expédition peut être comprise dans l'assurance. III. 266, 267.—*Quid* des prises. III. 267, 268.—Pourquoi les loyers des gens de mer ne peuvent être assurés. III. 268.—Ce qu'on entend par assurances *indéfinies* ou *limitées*. III. 429, 430.—Effets qui leur sont propres. III. 430 *et suiv.*—En quel sens une chose déjà assurée peut l'être de nouveau. III. 269.—L'assureur peut-il faire assurer son assurance. III. 269, 325.—Convention qui peut être faite à cet égard. III. 326.—Ses effets relativement à la première assurance. III. 326, 327.—Délai dans lequel le réassuré doit délaisser dans le cas où le délaissement est admis. III. 401, 402, 403.—Valeur à donner à la chose assurée. III. 343, 344.—Comment elle se détermine. III. 344, 367, 368.—Choses dont elle se compose. III. 347.—Comment elle est réglée à l'égard des marchandises achetées en pays étranger en monnaie étrangère. III. 347.—De celles obtenues en échange dans un lieu où la monnaie est inconnue. III. 348.—Qui a le droit de faire assurer et d'intenter les actions qui résultent de l'assurance. III. 323, 354 *et suiv.*—Du mandat qui peut être donné pour cela. III. 323, 356.—Intérêt qu'il suffit d'avoir dans une chose pour pouvoir la faire assurer. III. 327.—Assurance par un copropriétaire de la chose assurée. III. 327.—Assurance partielle et successive. III. 270.—Comment une assurance peut être réduite à certains risques, ou avoir pour objet des dépenses extraordinaires faites pour un navire assuré. III. 270, 271.—Risques dont se charge l'assureur. III. 273.—Leur division en sinistres majeurs et en sinistres mineurs. III. 274.—Conséquences de ce qu'il ne répond que des accidens arrivés sur mer. III. 274, 275.—Des accidens provenant d'une faute de l'assuré. III. 275, 438.—Caractère du fait dont se rend coupable l'assuré qui fait périr les choses soumises à l'assurance. III. 446, 447.—Comment un accident produit ordinairement par une force majeure, peut être une suite de quelque faute. III. 438.—Règles à cet égard. III. 439.—L'assureur peut-il se charger de ces risques? III. 385.—Accidens arrivés par la faute du capitaine ou des gens de l'équipage, dont ne

répond pas l'assureur. III. 276, 277, 440, 441.—Pourquoi l'assuré simple chargeur est aussi privé d'action contre l'assureur, pour les accidens arrivés par la faute du capitaine. III. 278.—*Quid* des marchandises assurées que ce dernier a perdues sans nécessité constatée. III. 278.—Sur qui, de l'assureur ou de l'assuré, tombent les pertes occasionnées par la faute d'autres personnes. III. 279.—A qui de prouver que l'accident n'est pas l'effet d'une force majeure. III. 279, 285, 361, 362.—*Quid* s'il reste du doute sur la cause du dommage ou de la perte. III. 285.—La responsabilité des accidens produits par la faute du capitaine peut-elle être convenue? III. 280, 438, 441.—Limites de cette convention. III. 445, 446.—*Quid* de l'assurance contre les risques d'une introduction interlope par l'assuré en pays étranger où elle est défendue. III. 281, 342.—De celle d'effets appartenant aux sujets d'une nation ennemie. III. 342.—Cas où l'assureur, non tenu des dépenses ordinaires qu'occasionent les choses assurées, en devient néanmoins chargé. III. 281, 430.—Déchets ou diminutions arrivés à la chose assurée, dont ne répond pas l'assureur. III. 282, 283, 341, 423 *et suiv.*—Coulage dont répond l'assureur. III. 284, 341.—*Quid* des choses plus susceptibles d'être endommagées. III. 341.—Dégradations éprouvées dans la navigation par un navire assuré et tombant à la charge de l'assuré. III. 283, 284.—Règles d'après lesquelles se fait la preuve que le dommage arrivé est l'effet d'un vice propre de la chose, ou celui d'une force majeure. III. 286.—Comment les risques qui entrent dans l'assurance peuvent être augmentés ou diminués. III. 286, 287.—Règle sur l'interprétation de ces conventions. III. 287.—Nécessité d'en étudier et peser les expressions. III. 293, 311.—Peut-il être convenu que l'assureur sera engagé quelle que soit la cause de la perte ou du dommage. III. 350.—Effet de l'assurance portant sur des choses qui en sont susceptibles, et d'autres qui ne le sont pas. III. 268.—Durée de l'assurance lorsqu'il ne lui a pas été fixé de terme. III. 287, 288, 335, 337, 338.—Comment cette durée se détermine lorsque l'assurance a eu lieu pour un voyage. III. 288.—Quand une assurance est-elle présumée faite pour l'aller et le retour réunis, ou pour l'un ou pour l'autre divisément. III. 289.—Des risques du temps intermédiaire, en ce dernier cas. III. 289.—Comment l'assurance est faite pour un temps limité. III. 290.

Effets particuliers qui y sont attachés en ce cas. III. 290.
 De la limitation du temps avec désignation de voyage. III.
 290, 291.—Temps où les risques commencent et finissent
 dans l'assurance d'un navire et de ses accessoires, si la
 convention ne s'explique pas sur ce point. III. 291, 292.
 — Dans celle de marchandises. III. 292, 293, 457.—Con-
 vention à cet égard. III. 338.—Comment le chargé doit
 être justifié, s'il ne l'est pas par la police. III. 364, 365.—
Quid si partie des marchandises est déchargée avant
 l'arrivée au lieu de la destination. III. 294.—Si les mar-
 chandises déchargées ont été remplacées par d'autres. III.
 294, 295.—Droits de l'assuré lorsqu'il a stipulé le pouvoir
 de faire échelle. III. 295, 296.—Distinctions admises
 par l'usage dans le cas de cette stipulation. III. 295, 296.
 —Interprétation de clauses qui peuvent entrer dans une
 convention ayant pour objet l'assurance de la vie ou de la
 liberté d'un homme. III. 297.—Circonstance dans la-
 quelle la chose assurée n'étant plus susceptible de risques,
 l'assurance est néanmoins valable. III. 298.—Preuves ad-
 missibles de la bonne foi de l'assureur. III. 299.—En
 quoi doit consister la fraude. III. 300.—Ses conséquences
 lorsque l'assurance a été faite par un commissionnaire.
 III. 300, 301.—Temps après lequel la fin des risques est
 présumée connue et dès lors l'assurance qui seroit conclue
 nulle. III. 301, 302.—Comment se fixe le temps de la po-
 lice, si elle énonce seulement qu'elle a été souscrite avant
 ou après midi. III. 302.—Celui de la fin des risques. III.
 302, 303.—Effet de cette présomption. III. 303.—Con-
 vention par laquelle il y est renoncé. III. 303.—Nature
 de la prime. III. 258, 434.—Sa différence du profit que
 stipule le prêteur à la grosse. III. 492.—Sur quoi doit se
 fixer la prime. III. 305.—Choses dans lesquelles elle
 peut consister. III. 305, 306.—Comment elle se règle
 lorsqu'elle est pour un voyage dont la durée a été fixée.
 III. 306, 307.—Changement dont elle est susceptible, en
 cas de guerre ou de paix. III. 307.—Comment existe l'état
 de guerre. III. 307, 308.—Comment se règle l'augmenta-
 tion convenue, si les parties ne l'ont fixée. III. 308.—
 Prime liée. III. 434.—L'assuré peut-il se dégager de la
 prime en renonçant à son expédition? III. 309.—Com-
 ment elle est payée. III. 310.—*Quid* si elle n'a été stipu-
 lée payable qu'en cas d'heureuse arrivée. III. 433.—Cas
 où elle n'est exigible qu'à la fin du voyage. III. 291.—De

la faillite de l'assuré. III. 434.—Exception qui appartient à l'assuré sur l'action en paiement de la prime exercée par l'assureur lorsqu'elle a été stipulée pour l'aller et le retour, que ce retour n'a pas eu lieu ou qu'il a été moindre. III. 434, 435.—Autres exceptions qui peuvent être élevées par l'assuré. III. 436.—Privilège attaché au droit de l'assureur. III. 566.—Comment les marchandises assurées doivent être chargées sur le navire. III. 343.—Comment une assurance verbale peut devenir obligatoire. III. 311.—Genre de preuves admissibles pour établir l'existence de ce contrat. III. 311, 312.—Formes des polices d'assurance. III. 312.—Doivent-elles être délivrées en brevet ou en minute. III. 313.—Fonctionnaires qui ont qualité pour recevoir ces actes exclusivement. I. 453. III. 313.—La police faite sous-seing privé doit-elle être dressée en double? III. 313, 314, 315.—Motifs pour lesquels les actes doivent être datés. III. 315, 316.—L'indication de l'heure dans la date est-elle nécessaire? III. 316.—Comment il peut être suppléé à un défaut de date. III. 316, 317.—Comment se consomme l'assurance faite par l'intermédiaire d'un courtier. III. 317, 318.—Effets d'une assurance consentie à ordre ou au porteur. III. 318, 437.—Assurances faites dans la même police, pour le même objet, par différentes personnes, sans solidarité entre elles. III. 319. — Assurances distinctes conclues dans une même police entre les mêmes parties. III. 319. — Ce que doit contenir une police d'assurance. III. 320, 321.—Raisons de la nécessité d'y énoncer le nom de l'assureur. III. 322.—Celui de l'assuré peut-il y être omis? III. 322.—*Quid* de leur domicile. III. 322.—Assurance faite par commission. III. 323, 324.—Du défaut de désignation, dans la police, d'un navire sur lequel sont chargées les marchandises assurées. III. 328.—Assurances pour lesquelles la désignation de la nature du chargement, objet de l'assurance, n'est pas nécessaire. III. 328, 329.—Cas où cette désignation est essentielle. III. 339.—Comment doit être faite celle d'un navire. III. 339.—Celle de marchandises. III. 340.—Celle d'autres choses susceptibles d'être assurées. III. 341.—Celle de marchandises sujettes à des détériorations particulières ou à des diminutions. III. 341, 342.—De celle du mode de chargement. III. 343.—De la clause par laquelle l'assuré a réservé de pouvoir substituer un navire à celui qui est in-

diqué dans la police pour contenir la chose assurée. III. 330, 331.—Elle doit être expresse. III. 443.—Du changement fait sans réserve de cette faculté dans la police. III. 331, 441, 455, 456.—Ce qu'on doit considérer comme changement. III. 442, 443.—Erreur sur la désignation, dans la police, du nom du navire. III. 332, 456.—*Quid* si l'assurance porte sur le navire lui-même. III. 339, 340.—Quand l'assurance de marchandises chargées sur plusieurs navires est-elle faite divisément ou conjointement? III. 333.—Effet de la désignation du capitaine dans une assurance. III. 334.—Défaut de cette désignation. III. 334.—De l'énonciation du lieu du chargement. III. 335, 336.—Nécessité d'indiquer le voyage pour lequel l'assurance est convenue. III. 335.—Différence entre le voyage convenu et le voyage entrepris. III. 336.—Circonstance dans laquelle il est ordinaire de l'établir dans la police. III. 337.—*Quid* si le lieu et le temps des risques étaient omis. III. 336.—Comment le chemin à tenir par le navire doit être exprimé. III. 337.—Exception qui résulte en faveur de l'assureur, s'il y a eu changement de route, contre les termes de la police. III. 444.—Changemens forcés. III. 444, 445.—Durée des risques dans l'assurance pour un voyage, si la police ne contient aucune énonciation sur ce point. III. 337, 338.—Comment l'évaluation, faite dans la police, des choses assurées lie les contractans. III. 349, 351, 462, 463.—Est-elle indispensable? III. 350, 351.—Par quoi il y est suppléé. III. 368.—*Quid* s'il s'agit d'un navire. III. 368, 369.—Des dépenses faites en route et assurées. III. 368.—Base de l'estimation qui peut être demandée. III. 463.—Comment il peut être suppléé à la fixation de la prime. III. 351.—Autres déclarations que les parties sont obligées de faire. III. 352.—Ristourne qu'entraîne leur omission. III. 473 *et suiv.*—Comment un assureur est censé avoir promis que le voyage auroit lieu sous escorte. III. 353.—Le défaut de paiement de la prime peut-il être opposé par l'assureur à l'action de l'assuré? III. 355.—Peut-il lui opposer le défaut de propriété de la chose assurée? III. 355, 356.—A qui appartiennent les actions résultant d'une assurance. III. 356.—*Quid* si la chose assurée appartient à plusieurs. III. 357.—Comment plusieurs assureurs sont engagés dans une même assurance. III. 357.—Effets de plusieurs assurances contractées entre les mêmes parties. III. 404,

405. — Accidens qui donnent à l'assuré le droit d'agir contre l'assureur aussitôt qu'ils sont connus. III. 358. — Autres dont la réparation ne doit être demandée qu'à la fin des risques. III. 359. — *Quid* s'il s'agit d'une action tendant à la résolution du contrat. III. 359. — Comment l'événement sur lequel est fondée l'action exercée contre l'assureur doit être prouvé. III. 360, 361, 362. — *Quid* de la stipulation qui auroit dispensé l'assuré de toute preuve. III. 363. — De la preuve résultant d'un jugement rendu en pays étranger. V. 260, 261. — Accidens susceptibles de preuves plus positives. III. 363, 364, 365. — Preuve que l'assuré doit faire du chargé, s'il n'a pas été constaté. III. 364, 365. Comment se fait celle de l'existence de la chose assurée au moment du sinistre, s'il s'agit d'un navire. III. 365. — S'il s'agit de marchandises. III. 366. — Foi due aux pièces produites pour suppléer au connaissance. III. 367. — Droit qui appartient à l'assuré de les discuter. III. 367. — Condamnation provisoire que peut subir celui qui conteste les preuves du sinistre. III. 369, 370. — Effet particulier du sinistre majeur et des simples avaries. III. 370. — Sur les causes, les formes et les effets du délaissement. Accidens éprouvés par la chose assurée qui donnent lieu à l'action d'avarie. III. 415, 416. — Doivent-ils pour cela former une avarie commune ou simple. III. 417. — Cas où les parties sont convenues des faits qui devront être considérés comme avaries. III. 417. — Circonstance dans laquelle les droits perçus sur la chose assurée sont avaries. III. 418. — De même, la perte du fret, quoiqu'il n'ait pas été compris dans l'assurance du navire. III. 418, 419. — Temps dans lequel l'avarie doit être arrivée pour que l'action en puisse être exercée. III. 419. — *Quid* en cas de découvert dans l'objet assuré. III. 419. — De l'action d'avarie exercée au lieu du délaissement. III. 419, 420. — De la clause qui déduit de l'assurance une certaine quotité jusqu'à laquelle l'assureur ne sera tenu d'aucune avarie. III. 421. — Effet de celle *franc d'avaries*. III. 421. — Justifications à faire par l'assuré pour exercer son action. III. 422. — Diminutions à faire sur la somme des avaries mise, en cas d'assurance d'un navire, à la charge de l'assureur. III. 422, 423. — Base d'après laquelle s'évaluent les avaries, dans le cas où l'assurance a pour objet des marchandises. III. 423. — En quoi et comment le règlement d'avaries fait

entre l'armateur et les chargeurs est obligatoire pour l'assureur. III. 424, 425.—Importance que doit avoir une avarie pour que la réparation en puisse être obtenue de l'assureur. III. 427.—Calcul à faire pour établir si l'avarie est de un pour cent, lorsque plusieurs assurances sont faites dans une même police. III. 427.—De quoi le un pour cent doit être composé pour qu'il y ait lieu à l'action d'avarie. III. 427, 428.—Le un pour cent est-il à déduire de l'engagement de l'assureur? III. 428.—Subrogation qui s'opère au profit de l'assureur, par le paiement des avaries. III. 428.—Délai dans lequel l'assureur est tenu de payer. III. 432.—Prescription à laquelle est soumise l'action d'avarie. III. 432.—Voies par lesquelles s'exercent les droits de l'assureur. III. 436, 437.—Exceptions diverses qu'il est en droit de faire valoir sur les actions dirigées contre lui par l'assuré. III. 440 et suiv.

Voy. *Assureur, Assuré, Commission, Contrat à la grosse, Délaissement, Gageure, Gens de mer, Pacotilles, Ristourne.*

ASSURANCES de terre. Définition de ces contrats. II. 651.—Leur forme. II. 656.—Quand ils peuvent être faits. II. 656.—Risques qui en peuvent être l'objet. II. 656, 657, 662.—Comment la liberté et la vie peuvent être assurées. II. 657.—Déclaration que l'assuré doit faire à l'assureur en ce cas. II. 664, 665.—Quand et comment l'assureur est tenu de payer ce qu'il a promis par cette assurance. II. 668.—*Quid* si la rançon du captif qui étoit assuré est impossible. II. 669.—Nature de la convention par laquelle plusieurs exposés aux mêmes chances s'assurent les uns les autres. II. 657, 658.—En quel sens les assurances sont des actes de commerce. II. 658.—Intérêt qu'une personne doit avoir dans une chose pour pouvoir la faire assurer. II. 658, 659.—Un créancier peut-il faire assurer les biens de son débiteur. II. 659.—Comme cette assurance profite au débiteur et à ses autres créanciers. II. 659, 660.—Comment le capital payé, en cas de sinistre, par l'assureur à l'assuré, se trouve affecté aux dettes de ce dernier. III. 586.—*Quid* si celui qui a stipulé l'assurance n'avoit pas d'intérêt à la conservation de la chose assurée. II. 660, 661.—S'il n'en étoit que copropriétaire, et cependant l'avoit assurée pour le tout. II. 661.—Comment il est permis d'assurer la vie d'autrui. II. 661, 662.—Egalité qui doit régner dans la convention. II. 663.—Comment le risque qui en est l'objet doit être indépendant des

parties. II. 663. — Fautes de l'assuré qui l'empêchent d'agir contre l'assureur, en réparation du sinistre arrivé. II. 664. — Changement dans les chances de la part de l'assuré, donnant lieu à la résolution du contrat. II. 665. 666. — Choses que celui qui stipule une assurance doit faire connoître à celui qui la promet. II. 665. — Quand la somme à payer par l'assureur, en cas d'événement dont il répond, doit être fixée dans le contrat. II. 665. — Règles d'après lesquelles on détermine les obligations de l'assureur. II. 666. — Quand et comment il y a lieu à leur ouverture. II. 667. — Devoir de l'assuré en ce cas. II. 667. — Qui a le droit de réclamer l'effet d'une assurance. II. 670, 671. — L'assureur doit-il prendre pour son compte les objets qui n'ont éprouvé qu'une perte partielle. II. 669.

ASSURANCES sur la vie. Voy. Assurances de terre.

ASSURÉ Son nom et sa qualité doivent-ils être nécessairement énoncés dans la police d'assurance. III. 322. — Quand et comment est engagé à l'égard de l'assureur. III. 316 *et suiv.* — N'acquiert aucun droit contre le réassureur, et, réciproquement, le réassureur contre lui. III. 325. — Est le véritable demandeur. III. 354. — On n'examine pas en quelle qualité il a fait assurer. III. 355. — Qui peut invoquer le bénéfice de l'assurance. III. 356. — Le propriétaire d'une chose qu'un autre a fait assurer, sans mandat, peut-il en profiter. I. 659 *et suiv.* — Comment se poursuit l'action, lorsqu'il existe plusieurs assurés dans une même police. III. 356. — Quand l'assuré peut-il agir. III. 358 *et suiv.* — Comment doit justifier sa demande. III. 360 *et suiv.* — Comment doit prouver le chargement et la valeur. III. 364 *et suiv.* — Doit fournir caution, si, en payant, les assureurs sont admis à faire la preuve contraire des faits allégués par lui. III. 369. — Actions qui lui compètent. III. 370. — Délaissement. III. 370 *et suiv.* — Réparation d'avaries éprouvées. III. 415 *et suiv.* — Quand peut demander le ristourne. III. 450 *et suiv.*

Voy. Action d'avarie, Assurances maritimes, Assureur, Délaissement, Police d'assurance, Ristourne.

ASSUREUR Se met au lieu et place de l'assuré pendant la durée des risques. III. 273. — Événemens dont il répond. III. 274 *et suiv.* — Ne répond pas des pertes qui ont leur principe dans un fait de l'assuré. III. 275. — De son commis;

Garantie que le donneur d'aval peut exercer. II. 496. — Voy. *Agens de change*.

AVANCES. Celles qui ont été faites à des gens de mer, lors de leur engagement, peuvent-elles être réclamées, en cas de résolution de cet engagement. III. 120, 122, 124, 134, 137.

AVANIE. Ce que c'est. III. 275.

AVANTAGES *entre époux*. Modifications qu'ils éprouvent par l'état de faillite de l'un d'eux. IV. 473.

AVARIES (*grosses*). Motif de la contribution aux avaries communes ou *grosses*. III. 199. — Espèces d'avaries qui ont ce caractère. III. 200, 201. — A-t-on égard à l'importance de la perte? III. 218, 219. — Comment les objets, moyennant lesquels le rachat d'un navire pris a lieu, doivent avoir été livrés pour être avaries communes. III. 201, 202. — Quand le jet est-il une avarie commune? III. 202. — Mesures qui doivent l'avoir précédé. III. 203, 204. — Ordre dans lequel il doit être fait, une fois décidé. III. 204, 205. — Procès-verbal qui en doit être dressé. III. 206. — Comment sont constatées les délibérations dont il a été l'objet. III. 206. — Dans quel délai. III. 207. — Effet particulier du jet considéré comme une avarie commune. III. 207. — Le prix des effets jetés est-il soumis à la contribution aux avaries? III. 226. — Dommages éprouvés par le navire, qui sont avaries communes. III. 207, 208. — Cas où les dépenses pour maladies, esclavage ou blessures, éprouvés par les gens de l'équipage, sont mises au rang des avaries communes. III. 210, 211. — Dépenses occasionnées par un changement de route ou une prolongation de voyage, qui sont avaries communes. III. 213, 214, 215. — Dépenses analogues soumises au même principe. III. 216, 217. — Quand la perte de marchandises sorties du navire sur des allées est une avarie commune ou bien une avarie simple. III. 222, 223. — *Quid* si ces sacrifices n'ont pas été constatés? III. 220, 221. — Par qui doivent être réparées les avaries simples. III. 199. — Principe sur lequel est fondée la contribution aux avaries. III. 217, 218. — Une partie peut-elle stipuler qu'elle n'y sera pas soumise? III. 218. — Modification qui peut être apportée au droit commun. III. 219. — Comment le danger pour lequel les sacrifices ont été faits doit avoir été évité, pour

qu'il y ait lieu à contribution. III. 219, 220.—Résultat de nouveaux dommages ou pertes survenus depuis le danger évité. III. 220.—Pourquoi les marchandises vendues pour les besoins du navire, avant le danger, sont exemptes de la contribution. III. 221.—Celles qui ont été sorties du navire pour l'alléger y sont-elles soumises? III. 222, 223.—*Quid* de celles qui ont été jetées et ensuite sauvées? III. 223, 224.—Marchandises restées sur le navire, qui doivent contribuer. III. 224, 225.—Comment le navire et le fret doivent contribuer. III. 225.—Comment tous les objets sont estimés. III. 229, 230, 231.—Où se règle la contribution et comment. III. 226.—Comment sont nommés les experts chargés de l'estimation des pertes. III. 226, 227.—Bases de leur estimation. III. 227, 228.—Pourquoi le fret est défalqué de la valeur des marchandises estimées. III. 228.—Considération à admettre si elles avoient été faussement énoncées dans le connoissement, ou si elles avoient éprouvé des avaries avant le sacrifice. III. 228, 229.—Si elles étoient sujettes à une contribution à de précédentes avaries. III. 229.—Si elles avoient été confondues avec d'autres. III. 229.—Exemple supposant l'application et la combinaison de ces principes. III. 231 à 241.—Par qui la répartition des experts est rendue exécutoire. III. 231.—Effet de la remise pure et simple aux chargeurs par le capitaine de leurs marchandises sujettes à contribution. III. 242.—Effet du paiement du fret dans les mêmes circonstances. III. 185.—Protestation que doit faire un chargeur, pour conserver l'action qu'il est en droit d'exercer à cause des avaries éprouvées par ses marchandises. III. 197, 198.—Emploi à donner aux choses recouvrées depuis l'estimation des experts et leur répartition. III. 242, 243.

AVARIES simples. Nature de ces avaries III. 199.—Ne donnent lieu à aucune action, si les assureurs ou prêteurs à la grosse ont stipulé la clause *franc d'avaries*. III. 417.—Comment sont supportées par eux, s'ils n'ont fait aucune stipulation. III. 274.

Voy. Assurances maritimes, Avaries (grosses), Contrat à la grosse, Délaissement.

AVENANT. Ce que c'est. III. 269.

AVEU. Formes et effets de l'aveu judiciaire et de l'aveu extrajudiciaire. II. 232, 233.—Comment celui-ci peut être prouvé. II. 233.—Comment il peut s'induire du silence. II. 217, 218.

AVOCATS. Peuvent-ils faire le commerce? I. 321. — Des actes de commerce faits contre cette prohibition. Voy. *Agens de change et Courtiers*.

AVOUÉS. Leur ministère est nécessaire pour la vente des navires. III. 32. — Est interdit devant les tribunaux de commerce. Voy. *Tribunaux de commerce*.

AYANT-CAUSE. Voy. *Créanciers, Tiers*.

B.

BANQUE. En quoi consistent les opérations de banque. I. 263. —Comment elles se font. I. 264.—Sont-elles toujours des actes de commerce, même quand elles prêtent sur hypothèque ou qu'elles achètent des immeubles à réméré. I. 267. — Différentes espèces de banques. I. 265.—Opérations qui leur sont particulières. I. 266.—Privilège de la banque de France. I. 267.—Comment s'opère le transfert de ses actions. II. 327.—Leur nature. IV. 57.

BANQUEROUTE. Sa définition. IV. 229, 549.—Diverses espèces de banqueroutes. IV. 549.—Quand les caractères doivent s'en être manifestés. IV. 550.—Par qui ce délit doit être poursuivi. IV. 550.—Opérations entre les créanciers et le failli auxquelles le procureur du Roi a droit d'être présent. IV. 550, 551.—Effet du sauf-conduit accordé au failli quand il est décerné contre lui un mandat d'amener. IV. 551, 552.—Influence du concordat et des actes du tribunal de commerce sur l'action du ministère public. IV. 552, 553.—Régie de la faillite dans le cas de l'exercice de cette action. IV. 553, 554.—Frais de poursuite de cette action. IV. 554.—Tentative de banqueroute. IV. 555.—Effets particuliers de la banqueroute simple. IV. 555.—Sa poursuite. IV. 555.—Quand elle doit avoir lieu. IV. 556.—Quand l'émission de billets par le failli peut excéder le triple de son actif sans établir contre lui une présomption de banqueroute. IV. 556, 557.—Quand il y a seulement faculté de le mettre en jugement. IV. 558.—Peines de ce délit. IV. 559.—Effets particuliers de la banque-

route frauduleuse. IV. 559, 560.—Quand le failli doit être déclaré banqueroutier frauduleux. IV. 560, 561.—Quand il y a faculté de le poursuivre pour ce crime. IV. 562.—Peines à prononcer. IV. 562, 563.—Complices de la banqueroute frauduleuse. IV. 563.—Comment la complicité s'établit et se juge. IV. 563, 564.

BALISES. Nature de ces droits. III. 173.

BARAT. Ce qu'on nomme ainsi. V. 187.

BATELIER. Voy. *Voiturier*.

BILAN. Ce que c'est. IV. 313.—Ce qu'il doit contenir. IV. 313, 314.—Utilité d'énoncer dans l'état du passif la cause de chaque dette. IV. 314.—Comment la liste des profits et pertes doit y être dressée. IV. 314.—Rectifications dont il est susceptible. IV. 315.—Par qui il doit être rédigé. IV. 315, 317.—*Quid*, si le failli ne sait pas signer? IV. 316.—Comment il doit coopérer avec les agens de la faillite à cette rédaction, s'il ne le leur a purement remis. IV. 316.—*Quid* de son décès avant cette remise. IV. 316, 317.—Sur quelles pièces les agens doivent le dresser. IV. 317.—Comment peuvent être pris les renseignemens à donner par les préposés du failli. IV. 318.

BILLETS. En quels cas les billets peuvent être considérés comme actes commerciaux. II. 529.—Nullité de ceux souscrits au profit d'un capitaine de navire par ses subordonnés. III. 144.

BILLET à domicile. Ce que c'est. II. 532. Voy. *Billet à ordre*.

BILLET à ordre. Sa définition. II. 530.—Son objet. I. 254.—Comment se dénomment les qualités des personnes qui y figurent. I. 256.—Sa forme. II. 530, 531.—S'il est souscrit par un non commerçant. II. 531.—Ce qu'il devient s'il ne réunit les conditions requises. II. 531.—Si la valeur comptée est payable en un lieu autre que celui où elle a été formée. II. 532.—Dispositions sur les lettres de change applicables aux billets à ordre. II. 532, 533.—Le porteur qui ne présente le billet qu'après le délai pour le protêt est-il déchu de sa garantie, s'il est prouvé que la personne indiquée avait des fonds pour le payer. II. 533, 534.—Prescription des actions qui en résultent s'il a été souscrit par un non commerçant et non pour des actes de commerce. II. 534.

BILLET au porteur. Ce que c'est. I. 256, II. 535.—De celui où

le nom du créancier est laissé en blanc. II. 535.—Comment les billets peuvent être révendiqués. II. 535.—Règles qui leur sont applicables. II. 535, 536. Voy. *Change (contrat de)*.

BILLET de prime. Ce que c'est. III. 310.

BILLET de rançon. Acte qui a ce nom. III. 75.

BLANCS. Voy. *Preuve littérale*.

BLANC seing. Voy. *Preuve littérale*.

BLOC (vente en) Voy. *Ventes conditionnelles*.

BLOCUS. Le navire qui a pour destination une ville bloquée doit-il s'y rendre. III. 73.

BONNE FOI. Condition essentielle de l'exception qu'elle peut produire. III. 101, 102.—Elle suffit pour rendre valable l'assurance d'une chose qui n'est plus susceptible de risques. III. 298.

BORDEREAU. Sur la preuve qui est attachée à cet acte. II. 209. Voy. *Agens de change et Courtiers*.

BOUCHERS. Pourquoi ils peuvent être assujétis à des conditions d'apprentissage. I. 370.

BOULANGERS. Pourquoi ils peuvent être assujétis à des conditions d'apprentissage. I. 370.—Privilege accordé aux facteurs de la halle aux farines de Paris dans la faillite des boulangers. IV. 375.

BOURDIOUES. Signification de ce mot. III. 541.

BOURSES de commerce. Utilité de ces établissemens. I. 423, 424.—Personnes qui y ont leur entrée. I. 424.—Défense de faire ou proposer des négociations ailleurs. I. 424.—Utilité du cours des marchandises qui y est constaté. I. 427.—Règlemens dont elles sont l'objet. I. 424.—A qui appartient le droit d'en établir ou de supprimer celles qui existent. I. 425.—A qui la police en est confiée. I. 425.—Comment sont produits et administrés les fonds nécessaires à leur entretien. I. 426.

BREVET d'invention. Voy. *Inventions*.

BRIS. Comment un navire l'éprouve. III. 75.

C.

CABOTAGE. Voyages qui établis ent le grand et le petit. III. 14, 15.

CAISSES d'épargnes. Nature de ces établissemens. I. 287. Voy. *Tontines*.

CAPITAINE de navire.—A qui appartient le droit de le nommer. III. 49.—Qualité qu'il doit avoir. III. 49, 50.—Il est exempt de prendre patente. III. 50.—Indemnité qui lui est due, si on le congédie avant le temps. III. 51.—Droit particulier qui lui appartient, en ce cas, s'il est copropriétaire du navire. III. 52.—Adjudication du navire en justice met fin aux fonctions du capitaine. III. 53.—Autres cas dans lesquels sa préposition finit. III. 53.—De son pouvoir dans le choix de l'équipage. III. 55.—Règles d'après lesquelles il doit le faire. III. 138, 139, 140.—Peines qu'il encourt par leur inobservation. III. 140.—De son pouvoir dans l'armement et l'achat des fournitures du navire. III. 58, 59.—Effet contre l'armateur des conventions qu'il a faites pour ces objets. III. 102, 103.—Du droit qui lui appartient de faire des emprunts. III. 59, 77, 100.—De recevoir le fret en argent ou en marchandises. III. 184.—De régler la contribution aux avaries. III. 184, 185.—De les faire payer par ceux qui en sont la cause. III. 185.—A-t-il celui de faire assurer le navire? III. 323.—De l'affecter à un prêt à la grosse. III. 507.—Formalités à observer pour que l'emprunt par lui fait oblige les propriétaires du navire. III. 508, 509.—Trafic qu'il ne peut faire pour son compte, s'il est engagé au profit. III. 135.—Comment et pourquoi il doit faire visiter le navire avant de prendre charge. III. 57.—Conséquences du défaut de visite. III. 178.—Comment ce défaut de visite influe sur l'assurance du navire. III. 380, 381.—Preuve attachée au certificat de visite. III. 381.—Peines contre le capitaine qui débauche les marins d'un autre navire. III. 56.—Chargement qu'il doit prendre. III. 60.—Temps où il doit mettre à la voile. III. 60, 61.—Pièces essentielles dont il doit être muni en partant. III. 61, 62.—Importance de cette précaution. III. 62, 63.—Choses à insérer sur le livre de bord qu'il doit tenir. III. 63, 64.—Cas dans lequel et comment il peut se faire remplacer pendant le voyage. III. 65.—Effet de son rempla-

cement. III. 106, 107. — Attention qu'il doit donner à la conduite du navire, et peines qu'il encourt s'il le fait périr. III. 65, 66. — Quelle est la nature de son autorité dans le navire, et comment il doit l'exercer. III. 67, 68, 146, 147. — Motifs de cette autorité. III. 54. — De ses rapports avec l'aumônier, le chirurgien et l'écrivain du navire. III. 142. — De son pouvoir après qu'il a pris l'avis des principaux de l'équipage. III. 203, 204. — Peines qu'il peut prononcer. III. 68. — Ce qu'il doit faire en cas de délits ou de désertion commis à bord par les gens de l'équipage. III. 68, 69. — Chemin qu'il doit suivre et peines qu'il encourt, s'il s'en écarte. III. 69. — *Quid* s'il voyage sous escorte? III. 70. — *Quid* s'il lui a été ordonné de voyager de conserve? III. 94. — Nature et effets de la convention de conserve. III. 94. — Quand il doit revenir, s'il a entrepris un voyage d'aller et de retour. III. 69. — Pièces qu'il doit envoyer à ses commettans avant son retour, si le port de décharge est étranger. III. 85. — Ce qu'il doit faire en cas de relâche. III. 69, 70. — Force majeure qui peut le mettre dans la nécessité de renoncer au voyage. III. 70. — De l'état de guerre, quand la nation de l'armateur n'y est point partie. III. 72. — Son devoir, si le navire est frappé d'embargo. III. 71. — Si le commerce est interdit avant le retour ou pendant le voyage. III. 72, 73. — S'il y a blocus du lieu de sa destination. III. 73. — Si le navire est attaqué par des ennemis. III. 73, 74. — S'il est pris. III. 74. — Comment il peut le racheter. III. 74, 75. — Ses devoirs et ses droits en cas de naufrage ou autre malheur. III. 75, 76, 77. — Comment il peut, dans ces circonstances, disposer des effets du chargement et des vivres particuliers, si les victuailles manquent. III. 77, 78. — Nature de l'engagement que ce fait produit. III. 104, 105. — Le sacrifice qui en est l'objet est-il une avarie commune? III. 215. — Sa responsabilité à cet égard. III. 196. — Quels sont les rapports entre lui et le subrécargue. III. 80, 81. — De ses droits comme officier civil dans le navire. III. 78, 79, 80. — Ses devoirs en cas de maladie d'un homme de l'équipage. III. 133. — Compte qu'il doit, au désarmement, rendre des gens de son équipage. III. 150. — Peines encourues par celui qui décharge des marchandises après son arrivée, avant d'avoir fait son rapport. III. 82. — Ce que ce rapport doit contenir. III. 82. — A qui il doit être fait. III. 82, 83. V. 219. — Comment et par qui ce

rapport doit être vérifié. III. 83, 84, 360, 361. — Nature de la preuve qu'il établit. III. 361. — Est-il indispensable pour l'action d'un assuré contre l'assureur? III. 362. — Effets particuliers attachés à un rapport, selon qu'il a été ou non vérifié. III. 84, 85. — Foi qui lui est due dans le règlement des conventions d'assurance. III. 362. — Devoir particulier des capitaines baleiniers à cet égard. III. 548. — Emploi que le capitaine doit faire des effets des gens de l'équipage qui sont décédés. III. 83. — Pièces qu'il doit remettre aux douanes. III. 84. — Expédition que doit lui délivrer le chancelier du consulat où son manifeste a été remis. V. 190. — Devoirs réciproques entre plusieurs capitaines réunis. III. 86. — Secours qu'ils se doivent. III. 92. — Comment se forme l'engagement entre lui et l'armateur, et quelle en est la nature. III. 50, 51, 96. — Fautes dont il doit répondre. III. 74, 97, 98. — Règles à cet égard. III. 97. — Comment la peine prononcée par la loi pour infidélités ou abus de confiance peut être par lui encourue. III. 97, 98. — Comment il peut être obligé envers les tiers par les engagements qu'il a contractés dans l'ordre de ses fonctions. III. 98, 99. — Utilité de former en tous les cas directement contre lui la demande qui en résulte. III. 99. — En quoi peuvent consister les obligations de l'armateur envers lui. III. 59, 100. — Comment il est engagé par le fait de son capitaine. III. 59. — Engagements pris par ce dernier qui sont obligatoires contre lui. III. 101, 102, 196. — Emprunts à la grosse auxquels il est obligé. III. 510, 511. — *Quid* s'il abandonne le navire à ceux qui l'avoient assuré? III. 103. — Libération que l'armateur peut obtenir de la responsabilité civile des délits ou quasi-délits du capitaine, par l'abandon du navire. III. 103, 104. — Quel doit être cet abandon. III. 103, 104. — De la circonstance particulière où le capitaine est chargé de gérer la cargaison. III. 106. — Cas particulier où le capitaine peut vendre le navire dont il a la conduite. III. 24, 25, 101. — Condition essentielle à cette vente. III. 102. — Sur les droits et devoirs qui lui sont communs avec les gens de l'équipage. III. 109. Voy. *Abus de confiance, Affrètement, Assurances maritimes, Billets, Chargement, Connoissement, Contrat à la grosse, Equipage, Gens de mer, Rapport.*

CARTIF. Droits assurés à l'homme de mer réduit à cet état. III. 131, 132. — *Quid* si son engagement étoit fait au profit ou au fret? III. 137. — Voy. *Gens de mer.*

CARAVANE. Comment les voyages en caravane ont lieu. III. 337.

CARGAISON. Choses comprises dans cette expression. III. 251.
Voy. *Assurances maritimes*.

CAS FORTUIT. Voy. *Force majeure*.

CASSATION. Voy. *Arbitrage*.

CAUSE. Voy. *Obligation*.

CAUTION. Voy. *Crédit, Etranger*.

CAUTIONNEMENT. Sa définition. II. 650. — Etendue de celui qui a été donné par suite d'une convention. II. 651. — Comment il doit être donné. II. 652. — Est-il essentiellement gratuit. II. 652, 653. — Différence entre la caution d'un crédit et celle d'un emprunt. II. 653, 654. — Etendue du cautionnement du fait d'autrui. II. 654. — Quand et comment la caution doit être poursuivie. II. 654, 655. — Exceptions réelles qu'elle peut opposer. II. 655. Solidarité qui existe entre plusieurs cautions du même débiteur. II. 655, 656. — Qualités que doit avoir la caution judiciaire. V. 99, 100. — Comment l'admission en est poursuivie et déclarée. V. 100. — Solvabilité qu'elle doit présenter. V. 100, 101. — Solidarité qui existe entre elle et le débiteur, V. 101. — Faits de charge dont la responsabilité affecte le cautionnement de l'agent de change ou du courtier qui l'a fourni. IV. 386, 387. — Concours du privilège qui y est attaché avec celui qui appartient au trésor. IV. 387. — Cautionnement susceptible d'affectations et de privilèges. IV. 387, 388. — Comment le cautionnement des agents de change doit être complété après que des condamnations l'ont diminué. I. 432.

CERTIFICAT d'origine. Par qui il est délivré. V. 222.

CESSION. Droits qu'il est permis de céder. II. 321. — Droits que confère la simple remise d'un titre de créance. II. 60, 321. — Comment un transport de droits devient parfait entre le cédant et le cessionnaire. II. 321, 322. — Et à l'égard du débiteur cédé et des créanciers du cédant. II. 322, 323. — Comment l'acceptation faite par le débiteur cédé doit être prouvée. II. 323. — Cession faite à plusieurs. II. 323. — Etendue des droits d'un cessionnaire. II. 59, 324. — Droits de privilèges et d'hypothèques qui lui sont transmis. II. 325. — A quoi s'applique la garantie de fait à la charge du cédant. II. 325. — Est-il tenu de la garantie

de faillite du débiteur. II. 325. — Soins qu'il doit donner à la vérification de la créance cédée. IV. 352. — Garantie dont il ne peut s'exempter. II. 325. — Objet de la garantie de droit. II. 325, 326. — Comment le cédant en est tenu. II. 326. — Voy. *Inventions, Ordre, Société*.

Cession de Biens. Sa définition. IV. 584. — Débiteurs qui peuvent y avoir recours. IV. 584. — Volontaire. IV. 584, 585. — Peut être contraindre dans un concordat. IV. 585. — Comment elle doit être exécutée. IV. 585, 586. — Comment celui qui y est admis conserve la propriété de ses biens. IV. 586. — Emploi des fruits qu'ils produisent. IV. 587. — De leur vente. IV. 587. — Définition de la cession de biens judiciaire. IV. 587. — Créanciers contre lesquels elle peut être obtenue. IV. 588, 590. — *Quid* si le créancier n'use pas de la faculté qu'il a de n'y pas accéder? IV. 591. — Débiteurs fondés à la réclamer. IV. 588. — Le failli en présomption ou coupable de banqueroute, a-t-il ce droit? IV. 588, 589, 592. — *Quid* de l'étranger? IV. 589. — Formes de la demande. IV. 591. — Qu'elle doit être portée. IV. 591. — Effet de cette demande. IV. 591, 592. — Formes de la cession. IV. 592, 593. — Publication qui en doit être faite. IV. 591. — Ses effets. IV. 593. — Libérat-on qu'elle procure au débiteur. IV. 593, 594. — Comment les biens acquis par le débiteur, depuis la cession, peuvent être saisis par ses créanciers. IV. 594.

CHAMBRES de Commerce. Motifs de leur établissement. I. 387. — Comment elles sont composées. I. 387. — Leur renouvellement. I. 388. — Leurs fonctions. I. 388. — Leurs revenus. I. 388, 389. — Comment se règlent leurs dépenses. I. 389.

CHAMBRES des Avoués et des Notaires. Certificat de la remise des extraits qui doivent y être affichés. I. 356.

CHAMBRES consultatives des Manufactures. Leur organisation et leurs fonctions. I. 389, 390.

CHANCELIER. Voy. *Consuls*.

CHANGE (Contrat de). Caractère des obligations résultant du contrat de change. I. 259, II. 331. — Nécessité de donner la forme requise aux actes constatant ces négociations. II. 331. — Personnes qui ont le droit de faire des négocia-

tions de change. II. 332. — Comment elles obligent les femmes non commerçantes et les mineurs. II. 332, 405, 459. — Définition du contrat de change. II. 333. — Comment il s'exécute. II. 333. — Sa nature. II. 334. — Ses rapports avec les lettres de change, billets ou endossements. II. 333. — Avec l'échange et la vente. II. 335. — Avec la vente ou cession de créance. II. 346. — Avec le mandat. II. 335, 409. — Avec le cautionnement. II. 335. — Avec le prêt. II. 335. — Monnaie doit être la matière du contrat de change. II. 336. — Pourquoi la somme convenue doit être payable en un lieu différent de celui où l'engagement est formé, ou la valeur payée. II. 336, 337. — Besoins qui produisent les opérations de change. I. 254. — Raisons qui les multiplient. I. 262. — Comment elles s'exécutent. I. 254. — Prix du change; sur quoi il se fixe dans le change local. I. 226, 257. — Dans le change avec l'étranger. I. 259 et suiv. — Son cours, comment il s'établit, termes de ses variations. I. 257, 258. — Comment il est produit. I. 426, 427. — Et constaté. I. 434, 435. — Arbitrage en matière de change. I. 258. — Comment le contrat de change s'accomplit. II. 337. — Terme qui peut être mis dans une convention de change. II. 337. — Formes d'une convention de ce genre. II. 337, 338. — Ses effets. II. 338. — Rapports entre l'écrit qui la constate et les lettres de change promises. II. 338. — Prescription de l'action qui en résulte. II. 338. — Causes pour lesquelles la résolution de cette convention peut être poursuivie, ou n'être exécutée que moyennant caution. II. 341. — Effets de la convention de change pure et simple. II. 339. — Lettres de change que le débiteur peut tirer ou céder. II. 339. — Nombre d'exemplaires qu'il en doit délivrer. II. 339, 340. — Lettres d'avis et autres garanties qu'il doit fournir. II. 340. — Obligations de celui auquel les lettres de change ont été remises. II. 340. — Clauses particulières qui peuvent entrer dans cette convention. II. 340, 341. — De la promesse d'une lettre de change sur telle personne, et payable en tel lieu. II. 341, 342. — Changemens non convenus, et qui ne peuvent être refusés dans l'exécution du contrat. II. 342. — Conséquences du refus de tirer la lettre de change promise. II. 342. — Le jugement qui y condamne peut-il ordonner la remise au preneur des effets promis. II. 345. — Offres que le tireur peut faire au preneur qui refuse la lettre dont la remise

avait été convenue. II. 343. — Autres droits qu'il peut exercer, si la convention de change étoit la conséquence d'un autre contrat. II. 343, 344. — Droits que la promesse de tirer une lettre de change donne à celui qui l'a stipulée, sur les fonds destinés à la payer. II. 344.

CHARGEMENT de Navire. Personnes désignées sous le nom de chargeurs. III. 186. — Soins qui les regardent. III. 187. — Délai dans lequel les pièces des douanes doivent être remises au capitaine. III. 190. — Quelle doit être la surveillance du capitaine sur les effets. III. 187. — Et les soins qu'il doit leur donner. III. 192. — Peut-il en placer sur le tillac. III. 196, 441. — Pourquoi, en cas de jet, celles qui y seroient doivent être sacrifiées d'abord. III. 205. — Comment il doit opérer le déchargement au lieu de la destination. III. 193, 194. — Ce qu'il doit faire, si la consignation indique refus de recevoir les marchandises. III. 195. — Obligations dont il est tenu, s'il ne rend pas toutes celles portées au connoissement, ou s'il les rend avariées. III. 195. — En quel sens le capitaine est tenu de rendre en bon état les marchandises chargées. III. 196. — Temps par lequel se prescrit l'action du chargeur. III. 197. — Ce qu'exprime le mot *chargement*. III. 251. — Voy. *Affrètement, Assurances maritimes, Avaries, Connoissement*.

CHARGES. Les conventions dont leur transmission peut être l'objet, sont-elles licites. I. 430, II. 28.

CHARTRE-PARTIE. Contrat appelé de ce nom. III. 62, 156. — Son objet spécial. III. 163. — Ce qu'elle doit énoncer. III. 162. — Pourquoi elle est ordinairement supposée par les connoissemens. III. 163, 164.

CHIFFRES. La somme à payer peut-elle être ainsi exprimée dans une lettre de change. II. 353.

CHIROGRAPHAIRE (Créancier). Voy. *Concordat*.

CHOSE JUGÉE. Force qui appartient à la présomption qu'elle établit. II. 231. — Conditions sous lesquelles elle a lieu. II. 232. — A l'égard de quelles personnes. IV. 566. — Le jugement qui, sur la poursuite d'un tiers, déclare l'existence d'une société, établit-il ce fait à l'égard d'un autre tiers. IV. 84, 85. Effet à l'égard des créanciers d'un failli, du jugement qui rejette la

plainte en banqueroute portée contre lui. IV. 434. — Effets à l'égard d'une partie lésée du jugement qui rejette l'action du ministère public, ayant pour objet le fait qui a produit la lésion. V. 261.

CIRCULAIRE. Voy. *Correspondance*.

COMMANDITE. Voy. *Société en commandite*.

COMMENCEMENT de preuve par écrit. Voy. *Preuve testimoniale*.

COMMERÇANT. A qui appartient cette qualité. I. 326. — Comment elle est prodnite. I. 328. — Preuves par lesquelles on peut établir qu'elle appartient à une personne. I. 330, II, 229, V. 75, 76. — *Quid* si elle est seulement déclarée avoir, à diverses époques, fait des actes de commerce? II. 531. — But que doit avoir l'habitude d'actes de commerce, pour donner la qualité de commerçant. I. 332. — Prise de la qualité de commerçant dans un acte. V. 75, 76. — Formalité que doit, eu certains cas, remplir celui qui, étant marié, se fait commerçant. I. 358. 359. — Peines de son omission. I. 359. — *Quid* s'il se marie étant déjà commerçant? — Signification du mot *commerçant*, comparée à celle des mots *négociant*, *marchand*, *banquier*, *fabricant*, *manufacturier*. I. 333, 334. — Distinction entre les commerçans et les artisans. I. 334. — Présomption attachée aux engagemens non commerciaux de leur nature, contractés par des commerçans. I. 295, V. 295. — Elle existe n'importe la forme de l'engagement. I. 295. — Opérations qu'elle comprend. I. 297. — Comment elle existe à l'égard du mineur commerçant. I. 310. — A l'égard de la femme mariée. I. 319. — Comment elle cesse, et règle à cet égard. I. 298. — Opérations exclues de cette présomption. I. 296, 297. — Achat de denrées. I, 296. — Sortes d'engagemens entre commerçans, qui ne peuvent être commerciaux, quelqu'en soit l'objet. I. 299, 300. — Nature de l'engagement pris par l'autre partie. I. 296. — Effet de la cessation de qualité de commerçant. I. 296. — Voy. *Actes de commerce*.

COMMERCE. Sa définition. I. 225. — A qui il est interdit, et pourquoi. I. 320. — Cette prohibition peut-elle être invoquée devant un tribunal étranger. V. 250, 251. — Liberté, protection, et encouragemens dont il a besoin; moyens

établis pour l'en faire jouir I. 381. — Etablissements locaux formés pour faciliter les négociations dont il se compose. I. 408. — Sur la défense de le faire. I. 321.

COMMIS. Préposés désignés sous ce nom. I. 279. — Ils ne sont pas commerçans. I. 327. — Comment on les distingue des commissionnaires et des courtiers. I. 280, 283. — Différence entre eux et les facteurs ou les serviteurs destinés au commerce. II. 576. — Etendue et durée des pouvoirs de ces divers préposés. II. 615. — Comment une maison est engagée par le commis voyageur qu'elle emploie. II. 615, 616. — Pouvoirs de celui qui a été envoyé dans une foire pour y faire des achats et ventes. II. 616. — Quand ils peuvent recevoir un paiement. II. 616. — Sous quels rapports les commis aux écritures obligent leur préposant. II. 617. — De leur signature donnée avec la formule *par procuration*. II. 617. — Effet des opérations déclarées par eux faites hors des limites de leurs pouvoirs. II. 619. — Comment leurs pouvoirs peuvent être révoqués. II. 617. — Comment le préposant est engagé par leurs faits et par les délits ou quasi-délits qu'ils ont commis. II. 618. — Pourquoi le paiement des fournitures qui leur ont été livrées peut être poursuivi contre le préposant. IV. 367, 368. — Peuvent-ils se faire substituer. II. 618. — Sont-ils engagés par les opérations qu'ils ont faites. II. 619. — Durée et résiliation de leur engagement. II. 577. — Leurs droits et devoirs. II. 578, IV. 49. — Responsabilité dont ils sont tenus. II. 579. — Appointemens qu'ils peuvent exiger. II. 579. — Quand doivent-ils être diminués, en cas d'interruption de service. II. 579, 580. — Indemnités et garantie qui leur sont dus. II. 580, 581, 617. — Caractère du commis qui, au lieu d'un salaire fixe, a une part dans les bénéfices de la maison. IV. 5. — Tribunaux qui doivent connoître des contestations entre eux et leurs commettans. I. 280, V. 14. — Fonctions du commis préposé par un agent de change pour le représenter. I. 444.

COMMISSAIRE des Classes. Par qui les fonctions en sont remplies dans les Colonies et à l'étranger. III. 140, 141.

COMMISSAIRES-PRISEURS. Ventes qui se font par leur ministère. II. 246. — Ventes de marchandises qu'ils n'ont pas le droit de faire. I. 449.

COMMISSAIRES *de marine*. Leurs fonctions. III. 12, 13. — Règles d'après lesquelles ils doivent prononcer sur les contestations entre le capitaine et les gens de mer. III. 112. Voy. *Equipage, Gens de mer*.

COMMISSION, COMMISSIONNAIRES. Quand un engagement contracté par commission est acte de commerce. I. 282. — Différence entre la commission et la procuration, préposition ou gestion d'affaires. II. 625. — Ce qui distingue les commissionnaires des préposés qui agissent par procuration. I. 283. II. 603, 604. — En quel nom le commissionnaire doit agir. II. 466. — Et s'il forme une demande en justice. V. 57. — Ses rapports à l'égard de ceux avec qui il traite. II. 626. — Et à l'égard de son commettant. II. 626. — Garantie à laquelle il peut s'obliger envers ce dernier. II. 626, 627. — Revendication qu'il peut exercer des choses achetées pour son compte lorsque le premier est en faillite. IV. 518, 519. — Responsabilité dont il est tenu, selon qu'il répond du *décroire* ou qu'il a agi par *simple commission*. II. 627. IV. 522. — Compte et renseignements qu'il doit fournir. II. 627, 628, 629. — Etat dans lequel il est présumé avoir reçu les marchandises qui lui ont été adressées pour les vendre. II. 628, 629. — Ce qu'il doit les payer si elles périssent. II. 629. — Comment il doit en faire la vente. II. 629. — Effets d'une vente au-dessous du prix fixé par le commettant. II. 630. — Peut-il vendre à terme? II. 630, 631. — Comment il doit le faire; s'il y a été autorisé. II. 631. — Escompte qu'il peut faire, s'il a vendu à crédit. II. 631. — Ecritures à tenir par celui qui a reçu de plusieurs commettans des marchandises à vendre. II. 632. — Paiemens faits entre ses mains, et autres modes de libération par lui consentis. II. 630. — Recouvrements qu'il est tenu de faire. II. 632. — En doit-il l'intérêt? II. 632. — Conduite qu'il doit tenir, s'il est chargé par un commettant d'acheter ce qu'un autre l'a chargé de vendre. II. 633. — *Quid* si lui-même veut se rendre acheteur? II. 633, 636. — S'il ne peut vendre? II. 633. — Rétribution par lui exigée en ce cas. II. 634. — La commission n'est jamais réputée gratuite. I. 283. — Engagemens que contracte celui qui achète par commission. II. 634. — Comment les achats par lui faits lient son commettant. II. 635. — Aux risques de qui sont les choses par lui achetées, après que la livraison lui en a été faite. I. 635, 636. — Quand il doit les intérêts des sommes à lui avancées pour

faire des achats. II. 636.—Comment il peut se couvrir des avances par lui faites. II. 636, 637.—Celui qui reçoit pour salaire une part dans les bénéfices de l'opération est-il associé? IV. 6.—Devoirs du commissionnaire comme consignataire. II. 543, 544.—Son privilège sur les marchandises qui lui sont remises. IV. 378.—Motif de l'obligation qui leur est imposée de transcrire les lettres de voiture des objets qui leur sont adressés. I. 367.—A qui on donne le nom de commissionnaire de transport. II. 637.—Fonctions qui lui sont propres. II. 637, 638.—Comment les commissionnaires employés pour un même transport correspondent entr'eux. II. 638.—Comment un commissionnaire répond, envers l'expéditeur, du voiturier et du commissionnaire qu'il a employés. II. 638, 639.—Actions de l'expéditeur contre ces derniers. II. 640.—Comment celui qui tire une lettre de change par commission peut en recevoir le prix. II. 642, 643.—Le porteur a-t-il une action en garantie contre lui, s'il lui a fait connaître le nom de son commettant. II. 643, 644.—*Quid* du tiré qui a accepté à découvert? II. 644.—S'il a payé, a-t-il une action directe contre le commettant? II. 645.—Avis qui doivent lui avoir été donnés. II. 644, 645.—Recours du commissionnaire contre son commettant, en cas de non-paiement de la lettre tirée. II. 645, 646.—Obligations qu'il contracte en achetant des lettres de change pour le compte de ce dernier. II. 646.—Garantie qu'il lui doit en les endossant à son profit. II. 647.—De la commission résultant de la remise de lettres de change pour les négociier ou en faire le recouvrement. II. 647, 648.—Obligations de celui à qui une remise de cette nature a été faite. II. 648, 649.—Diligences qu'il doit faire en cas de non-paiement, pour que son commettant ne puisse laisser l'effet pour son compte. II. 649.—Garantie qu'il doit aux tiers porteurs. II. 649, 650.—Un pouvoir exprès est-il nécessaire à celui qui fait assurer par commission? III. 323.—Nature de l'action contre celui qui refuse de rendre ce que son commettant lui a confié. I. 300.—Comment un commissionnaire doit faire vendre les marchandises qui lui ont été adressées pour cela, et sur lesquelles il a fait des avances. I. 449.—Qui a le droit de réclamer l'effet d'une assurance stipulée par un commissionnaire, pour le compte de qui il appartiendra. III. 324.—Assurance prise frauduleusement par un commissionnaire, sans la

participation du comettant. III. 300.—*Quid si la fraude étoit personnelle à celui-ci.* III. 300.—Comment un commissionnaire doit être saisi de la chose sur laquelle il fait des avances, pour que sa créance soit privilégiée. III. 595, 596.—Effets de l'eudossement que fait à ses propres créanciers celui qui a reçu des lettres de change pour les recouvrer. II. 120.

Voy. *Assurances maritimes, Compétence, Courtier.*

COMMUNAUTÉ entre époux. Le droit de propriété qui appartient à l'un des époux, sur ses écrits, y entre-t-il? I. 405.

COMPAGNIES. Voy. *Anonyme (société).*

COMPENSATION. Définition de la compensation de droit et de la compensation facultative. II. 159, 160, 166.—En quel sens la première a lieu de plein droit. II. 165, 166.—Existence civile que doit avoir une dette pour donner lieu à la compensation. II. 160.—Conséquences de ce que les dettes doivent être personnelles aux parties pour que la compensation ait lieu. II. 160; IV. 20.—Le débiteur solidaire et la caution peuvent-ils opposer la compensation de ce qui est dû au débiteur principal? II. 160, 161.—Et un débiteur celle des droits qu'il a acquis sur son créancier primitif depuis le transport accepté de sa dette? II. 162.—De la compensation qui seroit préjudiciable à un tiers. II. 171, 590; IV. 278.—Objet que doivent avoir les obligations réciproques pour que leur compensation ait lieu. II. 162.—Dettes de choses fongibles de la même espèce, mais de qualité différente. II. 163, 164.—En quels cas les dettes réciproques doivent être liquides, pour être susceptibles de compensation. II. 163, 168.—*Quid si la liquidation de l'une d'elles n'est que provisoire.* III. 164.—S'il y a inégalité dans la nature du titre, dans la cause de l'obligation ou sa quotité. II. 163, 164.—Si les dettes sont payables en différens lieux. II. 167.—Si la partie qui a intérêt à refuser la compensation la réclame. II. 167, 168, 169.—Exigibilité que doit avoir une créance pour donner lieu à la compensation. II. 164, 165.—Caractère des conventions par lesquelles un débiteur s'acquitte envers son créancier au moyen de créances qu'il acquiert sur lui, sans qu'il en résulte la compensation de droit. II. 166.—De la compensation facultative. II. 166, 167.—Partie qui a droit de l'opposer. II. 167, 168.—De

celle qui résulte du virement ou riscontre. II. 171, 172.
 —Le créancier peut-il opposer la compensation de sa créance échue avec sa dette non échue, si le paiement de la dette ne peut être fait par anticipation. II. 169.—Dettes contre lesquelles il ne peut être opposé aucune compensation. II. 169, 170.—Compensation opposée d'une dette contractée de mauvaise foi et par surprise. II. 170, 171.
 Voy. *Acceptation, Endossement, Faillite*.

COMPÉTENCE. Compétence des tribunaux de commerce. V.
 11.—Espèce de juridiction qui leur appartient. V. 72.—S'étend-elle aux négociations commerciales faites par des individus non commerçans? V. 12.—Négociations non commerciales dont ils connoissent. I. 278, 280, 327.—Actions dont ils ne peuvent connoître. V. 46.—Comment se règle la compétence lorsque la négociation est commerciale à l'égard d'une partie et ne l'est pas à l'égard de l'autre. V. 13, 14.—Choix qui appartient à celui-ci de traduire le premier devant le tribunal civil ou le tribunal de commerce. V. 16.—Contestation purement commerciale portée devant un tribunal civil. V. 16.—Contestations commerciales hors de la compétence des tribunaux de commerce. V. 28.—De celles dont les juges administratifs doivent connoître. V. 29, 73.—Pourquoi l'Etat engagé dans une contestation de commerce ne doit pas toujours être traduit devant les tribunaux de commerce. V. 30, 31.—Autorisation à obtenir pour actionner les agens, quand cette compétence a lieu. V. 30, 31.—Contestations nées sur la poursuite d'actions portées devant les tribunaux de commerce, et dont ils ne peuvent connoître. V. 17.—Incidents dont ils peuvent connoître. V. 25.—Peuvent-ils connoître des exceptions fondées sur la nullité de l'action. V. 24.—Des dénégations d'écritures. II. 54.—De l'action en révocation d'un endossement fondée sur ce qu'il contient une libéralité déguisée. V. 24, 25.—De l'exception fondée sur la prescription. V. 25.—Sur la compensation. V. 25.—Effet du consentement des parties à ce qu'ils connoissent de choses qui ne leur sont pas attribuées. V. 72, 73.—Un tribunal de commerce peut-il statuer sur l'exception du défendeur qu'il n'est pas commerçant. V. 18.—Autres questions d'état dont il ne peut connoître. V. 18, 25.—Peut-il autoriser une femme mariée à défendre l'action dirigée contre elle? V. 18.—Et, dans le cas où plusieurs sont engagés dans une dette commerciale à l'é-

gard de l'un seulement, connoître de l'action dirigée contre tous. V. 19.—Et celle dirigée contre la femme obligée pour son mari commerçant. V. 19.—Contre le non commerçant caution d'une dette commerciale. V. 21, 22.—Condamnations qui peuvent être la suite de ces actions. V. 19, 20, 22.—Action contre les héritiers d'un commerçant obligé à une dette de commerce. V. 22.—Quand l'action résultant d'une lettre de change imparfaite qui n'est point acte de commerce est néanmoins de la compétence des tribunaux de commerce. V. 20.—*Quid* de celle résultant d'un endossement irrégulier. V. 21.—Si elle est dirigée contre un non commerçant. V. 73, 74.—En quel sens ils ne peuvent connoître de l'exécution de leurs jugemens. V. 26, 27.—Si des actes ne sont que la continuation du jugement, ils peuvent en connoître. V. 27.—Permis de *saisir-arreter*. V. 27.—Election de domicile expresse et tacite. V. 32.—Comment s'établit la première. V. 32.—Elections de domicile supposées par la nature de la convention. V. 32, 33.—Forme particulière de l'assignation en ces divers cas. V. 62, 63.—Compétence sur l'action en exécution d'une obligation ou d'un billet dont le lieu de paiement étoit indiqué. V. 32.—Quand un titre peut actionner le tireur devant un autre tribunal que celui de ce lieu. V. 33.—Tribunal compétent pour connoître des diverses difficultés auxquelles un contrat de vente peut donner lieu. V. 34, 35, 36.—Et une lettre de change. V. 37, 41.—*Quid* dans le cas d'effets négociables donnés en paiement du prix de la vente. V. 38.—Règles touchant les diverses actions en garantie auxquelles donnent lieu le défaut de paiement d'une lettre de change. V. 42.—Quand un endosseur et un tiré ne peuvent être assignés que devant le tribunal de leur domicile. V. 42, 43.—Quand le lieu de paiement est à considérer pour fixer la compétence dans les actions résultant d'un contrat de vente. V. 37.—Comment ce lieu est déterminé. V. 37, 38.—Où doivent être portées les actions réciproques entre un commissionnaire et son commettant. V. 39.—Entre un voiturier et celui qui l'a employé. V. 40.—Entre des parties en compte courant. V. 40, 41.—Faillite de l'une des parties. V. 44.—Où doit être portée l'action d'un créancier contre le garant de son débiteur. V. 41.—Exceptions d'un défendeur qui doivent être portées devant le tribunal saisi de l'action. V. 43,

44.—Compétence des actions contre une faillite. V. 44, 45.
— Et de la faillite contre ses débiteurs. V. 45. — Quand celles-ci doivent être portées devant le tribunal du défendeur. V. 46.— Comment il doit être statué sur l'exception d'incompétence. V. 73. Déclaration d'incompétence par un tribunal civil remplissant les fonctions de tribunal de commerce. V. 77, 78.—Quand le déclinatoire doit être proposé. V. 74.—Diverses exceptions d'incompétence. V. 74.

COMPLÉMENTAIRE (*Associé*). Voy. *Société en commandite*.

COMPOSITION. Signification légale de ce mot. III. 201.

COMPROMIS. Voy. *Arbitrage*.

COMPTABILITÉ commerciale. Sa base. I. 342.

COMPTABLES. Agens qui ont cette qualité. I. 302.—Ils ne sont pas commerçans. I. 301, 327, 332, 333.—Sous quels rapports ils leur sont assimilés. I. 301, 327.—Engagemens par eux pris qui ont la qualité d'actes de commerce. I. 301.

COMPTE. Ce qui prouve l'obligation souscrite pour solde de compte. II. 235.—Rectifications dont un compte arrêté est susceptible. II. 527.

COMPTE à demi. Ce qu'on appelle ainsi. IV. 153.

COMPTE courant. Ce qu'on appelle être en compte courant. II. 524.—Opérations auxquelles ce nom est donné. II. 526.—Intérêt que portent de plein droit les avances auxquelles il donne lieu. II. 527.—Intérêt des intérêts II. 528.—Comment une lettre de change ou autre effet négociable entre dans le crédit de la partie qui l'a fourni. II. 528, 529.—Conséquence du paiement que cette remise opère. IV. 524, 525, 527.—Gage qu'ils ont entre ses mains. II. 533.—Effet de la remise de sommes pour causes étrangères au commerce des parties. I. 299.—Quand l'un des correspondans ayant fait faillite, l'autre peut revendiquer les effets de commerce qu'il avoit endossés à son profit. IV. 547, 548.—Comptes courans libres et comptes courans obligés. IV. 39. Effets à l'égard des codebiteurs solidaires et des cautions du failli. IV. 450, 451, 452.—A l'égard de la masse particulière d'un associé de la société qui l'a obtenu. IV. 452, 453.—A l'égard des créanciers hypothécaires. IV. 453.—Hypothèque produite par le jugement d'homologation. IV. 454, 455.—Comment elle doit être inscrite. IV. 454, 455.

—Son rang. IV. 456.—Droits des créanciers dont l'opposition à l'homologation a été admise. IV. 455.—Nouvelle cessation de paiemens de la part du failli. IV. 456.—Comment le concordat est obligatoire à l'égard des créanciers qui n'y ont pas figuré. IV. 457.—Quels sont ceux admis à réclamer le dividende assuré. IV. 457, 458.—L'époque de l'ouverture de la faillite peut-elle être fixée, après la perfection du concordat? IV. 458, 459, 460. Voy. *Cession de Biens, Faillite*.

CONCESSION. Le droit attaché à une concession obtenue du gouvernement peut-il être la matière d'un contrat? II. 28.—*Quid* de la concurrence dans la demande de cette concession. II. 28.

CONCILIATION. Voy. *Prud'hommes, Tribunaux de Commerce*.

CONCORDAT. But des règles auxquelles il est soumis. IV. 427.—Délai et forme de la convocation des créanciers. IV. 427, 428.—Créanciers admissibles à l'assemblée. IV. 428, 429.—Conséquence du refus que fait le failli de s'y présenter. IV. 529.—Premières opérations de l'assemblée. IV. 429. Caractère du procès-verbal dressé par le juge commissaire. IV. 430.—Quand le créancier hypothécaire peut prendre part au concordat. IV. 431, 441.—Et celui qui est privilégié ou nanti d'un gage. IV. 432.—Ce qu'on entend par créanciers chirographaires et hypothécaires. IV. 432, 433. Parenté entre un créancier et le failli. IV. 433.—Comment un créancier non vérifié peut être admis à prendre part au concordat. IV. 433.—Et celui cessionnaire des droits de plusieurs. IV. 433.—Indices de banqueroute qui sont un obstacle à tout concordat, et, s'il a été conclu, un moyen de s'opposer à son homologation. IV. 434, 441, 445.—Formation des trois quarts du passif devant appartenir à la majorité. IV. 435.—De la signature, séance tenante. IV. 435.—Prorogation de l'assemblée lorsque la majorité en nombre ne possède pas ce trois quart du passif. IV. 435, 436.—*Quid*, si un créancier est mineur. IV. 416.—Du créancier qui vend au failli son adhésion au concordat. IV. 437.—Motif de la nécessité de l'homologation du concordat. IV. 437, 438, 443.—But des oppositions qui peuvent y être faites. IV. 438.—Créancier qui a le droit d'en former. IV. 438.—Rigueur du délai fixé pour cela. IV. 438, 439.—Exception en faveur des créanciers hypothécaires. IV. 454.—l'ent-il suppléer à l'opposition.

IV. 439.—Moyens sur lesquels elle peut être fondée. IV. 440.—Tribunaux compétens pour en connaître. IV. 442.—Quand le jugement qui l'admet est un obstacle à un nouveau concordat. IV. 442.—Ses effets à l'égard de ceux qui ont consenti au concordat dont l'homologation a eu lieu. IV. 442, 443, 449, 455.—Demande en homologation du concordat. IV. 443.—Délai de son exercice en cas d'opposition. IV. 444.—Sa forme et celle de l'homologation. IV. 444, 445.—Motifs qui peuvent faire refuser l'homologation. IV. 445.—Effets de l'homologation et du refus qui peut en être fait. IV. 446.—Appel dont est susceptible le jugement qui y a statué. IV. 446, 447.—Effets du concordat homologué. IV. 448.—Fin du dessaisissement du failli qu'il opère. IV. 448.—Compte que les syndics doivent rendre. IV. 448.—Des commissaires chargés de surveiller l'exécution du concordat. IV. 449.—Nature de la libération qu'il assure au failli. IV. 450. Voy. *Actes de commerce, Concordat, Etrangers, Tribunaux de commerce.*

CONDITIONS. Voy. *Obligation conditionnelle.*

CONFISCATION. Sa nature et son effet sur l'engagement des gens de mer lorsqu'elle porte sur un navire. III. 126. Voy. *Inventions.*

CONFUSION. Sa définition et ses effets. II. 173.—Lettre de change tirée depuis que le tiré est devenu débiteur et créancier du tireur. II. 173.

CONOÉ. De la délivrance de celui qui doit être accordé pour le départ d'un navire. III. 14 *et suiv.*—Comment elle a lieu et importance de cette pièce. III. 51. Voy. *Navire.*

CONNEXITÉ. Ce que cela signifie. V. 72.

CONNOISSEMENTS. Cas dans lequel ils peuvent être remplacés par de simples lettres de voiture. III. 62, 162, 191.—Leur objet spécial. III. 163.—Énonciations qu'ils doivent contenir. III. 188.—Comment il peut y être suppléé si la nature et la quantité des marchandises n'y sont pas exprimées. III. 366.—Conséquences d'une fausse évaluation donnée aux marchandises qui en sont l'objet. III. 228, 250.—Forme dans laquelle ils doivent être dressés. III. 189.—Raisons de la remise de chacun des quatre exemplaires d'un connoissement à ceux qui doivent les recevoir. III. 188, 189.—Délai à partir du chargement dans lequel ils doivent être signés par le capitaine. III. 189, 190.—*Quid*, si ces exemplaires contiennent des énoncia-

tions différentes. III. 196, 197.—Pourquoi il doit être fait un connoissement pour les marchandises qui appartiennent au capitaine. III. 190.—Forme de cet acte. III. 190, 367.—*Quid*, si ce chargement concerne un parent du capitaine. III. 191.—Foi due aux connoissemens. III. 191, 366, 367.—Preuve qu'il fait dans les mutations des avaries. III. 227 *et suiv.*—Quels sont les effets d'un connoissement fait à ordre ou au porteur. III. 194, 343.—Pourquoi, en cas de jet, le capitaine est tenu de vérifier de préférence les marchandises dépourvues de connoissemens. III. 205. Voy. *Charte partie*.

CONSEIL général du commerce. Ses fonctions. I. 385.—Attributions du conseil général des manufactures. I. 386.

CONSENTEMENT. Voy. *Obligation*.

CONSERVE. Objet et effets de la convention qui a ce nom. III. 94.

CONSIGNATAIRE, Voy. *Commissionnaire*.

CONSIGNATION. Emploi à donner au montant de celle que doit faire l'adjudicataire d'un navire, sur l'opposition formée entre ses mains. III. 36.—Caisse des consignations. IV. 324. Voy. *Offres réelles*.

CONSTRUCTION de navires. Modes divers par lesquels elle se fait. III. 19.

CONSULAT. Actes auxquels, dans certains pays, ce nom est donné. III. 82.

CONSULS. Fonctionnaires qu'on nomme ainsi. V. 178.—Lois sur leur institution et leurs fonctions. V. 179, 180.—Du droit d'en établir. V. 180.—But principal de leur établissement. I. 385.—Division de leurs attributions, V. 180.—Devoirs particuliers des vice-consuls. V. 180, 181.—Élèves vice-consuls. V. 181. Etudes et travaux dont ils doivent s'occuper. V. 181.—Par qui les consuls et vice-consuls sont nommés. V. 186.—Conditions d'éligibilité. V. 187.—Comment s'obtient l'*exequatur* du souverain dans les états duquel un consul doit résider. V. 187, 188.—Publication des provisions. V. 188.—Agens de commerce que nomme un consul dans les lieux de son département. V. 182.—Mariage des consuls. V. 183.—Défense qui leur est faite de recevoir des commissaires d'une autre puissance. V. 183.—D'emprunter. V. 184, 185.—Protection

qu'ils peuvent accorder à des étrangers. V. 183, 184.— Pourquoi le commerce leur est interdit. I. 323. V. 184.— Dérégulation qui peut être faite à cette défense. V. 184.— Caractère politique des consuls. V. 192, 193.— Ses rapports avec celui d'ambassadeur et de ministre public du Roi. V. 193.— Leurs privilèges. V. 194.— Des actions qui peuvent être formées contre eux. V. 193.— Tribunaux qui en doivent connaître. V. 194.— Protestations contre leurs actes. V. 195.— Espèce de protection qu'ils doivent aux sujets du Roi. V. 214.— Règles sur leurs fonctions administratives. V. 215, 223.— De celles qu'ils remplissent comme officiers de l'état civil. V. 215, 216.— Quand ils peuvent apposer les scellés sur les objets délaissés par des français et en faire inventaire. V. 216, 217.— Du devoir qui leur est imposé de la recherche des déserteurs. III. 427.— Ce qu'ils en doivent faire. III. 149.— Devoir dont ils sont chargés, comme remplissant les fonctions de commissaire des classes. III. 148, 149.— Comme chargés de la police de la navigation. V. 219.— Comme chargés de la police sanitaire. V. 222.— Leurs devoirs en cas de naufrage essuyé par des Français, dans un lieu de leur département. V. 220.— Certificats d'origine qu'ils délivrent. V. 221, 222.— Etats qu'ils doivent envoyer du nombre des navires arrivés au port de leur résidence. V. 222, 223.— Jurisdiction accordée aux consuls. V. 195.— Leurs fonctions comme juges de commerce. V. 2.— Contestations entre français dont ils doivent connaître. V. 200.— Leur compétence à l'égard des contestations auxquelles donnent lieu les dispositions testamentaires d'un français décédé. V. 218, 219.— Peines encourues par ceux qui méconnoissent leur attribution en soumettant leurs différends à des juges étrangers. V. 200.— Comment cette infraction est commise, constatée, poursuivie. V. 200, 201, 202.— Effet du jugement rendu, en ce cas, par les juges étrangers. V. 204.— Du cas particulier où ceux-ci se sont adressés à des arbitres. V. 201.— Motifs de ces dispositions. V. 201, 202.— Force qui appartient à leurs jugemens dans le pays où ils sont établis. V. 196, 197, 212.— Distinction à cet égard entre les consuls résidant parmi des nations chrétiennes et ceux qui sont établis ailleurs. V. 197, 198.— Effet de ces jugemens en France. V. 202, 203.— Notables dont un consul doit être assisté pour juger. V. 205.— Disposition particulière pour Constan-

tinople. V. 206. — Procédure à observer devant le tribunal.
 V. 206. — Forme des citations et significations à donner
 à celui qu'on y appelle. V. 207. — Comment les parties
 soutiennent leurs droits. V. 207, 208. — Interrogatoires et
 visites de lieux. V. 208. — Règles des expertises qui seroient
 ordonnées. V. 208, 209. — Celles des enquêtes. V. 209. —
 Peines du témoin qui fait défaut. V. 210. — *Quid*, s'il s'agit
 d'un témoin étranger? V. 210, 211. — Quand les sentences
 des consuls emportent contrainte par corps. V. 211. —
 Opposition dont elles sont susceptibles quand elles ont été
 rendues par défaut. V. 211, 212. — De l'appel. V. 212. —
 Quand l'exécution provisoire en peut être ordonnée avec ou
 sans caution. V. 213. — Comment est reçue la caution, dans
 les cas où l'exécution provisoire n'est ordonnée qu'avec cette
 condition. V. 213. — Quand les consuls ont la juridiction
 criminelle sur les personnes de la nation. V. 223, 224,
 225. — Stipulation nécessaire dans les traités pour qu'ils en
 soient investis. V. 225. — Assistance qu'ils peuvent, en
 tous cas, donner au plaignant et au prévenu. V. 225, 226.
 — En quoi consiste le pouvoir de police et de répression
 qui leur appartient sur les navires de leur nation. V. 226,
 227. — Jurisdiction criminelle qui appartient aux consuls
 dans les pays hors de chrétienté. V. 227, 228. — Peines
 qu'ils peuvent prononcer en ce cas. V. 229. — Instruction
 qu'ils doivent faire à l'égard des crimes imputés à des Fran-
 çais. V. 280, 281. — Interrogatoire de l'accusé. V. 281. —
 Addition de témoin. V. 282. — Les règles établies à cet
 égard par l'édit du mois de juin 1773 sont-elles mainte-
 nues? V. 233, 234, 235. — Du pouvoir de haute police
 qui leur appartient. V. 235. — Motifs et forme du bannis-
 sement qu'ils peuvent ordonner d'un français qui se con-
 duiroit mal au lieu où ils sont établis. V. 236, 237. — Cos-
 tumes des consuls. V. 185. — Comment ils doivent se faire
 suppléer en cas d'empêchement. V. 185. — Leur rempla-
 cement. V. 185. — *Quid*, en cas de décès. V. 186. — Fonc-
 tions du chancelier du consulat. V. 188. — Fonctions de
 notaire lui appartenant exclusivement. V. 189. — Preuve
 attachée à ses actes. V. 189. — Comment les actes sont
 reçus. V. 189. — Forme de la légalisation des expéditions
 qu'ils délivrent. V. 215. — Registres qu'ils doivent tenir.
 V. 190, 191. — Règles sur la nomination et les qualités
 requises pour être promu aux fonctions de chancelier. V.
 191. — Ce qui doit être fait quand l'action portée devant

le consul est dirigée contre le chancelier. V. 206. — Des dépôts qui sont faits au consulat. V. 189, 190. — Caractère et devoirs des interprètes attachés au consulat. V. 191, 192. Voy. *Commissaire des classes*.

CONTRAINTES par corps. Motif de son établissement. V. 289. — Législation sur ce point. V. 289, 290. — Principes à l'aide desquels on détermine les cas où la contrainte par corps doit être prononcée. V. 291, 299. — Comment une personne est soumise à la contrainte par corps pour engagements de commerce maritime. V. 291, 292. — Pour exécution d'un contrat de change. V. 292, 293. — Quand elle est la suite de l'obligation résultant d'une lettre de change ou d'un billet à ordre souscrit par un non-commerçant. V. 293. — Autres cas dans lesquels les tribunaux de commerce ne doivent pas, mais peuvent la prononcer. V. 294. — Quand elle doit être prononcée contre le commerçant soumis à une condamnation. V. 295. — Quand l'engagement non écrit consenti pour opération de son commerce, par un commerçant, emporte la contrainte par corps. V. 295, 296. — Engagemens écrits qui donnent lieu de la prononcer. V. 297. — *Quid* de la simple qualité de commerçant prise dans un engagement. L. 331. — Quand elle doit être prononcée contre les agens de change, courtiers, commissionnaires, etc. V. 298, 299. — La condamnation prononcée contre un non-commerçant pour engagement de commerce peut-elle être prononcée avec contrainte par corps? V. 300. — Raisons des différens systèmes adoptés à cet égard. V. 301. — *Quid* des condamnations prononcées pour même cause contre un commerçant. V. 301, 302. — Quand les personnes du sexe et les mineurs sont sujets à la contrainte par corps. V. 302. — De l'individu qui y étoit soumis au temps où il s'est obligé et ne l'est plus au temps où il est poursuivi. V. 303. — Pourquoi les septuagénaires n'en sont pas exemptés. V. 303. — Des militaires. V. 303, 304. — Des pairs de France et des députés. V. 304. Nature de la révision à laquelle est soumis le jugement qui prononce cette contrainte contre un pair de France. V. 304. — Peut-elle être exercée entre le père et les enfans, entre frères, entre époux. V. 305. — Entre associés. V. 305. — Par le commanditaire contre l'associé responsable et réciproquement. V. 306. — Par un actionnaire contre l'administrateur d'une société et réciproquement. V. 306, 307. — Entre des associés en partici-

pation. V. 307.—Co qui doit être prononcé à cet égard quand la même demande contient plusieurs chefs, dont quelques-uns entraînent cette condamnation. V. 308.—Nécessité imposée aux tribunaux de la prononcer quand la loi l'ordonne. V. 309.—*Quid* si elle n'a pas été demandée. V. 309, 310.—Les dispositions de la loi peuvent-elles être, sous ce rapport, modifiées par les conventions des parties. V. 309, 311.—Condamnations accessoires auxquelles elle peut se rattacher. V. 310.—Nécessité qu'elle soit prononcée par un jugement. V. 310, 311.—Pour quelle somme elle peut être ordonnée. V. 311.—Contre quelles personnes. V. 311.—Peut-elle être prononcée contre le mari qui a autorisé sa femme à s'engager au paiement de la dette dont elle résulte? V. 311, 312.—Et contre l'un et l'autre, s'ils sont obligés conjointement. V. 334.—Délai de son exercice. V. 312.—Pouvoir dont doit être muni l'huissier qui y procède. V. 312.—Où doit être signifié le commandement dont son exercice doit être précédé. V. 313?—Forme de cet acte. V. 313.—Durée de son effet. V. 313.—Temps de l'arrestation. V. 313, 314.—Où elle ne peut être faite. V. 314.—Assistance que le juge de paix doit donner à l'huissier qui y procède quand elle est faite dans une maison. V. 314, 315.—Règle particulière pour les arrestations faites à Paris. V. 315.—Ce que doit être un sauf conduit pour qu'il ait l'effet de suspendre la contrainte par corps. V. 315, 316.—Forme du procès-verbal d'arrestation. V. 317.—Election de domicile que doit faire le créancier poursuivant. V. 317.—Itératif commandement que cet acte doit contenir. V. 318.—Du paiement fait à l'huissier sur cet acte. V. 318.—Règles sur la détention à exercer sur le débiteur une fois qu'il est arrêté. V. 319.—Des incidens auxquels peuvent donner lieu son refus de se livrer. V. 319.—La contestation qu'il élève sur le droit de le saisir. V. 319, 320.—Forme et jugement du référé indispensable en ce cas. V. 320.—De la saisie-arrest faite entre les mains du débiteur. V. 320.—Autres exceptions que le débiteur peut invoquer devant le juge chargé de prononcer sur le référé. V. 321.—Frais d'une arrestation nulle. V. 321, 322.—Forme de l'acte de dépôt du débiteur au lieu de détention. V. 322.—Quelle doit être la somme à consigner pour les alimens du débiteur. V. 322, 323, 332.—De la recommandation ou contrainte par corps exercée contre un débiteur détenu pour une

cause quelconque. V. 323, 324. — Forme de la recommandation. V. 324, 325. — Du défaut d'observation de ces formalités. V. 325. — De la contrainte par corps exercée à Paris par le ministère des gardes du commerce. V. 326, 327. — Faute et prévarication commises par ceux-ci. V. 327, 328. — Consentement requis du créancier pour que le débiteur obtienne sa liberté. V. 328, 329. — Paiement à faire par ce dernier, s'il emploie ce moyen pour l'obtenir. V. 329. — Forme et effets de la consignation par lui faite entre les mains du geôlier. V. 329, 330. — Tribunal compétent pour connaître de la demande en nullité d'un emprisonnement. V. 330, 331. — Procédure à observer sur cette demande. V. 331. — Comment il y est statué. V. 331. — Moyens que le débiteur peut invoquer. V. 331, 332. — Exécution du jugement qui ordonne la mise en liberté. V. 332. — Quand le créancier peut être condamné à des dommages-intérêts. V. 332. — Comment la mise en liberté est obtenue pour défaut de consignation d'alimens. V. 333. — Quand ce défaut peut être réparé par le créancier. V. 333, 334. Droit qui lui reste quand l'élargissement a lieu. V. 334. — L'emprisonnement du débiteur pendant cinq ans l'autorise-t-il à faire ordonner sa mise en liberté. V. 335, 336. — *Quid* s'il s'agit d'une dette non commerciale. V. 341. — Effet à l'égard de ses biens de l'exemption de la contrainte par corps établie en faveur d'un homme de mer. III. 114. Voy. *Arbitrage, Arbitrage forcé, Etrangers, Gens de mer.*

CONTRAT. Voy. *Obligation.*

CONTRAT aléatoire. Sa définition. II. 4. — Règle sur l'interprétation des contrats aléatoires. III. 286. — Ce qu'ils comprennent. II. 181, 182. Voy. *Ventes aléatoires.*

CONTRAT à la grosse. Sa définition. III. 481, 482. — Son objet. I. 192. — Ses rapports avec celui d'assurance. III. 482. — Ses différences. III. 482, 483. — Choses qui peuvent être l'objet du prêt. III. 485. — Quelle espèce de contrat subsiste, si les choses prêtées à la grosse ne sont pas de nature à se consommer par l'usage. III. 486. — Choses susceptibles d'être affectées au prêt. III. 487. — Lesquelles peuvent être assurées et ne sont passusceptibles de ce prêt. III. 487. — *Quid* des choses incorporelles. III. 487. — De celles déjà assurées ou soumises à un emprunt préexistant. III. 488. — A quoi se réduisent les droits du prêteur, en

ce cas. III. 488.—Où doit être la chose sur laquelle le prêt est fait. III. 488.—Emploi qui doit être donné à la chose prêtée. III. 489.—Condition essentielle à ce contrat, qu'il y ait risques pour le prêteur. III. 490, 491.—Risques dont il répond. III. 490.—Convention qui peut les étendre ou les restreindre. III. 490.—Limites de la restriction des risques. III. 490, 491.—Pourquoi le prêteur ne peut stipuler qu'il ne contribuera pas aux grosses avaries. III. 491.—Règle sur l'interprétation de ce contrat. III. 491, 492.—Stipulation d'un profit, essentielle à ce contrat. III. 492.—Sa différence de la prime. III. 492.—Quelle doit être sa quotité. III. 492, 493.—Choses dans lesquelles il peut consister. III. 493.—Pourquoi le profit n'en peut être assuré. III. 257.—Ni même le capital par l'emprunteur. III. 257, 258, 271, 272.—Pourquoi les formes légales de ce contrat doivent être scrupuleusement observées. III. 494.—Forme dans laquelle doivent être faits les actes qui le constatent. III. 495.—Effets de la stipulation à l'ordre dans un contrat à la grosse. III. 496.—Du profit et du recours à exercer en cas de non paiement à l'échéance. III. 496, 497.—Motifs pour lesquels le contrat de prêt doit être enregistré dans les deux jours. III. 497, 498.—Le défaut d'enregistrement ne peut être opposé que par les tiers. III. 497, 498.—Du défaut d'énonciation dans un contrat des choses marquées par la loi. III. 498. Raisons pour lesquelles le capital du prêt et le profit doivent y être exprimés. III. 499.—Règles sur l'énonciation dans le contrat des choses affectées au prêt. III. 500, 501.—Rapports sous lesquels cette désignation est nécessaire. III. 503.—Utilité de leur donner une évaluation. III. 501.—Jusqu'à quel point les parties sont liés par cette évaluation. III. 501.—De la désignation du navire sur lequel sont chargées les choses affectées au prêt, et de celle du capitaine. III. 502, 503.—Énonciation que le contrat doit contenir du nom du prêteur. III. 504, 505.—Motifs particuliers qui rendent nécessaire celle du nom de l'emprunteur. III. 505.—Désignation du voyage pour lequel le contrat est fait. III. 506.—Par qui un navire peut être affecté à un prêt à la grosse. III. 507.—Raisons pour lesquelles le capitaine a ce pouvoir. III. 508.—Formes dans lesquelles il est tenu de l'exercer, si le propriétaire du navire est présent. III. 509.—Formes à observer, si le propriétaire est absent. III. 510.—De l'action du

prêteur, envers lequel le capitaine s'est engagé par emprunt de cette espèce, sans remplir les formes légales. III. 511.—*Quid* si le prêt a été fait en pays étranger par un étranger. III. 512.—Responsabilité du capitaine envers l'armateur, en cas d'emprunt fait dans les formes légales. III. 512, 513.—Cas dans lesquels le prêteur a droit d'exiger son paiement. III. 513 et suiv.—Exigibilité occasionée par le fait de l'emprunteur. III. 516.—Quand cette exigibilité est-elle produite par le changement du navire. III. 516, 517.—Par un changement dans le voyage. III. 517.—Comment doit s'effectuer le paiement dû par l'emprunteur. III. 518, 519.—Lieu où il doit être fait. III. 520.—*Quid* si personne n'a été commis pour l'accepter. III. 520.—Événement qui met fin au cours du profit stipulé à tant par mois. III. 519, 520.—Nature du privilège qui appartient au prêteur sur les choses affectées au prêt. III. 521.—*Quid* en cas de vente de la chose qui y est affectée. III. 521, 522.—En cas de substitution d'une autre. III. 535.—Ordre de privilèges, en cas de concours de plusieurs prêteurs. III. 522, 523.—Le prêteur à la grosse a-t-il, dans la chose sur laquelle il a prêté, un privilège sur l'assureur auquel elle a été délaissée par l'assuré. III. 414, 415.—Ce qu'on doit entendre par un dernier prêt qui est privilégié sur un premier. III. 522, 523.—Du privilège en cas d'emprunt pour chargement. III. 524.—Quand y a-t-il heureuse arrivée. III. 524, 525.—Action qui peut rester au prêteur contre l'emprunteur, en cas de naufrage ou autre sinistre majeur. III. 525, 526.—Comment le fret est affecté à son privilège. III. 526, 527.—Comment s'exerce son privilège, si le voyage n'a pas été arrêté, mais continué, au moyen d'un autre navire. III. 526.—Sinistre majeur, quand le prêt est fait sur marchandises. III. 527.—Ses effets. III. 527, 528.—Devoir dont l'emprunteur est tenu, en ce qui touche les marchandises affectées au prêt. III. 528 et suiv.—Décharge de marchandises avant l'arrivée au lieu de la destination. III. 528.—Droits de l'emprunteur lorsque la valeur de la chose affectée au prêt en excède le montant. III. 528, 529.—Événement qui n'est point un sinistre majeur, et opérant néanmoins une modification dans le contrat. III. 530.—Ce qu'on entend par avaries, en fait de contrat à la grosse. III. 531.—Comment le prêteur et l'emprunteur y contribuent. III. 531.—De l'obligation du prêteur de réparer les avaries simples. III. 532.

—Motifs sur lesquels est fondé le ristourne. III. 533.—
Défauts de risques ayant cet effet. III. 534, 535.—Intérêts
dus au porteur en cas de ristourne pour défaut de risques.
III. 534, 537, 538.—Demi pour cent qui lui est dû. III.
534, 539.—Preuves que l'emprunteur est tenu de faire de
l'existence des effets affectés au prêt, et de leur valeur
au temps où la perte en a eu lieu. III. 535, 536. — Cas
où la différence qui existe au préjudice du prêteur est présu-
mée le fruit d'une fraude de l'emprunteur. III. 536, 537.
—Effets du ristourne opéré pour ce motif. III. 537.—L'em-
prunteur peut-il les faire déclarer. III. 537, 538. — Ré-
duction à faire du prêt, dans le cas où la différence de
valeur ou de consistance des effets affectés est l'effet de
l'erreur. III. 539. — Qui peut agir et qui doit prouver
dans les cas résultant de ce contrat. III. 484.—Voy.
*Assurances maritimes, Capitaine, Délaissement, Etran-
ger, Fraude, Pacotille, Ristourne.*

CONTRAT de mariage. Extraits à en publier si l'un des époux
est commerçant. I. 355.—Ce qu'ils doivent contenir. I.
355.—Comment la remise en est constaté. I. 355.—But de
cette publication. I. 356.—Où elle doit avoir lieu. I. 556.
—Notaire chargé de cette formalité. I. 357.—Effets du dé-
faut de son accomplissement. I. 358.—Formalités à rem-
plir par celui qui étant marié se déclare commerçant. I.
358.—Effet des clauses de stipulation ou d'exclusion de
communauté quand la femme est commerçante. I. 317 et
318.—Stipulation nécessaire pour faire entrer dans la
communauté la propriété littéraire de l'un des époux. I.
405.—Conventions insérées dans un contrat de mariage
et néanmoins révocables. IV. 180.

CONTREBANDE. *Quid*, de celle portant sur des choses non pro-
hibées mais sujettes à des droits d'importation. II. 31.—
Sort d'une convention ayant pour objet la fraude de con-
trebande. II. 30.—Et de celle qui a pour objet la fraude en
pays étranger. II. 31. V. 265. Voy. *Assurances maritimes.*

CONTREFAÇON. Voy. *Inventions, Ouvrages.*

CONTRE-LETTRE. Effet d'un écrit auquel le caractère est donné.
III. 581.

CONTRÉPASSATION. Voy. *Endossement.*

CONTRIBUTION aux avaries. Voy. *Avaries.*

CONVENTION. Voy. *Contrat.*

CORRESPONDANCE. Comment la correspondance d'un commerçant doit être tenue. I. 353. — Engagemens qui peuvent être prouvés par ce moyen II. 211, 212. — Comment une vente ou autre convention de ce genre s'accomplit et se prouve par la correspondance. II. 212, 213. — *Quid*, d'une procuration. II. 605. — Des offres faites par circulaires, catalogues et autres annonces. II. 244. — Indemnité due à celui qui a accepté une proposition faite par lettre et retractée ou annulée avant son acceptation. II. 214. — Temps auquel l'acceptation d'une proposition ainsi faite doit être déclarée. II. 214. — Quand cette déclaration rend-elle le contrat parfait. II. 215. — Comment le contrat de commission se forme par correspondance. II. 215, 216. — *Quid*, de la remise d'une dette II. 216. — Comment le silence ou défaut de réponse à une lettre peut signifier la perfection du contrat. II. 217. — Règles sur l'interprétation des conventions qui se font par correspondance. II. 218. — Comment une lettre oblige le commerçant qu'elle engage. II. 219. — Preuve attachée aux lettres émanées d'un non commerçant. II. 219.

CORSAIRE. Voy. *Prises maritimes*.

COTIERS. Responsabilité des pilotes appelés de ce nom. III. 66.

COURS des marchandises. Sur sa constatation. Voy. *Agens de change et Courtiers, Bourses de commerce*.

COURS du change. Voy. *Change*.

COURTAGE. Voy. *Agens de change et Courtiers*.

COURTIERS en particulier. Qu'est-ce que le courtage? I. 284. — Sa différence de la commission. I. 184. — Circonstances où cette distinction est importante. I. 437, 448. — Sa différence de la vente à l'encan. I. 289. — Différence entre le courtier et le fondé de pouvoir. I. 285. — Nature des opérations de courtage exécutées par d'autres que des courtiers commissionnés. I. 285. — Fonctions qui sont particulières aux courtiers. I. 447. — L'emploi d'un commis leur est défendu. I. 447, 448. — Sur la défense qui leur est commune avec les agens de change de faire le commerce, sur le privilège qu'ils ont de faire le courtage et sur tout ce que ces deux professions ont de commun. I. 428 et suiv. Différentes espèces de courtiers. I. 447. — Notions que doivent posséder les courtiers en marchandises.

1. 447.—Comment ils participent avec les agens de change à la négociation des matières métalliques. I. 442. Ventes par enchères publiques qu'ils peuvent faire. I. 449.—Formalités à observer pour ces opérations. I. 449, 450, 451, 452, 453.—Fonctions particulières des courtiers d'assurances. I. 453, 454.—Connoissances qu'ils doivent posséder I. 453.—Registre qu'ils doivent tenir. I. 454.—Foi due aux extraits qu'ils en délivrent. III. 314.—Notions que doivent avoir les courtiers interprètes et conducteurs de navires. I. 454.—Fonctions qui leur sont particulières. I. 454, 455.—Fonctions des courtiers de transports. I. 456.—Des courtiers gourmets piqueurs de vins. I. 457.—Acte qui règle leurs fonctions. I. 457.

CRÉANCES. Comment elles peuvent être marchandises. I. 233.

CRÉANCIER. A qui cette qualité appartient. II. 58.—Comment il peut exercer, dans son propre intérêt, les actions appartenant à son débiteur, et attaquer les actes faits en fraude. II. 88, 89. V. 106, 107.—Ses droits touchant l'intérêt de son débiteur dans une société. IV. 219, 220.

CRÉDIT. Ce que c'est qu'en ouvrir un. I. 164. II. 524.—Obligations de celui qui l'a ouvert. II. 525. IV. 295.—Celles de celui à qui il a été ouvert. *Ibid.* — Celles de la caution de ce dernier. II. 653.—Hypothèques qu'il peut consentir. IV. 475. Voy. *Cautionnement*, *Compte courant*.

CRÉDITEUR. Sens propre de ce mot. I. 343.

CROUPIER. Voy. *Société*.

CUEILLETTE. Chargement de navire auquel ce nom est donné. III. 161. Voy. *Affrètement*.

CULTIVATEUR. La vente des fruits d'un fonds, faite par le propriétaire peut-elle avoir la qualité d'acte de commerce et la donner aux opérations faites pour les produire. I. 235. V. 13.—*Quid*, s'il est commerçant. V. 14.—La revente par lui faite de bestiaux qu'il avoit achetés donne-t-elle à l'achat la qualité d'acte de commerce. I. 238.—*Quid*, de l'achat qu'il fait de tonneaux pour vendre son vin. I. 239.—De celui d'animaux maigres pour les engraisser et les revendre. I. 240.—*Quid*, s'il spéculé sur ces objets I. 240 et 241.—*Quid*, du fermier qui achète des grains pour les revendre avec ceux qu'il recueille ? I. 241.—Quand

l'achat de bestiaux, pour les donner à cheptel, est-il un acte de commerce. I. 246. — Vente de denrées qui a par elle-même la qualité d'acte de commerce. I. 250. — Entreprises de travaux qu'un cultivateur peut faire sans qu'il y ait des actes de commerce. I. 277. — Qualité des transports qu'il entreprend. I. 280.

D.

DANGERS. Voy. *Avaries (grosses)*.

DATE. Effets du défaut de date. III. 315, 316. — Date qui doit être donnée à une assurance non datée lorsqu'elle est suivie dans la même feuille; d'un acte revêtu de cette formalité. III. 316, 317. Voy. *Acceptation, Assurances maritimes, Heure, Preuve littérale*.

DATION en paiement. Voy. *Paiement*.

DÉBITANT. L'achat qu'il fait de tabacs dont la vente lui est confiée n'est point un acte de commerce. I. 243. — Pourquoi ce débit de tabacs est exclusivement attribué à la Régie. I. 371.

DÉBITEUR. A qui cette qualité appartient. II. 58.

DÉCÈS. Comment est constaté celui qui arrive sur un navire en mer. III. 78, 79.

DÉCLINATOIRE. Voy. *Compétence*.

DÉCONFITURE. Ce qu'on nomme ainsi. I. 440. IV. 229, 579. — Personnes qui, par leur insolvabilité, sont mises en cet état. IV. 578. — De celui qui auroit été commerçant, mais qui ne l'est plus au temps où il devient insolvable. IV, 579. — Autre différence entre la déconfiture et la faillite. IV. 580. — Ses effets. IV. 581. — Poursuites qui peuvent être exercées contre le débiteur en cet état. IV. 582. — Époque de son commencement. IV. 582, 583. — Comment les aliénations faites par le débiteur en fraude de ses créanciers peuvent être annulées. IV. 583.

DÉCOUVERT. Ce qu'on appelle ainsi dans les contrats d'assurance ou de prêt à la grosse. III. 254.

DÉCOUVERTES. Voy. *Inventions*.

DÉCROIRE. Voy. *Commission*.

DÉDIT. Voy. *Ventes conditionnelles*.

DÉLAI. Celui qui est établi pour la revendication des effets

compris dans la saisie d'un navire peut-il être prorogé à raison des distances? III. 39. — *Quid* de celui dans lequel un assuré doit faire à l'assureur les notifications mises par la loi à sa charge. III. 394. Voy. *Protêt, Terme, Tribunaux de commerce*.

DÉLAISSEMENT. Définition et objet de celui qui est fait par suite d'assurance maritime. III. 370. — Pourquoi il est admis au lieu d'une simple réparation pécuniaire. III. 371. — Les cas de délaissement ne sont pas susceptibles d'extension. III. 372. — Pourquoi l'assureur contre lequel il est provoqué ne peut se libérer en offrant de réparer les avaries. III. 373. — La rentrée en possession de l'assuré, dans la chose assurée, depuis la prise qui en avoit été faite, est-elle un obstacle au délaissement. III. 373, 374. — Du rachat du navire pris. III. 375, 376. — Naufrage qui donne lieu au délaissement. III. 377, 378. — *Quid* si l'assurance porte seulement sur la cargaison. III. 379. — L'assureur peut-il contester le sinistre, quoique constaté par des actes d'agens de l'administration. III. 378. — Comment l'innavigabilité du navire doit avoir été déclarée et constatée pour qu'il y ait lieu au délaissement. III. 380, 381, 383. — Circonstances qui produisent cet état. III. 383. — Pourquoi l'assureur ne peut contester l'acte par lequel il a été déclaré, s'il est d'une autorité française. III. 439. — Condition moyennant laquelle le délaissement du chargement est admis, en ce cas, lorsqu'il est l'objet de l'assurance. III. 381, 382. — Application de la même règle. III. 385. — Cause et effet que doit avoir l'arrêt du prince, ou embargo pour qu'il y ait lieu au délaissement. III. 384, 385. — Cas où il ne donne lieu qu'à l'action d'avarie. III. 385. — De la confiscation. III. 438, 439. — Motif de la présomption de perte de la chose assurée, résultant du défaut de nouvelles. III. 386. — Règles d'après lesquelles elle doit être admise. III. 387. — Sur qui l'effet en retombe dans le cas de plusieurs assurances faites successivement du même objet. III. 387, 388. — Comment il y a perte ou détérioration de la chose assurée. III. 388, 389. — Comment la quantité s'en détermine pour former les trois quarts, dont la perte donne lieu à l'action en délaissement. III. 389, 390. — Exceptions à faire valoir sur le délaissement proposé pour cette cause. III. 440 *et suiv.* — Règles particulières de l'estimation, en cas de détérioration. III. 390, 391, 392. —

Des dépenses faites par l'assuré touchant la chose assurée et par suite de risques à la charge de l'assureur. III. 392. — Certitude qui doit s'attacher aux avis d'accidens que reçoit l'assuré sur la chose assurée, pour qu'il doive les notifier à l'assureur. III. 393. — Délai de cette notification. III. 393. — Fin de non-recevoir qui résulte de son défaut. III. 397. — Comment elle doit être faite. III. 394, 395. — Quand peut être fait le délaissement. III. 394. — Option laissée à l'assuré entre le délaissement et l'action d'avarie. III. 394, 397. — S'il opte pour ce dernier moyen, l'assureur pourroit-il l'obliger à délaisser. III. 419, 420. — Pourquoi l'assuré doit déclarer à l'assureur les assurances ou les sommes qu'il a pu faire ou prendre sur le même chargement. III. 395. — Du défaut de cette déclaration. III. 396. — Quand donne-t-il lieu à la nullité de la convention ? III. 396. — Délais du délaissement. III. 397. — Époque où ils commencent à courir en cas de prise. III. 398, 399. — En cas de naufrage ou autre accident semblable. III. 398. — En cas d'innavigabilité. III. 399. — *Quid*, s'il s'agit de marchandises, si elles sont périssables. III. 399. — Règle sur ces délais en cas d'arrêt de prince. III. 399. — *Quid*, s'il en résulte une prise ou capture. III. 399, 400. — Règle sur ces délais lorsqu'ils sont motivés sur le défaut de nouvelles. III. 400. — Comment doit être exercée la demande en paiement de l'assuré contre l'assureur. III. 397. — Délai dans lequel elle doit être formée. III. 397, 400. — Son objet. III. 401. — Sa forme. V. 63. — Délai dans lequel doit délaisser l'assureur qui a fait réassurer. III. 401, 402, 403. — Comment doit être fait le délaissement. III. 403, 404. — *Quid*, s'il a été fait des assurances distinctes pour le même objet ? III. 404. — Si l'assurance d'une chose n'est faite que jusqu'à concurrence d'une certaine somme. III. 406. — Ou pour une quotité. III. 406. — Si l'assuré, ayant droit de faire échelle, il avoit, au moment du sinistre, déchargé une partie de l'objet assuré. III. 406, 407. — Si la chose assurée avoit été, dans la route, remplacée par une autre de valeur double. III. 408. — *Quid*, lorsqu'une même police contient une ou plusieurs assurances. III. 405. — Ou plusieurs polices, une seule assurance. III. 405. — Comment le fret est compris dans le délaissement d'un navire. III. 409. — Du cas où il a été touché d'avance ou réduit au chargement pour lequel il a été promis. III. 410. — Effet

de la règle qu'il doit être pur et simple. III. 410, 411.
 — Cause unique pour laquelle il peut être révoqué. III. 412. — Effet de l'irrévocabilité du délaissement. III. 411.
 — A qui appartient la chose assurée, dans le cas où le recouvrement en est fait depuis le délaissement. III. 411.
 — Comment on peut suppléer à la signification par laquelle il doit être fait. III. 412. — Temps auquel le délaissement est présumé s'être opéré par suite du jugement qui le déclare. III. 412. — Droits et actions qui, par l'effet du délaissement, appartiennent à l'assureur en place de l'assuré. III. 413, 414, 442. — Comment ils sont réglés en cas de concours avec un prêteur à la grosse. III. 414. — Lorsque le produit du sauvetage n'égale pas les frais, cet excédant de dépense est-il à la charge de l'assureur. III. 448. — Comment l'assureur est tenu des dépenses, faites depuis le délaissement, touchant la chose assurée. III. 431, 432. — Compte que l'assureur est en droit de se faire rendre par l'assuré des effets du sauvetage. III. 447. — Domages-intérêts qu'il peut obtenir contre lui. III. 447. — Prescription de l'action en délaissement. III. 432.

DÉLÉGATION. Convention dont elle doit être composée pour opérer une novation dans la dette. II. 150. Voy. *Novation*.

DÉLITS. Ce qu'on appelle délits et contraventions. V. 229.
 — Juges qui connoissent de leur répression. V. 225, 229.
 — De la poursuite dont sont chargés les consuls, à l'égard des crimes commis par des Français dans les lieux où résident les Consuls. V. 233 *et suiv.*

DÉLIVRANCE. Voy. *Vente*.

DEMEURE (mise en). Différens modes par lesquels la mise en demeure d'un débiteur s'établit. II. 81, 82, 268, 269.
 — Comment elle peut résulter d'une lettre. II. 219. — Silence du créancier qui peut la purger. II. 82, 269. — *Quid*, si l'inexécution de l'obligation provient d'un fait de force majeure. II. 82, 83.

DENRÉES. Définition de ce mot. I. 132.

DÉFENS. Voy. *Arbitrage, Tribunal de Commerce*.

DÉPÔT. Sa définition. II. 541. — Circonstances qui le font présumer, quand il n'en existe pas une preuve positive. IV. 512. — Effet d'une promesse de dépôt. II. 541. — Comment des espèces peuvent être l'objet d'un dépôt vo-

lontaire régulier. II. 543. — Motifs pour lesquels le dépôt volontaire de marchandises peut avoir lieu. II. 543. — Ce qu'on appelle entrepôt. II. 543. — Obligation du dépositaire d'acquitter les droits à percevoir sur les marchandises qu'il recoit. II. 544. — Vérification qu'il est tenu d'en faire. II. 545. — Soins qu'il en doit prendre. II. 545. — En cas d'incendie ou de pillage. II. 547. — Et dans le cas où il est chargé de plusieurs dépôts. II. 547, 548. — Quand il peut chercher à connaître en quoi consistent les choses déposées. II. 545, 546. — *Quid*, si ce sont des choses prohibées. II. 546. — Ses devoirs, si le dépôt consiste en créances productives d'intérêt. II. 548. — Abus de confiance. II. 549. — Quand la restitution du dépôt peut être faite sur la réquisition du déposant. II. 549, 550. — Quand cette restitution peut être faite par un autre que le dépositaire. II. 550, 551. — Dommages-intérêts dont il peut être tenu. II. 551. — Comment les choses doivent être restituées. II. 551, 552. — En quel état elles doivent se trouver. II. 552, 553. — Où la restitution doit avoir lieu. II. 553. — Soins que le dépositaire doit donner à l'enlèvement des choses restituées. II. 553, 554. — A qui la remise en doit être faite. II. 554. — En cas de changement d'état dans la personne du déposant. II. 554, 555. — Si le contrat de dépôt indique un destinataire. II. 555. — Comment a lieu la restitution faite à un autre que le déposant. II. 556. — Ce que le déposant doit payer au dépositaire. II. 557. — Droit de rétention qui garantit cette dette. II. 557. — Autres indemnités dont il peut être tenu. II. 558. — Définition du dépôt irrégulier. II. 558. — Comment on doit le prouver pour l'exercice d'une action en revendication. IV. 514, 515. — Comment on le distingue du prêt. II. 559. — A la charge de quel effet d'un changement dans la valeur des monnoies. II. 559, 560. — Pourquoi le dépôt nécessaire est ainsi appelé. II. 560, 561. — Espèce de dépôts nécessaires. II. 561. — Responsabilité des aubergistes, agens de change, voituriers, dans les dépôts qui leur sont faits. II. 562. — Comment s'établit la libération du dépositaire forcé. I. 445. Voy. *Agens de change*, *Revendication*.

DERNIER RESSORT. Voy. *Tribunaux de commerce*.

DÉSERTEURS. Voy. *Consuls*.

DESSAISSEMENT. Voy. *Paillite*.

DESSIN d'étoffes. Propriété dont il est susceptible. I. 401. — Comment elle se conserve, I. 402.

DILIGENCES. Les achats de voitures et autres objets faits par les entrepreneurs pour leur service, ne sont point des actes de commerce. I. 246. Voy. *Entreprise de transports*.

DISTILLATEUR. L'achat qu'il fait de tonneaux pour vendre ses liqueurs est-il un acte de commerce? I. 240. — *Quid*, de ses achats de vins et de charbon pour distiller. I. 244.

DIVIDENDE. Voy. *Société*.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. Dommages-intérêts dus au créancier en cas d'inexécution entière ou partielle de la promesse qui lui a été faite. II. 83. — Cas où la fixation qui en avoit été faite par la convention peut être changée. II. 83, 84. — Comment ils doivent être fixés, s'il n'a rien été stipulé à cet égard. II. 84. — Règles à suivre selon que l'inexécution provient de la faute ou du dol du débiteur. II. 84, 85, 86. — Exception à cette règle dans le cas où la promesse non exécutée avoit pour objet le paiement d'une somme d'argent. II. 86. — Comment sont fixés ceux qui sont dus en cas d'inexécution de la location d'un navire. III. 168.

DOMICILE. Objet de l'indication qui doit être faite, dans les actes, de celui des parties contractantes. III. 322. — Le domicile élu donne-t-il au créancier la faculté d'y notifier le commandement qui doit précéder la saisie d'un navire? III. 29. Voy. *Compétence, Tribunaux de commerce*.

DONATION. Lorsque l'acte constate un prêt à la grosse, sans profit, avec dispense de le rendre, en cas de perte, doit-il être considéré comme donation? III 499. — Quand le caractère de donation peut il être donné à un engagement de commerce? II. 3. — Du paiement fait sciemment d'une chose qui n'est pas due. II. 132, 133. — Libéralité résultant d'une remise de dette. II. 156. — La donation d'une part dans une société, est-elle prohibée comme donation de biens à venir? IV. 34, 35. — Clause d'un acte de société attribuant aux survivans la part de l'associé prémourant. IV. 212.

DOUANES. Leur objet principal. I. 417. — Pourquoi les marchandises, arrivant de l'étranger en France, ne doivent pas y être soumises à des droits, si elles n'y sont pas livrées à la consommation. I. 408. — Des réglemens de douanes applicables à ce cas. I. 419. — Objet des entrepôts. I. 419. — Etat des marchandises qui y sont. I. 419. — Entrepôts réels et fictifs; en quoi l'un et l'autre consistent. I. 420. — Réglemens auxquels ils sont soumis. I. 420, 421. — Objet d'un port franc. I. 421. — Avantages qui en résultent pour l'Etat. I. 422. — Franchise dont certaines villes de France jouissoient autrefois. I. 422. — Entrepôt mixte de Marseille. I. 424, 425. — Etablissements de commerce que des lois de douanes prohibent. I. 363. — Du congé à délivrer pour le départ des navires. III. 14, 15, 16. — Les risques de saisie et de confiscation attachés à l'introduction de marchandises étrangères dans un pays peuvent-elles être l'objet d'une assurance? III. 281, 342. Voy. *Contrebande*.

DOL. Dol ou quasi délit dont le mineur répond. I. 306. — Comment le dol est jugé. II. 85.

DOUBLE écrit. Voy. *Preuve littéraire*.

DROGMAN. Fonctionnaire qui a ce nom. V. 192. — Ses attributions et ses devoirs. V. 192, 211. Voy. *Consuls*.

DROIT commercial. Règles dont il se compose, où se puisent ces règles. I. 225.

DROIT maritime. Points de vue sous lesquels il peut être considéré. III. 1.

DROITS civils. Etablissement commercial en pays étranger qui en produit la perte. I. 373. — Conditions auxquelles le Français, résidant en pays étranger, peut acquérir un navire français. III. 10, 11.

DROITS politiques. Loi qui les règle. IV. 565.

E.

ECCLÉSIASTIQUES. Peuvent-ils faire le commerce. I. 321.

ECHANGE. Définition de ce contrat et sa différence de celui de vente. I. 230.

ECHÉANCE. Voy. *Foire, Paiement, Terme*.

ECHELLE. Ce qu'on entend par faire échelle. III. 337. — Etendue d'une assurance lorsqu'il a été convenu que le capitaine pourroit faire échelle. III. 253, 295. — Ce que signifie la réserve du droit de faire échelle. III. 295. — Voy. *Assurances maritimes*.

ECHELLES du levant. Motifs de la défense de former des établissemens de commerce dans les échelles du levant, sans y être autorisé. I. 371. — Comment cette autorisation est obtenue. I. 372. — Conséquences du défaut de l'obtenir. I. 372, 373.

ECHOUEMENT. Comment un navire l'éprouve. III. 75. — Quand est-il avarie commune. III. 209.

ECROU. Acte ainsi nommé. V. 322.

EDITEUR. Voy. *Ouvrages*.

EFFETS de commerce. Ce qu'on appelle ainsi, dans le langage des lois. II. 324.

EFFETS publics. La négociation n'en peut avoir lieu que par l'intermédiaire des agens de change. I. 443. II. 246. — Comment s'en opère le transport. II. 327. — Effets d'un engagement de transport consenti par acte public ou privé. II. 327, 328. — Conditions essentielles à une négociation d'effets publics. II. 328, 329. — De la vente à terme, avec clause que les parties se régleront par le paiement de la différence. II. 329. — Négociations de ces effets moyennant une prime ou des arrhes donnés. II. 330. — Garantie à la charge du vendeur ou cédant. II. 330, 331. Voy. *Actions, Agens de change, Rentes sur l'état*.

EMBARGO. Ce que c'est. III. 71. — Effet qu'il produit dans l'engagement des gens de mer. III. 112. — Voy. *Capitaine, Délaissement, Navire*.

ENCAISSEMENT. Opération que ce terme signifie. I. 264.

ENCAN (ventes à l'). Etablissemens qui y sont consacrés. I. 289. — Nature de cette entreprise. I. 289. — Règles auxquelles sont soumis les engagemens de ceux qui les dirigent. I. 290.

ENCHÈRES PUBLIQUES. La remise de l'adjudication d'un navire délie-t-elle le dernier enchérisseur. III. 33, 34. Voy. *Ventes de marchandises*.

ENDOSSEMENT. Sa définition. I. 254 et 255. II. 369. — Preuve de la nécessité qu'il soit toujours écrit sur la lettre de change

à laquelle ils s'applique, II. 369. — Allonge, II. 369. — Peut-il être fait par acte notarié, II. 369, 370. — Et prouvé par témoins, II. 372. — *Quid*, si l'endosseur ne sait pas signer, II. 370. — Formes de l'endossement souscrit en pays étranger, V. 254, 255. — Effets particuliers des endossements réguliers et irréguliers, II. 370. — Causes pour lesquelles une lettre de change peut être cédée, II. 371. — L'endossement régulier est-il valablement suppléé par une cession, à part, acceptée par le tiré? II. 372. — Enonciations nécessaires qui sont communes à l'endossement et à la lettre de change, II. 372. — Comment il doit être exprimé, II. 373. — *Effet d'un endossement en blanc*, II. 373, 384. — *Quid*, s'il a été rempli après coup et de la main du porteur, II. 373, 374. — Si cette opération a eu lieu depuis la faillite de l'endosseur, II. 374, 384. — Pourquoi l'endossement en blanc peut être rempli et que celui qui n'est pas régulier ne peut être corrigé? II. 375. — Comment l'irrégularité de l'endossement en blanc devient définitive, II. 376. — Nature de l'opération qui est faite par l'endossement régulier, II. 376, 375, 376. — Ses rapports avec le contrat de change et la cession-transport, II. 376. — Étendue de la garantie qui en est la suite, II. 376, 377. — Restrictions que l'endosseur peut y apporter, II. 377, 378. — Leur effet selon son écriture dans ou hors l'endossement, II. 378. — Droits qu'il a pour objet de transmettre, II. 377. — Effets de l'annulation d'un endossement inscrit sur une lettre de change à la disposition de l'endosseur, II. 378, 379. — Temps après lequel elle ne peut avoir lieu au préjudice du porteur, II. 378, 379. — Annulation opérée par l'endosseur après la garantie exercée contre lui, II. 379, 380. — De ce qu'on nomme contrepassation, II. 378. — Espèces d'endossements réguliers ayant des effets particuliers entre l'endosseur et le preneur, II. 380, 381. — Endossement du commissionnaire au profit du commettant, II. 380. — Effet de l'endossement d'une lettre de change échue, II. 381. — Garantie dont l'endosseur est tenu, en ce cas, II. 382. — Droits des tiers, II. 382, 383. — Du profit, II. 476. — Ce qu'on appelle endossement irrégulier, II. 383. — Est-il une négociation commerciale? II. 384. — Droit qu'il confère au porteur de recevoir le paiement de la lettre de change, II. 385. — A-t-il celui d'en transmettre la propriété par un endossement régulier? II. 385, 386. — L'endosseur conserve-t-il celui de tou

clier le montant de la lettre, quand le porteur lui en a remis le prix. II. 386. — Comparaison du droit transmis par un endossement régulier à celui que confère l'endossement irrégulier. II. 387. — Faillite de l'endosseur en ce dernier cas. IV. 342. — Revendication contre le porteur auquel il l'aurait transmis. IV. 528. — Quel est l'effet de la remise consentie au profit de l'un de plusieurs endosseurs successifs d'un même effet. II. 158. — Compensation qu'ils peuvent opposer de la dette du créancier envers quelques-uns d'eux. II. 161, 167. — Sur les dénunciations et actions en garantie exercées contre des endosseurs, en cas de refus de paiement. Voy. *Actes de commerce, Change, Étranger, Protêt, Lettre de change*.

ENCAQUEMENT au profit. Contrat auquel ce nom est donné. Voy. *Gens de mer*.

ENQUÊTE. Voy. *Preuve testimoniale*.

ENSEIGNE. Emploi d'une enseigne blessant le droit d'autrui. II. 33. — Principes sur la propriété de cet objet. II. 46, 47.

ENTRÉPÔT. Voy. *Dépôt, Douanes*.

ENTREPRISES. Voy. *Manufactures*.

ENTREPRISES de fournitures. Voy. *Fournitures*.

ENTREPRISES d'ouvrages. Entreprises de travaux qui ont la qualité d'actes de commerce. I. 251, 272, 275. — En quoi ces entreprises diffèrent des entreprises de manufactures. I. 275. — De celles d'une industrie purement agricole. I. 277. — Comment celui qui s'est engagé à faire un travail doit l'exécuter. II. 568, 569, 570. — Quand il doit être livré. II. 569. — Et payé. II. 569, 570. — Emploi que l'entrepreneur doit faire des matériaux qui lui ont été fournis. II. 570. — Effets de la perte de la chose à travailler. II. 570, 571. — Quand, dans cette circonstance, le salaire de l'entrepreneur lui est encore dû. II. 571, 572.

ENTREPRISE de transports. Sa définition. II. 581. — Nature de ce contrat. II. 581, 582. — Dénominations de *voiturier ou roulier, patron ou batelier*, données à ceux qui se chargent de transports. II. 581. — Entreprises de transports qui ont la qualité d'actes de commerce. II. 580. — Nature de celles des commissionnaires de transports. II. 582. — *Quid*, de celles faites par le gouvernement. I. 281. — Nature de l'acte de celui qui loue des chevaux pour entreprendre des transports. I. 269. — Deux espèces d'entre-

preneurs. II. 582, 583. — Objet de la lettre de voiture. II. 583. — Sa forme. II. 583, 584. — Du défaut des énonciations que la loi prescrit dans cet acte. II. 584. — Conséquences du défaut de lettre de voiture. II. 585. — Comment la remise des effets confiés à un voiturier peut être prouvée. II. 585. — Titre qu'un voiturier doit avoir pour se faire remettre des marchandises. II. 585, 586. — Soins et responsabilité dont il est tenu dans le transport des objets qui lui sont remis. II. 587. — Effet des restrictions apportées à cet engagement dans l'écrit. II. 600. — Quand et comment il répond des avaries qu'ils éprouvent. II. 587, 588, 591. — Mode d'après lequel les avaries doivent être constatées. II. 594. — Ce que le voiturier doit faire en cas d'obstacle à la continuation des transports. II. 596, 597, 598. — A qui il doit rendre les objets transportés. II. 586. — *Quid*, si la lettre était à ordre ou au porteur. II. 586. — En quel état il doit les rendre. II. 588, 589. — En quel temps. II. 589. — Peine du retard. II. 589, 590. — Prêt auquel il doit payer au destinataire les objets qu'il ne rend pas. II. 586. — Comment il doit prouver la force majeure contre l'action en responsabilité dirigée contre lui. II. 590. — Vols dont il ne répond pas. II. 590, 591. — Personnes ayant qualité pour intenter les actions auxquelles il est sujet. II. 591. — Prescription qu'il peut opposer sur l'action en remise de marchandises qu'il n'a pas rendues. II. 592. — Sur celle en réparation d'avaries. II. 593. — Fin de non-recevoir résultant contre cette action, ou défaut de constatation des avaries qui en sont la cause. II. 594. — Action à laquelle il est soumis et ne se prescrivant que par trente ans. II. 593. — *Quid*, si celui qui exerce l'action n'est pas commerçant. II. 601. — Actions qui appartiennent au voiturier. II. 594, 595. — Quand il peut faire vendre les marchandises transportées pour avoir son paiement. II. 595, IV. 385. — *Quid*, si la valeur de ces marchandises est insuffisante. II. 595, 596. — Son privilège sur ces marchandises. IV. 385. — Comment il se conserve lorsque le transport n'a pas été payé de suite. IV. 385. — Effets de la résiliation de l'entreprise pour impossibilité de la part de l'expéditeur. II. 596. — Pour changement de volonté. II. 597. — A la charge de qui sont les effets du retard dans le transport. II. 597, 598. — Quand les entrepreneurs publics de transports sont tenus de partir. II. 598,

599. — Du droit de former ces entreprises. II. 599. — Obligations et responsabilité des entrepreneurs, tant envers le gouvernement qu'envers les particuliers. II. 599, 600. — Comment ils en sont déchargés. II. 600. — Police et mesures de sûreté qu'ils doivent observer. I. 366. — Préposés dont ils répondent. II. 600. — Actions qui leur appartiennent et exceptions qu'ils peuvent opposer à celles qui sont dirigées contre eux. II. 601. — Des effets qui ne leur sont pas réclamés. II. 601.

EQUIPAGE. Voy. *Gens de mer*.

ERREUR. Voy. *Obligation*.

ESCLAVES. Commerce qui en est interdit aux Français. I. 232. — Nature d'une convention relative à la traite des noirs. II. 29. — Le jet en est-il permis, en cas de danger, dans la navigation. III. 204. — Sur les droits de l'homme de mer fait esclave. III. 131. Voy. *Captivité*.

ESCOMPTE. Ce que c'est dans le change. I. 262. Voy. *Paiement*.

ESPALMAGE de navire. Opération que ce mot signifie. IV. 55.

ESSAI (*Vente à l'*). Voy. *Ventes conditionnelles*.

ESTIMATION. Comment s'établit la valeur qui doit être donnée aux choses comprises dans une assurance. III. 345 et suiv. — *Quid*, de celles qui ont été obtenues, en retour, dans un échange, ou achetées en pays étrangers, en monnaie étrangère. III. 347, 348. — Quelle doit être celle qui a lieu en exécution de la convention entre un assureur et un assuré. III. 353. — Voy. *Assurances maritimes*, *Avaries (grosses)*.

ETABLISSEMENT. Comment il se forme et donne la qualité de commerçant à celui qui l'a formé. I. 330.

ETAT des personnes. Effet d'un changement d'état. II. 102. Voy. *Étranger*, *Dépôt*.

ETAT (*Questions d'*). Voy. *Compétence*.

ETAT de situation. Comment un commerçant dresse celui de l'ensemble de ses affaires. I. 343.

ETRANGER. Individus ayant cette qualité. V. 238, 240, 241. — Un étranger peut-il faire le commerce en France. I. 302. — Dans les bourses. I. 414. — Droits qui lui appartiennent sur ses ouvrages publiés en France. I. 406, V. 245, 246. — Peut-il être choisi pour arbitre. V. 111, 112,

140. — Etre consul. V. 187. — Comment dépose comme témoin devant un consul français. V. 210, 211. — L'autorisation obtenue par un étranger de résider en France, ne le rend pas capable d'être agent de change. I. 431. — Cas dans lequel il peut posséder un navire, ayant droit aux privilèges de la nationalité. III. 10. — Nombre d'étrangers qui peut entrer dans la composition d'un équipage. III. 139. — Règlement sur la liquidation de leur loyer. III. 151. — Comment un capitaine étranger employé en France à la pêche de la baleine, est en droit de réclamer la qualité de français. III. 545. — Par quoi les étrangers sont tenus de se faire assister, lorsqu'ils ont besoin d'interprètes. I. 455, 456. — Interprète à donner à celui qui a des déclarations à faire en justice, et ne sait pas la langue française. V. 88, 89, 211, 233. — Serment que doit prêter cet interprète. V. 89, 233. — Cas où il en est dispensé. V. 211. — L'ignorance alléguée par un étranger, des réglemens de police locale, peut-elle l'excuser des contraventions qu'il y commet. III. 63, V. 169. — Quand les tribunaux français sont compétens pour connoître des contestations entre deux étrangers. V. 239. — *Quid*, s'il s'agit entre eux d'une contestation commerciale portée devant un tribunal de commerce. V. 259, 240. — Nature de l'exception que peut invoquer l'étranger cité par un autre étranger devant un tribunal français. V. 240. — Etranger admis à l'invoquer. V. 240, 241. — Règles pour les actions exercées contre lui par un Français. V. 241. — Principe sur lequel elle est fondée. V. 242. — Quand l'étranger peut décliner la juridiction des tribunaux français; quoiqu'il y soit traduit par un Français. V. 242. — *Quid*, si l'action est exercée par un étranger autorisé à résider en France? V. 242. — Tribunal compétent pour en connoître. V. 243. — Domicile auquel un étranger doit être assigné. V. 60. — Les étrangers demandeurs en matière de commerce, sont-ils obligés de fournir caution. V. 56, 243. — *Quid*, s'il survient sur leur demande un incident hors de la compétence du tribunal de commerce. V. 244. — Droits qu'ils peuvent invoquer. V. 244, 245. — Etranger soumis à la contrainte par corps, pour tout jugement de condamnation prononcé en France contre lui. V. 336, 337. — Etranger contre lequel cette contrainte peut être exercée sans jugement. V. 337. — Créancier admis à l'invoquer en ce dernier cas. V. 338,

341. — Autorité exclusivement compétente pour l'ordonner. V. 338. — Motifs de cette ordonnance. V. 338. — Sa forme. V. 338, 339. — Recours que le débiteur peut exercer contre elle. V. 339. — Jugement des contestations élevées en ce point. V. 339. — Garanties dont l'offre faite par le débiteur empêche la contrainte exercée contre lui. V. 340. — Quand un établissement de commerce est, pour cela, une justification suffisante. V. 340. — *Quid*, d'une caution. V. 340, 341. — Cette contrainte peut-elle être poursuivie par l'étranger ayant domicile en France. V. 341. — Sa durée peut-elle excéder cinq ans. V. 341. — Contestations entre Français qui ont contracté sous l'empire de lois étrangères. V. 246. — Lois d'après lesquelles elles doivent être jugées. V. 246, 247. — Effet de ces lois sur la capacité des personnes. V. 248, 249, 250, 275. — Rapports sous lesquels l'état d'un étranger est réglé par les lois de sa nation. V. 250. — Effet des prohibitions faites par les lois de cette nation à raison de certaines qualités. V. 250, 251. — Règle à suivre en cas de concours au même contrat de personnes dont l'état est soumis à diverses législations. V. 251, 252. — Mesures auxquelles on est présumé s'être référé dans un contrat passé, en pays étranger, avec des étrangers. I. 412. — Action qui appartient à un étranger, pour un prêt à la grosse fait à un capitaine français, sans l'observation des formes légales. III. 512. — En quel sens la forme d'un acte passé en pays étranger, doit être réglée conformément aux lois du pays où il a été passé. V. 254, 255. — Comment le lieu est prouvé. V. 255, 256. — Foi qui, devant les tribunaux français, appartient aux citations, enquêtes, rapports d'experts, etc., faits à l'étranger. V. 261, 262. — Aux protêts, sommations, et autres actes extrajudiciaires. V. 277. — Laquelle de la loi du lieu de la création d'une lettre de change, ou de celle du lieu où elle étoit payable, règle si un protêt est nécessaire pour le recours du porteur. V. 277, 278. — Le tireur ou l'endosseur peuvent-ils, sur le recours, opposer le défaut de réquisition de paiement ou d'acceptation dans les délais marqués par la loi française. V. 278, 279, 280. — Lois d'après lesquelles se règlent les divers endossements d'une lettre de change faits sous l'empire de différentes législations. V. 280, 286. — Comment, dans le même cas, se fixe, à l'égard des divers endosseurs, l'obligation aux dommages-intérêts dont

ils sont tenus, à défaut de paiement de la lettre de change. V. 287, 288, 289. — Règles sur les autres preuves d'actes conventionnels passés en pays étranger. V. 261, 263. — Règles d'après lesquelles ils s'interprètent. V. 265, 266, 267. — Difficulté de cette matière. V. 264. — Convention contraire aux lois du pays faite en pays étranger entre des Français. V. 264. — Quand la violation commise par un tribunal français, de lois étrangères, peut être une ouverture à cassation contre son jugement. V. 267, 268. — Par quelles lois se règle l'exécution d'un acte passé en pays étranger. V. 268. — *Quid*, d'un acte de société. V. 275. — Délais de l'acceptation, délais de grâce et de paiement d'une lettre de change tirée de France en pays étranger, ou réciproquement. V. 269, 270. — Formes des offres de paiement et consignations. V. 274. — Du paiement d'une dette stipulée payable en monnoies étrangères, dans le cas où il survient une variation dans cette monnaie. V. 271, 272. — *Quid*, si le titre de cette dette étoit un effet négociable. V. 273, 274. — Règles sur la prescription et les autres exceptions élevées sur ces actions. V. 275. — *Quid*, si elles sont opposées par un garant. V. 276, 285. — Loi qui règle si la contrainte par corps doit ou non être prononcée. V. 276. — Jugement rendu en pays étranger. IV. 589, V. 194, 237, 258. — Pourquoi la force exécutoire lui est refusée en France. V. 196, 257, 258. — La cause doit-elle y être de nouveau mise en discussion. V. 203, 259. — Distinction entre le cas où ce jugement a été rendu contre un étranger, et celui où il a été rendu contre un Français. V. 259, 260. — *Quid*, s'il a été rendu par des arbitres. V. 261. — Si le jugement a été homologué en France. V. 261. — Si les juges devant lesquels l'*exequatur* est poursuivi, appliquent des lois dont l'autorité n'est pas reconnue par le tribunal qui a rendu le jugement. V. 272, 273. — Conventions qui peuvent rétablir l'harmonie. V. 273. — Conservation et mesures conservatoires des effets d'un Français décédé en pays étranger. V. 217 et suiv.

EVICITION. Voy. *Vente*.

EXCEPTIONS. Obligation de celui qui dans une cause n'agit plus, mais excipe. III. 484. — Délai si l'action qui lui appartient est exercée par cette voie. IV. 261. — Exceptions

péremptoires. V. 69. — Quand celles qui concernent la forme doivent être proposées. V. 69. — Sur quoi celles qui concernent le fond peuvent être motivées. V. 69, 70. — Quand elles peuvent être proposées. V. 70. — Comment il doit y être statué. V. 76. — Deux espèces d'exceptions dilatoires. V. 71. Voy. *Appel*.

EXÉCUTION parée. Ce qu'on appelle ainsi. V. 257.

EXIGIBILITÉ. Voy. *Compensation*, *Dette*; *Termé*.

EXPÉDITEUR. Voy. *Commissionnaire*, *Voiturier*.

EXPERTS. Règles sur les expertises ordonnées par les tribunaux de commerce. V. 78. — Cas dans lesquels elles peuvent être ordonnées. V. 78, 79. — Comment sont choisis les experts qui règlent la contribution à des avaries communes. III. 226, 227. — Commissaires nommés par le tribunal pour entendre les parties. V. 79. — Différence entre leurs fonctions et celles des arbitres. V. 79. — Pourquoi ces commissaires ne sont pas, comme les experts, tenus de prêter serment. V. 79, 80.

F.

FABRIQUES. Voy. *Inventions*, *Manufactures*.

FACTEUR. Ce qu'il est. I. 279.

FACTURES. Ce qu'on appelle ainsi. II. 210. — Leur objet. I. 233. — En quel sens elles sont marchandises. I. 235. — Comment peut être prouvée l'acceptation des ventes qu'elles justifient. II. 210. — Effets de la cession d'une facture. II. 210, 211. — Peut-elle être cédée par endossement? II. 211.

FAILLITE. Sa définition. IV. 229. — Quelles dettes donnent lien à cet état. IV. 231. — Les créanciers peuvent ils d'abord provoquer l'apposition des scellés. IV. 232. — Autorité compétente pour la déclarer. IV. 233, 234, 553. — Par quel acte cette déclaration doit avoir lieu. IV. 233. — Domicile du failli fixant la compétence. IV. 234. — Signes auxquels on le connoît, dans la faillite d'une société ayant plusieurs établissemens. IV. 234, 235. — Cessation de paiemens qui met un débiteur dans le devoir de déclarer sa faillite. IV. 236. — Comment et par qui cette déclaration doit être faite. IV. 236. — Si la faillite est celle d'une société. IV. 237. — D'une société en commandite ou anonyme. IV. 237. — Effet de cette déclaration. IV. 237,

238. — De celle qui seroit faite ailleurs qu'au greffe. IV. 238, 239. — Créanciers qui ont droit de provoquer la déclaration de faillite. IV. 239. — Raisons de convenance qui s'opposent à cette action. IV. 240. — Faits qui l'autorisent. IV. 240, 241. — Ce qui constitue la cessation de paiemens ou la perte de crédit d'un failli. IV. 241. — Refus de paiement, qui sont un signe de faillite. IV. 241, 242, 243, 244. — Notoriété qui oblige le tribunal à déclarer la faillite d'office. IV. 244, 245. — Apposition de scellés par le juge de paix. IV. 245, 246. — Nécessité d'y procéder après que la faillite a été déclarée. IV. 307. — Où elle doit être faite. IV. 307. — *Quid* s'il s'agit de la faillite d'une société en nom collectif? IV. 307. — D'une société anonyme. IV. 308. — Ou d'un commanditaire présumé avoir pris part à la gestion. IV. 308. — Formes de l'apposition des scellés. IV. 308, 309. — Par qui et comment est fixée l'époque du commencement de la faillite. IV. 246. — Importance de cette déclaration. IV. 247, 248. — Déclaration provisoire dont elle peut être précédée. IV. 248. — Circonstances servant à déterminer cette époque. IV. 249, 250. — Comment elle peut être indiquée par l'absence du failli ou la clôture de ses magasins. IV. 250, 251. — Par le défaut de paiement de dettes par lui contractées. IV. 251, 252. — Comment un refus de paiement doit avoir été constaté pour être pris comme point de départ de la faillite. IV. 252, 253. — Cette fixation peut-elle être changée. IV. 252. — De l'état intermédiaire entre ces époques et celle de la déclaration de faillite. IV. 254. — Décès d'un débiteur depuis la cessation de ses paiemens et avant la déclaration de sa faillite. IV. 255, 256. — Publicité à donner au jugement qui déclare la faillite et fixe l'époque de son ouverture. IV. 256. — Délai dans lequel le débiteur peut former opposition contre ce jugement. IV. 257. — Moyens sur lesquels il peut l'appuyer. IV. 257, 258. — De l'opposition que les créanciers peuvent eux-mêmes former à ce jugement. IV. 258, 259. — Délai. IV. 260, 261. — Contestations qu'ils peuvent élever au chef qui fixe l'époque de l'ouverture de la faillite. IV. 259, 260. — Procédure sur cette opposition. IV. 261. — Tribunal exclusivement compétent pour en connaître. IV. 262. — Effets immédiats de la faillite sur la personne du failli. IV. 263, 266. — Sur ses biens. IV. 263. — Différence entre le dessaisissement et l'expropria-

tion du failli. IV. 264. — Comment il s'opère. IV. 265. — Biens qu'il comprend. IV. 266. — Comment il affecte les biens qui adviennent au failli et le fruit de ses entreprises. IV. 267. — Association contractée par le failli, à cette époque. IV. 268. — Effets du dessaisissement. IV. 265, 268. — Ses effets touchant les actes du failli, depuis l'ouverture de la faillite jusqu'à sa déclaration. IV. 269. — Fraude à prouver contre les tiers, pour les faire annuler. IV. 270, 271. — Règles à observer, s'il s'agit de négociations à terme. IV. 271, 272. — Paiemens faits, en ces circonstances, par le failli, avec des marchandises. IV. 272, 273. — Comment s'apprécie l'intention des tiers qui ont traité avec le failli. IV. 273. — Présomption à la charge du failli, s'il n'a pas fait d'inventaires annuels. I. 354. — Du contrat d'assurance maritime, en cas de faillite de l'assuré. III. 434. — Sort des négociations faites par le failli, depuis la publication du jugement qui déclare sa faillite. IV. 273, 274. — Effets de la faillite ou de la déconfiture d'un débiteur pour rendre exigibles, avant l'échéance, les obligations qu'il a souscrites. II. 69. — Nature de l'exigibilité des créances à terme sur le failli. IV. 276, 280. — Le créancier, débiteur envers le failli d'une dette échue, est-il fondé à opposer la compensation. IV. 276, 277. — *Quid*, si cette dette n'est pas échue? IV. 277, 278. — Si les deux dettes sont devenues exigibles, avant la faillite? IV. 278. — Si, devenues exigibles depuis la faillite, elles sont corrélatives et dérivent du même titre? IV. 279, 281. — Créances à terme, garanties par un privilège. IV. 279. — Ou par hypothèque. IV. 280. — Loyers à échoir. IV. 281. — Engagemens pris envers des gens de service. IV. 366. — Conditions auxquelles une vente de marchandises, faite au failli, doit être exécutée. IV. 282. — Pourquoi le co-débiteur solidaire du failli est tenu de donner caution, s'il est obligé en vertu d'un titre négociable. IV. 283. — Comment cette règle s'applique aux signataires d'une lettre de change ou d'un billet à ordre. IV. 284, 285. — Poursuite des actions en général intéressant la faillite, après la nomination des syndics provisoires. IV. 342, 345. — Droits du créancier qui requiert son admission dans le passif de son co-débiteur solidaire, en faillite. IV. 392. — *Quid*, si plusieurs de ses co-débiteurs sont en faillite. IV. 393. — Peut-il requérir son admission dans chaque fail-

lité, pour la totalité de sa créance. IV. 394. — Effets de la remise volontairement consentie de la dette d'un failli. II. 159. IV. 393. — Vérification que peut demander le co-débiteur solidaire du failli. IV. 395. — Distinction entre le cas où il est obligé principal, et celui où il est simple caution. IV. 396, 397. — *Quid*, si le créancier s'est présenté dans la faillite? IV. 397, 398. — Action du créancier contre les co-débiteurs du failli, si la dette n'étoit pas solidaire. IV. 285. — De la caution. IV. 286. — Vérification qu'elle peut demander de sa créance éventuelle sur le failli. IV. 398, 399. — *Quid*, si elle a payé le créancier en partie? IV. 399, 400. — Droits du créancier, si elle tombe aussi en faillite. IV. 400, 401. — Si elle seule est en faillite. IV. 401. — Actions que la masse peut exercer contre le co-débiteur solidaire du failli, lorsque le créancier a fait admettre au passif toute sa créance. IV. 465, 466. — *Quid*, si le co-débiteur solidaire est aussi en état de faillite? IV. 467, 469. — Droits de la masse si le failli, au lieu d'être co-débiteur, étoit engagé comme caution solidaire. IV. 469. — Etat dans lequel est mis un compte courant, en cas de faillite. IV. 402. — Comment la créance, qui en résulte contre le failli, doit être admise à la vérification, si elle a pour cause la remise d'effets négociables non encore payés. IV. 403, 404, 405. — Dettes réciproques résultant d'une même cause. IV. 406, 407. — Faillite des deux correspondans. IV. 408. — Comment les masses se liquident entre elles pour les effets négociables non échus que les parties se sont réciproquement fournis. IV. 409, 410, 467, 470, 476, 570. — Comment la femme doit justifier son droit de propriété dans les immeubles qu'elle revendique, après la faillite de son mari. IV. 411, 412. — Effets mobiliers présumés lui appartenir. IV. 412. — De ceux qui lui sont advenus par donation ou succession. IV. 412, 413. — Avantages qui lui auroient été faits par son époux dans leur contrat de mariage. IV. 413. — Immeubles du mari affectés à ses reprises. IV. 413, 414. — Rang de cette hypothèque. IV. 414. — *Quid*, si le mari n'étoit pas commerçant à l'époque du mariage. IV. 414, 415. — S'il est décédé insolvable mais non en faillite. IV. 416. — Droits particuliers des créanciers de la femme et de ceux envers lesquels elle a garanti les engagements de son mari. IV. 415. — Si la femme étoit elle-même commerçante et en faillite. IV. 416. — Obligations

du mari non commerçant dont la femme commerçante tombe en faillite. IV. 416, 417. — Motifs de l'annulation d'actes faits par le failli, dans un temps voisin de la faillite. IV. 263, 286. — Actes que cette présomption atteint. IV. 287. — Privilèges et hypothèques acquis sur les biens du failli dans cet intervalle. IV. 287, 288. — Espèces de privilèges qui doivent être annulés. IV. 288, 289, 290, 291, 292. — Hypothèques légales qui doivent être annulées, comme étant l'effet d'une stipulation libre du débiteur. IV. 292, 293. — Hypothèques judiciaires ou conventionnelles dont l'acte est antérieur aux dix jours, mais inscrites dans ce temps. IV. 293. — Renouvellement d'inscriptions dans les dix jours. IV. 294. — Hypothèque inscrite avant les dix jours pour une obligation exécutée depuis. IV. 294, 295, 296. — Donations faites à cette époque par le failli, qui doivent être annulées. IV. 296. — Constitution de dot. IV. 297. — Personnes admises à invoquer cette nullité. IV. 297. — Motifs de la nullité des paiemens par-anticipation faits par le failli, dans les dix jours. IV. 298. — Ce qu'on doit considérer comme paiement anticipé. IV. 299. — Comment s'applique à une dette non commerciale? IV. 300. — Tribunaux compétens pour annuler les actes prouvés faits en fraude du failli. IV. 419. — Qualité dans laquelle les créanciers poursuivent cette annulation. IV. 419, 420, 425. — Comment la fraude se prouve. IV. 420, 421. — Si l'acte, qui en est argué, contient un avantage de la part du failli. IV. 421. — S'il contient stipulation de l'équivalent de ce qu'il a promis. IV. 421, 422. — Signes de fraude dans celui qui traite avec le failli. IV. 422. — De celle qui se présume à cause de la parenté des parties. IV. 423. — Actes faits en fraude des droits des créanciers. IV. 424, 425. — Qui a le droit de profiter de ces révocations? IV. 425. — Tiers à qui elles ne peuvent préjudicier. IV. 426. — Du juge commissaire. IV. 300. — Durée de ses fonctions. IV. 301. — En quoi elles consistent. IV. 302. — Ses rapports avec ceux qui administrent la faillite. IV. 302, 303. — Recours qui peut être exercé contre ses actes. IV. 304. — Personnes qui peuvent être choisis comme agens provisoires d'une faillite. IV. 304, 305. — Quand commencent leurs fonctions. IV. 304. — Serment qu'ils doivent prêter. IV. 305. — Leurs premiers devoirs. IV. 309, 310. — Comment ils doivent clore et arrêter les livres du failli? IV. 319.

— Prendre connaissance des lettres qui lui sont adressées ? IV. 320. — Mode et but de l'inscription qu'ils doivent prendre sur les biens du failli. IV. 321. — Recouvrements qu'ils doivent faire de ses créances. IV. 321. — Nature des poursuites qu'ils peuvent exercer. IV. 322. — Autorisation qu'ils doivent obtenir pour vendre des marchandises du failli. IV. 322, 323. — Par quels officiers s'opère cette vente. I. 449. IV. 323. — Emploi de son produit. IV. 324. — Par qui le capitaine d'un navire doit être autorisé à emprunter, si le propriétaire est en faillite. III. 509. — Les courtiers peuvent-ils négocier amiablement les effets d'un failli ? I. 439. — Surveillance que les créanciers peuvent exercer sur les agens provisoires. IV. 329. — Leur responsabilité envers le failli. IV. 330. — De leur destitution. IV. 330. — Durée de leurs pouvoirs. IV. 331. — Leur qualité lorsqu'ils exercent, après le temps fixé par la loi. IV. 331. — Leur compte aux syndics provisoires. IV. 332. — Solidarité et contrainte par corps auxquelles ils sont soumis pour la dette qui en résulte à leur charge. IV. 332. — Indemnité qu'ils peuvent prétendre. IV. 332. — Pourquoi et comment l'arrestation du failli doit être ordonnée. IV. 305. — Pourquoi, s'il est déjà détenu à la requête de créanciers, il doit être écroué de nouveau par jugement. IV. 306. — Comment sa mise en liberté provisoire peut être ordonnée. IV. 310, 311. — La contrainte par corps, exercée contre lui par un de ses créanciers, est-elle un obstacle à cette mesure. IV. 311, 312. — Révocation de l'acte qui l'ordonne. IV. 312. — Quand et comment la continuation de son commerce peut lui être permise. IV. 324. — Peut-il être employé comme commis. IV. 324. — Contre qui doivent être continuées les instances que soutenoit le failli. IV. 325, 329. — Défense que les agens provisoires peuvent opposer. IV. 325, 326. — Quand et comment le failli doit y concourir. IV. 326, 327. — Compétence et jugement. IV. 327, 355, 356. — A qui doivent être faites les significations d'actes extrajudiciaires. IV. 328. — Poursuites et saisies en vertu de titres exécutoires contre le failli. IV. 328. — *Quid*, si les syndics provisoires sont nommés. IV. 346. — Exceptions qui peuvent y être opposées. IV. 343. — Espèces d'actions qu'ils peuvent poursuivre. IV. 418. — Droits des créanciers à la poursuite de ces actions, si les syndics s'y

refusent. IV. 418, 419. — Contre qui l'exécution des engagements qui avoient été consentis par le failli doit être poursuivie. IV. 343, 344. — Comment la masse des créanciers est tenue des condamnations intervenues dans les procès soutenus par les syndics de la faillite. IV. 348, 349, 474, 475. — État du failli après un concordat ou sa réhabilitation. IV. 418, 458. — Effets d'un accord volontaire entre des créanciers et leur débiteur, conclu sans concordat ou union de leur part. IV. 499, 500, 501. — Créances sur le failli assujéties à être vérifiées. IV. 351. — Comment les créanciers doivent être avertis pour cette opération. IV. 352. — Peuvent-ils s'y faire représenter? IV. 352. — Comment la vérification a lieu. IV. 352, 353. — Le juge-commissaire, qui en dirige le procès-verbal, doit-il être assisté d'un greffier? IV. 353. — Formes de ce procès-verbal. IV. 353. — A qui sont remis les titres de créance, s'il en existe. IV. 354, 355. — Représentation de titres et de livres qui peut être exigée. IV. 354. — Contestations qu'un créancier vérifié peut faire sur la vérification des créances présentées. IV. 354. — Formes de l'admission d'une créance au passif de la faillite. IV. 354, 355. — Juges compétens pour prononcer sur les contestations dont elle peut être l'objet. IV. 355, 356. — Ce qui en constitue la sincérité. IV. 356, 357. — Formes de l'enquête jugée nécessaire. IV. 357, 358. — Droits des créanciers qui, s'étant présentés, n'ont pas été vérifiés dans le délai. IV. 358. — Défaut de comparution et d'affirmation de leur part dans le nouveau délai. IV. 359. — Opposition qu'ils peuvent former aux distributions faites depuis leur déchéance. IV. 359. — *Quid*, du créancier non vérifié et dont le droit n'étoit pas ouvert au temps où la vérification a eu lieu? IV. 359, 360. — Défaut de vérification opposé à l'action en paiement du dividende stipulé par un concordat. IV. 457, 458. — Motifs de l'établissement de syndics provisoires. IV. 333. — Comment ils sont nommés. IV. 333. — Convocation des créanciers pour cette opération. IV. 334, 335. — Peines encourues par le créancier supposé qui a pris part aux actes de cette assemblée. IV. 335, 336. — But de cette assemblée. IV. 336. — *Quid*, si personne n'y vient ou si elle refuse de présenter une liste de candidats. IV. 337. — Comment se forment ses délibérations. IV. 337. — Candidats qu'elle peut choisir. IV. 337, 338.

- Premiers devoirs des syndics provisoires. IV. 338, 339.
 — Opposans qui doivent être appelés à la levée des scellés. IV. 339. — Par qui doit être fait l'inventaire. IV. 339, 340. — De la minute lorsqu'il n'est pas fait par un notaire. IV. 340. — En quoi consiste le pouvoir d'administrer confié aux syndics. IV. 340, 341. — Peuvent-ils acheter des créances sur le failli. IV. 341. — Dettes qu'ils peuvent acquitter. IV. 341. — Comment ils peuvent louer les immeubles du failli. IV. 346. — Vendre son mobilier. IV. 347. — Reprendre son commerce. IV. 348. — Plaidier, transiger et compromettre. IV. 348, 356. — Recouvrer les créances échues. IV. 349. — Assimilation de leurs fonctions à celles des tuteurs. IV. 346. — Motifs et mode de leur révocation. IV. 350. — Ses effets à l'égard des tiers. IV. 350. — Droits dont une personne, en état de faillite, est privée. IV. 565, 566. — Seul moyen d'effacer la qualité de failli. IV. 566. — Voy. *Banqueroute, Bilan, Cession de biens, Compétence, Compte courant, Concordat, Déconfiture, Réhabilitation, Revendication, Société, Suspension de paiemens, Union.*
- FAUTE.** Comment il y a faute dans l'inexécution d'une promesse. II. 84, 85. — Preuve à établir pour faire déclarer la responsabilité de celui auquel elle est imputée. III. 88, 89. — Présomptions à l'aide desquelles on peut en déterminer l'existence dans le cas d'abordage. III. 89, 90. — Fautes légères dont un capitaine de navire répond. III. 96. — Voy. *Assurances, Capitaine, Dépôt.*
- FAUX.** Comment il doit être procédé sur l'exception de faux proposée devant un tribunal de commerce. V. 76, 77. — Voy. *Lettre de change.*
- FEMME.** Peut-elle être nommée syndic provisoire d'une faillite. IV. 337, 338. — Voy. *Femme mariée.*
- FEMME mariée.** Par qui elle doit être autorisée pour devenir commerçante. I. 312. — *Quid*, si elle est mineure? I. 312, 313. — Forme et effet de l'autorisation dont elle a besoin pour faire des actes de commerce ou devenir commerçante. I. 312. — Autorisation tacite. I. 313. — *Quid*, si le mari est lui-même commerçant. I. 315. — Effet de l'autorisation donnée par contrat de mariage. I. 314. — Extraits de son contrat de mariage qu'elle doit faire afficher. I. 359. — Révocation de l'autorisation donnée. I. 313. — Sa forme et ses effets à l'égard des tiers. I. 314.

— Effets du défaut de l'autorisation nécessaire à la femme pour commercer. I. 312, 319. — Nature de l'obligation qu'elle a contractée sans autorisation. II. 154. — Cas où le mari ne peut invoquer la nullité qui en résulte. I. 319. — Comment le commerce de la femme peut être distinct et séparé de celui de son mari. I. 315. — Patente à prendre dans ce cas. I. 338. — Quel est son domicile? I. 360. — Nature de l'engagement contracté par la femme qui n'a pas un commerce séparé de celui de son mari. I. 315. — Effets de l'autorisation de faire *tel* ou *tel* acte. I. 317. — Droits de la femme commerçante. I. 315. — Engagemens par elle pris, qui ont la qualité commerciale. I. 319. — Peut-elle aliéner ses biens. I. 316. — Comment elle est obligée pour les actes de son commerce. I. 316, 317. — Effets de ses engagemens à l'égard de son mari. I. 317, 318. — Comment elle est engagée par le fait de son mari. I. 318. — Autorisation dont elle a besoin pour paroître en justice, et pour quels actes. I. 319.

FÊTE. De l'obligation dont l'échéance arrive un jour de fête. II. 69. — Comment les jours fériés sont pris en considération dans le temps de la prescription. II. 189. — Si le dernier jour d'un délai est férié, doit-il être compté dans le terme? II. 479. — Voy. *Prescription, Protêt, Terme*.

FÊTES (Entrepreneurs de). Qualité de commerçant leur appartient. II. 564.

FEU. Voy. *Assurances, Incendie*.

FOIRE. En quoi elle diffère d'un marché. I. 415, 416. — Objet des foires. I. 416. — A qui appartient le droit d'en établir. I. 416. — Comment s'en détermine l'emplacement. I. 416, 417. — Echéance de la dette payable à une foire. II. 65.

FONCTION. Comment s'acquièrent les titres qu'une fonction peut donner. I. 330.

FONGIBLES (Choses). Voy. *Obligation*.

FORCE MAJEURE. Ce qu'on nomme force majeure et cas fortuit. II. 174, III. 130. — Effets semblables qu'ils produisent. II. 175. — Ce qu'ils doivent être pour devenir une exception légale à l'exécution d'un contrat. II. 175. — Différence entre les cas fortuits et les cas imprévus. II. 175. — Cas dans lesquels ces exceptions ne peuvent être

opposées. II. 176. — Leurs effets. II. 176. — Comment peuvent être une exception à l'exécution de l'obligation de livrer une chose déterminée quant à son espèce. II. 177. — A la demande en résolution d'un contrat, faute de l'exécuter. II. 186. — A celle en restitution d'un dépôt. II. 551. — *Quid*, si l'objet promis est un corps certain? II. 177, IV. 45. — S'il consiste dans une portion à prendre dans une quantité de choses déterminées par leur individualité. II. 178. — Si la promesse étoit alternative. II. 178. — Si le débiteur avoit la faculté de se libérer en livrant une chose autre que celle portée dans le contrat. II. 179. — Si la promesse avoit pour objet une somme d'argent ou autres choses fongibles. IV. 44. — Sort de l'obligation corrélatrice, en cas d'inexécution d'un contrat, fondée sur une exception de cette nature. II. 179, 180. — Cas où elle est éteinte. II. 183, 270, 271. — Perte de la chose due après que le débiteur a été mis en demeure. II. 182. — Effets de celle qui arrive par la volonté du débiteur. II. 182. — Exception de force majeure opposée dans l'inexécution d'une obligation de faire. II. 183. — Dans l'inexécution de celle qui avoit pour objet le fait d'un tiers. II. 183. — Qui doit supporter le dommage causé par un fait de cette nature. III. 87. — Cas où le résultat en est supporté par un autre que le propriétaire. III. 30. — Distinction entre l'abordage par force majeure et l'abordage fortuit, et effets particuliers de chacun d'eux. III. 88, 89. — De l'obligation du capitaine qui, pour éviter le choc d'un autre navire vers lequel il étoit entraîné, lui a causé du dommage. III. 93. — Voy. *Assurance maritime*, *Entreprise de transports*, *Protêt*.

FORMULES. Voy. *Assurances*, *Imprimés*.

FORTUNES de mer. Ce que c'est. III. 274.

FOURNITURES. Quand le paiement des fournitures livrées à la femme ou aux domestiques d'une personne, peut être exigé d'elle. IV. 368. — Ce qu'on entend par entreprise de fournitures. I. 250. — Et par fournisseur. II. 300. — But qu'elle doit avoir pour être acte de commerce. I. 251. — Caractère des entreprises de fournitures faites par des commis. I. 251. — Quand des achats de fournitures pour le gouvernement sont-ils actes de commerce. I. 252. — Quand ceux qui les ont faits peuvent-ils être traduits devant les tribunaux de commerce. V. 29, 30. — Privi-

lèges des sous-fournisseurs, sur ce que le gouvernement doit à ses fournisseurs. IV. 374, 375. — Obligations de celui qui a entrepris une fourniture de vivres à tant la ration ou bien à forfait. II. 300, 301. — *Quid*, si l'entreprise lui devient impossible ou seulement onéreuse? II. 301. — Si elle devient inutile à celui qui l'a stipulée. II. 302. — Obligations dont celui-ci peut être tenu, en cas de résiliation pour ce motif. II. 302. — Nature de l'entreprise de fournir, à une certaine époque, des grains ou vins d'une récolte. II. 305.

FRAIS (*faux*). Ce qu'on appelle ainsi. IV. 478.

FRAIS *de justice*. Ce que doivent comprendre ceux qui sont colloqués par privilège dans la distribution du prix d'un navire. III. 575. — Voy. *Privilège*.

FRAÇAIS (*citoyen*). Voy. *Droits civils*, *Droits politiques*, *Etranger*.

FRANCISATION. Comment est déclarée celle d'un navire, et raisons de cette formalité. III. 21, 22. Voy. *Navire*, *Pêche*.

FRAUDE. Comment elle se prouve. II. 237. IV. 420. — De l'intention ou du fait qui la constitue. II. 662. III. 299, 300. — Conséquences de ce qu'elle ne se présume pas. III. 464, 502. — Conditions moyennant lesquelles la preuve en peut être faite. III. 502. — Un acte argué de faux et jugé vrai, peut-il être attaqué comme entaché de fraude? II. 237. — L'interprétation par laquelle elle seroit favorisée et récompensée dans une convention équivoque doit être rejetée. III. 255. — Partie qui a droit de profiter de l'exception qui en résulte. III. 464, 537, 538. — *Quid*, si les deux parties en sont coupables? II. 252. — Renonciation à faire valoir l'exception résultant de la fraude dans une convention. III. 304. — Effets divers attachés à l'inexécution d'un contrat à la grosse, selon qu'elle est le résultat de l'erreur ou de la fraude. III. 537, 538 et suiv. Voy. *Créancier*, *Déconfiture*, *Faillite*, *Intention*, *Obligation*.

FRET. Voy. *Affrètement*, *Assurances maritimes*.

FRÉTEUR. Est celui qui loue un navire. III. 156.

FRUITS. Peut-on considérer comme tels les produits d'un commerce? I. 318. — La vente qu'en fait un propriétaire n'est point un acte de commerce. I. 235, 236. — Nature et effets de la vente des fruits qui croîtront dans un

champ. II. 304. — En quel sens la vente des fruits pendant par les racines est défendue. II. 305.

G.

GAGE. Définition du gage ou nantissement. II. 536. — Effets de la simple promesse de donner un gage. II. 536, 537. — Choses qui peuvent être données en gage. II. 537. — Comment il se prouve. II. 537. — Comment il se présume. II. 537, 538. — Cas dans lequel ces règles ne sont pas admissibles. IV. 515. — Comment des meubles appartenant à un débiteur, et se trouvant chez son créancier, peuvent devenir le gage de la dette. II. 420. — Droits du créancier sur le gage. II. 538. — Acte écrit dont dépend le privilège qu'il réclame. IV. 377. — Raison de ces formes. IV. 377. — Circonstances dans lesquelles elles ne sont pas exigées. IV. 379. — Comment la possession du gage est exercée de manière à ce que le créancier conserve son privilège. IV. 379, 380. — *Quid*, si la chose n'est pas toujours susceptible d'une détention corporelle. IV. 380, 381. — Si c'est une créance ordinaire. IV. 382. — Une créance au porteur. IV. 382. — Une action dans une société anonyme. IV. 382. — Emploi à faire des fruits que le gage produit. II. 539. IV. 380. — La prescription peut-elle être invoquée contre le créancier? II. 539. — Quand le débiteur peut réclamer la restitution du gage. II. 539, 540. — Ce que le créancier en doit faire, s'il n'est pas payé. II. 540. — Cas dans lequel sa perte éteint l'action personnelle. III. 123, 124. — Du gage ou nantissement à l'égard des établissemens autorisés à faire des prêts sur cette garantie. II. 540, 541. Voy. *Comptecourant*.

GAGEURE. Convention ayant ce caractère déguisée sous forme d'assurance. III. 350, 365, 465. — Effets d'une gageure. II. 53.

GARANTIE. Voy. *Cession*, *Compétence*, *Protêt*, *Vente*.

GARDE-PORTS. Leurs fonctions. I. 417.

GARDES du commerce. Organisation et fonctions de ces officiers. V. 326. Voy. *Contrainte par corps*.

GENS de mer. Préposés compris sous cette désignation. III.

110, 111. — Engagemens qu'ils contractent ordinairement avec l'armateur. III. 110, 111, 117. — Effets de l'engagement pris par un homme de mer. III. 111, 112. — Sa nature. III. 145. — Du refus ou de l'impossibilité de l'exécuter. III. 112. — Excuses qu'il a droit d'invoquer. III. 131. — Règles d'après lesquelles les motifs qu'il invoque pour obtenir son congé doivent être appréciés par les commissaires des classes. III. 144, 145. — Formes du congé. III. 148. — Trafic que ne peut faire un homme de l'équipage engagé au profit ou au fret. III. 135. — Moins de cette prohibition. III. 135. — Dettes pour lesquelles ils sont exemptés de la contrainte par corps. III. 113. — Quel est l'engagement de la caution fournie pour suspendre la contrainte par corps. III. 114. — Effets dont ils peuvent se charger. III. 114. — Du port permis qui leur appartient. III. 115. — Temps pendant lequel ils sont présumés s'être loués. III. 115, 116, 117. — De la résolution de leurs engagemens. III. 117. — Différence entre la résolution par rupture de voyage et celle par congédiement. III. 118, 119. — Indemnité qui leur est due en cas de rupture volontaire du voyage. III. 119, 120. — Distinctions admises pour fixer celle qui leur est due en cas de rupture forcée. III. 121, 122, 123, 124. — Droit qui appartient aux gens de mer, de prouver que la rupture de voyage, en apparence forcée, est en effet volontaire. III. 127. — Pourquoi il ne leur est pas dû d'indemnité, si le navire périt en mer par naufrage. III. 123. — *Quid*, s'il est sauvé des débris, ou si le navire a gagné du fret. III. 124, 125. — Leur salaire en cas de naufrage. III. 379. — Modifications qu'éprouve leur engagement par le retardement du voyage. III. 128. — Par sa prolongation. III. 129, 130, 131. — *Quid*, s'ils sont engagés au profit ou au fret ? III. 136, 137, 138. — Quand le surcroît de dépense qui résulte de ces événemens est-il une avarie simple ou commune. III. 215. — Droits qui appartiennent à celui qui a été pris par l'ennemi. III. 132. — A celui qui est tombé malade. III. 132, 133. — Secours dus à celui-ci. III. 133. — Droits de ses héritiers, en cas de décès. III. 134. — *Quid*, s'il étoit engagé au profit ? III. 137. — Pourquoi les loyers des gens de mer ne peuvent être assurés. III. 268. — Effets du privilège qui leur appartient sur le fret pour leurs loyers. III. 410. — Des obligations consenties sur le navire, pour prêts faits par

le capitaine ou autres personnes de l'équipage. III. 144. — Condition sous laquelle le loyer des gens de mer peut, sur le navire, être affecté à un prêt à la grosse. III. 488. — Du privilège qui y est attaché. III. 562, 563. Distinction entre les gens de mer et les gens de l'équipage. III. 110. — Comment l'équipage est choisi. III. 55, 139. — Revue qu'il doit subir. III. 56, 57. — Nombre d'étrangers qui peuvent y être admis. III. 139. — Formes de l'engagement que contractent ceux qui y entrent. III. 139. — *Quid*, si l'engagement a lieu pendant le voyage? III. 140. — Dans les colonies. III. 140, 141. — Par un consul, pour un homme de mer qu'il remet à un capitaine. III. 149. — Service auquel celui qui s'est engagé doit être employé. III. 145. — Attributions du fonctionnaire devant lequel cet engagement est contracté. III. 141. — Comment se règlent les contestations entre les gens de l'équipage et le capitaine, à la fin du voyage. III. 141. — Principaux de l'équipage. III. 54, 60. — Soumission que les gens de l'équipage doivent au capitaine. III. 142, 143. — Circonstances qui peuvent excuser le refus de lui obéir. III. 143, 144. — Peines de l'insubordination. III. 144. — Mesures que peut prendre le capitaine, lorsque ces peines lui paroissent insuffisantes. III. 146, 147. — Dans quel cas et comment le congédiement peut être par lui exercé. III. 146, 147. — Règlement des indemnités qui peuvent être dues à l'homme congédié. III. 147, 148. — Temps avant lequel, la traversée finie, les gens de l'équipage ne peuvent quitter le navire. III. 149, 150. — Comment s'opère le désarmement. III. 150. — Comment ce qui revient aux gens de l'équipage est liquidé et payé. III. 151. — En quel sens les créances ne peuvent être saisies. III. 151, 152. — Autorité des consuls dans le jugement des contestations entre un capitaine et les gens de l'équipage. V. 198, 199. Voy. *Assurance marine*, *Avaries*, *Capitaine*, *Captif*, *Confiscation*, *Etranger*.

GÉRANS. Voy. *Société en nom collectif*.

GESTION d'affaires. Sa différence de la procuration II. 619, 620. — Quelle doit être une affaire pour que celui qui la gère ait une action contre la personne pour laquelle il a agi. II. 620, 621. — Engagemens résultant de ce contrat, produit sans qu'il y ait eu affaire d'autrui faite.

II. 622. — Mandat spécial donné à un autre que le gérant d'affaires. II. 623, 624. — Obligations de celui dont l'affaire a été gérée. II. 624. — Droits des tiers, soit contre le gérant de l'affaire d'autrui, soit contre celui dont l'affaire a été ainsi faite. II. 624, 625.

GREFFIERS. Leurs devoirs touchant les extraits des contrats de mariage d'époux commerçans qui leur sont remis. I. 356. Voy. *Tribunaux de commerce*.

GUERRE. Quand est-elle un obstacle légitime au voyage d'un capitaine de navire? III. 72. — Comment l'état en est déclaré. III. 307, 308. Voy. *Assurances*.

II.

HABITUDE. Comment s'acquiescent les titres qu'elle peut produire. I. 330 et suiv.

HEURE. Comment se détermine l'heure à laquelle un acte a été passé, s'il énonce seulement avoir été passé avant ou après midi III. 302, 316.

HOMOLOGATION. Autorité chargée de prononcer celle de la répartition de grosses avaries. III. 231. Voy. *Arbitrage, Concordat*.

HÔTEL garni. L'achat pour le louer est-il un acte de commerce? I. 246. — *Quid*, à l'égard des meubles achetés pour l'exploiter? I. 246.

HUISSIERS. Voy. *Tribunaux de commerce*.

HYPOTHÈQUE. Peut-elle être consentie par la femme commerçante? I. 316. — Et prise en vertu d'un acte passé en pays étranger. V. 257. — Le renouvellement d'une inscription est-il nécessaire, si le débiteur est judiciairement déclaré failli? IV. 274. Voy. *Arbitrage, Concordat, Crédit*.

I.

IMPRIMÉS. Inconvéniens attachés à l'usage de formules imprimées. III. 312. Voy. *Police d'assurance*.

IMPRIMEUR. Conditions à remplir pour établir une imprimerie. I. 373. — Réglemens à observer pour l'exercice de cette profession. I. 374.

IMPUTATION de paiemens. Voy. *Paiement*.

INCOMPÉTENCE. Voy. *Compétence*.

INDIVISION. Principes d'après lesquels s'administre le navire indivis entre plusieurs personnes. III. 44, 45.

INDUSTRIE. Causes des restrictions à la liberté de son exercice. I. 369.

INNAVIGABILITÉ. Effets qu'elle produit sur l'engagement des gens de mer. III. 127.—De cet état et de la constatation qui en doit être faite. III. 25, 383. Voy. *Délaissement, Navire*.

INSTITUTEUR. Comment l'achat qu'il fait de marchandises ou denrées pour les besoins de sa pension, est ou n'est pas un acte de commerce. I. 242.

INTENTION. L'intention de commettre une fraude dans une assurance suffit-elle pour la faire annuler, alors même que la partie à laquelle elle est imputée aurait été dans l'erreur sur le fait dont elle vouloit profiter? III. 299, 300.

INTERDIT. Voy. *Mineur*.

INTÉRÊT commun. Choses qui ont ce caractère entre les copropriétaires d'un navire. III. 44, 45. Voy. *Indivision*.

INTÉRÊTS. Comment se règlent les intérêts qui sont dus au prêteur à la grosse, en cas de ristourne. III. 534. — Pourquoi le taux légal peut être excédé dans le prêt à la grosse. III. 257. Voy. *Compte-courant, Prêt, Procuration*.

INTERLOPE. Commerce ainsi nommé. II. 32.

INTERPRÉTATION. Voy. *Obligations*.

INTERPRÈTES. Voy. *Consuls, Courtiers, Drogman, Etranger*.

INTERROGATOIRE. Quand l'interrogatoire sur faits et articles peut-il être ordonné par un tribunal de commerce. V. 86. — Comment il peut l'être à l'égard d'une société. V. 86, 87.

INTERVENTION. Formes de celle qui a lieu devant un tribunal de commerce. V. 91.

INTERVENTION (*acceptation par*). Voy. *Acceptation*.

INTERVENTION (*paiement par*). Voy. *Lettre de change*.

INVENTAIRE. Par qui celui d'un commerçant doit être fait. I. 354. — Livre sur lequel il doit être copié. I. 354.

INVENTIONS. Objet des brevets d'invention. I. 397. — Comment ils s'obtiennent. I. 398. — Comment est réglée la priorité entre deux brevets en contestation. I. 398. — Nature du privilège assuré aux auteurs de découvertes. I. 396, 397. — Droits attachés à l'obtention d'un brevet. I. 399. — Cession qui peut en être faite. I. 399. — Formalités exigées dans l'acte qui la contient. I. 400. — Conséquences du défaut de leur accomplissement. I. 400. — Droits qu'elle transmet au cessionnaire. II. 247, 248. — De la contrefaçon par laquelle il seroit porté atteinte au privilège que le brevet confère. II. 33. — Sort de la découverte après l'expiration du temps du brevet. I. 400. — Causes pour lesquelles la déchéance d'un brevet peut être prononcée. I. 400, 401. II. 44. — Exceptions à opposer par celui contre lequel est exercée une action en contrefaçon du procédé breveté. II. 43, 44. V. 172. — Comment doit être prouvée l'exception fondée sur ce que la découverte étoit connue avant le brevet. II. 44. — Et celle que le breveté a publié sa découverte. II. 44. — Preuves contraires réservées au breveté. II. 44, 45. — Pouvoir des tribunaux dans l'application de ces preuves. II. 45. — Règles des expertises ou enquêtes qui peuvent être ordonnées. V. 172. — Propriété des dessins d'étoffes. I. 401. — Propriété de marques de fabriques. I. 402, 403. — Exceptions que peuvent faire valoir ceux qui sont poursuivis pour les avoir contrefaites. II. 45. V. 176. — Comment il y est statué. V. 176. — Caractères du fait de contrefaçon. V. 175, 176. — De l'indication, sur des objets fabriqués, du nom d'un autre fabricant, et d'un lieu de fabrication autre que le véritable. V. 176. — Juridiction où se portent les actions en contrefaçon des procédés, objets du brevet. I. 399. II. 45. V. 171. — Compétence du juge de paix à cet égard. I. 399. — Sa compétence touchant les exceptions de déchéance opposées par le défendeur. V. 173. 174. — Peut-il juger celle qui est fondée sur ce que l'invention est contraire à l'ordre public? V. 174. — Exceptions sur lesquelles il peut prononcer. V. 175. — Appel de son jugement. V. 171. — Comment la fabrication d'ouvrages, objets d'une découverte, est un acte de commerce. I. 275. — Effets des conventions dont les inventions, découvertes et autres propriétés intellectuelles ou industriel-

les sont susceptibles. II. 313 *et suiv.* — Révélation des secrets dont elles se composent. I. 391. — Peine de la contrefaçon d'une invention garantie par un brevet. V. 171. — De celle qui ne s'applique qu'à une partie de l'invention déjà rendue publique. V. 174. — A quoi s'applique la confiscation qu'elle donne lieu de prononcer. V. 171, 172. — Peines d'une plainte ou dénonciation reconnue sans fondement. V. 172.

J.

JAUGEAGE. Garantie dont un préposé au jaugeage peut être tenu, s'il a commis une erreur dans sa vérification. III. 166.

JET. Signification de ce mot. III. 202. — Sur l'ordre auquel il est soumis. III. 202 *et suiv.* Voy. *Avaries, Chargement.*

JEU. Nature et effets du jeu et du pari. II. 309.

JOURNAL. Sa différence d'une publication littéraire, quoique périodique. I. 242. — Sa publication est-elle un acte de commerce. I. 242. — Motifs de la surveillance spéciale qui est exercée sur les journaux. I. 375. — Mesures dont cette surveillance est l'objet. I. 376. Voy. *Ouvrages.*

JOURNAL (livre-). Voy. *Livres.*

JOURS de planche. Explication de ces termes. III. 169.

JUGE COMMISSAIRE. Voy. *Faillite.*

JUGE DE PAIX. Peut-il recevoir l'acte par lequel un père autorise son fils mineur à faire le commerce? I. 305. — Sur sa compétence. Voy. *Inventions.*

JUGEMENT. En quoi il diffère d'une simple ordonnance. IV. 233. — Temps auquel en remonte l'effet, en cas de délaissement fait à un assureur. III. 412, 413. — Effet qu'il produit dans l'action attachée au titre de créance qu'il déclare. II. 147. — Novation qui en résulte. V. 99. — Hypothèque qu'il produit. V. 99. Voy. *Arbitrage, Arbitrage forcé, Tribunaux de commerce.*

JUGEMENT par défaut. Voy. *Tribunaux de commerce.*

JUGEMENT rendu en pays étranger. Voy. *Etranger.*

JUGES. Voy. *Tribunaux de commerce.*

L.

LIAMANEURS. Emploi des pilotes ainsi nommés. III. 172.

LANGUE. Voy. *Interprète*.

LÉGALISATION. Sa définition. V. 256. — Son effet sur un acte sous signature privée. V. 257.

LÉSION. Comment la lésion énorme dans un contrat commercial peut en opérer la rescision. II. 51, 52, 186.

LETRE de change. Son objet. I. 254. — Sa définition. II. 346, 347. — Comment les lettres de change doivent être rédigées. II. 347. — Peut-il être suppléé à une lettre de change par la preuve testimoniale ? II. 347. — Ou à ses formes par une autre preuve étrangère à l'écrit ? II. 516, 531. — Par qui elle doit être signée. II. 347, 348. — *Quid*, de l'approbation, si elle est écrite par un autre que le tireur qui n'est pas commerçant ? II. 348. — Ses caractères essentiels. II. 348, 509. — Règles sur la forme d'une lettre de change faite en pays étranger. V. 253, 254. — Comment la condition de remise d'un lien sur un autre existe dans une lettre de change. II. 349, 350. — Obligations qui dérivent d'une lettre de change souscrite par des personnes au nombre desquelles il en est d'incapables de s'obliger. V. 75. — Pourquoi la lettre de change doit indiquer le jour de sa date. II. 351. — Et le lieu où elle a été souscrite. II. 352. — Effet du défaut de date. II. 352. — S'il peut y être suppléé par l'endossement. II. 359. — De la supposition de lieu. II. 352. — Des autres suppositions et des lettres de change imparfaites en général. II. — Effets de la fausseté dans la date d'une lettre de change. II. 207, 208, 351. — Comment la somme à payer doit être indiquée dans une lettre de change. II. 353. — Droits qui restent au tireur, s'il a énoncé une somme plus forte que la véritable. II. 353. — Comment le tiré doit être dénommé. II. 353, 354. — Le tireur pourroit-il se désigner lui-même pour acquitter le montant de la lettre ? II. 354. — Comment un tireur est présumé tirer sur lui-même. II. 354, 355. — Nécessité d'indiquer l'époque où la lettre sera payée. II. 355. — Comment cette

indication peut avoir lieu. II. 355. — Délai du paiement quand il doit avoir lieu à vue ou à tant d'heures ou de jours de vue. II. 356. — Énonciation du lieu de paiement. II. 357. — Nécessité qu'elle indique le nom de celui à qui elle est payable. II. 357. — Lettre énonçant le nom de celui qui en a compté la valeur, sans mander au tiré de lui en payer le montant. II. 358. — But et utilité de l'ordre que la lettre de change doit contenir. II. 358, 359. — À l'ordre de qui elle peut être tirée. II. 359. — *Quid*, si elle étoit à l'ordre du tiré? II. 359. — Condition dont sa perfection dépend, si elle est à l'ordre du tireur. II. 359. — *Quid*, si elle lui appartient à un autre titre que celui dans lequel il l'a tirée? II. 360. — Comment l'ordre doit être exprimé. II. 360. — Équivalens par lesquels il peut être remplacé. II. 360, 361. — Comment une lettre de change doit exprimer que la valeur en a été fournie. II. 362, 363, 364, 365. — Peut-il être suppléé aux énonciations qu'elle ne contiendrait pas à cet égard? II. 362. — Diverses causes pour lesquelles elle est valablement créée. II. 363. — Doivent-elles consister en opérations commerciales? II. 364, 365. — Preuve que fait, en faveur du preneur, l'énonciation que la valeur de la lettre a été par lui fournie. II. 365, 366. — Ce que prouve la lettre, si la valeur n'en est pas régulièrement exprimée. II. 365. — Comment les conditions que le tireur peut mettre dans la lettre, obligent le preneur. II. 366, 367. — Énonciations diverses qui peuvent y être contenues. II. 366, 367. — Effet de ces mots *recours sans frais*. II. 475, 476. — Raisons de l'usage de délivrer plusieurs exemplaires d'une lettre de change. II. 367, 453. — Mention que doit contenir chacun de ces exemplaires. II. 367. — Est-elle nécessaire, s'il n'en est délivré qu'un? II. 367, 388. — Ses conséquences et celles de son omission. II. 368. — Conformité qui doit exister entre ces exemplaires. II. 368. — Conséquences de la mise en circulation des divers exemplaires au préjudice du premier preneur. II. 390, 391, 444, 445. — Sur quel exemplaire le tiré doit-il payer? II. 454, 456. — Comment le tireur doit donner avis au tiré. II. 389. — Ce que la lettre d'avis doit contenir. II. 389, 390. — Son principal but. II. 501. — Conséquence du défaut de lettre d'avis. II. 397. — Pourquoi un simple droit de créance ne suffit pas pour autoriser celui qui le possède à tirer une lettre de change sur son débiteur? II. 402. —

Obligations du preneur d'une lettre de change. II. 346. — Ce qu'on nomme provision d'une lettre de change. II. 344, 430. — Sort des valeurs qui la composent, entre l'époque de la lettre et celle de l'échéance. II. 432. — Au compte de qui en est la perte. II. 433. — Droit du tiré d'en exiger une nouvelle en ce cas. II. 433, 434. — Quand les saisies-arrêts, exercées par d'autres créanciers du tireur, ne peuvent préjudicier aux droits du porteur. IV. 515, 516, 517. — Droits que la lettre de change tirée et délivrée confère au preneur sur la provision. II. 345. — Droit qui lui appartient de s'assurer si elle existe. II. 434. — Comment elle existe. II. 436. — Comment le tireur assigné en garantie, et qui veut profiter du défaut de diligences du porteur, doit justifier que la provision existoit au temps de l'échéance de la lettre. II. 435. — Sur l'action à laquelle il est soumis à cet égard. II. 435. — Une simple créance non liquide, ni résultant d'opérations commerciales, l'établit-elle suffisamment? II. 436, 437. — *Quid*, si le tiré est en faillite? II. 438. — Comment la provision peut être prouvée. II. 437. — Où doit être faite. II. 438. — *Quid*, si le tiré, en acceptant, a changé le lieu de paiement? II. 438. — Par qui le paiement d'une lettre de change peut être exigé et reçu. II. 444. — Par qui il peut être fait. II. 445. — Nécessité de le demander d'abord au tiré. II. 445. — Droits du porteur, si le tiré ayoit déjà payé sur la représentation d'un autre exemplaire de la lettre de change. II. 444, 445. — Précautions que doit prendre celui qui paie, à son échéance, un effet négociable. II. 104, 105, 445, 447. Et pourquoi. II. 507. — Motifs qu'il peut donner de son refus de payer. II. 508, 509. — Nécessité d'assurer le paiement d'un effet négociable par l'acquit de celui qui le reçoit, ou une mention de l'a-compte payé. II. 120, 121. — *Quid*, s'il ne s'agit que d'accepter? II. 396. — Délai dont doit jouir celui qui s'est obligé à payer une lettre de change à présentation. II. 64, 395. — Échéance d'une lettre de change. II. 446. — Du paiement fait par le détenteur de la provision, avant que la lettre de change ait été tirée. II. 344. — Responsabilité dont il est tenu, s'il a payé avant l'échéance. II. 107, 446. — Endossement qu'il doit se faire donner pour payer valablement en ce cas. II. 446. — Pourquoi le porteur d'un effet négociable ne peut refuser les à-comptes qui lui sont offerts. II. 117, 118, 445. — Qui doit, en ce cas, du porteur ou du tiré,

retenir la lettre de change? II. 447. — Protêt nécessaire. II. 468. — Effets du paiement. II. 447. — Action qui reste au tiré contre le tireur, après avoir payé, s'il n'avoit pas provision. II. 447, 448. — Contrat qui est intervenu entre eux. II. 642. — Comment le tiré peut, en payant, assurer ses droits contre les divers signataires de la lettre. II. 448. — Droits de l'endosseur ou autre signataire d'une lettre de change, après qu'il l'a remboursée. II. 448. — Comment celui qui étoit indiqué *au besoin* peut, acquérir les droits du porteur II. 448, 449. — Ce qu'on appelle paiement par intervention. II. 449. — Nécessité d'un protêt pour qu'il y ait lieu à la subrogation aux droits du porteur. II. 449, 453. — Déclaration expresse dont il doit être accompagné. II. 453, 608. — Par qui il peut être fait. II. 449, 450. — *Quid*, si plusieurs demandent à le faire? II. 450. — Si plusieurs veulent payer pour un même signataire. II. 451. — Et dans ces cas, si la lettre avoit été acceptée par intervention. II. 451. — Ses effets. II. 450. — Subrogation qu'il opère au profit de l'intervenant. II. 452. — Effets de cette subrogation, si le paiement a été fait pour *tel* signataire. II. 452. — Comment s'exercent les droits de l'intervenant qui a payé. II. 451, 452, 494, 495. — Pourquoi l'accepteur pur et simple, et celui qui est indiqué *au besoin*, n'acquiescent pas la subrogation aux droits du porteur en le payant. II. 608, 609. — Une lettre de change envoyée par un mandataire à son mandant, pour le payer, est-elle à ses risques? II. 612, 613. — Opposition à former entre les mains du tiré par celui qui a perdu une lettre de change. II. 453. — Formes de cet acte. II. 473, 474. — Droits réciproques de l'opposant et du porteur de bonne foi de la lettre perdue. II. 508. — Comment doit être délivré le nouvel exemplaire qu'il demande au tireur. II. 455. — Comment il doit former la demande d'un nouvel exemplaire, s'il tenoit d'un endosseur la lettre perdue. II. 455, 456. — Celui-ci peut-il lui opposer une déchéance? II. 455. — Aux frais de qui est cette demande. II. 456. — Action qui reste à celui qui n'a aucun moyen de se procurer un nouvel exemplaire de la lettre perdue. II. 456, 457. — Objet et durée de l'engagement de la caution fournie en ce cas. II. 457, 458. — Validité du paiement fait sur une lettre de change signée du tireur, mais viciée de faux. II. 499, 500. — Comment on peut commettre un faux dans une lettre de change. II. 501, 505. — Suppositions de per-

- sonnes qui l'établissent. II. 510, 511. — *Quid*, de la supposition de lieu. II. 511. — Sur qui, du porteur ou de l'accepteur, doit tomber le préjudice. II. 501, 502, 503. — Et du porteur ou de tout autre endosseur. II. 507, 508. — L'accepteur qui s'est obligé au paiement d'une lettre fausse a-t-il quelque recours? II. 503. — *Quid*, si la lettre avoit été falsifiée? II. 503, 504. — Si l'acceptation étoit fausse ou avoit été falsifiée. II. 506. — Moyens donnés pour découvrir l'auteur du faux ou celui qui pourroit l'avoir favorisé. II. 505, 506. — Reconnaissance de la dette résultant d'une lettre de change prolonge la durée de la prescription. II. 148. — Formes des demandes en justice exercées en vertu d'une lettre de change ou billet à ordre. V. 64. — Motifs de la règle particulière sur le délai de comparution. V. 64, 65. — Sur les actions qui résultent du non-paiement d'une lettre de change. II. 458 et suiv. Voy. *Acceptation*, *Billet à ordre*, *Change* (contrat de), *Chiffres*, *Commission*, *Compétence*, *Confusion*, *Endossement*, *Etranger*, *Preneur*, *Protêt*, *Tiré*, *Tireur*.
- LETRE de voiture**, Voy. *Connossemens*, *Entreprises de transports*.
- LETRES de crédit et de recommandation**. Comment les termes en doivent être interprétés. II. 218. — Obligations qui en résultent pour celui qui les a données. II. 652.
- LETTRES**. Voy. *Correspondance*.
- LEVANT**. Voy. *Echelles du Levant*.
- LIBRAIRE**. Conditions auxquelles est astreinte cette profession. I. 375. — L'achat qu'il fait de papier pour imprimer un ouvrage dont il a acquis le droit d'édition, est un acte de commerce. I. 241.
- LICITATION**. Cas spécial où le propriétaire d'une chose impartageable ne peut en poursuivre la licitation. III. 47.
- LIQUIDATEUR, LIQUIDATION**. Voy. *Société*.
- LIQUIDE (Dette)**. Voy. *Compensation*.
- LITISPENDANCE**. Ce qu'on entend par là. V. 72.
- LIVRAISON**. Terme naturel de la livraison, lorsqu'il n'a pas été fixé par le contrat. II. 64. — Voy. *Paiement*, *Revendication*, *Vente*.
- LIVRE de bord**. Choses qui doivent y être écrites. III. 63, 64.
- LIVRES de commerce**. Triple but qu'ils ont. I. 341. — Conditions de leur régularité. I. 341. — Notions sur le système de leur tenue. I. 343. — Etat de situation qu'en peut tirer

le commerçant. I. 343. — Livres indispensables. I. 344. — Tenue du livre journal. I. 345, 346. — Livres non indispensables, leurs rapports avec le livre-journal. I. 346. — *Grand-Livre, livres de caisse, d'achats et ventes, des traites et billets d'entrée et sortie, des frais généraux, des profits et pertes*; utilité dont ils sont. I. 347 et suiv. — Explication de la tenue des livres en parties simples et en parties doubles. I. 349. — Forme et usage du livre de copie des lettres. I. 353. — Forme et but du livre d'inventaires. I. 354. — Conséquence de ce que la preuve résultant des livres ne peut être invoquée qu'entre commerçans. II. 220. — Conditions moyennant lesquelles les livres d'un commerçant peuvent faire preuve contre celui qui ne l'est pas. II. 220, 221. — Comment ils font preuve contre lui en faveur de celui-ci. II. 226. — Faits de commerce pour lesquels cette preuve peut être admise entre commerçans. II. 221, 222. — Livres dans lesquels les preuves peuvent être puisées. II. 222. — Preuve qui peut être tirée de livres irrégulièrement tenus. II. 222, 223. — Un commerçant peut-il, en quelques cas, refuser de représenter ses livres. II. 223. — Présomption attachée à ce refus. II. 223, 224. — Seuls cas dans lesquels ils peuvent être remis pour être feuilletés et lus entièrement. II. 224. — Règles à suivre quand il y a opposition entre les livres régulièrement tenus de deux commerçans. II. 225? — *Quid*, si ceux de l'un d'eux sont irrégulièrement tenus. II. 225. — Présomption plus ou moins facile à admettre, en cas d'omission, selon qu'il s'agit de libération ou d'engagement. II. 225, 226. — Force de la preuve tirée des livres. II. 226. — Nature de la preuve résultant d'une mention dans les livres de la partie à laquelle on l'oppose. III. 495. — Comment un tribunal peut faire vérifier des livres qui sont dans un lieu éloigné. V. 81. — Livres autres que ceux des parties engagées dans la contestation, et dont la vérification peut néanmoins être ordonnée. V. 81.

LIVRETS. Usage de celui dont un ouvrier doit être muni. I. 392. — Preuve par livrets. II. 226, 227.

LOCMANS. Responsabilité des pilotes appelés de ce nom. III. 66. — Leur emploi. III. 172.

LOIS. Condition sous laquelle la publication en est permise aux particuliers. II. 38. — Sur les effets des lois étrangères. V. 246 et suiv. Voy. *Etranger*.

LOTÉRIES. Espèces qu'on en connoît. II. 309, 310. — Nature et effets de la convention à laquelle nos loteries donne lieu. II. 310.

LOUAGE. Louages des choses qui sont actes de commerce. I. 268, II. 563. — Pourquoi celui des personnes a été déclaré acte de commerce. I. 269, 270. II. 563. — Espèces qu'on en connoît II. 563. — Louages d'industrie et de service qui ne sont point actes de commerce. II. 564, 576. — Effet de la condition attachée au contrat de louage que le preneur jouira. II. 181. — Voy. *Actes de commerce, Affrètement, Gens de mer, Ouvrier.*

M.

MADRAGUES. Signification de ce mot. III. 541.

MAGASIN. (*Entrée en*) Voy. *Revendication.*

MAGISTRATS. Ils ne peuvent faire le commerce. I. 320. — Sur les effets de cette prohibition. I. 325.

MAISONS de prêt sur nantissement. Etablissements commerciaux qu'elles forment. I. 268. — Motifs des réglemens établis pour leur administration. I. 367.

MAÎTRE. Chef de la conduite d'un navire. III. 48. Voy. *Capitaine.*

MAÎTRES de poste. Motif du droit exclusif de relais sur les routes qui leur est donné. I. 369. — Les achats, faits par eux, de fourrages et autres objets de leur exploitation sont-ils actes de commerce. I. 243.

MAJORITÉ. Voy. *Concordat, Navire.*

MALADIE. Causes qu'elle doit avoir pour que l'homme de mer, qui en est atteint, soit soigné aux dépens du navire. III. 132, 133.

MANDAT (contrat de) Voy. *Procuration.*

MANDAT. Rapports entre la lettre de change et le mandat ou rescription. II. 509, 510. — Caractères des imperfections commises, dans une lettre, par supposition de personnes. II. 510, 511. — Par supposition de lieu. II. 511. — Supposition de valeur. II. 511. — Comment elles doivent être prouvées. II. 511, 512. — Nature de l'engagement qui subsiste après qu'elles ont été prouvées. II. 512. — Personnes ayant qualité pour en réclamer l'effet. II. 513,

— Tiers porteur et endosseurs contre lesquels il ne peut être invoqué. II. 513. — Effet de l'écrit dans lequel ont été omises des formes constitutives de la lettre de change. II. 514, 515. — Comment une lettre de change imparfaite ou mandat est acte de commerce. II. 516. — Approbation que le signataire doit donner. II. 516. — Comment il peut être négocié. II. 516. — Obligation de celui auquel il s'adresse de le payer, s'il a accepté. II. 517. — Obligations de celui à qui il est délivré. II. 517, 518. — Son devoir d'en procurer le paiement. II. 518, 519. — Déchéance de son recours s'il y a manqué. II. 519. — Prescription des actions résultant de contrat. II. 519.

MANIFESTE. Pièce à laquelle ce nom est donné. III. 84.

MANUFACTURE. L'achat d'une manufacture, pour la revendre, n'est pas un acte de commerce. I. 231. — Ce qu'on entend par entreprise de manufacture. I. 272. — Espèces d'entreprises de manufactures qui ont la qualité d'actes de commerce. 273 et suiv. — Différence entre le manufacturier et l'artisan. I. 335. — De la prohibition d'établir certaines manufactures sur les frontières. I. 364. — Des manufactures qui peuvent être contraires à la salubrité publique. I. 378. — Conditions à remplir pour que ces établissemens puissent être faits. I. 378, 379. — Richesses que les manufactures procurent à l'Etat. I. 386. — Conseil établi, auprès du gouvernement, pour discuter les projets qui les concernent. I. 386. — Chambres consultatives des manufactures; motifs de leur établissement; leurs fonctions. I. 389, 390. — Surveillance que les prud'hommes exercent sur les manufactures. I. 394. — Règlemens auxquels est soumise l'exportation des produits des manufactures. I. 390, 391. — Comment la propriété des marques de fabriques s'assure. I. 402. — Contrefaçon de marques comparée à l'action de faire apparaître des objets fabriqués sous un autre nom. I. 403. — Objet spécial de certaines marques. I. 404. — Tribunaux compétens pour juger les questions de propriété et de priorité de marques ou dessins d'étoffes. V. 28. — Coalitions réciproques des entrepreneurs de manufactures et des ouvriers qui y travaillent. I. 393. — Droits transmis par la vente d'une manufacture. II. 247, 248. — *Voy. Artisans, Chambre consultative des manufactures, Inventions.*

MANUSCRIT. *Voy. Ouvrages.*

MARAI. L'entreprise du dessèchement d'un marais par un autre que le propriétaire est-il un acte de commerce. I. 276.

MARBRER. Les achats de marbre qu'il fait sont-ils actes de commerce? I. 242.

MARCHAND. Voy. *Commerçant*.

MARCHAND de vins. L'achat qu'il fait de vins pour les vendre en gros ou en détail est-il un acte de commerce. I. 244.

MARCHANDISES. Définition de ce mot. I. 232. — Choses qui ont cette nature. I. 232 et suiv.

MARCHÉ. En quoi il diffère d'une foire. I. 415. — Objet des marchés. I. 416. — A qui appartient le droit d'en établir. I. 416. — Et celui d'en fixer l'emplacement. I. 416.

MARCHÉS. Voy. *Entreprises, Ventes*.

MARIAGE. Voy. *Commerçant, Contrat de mariage*.

MARITIMES (négociations). Voy. *Actes de commerce*.

MARQUES de fabrique. Voy. *Manufacture, Société*.

MARSEILLE. Etat de son entrepôt. I. 422, 423. Voy. *Douanes*.

MATELOTS. Individus compris sous ce mot. III. 152. Voy. *Gens de mer*.

MÉDAILLES. Règles sur leur fabrication. I. 365.

MESSAGERIES Voy. *Entreprises de transport*.

MESURAGE (établissements de) Voy. *Pesage*.

MESURES. Voy. *Poids et mesures*.

MEUNIER. Celui qui achète des grains pour les convertir en farine et les vendre ensuite fait-il un acte de commerce. I. 241. — *Quid*, de celui qui ne fait que recevoir du blé pour le moudre? I. 273.

MEUBLES. Sont les seules choses dont les achats pour revendre constituent des actes de commerce. I. 231.

MINES. Quand les exploitations de mines ont la qualité d'actes de commerce. I. 276.

MINEUR. Effets des engagemens commerciaux pris par un mineur non autorisé à être commerçant. I. 308, 309. — Conditions exigées pour qu'il soit rendu capable d'être commerçant ou même de faire isolément des actes de commerce. I. 304 et suiv. — Exception à cette règle. I. 306. — Par qui il doit être autorisé. I. 305. — Forme de

cette autorisation. I. 305. — Doit-elle être expresse. I. 306. — *Quid*, s'il s'agit d'une femme mineure mariée? I. 312. — Droits du mineur légalement autorisé. I. 307. — Leur comparaison avec ceux de la femme mariée. I. 316. — Etendue de ses engagements. I. 307 et 308. — Leur nature lorsqu'ils n'ont pas été contractés avec l'assistance et l'autorisation nécessaires. II. 154. — Engagements, pris par lui, qui ont la qualité de commerciaux. I. 310 et 311. — D'où il répond. I. 306, 309, 310. — Différence entre les engagements du mineur non autorisé et ceux de la femme mariée non autorisée. I. 312. — Forme et effet de la révocation de son émancipation. I. 307. — Pourquoi la vente d'un navire, appartenant à un mineur, doit être autorisée par le conseil de famille. III. 40. — Les formes, établies par le droit commun pour la vente des biens des mineurs, sont-elles encore indispensables, si une forme particulière se trouve prescrite dans un acte consenti par leur auteur. III. 48. — Voy. *Actes de commerce, Affiches, Apprentissage, Arbitrage, Arbitrage forcé, Change, Commerçant, Concordat, Protêt, Société*.

MINISTRES du Roi. Leurs attributions respectives, relativement au commerce. I. 382.

MINUTE. Utilité de garder minute d'un acte. III. 313.

MISE en liberté. Voy. *Contrainte par corps, Faillite*.

MOIS. Voy. *Terme*.

MONNAIES. Rapports sous lesquels elles sont marchandises. I. 232. — Leur objet. I. 253. — Leur valeur nominale ou intrinsèque. I. 258 et 259. — Mesure pour en prévenir la contrefaçon. I. 365. — Voy. *Change (contrat de), Paiement*.

MORT CIVILE. Prive-t-elle du droit de faire le commerce. I. 302.

N.

NAISSANCE. Comment est constatée celle qui arrive sur un navire en voyage. III. 78; 79.

NAUFRAGE. Ce qui s'appelle faire naufrage. III. 75. — Ce qu'on entend par naufrage absolu et naufrage présumé. III. 377. — Secours que doivent apporter les consuls français quand cet événement arrive dans un lieu de leur

département. V. 220, 221. — Son effet relativement à l'engagement des gens de mer. III. 123. — Privilèges auxquels le fret est affecté en cas de naufrage du navire. III. 125. — Nature des mesures qui sont prises pour secourir ceux qui en éprouvent. III. 2, 3. — Comment peut s'obtenir la réparation d'un tort causé, dans ces cas, par l'acte d'un agent de l'administration. III. 22, 378. — *Voy. Capitaine, Navire, Sauvetage.*

NANTISSEMENT. *Voy. Gage.*

NAVIGATION. Nomenclature des droits et frais qui portent ce nom. III. 171, 172, 173.

NAVIRE. Constructions comprises par cette expression. III. 6. — Classes dans lesquelles on les divise. III. 6. — Accessoires d'un bâtiment de mer, sont compris dans l'expression simple du mot navire. III. 7, 25. — Comment l'armement et les victuailles peuvent être compris dans la vente qui en est faite. III. 25. — Et dans l'assurance dont il est l'objet. III. 250, 344. — Comment les agrès peuvent être soumis à un privilège qui n'affecte pas le navire. III. 562. — Comment il est meuble. III. 8. — Comment s'en détermine la contenance. III. 9. — Conventions dont il peut être l'objet. III. 9, 18, 23. — Par qui l'aliénation en doit être consentie. III. 24. — Personnes qui peuvent posséder des navires en France. III. 10. — Condition essentielle de la nationalité d'un navire. III. 11. — Radoub fait d'un navire français en pays étranger, qui lui fait perdre sa nationalité. III. 17. — Enregistrement des navires dans les ports où ils ont été construits. III. 12, 13. — Comment un navire change de port. III. 13. — Pavillon qu'il doit porter. III. 13, 14. — Du congé à obtenir pour le départ d'un navire. III. 14. — Voyages qui sont de grand ou de petit cabotage, ou de long cours. III. 15. — Ce qu'on appelle voyage d'aller, voyage de retour, ou voyage unique. III. 17. — Divers modes usités pour la construction des navires. III. 19. — Nature des conventions qui ont ces travaux pour objet. III. 20, 21. — Formalités de l'acte de francisation d'un navire et leur objet. III. 21, 22. — Cas dans lequel il en doit être délivré un nouveau. III. 37. — Comment s'opère la francisation résultant de l'emploi d'un navire à la pêche de la haleine. III. 544. — Quel doit être l'acte par lequel la transmission de propriété d'un na-

vire est faite. III. 25. — Conséquence de ce qu'il doit être écrit. III. 41. — Comment un navire est affecté aux dettes de son propriétaire. III. 559. — Des cas de non privilège. III. 567. — Motifs des privilèges dont les navires sont susceptibles; bien qu'ils soient meubles. III. 556, 557. — Diverses espèces de privilèges qui peuvent affecter les navires. III. 560. — Privilège attaché aux dépenses faites pour la construction d'un navire. III. 561, 578. — Comment elles doivent être justifiées. III. 579. — Leur ordre. III. 579. — De celui qui est attaché au prix de vente ou de réparations. III. 561, 562. — Comment les agrès d'un navire peuvent être affectés à un privilège particulier. III. 562, 578. — Comment s'exerce le privilège des gens de mer. III. 562, 563. — Son ordre. III. 576. — Cas où il occupe le premier rang. III. 584, 587. — De leur privilège sur le fret. III. 587. — Quand ce fret est-il susceptible d'un privilège séparé de celui qui affecte le navire. III. 588, 589. — Paiement fait de ce fret au capitaine, au préjudice des gens de mer. III. 589. — Condition moyennant laquelle les victuailles fournies à un navire établissent une créance privilégiée. III. 563, 564. — Privilège du frêteur sur les marchandises chargées par l'affrêteur, appartenant ou non à ce dernier. III. 165. — Privilèges auxquels il est préféré. III. 591. — Autres qui lui sont préférables. III. 593. — Sa durée après le débarquement. III. 592. — Tradition qui doit accompagner la vente des choses affectées à un privilège pour en opérer l'extinction. III. 593. — Comment il subsiste après que partie des choses qu'il frappoit en ont été affranchies. III. 593, 594. — Privilège attaché aux obligations dont le frêteur peut être tenu envers l'affrêteur et les chargeurs d'un navire, par l'effet de la charte-partie. III. 564, 565. — Son ordre. III. 581, 582. — Emprunts faits par le capitaine et affectant le navire par privilège. III. 566. — Prêts pour le paiement des dépenses de construction et de réparations. III. 579. — Privilèges entre plusieurs prêteurs à la grosse. III. 524, 525. — Ordre entre plusieurs prêteurs ayant le même objet, mais avec différentes dates. III. 577, 578. — Ordre des créances de cette classe. III. 580. — Rang qui leur appartient lorsqu'elles sont en concours avec un prêteur sur nantissement, et le créancier du fret de la chose affectée au prêt. III. 595, 596. — Privilège attaché à la prime due à l'assureur d'un navire. III. 560. — Sou

ordre. III. 581. — Existe-t-il lorsque l'assurance a eu pour objet non pas un navire, mais un chargement de marchandises. III. 597. — Ordre des privilèges auxquels un navire peut être sujet. III. 575 *et suiv.* — Des frais de justice. III. 575. — Droits dus au trésor. III. 575, 576. — Gages du gardien. III. 576. — Loyer des magasins. III. 576. — Loyers des gens de mer. III. 577. — Rang du privilège des frais de sauvetage. III. 124, 585. — Effets d'une convention entre un créancier et le propriétaire du navire, ayant pour objet une interversion de cet ordre de privilège. III. 582, 590, 602. — Quel doit être le titre en vertu duquel sont poursuivies la saisie et la vente forcée d'un navire. III. 27. — Délai dans lequel la saisie doit ensuite avoir lieu. III. 29. — Où doit être signifié le commandement qui doit précéder la saisie. III. 28, 29. — Cas où elle doit ou ne doit pas empêcher le départ du navire. III. 29, 30. — Quel est l'engagement de la caution donnée en cas de départ. III. 29. — Formes et signification du procès-verbal de saisie. III. 30, 31. — Revendication que peut exercer le tiers dont les effets sont compris dans la saisie. III. 38, 39. — Des affiches. III. 35. — Jours des criées. III. 35. — Du défaut d'observation des formalités ordonnées. III. 35, 36. — Comment s'opère la vente des marchandises qui sont l'objet d'une saisie. I. 450 *et suiv.* — Revendication à laquelle la saisie peut donner lieu. III. 37, 38. — *Quid*, lorsque la saisie porte sur deux navires dont l'un est d'une grandeur au-dessous de dix tonneaux? III. 34, 35. — Des affiches. III. 35. — Formes de l'adjudication. III. 32, 33, 34. — Paiement du prix et oppositions formées sur l'adjudicataire. III. 36, 37, 573, 574. — Effets de l'adjudication. III. 37. — Cas dans lequel un navire en voyage peut être saisi. III. 30. — Formes de la vente d'un navire appartenant à un mineur ou à un héritier bénéficiaire. III. 39, 40. — Formalités nécessaires à remplir après la mutation de propriété d'un navire. III. 26, 37. — Comment un navire est purgé, dans les mains d'un acquéreur, des créances auxquelles le vendeur l'avait affecté. III. 568, 569. — Créances auxquelles il demeure affecté si la vente n'a pas de date certaine. III. 569. — En quoi doit consister le voyage qui a l'effet de purger le navire vendu des dettes du vendeur. III. 569. — *Quid*, s'il s'agit d'un voyage au long cours? III. 570, 571. — Comment doivent être purgés les droits des créanciers, en cas

de vente pendant un voyage. III. 571. — Obligations à la charge de l'acquéreur qui n'a pas purgé. III. 572. — Comment se poursuit et s'opère la distribution du prix de la vente d'un navire III. 573, 574. — *Quid*, si la vente est frauduleuse? III. 572. — Ordre dans lequel les créanciers doivent être payés, et comment leurs créances doivent être justifiées. III. 574, 575. — Possession d'un navire donnant lieu à la prescription. III. 41. — Sens dans lequel un navire est susceptible de division. III. 43. — Dénominations des portions dans lesquelles il est ordinairement divisé. III. 43. — Comment les droits de chacun doivent être constatés. III. 43. — Et réglés. III. 43, 44. — Choses que la majorité a le pouvoir de régler. III. 44, 45, 46. — *Quid*, si la majorité est impossible? III. 46. — Comment peut s'opérer une vente ou une licitation. III. 46, 47. — *Quid*, dans le cas de congédiement du capitaine, copropriétaire du navire? III. 52. — Partage de plusieurs navires appartenant à une société. IV. 215, 216. — Etat du navire frappé en voyage d'arrêt du prince. III. 71. — Comment il peut être affecté à un prêt à la grosse. III. 506, 507. — Comment le propriétaire d'un navire répond des faits du capitaine choisi par celui auquel il en a cédé la jouissance. III. 109. — Comment s'appellent les divers malheurs par lequel un navire périt en mer. III. 75. — Comment il devient en état d'*innavigabilité*. III. 77, 380, 383. — Règlemens sur l'arrivée des navires. III. 81. — Règles auxquelles sont soumis les rapports entre plusieurs navires réunis dans un même port. III. 87. — Secours que des navires se doivent donner. III. 92. — Quand la dépense pour nourriture des gens de mer devient-elle une charge du navire? III. 113. Voy. *Affrètement*, *Armateur*, *Assurance maritime*, *Avaries (grosses)*, *Bris*, *Capitaine*, *Congé*, *Passagers*, *Prise maritime*.

NÉCESSITÉ. Voy. *Force majeure*.

NÉGOCIANT. Voy. *Commerçant*.

NOLIS. Synonyme de fret. III. 156.

NOLISSEMENT. Voy. *Affrètement*.

NOM. Pourquoi le droit de porter son nom ne peut être vendu. II. 27. — Principes sur la propriété d'une dénomination commerciale. II. 46, 47. — Celui qui forme un

nouvel établissement semblable à celui qu'il a vendu peut-il lui donner le même nom? II. 248.

NOTABLES (*liste des*). Voy. *Tribunaux de commerce*.

NOTAIRE. Devoirs dont il est tenu en recevant le contrat de mariage d'un commerçant. I. 357. — Peines par lui encourues, s'il ne les a pas remplis. I. 358. — Attributions conférées aux notaires pour recevoir les polices d'assurance. I. 453, 454.

NOVATION. Sa définition. II. 141. — Qui a le pouvoir de la consentir. II. 141. — Effets de la novation consentie entre le créancier et le débiteur. II. 143. — Comment doit exister la seconde obligation pour que la première soit éteinte. II. 143, 144, 153. — Novation qui peut exister à l'égard des tiers intéressés dans une dette, sans rien changer aux rapports entre le créancier et le débiteur. II. 144. — Comment elle doit avoir été convenue. II. 144. — Conventions qui la produisent, quoiqu'elle n'ait pas été expressément stipulée. II. 144, 145. — De l'acceptation que fait un créancier d'effets négociables pour le paiement du prix de choses vendues et livrées. II, 145, 146. IV. 535. — Pour prix de choses qu'il avoit remises à un commissionnaire pour être vendues. IV. 525, 526. — Nouvelles garanties que le créancier peut se faire donner, sans qu'il en résulte novation. II. 146, 147, 148. — Motifs de la novation qui résulte du changement dans la dette et dans le débiteur. II. 148. — Comment elle s'opère. II. 148, 149. IV. 228. — Délégation produisant la novation ou une simple indication de paiement. II. 149, 150. — Effets de la convention par laquelle un créancier consent à recevoir son paiement du débiteur de son débiteur, si celui-ci n'y a pas accédé. II. 151. — Comment la délégation s'exprime et se prouve. II. 150, 152. — Effets de la novation produite par la délégation. II. 153. — L'incapacité civile de contracter, dans la personne du débiteur délégué, est-elle une cause de nullité de la délégation? II. 153, 154. — Exceptions que le délégué peut opposer au créancier délégataire. II. 154. Voy. *Jugement, Prescription*.

NULLITÉ. A quoi se borne celle des actes de commerce faits par l'intermédiaire d'un individu non commissionné courtier. I. 436. — La nullité résultant du défaut d'enregistrement du contrat de prêt à la grosse, ne peut être opposée

que par les tiers. III. 498. — Quand est valable une renonciation à faire valoir des nullités. V. 24. Voy. *Arbitrage*.

O.

OBLIGATIONS. Modifications apportées par la législation commerciale à la capacité civile de contracter. I. 303. — Diverses espèces d'obligations. II. 2, 3, 4. — Qualités que doit réunir le consentement pour devenir obligatoire. II. 5. Par qui il peut être donné et accepté. II. 5, 6. — Comment on peut contracter pour autrui. II. 6, 7. — Comment les droits et obligations qui naissent des contrats sont transmis aux héritiers des contractans. II. 87, 88. — Du défaut de désignation, dans un contrat, de la partie qui a stipulé. II. 58. III. 304. — Ce qu'on entend par convention entre présens. II. 9. — Comment se forme un contrat entre absens. II. 212, 213. — Ce qui établit le consentement exprès. II. 9. — Quand une proposition devient-elle obligatoire? II. 9, 10. — *Quid*, si elle a été faite à plusieurs? II. 10. IV. 575. — Quand l'adhésion qui y est faite forme-t-elle de suite le contrat? II. 10, 11. — Déclaration de volonté engageant celui qui l'a faite, quoique non acceptée. II. 12, 13. — Preuve et effet du consentement tacite. II. 137. — Effets d'une convention par signes. II. 12. — Différence entre la convention tacite et le quasi-contrat. II. 97. — Quand l'erreur sur la chose qui est l'objet du contrat est-elle une cause de nullité. II. 14. — Cas où l'erreur sur la qualité de la chose a cet effet. II. 14, 15. — Effets de l'erreur sur la personne. II. 15, 16. — De l'erreur sur l'espèce de la négociation. II. 16. — Erreur sur le motif de l'obligation. II. 17. — Cas où l'erreur de droit est une cause de nullité. II. 17, 18. — Obligations valables, quoique l'effet de la contrainte. II. 18, 19, 242. — Fraude ou dol qui ont l'effet d'annuler un contrat. II. 19, 20. — Comment la nullité résultant de ce vice doit être poursuivie. II. 53, 54. — Effets d'une convention où la fraude est imputable aux deux parties. II. 54. III. 465. — Contrats présumés être l'effet de la violence, et annulés comme tels. III. 144. — Quelle doit être la chose qui forme l'objet d'un contrat. II. 20. — Comment elle doit être certaine. II. 21.

— Accessoires qui en dépendent. II. 22. — Comment elle doit exister. II. 22, 23. — Comment elle doit être désignée. II. 23, 24. — Indétermination de la chose qui rend le contrat nul. II. 24. — Comment un engagement peut être obligatoire, quoique la chose n'y soit déterminée que par son espèce. II. 25. — Ce qu'on appelle choses fongibles et non fongibles. II. 26. — Application de ces principes aux obligations de faire ou de ne pas faire. II. 26, 27. — Conventions licites. II. 27 *et suiv.* — Actions réciproques des parties qui ont fait une convention illicite. IV. 154. — Conventions contenant à la fois des engagements licites et illicites. II. 52, 53. — Comment s'entend la prohibition de faire des stipulations contraires aux lois ou à l'ordre public. II. 53. — Comment l'obligation dont la cause n'est pas exprimée dans le contrat lie celui qui s'y est soumis. II. 47, 48. — Cas dans lesquels la cause de l'obligation doit être exprimée, et pourquoi. II. 48, 49. — Conséquence attachée au défaut d'expression de la cause d'une obligation dans ces cas d'exception. II. 49. — Obligations dont la cause est fausse. II. 49. — *Quid*, s'il en existe une véritable qui soit licite? II. 50. — Si celle qui existoit au temps du contrat n'existe plus au temps de son exécution. II. 179, 180. — Utilité que doit avoir une obligation pour être valable. II. 50. — De la lésion. II. 51, 52. — Comment un contrat devient une négociation commerciale. I. 228. — Choses de l'essence de la nature des conventions et choses qui leur sont accidentelles. II. 55, 56. V. 253. — Effets d'une stipulation contraire à l'essence du contrat dans lequel elle se trouve. II. 56. III. 218. — Rapports sous lesquels une convention est la loi des parties. II. 57. — Par qui une obligation doit être exécutée. II. 60, 61. — Et comment. II. 73 *et suiv.* — Conséquences de la bonne foi que chacun des contractans doit mettre à remplir ses promesses. II. 95. — *Quid*, s'il s'agit d'une obligation de faire? II. 79. — Comment est réglée l'exécution du contrat par lequel les mêmes droits ont été cédés à plusieurs. III. 168. — Droits conférés au créancier sur la chose due. II. 80, 179. — Droits qui lui appartiennent, si l'obligation n'est pas exécutée. II. 80, 81. — *Quid*, s'il s'agit d'une obligation de faire, et que le débiteur soit décédé? II. 88. — Règles sur l'exécution d'une obligation alternative. II. 79, 118, 119. — Sur qui tombe, en ce cas, la perte de la chose due. II. 312. — Principes sur

l'interprétation des contrats. II. 90. — Signification à donner aux termes dans lesquels ils sont conçus. II. 90. — Règles à observer dans l'interprétation d'une convention obscure. II. 91. — D'une clause susceptible de deux sens. II. 92. — D'un contrat aléatoire. II. 666. — De l'interprétation du juge, en cas de silence ou d'obscurité de la loi. — II. 96. Signes d'une disposition énonciative. II. 93, 94. Voy. *Charges, Concession, Contrebande*.

OBLIGATION conditionnelle. Nature de la condition dans un contrat. II. 69, 70. — Différence entre elle et le terme. II. 70. — Quand le mot condition signifie simplement une charge du contrat. II. 70. — Condition consistant en un événement arrivé, mais inconnu des parties. II. 71. — Conditions qui ne peuvent être stipulées. II. 71, 72. — Conditions inhérentes à certains contrats. II. 180, 181. — Etat de l'obligation avant l'événement de la condition. II. 71, 276, 295. — Droits et devoirs réciproques des parties. II. 73. — Faillite ou déconfiture de l'une d'elles. II. 71. — Condition potestative qui annule la convention dont elle fait partie. II. 72. — *Quid*, si, au lieu d'être suspensive, elle est résolutoire? II. 185. — Condition purement potestative dans la personne de celui qui s'oblige, et laissant néanmoins subsister le contrat. III. 309. — Ce qu'on entend par condition casuelle et condition mixte. II. 72, 73. — Perte de la chose due arrivée avant l'événement de la condition. II. 180, 295. — *Quid*, si la condition étoit résolutoire? II. 292, 312. — Condition résolutoire qui peut être stipulée dans la convention en faveur d'une partie. II. 185. — Ses effets comparés à ceux de la condition suspensive. II. 185, 186. Voy. *Ventes conditionnelles*.

OBLIGATION divisible. La stipulation d'un droit d'assurance produit-elle une obligation divisible? III. 356, 357. — Caractères d'un contrat indivisible. II. 554. III. 404.

OBLIGATION solidaire. Voy. *Solidarité*.

OCTROIS. Motifs de l'acte qui règle la distance de laquelle il est permis de construire près les murs de clôture de Paris. I. 365.

OFFRES réelles. Conditions de leur validité. II. 124. — Où elles doivent être faites. II. 125. — Au compte de qui en sont les frais. II. 125. — Où doit être faite la

consignation en cas de refus de la part du créancier. II. 125, 126. — Procès-verbal dont elle doit être accompagnée. II. 126. — Formalités à observer, si la créance est payable au porteur ou négociable par voie d'endossement. II. 126, 127, 128. — Ce que doivent être les offres quand la dette n'est pas susceptible d'être consignée. II. 128. — *Quid*, s'il s'agit d'une obligation de faire? II. 129, 131. — Par qui elles doivent être faites. II. 129, 130. — Cas dans lesquels elles sont valablement faites par d'autres que le débiteur. II. 130, 131. Voy. *Consignation*.

OPPOSITION. Causes produisant le droit de former opposition à un paiement. II. 122, 123. — Ses effets. II. 122. — *Quid*, si la créance saisie est cédée? II. 323. — Sur qui il peut être formé opposition au paiement d'un titre payable à ordre. II. 123. — Tribunal compétent pour l'autoriser et la déclarer valable. V. 27. — Droits de l'opposant, lorsque le débiteur s'est libéré en consignat. II. 128. — Créances qui ne sont susceptibles d'aucune opposition. II. 123. — Seules causes pour lesquelles les créances des matelots peuvent être saisies. III. 152.

OPPOSITION à un jugement par défaut. Voy. *Concordat, Tribunaux de commerce*.

ORDONNANCE. Voy. *Jugement*.

ORDRE. Effets de la stipulation à ordre dans un engagement. I. 255. II. 324. — Dans une police d'assurance. III. 318. — Dans un connaissance. III. 194, 323. — Dans un contrat à la grosse. III. 496. — Dans une lettre de voiture. II. 586. — Effet d'un ordre non translatif de propriété. III. 323. — Exceptions de nature à être opposées à l'action exercée en vertu d'un titre à ordre. II. 322. III. 437. — Remise d'une obligation à ordre opposée par le débiteur à celui auquel elle a été, depuis, transmise par voie d'endossement. II. 156. — La cession, faite par l'endossement d'un titre à ordre, doit-elle être notifiée au débiteur cédé. II. 324, 370. — *Quid*, si le titre ne contenoit pas l'expression qu'il est payable à ordre? II. 324, 381, 382. — Délai dans lequel le porteur d'un contrat de prêt à la grosse doit protester, en cas de non paiement à l'échéance. III. 496, 497.

ORDRE d'une distribution. Voy. *Union*.

OTAGE. Un armateur peut-il se dégager de l'obligation de lui

faire rendre la liberté, en abandonnant le navire dont cet otage garantit le paiement de la rançon? III. 105.

OUTILS. Quand l'achat, qui en est fait pour l'exercice d'un métier, est-il un acte de commerce. I. 247.

OUVRAGES. Ouvrages dont la propriété est assurée aux auteurs. I. 404. — Ouvrages dont la contrefaçon est défendue. II. 33. — *Quid*, de ceux qu'a publiés l'auteur par suite de ses fonctions? II. 35, 36. — Des rapports et discours prononcés aux Chambres dans la discussion des lois. II. 36. — Des morceaux de littérature et de morale publiés dans les journaux. II. 40, 41. — Des nouvelles que les journaux rapportent. II. 41. — Quel est le privilège qui appartient au traducteur de l'ouvrage d'un auteur étranger. II. 37. — A l'auteur de dictionnaires, de collections et d'autres ouvrages composés de choses qui sont du domaine commun. II. 46. — Comment l'Etat peut devenir propriétaire d'un ouvrage. II. 38. — Son droit sur les recueils officiels des lois et des arrêts. II. 38, 39. — Durée du droit qui constitue la propriété d'un ouvrage. I. 405. — Comment l'épouse de l'auteur y peut avoir part. I. 405. — Propriété d'un ouvrage posthume. I. 406. — Ouvrages composés par des auteurs étrangers et publiés, en France, par eux; droits qui leur appartiennent. I. 406. — Des droits de propriété appartenant aux auteurs de pièces de théâtre. I. 407, 408. — Conditions à remplir pour l'exercice de l'action en répression de la contrefaçon des ouvrages d'un auteur. I. 407. — Contrefaçon, exécutée à l'étranger, d'ouvrages publiés en France. I. 408. II. 41, 42. — Contrefaçon de tous ouvrages susceptibles de publication par la voie de la presse. V. 177. — Comment s'opère la contrefaçon d'un ouvrage littéraire. II. 34, 35. — Résulte-t-elle d'une publication par voie de copie? II. 36, 37. — D'une simple impression, sans autre publication. II. 42, 43. — Cas où la seule imitation du titre la constitue pleinement. II. 35, 146. — Difficulté de reconnoître la contrefaçon qui se commet par le plagiat. II. 39, 40. — Caractère du délit d'ouvrages contrefaits. II. 42. — Exceptions de priorité que peut faire valoir le prétendu contrefacteur. II. 46. — Tribunal compétent pour connoître de l'action en contrefaçon. V. 177. — Peines de ce délit. V. 177, 178. — Domnages-intérêts dus à celui qui a été injustement actionné. V. 178. — Comment la publication d'ouvrages

donne lieu à des actes de commerce. I. 241. — Vente dont les productions de l'esprit sont susceptibles. II. 313. — Ce qu'on appelle éditeur. II. 313. — Et droit de copie. II. 314. — Nature du droit qu'un auteur confère à l'éditeur. II. 314, 317. — *Quid*, s'il y a, en faveur de ce dernier, possession du manuscrit? II. 314 — Effets de la présomption de vente qu'elle peut établir. II. 315. — Preuve qu'un éditeur doit faire de la vente qu'il prétend lui avoir été faite d'un manuscrit. II. 315. — Comment un auteur est mis en demeure de livrer un manuscrit par lui vendu à terme. II. 285, 286. — Et l'éditeur de le recevoir. II. 316. — Effets de cette mise en demeure. II. 315, 316. — Et du refus de l'auteur ou de ses héritiers de publier l'ouvrage vendu. II. 315. — Changemens faits par l'auteur à son manuscrit. II. 216, 217. — Usage qu'il est permis à l'éditeur d'en faire. II. 317, 318. — Nombre d'éditions et d'exemplaires qu'il a le droit de publier. II. 317, 318. — Droit que conserve l'auteur de faire des corrections à son manuscrit, si l'éditeur le réimprime. II. 318. — *Quid*, si l'édition étant épuisée, l'éditeur refuse d'en publier une seconde. II. 318, 319. — Ce que comprend la cession d'un droit d'édition. II. 319. — Garantie due par l'auteur à l'éditeur. II. 319, 320. — Additions que l'auteur voudroit publier, avant le débit d'une édition par lui cédée. II. 319, 320. — Droits de ceux qui ont travaillé à un ouvrage dont un autre avoit conçu le plan. II. 320. — Comment le droit de publier exclusivement un ouvrage peut être l'objet d'une mise sociale. IV. 36, 37. Voy. *Communauté, Entreprises d'ouvrages, Etranger, Inventions, Souscriptions*.

OUVRAGES d'or et d'argent. Pourquoi ils sont soumis à un poinçon. I. 366.

OUVRIER. L'achat d'outils de son métier est-il un acte de commerce. I. 247, 248. — Et le louage de son adresse ou de son travail. I. 278. — Comment il peut s'engager dans une entreprise de manufactures et faire ainsi un acte de commerce. I. 272, 335, 536. — Nature et effets du contrat qui intervient entre un ouvrier et son maître. II. 572. — *Quid*, si l'ouvrier s'est engagé à la tâche ou à la pièce? II. 575. — Devoirs du maître. II. 572, 573. — Devoirs de l'ouvrier. II. 573. — Fautes dont il répond. II. 573. — Quand et comment il peut se faire remplacer. II. 573. —

Quitter son maître et en exiger son congé. II. 574. — Quand son maître peut le congédier. II. 575. — Règles à cet égard. V. 163. — Durée de l'engagement lorsqu'il n'a pas été écrit. II. 574, 575. — Juridiction à laquelle sont soumises les contestations qui naissent de ce louage. I. 278. — Comment le privilège, attaché aux créances d'ouvriers pour les travaux qu'ils ont faits, affecte la chose qu'ils ont servi à confectionner. III. 561. — Livret dont un ouvrier doit être muni ; usage de cette pièce, I. 392. — Coalition d'ouvriers. I. 393. — De l'action d'un ouvrier qui a été employé à la construction d'un navire, lorsqu'il a agi par les ordres, non du propriétaire, mais d'un entrepreneur. III. 19.

P.

PACOTILLE. Définition du contrat de pacotille. III. 110. — Sa différence du contrat à la grosse. III. 485, 486. — Comment il se prouve. III. 152. — Quels sont les devoirs du preneur à pacotille envers le donneur. III. 153, 154. — Règlement de l'opération entre eux. III. 154. — Sur qui tombe la charge du fret dans le cas où il est dû. III. 154, 155. — *Quid*, de l'assurance? III. 155, 156. — Ce que comprend le terme *pacotille* dans une assurance. III. 251. — S'étend-elle aux marchandises rachetées en place de celles qui ont été vendues pendant le voyage, si la police portoit réserve du droit d'échelle? III. 295, 296.

PAIEMENT. Signification de ce mot. II. 100. IV. 398. — Peut-il être fait par un tiers? II. 101. IV. 487. — *Quid*, si celui qui a payé, se croyoit lui-même débiteur? II. 133, 134. — Cas dans lesquels le paiement produit, de plein droit, la subrogation dans les droits du créancier. II. 138, 139. IV. 152. — Le mandataire qui paie pour son mandant acquiert-il cette subrogation? II. 607, 608. — Et le commissionnaire? II. 626. — Effets divers de la subrogation selon qu'elle a lieu au profit d'un coobligé ou de celui qui a payé pour autrui. II. 139, 140. — Conséquence de ce que la subrogation partielle ne peut nuire au créancier. IV. 400. — De la subrogation conventionnelle. II. 140. — Droits qu'acquiert celui qui paie la dette d'autrui, sans y avoir intérêt et sans stipuler la subrogation. II. 140, 149. — A qui le paiement doit être fait. II. 101. — *Quid*, si la chose est due à plusieurs? II. 101, 102. —

Capacité que doit avoir le créancier pour recevoir son paiement. II. 102.—Personnes autres que le créancier ayant qualité pour recevoir et même exiger le paiement d'une obligation. II. 59, 61, 102, 103, 385.—Effet, quant à cela, de la simple possession du titre de créance. II. 60.—Précautions que doit prendre le débiteur, quand à l'échéance, il paie à un autre qu'au créancier. II. 104, 105.—Du paiement fait à un mandataire personnellement incapable ou révoqué. II. 103.—Effets du paiement fait au créancier du créancier, sans son ordre. II. 103, 104.—Peut-il être fait avant le terme? II. 106.—Comment se règle l'escompte en ce cas. II. 106, 474.—Nature de l'opération faite ainsi. IV. 299.—Devoirs du créancier lorsque la convention indique un tiers comme devant faire le paiement. II. 61.—Heures auxquelles le paiement doit être demandé. II. 68.—Effets de la convention portant indication du lieu du paiement. II. 73, 74, 107.—*Quid*, si elle indique deux lieux différens? II. 74.—Lieu de la livraison, s'il n'a été convenu quand l'obligation avoit pour objet des choses certaines et déterminées. II. 74.—*Quid*, s'il s'agit de choses indéterminées? II. 75.—S'il s'agit de payer une somme de monnaie. II. 75.—Si le paiement ayant dû être fait au domicile du débiteur, ce domicile se trouve changé à l'échéance de la dette. II. 75, 76, 470, 471.—Distinction à cet égard entre les obligations négociables et celles qui ne le sont pas. II. 76.—Aux risques de qui se fait le transport de la chose due dans le lieu où elle doit être livrée ou payée. II. 107, 108.—Lieu de l'exécution, si l'obligation a un autre objet. II. 76.—Effets des dispositions de la loi qui règlent ce point. II. 76, 77.—Comment peut s'opérer la libération du débiteur, lorsque le créancier ne se trouve pas au lieu indiqué pour le paiement. III. 520.—Délai que peut réclamer le débiteur, lorsque l'usage est que le paiement se fasse en banque. II. 64, 75.—Ce que le créancier a droit de se faire livrer ou payer. II. 77, 108.—Règles à cet égard, selon que la chose due est ou non déterminée. II. 78, 109.—*Quid*, s'il s'agit d'un corps certain? II. 109.—Des choses indiquées par leur genre. II. 109.—Espèces dans lesquelles la livraison doit avoir lieu. III. 452, 453.—Novation résultant de l'acceptation d'un paiement en crédits ou en billets de banque. II. 152, 153.—Exception à la règle qu'on ne peut livrer une chose pour une autre qui avoit été promise. II. 109, 110, 113, 114.—Ce qu'est la dation en paiement. II.

110, 166.—Contrats dont elle se compose et ses effets. II. 110, 111.—Choses dans lesquelles doit être payée la dette d'une somme d'argent. II. 111.—Effet de la convention que le paiement n'en pourra être fait qu'en *telles ou telles* espèces. II. 112.—Monnoies à donner en paiement, lorsqu'il n'a rien été convenu à cet égard. II. 43.—Monnoie dans laquelle le paiement dû au prêteur à la grosse doit être fait. III. 519.—*Quid*, s'il avoit été convenu que ce paiement auroit lieu en monnoies étrangères? II. 113.—S'il est survenu une variation dans la valeur nominale de ces monnoies. II. 117. V. 271, 272.—Le débiteur peut-il en payer l'équivalent en monnoies de l'Etat? II. 114.—Valeur pour laquelle une monnoie doit être donnée en paiement, lorsqu'elle a varié depuis la convention. II. 114, 115.—Règles à observer si la variation a eu lieu depuis l'échéance de la dette, mais avant le paiement. II. 115, 116, 559.—Exception à la règle d'après laquelle le paiement d'une chose divisible ne peut être divisé. II. 117, 118.—Sur quoi doit être imputé le paiement de partie de la dette reçu par le créancier. II. 135.—Quand les tribunaux peuvent accorder au débiteur la faculté de se libérer par portions. II. 118.—*Quid*, s'il s'agit d'une obligation alternative? II. 118, 119.—Comment le débiteur doit assurer son paiement. II. 121.—Frais à sa charge. II. 121.—Passe de sacs. II. 121.—Comment s'exerce la répétition du paiement d'une chose non due. II. 131, 132.—Dans quels cas elle est admissible. II. 132, 484.—*Quid*, si le paiement a été fait avec connaissance qu'il n'était pas dû? II. 132, 133.—Le paiement fait par anticipation peut-il être répété. II. 133.—Et celui dépendant d'une condition non accomplie. II. 133.—Et celui fait par un tiers se croyant débiteur. II. 133, 134.—Et celui fait sur un titre faux. II. 506.—Le paiement fait en exécution d'une convention qui est l'effet de la fraude des deux parties peut-il être répété? III. 466.—Et celui qui a été fait en exécution d'une convention illicite. II. 135.—Ce que doit restituer celui qui a reçu le paiement non dû. II. 134.—Règles d'après lesquelles doivent être imputés les paiemens par le débiteur de plusieurs dettes à son créancier. II. 135, 136.—Imputation d'un paiement que la quittance applique aux divers engagemens du débiteur. II. 137.—*Quid*, si la quittance ne contient aucune imputation? II. 137.—Comment on juge de l'intérêt d'un débiteur à acquitter une dette de

préférence à une autre. II. 137, 138. Voy. *Compte courant, Lettre de change, Novation, Présomption.*

PAIEMENT anticipé. Voy. *Faillite.*

PAPIERS-MONNOIES. Rapports sous lesquels ils sont marchandises. I. 233.

PARENTÉ. Forme particulière qui doit être observée dans un connoissement, s'il concerne un parent du capitaine au degré de la prohibition du témoignage. III. 191.

PARÈRE. Ce qu'on appelle ainsi. V. 89.—Leur autorité. V. 89, 90.

PARI. Voy. *Jeu.*

PARTAGE. Voy. *Société.*

PARTICIPATION. Voy. *Société en participation.*

PASSAGERS. Comment se règlent et se pronvent leurs conventions avec le capitaine. III. 244, 245.—L'accouchement d'une femme, dans un navire, pendant la traversée, est-il un motif pour augmenter son fret? III. 245.—Justifications que les passagers doivent produire pour être admis. III. 245.—Leurs devoirs sur le navire. III. 245, 246, 247.—Comment il est pourvu à leur nourriture. III. 246.—Du temps de leur débarquement. III. 246, 247.—Peine du vol dont ils se rendroient coupables. III. 247.

PASSE de sacs. Voy. *Paiement.*

PASSEPORTS. Comment se délivrent, pour les échelles du Levant. I. 372.

PATENTE. Législation sur cette matière. I. 340.—But de cet impôt. I. 335.—Personnes obligées à se munir d'une patente. I. 338.—Quelle patente doit prendre celui qui exerce plusieurs professions y donnant lieu. I. 338.—Dans le cas d'un mari et d'une femme exerçant chacun une profession y donnant lieu. I. 338.—Dans le cas de société. I. 339.—Où elle doit être prise. I. 339.—Les capitaines de navire en sont dispensés. III. 50.—Effet du défaut de patente. I. 339.—Défaut de son énonciation dans les actes de demandes en justice formées par celui qui y est sujet. I. 340.

PATRON. Chef préposé à la conduite d'un navire. III. 48.

PAVILLON. Quel doit être celui des bâtimeus de commerce. III. 13, 14.

PAYEUR. Voy. *Comptables*.

PÊCHE maritime. Nature des entreprises de pêches maritimes. I. 293.—Engagement usité avec les gens qui y sont employés. III. 135.—Utilité dont les services, dans la pêche maritime, sont pour la liquidation des pensions du gouvernement. III. 540, 541.—Modes de pêches défendus. III. 541, 542. — Police à observer entre plusieurs pêcheurs pêchant ensemble. III. 542. — Pêche pendant la nuit. III. 542.—Filets dont l'usage est permis. III. 543.—A qui appartient la surveillance de la pêche. III. 543.—Comment un navire étranger obtient la francisation pour avoir été employé à la pêche de la baleine. III. 544. Conditions auxquelles les marins qui ont été employés à la pêche de la baleine sont exemptés du service du Roi. III. 544, 545.—Les capitaines étrangers employés, en France, à cette pêche, sont en droit de réclamer des lettres de naturalité. III. 545, 546.—Prime accordée par le gouvernement pour la pêche de la baleine et du cachalot. III. 546.—Formalités à observer par un armateur, avant le voyage, pour qu'il ait droit au retour. III. 547.—De celles qui doivent être observées au retour. III. 547, 548.—Devoirs des capitaines baleiniers. III. 548.—Règlemens sur la pêche de la morue. III. 549. — Primes accordées pour cette pêche. III. 549, 550.—Formalités desquelles l'obtention en dépend. III. 550, 551.—De celles dont dépend l'obtention de la prime pour importation d'huiles de morue et de roques. III. 552.—Police de cette pêche à l'île de Terre-Neuve. III. 553.—Règlemens sur la pêche des maquereaux et des harengs. III. 553. — Règlemens sur le débit de ces poissons. III. 553, 554, 555. — Syndics chargés de les faire observer. III. 555.—Règlemens sur la pêche du corail. III. 555, 556.

PEINTRE. Comment s'acquiert et se conserve la propriété de ses ouvrages. I. 407. — Nature de l'achat qu'il fait de matériaux pour ses compositions. I. 242. — *Quid*, s'il s'agit d'un peintre en bâtimens? I. 242.

PERTE de la chose due. Voy. *Force majeure, Obligation, Obligation conditionnelle, Société, Vente*.

PESAGE. Motif de l'établissement des bureaux de pesage. I. 413.—Actes qui en règlent l'exercice. I. 413.—Quand

l'intervention des employés de ces bureaux doit avoir lieu.
I. 414.—Foi due à leurs attestations. I. 414.

PILOTE. Peine qu'il encourt s'il fait périr son navire. III. 6.
Voy. *Côtiers, Lamanéurs, Locmans.*

PLAGIAT. Ce qu'on nomme ainsi. II. 39. Voy. *Ouvrages.*

POIDS et mesures. Lois qui en ont prescrit l'uniformité. I. 409.—Actes qui en ont fixé les dénominations, divisions et subdivisions, prescrit et réglé l'usage. I. 409, 410.—Pourquoi la détention de poids anciens est punie comme celle de faux poids. I. 411.—Objet de la vérification des poids et mesures; statuts anciens contenant le principe des actes qui la régissent. I. 412.—Sens légal du mot générique *mesure* dans un contrat. I. 411.

POLICE. Convention qui a ce nom. I. 455. III. 311. Voy. *Assurance maritime.*

PORT. Règlement de police sur l'arrivage des navires au port. III. 81.—Règles auxquelles sont soumis les rapports entre plusieurs navires dans le même port. III. 86.

PORT d'attache. Nom de celui dont un navire dépend. III. 21.

PORT franc. Voy. *Douanes.*

PORTEUR. Droits du détenteur d'un titre de créance payable au porteur. II. 59.—Effets d'une police d'assurance consentie au porteur. III. 318.—*Quid*, d'un connaissement? III. 194, 323.—Une lettre de change peut-elle être stipulée payable au porteur? II. 558.—Motifs qui peuvent autoriser le débiteur d'un effet payable au porteur à ne pas l'acquitter à son échéance. II. 105.—L'obligation stipulée simplement au profit du porteur, est-elle valable? III. 505.—Voy. *Billet au porteur.*

PORTS (*Gardes*). Fonctions des gardes-ports. I. 417.

POSTES. Motif du droit exclusif qui est attribué à l'administration, de transporter des lettres et autres objets. I. 371.

POT DE VIN. Voy. *Ventes conditionnelles.*

POUDRE. Pourquoi le débit en est défendu à ceux qui n'ont pas reçu de commission pour cela. I. 570.

POUVOIRS (*fondé de*). Voy. *Procuration.*

PRÉPOSÉ. Voy. *Commis, Commissionnaire, Procuration, Serviteurs.*

PRESCRIPTION. Sa définition. II. 187. — Comment on peut

renoncer au moyen de libération qu'elle introduit. II. 187.
 — Raisons de la différence des prescriptions qui s'appliquent aux négociations commerciales. II. 188. — Prescription applicable aux actions que la loi n'a pas soumises à une prescription spéciale. II. 188. — Prescription devenue applicable, lorsque la créance, susceptible d'être éteinte par une prescription courte, a fait l'objet d'un jugement de condamnation. II. 147. — Ou lorsqu'elle a été reconnue dans un autre titre. II. 147, 148, 191, 194. — Comment la reconnaissance doit avoir été faite pour qu'elle ait cet effet. II. 195, 196. — Comment les femmes, les mineurs et autres personnes privilégiées, y sont soumis. II. 188, 192. — Motifs des différentes prescriptions. II. 188, 189. — Affirmation que peut exiger le créancier auquel est opposée la prescription fondée sur une présomption de paiement. II. 189, 190. IV. 215. — Autres exceptions qui en peuvent combattre l'effet. II. 190. — De celle résultant de la faillite du débiteur, au temps de l'échéance de la dette. II. 191. — Effets de la prescription. II. 191. — Renonciation à en profiter. V. 70. — Une prescription plus courte que celle de la loi peut-elle être stipulée. V. 283. — Par qui elle peut être invoquée. II. 191, 192. — Son commencement. II. 192. — Exceptions qui en suspendent le cours. II. 189. — Condition qui suspend la prescription à laquelle une action est soumise. III. 401, 402, 403. — Différence entre la suspension et l'interruption de la prescription. II. 192, 193. — Actes qui ont l'effet d'interrompre la prescription. II. 193. III. 198. — Interruption résultant de la reconnaissance du débiteur. II. 194. — Comment cette reconnaissance doit être prouvée. II. 195. — Circonstances dont l'interruption peut s'induire. II. 194. — Preuves qui peuvent être, à cet égard, tirées des livres des parties. II. 223. — Effets de la protestation qui accompagne les actes d'interruption. II. 193, 194. — Effet de l'interruption exercée contre un codébiteur solidaire. II. 194. — Comment s'interrompt la prescription à laquelle est soumise l'action des gens de mer pour leurs salaires. III. 116. — Effet de l'interruption non résultant d'une reconnaissance de la dette. II. 195, 196. — Temps par lequel se prescrit l'action pour fournitures de choses employées à la construction d'un navire. III. 211. — Quelle doit être la possession d'un navire pour y donner cours. III. 41. — Prescription ayant cours avant le fait qui pro-

duit l'action dont elle règle l'effet. III. 432, 433. — Comment un droit, dont l'action est prescrite, peut encore être valablement poursuivi par voie d'exception. III. 185, 186, 198. — Voy. *Entreprises de transport, Exceptions, Fête*.

PRÉSUMPTIONS. Espèces de présomptions. II. 230. — Ce que sont les présomptions légales. II. 230. — Pourquoi il n'est pas permis d'en créer par analogie. II. 231. — En combien de sortes elles se divisent. II. 231. — Peut-on renoncer d'avance aux droits qui en résultent. II. 233, 234. — Effets de la preuve qui y est attachée. II. 234. — Preuve contraire à une présomption légale n'est pas admissible. III. 303. — Comment la preuve contraire peut être réservée. II. 234, 235. — En quoi consistent les présomptions humaines. II. 235. — Comment elles doivent être admises. II. 256. — Présomption attachée au paiement des derniers termes d'une dette. II. 236. — A la réception du capital d'une dette sans réserve. II. 237. — Quand les présomptions peuvent-elles être admises. II. 238. — Qualités qu'elles doivent avoir. II. 238. — Voy. *Chose jugée*.

PRÊT. Espèces de prêt. II. 520. — Conventions dont il résulte. II. 520, 521. — Epoque du paiement de la dette, si elle n'a pas été fixée par le prêt. II. 64, 65, 521. — Quand et comment les intérêts sont dus. II. 522, 552. — Pourquoi le taux en doit être fixé par le contrat. IV. 67. — Cas dans lequel le taux ne peut excéder celui fixé par la loi. II. 522. — Peut-il être perçu d'avance. II. 522. — Pourquoi les escomptes ne se règlent pas sur le taux légal. II. 523. — Autres négociations ayant pour but d'augmenter, hors de cette mesure, le profit de l'argent. II. 523. — Comment l'usure peut être prouvée. II. 524. — Stipulation qui donne à un prêt simple la nature du prêt à la grosse. III. 494. — Voy. *Capitaine, Gens de mer, Dépôt*.

PRÊT à la grosse. Voy. *Contrat à la grosse*.

PRÊT de nom. Par un agent de change ou un courtier. I. 436. — Peines contre le Français qui prête son nom à un étranger pour acquérir la propriété d'un navire. III. 22.

PRÊT sur gage. Voy. *Gage, Maisons de prêt*.

PREUVE littérale. Différentes preuves qui peuvent constater des engagements de commerce. II. 196, 197. — Conséquence de ce que la forme d'un engagement n'en change

pas la nature. I. 295. — Cas dans lesquels la preuve par acte authentique est nécessaire. II. 198. — Choses qui ne peuvent être prouvées que par écrit. II. 228. — Pourquoi l'autorisation du père à ce que son fils fasse le commerce ne peut être donnée par acte sous seing-privé. I. 39. — La transmission de propriété d'un navire ne peut être faite que par acte écrit. III. 25. — Conséquence de ce principe. III. 41. — Force d'un acte authentique à l'égard des tiers et des parties contractantes. I. 414. II. 198, 199. — Peines encourues par l'officier qui a violé cette défense. II. 199. — Pourquoi les actes authentiques ne doivent contenir aucun blanc. II. 199. III. 315. — Les courtiers y sont-ils soumis? II. 199. — Blancs rendus nécessaires par l'usage de formules imprimées. II. 200. — Effets qui en résultent touchant la validité de l'acte. II. 200. — Règles générales sur la preuve des conventions passées en pays étranger. V. 262, 263. — Actes authentiques dans les lieux où résident des consuls. V. 189. — Force qui appartient à l'acte authentique, passé en pays étranger. II. 206, 201. — Comment s'établit la preuve qu'un acte a été fait en tel lieu. V. 255. — Moyens d'en assurer et prouver avoir été passé. V. 253. — Pourquoi l'exécution parée ne lui appartient pas en France. II. 201. V. 257. — Effets de cette prohibition. V. 257. — Conventions diplomatiques qui peuvent autoriser une exception à la règle qui l'établit. V. 258. — Ce qu'on appelle actes sous signatures privées. II. 201. — Conséquence du défaut de signature. II. 201. — *Quid*, s'il y a été suppléé par l'apposition d'une croix ou autre marque? II. 201, 202. — Acte essentiellement sous seing-privé. II. 369. — Effets de l'acte écrit sur un blanc seing. II. 202, 203. — Règles sur la rédaction de ces actes. II. 202. — Distinction à faire selon que l'objet à prouver est un acte commercial ou bien une négociation rentrant dans le droit commun. II. 203. — Le double écrit est-il nécessaire, si la convention est synallagmatique. II. 203, 204. — L'acte sous seing-privé, constatant des engagements réciproques entre l'assureur et l'assuré, est-il nul s'il n'est fait double? III. 314, 315, V. 134. — *Quid*, d'un acte de société? II. 204. — Exécution contrariant la nullité résultant de l'omission de ces règles. V. 112, 113. — Comment s'élèvent les doutes produits par la comparaison

entre les dispositions écrites d'un acte, et celles qui font partie de la formule imprimée dont il a été fait usage. II. 93. III. 313. — Règles à suivre lorsque les énonciations contenues dans les divers exemplaires d'un titre, ne sont pas les mêmes. III. 196, 197. — Approbation dont doivent être revêtus certains actes unilatéraux ayant le commerce pour objet, mais souscrits par des non commerçans. II. 204. — Actes unilatéraux non sujets à cette condition. II. 205. — De la lecture de change. II. 348. — De l'endossement. II. 370. — De l'aval. II. 440. — Du billet à ordre. II. 531. — Forme de l'approbation dans les cas où elle est exigée. II. 205, 206. — Approbation nécessaire, si l'engagement, souscrit par plusieurs, a été écrit par l'un d'eux. II. 205, 206. — S'il est souscrit par deux époux. II. 206. — Nullité résultant du défaut d'approbation nécessaire. II. 206. — Effets du défaut de date. II. 207. — Comment la date d'un acte devient certaine. II. 207. — Caractères de la fausseté de la date donnée à un acte. II. 207, 208. — Personnes ayant qualité pour en constater la vérité. II. 208. — Effets des actes sous seings-privés, à l'égard des tiers. II. 208. Voy. *Factures, Gage, Livres, Mandat*.

PREUVE testimoniale. Engagemens de commerce qui se prouvent par témoins. II. 227, 230. — Autorité discrétionnaire qui appartient aux tribunaux à cet égard. V. 82. — Réserve avec laquelle cette preuve doit être admise. II. 298, 437. — Comment elle doit être admise. V. 83. — Et combattue. V. 83. — Peut-elle être appliquée à la libération d'un engagement constaté par écrit? II. 229. — *Quid*, si l'engagement résulte d'une condamnation judiciaire? II. 229. — Cas où elle est admissible contre la teneur d'un contrat écrit. II. 512. — Faits qui peuvent être prouvés par ce moyen. II. 229, 230. IV. 83. — Commencement de preuve autorisant l'admission de la preuve testimoniale. II. 228. III. 351, 504. — Une présomption simple a-t-elle cet effet? II. 238. — Pourquoi la simple preuve testimoniale est la seule par laquelle une assurance ne puisse être prouvée. III. 312. — Dans le cas où la validité d'une assurance dépend de l'ignorance dans laquelle a dû être une partie, comment cette circonstance doit-elle être prouvée? III. 299. — L'heure à laquelle un acte écrit a été passé peut-elle être prouvée par témoins, lorsqu'elle n'y est pas énoncée? III. 302, 317. — Une condition qui n'y est pas

écrite peut-elle être prouvée de cette manière? III. 477. — Les accidens qui donnent ouverture aux actions d'un assuré contre l'assureur peuvent-ils être prouvés par témoins? III. 362, 363. — Audition des témoins. V. 84, 85. — Citation à leur donner. V. 84. — Procès-verbal qui doit être dressé de l'enquête. V. 84, 85.

PRIME. Voy. *Assurance maritime, Billet de prime, Contrat à la grosse.*

PRIME lée. Ce que c'est. III. 434.

PRISE à partie. Voy. *Arbitrage.*

PRISE maritime. Sa définition. III. 126. — Nature des questions qui concernent cette matière. III. 3. — But de la course et règles auxquelles elle est soumise. III. 3, 4. — Défense de vendre ou engager les parts de prises à faire. II. 305. — Déclaration à faire par l'assuré dans l'assurance d'un navire armé en course. III. 352. — Pourquoi les gens qui montent un navire armé en course ne peuvent le charger d'aucun effet. III. 115. — Modifications qu'apporte la prise à l'engagement des gens de mer. III. 126. — Principes d'après lesquels se règle le rachat d'un navire pris en course. III. 375. — Comment est réparti le prix du rachat. III. 201. — Divers moyens par lesquels le propriétaire d'un navire pris peut en recouvrer la propriété. III. 374, 475. — Défense d'acheter les prises faites sur des Français par l'effet de la guerre maritime. II. 247. — Nature d'une société pour la course maritime. IV. 113. Voy. *Capitaine.*

PRISONNIER. Voy. *Captif.*

PAIX. Voy. *Vente.*

PRIVILÈGE. Sa définition et sa nature. IV. 361. — Conséquence de l'indivisibilité d'un privilège. III. 521. — Comment un privilège peut affecter divisément les choses qui y sont soumises. III. 593, 594. — Distinctions entre les privilèges déclarés par la loi et ceux que consent la personne sur les biens de laquelle ils sont acquis. IV. 289, 291. — Du privilège attaché à une créance prescrite, mais que le débiteur reconnoît exister. III. 600, 601, 602. — Ses effets sur le capital payé par l'assureur à l'assuré, en cas de sinistre arrivé à la chose qu'il affectoit. III. 586. — Conséquences du principe que les dispositions qui déclarent des privilèges sont de droit étroit. III. 597, 598. — Règle générale sur la forme des actes qui produisent des privilèges. III. 495. — Règle générale sur l'extinction des privilèges.

ges résultant des contrats maritimes. III. 600. — Comment la vente de marchandises affectées à un privilège en opère l'extinction. III. 521. IV. 480. — *Quid*, si cette vente a eu lieu sur les poursuites des agens de la faillite du débiteur? IV. 482. — Droit attaché à une créance qui étoit privilégiée mais dont le privilège est éteint. III. 566, 567. — Privilèges généraux. IV. 362. — Leur étendue et leur ordre dans la distribution des biens d'un failli, IV. 362, 483, 384. — Frais de justice jouissant d'un privilège général. IV. 363. — Ordre du privilège attaché aux frais funéraires et aux droits de mutation. IV. 364. — Comment les frais de dernière maladie sont privilégiés. IV. 364. — Gens de service dont le salaire de l'année est compris parmi les privilèges généraux. IV. 365. — De celui qui peut leur appartenir à cause des opérations particulières auxquelles ils ont été employés. IV. 366. — Ordre du privilège attaché à une créance pour fournitures de subsistances au failli. IV. 367. — A celle pour sa défense. IV. 369. — Privilèges particuliers. IV. 369, 370. — Leur ordre en général. IV. 483. — En quoi consiste le privilège résultant d'un bail. IV. 370. — Comment il affecte les marchandises d'un commerçant. IV. 372. — Celles qui lui ont été remises en dépôt ou en nantissement. IV. 373. — Son ordre. 370, 477. — Son étendue. IV. 371. — Co qu'on entend par frais pour la conservation d'une chose. IV. 373. — Les soins donnés par un agent d'affaires au recouvrement d'une créance, ont-ils cette qualité? IV. 374. — Et ses avances faites pour achat de marchandises, au compte du failli. IV. 374, 383. — Les choses remises à l'accepteur d'une lettre de change pour sa garantie. IV. 384. — Rétention à exercer pour sûreté de la créance produite par des avances. IV. 383. — Privilège attaché à la créance pour enseimencement ou culture d'un héritage. IV. 375. — A celle d'un ouvrier pour des ouvrages par lui faits. IV. 376. — Meubles vendus à un failli sur lesquels le vendeur non payé conserve un privilège, indépendamment du droit de les revendiquer. IV. 384, 385. — Exercice du privilège appartenant au trésor royal sur les biens du failli. IV. 389. — Son ordre suivant les différentes causes de la créance à recouvrer. IV. 390. — Cas dans lequel les préposés à la perception des contributions indirectes ont aussi droit à un privilège pour les crédits qu'ils ont faits. IV. 391. — Concours de plusieurs privilèges particuliers sur la même chose. IV. 484, 485. — Cont stations entre les créanciers sur la collocation de leurs créances.

IV. 485, 486.—Distribution. IV. 486 et suiv. Voy. *Bou langer*, *Cautionnement*, *Gage*, *Navire*, *Revendication*.

PROCÉDÉS. Voy. *Inventions*.

PROCÉDURE. Voy. *Tribunaux de commerce*.

PROCURATION. Une négociation commerciale, faite par pro-curation, conserve-t-elle sa nature d'acte de commerce? II. 602.—Opérations qui sont l'effet nécessaire d'une pro-curation, et non d'une commission. II. 603.—Comment une procuration se donne et se prouve, ou se présume. II. 604, 605.—Devoirs imposés à celui qui refuse un pouvoir qui lui a été offert par correspondance. II. 605, 606.—Comment s'établit l'acceptation d'un pouvoir. II. 606.—Effets de l'engagement qui résulte de cette acceptation. II. 606.—Comment il doit l'exécuter. II. 607, 609.—*Quid*, s'il a été donné à plusieurs? II. 613.—Obliga-tion plus étroite qu'impose l'acceptation par procuration d'une affaire de commerce. II. 610.—Renseignemens que doit le mandataire au mandant. II. 611.—Fautes dont répond le mandataire salarié. III. 97, 98.—Peut-il se faire remplacer. II. 607.—Sommes que le mandataire peut exiger du mandant. II. 607.—Quand il perd les inté-rêts de ses créances. II. 607, 608.—Rétribution qu'il peut se faire payer. II. 609.—Compte qu'il doit des recettes par lui faites pour son commettant. II. 611. III. 98.—A compter de quand il lui en doit les intérêts. II. 611.—Où et comment il doit le payer. II. 611, 612.—De la révoca-tion du mandat. II. 612, 613.—Obligations et droits du mandant et du mandataire envers les tiers. II. 614. Voy. *Commis*, *Commission*, *Gestion d'affaires*.

PROPRIÉTÉ. Droits du propriétaire dont les matériaux ont été pris par un autre pour la construction d'un navire. III. 20.—Quand la propriété est-elle transférée par l'effet de la convention, sans qu'il soit besoin de tradition? II. 80, 179, 180.—Voy. *Vente*.

PROPRIÉTÉ industrielle. Voy. *Dessin*, *Enseigne*, *Inventions*, *Nom*, *Peintre*.

PROPRIÉTÉ littéraire. Voy. *Ouvrages*.

PROTÊT. Son objet. II. 477.—Peut-il être suppléé au protêt? II. 474.—Au nom et à la requête de qui le protêt doit être fait. II. 466, 467.—Sa forme. II. 467, 468.—Responsabilité de l'officier qui ne l'a pas régulièrement fait. II. 469.—

Au compte de qui en sont les frais, si le tiré paie. II. 468.—Répertoire particulier que les notaires et huissiers doivent tenir des protêts qu'ils font. II. 469.—Jour où le protêt doit être fait. II. 470.—*Quid*, s'il est férié? II. 470.—Si une force majeure empêche qu'il ne soit fait de suite. II. 476.—Du protêt fait d'avance. II. 476, 477.—Domicile auquel l'officier instrumentaire doit se présenter. II. 470, 471.—*Quid*, si le lieu de paiement a été changé par l'acceptation? II. 47.—S'il y a eu acceptation par intervention. II. 471.—S'il y a, dans la lettre, indication de personnes pour payer au besoin. II. 471, 472.—Circonstances qui peuvent autoriser l'exécution du protêt en plusieurs jours et en plusieurs actes. II. 472.—Acte de perquisition à dresser, si la maison indiquée n'est pas le domicile du tiré. II. 473.—Si celui indiqué est inconnu ou s'applique à plusieurs. II. 473.—Si le tiré est absent ou décédé. II. 474, 475.—Le délai pour délibérer, dont jouit la veuve du tiré, empêche-t-il le recours du porteur contre le tireur? II. 474.—En proroge-t-il le délai. II. 479.—Droits qu'un protêt régulier assure au porteur. II. 480.—Garantie du paiement d'une lettre de change. II. 458, 495.—Motifs de cette garantie. II. 466.—Comment s'exerce la garantie du tireur envers les endosseurs et de ceux-ci entre eux. II. 496, 497.—Objet de la saisie conservatoire qui peut être faite sur eux. II. 459.—Solidarité qui existe entre eux. II. 459.—Pourquoi, en cas de non paiement, l'action directe et principale du porteur contre le tiré peut être exercée sans avoir été précédée d'un protêt. II. 460, 461.—Prescription à laquelle elle est soumise. II. 461.—*Quid*, s'il y a eu acceptation? — Actions que le tireur peut, en cas de non paiement, exercer contre le tiré qui n'a pas accepté. II. 464.—Exceptions que ce dernier peut opposer. II. 465.—Effets de l'opposition faite entre ses mains par les créanciers du tireur. II. 465.—Comment le refus de paiement doit être constaté. II. 466.—Délai et forme du recours en garantie. II. 478, 479.—Ce délai doit-il être prorogé en cas de retard du garant à poursuivre? II. 479.—Comment il se règle, selon que le non paiement de la lettre donne lieu à un ou plusieurs recours en garantie. II. 480.—Et s'il est exercé collectivement. II. 482.—L'irrégularité de l'endossement fait au porteur est-elle une exception à opposer à son re-

cours en garantie. II. 481.—Comment se règle le concours de la dénonciation du protêt et de la citation en justice? II. 481, 482.—Effet d'une communication amiable au lieu d'une dénonciation juridique. II. 482, 483.—Comment la dispense d'une dénonciation juridique doit être donnée par le garant pour l'engager. II. 483.—L'acceptation de la retraite y supplée-t-elle? II. 493.—Déchéance attachée à la non-observation de ces formalités. II. 485.—Comment le garant peut renoncer à la faire valoir. II. 484.—Conséquence de cette renonciation. II. 484.—Effet de cette déchéance à l'égard du tireur et de son donneur d'aval. II. 485.—Action qui reste au tiré contre eux. II. 485, 486.—Effet de la déchéance à l'égard des endosseurs. II. 486.—*Quid*, si les effets composant la provision avoient été retirés par celui qui l'oppose? II. 486, 487.—Si l'accepteur ou le tiré étoit en faillite au temps où le porteur déchu a été approprié de l'effet. II. 487, 488.—Si la lettre étoit fausse. II. 509.—Déchéances résultant de conventions des parties ou des faits du porteur. II. 488, 489.—Sommes que le porteur a droit de se faire payer par son garant. II. 489, 490.—De quoi doit se composer la retraite qu'il peut faire sur lui. II. 490.—Compte de retour à y joindre. II. 490.—Ce qu'est le rechange. II. 491.—Comment il se règle, tant à l'égard du tireur que des endosseurs. II. 491, 492.—Comment il doit être constaté. II. 492.—Recours de l'endosseur sur lequel cette retraite a été faite. II. 492, 493.—Rechange qu'il peut faire entrer dans son compte de retour. II. 498.—*Quid*, si le garant demeure dans le même lieu que le garanti? II. 499.—Comment le garant est engagé à payer la retraite. II. 494.

PROTÊT faute d'acceptation. Voy. Acceptation.

PROVISION. Voy. Acceptation, Lettre de change.

PRUD'HOMMES. Leurs fonctions. I. 394.—Contestations entre fabricans dont ils sont juges. I. 405, V. 152, 155.—Limites de leur juridiction. V. 154.—Motifs de cette attribution. V. 152.—Forme de l'établissement du conseil des prud'hommes. V. 156.—Conditions d'éligibilité à ce conseil. V. 156, 157.—Nombre de membres dont il se compose. V. 157.—Suppléans. V. 157.—Secrétaire. V. 157.—Comment les dépenses en sont payées. V. 157, 158.—Formation de l'assemblée dans laquelle sont élus les prud'hommes. V. 158, 159.—Objet unique de ses délibéra-

tions. V. 159. — Renouvellement des membres du conseil. V. 159, 160. — Du bureau particulier de prud'hommes chargé des fonctions de conciliateur. V. 160. — Comment les parties sont appelées devant lui. V. 161, 163, 164. — De leur comparution. V. 161. — Ce que le bureau peut et doit ordonner en cas de non conciliation. V. 161, 162. — Fonctions du bureau en général. V. 162. — Président et vice-président. V. 162. — Règles d'après lesquelles le bureau doit statuer. V. 162, 163. — Procédure qui s'observe devant lui. V. 164. — Causes pour lesquelles peuvent être recusés les prud'hommes. V. 165. — Forme de la récusation. V. 165. — Comment il y est statué si elle est contestée. V. 165, 166. — Jugement par défaut. V. 166. — Délai et forme de l'apposition dont elle est susceptible. V. 166, 167. — Règles des enquêtes, visites de lieux et autres espèces de preuves. V. 167. — Rédaction, signature et signification des jugemens. V. 168. — Appel. V. 168, 169. — Salaire des secrétaire, huissier et témoins. V. 169. Voy. *Manufactures*.

PRUD'HOMMES pêcheurs. Date de leur institution. I. 395. — Leurs fonctions. I. 395. — Leurs attributions, comme juges. V. 169. — De leur jugement et de ses effets. V. 170.

PUBLICATION. Voy. *Affiches, Société en nom collectif*.

PUR ET SIMPLE. Application de ces termes. Voy. *Acceptation, Délaissement*.

Q.

QUARANTAINE. Quel en est l'objet. III. 172.

QUASI-CONTRATS. Importance de la distinction entre les quasi-contrats et les conventions tacites. II. 97. — Espèces dans lesquelles ils sont divisés. II. 97. — Nature de l'engagement qui provient d'un délit ou d'un quasi-délit. II. 99. Voy. *Abordage, Obligation*.

QUIRAT, QUIRATAIRE. Signification de ces mots. III. 45.

QUITTANCE. Preuve qu'elle fait du paiement qu'elle justifie. II. 121. — Aux frais de qui elle doit être donnée. II. 121.

R.

RACHAT. Contrat par lequel un navire pris est racheté.

III. 74.

RADOURS. Explication de ce mot. III. 20.

RAISON de commerce. Voy. *Société, Vente*.

RAPPORT. De celui qu'un capitaine doit faire à son arrivée.

III. 82. Voy. *Capitaine*.

RATIFICATION. Ce qu'elle doit être, pour rendre obligatoires les engagemens pris par un mineur non autorisé. I. 309. L'exécution d'une convention nulle ne peut le valider, si elle est entachée du dol qui a produit cette nullité. III. 300.

RÉASSURANCE. Ce que c'est. III. 269.

RECEVEURS. Voy. *Comptables*.

RECHANGE. Voy. *Protêt*.

RECOMMANDATION. Voy. *Contrainte par corps*.

RECOMMANDATION (lettres de). Voy. *Lettres de crédit*.

RECORS. Qualités nécessaires à ceux qui assistent l'huissier qui procède à une arrestation. V. 317.

RECOURS. Voy. *Protêt*.

RECOURSSE. Signification de ce mot. III. 74.

RÉHABILITATION. Sa définition. IV. 229. — Son objet. IV. 565, 566. — Faillis privés du bénéfice qu'elle procure. IV. 567. — Conditions à remplir avant d'en exercer la demande. IV. 567. — *Quid*, si la même créance avoit été l'objet de plusieurs dividendes, en plusieurs faillites? IV. 570, 571, 572. — Comment la demande en réhabilitation est formée. IV. 567, 568. — Motifs de la publication qui en doit être faite. IV. 568. — Délai et forme de l'opposition qui peut y être formée. IV. 568, 569. — Comment il est statué sur cet incident. IV. 569. — Comment la réhabilitation est déclarée. IV. 569, 570.

REMÈDES secrets. Règlements sur leur débit. I. 379.

REMISE de dette. Sa définition et ses effets. II. 155. — Capacité de l'opérer. II. 155. — Quand est-elle présumée volontaire ou formée. IV. 451, 452. — Doit-elle être acceptée? II. 216. — Ce qu'elle est censée comprendre. II. 156, 157. — Jusqu'à quel point l'existence du titre de la créance, entre

les mains du débiteur, prouve la remise de la dette. II. 155. — *Quid*, de l'envoi qui lui en est fait? II. 216, 217. — Effet de la remise d'une obligation à ordre ou au porteur. II. 156. — Effet de la barre existant sur le titre demeuré entre les mains du créancier. II. 137. — Ses effets à l'égard des codébiteurs et cautions de celui à qui elle a été faite. II. 137. IV. 451.

REMOUOIR. Quelle est cette opération. III. 172.

RENTES SUR L'Etat. Sont-elles marchandises? Quand l'achat, qui en est fait, est-il un acte de commerce? I. 234, 235.

Comment peut être révoqué le pouvoir qui résulte de la remise d'une inscription de rente sur l'Etat, pour en toucher les arrérages. II. 122.

REPERTOIRE. Voy. *Protêt*.

REPRÉSAILLES. Ce qu'on appelle lettres de représailles. V. 273.

Requête civile. De celle dont sont susceptibles les jugemens des tribunaux de commerce. V. 107, 108. Voy.

Arbitrage.

RESCRIPTION. Voy. *Mandat*.

RÉSOLUTION. Condition de la résolution volontaire des contrats. II. 184. — Formes de l'action en résolution forcée. II. 287. — Temps par lequel l'action s'en prescrit. II. 287. Voy. *Obligations*.

RESPONSABILITÉ civile. Nature de cette obligation. III. 104.

Voy. *Apprentissage*; *Commis*.

RESTITUTION. Voy. *Paiement*.

RETARDEMENT. Effets que produit celui d'un voyage de mer, sur l'engagement des gens de mer. III. 128, 129. — Par qui doivent être supportées les indemnités qui en résultent. III. 129. Voy. *Gens de mer*.

RETRAITE. Voy. *Protêt*.

REVENDEICATION. Sa définition. IV. 502. — Son objet, lorsqu'elle est exercée contre la masse des créanciers d'un failli. IV. 503. — En quoi elle diffère du droit attaché à un privilège. IV. 503. — Epoque de la faillite à laquelle elle peut être formée. IV. 503. — Compétence à cet égard. IV. 504. — Frais qui sont à la charge de celui qui l'obtient. III. 591. IV. 504. — Différence

- entre la revendication et la réintégration, IV. 505. — Principaux cas de revendication, IV. 505. — Règles d'après lesquelles s'exerce celle d'un tiers sur ses effets compris dans la saisie d'un failli, III. 38, 39. — *Quid*, si elle n'est pas exercée en temps utile? IV. 39, 40. — Revendication exercée contre la masse d'un failli pour prêt à usage, IV. 506. — Preuve que celui qui l'exerce doit faire de son droit, IV. 506. — Revendication fondée sur une vente faite au failli par celui qui l'exerce, IV. 506. — Est-elle admissible, lorsque l'individu l'objet de la vente a cessé par un cas fortuit, arrivé avant qu'elle fût exécutée, IV. 507. — Si, portant sur un corps certain, elle étoit faite sous condition de pesage, etc., IV. 508. — Si elle avoit pour objet une chose indéterminée, non encore livrée et déjà payée en effets de commerce, IV. 510. — Droits de la masse, en cas de ventes de cette espèce, IV. 509. — Revendication que le preneur d'un effet de commerce peut exercer, dans la faillite du tireur, IV. 510, 511. — De celle qui a lieu par suite de dépôt entre les mains du failli, IV. 511. — Revendication exercée pour ce motif, contre un commissionnaire, IV. 511, 518, 519. — Contre un agent de change ou un courtier, IV. 512. — Circonstances qui prouvent qu'une chose, trouvée chez un failli, étoit possédée par lui, à titre de dépôt, IV. 512, 513. — *Quid*, de la vente qu'il en auroit faite par abus de confiance? IV. 513, 514. — Si le dépôt consistoit en espèces monnoyées, IV. 514, 515. — Revendication de la chose donnée en nantissement à un failli, IV. 516. — Quand les choses, remises par le tireur à l'accepteur de sa traite, sont-elles susceptibles de revendication comme remises à titre de nantissement? IV. 516, 517, 518. — État dans lequel les marchandises qu'un commissionnaire possède, appartenant à son commettant, doivent être pour que celui-ci puisse les revendiquer, en cas de faillite du premier, IV. 520, 521. — De la vente qu'il en auroit faite, IV. 521. — Revendication que le commettant peut exercer sur le prix, IV. 522, 523. — Sur les billets ou créances dont il se composeroit, IV. 523. — Sur l'argent avec lequel le paiement en auroit été fait au commissionnaire failli, IV. 524. — Droit qui reste au commettant, si le prix de la chose vendue avoit été employé dans un compte courant, IV. 524, 525. — S'il avoit reçu en paiement des effets du failli, avant la faillite, IV. 525, 526, 535. — S'il

avoit été porté dans le débit du failli au compte courant entre lui et le commettant. IV. 523. — Quand les effets de commerce, remis par endossement à un commissionnaire, peuvent être revendiqués s'il fait faillite. IV. 528, 529. — Quand cette revendication peut être exercée, encore que l'effet, qui en est l'objet, ait été transmis par un endossement régulier. IV. 529, 530. — Revendication des effets transmis par endossement au failli à un autre titre que celui de commissionnaire. IV. 545, 546. — Quand des effets, remis en compte courant au failli, peuvent être revendiqués. IV. 547, 548. — Revendication que celui qui a fait une vente conditionnelle peut exercer dans la faillite de l'acheteur. IV. 531, 532. — Ce qu'on entend par la livraison qu'un vendeur doit avoir faite à son acheteur pour que, s'il tombe en faillite, il doive, non pas simplement restituer, mais revendiquer la chose vendue. IV. 533, 534. — Quand la revendication peut être exercée après la livraison. IV. 534. — Celui qui n'est pas commerçant peut-il l'exercer. IV. 534, 535. — Et celui qui est substitué aux droits du vendeur. IV. 544. — Effet particulier de la revendication, si la vente n'étoit pas une opération de commerce. IV. 545. — Paiement reçu par le vendeur en billets souscrits par l'acheteur failli. IV. 535. — Ce qu'on entend par entrée en magasin des marchandises vendues à un failli. IV. 535, 536, 537. — De leur entrée dans un entrepôt public. IV. 538. — De leur remise au commissionnaire du failli, chargé, non pas de vendre, mais de conserver ou d'expédier. IV. 538. — De celle faite dans les magasins du failli depuis sa faillite. IV. 539. — Sommes à payer par le revendiquant. IV. 539. — De la vente qu'auroit faite le failli de ces marchandises sur facture, connoissement ou lettre de voiture, avant qu'elles eussent été revendiquées. IV. 540. — Privilège du trésor royal sur les marchandises revendiquées. IV. 541. — Autres privilèges sur la revendication. IV. 541. — Marques d'identité que doivent offrir les marchandises revendiquées. IV. 542, 543. — Effets des échanges qui y ont été faits par force majeure. IV. 543. — Quand les syndics offrent de payer le prix de la vente? IV. 544.

RISCONTRÉ. Nature, forme et effets de cette négociation. II. 172. Voy. *Compensation*.

RISQUES. Voy. *Assurances de terre*, *Assurances maritimes*, *Contrat à la grosse*.

RISTOURNE. Causes qui le produisent. III. 450. — De celui qui résulte de la différence entre le chargement et la chose portée dans la police d'assurance. III. 452. — Comment peut arriver le défaut de risques qui opère le ristourne. III. 453, 454. — Rupture ou changement de voyage qui y donne lieu. III. 454. — Marques du changement de voyage. III. 454, 455. — Cas dans lesquels le changement de navire est une cause de ristourne. III. 455. — *Quid*, si l'assurance ayant lieu pour plusieurs chargemens à faire sur plusieurs navires, le nombre des chargemens a été réduit et fait sur moins de navires? III. 456, 457. — Du ristourne opéré par le défaut de voyage de la part de l'assuré. III. 458. — Circonstances dans lesquelles sa renonciation au voyage ne peut y donner lieu. III. 459, 460. — A quel titre il doit payer à l'assureur un demi pour cent de la somme assurée. III. 458. — Autres frais à sa charge. III. 458. — Cas dans lequel l'assureur ne peut prétendre à l'indemnité du demi pour cent. III. 460. — Peut-il en obtenir une partie, en cas de ristourne partiel. III. 461. — En quoi doit consister une diminution dans la chose assurée pour donner lieu au ristourne partiel. III. 461. — Effets de la fraude ou de l'erreur de la partie qui le demande. III. 461, 462. — Quand et comment l'assureur peut prouver que le chargement, énoncé dans la police, n'a pas eu lieu ou que l'évaluation, qui en a été faite, est exagérée. III. 462, 463. — Fraude de l'assuré qui, dans le cas où cette exception est prouvée, doit opérer le ristourne. III. 464, 465. — Ses effets. III. 464, 465. — *Quid*, si l'énonciation d'un chargement peu considérable, ou d'une évaluation excessive dans la police d'assurance étoit l'effet, non de la fraude, mais de l'erreur de l'assuré? III. 466, 467. — Si l'assureur connoissoit la vérité. III. 479. — Quelles doivent être les preuves de cette connoissance, pour qu'il en résulte une fin de non recevoir contre lui. III. 479, 480. — Faux ou du moins escroquerie de l'assuré qui, à l'appui de ses déclarations fausses sur la quantité et la qualité de la chose assurée, produit des connoissemens qui contiennent les mêmes suppositions. III. 480, 481. — Ristourne opéré pour dol des deux parties. III. 465, 466. — Comment sont réduites ou annulées plusieurs assurances faites pour des valeurs excédant, ensemble, celle de la chose assurée. III. 467, 468, 469. — *Quid*, si ces assurances étoient faites pour des

portions aliquotes de la chose assurée? III. 469. — S'il y avoit découvert dans l'assurance. III. 470, 471. — Si l'assuré avoit faculté de faire échelle et qu'il eût, en conséquence, mis hors de risques une partie des marchandises. III. 471. — L'annulation des premières assurances empêche-t-elle le ristourne des dernières qui en sont susceptibles. III. 470. — Quel doit être le motif du défaut de déclaration de risques, pour qu'il y ait lieu au ristourne. III. 473, 474. — *Quid*, s'il y a fraude, dissimulation ou faux? III. 477, 478. — Risques dont le défaut de déclaration produit le ristourne. III. 475. — Comment l'assureur est présumé ne pas ignorer ce qui est l'objet du défaut de déclaration. III. 477. — Effets que produit cette circonstance. III. 478, 479. — Sinistre arrivé par un accident qui ne rentroit pas dans les risques dont la réticence a eu lieu. III. 474. — Assurance d'un navire ou de marchandises dont la perte étoit, au moment du contrat, devenue inévitable, sans que l'assuré eût rien stipulé à raison de cela. III. 476. — Actions par lesquelles il peut être pour suivi. III. 451. — Comment elles se prescrivent. III. 451. — *Voy. Contrat à la grosse, Intérêts.*

RÔLE d'équipage. Etat qui porte ce nom. III. 61. — Actes qui en règlent les formalités. III. 62. *Voy. Capitaine, Gens de mer.*

S.

SABORDER. Signification de ce mot. III. 207.

SAISIE. Voy. Navire.

SAISIE-ARRÊT. *Voy. Acceptation, Compétence, Contrainte par corps, Opposition.*

SAISIE conservatoire. *Voy. Protêt.*

SAUF-CONDUIT. Ce qu'on appelle ainsi. V. 315. *Voy. Banqueroute, Contrainte par corps, Union.*

SAUVETAGE. En quoi consiste cette opération. III. 76. — Comment les frais du sauvetage sont payés. III. 124, 125, 583. — *Quid*, si les effets sauvés ne valent pas les frais? III. 449. — Taxe à laquelle ils peuvent être soumis. III. 448. — Pourquoi les gens de mer, engagés au fret ou au profit, y ont part. III. 138. — A qui et comment il profite, lorsque l'objet perdu avoit été compris dans la contribution aux grosses avaries. III. 243, 244. — Emploi qui doit être fait

de ce qui reste après les dépenses payées. III. 583. — Foi due aux procès-verbaux des agens de l'administration qui l'ont ordonné et en ont constaté le résultat. III. 378.

SCELLÉS. Voy. *Faillite*.

SEMMER. Les achats de matériaux qu'il fait pour les convertir en statues, ne sont point actes de commerce. I. 242.

SECOURS. Quels sont ceux que se doivent des navires dans le besoin. III. 92.

SECRETS. Voy. *Inventions*.

SÉPARATION de biens. Comment elle peut être prononcée. I. 360. — Tribunal compétent pour la prononcer, quand l'un des époux est commerçant. I. 360. — Publicité à donner au jugement qui la prononce. I. 360. — Le mari peut-il révoquer l'autorisation de commercer qu'il a donnée à sa femme, séparée judiciairement de biens d'avec lui? I. 314. — Patente des deux époux séparés de biens, faisant un commerce séparé. I. 339. — Du rétablissement de la communauté. I. 361.

SÉPARATION de corps. Formalités à remplir en cas de jugement prononçant une séparation de corps entre époux, dont l'un est commerçant. I. 361.

SERMENT. Sa définition. II. 233. — Sa forme en général. V. 211. — Sur quoi il peut porter. II. 233. Voy. *Etranger*, *Experts*.

SERMENT décisoire. Comment est engagé celui qui l'a déféré ou référé. V. 87. — Faits sur lesquels il peut être déféré. V. 87. — Forme de sa prestation. V. 87, 88, 211. — Pourquoi il ne peut être prêté par un fondé de pouvoir. V. 88.

SERMENT supplétoire. Cas où il peut être admis. II. 221, 238. V. 87.

SERRURERIE. Règlements sur ce commerce. I. 380.

SERVITEURS. Emploi des individus compris sous ce nom. I. 279.

SINISTRE. Ce que c'est. III. 274. Voy. *Assurance maritime*, *Contrat à la grosse*.

SOCIÉTÉ. Sens divers du mot *société*. IV. 1. — Comment se règlent les rapports entre des associés et ceux qui contractent avec eux. IV. 1, 2. — Caractère distinctif du contrat de société. IV. 3. — Comment on le distingue d'une simple

communauté d'intérêts formée nécessairement ou même volontairement. IV. 4, 5, 6, 164. — Le cessionnaire et le commissionnaire qui reçoivent pour rétribution une part dans les bénéfices, sont-ils associés? IV. 5, 6. — Pourquoi les tontines ne doivent pas être confondues avec les sociétés. IV. 6, 7. — Différence entre la société et le contrat à la grosse. IV. 7, 8. — Et la solidarité. IV. 8, 9. — Importance et conséquences de ces distinctions. IV. 9. — Consentement à donner par la société à l'admission d'un associé. IV. 10. — Effet de la clause, dans le contrat constitutif, autorisant l'admission de nouveaux associés, sans le consentement unanime de la société. IV. 10, 11. — Quand le droit de céder l'intérêt que l'on a dans une société est-il présumé? IV. 11. — Conditions auxquelles le cessionnaire l'acquiert. IV. 12. — *Quid*, si la préférence, dans cette cession, avoit été stipulée en faveur des associés? IV. 12, 13. — Prix à payer par la société aux héritiers de l'associé décédé. IV. 13. — Différence entre le droit de céder sa part dans une société et celui d'y associer quelqu'un. IV. 13. — Combien, en ce dernier cas, se règlent les rapports entre l'associé et son participant ou croupier. IV. 14, 154. — Effets de la cession qu'un associé a consentie de son intérêt social, sans que le contrat de société lui en ait laissé la faculté. IV. 14, 15. — Rapports entre le cessionnaire et les autres associés. IV. 15, 16. — Personne morale que forme la société. IV. 16. — Ses rapports avec les associés. IV. 16, 17. — Droits qu'un associé peut acquérir et poursuivre contre elle. IV. 17. — Conséquences de cette distinction de droits entre la société et les associés personnellement. IV. 18. — Actions que la femme d'un associé, ou tout autre créancier qui lui est personnel, peut exercer contre la société. IV. 19, 212, 213. — *Quid*, si la société étoit formée par actions? IV. 19. — Si, après la dissolution, un créancier exerce ses droits contre les héritiers d'un associé. IV. 213. — La compensation de ce qu'il devoit à la société peut-elle lui être opposée? IV. 20. — Influence que la faillite de la société peut avoir sur un associé. IV. 20. — Privilèges prétendus respectivement par les créanciers de la société en concurrence avec ceux des associés personnellement. IV. 388, 389. — Domicile auquel les créanciers de la société doivent actionner les associés. IV. 21, 22. V. 46 et suiv. — *Quid*, si les associés forment divers comptoirs? V. 47. — Règles de compétence à suivre dans les actions contre

les associés, après que la société est dissoute et liquidée. V. 48.—*Quid*, si la dissolution de la société est contestée? V. 48.—Associés intéressés dans plusieurs sociétés distinctes. IV. 22.—Dénomination qui doit être donnée à la société. IV. 22.—Comment se forme la raison sociale. IV. 22.—Noms sous lesquels les actes qui l'intéressent doivent être faits. IV. 23.—Distinction entre la raison de commerce et la dénomination que peut porter un établissement commercial. IV. 23, 24.—La raison de commerce peut-elle être transmise à un successeur. IV. 24, 25.—Et la dénomination de l'établissement. IV. 25.—Changement à apporter dans la raison sociale, lorsqu'un de ceux dont le nom la composoit, ne fait plus partie de la société. IV. 25, 26.—L'emploi de la raison sociale, sans ce changement, engage-t-il la société envers les tiers? IV. 26, 27.—Nature de cette fraude. IV. 27.—A qui appartient l'administration de la société. IV. 27.—Comment les associés peuvent prendre part aux délibérations. IV. 28, 29.—Manière de compter les suffrages. IV. 29.—*Quid*, si l'un des associés est représenté par ses héritiers? IV. 30.—Si ses héritiers sont mineurs. IV. 30.—Parti à prendre lorsque le résultat de la délibération n'offre pas une majorité absolue. IV. 30, 31.—Choses que la majorité a le droit de régler. IV. 31.—Quand elle peut déclarer la dissolution de la société. IV. 177.—Ou simplement en approuver la provocation. IV. 190.—Comment la minorité est liée par l'avis de la majorité dans les délibérations. IV. 32.—Cas dans lesquels elle peut obliger la minorité à fournir un supplément de mise. IV. 62.—Ou l'empêcher de prendre, chaque année, sa part des profits. IV. 72.—Conventions portées dans un acte de société, que la majorité des membres ne peut modifier. III. 43, 44. IV. 31, 32.—Règle spéciale d'après laquelle se forme la majorité parmi les copropriétaires d'un navire. III. 44.—Quels sont ses pouvoirs. III. 44, 45.—Peut-elle modifier une délibération arrêtée? III. 46.—Effet de l'appel intenté par la minorité d'un jugement auquel la majorité auroit décidé qu'il sera acquiescé. IV. 32, 33.—De l'apport et du fonds social. IV. 33.—Conditions dans l'apport d'un associé qui lui donnent la qualité de prêt ou louage de services. IV. 35.—Choses dont l'apport peut se composer. IV. 36, 37.—Charges avec lesquelles des immeubles peuvent entrer dans le fonds social. IV. 36.—En quel sens le simple crédit peut devenir une mise sociale.

IV. 37, 38.—Comment la quotité de l'apport est fixée, si elle n'a pas été déterminée dans l'acte de société. IV. 38.—Objet et importance de la distinction à faire entre la mise sociale et les prêts ou avances que des associés peuvent faire à la société. V. 39, 40.—Comment un associé doit réaliser l'apport qu'il a promis. IV. 41, 42.—*Quid*, s'il en est empêché par un événement de force majeure? IV. 43.—Si la chose promise péric. IV. 43.—Et spécialement si cette chose consistoit en une somme d'argent ou autres choses fongibles. IV. 44.—Droits de la société contre l'associé qui manque à réaliser son apport en ce dernier cas. IV. 44, 46, 47.—Comment s'éteint l'action en dommages-intérêts à laquelle il étoit soumis IV. 202, 203.—Effets de la perte du corps certain promis pour apport dans une société. IV. 45.—Garantie qu'un associé doit à la société de l'apport qu'il y a fait. IV. 47.—En quoi elle consiste, si l'apport est une créance. IV. 47.—Où l'exercice du privilège attaché à une jouissance. IV. 48, 169, 170.—*Quid*, de l'industrie ou du travail? IV. 48.—Comment l'associé doit remplir son obligation dans ce cas. IV. 49.—Perte de la mise sociale après qu'elle a été effectuée. IV. 50, 60, 167 *et suiv.*—Ses effets, si, au lieu d'un corps certain, elle avoit consisté dans l'usage d'une chose. IV. 50, 60.—Si la chose périée avoit été achetée depuis la formation de la société. IV. 51.—Comment on juge si la propriété d'une chose ou seulement son usage a été mis en société. IV. 52, 53.—Effets de cette distinction dans la liquidation de la société. IV. 209, 210.—Présomption admissible, si la mise consiste en une chose corporelle. IV. 54.—Dépenses d'entretien de la mise sociale à la charge de la société. IV. 54.—Réparations à sa charge, si cette mise est un immeuble. IV. 54, 55.—Celui dont la mise a péri depuis qu'elle a été effectuée, est-il tenu de la remplacer? IV. 60, 61.—Quand et comment les associés peuvent être obligés à fournir un supplément de mise. IV. 61, 62.—Effets de la convention attribuant à un associé tous les profits et pertes. IV. 62, 63.—Effets de celle qui lui donneroit part à tous les profits. IV. 64.—Comment ils se partagent, s'il n'a rien été convenu à cet égard. IV. 63.—S'il a été convenu que le partage seroit fait par un associé ou un tiers. IV. 69.—Si le tiers ne pouvoit procéder à cette opération. IV. 70.—Autres conventions dont le partage est susceptible. IV. 63, 64, 65,

66.—Effets de la convention qui attribue à un associé une part dans les profits, et en cas de perte, la faculté de reprendre l'apport entier. IV. 66, 67.—De celle qui attribuant le même droit, le seroit dépendre d'une condition. IV. 68.—De celle par laquelle un associé en garantiroit un autre de toutes chances de perte de sa mise. IV. 68.—Quand le partage doit être fait. IV. 70.—Ce qu'on considère comme profits et pertes. IV. 70, 71.—Quand le partage annuel des profits ne peut être prétendu par un associé. IV. 71, 72.—Espèces de sociétés commerciales. IV. 75.—Ce que sont les actions et les actionnaires dans une société dont le capital a été ainsi divisé. IV. 11, 58, 144.—Intérêt social exprimé par le mot *action*. IV. 144.—En quoi il diffère des mots *part* ou *intérêt*. IV. 145.—Définition spéciale de l'action. IV. 56.—Quels en sont le fonds et les fruits. IV. 56.—Nature de l'action, lorsque le fonds capital de la société est composé d'immeubles. IV. 57.—Actions qui peuvent être immobilisées. IV. 57.—Comment s'opère le transport des actions. II. 327.—*Quid*, s'il s'agit des actions d'une société anonyme? IV. 146.—Justification à faire pour toucher le dividende. IV. 146.—Nature du droit qui les représente après que la société est dissoute. IV. 58.—Cas où l'acquéreur des immeubles, formant le capital de la société, après sa dissolution, doit les purger des hypothèques existantes sur les associés en particulier. IV. 58.—Différence entre une action et une créance sur une société. IV. 59.—Comment les actionnaires peuvent prendre part dans les délibérations de la société. IV. 28, 29.—Actions négociables à ordre ou au porteur. IV. 144.—Capacité requise pour devenir propriétaire d'actions dans une société anonyme. IV. 145.—Associés qui doivent payer patente. I. 339.—Comment la part du copropriétaire d'un navire est affectée au paiement de ses propres dettes. III. 55b.—Motifs de dissolution d'une société. IV. 163.—Quand elle a lieu de plein droit. IV. 164, 165.—Comment le terme fixé pour la durée d'une société doit être exprimé pour que l'événement en opère la dissolution de plein droit. IV. 165.—Fin d'une opération faite en société opère la dissolution. IV. 156, 157.—*Quid*, si le contrat fixoit un terme qui ne s'accorderoit pas avec cette époque? IV. 156.—Quand la perte de la mise en société en opère la dissolution. IV. 168.—Supplément que peut être obligé à fournir celui

dont la mise a péri en partie. IV. 169.—Quand et comment la perte partielle d'une mise peut être une cause de dissolution de la société. IV. 170.—Quand la mort d'un associé peut ne pas donner lieu à la dissolution de la société. IV. 171.—Espèces de sociétés susceptibles d'être dissoutes par cette cause. IV. 172.—Quand elle doit continuer entre les associés survivans. IV. 176, 177.—Héritiers admis à profiter de la continuation de société convenue à leur profit. IV. 175, 176.—Comment le mineur est engagé dans une société formée par celui dont il est héritier. I. 310. IV. 175.—Effets de la nullité d'un acte de société. V. 149.—Rapports sous lesquels une dissolution conventionnelle dépend de la publicité qui lui est donnée. IV. 178, 220.—Comment cette dissolution se déclare. IV. 178.—*Quid*, s'il avoit été fixé, dans l'acte de société, un terme pour sa durée? IV. 221. — Conséquences résultant du défaut de publicité à l'égard des tiers. IV. 221, 222.—Séparation des associés qui vaut dissolution. IV. 178, 179. — Du droit donné à chaque associé de provoquer la dissolution de la société. IV. 180.—Conditions auxquelles l'exercice en est admis. IV. 180, 181.—Comment et à qui cette renonciation à la société doit être notifiée. IV. 182.—Ajournement dont elle doit être accompagnée. IV. 182.—Dédit dont celui qui la forme peut être tenu. IV. 183.—Causes qui donnent aux associés la faculté de provoquer la dissolution de la société. IV. 183, 187, 188.—Comment les effets s'en accomplissent. IV. 189.—Faillite d'un associé. IV. 184. — Sociétés dont elle n'est pas une cause légitime de dissolution. IV. 184. — Les créanciers d'un failli peuvent-ils, contre le gré des associés, provoquer la dissolution? IV. 185, 186.—Changement à opérer dans l'administration de la société, si elle est continuée. IV. 186, 187.—Effets de la dissolution de la société. IV. 190 — Faux commis par l'emploi de la raison sociale depuis cette dissolution. IV. 191.—Affaires qui demeurent communes après la dissolution de la société. IV. 192.—Liquidation. IV. 194.—Durée des actions qui en résultent. IV. 193. — Comment elle se poursuit et s'opère. IV. 193.—Comment les liquidateurs sont nommés. IV. 194.—Cautionnement qu'ils doivent fournir. IV. 194.—Règles sur leur choix. IV. 195.—Comment ce choix doit être constaté. IV. 196.—Inventaire qui doit précéder son entrée en fonctions. IV.

196.—Ses fonctions. IV. 197.—Emploi des sommes qu'il reconvre. IV. 197.—Sa décharge. IV. 198.—Prescription qu'il peut opposer. IV. 225, 226 — Etat d'une société en liquidation. IV. 58, 198.—Etendue des pouvoirs du liquidateur. IV. 198, 199, 200.—A-t-il celui de compromettre et de transiger? IV. 200.—Comment les emprunts et les traites qu'il fait oblige les co-intéressés. IV. 199.—Rapports à exiger des associés dans la liquidation. IV. 202, 203.—Sommes diverses dont ces rapports peuvent se composer. IV. 204, 205.—Compte des avances d'un associé. IV. 205.—Intérêts qu'il doit comprendre. IV. 205. Dépenses personnelles d'un associé qui doivent lui être passées en compte. IV. 206, 207.—Dommages par lui éprouvés pour les affaires de la société. IV. 206, 207.—Sur quoi les sommes se paient ou s'imputent. IV. 208.—Quand la mise de chaque associé doit-elle lui être rendue ou comprise dans le partage? IV. 209, 210.—Liquidation, lorsque le mode en avoit été convenu par l'acte de société. IV. 211, 212, 215.—Partage de l'actif de la société. IV. 212, 213.—A qui demeurent les livres. IV. 213.—Et l'usage des marques dont la société faisoit usage. IV. 214.—Licitation des objets qui ne peuvent être partagés. IV. 215.—Effets du partage. IV. 216.—Conséquences de ce qu'il est déclaratif de propriété. IV. 216, 217.—Garantie que se doivent les associés copartageans. IV. 217.—Son application au cas d'abandon inégal de leurs biens envers les créanciers de la société. IV. 218, 219.—Prescription que les associés séparés peuvent opposer aux créanciers de la société. IV. 224.—Effets de la présomption sur laquelle elle est fondée. IV. 225.—*Quid*, s'ils sont poursuivis à cause de la garantie qu'ils doivent au liquidateur? IV. 226, 227.—Si les associés ont eux-mêmes liquidé la société. IV. 227. Voy. *Arbitrage forcé, Commis, Faillite.*

Société anonyme. Son but. IV. 133. — Pourquoi elle est ainsi qualifiée. IV. 133. — Ce qu'on appelle plus particulièrement *Compagnie* ou *Société anonyme*. IV. 134. — Ce qui la distingue des autres espèces de société. IV. 134. — Opérations susceptibles d'en être l'objet. IV. 134, 135. — Motifs de la défense de former ces sociétés sans une autorisation du gouvernement. I. 367. IV. 135. — Rédaction de l'acte de société. IV. 135, 136. — Comment ceux qui y ont pris part sont engagés jusqu'à ce que la société

ait été autorisée. IV. 136. — Formes de la demande de l'autorisation. IV. 136, 137. — Ce que l'acte d'association doit énoncer. IV. 137. — Partie du fonds social qui doit être réalisée avant cette demande. IV. 138. — Sur quoi le préfet, qui la transmet au ministre, doit donner son avis. IV. 138, 139. — *Quid*, s'il s'agit de l'établissement d'une banque? IV. 139. — Ce que doivent justifier les pièces produites. IV. 139. — De leur publication et de celle de l'ordonnance d'approbation. IV. 140. — Comment se forme l'administration de la société. IV. 141. — Pouvoirs des directeurs. IV. 141, 142. — Engagemens envers ceux avec qui ils ont contracté. IV. 142. — Leur révocation. IV. 142, 143. — Formation des réunions pour délibérer sur les intérêts communs. IV. 143. — De quoi se compose le dividende. IV. 145. — Quand il doit être délivré aux actionnaires. IV. 145. — L'actionnaire, qui a cédé son action, peut-il être obligé personnellement à compléter sa mise. IV. 147, 148.

Société en commandite. Sa définition. IV. 110. — Explication des qualités de *Commanditaires*, *Commandités*, *Complimentaires*. IV. 110. — Comment cette société doit être établie. IV. 110, 111. — Expressions qui peuvent signifier qu'elle a été convenue. IV. 111, 112. — De la convention que les administrateurs de cette société ne seront que commanditaires. IV. 112. — Règle d'après laquelle les conventions doivent être interprétées. IV. 113, 114. — Publicité donnée aux clauses qui rendent la participation d'un associé conditionnelle. IV. 114. — Rédaction de l'acte de société. IV. 114. — Énonciations que doit contenir l'extrait à en publier. IV. 114, 115. — Le commanditaire peut-il prendre part à la gestion de la société? IV. 115. — *Quid*, s'il y est commis? IV. 115, 116. — S'il la représente comme mandataire ou préposé. IV. 118. — Industrie dont peut se composer la mise d'un commanditaire. IV. 116. — Transactions commerciales entre lui et les associés gérans qui ne dérogent pas à sa qualité. IV. 117. — Délibérations de la société auxquelles il a droit de prendre part. IV. 118, 119. — Distinction entre un fait de délibération qui lui est permis, et un fait d'administration qui lui est interdit. IV. 119, 120. — Pourquoi son nom ne peut entrer dans la raison sociale. IV. 120, 121. — De sa désignation sous les termes *et compagnie*. IV. 121. — Obligations que contracte le commanditaire qui prend

part à la gestion de la société. IV. 128. — Comment cette participation peut être prouvée. IV. 128. — Donne-t-elle au commanditaire la qualité de commerçant? IV. 128. — Son insolvabilité est-elle faillite ou déconfiture? IV. 129. — Recours contre le commandité du commanditaire obligé solidairement au paiement de toutes les dettes sociales. IV. 131, 132. — Fautes dont les commandités répondent envers les commanditaires. IV. 121, 122. — Ceux-ci peuvent-ils se faire substituer? IV. 122. — Conséquences de la division en actions du capital de la société. IV. 122, 174. — Peuvent-elles être créées au porteur? IV. 123. — Caractère que prend la société, en ce cas. IV. 123. — Comment les commandités et commanditaires sont tenus des dettes de la société. IV. 124, 130. — Actions des créanciers pour obliger ces derniers au versement de leur mise. IV. 124. — Les dividendes touchés pour bénéfices de la société, sont-ils, à l'égard des créanciers, une partie de la mise? IV. 125, 126, 146. — Actions d'un commanditaire pour les sommes versées au-delà de sa mise. IV. 126, 127. — La mort d'un commanditaire donne-t-elle lieu de plein droit à la dissolution de la société. IV. 172, 173, 174.

Société en nom collectif. Son caractère principal. IV. 75, 76. — Nécessité que la convention en soit rédigée par écrit. IV. 76, 77. — Ce que doivent énoncer les extraits à en publier. IV. 77. — Où ils doivent être affichés. IV. 77, 78. — Changemens dans une société qui doivent aussi être publiés. IV. 78. — Par qui peut être invoquée la nullité résultant du défaut de rédaction et de publication de l'acte de société. IV. 78, 79. — Ses effets. IV. 79. — Actions auxquelles cette nullité peut donner naissance. IV. 79, 80, 81. — *Quid*, s'il existe un commencement de preuve écrite, ou si l'acte a été rédigé mais non affiché? IV. 80. — Comment les rapports passés de la société annulée doivent être réglés. IV. 81. — Affiche de l'acte de société, après le délai de quinzaine. IV. 81, 82. — Droits des tiers en cas d'inobservation de ces formalités. IV. 82, 83. — Comment le fait de l'association peut être prouvé à leur égard. IV. 83. — Faits qui la font présumer. IV. 84. — Effets des preuves au moyen desquelles un tiers a fait déclarer l'existence d'une société. IV. 84, 85. — Comment il est tenu de ses propres engagements envers elle. IV. 85. — Le créancier personnel d'un associé peut-il se pré-

valoir du défaut d'observation des formes légales, s'il y a intérêt? IV. 86. — Comment s'appelle la portion d'un associé dans une société en nom collectif. IV. 86. — Le nom d'*actions*, qui lui seroit donné, en change-t-il la nature? IV. 87. — *Quid*, si les actions avoient été déclarées transmissibles? IV. 87. — A qui appartient l'administration de cette société. IV. 87, 88. — Comment les gérans peuvent être nommés. IV. 88. — Pouvoirs qui peuvent leur être donnés. IV. 88. — Leurs pouvoirs, s'ils n'ont pas été fixés. IV. 89. — Actes d'administration qui leur sont permis. IV. 89, 90. — Notifications et remises qu'ils peuvent consentir. IV. 90, 91. — Peuvent-ils compromettre et transiger? IV. 91. — Doivent-ils, dans leurs opérations pour la société, faire connoître leur qualité? IV. 92. — Unanimité avec laquelle ils doivent agir, s'ils sont plusieurs. IV. 92, 93. — Comment la société est tenue des engagemens qu'ils ont contractés. IV. 104. — Leur compte. IV. 201, 202. — Effets des opérations faites par un associé qui n'est pas gérant, lorsque la délégation faite à des gérans a été rendue publique. IV. 103, 104. — Bonne foi avec laquelle un gérant doit agir. IV. 93. — Comment se règle l'imputation du paiement fait par celui qui est en même temps son débiteur et celui de la société. IV. 94. — Profits et remises qu'il obtient et dont il doit faire compte à la société. IV. 94. — Peut-il faire, pour son compte, des opérations du genre de celles qui constituent la société? IV. 95. — Peut-il se faire substituer? IV. 95. — Comment il répond des fautes de celui par qui il s'est fait substituer. IV. 96. — Surveillance que les associés peuvent exercer sur lui. IV. 96, 97. — Peuvent-ils révoquer ses pouvoirs? IV. 97. — Comment cette révocation doit être faite. IV. 98. — Epoque auxquelles il doit rendre des comptes. IV. 97. — Droit d'administrer qui appartient à des associés qui n'ont pas choisi des gérans. IV. 98, 99. — Leurs pouvoirs. IV. 99. — Comment la société est engagée par les actes d'un associé excédant ses pouvoirs. IV. 100. — De l'opposition d'associés à une opération projetée par d'autres. IV. 100, 101. — Comment s'apprécie la capacité de l'associé qui a géré. IV. 101. — De l'usage qu'un associé feroit de la chose commune. IV. 102. — De la solidarité qui existe entre les associés pour les engagemens de la société. IV. 102, 103. — Pourquoi chaque associé est engagé par les obligations que son co-associé a consenties.

IV. 104, 105. — Signature sous laquelle un engagement doit être pris pour obliger la société. IV. 103, 105. — Comment l'engagement pris par un gérant ou un associé, mais non sous la raison sociale, peut obliger la société. IV. 106. — Preuves à la charge de celui qui soutient que la société est obligée. IV. 107, 108. — Actions qu'un créancier de la société peut exercer contre chaque associé individuellement. IV. 108. — Demande à former préalablement contre la société, avant d'agir contre un associé. IV. 109.

Société en participation. Son caractère distinctif des autres sociétés. IV. 149. — Règles à l'aide desquelles cette distinction peut être faite. IV. 151, 152, 153. — Comment elle est gérée. IV. 149, 150. — Pourquoi la convention n'en doit pas être rédigée par écrit ni publiée. IV. 150. — Comment elle peut être prouvée. IV. 150, 151. — Opérations de compte à demi ou sociétés en participation. IV. 153, 154, 155. — Différence entre cette société et la société en nom collectif, à l'égard des tiers et des associés eux-mêmes. IV. 155, 156, 160. — Comment se règlent les rapports entre les associés. IV. 156. — Conventions dont cette société est susceptible. IV. 157. — Comment un associé est engagé par le fait de son co-associé. IV. 158. — Actions auxquelles il est soumis, selon que l'engagement pris par le dernier a été contracté avant ou après l'association. IV. 159, 160. — Tribunal compétent pour en connaître. V. 49. — Preuve à faire par le créancier, en ce dernier cas, que l'affaire étoit sociale. IV. 160, 161. — *Quid*, si la dette contractée par un associé avoit pour objet sa mise en société? IV. 161, 162. — Si, au temps de l'exercice de l'action de ce créancier, la société étoit dissoute. IV. 163. — Causes de dissolution de cette société. IV. 170. — Quand le décès d'un associé produit-il cet effet de plein droit? IV. 175.

SOLIDARITÉ. Effets de la solidarité entre plusieurs créanciers d'une même dette. II. 60. — L'un d'eux peut-il consentir une novation dans la dette? II. 141, 142. Effets de la solidarité attachée à la dette contractée par plusieurs personnes. II. 61. — Solidarité entre ceux qui acceptent la même lettre de change. II. 406. — De la clause que la dette de plusieurs ne pourra être acquittée divisément. II. 62. — Comment plusieurs débiteurs soli-

daires sont tenus du paiement de la dette. II. 62. — *Quid*, si la solidarité ne constitue qu'un cautionnement? II. 63. — Si la dette est commerciale à l'égard de l'un des co-obligés seulement. V. 19. — L'action exercée contre l'un d'eux peut-elle faire présumer la remise de la dette en faveur des autres? II. 158. — La dette envers une société se compense-t-elle de plein droit avec la créance du débiteur sur un associé. II. 160. — Comment l'obligation, contractée par plusieurs assureurs pour une même assurance, est solidaire. III. 357. — Quand les tiers sont-ils admis à prétendre la solidarité? IV. 208.

SOMMER. Comment un navire éprouve cet accident. III. 75.

SOUSCRIPTIONS. Quand sont-elles des actes de commerce? I. 250. — Nature de ces entreprises. II. 302. — Droits et devoirs réciproques de l'éditeur et des souscripteurs. II. 302, 303. — *Quid*, si, la souscription ayant pour objet des gravures, l'éditeur promet de briser les planches après le débit d'un certain nombre d'exemplaires? II. 321.

SOUS-SEING-PRIVÉ (acte) Voy. *Preuve littéraire*.

SPECTACLES. Voy. *Artiste, Théâtre*.

SPÉCULATION. Signification vulgaire de ce mot. I. 239.

STARIE. Ce que c'est. III. 128. Voy. *Affrètement*.

SUBRÉCARQUE. Fonctions du préposé auquel ce nom est donné. III. 81.

SUBROGATION. Effets de celle qui résulte du délaissement fait, en cas de sinistre, de la chose assurée, par un assuré à un assureur. III. 413, 414. — La revendication de la chose déposée chez un failli peut-elle, si cet objet a été vendu par lui, être exercée sur ce à quoi il l'aurait employée? IV. 513, 514. — *Quid*, si cette opération a été faite par un commissionnaire? IV. 52. Voy. *Lettre de change, Paiement*.

SURESTARIE. Frais qui ont cette désignation. III. 169.

SUSPENSION de paiements. Ses effets comparés à ceux de la cessation de paiements. IV. 574. — Un débiteur qui ne paye pas ses créanciers peut-il les obliger à le reconnoître en état de suspension et non en état de cessation de paiements. IV. 576, 577, 578. — Ce qu'on appelle acte d'attribution. IV. 574. — Comment la convention s'en forme et se prouve. IV. 575. — Ses effets comparés à ceux de

l'état de faillite. IV. 575, 576. — Droits de la minorité des créanciers refusant d'y accéder. IV. 576.

SYNDICS *définitifs*. Voy. *Union*.

SYNDICS *provisoires*. Voy. *Faillite*.

T.

TAILLE. Preuve qu'elle fait en cas de non représentation de son échantillon. II. 227.

TARRE. Voy. *Vente*.

TAXE. Voy. *Vente*.

TÉMOINS. Ceux qui ont favorisé le courtage clandestin ne peuvent déposer sur l'action qui a ce délit pour objet. I. 436. Voy. *Preuve testimoniale*.

TERME. Des termes admis dans l'exécution des obligations. II. 63. — Motifs et durée du terme naturel. II. 63, 64. — En faveur de qui le terme est présumé stipulé. II. 106, 169. — Comment se règle le terme d'une dette payable au bout d'un certain nombre de jours, de semaines, de mois, d'usances. II. 65, 66. — Echéance lorsque, dans ce cas, le mois n'offre pas un jour correspondant à celui de la date. II. 66. — *Quid*, si la date étant du dernier jour du mois, le mois, correspondant est plus long? II. 66, 67. — Et si le terme étoit d'une fin de mois à l'autre. II. 67, 355, 356. — Echéance de la dette payable dans le cours de *tel* mois. II. 67. — A l'arrivée de *tel* événement dont l'époque est incertaine. II. 67, 68. — Ce qu'on entend par usances. II. 67, 356. — Durée du terme à une ou plusieurs années. II. 67. — Circonstances dans lesquelles un terme de grâce doit être accordé. II. 68. — Et comment. V. 93. — Peut-il être accordé pour une dette résultant d'un billet à ordre? II. 532, 533. — Est-il un obstacle à la compensation? II. 164, 165. — Du dernier jour du terme. II. 68. — A la charge de qui doivent être mis les frais de la constatation du refus de paiement. II. 68, 69. — Faillite ou déconfiture du débiteur qui a terme. II. 69. IV. 275. Voy. *Fête*, *Obligation conditionnelle*.

TESTAMENT. Comment est reçu celui qui est fait sur un navire en voyage III. 79, 80. — Par qui doit être ordonnée

L'exécution d'un testament olographe fait en pays étranger. V. 218, 219.

THÉÂTRE. L'achat d'une salle de spectacle, pour la louer, n'est point un acte de commerce. I. 246.—Ce qu'on entend par établissement de spectacles publics. I. 290.—Nature de cette entreprise. I. 290.—Et des engagemens de ceux qu'emploient les entrepreneurs. I. 290.—Établissements assimilés à ceux de spectacles publics. I. 291.—Pourquoi un théâtre ne peut être établi sans l'autorisation spéciale du gouvernement. I. 377.—Droits des auteurs sur les piéces qu'ils composent pour le théâtre. I. 407, 408.

TIERCE-OPPOSITION. Personnes admises à attaquer, par cette voie, les jugemens des tribunaux de commerce. V. 106.—Est-elle recevable de la part des créanciers d'un failli contre le jugement rendu contradictoirement avec lui? IV. 423. V. 106.—Tribunal devant lequel elle doit être portée. V. 107. Voy. *Arbitrage forcé*.

TIERS. Du tiers proprement dit. II. 88. IV. 85, 86.—Comment l'avant-cause devient tiers. IV. 419, 420.—Droits de ses débiteurs qu'il peut exercer. II. 88, 89.—Circonstances dans lesquelles le vice d'un contrat peut être opposé à un tiers propriétaire du droit qui en résulte. II. 55. Effets d'un acte authentique à son égard. II. 199.—Quel doit être l'acte de transmission d'un navire pour qu'il puisse lui être opposé. III. 26. Voy. *Preuve littérale, Solidarité*.

TIERS-ARBITRE. Voy. *Arbitrage forcé, Arbitre*.

TIRÉ, TIREUR. Voy. *Lettres de change*.

TITRE exécutoire. Ce que c'est. III. 28. Voy. *Exécution parée*.

TONNEAU. Emploi de ce mot dans la mesure d'un navire. III. 9.—Quel poids de marchandises forme un tonneau. III. 161.

TONNES. Origine de l'établissement des droits perçus sous ce nom. III. 173.

TONTINES. Nature de ces établissemens. I. 287. IV. 6, 7.—Des fonctions de ceux qui les administrent. I. 288.—Motifs de la défense d'en établir sans une autorisation du gouvernement. I. 568.—Nature de la convention qui se forme entre l'administration et les parties. II. 310, 311.

TOUAGE. Opération désignée par ce mot. III. 172.

TRADUCTIONS. Foi due à celles que donnent les courtiers interprètes. I. 455.—Comment on procède à la traduction d'effets de commerce écrits en langue étrangère, produits devant les tribunaux de commerce. V. 78, 79.

TRAITES. Nom donné aux lettres de change. I. 264.

TRAITE des Noirs. Voy. *Esclaves*.

TRANSFERT. Voy. *Effets publics, Société*.

TRANSPORT. Voy. *Cession, Endossement*.

TRANSPORTS. Voy. *Commissionnaire, Entreprises de transport*.

TRAVAUX. Voy. *Entreprises de travaux, Ouvrier*.

TRIBUNAUX de commerce. Comment ils étoient anciennement appelés. V. 1. — De leur organisation. V. 1. — Lieux où il en est établi. V. 4.—A qui appartient le droit d'en créer. V. 4.—Nombre de juges dont ils doivent être composés. V. 4, 9.—Leur ressort. V. 4, 5.—Institution qui doit être donnée par le roi aux juges élus. V. 5.—Formation de la liste des notables commerçans. V. 5, 6.—Qualités nécessaires pour être nommé juge ou président. V. 6, 7.—Fortue de leur élection. V. 7.—Leur prestation de serment. V. 7.—Renouvellement du tribunal. V. 7, 8.—Nature des fonctions des juges. V. 8.—Leur costume. V. 8, 9.—Greffiers. V. 9.—Huissiers. V. 9.—Comment le tribunal devenu incomplet doit être complété. V. 9.—Fonctions des agréés. V. 10.—Pouvoirs dont ils doivent être munis pour plaider et défendre une partie. V. 10.—Quand les jugemens dans lesquels ils ont figuré sont contradictoires. V. 10, 11.—Règlemens que ne peuvent prendre les tribunaux de commerce. V. 10.—Actions sur lesquelles ils ont droit de prononcer en dernier ressort. V. 50.—Force de leur jugement sur une question de compétence élevée, à l'occasion d'une action ayant une valeur au-dessous de mille francs. V. 50.—Comment se règle le montant d'une condamnation pour connaître si ou non elle excède le dernier ressort. V. 50, 51.—Quand les intérêts et les dépens doivent être compris dans le calcul. V. 51.—*Quid*, des dommages-intérêts? V. 51, 52, 53.—Demande reconventionnelle à prendre en considération pour établir le montant. V. 52.—Demande de cette nature qui ne le peut. V. 52, 53.—Règle à observer, si la demande

d'une somme au-dessous de mille francs est fondée sur un fait ou une quotité dont les conséquences sont par elles-mêmes inévaluables. V. 54.—Si la condamnation en a été poursuivie et prononcée avec contrainte par corps. V. 308.—Effets de la déclaration en premier ou en dernier ressort dans un jugement. V. 102.—Règles générales sur la procédure devant les tribunaux de commerce. V. 55.—Au nom de qui la demande doit être introduite. V. 56, 57.—Contre qui elle doit être dirigée quand elle est formée en exécution d'un contrat fait par l'intermédiaire d'un commissionnaire ou autre agent. V. 57.—Personnes ayant qualité pour ester en jugement. V. 57, 58.—Ce que l'assignation doit contenir. V. 58.—Enonciation qui doit être faite de la patente du demandeur. I. 340.—Conciliation et constitution d'avoué ne sont requises. V. 58.—Copie de pièces à signifier au défendeur. V. 58.—Jour et partie du jour auxquels une assignation ne peut être donnée. V. 59.—Domicile auquel une assignation doit être donnée. V. 59, 60.—*Quid*, si personne n'y réside? V. 50.—Du défaut de domicile et de résidence. V. 60, 61.—Où une assignation ne peut être donnée à la personne même. V. 59.—Formes de l'assignation dirigée contre plusieurs. V. 59.—Où doit être donnée celle qui est dirigée contre un Français habitant les colonies. V. 62.—Contre une personne sur le point de partir dans un navire prêt à faire voile. V. 63.—Délai de comparution. V. 64.—Délai, si l'assignation est donnée au domicile élu. V. 64.—A une personne habitant en pays étranger. V. 65.—Assignation donnée à des délais plus longs que ceux de la loi. V. 65.—Comment le délai doit être fixé dans l'assignation. V. 66.—Ordonnance à obtenir pour assigner à bref délai et saisir le mobilier du défendeur. V. 66.—*Quid*, si l'affaire est urgente? V. 67.—Si elle est maritime. V. 66, 67.—Motif de la disposition qui oblige toute partie qui n'habite pas dans le lieu où siège le tribunal à y élire domicile. V. 67.—Effet de cette élection. V. 68.—Comment elle est constatée. V. 68.—Significations qui peuvent être faites au greffe, dans le cas où elle n'a pas eu lieu. V. 68.—Comparution des parties en personne que le tribunal peut ordonner. V. 80.—Renseignemens dont il peut s'éclairer. V. 90, 91.—Délibérés et mises de causes en rapport. V. 91.—Comment se forme le jugement. V. 92.—Comment se vide un partage de suffrages. V. 92.—Forme du juge-

ment. V. 92.—Quels doivent être les motifs qui y sont déduits. V. 93.—Dispositions qu'il peut contenir. V. 94.—Quand il y a lieu de prononcer par défaut. V. 94.—Vérification qui doit être faite des conclusions de la partie présente avant de les lui adjuger. V. 94, 95.—Procédure en cas de défaut de quelques-unes des parties assignées. V. 95.—Signification des jugemens par défaut. V. 96.—Délai de l'opposition dont ils sont susceptibles. V. 96, 97.—Sa forme. V. 98.—Actes d'exécution qui arrêtent la péremption de six mois. V. 97.—Jugement ne peut être rétracté par les juges qui l'ont rendu. V. 98, 99.—Quand l'exécution provisoire d'un jugement dont appel doit avoir lieu avec ou sans caution. V. 99, 101.—Nécessité de cette exécution. V. 102, 105.—S'applique-t-elle à la contrainte par corps? V. 311.—Recours dont sont susceptibles les jugemens des tribunaux de commerce. V. 102. Voy. *Appel*, *Requête civile*, *Tierce-Opposition*.

U.

UNION. Circonstances dans lesquelles se forme l'union des créanciers d'une faillite. IV. 460, 461.—Créanciers qui doivent y prendre part. IV. 461, 462.—Son but. IV. 462.—Election des syndics définitifs. IV. 462, 463.—Et d'un caissier. IV. 463.—Comment se décident les contestations dont son exécution est l'objet. IV. 463.—Sauf-conduit donné au failli pour y prendre part. IV. 464.—Fonctions des syndics. IV. 464, 473.—Nouvelle vérification qu'ils peuvent faire des droits des créanciers. IV. 465.—Actions qu'ils peuvent exercer. IV. 472.—Force qu'obtient à l'égard des créanciers auxquels il préjudicie un jugement rendu contradictoirement avec eux. IV. 472, 473.—Formes de la convocation de l'union, quand elle est nécessaire. IV. 473.—Quand cette nécessité existe. IV. 474.—Homologation à laquelle ses délibérations sont assujéties. IV. 474.—Responsabilité des syndics. IV. 474.—A la charge de qui sont les dépens prononcés contre eux. IV. 474, 475, 479.—Comment l'union est engagée dans les opérations qu'ils ont continuées en son nom. IV. 475, 579.—Nourriture et vêtemens qu'ils doivent remettre au failli. IV. 476.—Secours qui peut lui être fourni. IV. 476, 477.—Distribution des sommes recouvrées. IV. 477.—Comment les répartitions sont ordonnées et faites.

IV. 478. — Sommes dont elles se composent. IV. 478, 479. — Frais à en déduire. IV. 479. — Paiemens qui ont été faits d'avance. IV. 479, 480. — Autorisation des paiemens à effectuer aux créanciers. IV. 486. — Distribution. IV. 487. — Quand un créancier doit recevoir une somme au-dessous de son dividende. IV. 488. — Mode de paiement. IV. 488. — A qui le titre doit être remis, lorsque le créancier a touché plusieurs dividendes dans diverses faillites. IV. 489, 490. — Tribunal devant lequel la vente des immeubles doit être poursuivie. IV. 490, 491, 492. — Les syndics peuvent-ils en consentir le renvoi devant un notaire? IV. 490. — Surenchères dont cette opération peut être l'objet. IV. 491. — Action en expropriation. IV. 491. — A qui profite la déduction faite sur une créance hypothécaire du dividende que le créancier a obtenu dans le mobilier. IV. 492. — Comment il prend part à la distribution du mobilier, lorsqu'il a été colloqué dans celle des immeubles. IV. 493. — Exemples. IV. 494, 495, 496. — Comp'te des syndics et du caissier. IV. 497. — Du sauf-conduit et de l'exemption de contrainte par corps du failli. IV. 498. — Exercice des actions à intenter contre lui après la fin de l'union. IV. 499. — Etat du failli dont les créanciers se sont refusés à un concordat ou à une union et qui néanmoins ont traité avec lui. IV. 499, 500, 501.

USAGES du commerce. Droits qu'ils règlent. I. 226. — Comment ils sont constatés. V. 89. — Force qui leur appartient dans l'interprétation des conventions commerciales. II. 94. — Comment l'application en doit être faite. II. 94, 95.

USANCES. Voy. Terme.

USUFRUIT. Droits de l'usufruitier d'un fonds de commerce. II. 140.

V.

VAISSEAU. Signification propre de ce mot. III. 5.

VENTE. Sa définition. I. 219. — Son but. II. 239, 240. — Ventes qui sont actes de commerce. I. 249. II. 239. — Ventes ayant la qualité d'actes de commerce, abstraction faite de l'achat qui a pu les accompagner. II. 259. — Une vente peut-elle n'être pas acte de commerce, et l'achat qui y répond avoir ce caractère? I. 249. — Différentes causes

d'utilité publique pour lesquelles une personne peut être obligée à la vente de ce qui lui appartient. II. 241, 242, 258. — Moment où ce contrat devient parfait. II. 243. — Promesse de vendre et promesse d'acheter. II. 243. — Comment une promesse de cette sorte devient obligatoire. II. 243, 244. — Effet des offres faites par des circulaires, catalogues ou autres annonces. II. 243. — Promesses de vendre ou d'acheter qui sont la condition d'un autre engagement. II. 245. — Ventes qui ne peuvent s'opérer que par l'entremise de certains officiers publics. II. 245, 246. — Choses qu'il est défendu d'acheter. II. 246, 247. — Ventes de choses nuisibles II. 249. — Droits transmis à un acheteur dans la vente d'un établissement tel qu'une manufacture. II. 247, 248. — La raison de commerce du vendeur est-elle transmise à l'acheteur? IV. 24, 25. — Accessoires compris dans la vente d'un navire. III. 7, 25. — L'acquéreur profite-t-il de l'assurance faite par son vendeur de la chose vendue. II. 249, 670. III. 470, 471. — Comment la vente de la chose d'autrui est valide. II. 249. — Droits qui restent au propriétaire dont la chose a été valablement vendue sans son avou. II. 250. — Sort de cette vente à l'égard de ce propriétaire, si l'acheteur n'a pas pris livraison. II. 251, 260. — *Quid*, si la tradition symbolique en a été faite? II. 251. — Livraison qui s'opère par le simple consentement. IV. 536, 537. — Effets de cette vente entre le vendeur et l'acheteur. II. 251. — De l'éviction que peut éprouver l'acheteur. II. 282, 283. — En quoi doit consister le prix d'une vente. II. 252, 253. — Quand l'équivalent de ce que livre le vendeur donne-t-il au contrat le caractère d'un échange? II. 253. — *Quid*, si les choses ont reçu une évaluation dans le contrat? II. 253, 254. — Comment s'établit le juste prix d'une chose. II. 254. — Du cours et du prix courant. II. 255. — Comment le prix doit être exprimé. II. 255. — Comment il est fixé, lorsque le tiers à l'arbitrage duquel il avoit été mis ne le fixe pas, mais que la vente a reçu son exécution. II. 256, 257. — Lorsque l'acheteur n'a rien stipulé à cet égard. II. 256. — Lorsque le vendeur a stipulé le prix que des tiers lui offriront. II. 256, 257. — De la vente au prix que d'autres vendront. II. 257. — Du prix, lorsque la chose vendue est taxée par l'autorité. II. 257. — *Quid*, si la taxe est faite depuis une vente et fixe un prix qui en soit différent? II. 284. — Droits

du vendeur dont la chose a été payée par la remise d'effets négociables. II. 146, 147. — Droits que la vente pure et simple confère à l'acheteur dans la chose vendue. II. 80, 179, 180, 259, 260. IV. 343, 344, 507. — Effets, à l'égard des tiers, de la transmission de propriété qu'elle opère. II. 260. — Sa différence d'une livraison effective. IV. 532, 533. — De la propriété, quand la vente a été consentie envers plusieurs. II. 260. — Temps à partir duquel la chose vendue est aux risques de l'acheteur. II. 261. — *Quid*, s'il n'y a que promesse d'acheter? II. 261. — Si la livraison n'a pas lieu de suite. II. 261, 262. — Si le vendeur s'est obligé à transporter chez l'acheteur la chose vendue. II. 262, 640, 641. — S'il est entrepreneur de transports. II. 269, 641. — Clause du contrat dont l'effet est de suspendre la mise aux risques de l'acheteur. II. 262. — Comment la perte de la chose vendue, arrivée depuis la vente et avant la livraison, peut être à la charge du vendeur. II. 263, 284. — Règles à cet égard, en cas de vente de choses déterminées par leur espèce seulement. II. 263, 264. — Moyen pour les mettre aux risques de l'acheteur. II. 264, 265, 276. — Du cas où le vendeur se seroit obligé à livrer dans un lieu convenu. II. 265. — De la délivrance dans une vente sur facture, connoissement ou lettre de voiture. IV. 540. — Obligations du vendeur. II. 265, 266. — Frais de délivrance à sa charge. II. 266. — Doit-il l'avance des droits à percevoir par le trésor sur la chose vendue. II. 266, 267. — Est-il tenu à délivrer la chose vendue, si elle ne lui est pas payée? II. 286, 287. — S'il a accordé un terme à l'acheteur. II. 287. — Résolution qu'il a droit de faire prononcer, en cas de non paiement. II. 287. — Droits de l'acheteur, si le vendeur ne lui délivre pas exactement la chose vendue. II. 267. — Comment doit avoir lieu la délivrance de choses déterminées par leur espèce seulement. II. 268, 269. — L'acheteur peut-il, en cas de refus, en acheter une quantité pareille. II. 268. — Dommages-intérêts qui lui sont dus, si les choses vendues n'ont pas été livrées au temps convenu. II. 268, 269. — Comment il doit remplir l'engagement pris de faire arriver en *tel* temps à l'acheteur les choses vendues. II. 269. — Quand la perte de la chose vendue, arrivée chez le vendeur, opère la résolution de la vente, quoique portant sur un corps certain. II. 270, 271. — Comment les parties conviennent

de la qualité et de la quantité de la chose vendue. II. 271. — Chose qui doit être livrée, en cas de vente d'une chose indéterminée dont l'espèce est seulement indiquée dans la convention. II. 273. — *Quid*, s'il y a désignation d'une qualité précise, pareille à un échantillon qui n'a pas cette qualité? II. 274. — Défaut de qualité et de quantité autorise l'acheteur à refuser la livraison qui lui est offerte. II. 271. — Du refus fondé sur la différence entre la chose livrée et les échantillons sur le vu desquels le contrat avoit eu lieu. II. 272, 273. — Comment il doit être exprimé. II. 274. — Et dans quel temps. II. 277, 278, 281. — Conséquences résultant du fait de la réception par l'acheteur sans les précautions légales. II. 275; 276, 298. — Recours qui reste à l'acheteur, si le vendeur prouve avoir livré la chose de la qualité et de la quantité convenues. II. 11, 276. — *Quid*, si la chose avoit passé par les mains de plusieurs? II. 277, 278. — Du cas où la chose vendue auroit péri en route. II. 277. — Différence entre les difficultés sur la qualité de la chose vendue et la garantie des vices rédhibitoires. II. 278, 279. — Règles auxquelles cette garantie est soumise. II. 279. — Comment le vice rédhibitoire doit être constaté. II. 280. — Bonne foi et ignorance du vendeur. II. 280. — Action qui appartient à l'acheteur. II. 280. — Ce que doit comprendre la vente à tant la mesure. II. 280. — Celle en bloc ou à forfait. II. 281. — Tarre ou déficit à déduire dans l'intérêt de l'acheteur. II. 281. — Règles sur les mesurages. I. 411. — *Quid*, si le contrat est passé avec des étrangers? I. 412. II. 281. — Délai dans lequel l'acheteur doit vérifier la quantité de ce qui lui est livré. II. 281. — Garantie de la quantité et de la qualité due par le vendeur, si la vente a été faite sur facture. II. 281, 282. — Ce que devient le contrat si la chose n'a pas été livrée dans les quantité et qualité convenues. II. 282. — Garantie dont peut être tenu le vendeur envers l'acheteur, en cas d'éviction. II. 283, 284. — Effet de la renonciation de la part de l'acheteur à cette garantie et à celles qui lui sont dues pour autres causes. II. 307. — Obligations de l'acheteur. II. 284, 285. — Délai dans lequel il doit prendre livraison. II. 285. — Comment l'expiration du délai peut seule constituer l'acheteur en demeure. II. 285, 286. — Conséquences de ces principes. II. 298. — Prix et intérêts que l'acheteur doit payer. II. 286.

VENTES aléatoires. Espèces de ventes aléatoires. II. 299. — Différence entre les ventes aléatoires et les ventes conditionnelles. II. 299. — Conséquences qui en résultent. II. 308. — Nature et effets de la vente de produits futurs. II. 304. — De celle à forfait, risques et périls. II. 306. — Différence entre celle-ci et la précédente. II. 306. — Définition de la vente d'espérances. II. 307. — Sa différence des ventes de produits futurs de la nature ou de l'industrie. II. 307. — *Quid*, si le fait présumé ignoré étoit connu de l'une des parties? II. 308. — Egalité et bonne foi avec lesquelles le contrat doit être interprété et exécuté. II. 308, 309. — Ventes de créances subordonnées à un tirage. II. 308. — Vente d'un coup de filet. II. 309. — Nature et effets de la vente à profit commun. II. 311. — En quoi elle diffère de la commission de vendre moyennant une part dans les bénéfices. II. 311, 312. — Ses effets, si l'acheteur a stipulé la faculté de rendre la chose à une époque convenue. II. 312.

VENTES conditionnelles. Ventes réputées telles. II. 288. — Effets de la vente en gros ou en bloc. II. 289. — Règle d'après laquelle on juge qu'une vente est faite en bloc ou que le prix dépend du mesurage qui sera fait. II. 289, 290. — Lien produit par le contrat en ce dernier cas. II. 290. IV. 509. — Nature de la vente sous condition de dégustation. II. 290, 291. — Obligations de l'acheteur, si l'achat a pour objet des marchandises destinées à être revendues. II. 291. — Droits de revendication qu'il acquiert dans le cas où le vendeur tomberoit en faillite avant la livraison. IV. 508, 509. — Nature de la vente à l'essai. II. 292. — Sa différence de la vente avec une condition résolutoire. II. 292. — Ce qu'on appelle arrhes. II. 293. — Et dédit. II. 293. — Engagement des parties, lorsque les arrhes ont été données comme signe d'une vente projetée. II. 293. — Condition attachée à la stipulation des arrhes. II. 72. — Effet des arrhes données pour gage ou plus grande preuve qu'un marché est conclu. II. 293. — Comment on distingue ces deux espèces d'arrhes. II. 294. — Preuve attachée à la remise d'un *pot de vin* ou *deniers d'adieu*. II. 294. — Droits acquis à l'acheteur par une vente conditionnelle. II. 295. — *Quid*, si, dans l'intervalle de la convention à l'événement de la condition, la chose périt ou est détériorée? II. 295, 296, 297. — Si elle éprouve une dépréciation. II. 297. — Effets de l'accomplissement de la condition. II. 297.

— La vente d'un navire en résout-elle la location? III. 159. —
Les immeubles d'un mineur peuvent-ils être saisis? I. 308.

VENTES judiciaires. Effets de ces ventes. III. 37. — Leur différence d'une vente volontaire autorisée par justice. III. 568. — Effet particulier de l'adjudication en justice d'un navire saisi. III. 53. — Le tiers acheteur d'un navire peut-il être dépossédé sur le motif que le magistrat qui a autorisé la vente a été trompé? III. 25, 102.

VENTES publiques de marchandises. Comment et par qui doivent être faites celles qui ont lieu par enchères. I. 449 et suiv. — *Quid*, si l'adjudication est volontaire? II. 246. Voy. *Commissaires-Priseurs, Courtiers*.

VÉRIFICATION de créances. Voy. *Faillite*.

VÉRIFICATION d'écritures. Voy. *Compétence*.

VICE propre d'une chose. Ce qu'on entend par là. III. 282. IV. 543.

VICES rédhibitoires. Voy. *Fente*.

VICTUAILLES. Choses désignées par ce mot. III. 8. Voy. *Capitaine, Navire*.

VIREMENT. Nature, forme et effets de cette négociation. II. 172. Voy. *Compensation*.

VOITURIER. Voy. *Entreprise de transports*.

VOYAGE. Des voyages de long cours ou de grand et petit cabotage. III. 14, 15, 16. Voy. *Affretement, Assurances, Cabotage, Capitaine, Caravane, Conserve, Contrat à la grosse, Gens de mer, Navire, Ristourne*.

FIN DU TOME CINQUIÈME ET DERNIER.

. A. PIHAN DELAFOREST,

Imprimeur de Monsieur le Dauphin, de la Cour de Cassation,
et de l'Association Paternelle des Chevaliers de St.-Louis,

RUE DES NOYERS, n° 37.



MC



